Commune de Colline-Beaumont

Projet d'aménagement d'un camping de 500 emplacements

SA AUTHIE TOURISME



ETUDE D'IMPACT

Décembre 2025

Paysage 360°

Table des matières

1. Préambule 5
   1.1. Situation géographique 5
   1.2. Présentation du Maître d'Ouvrage de l'opération et pétitionnaire du projet 7
2. L'étude d'impact 8
   2.1. Justification de la nécessité de réaliser une étude d'impact 8
   2.2. Le contenu de l'étude d'impact 9
3. Description du projet 12
   3.1. Les objectifs et la nature du projet 12
   3.2. Insertion du projet dans la réflexion d'urbanisme communautaire 12
   3.3. Principes d'aménagement retenus 13
      3.3.1. Organisation des espaces collectifs 13
      3.3.2. Organisation des emplacements 13
      3.3.3. Organisation de la trame viaire et stationnements 14
      3.3.4. Mesures paysagères 16
      3.3.5. Fonctionnement hydraulique et gestion des eaux pluviales (Extrait DLE – BPH) 17
      3.3.6. Desserte en réseaux 20
   3.4. Evolution du projet 21
4. Contexte réglementaire associé 25
   4.1. Contexte réglementaire 25
   4.2. Projet et rubriques de la nomenclature Loi sur l'Eau 25
   4.3. Concertation préalable 26
5. Etat initial de l'environnement 29
   5.1. Milieu physique 29
      5.1.1. Topographie 29
      5.1.2. Géologie (dossier Etude de caractérisation de zone humide - Auddicé) 29
      5.1.3. Pédologie (dossier Etude de caractérisation de zone humide - Auddicé) 30
      5.1.4. Hydrographie 34
      5.1.5. Ressource en eau 38
   5.2. Climat 43
      5.2.1. Tendances climatiques 43
      5.2.2. Documents supra-communaux 51
      5.2.3. Plan Régional pour la Qualité de l'Air 52
      5.2.4. Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie 52
      5.2.5. Plan de Protection de l'Atmosphère 53
      5.2.6. Plan Climat Air Energie Territorial 54
      5.2.7. Plan de déplacement urbain 55

5.2.8. Potentiel en énergie renouvelable 55
5.2.9. Synthèse du climat Thème Diagnostic au niveau du site Enjeux pour le site 62
5.3. Milieu naturel (étude d'impact faune flore -Auddicé – 30/11/2023) 63
5.3.1. Contexte écologique du projet 63
5.3.2. Zones naturelles d'intérêt reconnu (Hors Natura 2000) 63
5.3.3. Trames vertes et bleues 89
5.3.4. Habitats naturels et flore 93
5.3.4.3. Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale 102
5.3.5. Faune 105
5.3.6. Synthèse générale des enjeux écologiques 142
5.4. Santé, risques et pollutions 146
5.4.1. Qualité de l'air 146
5.4.2. Sources de pollution 152
5.4.3. Ambiance sonore 153
5.4.4. Synthèse de la qualité de l'air et de l'ambiance sonore 157
5.4.5. Risques naturels 157
5.4.6. Risques technologiques 173
5.4.7. Synthèse des risques naturels et technologiques 177
5.5. Environnement humain 177
5.5.1. Analyse démographique 177
5.5.2. Analyse socio-économique 180
5.5.3. Les équipements 184
5.5.4. Transport et déplacement 185
5.5.5. Synthèse de l'environnement humain 191
5.6. Patrimoine historique, paysager et culturel 192
5.6.1. Entités paysagères 192
5.6.2. Patrimoine historique 192
5.6.3. Synthèse du patrimoine 196
5.7. Synthèse état initial 197
6. Evolution probable du site et de l'environnement en l'absence de projet 200
6.1. Evolution probable du site 200
6.2. Evolution probable de l'environnement 200
7. Evaluation des impacts et mesures associées 202
7.1. Préambule 202
7.2. Effets cumulés du projet avec des projets connexes 203
7.3. Effets liés aux travaux et mesures associées 204
7.3.1. Effets des travaux sur le milieu humain et l'économie 205

7.3.2. Effets des travaux sur la santé et le cadre de vie 205
7.3.3. Effets des travaux sur le milieu physique 207
7.3.4. Effets des travaux sur le paysage, le patrimoine et les loisirs 210
7.3.5. Effets des travaux sur le milieu naturel 211
7.3.6. Effets des travaux sur le milieu urbain 217
7.4. Effets en exploitation et mesures associées 218
7.4.1. Effets sur le milieu humain, l'économie et les services 218
7.4.2. Effets sur le milieu physique en exploitation 219
7.4.3. Assainissement et gestion des eaux 221
7.4.4. Effets sur le paysage et le patrimoine 221
7.4.5. Effets sur le milieu naturel 223
7.4.6. Effets sur le milieu urbain 227
8. Articulation du projet avec les documents cadres stratégiques 229
8.1. Le SRADDET Hauts-de-France 229
8.2. Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Pays Maritime et Rural du Montreuillois 230
8.2.1. Projet d'Aménagement et de Développement Durable 231
8.2.2. Document d'Orientation et d'Objectifs 231
8.3. Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal 233
8.3.1. Zonage applicable 233
8.3.2. Règlement de la zone 235
8.3.3. Projet d'Aménagement et de Développement Durable 240
8.3.4. Orientations d'Aménagement et de Programmation 240
8.3.5. Servitudes d'Utilité Publique et Obligations Diverses 241
8.3.6. Droit de Préemption Urbain 245
8.4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie 245
8.4.1. Les objectifs 245
8.4.2. Les orientations et dispositions 246
8.5. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux 257
9. Auteurs de l'étude 262
10. Sources et méthodes utilisées 263
11. Annexes 264
Annexe 1 264
Annexe 2 286
Annexe 3 290

1. Préambule

1.1. Situation géographique

Le projet de terrain de camping 5 étoiles est situé sur la commune de Colline-Beaumont dans le Département du Pas-de-Calais en Région Hauts-de-France. La commune fait partie de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois.

Bordée par l'Authie, Colline-Beaumont se situe entre la baie d'Authie et la baie de Somme, entre la côte picarde et la côte d'Opale. La commune est située à une dizaine de kilomètres de l'aire d'attraction de Berck.

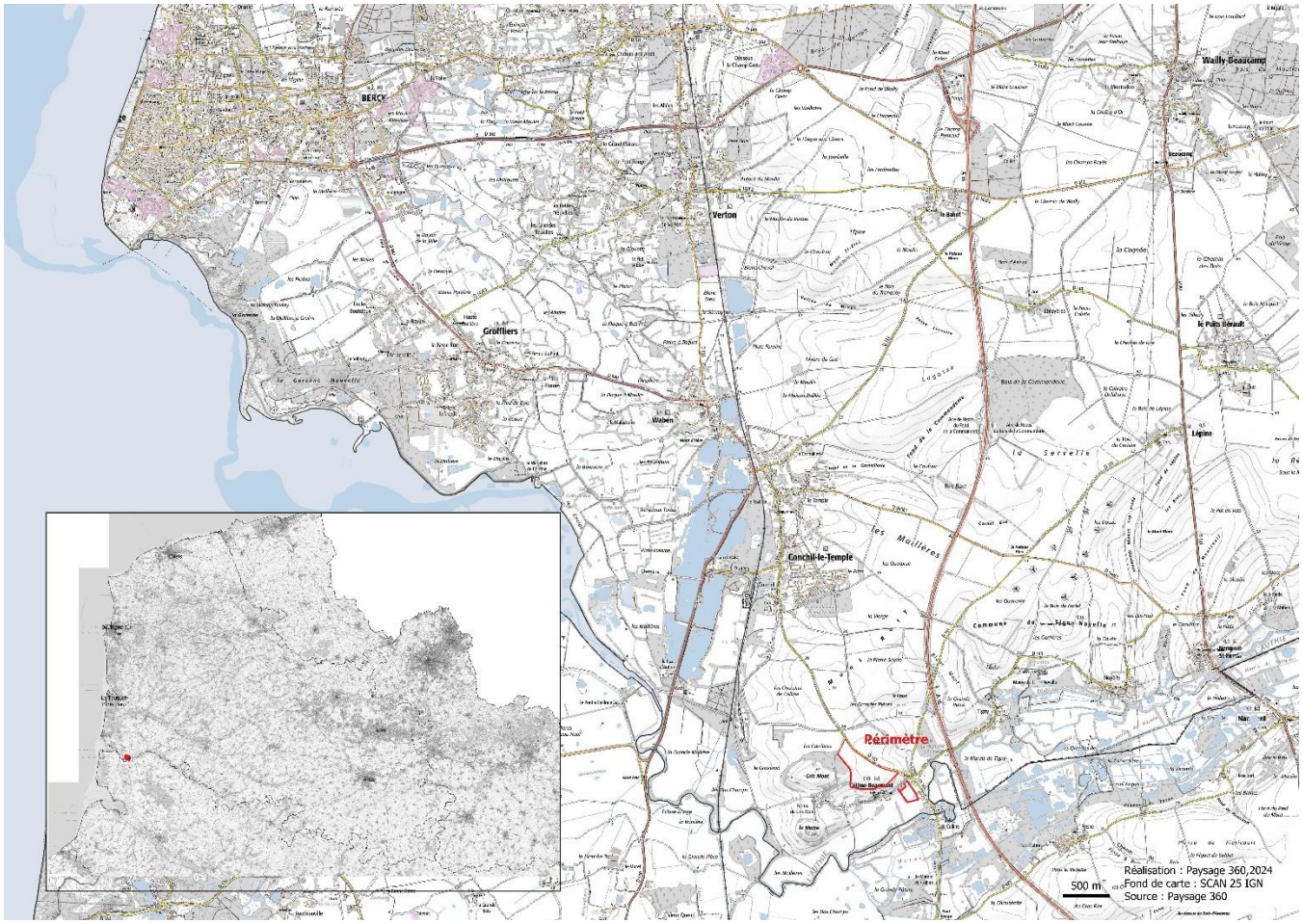


Figure 1 : Localisation du projet de camping

Le projet est circonscrit entre :

- Au Sud : le « surplus » de la propriété puis le village de Colline-Beaumont,
- Au Nord : des terres cultivées,
- A l'Est : la RD143 puis des terres cultivées,
- Au Nord-Ouest : un espace boisé,
- Au Sud-Ouest : on retrouve quelques prairies.

La société SA Authie Tourisme représentée par Monsieur Jean-Paul PRUVOT, est propriétaire d'un ensemble de parcelles situées sous les n° 17 à 20 et 74 de la section ZA (soit 19 ha 22 a 87 ca) et sous le n°28 de la section AD (2 ha 63 a 97 ca).

La surface du projet est de **170 031 m²** sur les **218 684 m²** contenus au sein des 6 parcelles cadastrales visées. L'état parcellaire total du projet figure dans le tableau suivant :

SECTION	N°	Contenance cadastrale (m²)	
		Surface totale	Surface projet
ZA	17	9 561	9 561
ZA	18	13 051	13 051
ZA	19	35 394	35 394
ZA	20	35 467	35 467
ZA	74	98 814	72 558
AD	28	26 397	4 000*
TOTAL		**218 684**	**170 031**

*Parcelle dédiée à l'implantation du futur système d'assainissement non collectif.

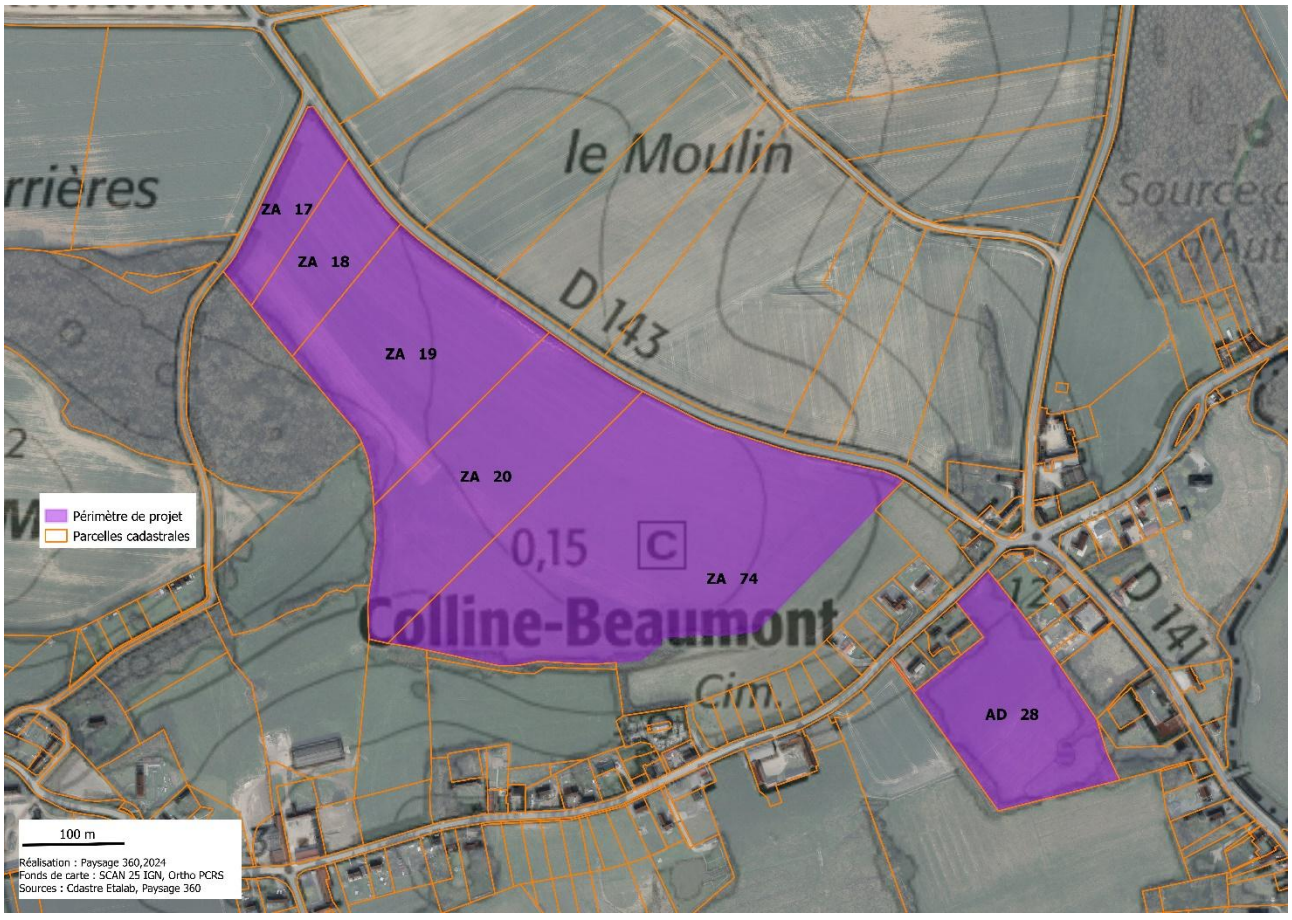


Figure 2 : Parcellaire cadastral

1.2. Présentation du Maître d'Ouvrage de l'opération et pétitionnaire du projet

La SA à directoire AUTHIE TOURISME porte ce présent projet.

SA AUTHIE TOURISME

Chemin des Bois
62180 CONCHIL-LE-TEMPLE

SIRET : 32185283200013

Président du directoire : Laurent PRUVOT-KURKOWSKI

Directeurs : Jean-Paul PRUVOT-KURKOWSKI et Hubert-Olivier PRUVOT

Email : contact@authie-tourisme.fr

Cette société est spécialisée dans le secteur d'activité « Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs ».

Elle valorise et promeut les projets ayant un impact le plus faible possible sur l'environnement et s'intègre dans son contexte local.

La société a d'ailleurs fait le choix de nommer ce projet « Camping des Trois Baies », la commune de Colline-Beaumont étant située à proximité des baies de Canche, d'Authie et de Somme.

2. L'étude d'impact

2.1. Justification de la nécessité de réaliser une étude d'impact

L'évaluation environnementale est établie conformément à la réglementation en vigueur, au titre des articles L122-1 et suivants (partie législative) et des articles R122-1 et suivants (partie réglementaire) du Code de l'Environnement.

Le projet de création de camping à Colline Beaumont (62) s'implante sur environ 17 hectares répartis comme suit :

- Partie camping (Nord) : 16,6 ha,
- Partie station d'épuration : 0,4 ha.

Sur le site de projet seront aménagés 500 emplacements de camping.

Ainsi, ce projet d'aménagement doit faire l'objet d'une procédure d'une évaluation environnementale au titre de l'annexe à l'article R122-2, rubriques 39b et 42 (extrait du décret n° 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets).

Annexe à l'article R.122-2 :

CATEGORIES de projets	**PROJETS soumis à évaluation environnementale**	**PROJETS soumis à examen au cas par cas**
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagements	a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R.* 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m² dans un espace autre que : – les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable – les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; – les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable **b) Opérations d'aménagements dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha** c) Opérations d'aménagement créant une emprise au sol au sens de l'article R.* 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000m² dans un espace autre que : – les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable – les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; – les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000m² b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000m².

42. Terrains de camping et caravanage	**Terrains de camping et de caravanage permettant l'accueil de plus de 200 emplacements de tentes, caravanes, résidences mobiles de loisirs ou d'habitations légères de loisirs**	a) Terrains de camping et de caravanage permettant l'accueil de 7 à 200 emplacements de tentes, caravanes, résidences mobiles de loisirs ou d'habitations légères de loisirs. b) Aires naturelles de camping et de caravanage permettant l'accueil de 7 à 30 emplacements de tentes, caravanes.

Dans le cas où un projet est concerné par plusieurs rubriques, le régime le plus contraignant l'emporte. **Le projet étant concerné par les rubriques mentionnées précédemment, ce dernier est soumis à procédure d'étude d'impact en application de l'annexe III de la directive 85/337/CE.**

N.B. : un dossier « Loi sur l'Eau » sera mené conjointement à l'évaluation environnementale.

2.2. Le contenu de l'étude d'impact

Extrait de l'article R122-5 du Code de l'environnement :

« I.-Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

II.-L'étude d'impact présente :

1° Une description du projet comportant des informations relatives à sa conception et à ses dimensions, y compris, en particulier, une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et des exigences techniques en matière d'utilisation du sol lors des phases de construction et de fonctionnement et, le cas échéant, une description des principales caractéristiques des procédés de stockage, de production et de fabrication, notamment mis en œuvre pendant l'exploitation, telles que la nature et la quantité des matériaux utilisés, ainsi qu'une estimation des types et des quantités des résidus et des émissions attendus résultant du fonctionnement du projet proposé. […]

2° Une analyse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet, portant notamment sur la population, la faune et la flore, les habitats naturels, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques telles que définies par l'article L. 371- 1, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'eau, l'air, le bruit, les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, ainsi que les interrelations entre ces éléments ;

3° Une analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires (y compris pendant la phase des travaux) et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement, en particulier sur les éléments énumérés au 2° et sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux ;

4° Une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :
-ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 et d'une enquête publique ;
-ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

5° Une esquisse des principales solutions de substitution examinées par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu ;

6° Les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article R. 122-17, et la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L. 371-3 ;

7° Les mesures prévues par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage pour :
-éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
-compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.
La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments visés au 3° ainsi que d'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et du suivi de leurs effets sur les éléments visés au 3° ;

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir l'état initial visé au 2° et évaluer les effets du projet sur l'environnement et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9° Une description des difficultés éventuelles, de nature technique ou scientifique, rencontrées par le maître d'ouvrage pour réaliser cette étude ;

10° Les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation ;

11° Lorsque certains des éléments requis en application du II figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact ;

12° Lorsque le projet concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

[…]

IV.-Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, celle-ci est précédée d'un résumé non technique des informations visées aux II et III. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant.

V.-Pour les travaux, ouvrages ou aménagements soumis à autorisation en application du titre Ier du livre II, l'étude d'impact vaut document d'incidences si elle contient les éléments exigés pour ce document par l'article R. 214-6.

VI.-Pour les travaux, ouvrages ou aménagements devant faire l'objet d'une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre IV, l'étude d'impact vaut étude d'incidences si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23. »

L'étude d'impact a donc pour principaux objectifs :
- de mettre en évidence des zones de sensibilités différentes, à l'intérieur d'un périmètre d'étude suffisamment étendu ;

- de justifier l'implantation du projet par rapport aux contraintes environnementales, techniques et économique rencontrées ;
- de définir les conditions d'insertion du projet dans l'environnement ;
- de présenter les mesures envisagées pour réduire ou compenser les impacts du projet qui auront été mis en évidence.

3. Description du projet

3.1. Les objectifs et la nature du projet

Une partie de l'économie du territoire est dirigée vers le tourisme balnéaire au travers notamment de la station populaire de Berck. On recense donc sur la ville centre, ainsi que sur les communes du pourtour, plusieurs campings traditionnels dont les prestations sont variées. Toutefois, l'occupation de ces structures est essentiellement estivale et les structures existantes peinent à se renouveler.

L'offre se veut complémentaire aux structures existantes en positionnant le nouveau camping sur un segment haut de gamme (la majorité des structures ont un classement 2 étoiles), labélisé de qualité environnementale, proposant des hébergements alternatifs (architecture insolite répondant à de nouvelles formes, architecture bioclimatique intégrée à l'environnement, etc…).

L'objectif est donc non seulement de réaliser un terrain de grande qualité (classification 5 étoiles) mais également de réaliser un équipement touristique exemplaire en particulier d'un point de vue environnemental et paysager. Le projet ayant vocation d'accueillir des touristes dans un environnement protégé et de qualité, tout en leur assurant un accueil et un niveau d'équipement élevé.

Le site retenu se situe stratégiquement au cœur des Trois Baies (Canche, Authie et Somme), permettant d'avoir une situation centrale sur l'environnement et les paysages associés.

L'objectif n'est pas de centraliser le projet au sein du périmètre de l'agglomération mais bien au sein des richesses et atouts de découvertes touristiques.

Par ailleurs, le projet permettra de développer le « tourisme vert » en complément du tourisme balnéaire présent sur la côte. En effet, les stations balnéaires de Berck-sur-Mer, Fort-Mahon ou encore de Quend Plage, situées à proximité de Colline-Beaumont, sont fréquentées durant la période estivale par des touristes. Ces derniers venant pour une journée depuis les secteurs de Lille, Arras, Lens ou Paris, mais également pour un séjour plus long en résidence secondaire ou en camping. Pour éviter que cette fréquentation des stations balnéaires ne déborde vers les espaces de nature du littoral, ce projet vient conforter le développement de sites d'accueil touristique à l'intérieur des terres.

De plus, ce projet de terrain de camping a émané depuis de nombreuses années. En effet, la société à l'origine de ce projet a acheté en 2002 cet ensemble de terrains sur lequel auparavant été épandu du lisier de porcs. Depuis le rachat, l'exploitation de la porcherie et l'épandage ont cessés. Les parcelles ont été ensemencées ; elles sont fauchées plusieurs fois par an pour permettre un entretien régulier.
Le projet n'utilise ainsi pas de foncier agricole aux exploitants du secteur.

3.2. Insertion du projet dans la réflexion d'urbanisme communautaire

Le projet est repris dans plusieurs documents d'urbanisme.

En effet, le projet est visé dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois. L'objectif étant de décliner l'axe touristique du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du territoire Sud Opalien de la CA2BM. En effet, comme décrit au SCOT, au rapport de présentation et au PADD, la collectivité souhaite concrétiser la réalisation d'un camping haut de gamme sur l'arrière littoral répondant aux évolutions de la demande concernant l'hôtellerie de plein air, en accord avec le cadre environnemental en place.

La mention de la réflexion d'urbanisme réglementaire est reprise dans la partie « Articulation du projet avec les documents cadres stratégiques ».

A noter, la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois est au cœur des discussions concernant ce projet. Le projet est concerté avec les différents services de la CA2BM (alimentation en eau, déchets, assainissement, aspects réglementaires, stationnements, desserte, sécurité, …).

3.3. Principes d'aménagement retenus

3.3.1. Organisation des espaces collectifs

Afin d'assurer une cohérence fonctionnelle au sein du camping et une meilleure lisibilité interne et externe du terrain aménagé, les bâtiments et espaces collectifs (accueil, bar-restauration, espace aquatique, blocs sanitaires, espace de jeux…) seront localisés à l'entrée du camping.

Cela permettra d'implanter les équipements à proximité des voiries primaires et de positionner les éléments bruyants (bar-restaurant, espace de jeux) dans la « zone accueil », ne portant ainsi pas de nuisances sonores pour les habitants de Colline-Beaumont.

La conception de l'architecture des équipements et locaux collectifs s'accorde avec la charte paysagère globale du camping.

3.3.2. Organisation des emplacements

L'aménagement se composera de 500 emplacements répartis de la manière suivante :

- 41 emplacements nus
- 211 emplacements hébergements locatifs
- 248 emplacements loisirs

L'objectif sera de répartir les emplacements de façon cohérente au sein d'une trame paysagère globale, en maintenant pour chacun leur interchangeabilité. Pour ce faire, il convient de définir la superficie et la géométrie des emplacements en fonction du type d'occupation (mobil-homes, tentes, caravanes, …), de la topographie et de la trame paysagère globale.

Afin d'éviter le cloisonnement des usagers et organiser une mixité des emplacements, mobil-homes ou HLL pourront être mélangées au sein d'un « petit quartier » par exemple.

Les différents secteurs seront séparés par des aménagements. Ceci aboutira à un plan d'aménagement intégrant la notion de non alignement, non seulement des emplacements, mais des différents secteurs du terrain de camping.

L'aménagement des groupes d'emplacements sera réalisé en boucle et non en impasse.

La taille des emplacements sera variable, avec une moyenne de 200m² (contre 100m² sur d'autres camping 5 étoiles). Ici, la volonté est de limiter au maximum l'artificialisation au profit d'espaces verts qualitatifs et quantitatifs.

On retrouvera ainsi :

- 40 emplacements compris entre 90 à 100m²,
- 59 emplacements compris entre 100 à 200m²,
- 398 emplacements compris entre 200 et 300m² et
- 3 emplacements supérieurs à 300m².

3.3.3. Organisation de la trame viaire et stationnements

3.3.3.1. Depuis l'extérieur

La connexion du camping au réseau routier extérieur se fera uniquement via la Rue de la Fontaine, une rue très calme et peu passante.

2 accès principaux au site ont été identifiés. Il s'agit de l'accès via la RD 940 (accès par Conchil-le-Temple) et de celui via la RD 901 puis la RD 940E1 et la RD 141 (accès depuis Nempont-Saint-Firmin).

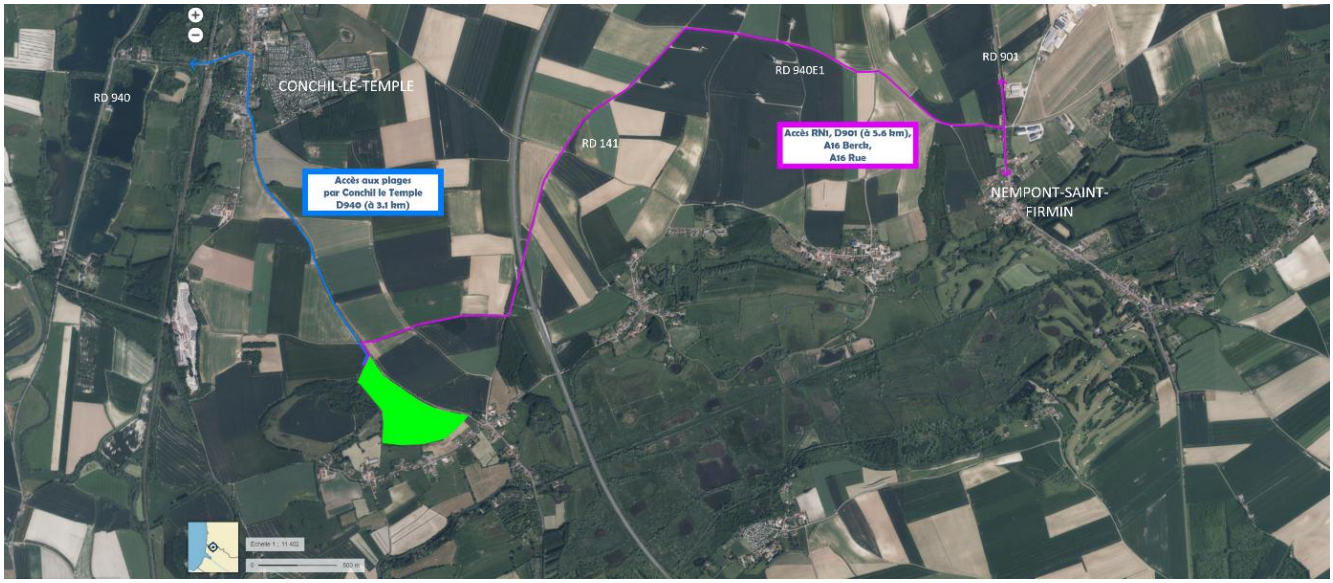


Figure 3 : Accès routier vers le camping

Une signalétique de qualité influencera de manière positive le comportement des touristes. Ainsi, une signalétique adaptée permettant de guider automobilistes, cyclistes et piétons sera installée.

En complément, une plaquette expliquant quels sont les meilleurs moyens de circuler en voiture, à vélo ou à pied dans le village de Colline Beaumont sera distribuée aux touristes fréquentant le camping.

3.3.3.2. Au sein du camping

Au sein de l'établissement, un plan de circulation sera établi afin d'organiser et de hiérarchiser entre elles les allées principales, secondaires, cyclables ou piétonnes.

Les chemins seront créés en suivant les courbes de niveaux ; les pentes douces permettront la circulation des personnes à mobilité réduite et des enfants. Les déplacements des personnes à mobilité réduite sont pris en compte dans le projet. La granulométrie des matériaux utilisés est adaptée et les rampes d'accès aux infrastructures ont une pente inférieure à 4%. Dans le cas où la pente est supérieure ou égale à 4%, le projet prévoit la mise en place de palier(s).

Les voiries primaires seront en enrobé, les chemins secondaires seront en stabilisé et engazonnée sur la partie centrale.

Les voiries situées dans la partie Nord du projet seront dimensionnées de manière à permettre le passage des secours ou encore des poids lourds permettant l'acheminement des mobil-homes.



Figure 4 : Exemples de voiries - Camping de la Vache Verte à Conchil-le-Temple

Des places de stationnements « visiteurs » seront présentes à l'entrée du camping. A proximité de l'aire de poubelles permettant la collecte des déchets des places de stationnement seront également créées.

De même, des stationnements sont réservés aux employés.



Figure 5 : Zoom sur les stationnements partie Nord (plan masse MPCB)

Concernant les emplacements, un stationnement sera présent sur chaque parcelle. Ce dernier sera enherbé avec 2 « traces de roues ».



Figure 6 : Exemples de stationnement à la parcelle - Camping de la Vache Verte à Conchil-le-Temple

3.3.4. Mesures paysagères

Le projet se veut être intégrateur plutôt que dissimulateur et utilise le végétal comme outil majeur pour atteindre cet objectif. Il s'agit là de définir le rôle, l'emprise et la typologie des limites du camping en fonction de la nature des parcelles voisines afin d'aménager des limites d'emprise qui de l'intérieur, comme de l'extérieur, s'harmonisent avec le territoire environnant et offrent un cadre naturel, confort et intimité aux usagers du camping. Les insertions paysagères permettront de limiter les vues que ce soit depuis l'extérieur du site ou depuis l'intérieur de ce dernier.

3.3.4.1. Relation avec l'extérieur

Le projet respecte l'identité de la commune dans laquelle il s'inscrit, c'est-à-dire un caractère rural et boisé (alignement d'arbres, boisement, haies).

Le boisement situé Rue de la Fontaine et l'alignement d'arbres le long de la route départementale RD 143 participent à l'intégration paysagère du projet.

En périphérie, les clôtures seront réalisées avec des piquets de saule qui deviendront des arbres. Celles-ci sont doublées d'une haie composée de végétaux variés. Par ailleurs, les limites de terrain seront traitées de manière à laisser de la transparence.

Le projet a vocation à valoriser les relations visuelles du camping vis-à-vis de son environnement. La valorisation et la mise en scène des percées visuelles ou perspectives sur des éléments remarquables du territoire sont pris en compte ; 3 points de vue seront créés dont un sur l'Eglise Saint-Martin.

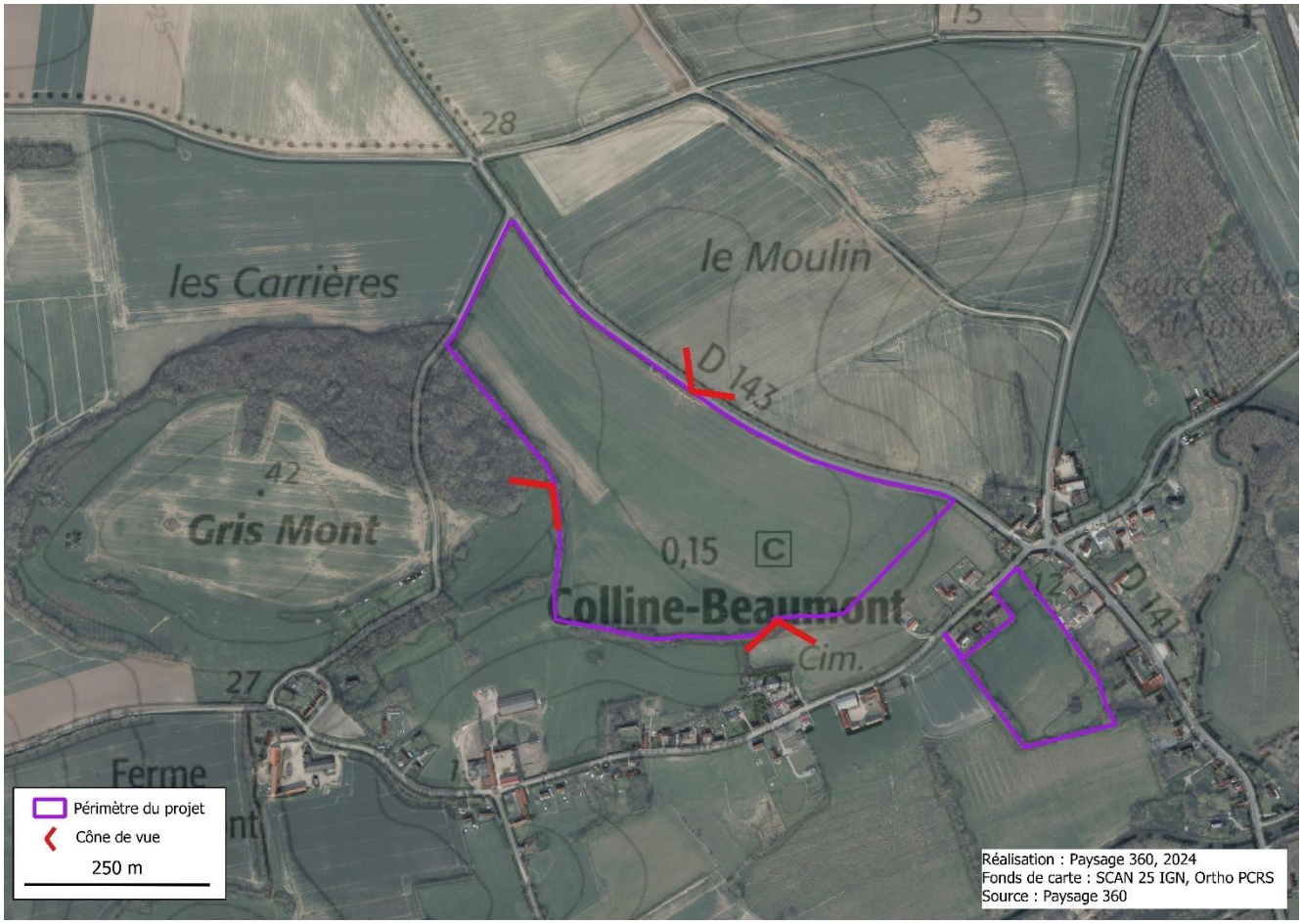


Figure 7 : Localisation des cônes de vue (sous réserve de modification pour le cône de vue situé le long de la RD 143)



Figure 8 : Exemples de trame végétale clôturant le camping - Camping de la Vache Verte à Conchil-le-Temple

3.3.4.2. Au sein du camping

Le projet s'appuie sur la topographie du site. La création de merlons et les nombreuses plantations permettront d'intégrer le projet dans son environnement et limiteront les perspectives visuelles vers les mobil-homes, les stationnements et autres bâtiments situés au niveau de l'entrée du site.

Ces valorisations et mises en scène seront traitées de sorte à mettre en avant les points forts du site tels que l'accueil et l'aire de jeux. L'entrée étant le lieu de transition entre le domaine public et le camping, sécuriser tout en assurant une bonne continuité et visibilité routière sera une priorité. Les aménagements paysagers de l'entrée et de la zone d'accueil seront donc soignés tout en prenant en compte l'aspect sécuritaire. Le projet jonglera ainsi sur la densité de plantations (densifier ou alléger selon les scénarios et les espaces) afin de guider le regard vers les pôles attractifs du camping et vers l'environnement extérieur tout en étant sécuritaire.

La végétalisation des emplacements rendra plus conviviale la vie des campeurs et permettra au camping dans sa globalité de mieux s'intégrer dans le paysage. Pour ce faire, le projet propose de créer des emplacements enherbés et des séparations à base de végétaux. Utiliser une association végétales variées (haies vives, taillis, masses arbustives, arbres, …) permettra de créer des limites séparatives tout en évitant un cloisonnement répétitif.

Au sein même de la parcelle, il convient d'adapter les aménagements annexes des mobil-homes à deux aspects parfois antagonistes : le respect de la réglementation sur la mobilité des mobil-homes et la création d'emplacement conviviaux et paysagés. Pour ce faire, le projet vise à créer des aménagements à caractère non définitif, ou ne faisant pas obstacle au déplacement. Il convient d'éviter la plantation d'arbres sur l'emplacement pour éviter de devoir les abattre lors de l'enlèvement d'un mobil-home par exemple. La plantation d'arbre sera privilégiée dans les haies délimitant les emplacements. De plus, l'intégration de la partie inférieure du mobil-home sera traitée via de la mise en place de végétation basse. Une alternative est également possible via l'installation d'un bardage en bois amovible. L'installation de terrasses surélevées ou de pergolas nécessitera également une végétation légère permettant son intégration.

3.3.5. Fonctionnement hydraulique et gestion des eaux pluviales (Extrait DLE – BPH)

3.3.5.1. Eaux pluviales

Le projet se veut être le plus perméable possible dans l'utilisation des matériaux. En effet, il convient de préciser que seules les surfaces couvertes par les locaux, bureaux, accueil, salle de réunion, restaurant, etc… et certaines voiries seront imperméabilisées. Ces équipements se situeront sur la zone Nord du projet.

De plus, au sein de chaque parcelle, un système de jatte / noue est mis en place au niveau des haies permettant la gestion des eaux pluviales.

Les voiries secondaires à hauteur des emplacements de mobil-homes seront semi-perméables (sable de Marquise accompagné de bandes roulantes pour les allées).

Les mobil-homes seront uniquement posés sur plots béton, et les parcelles seront engazonnées.

Le mode de gestion des eaux pluviales excédentaires peut donc être divisé en **deux sous bassins** :

- ❖ ***Sous bassin n°1*** : Zone Nord imperméabilisée (zone d'accueil).
- ❖ ***Sous bassin n°2*** : Zone Sud végétalisée (emplacements de loisirs).

Sous bassin n°1 : Mode de gestion

Le mode de gestion décrit ci-après et proposé pour le sous-bassin 1 est à valider par le maître d'ouvrage, le DLE détaillera le choix effectué)

Ce *sous bassin n°1* est la partie la plus imperméabilisée, puisqu'elle est occupée par les bâtiments d'accueil, le restaurant, la scène, le logement du gardien ainsi que des voiries principales en enrobés ou des zones d'accès en béton stabilisé. On note également la présence de la zone piscine, agencée avec un béton drainant.

Les eaux pluviales issues des descentes de gouttières des bâtis et des zone imperméabilisées (voirie, accès) seront canalisées via un réseau de collecte Ø315 et dirigées vers un bassin tampon de tamponnement/infiltration au Nord du projet (zone d'espace vert).

Sous bassin n°2 : Mode de gestion

L'aménagement prévu au cœur du *sous bassin n°2* (zone des hébergements de loisirs) comporte d'innombrables zones végétalisées, plantées de haies et d'arbustes, afin de freiner les éventuels phénomènes de ruissellement et de favoriser l'infiltration.

Ce mode de gestion est utilisé par le pétitionnaire depuis toujours (1981) sur les installations du Camping le *Village de la Vache Verte* à CONCHIL LE TEMPLE.

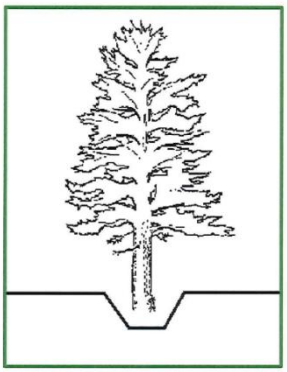
Les terrains seront donc engazonnés et boisés, l'utilisation des matériaux pour réaliser les voiries étant réduite au maximum. Des plantations abondantes d'arbres et arbustes seront réalisées à raison d'environ 1 300 unités à l'hectare.

Au pied de chaque plantation sera créée une « jatte » d'environ 0.2 m² sur 0.15 m de profondeur, correspondant à un volume tampon de :

- 39 m^3 / hectare (0.2 x 0.15 x 1300 u)

Au pied des haies (17 500ml de haies sur le projet), le volume tampon sera représenté également par ce même principe (=jatte), de 0.40 m de large sur 0.15 m de profondeur, correspondant à un volume tampon potentiel de :

- 1 050 m^3 pour l'ensemble de l'assiette du projet (l 0.40m x P 0.15m x L 17 500 ml)



La jatte au pied de la plante retient l'eau.



Figure 9 : Plan de gestion des eaux pluviales en sous bassin (extrait DLE - BPH)

3.3.5.2. Eaux usées

Le réseau d'assainissement projeté collectera l'ensemble des emplacements et zone d'accueil, avec pour objectif un taux de collecte de 100% des bâtiments durs et légers (HLL) et un raccordement sur une microstation de type **TUBAOSTEP 1000EH.**

En ce qui concerne les dispositions techniques à mettre en place, un réseau d'assainissement sera créé pour collecter les eaux usées produites par chaque mobile-homes. Ce réseau respectera une pente motrice suffisante pour éviter la formation de bouchons et sera en tout point étanche pour empêcher l'infiltration d'eaux parasitaires.

3.3.6. Desserte en réseaux

Dans la mesure du possible, les réseaux seront implantés et structurés en secteurs, cela permet de limiter la propagation d'un problème sur l'ensemble des emplacements du camping par l'isolement des secteurs.

A noter, l'ensemble des emplacements seront grand confort (eau, électricité, égout).

3.3.6.1. Télécommunication et électricité

Il n'y a actuellement pas de réseaux de télécommunication présent sur l'emprise du projet.

L'alimentation électrique sera possible via l'installation d'un poste de transformation électrique le long de la RD 143.

Dans la mesure du possible, les réseaux seront implantés et structurer en secteurs. Cela permettra de limiter la propagation d'un problème sur l'ensemble des emplacements du camping.

3.3.6.2. Alimentation en eau potable

Authie Tourisme a demandé à la commune de Conchil-le-Temple de lui accorder une servitude de passage de réseaux sur le chemin rural dit « Chemin rural du Temple » afin de garantir l'accès des réseaux d'eau potable permettant l'alimentation du camping. La commune a répondu favorablement à cette demande concernant la servitude pour l'ouvrage et le passage de réseaux (acte en date du 22 novembre 2024). Cette servitude est consentie à titre gratuit. Authie Tourisme prendra à sa charge la réalisation et la bonne exécution des travaux d'eau potable et financera l'intégralité du projet.

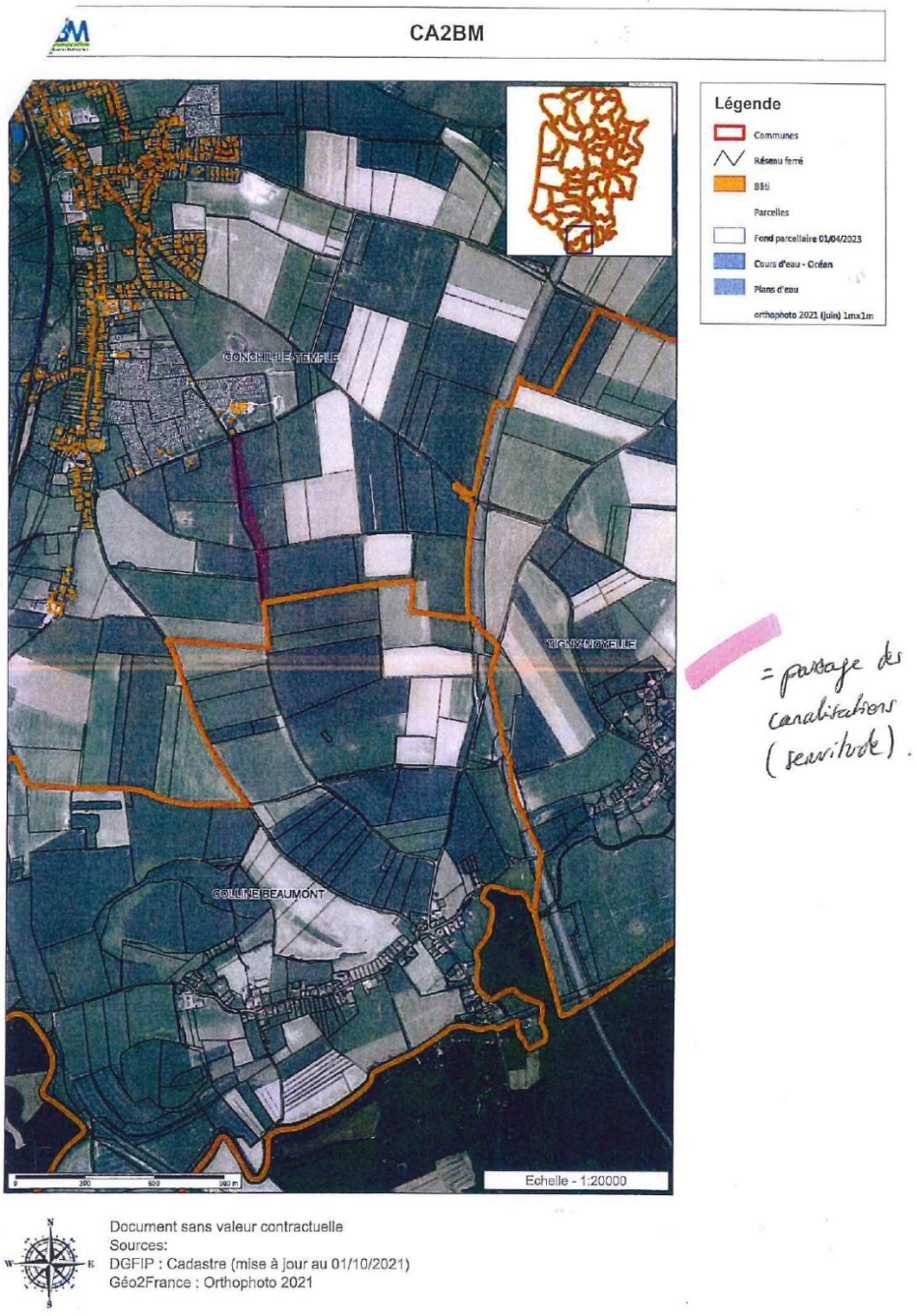


Figure 10 : Localisation de la servitude eau potable (Source : acte du 22 novembre 2024 entre Authie Tourisme et Conchil-le-Temple)

3.4. Evolution du projet

Fort de son expérience avec le camping de la Vache Verte situé sur la commune de Conchil-le-Temple, Authie Tourisme maîtrise depuis des années la gestion des voiries en revêtement perméable et les techniques écologiques et douces de gestion des espaces verts nécessaires pour permettre la pérennité de ce futur projet.

Ainsi, depuis le début des réflexions, le projet se veut être le plus vertueux possible en maximisant l'utilisation de matériaux locaux, naturels et perméables. Au même titre que les essences végétales locales qui seront, elles aussi, sélectionnées avec soin permettant une insertion paysagère optimale par l'utilisation d'essences locales.

La principale évolution du projet réside dans la mise en place de toitures végétalisées sur une partie des bâtiments situés à l'entrée du camping. Cette évolution permet de rendre le projet compatible avec la nouvelle réglementation mise en place depuis janvier 2025. Ainsi, ce sont plusieurs mètres carrés de toitures végétalisées qui seront créés.

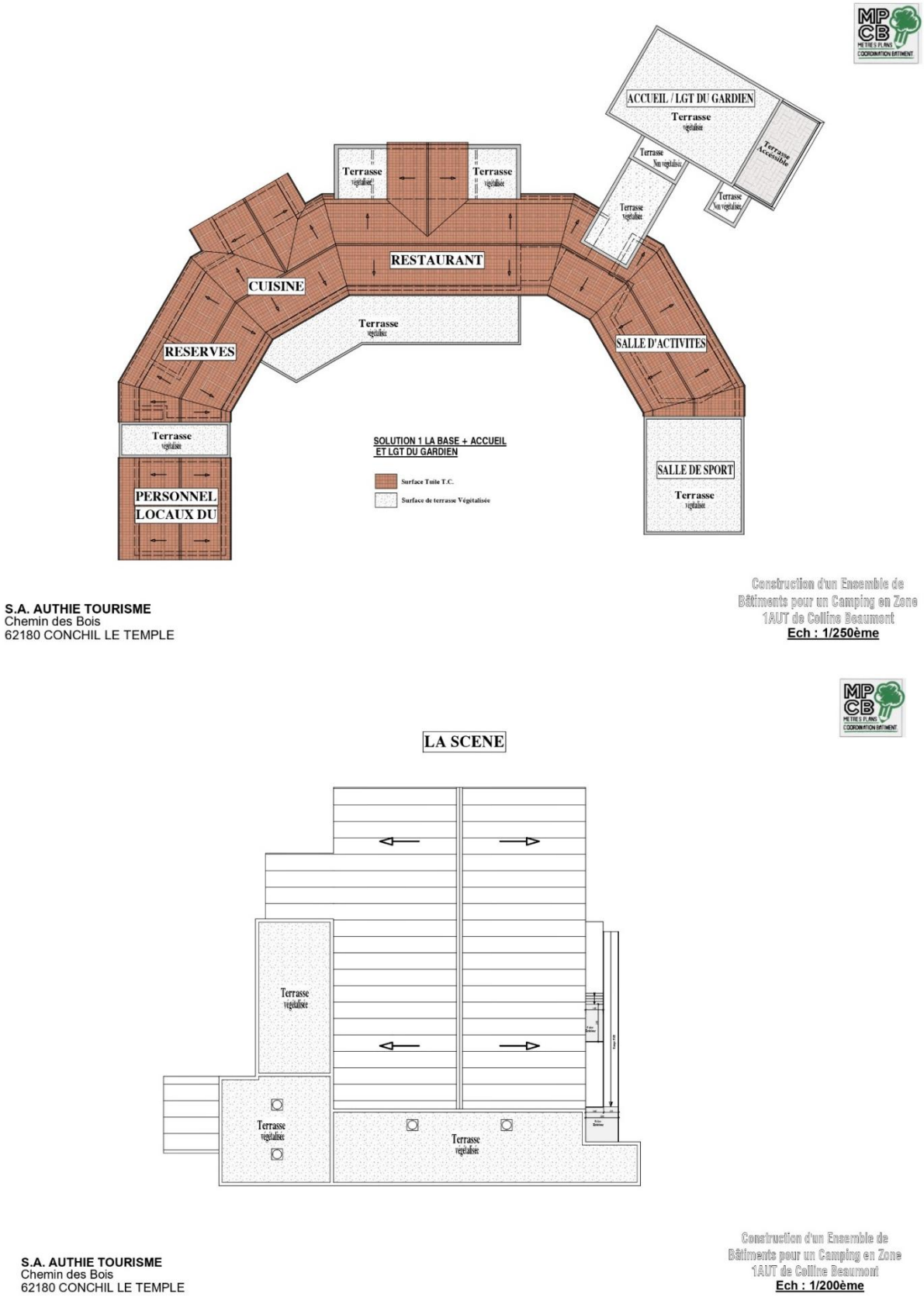


Figure 11 : Localisation des toitures végétalisées (Source : MPCB)





Figure 12 : Mise en perspective des toitures végétalisées sur la partie restaurant (Source : MPCB)

Ci-après le plan masse du projet. D'après le DLE, un bassin permettant la gestion des eaux du sous-bassin 1 devra être créer dans la partie Nord (non représenté ici – cf. figure 9). Le DLE précise les modes de gestion retenus.



Figure 13 : Plan masse - Mai 2025

4. Contexte réglementaire associé

4.1. Contexte réglementaire

Le Code de l'Environnement dans sa section Eau et Milieu Aquatique (articles R 214.1 et suivants) a pour mission de contribuer à la protection, la mise en valeur de la ressource en eau superficielle et souterraine dans le respect des équilibres naturels.
Il fixe notamment les conditions dans lesquelles peuvent être réglementés certains travaux et activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de cette ressource ou de nuire à son libre écoulement.
Promulguée le 30 décembre 2006, la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques comprend 102 articles et réforme plusieurs codes dont le code de l'environnement.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques s'inscrit à la suite de :

- La loi de 1964, qui instaura la gestion concertée de l'eau par grands bassins hydrographiques et mit en place les 6 agences de l'eau du territoire métropolitain,
- La loi de 1992 qui fut à l'origine de 2 outils de gestion et de planification de la politique de l'eau : les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE).

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques répondait à trois grands enjeux :

- Atteindre les objectifs « de bon état de toutes les eaux d'ici 2015 », fixés par la directive européenne : la Directive Cadre Eau,
- Améliorer les conditions d'accès à l'eau pour tous et apporter plus de transparence au fonctionnement du service public de l'eau et de l'assainissement,
- Rénover l'organisation de la pêche en eau douce. L'atteinte des objectifs fixés est conditionnée au financement de la politique de l'eau. L'encadrement des dépenses des agences de l'eau, et des tarifs des redevances instaurées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, sont prévus dans ses articles 83 et 84.

Le décret n° 2007 – 397 du 22 mars 2007 abroge les décrets n° 2006-880 et 2006-881 du 17 juillet 2006. La nomenclature et la procédure des opérations soumises à déclaration ou à autorisation sont intégrées à la partie réglementaire du code de l'environnement selon les articles suivants :

- L'article R.214-1 Modifié par Décret n°2021-147 du 11 février 2021 - art. 3 soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration un certain nombre d'opérations selon leurs caractéristiques.
- Les articles R.214-1 à R.214-5 listent les installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à un régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau.
- L'article R214-32 Modifié par Décret n°2020-828 du 30 juin 2020 - art. 4 prévoit le contenu du Dossier de Déclaration Loi sur l'Eau. L'article R181-13 Modifié par Décret n°2021-807 du 24 juin 2021 - art. 1 prévoit le contenu de l'autorisation environnementale dans le cadre des Dossiers d'Autorisation Loi sur l'Eau.

4.2. Projet et rubriques de la nomenclature Loi sur l'Eau

Les travaux sont concernés par le décret n°2006-881 du 17 juillet 2006 modifiant le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif :

- À la nomenclature des opérations soumises à **autorisation** ou à **déclaration** en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- Aux zones de répartition des eaux en application du décret n°94-354 du 29 avril 1994.

Les rubriques concernées sont :

- **2.1.1.0 Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales :**
    1. Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) ;
    2. Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D).

Le projet final produira une charge de pollution correspondant à 1000 Equivalent-Habitant (en considérant une valeur de 2 EH par emplacement/mobil home). En considérant une charge de 60 g/EH/jour, la charge totale en DBO5 atteint 60 kg/jour.

La rubrique 2.1.1.0. est par conséquent soumise au régime de déclaration.

- **2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol**, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :
    1. Supérieure ou égale à 20 ha : procédure d'autorisation (A) ;
    2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : procédure de déclaration (D).

Les deux zones d'étude se situent sur la commune de Colline-Beaumont dans le département du Pas-de-Calais et concernent des surfaces de 17 ha (camping) et 0,4 ha (parcelle AD n°28 – installation de la filière assainissement des eaux usées).

La rubrique 2.1.5.0. est soumise au régime de déclaration.

En conclusion, le présent dossier sera donc soumis dans sa globalité à une procédure administrative de *déclaration*.

4.3. Concertation préalable

Le projet a été élaboré **en concertation avec les services de la CA2BM** concernant différentes thématiques (eau potable, gestion des déchets, assainissement, …).

De plus, dans le cadre de la phase amont, le code de l'environnement organise depuis le 1er janvier 2017 une procédure de concertation préalable, principalement régie par les articles L.121-15-1 à L.121-21 et R.121-19 à R 121-24 du Code de l'Environnement.

Cette concertation préalable vise à permettre un débat sur l'opportunité, les objectifs et les principales caractéristiques ou orientations du projet concerné, des enjeux socio-économiques associés, ainsi que des impacts significatifs de ce projet sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat contribue à aborder, le cas échéant, des

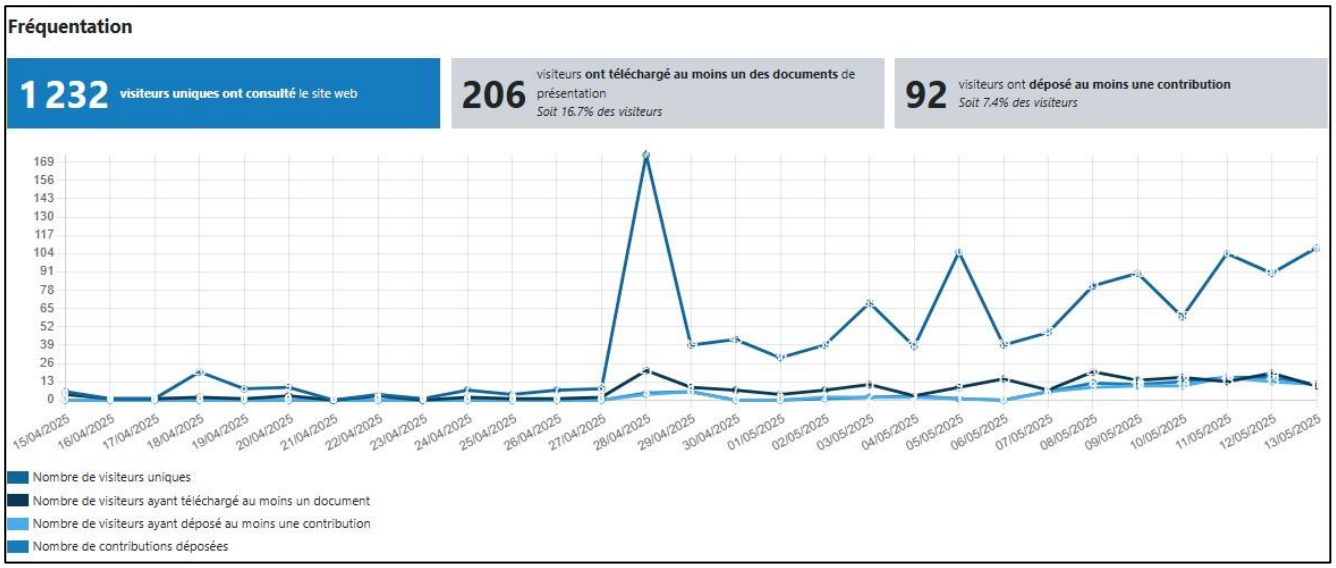
AVIS DE CONCERTATION PREALABLE DU PUBLIC

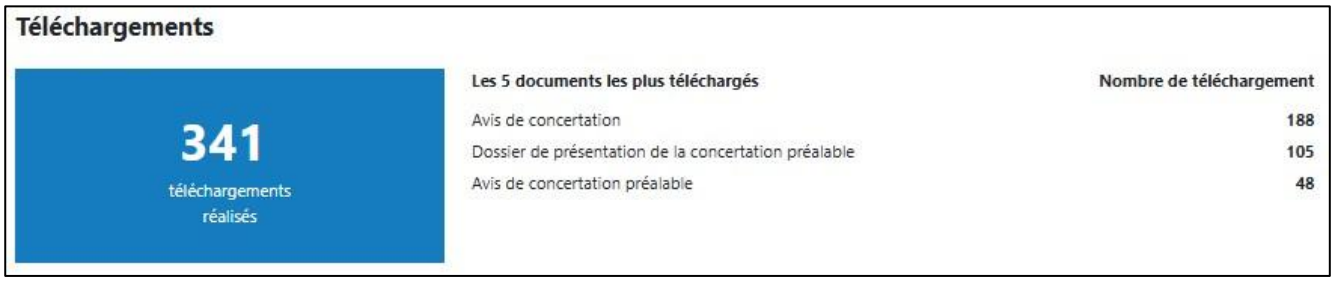
En application de l'article R.121-19 du code de l'environnement
RELATIVE A LA CREATION D'UN CAMPING
SUR LA COMMUNE DE COLLINE-BEAUMONT.

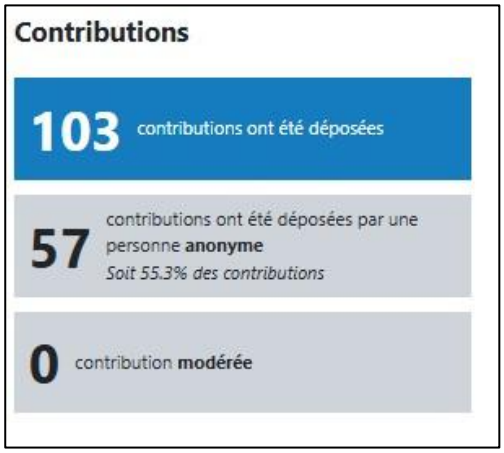
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONCERTATION PREALABLE
Dans le cadre de la phase amont, le code de l'environnement organise depuis le 1er janvier 2017 une procédure de concertation préalable, principalement régie par les articles L.121-15-1 à L.121-21 et R.121-19 à R 121-24.
Cette concertation préalable vise à permettre un débat sur l'opportunité, les objectifs et les principales caractéristiques ou orientations du projet concerné, des enjeux socio-économiques associés, ainsi que des impacts significatifs de ce projet sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat contribue à aborder, le cas échéant, des solutions alternatives (y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre). Cette concertation préalable permet aussi d'anticiper les questions d'information et de participation du public après sa clôture.
ARTICLE 2 : Durée de la concertation préalable
15 jours consécutifs, **du lundi 28 avril au jeudi 13 mai inclus.**
ARTICLE 3 : Dossier et modalités de concertation
Le dossier de concertation sera tenu à disposition du public, en version numérique sur le site internet dédié, https://www.registre-dematerialise.fr/6203 pendant la durée susvisée.
Le public pourra déposer ses observations et soumettre ses propositions : par voie électronique directement sur le site internet dédié https://www.registre-dematerialise.fr/6203
ARTICLE 4 : SUITES DE LA CONCERTATION PREALABLE
Bilan de la concertation : Le bilan de la concertation sera établi conformément aux dispositions du code de l'environnement (articles L. 121-16, R-121-23, et R-121-24), dans les 3 mois au plus tard après la fin de la concertation. Il comprendra un bilan réalisé, présentant les mesures jugées nécessaires de mettre en place pour tenir compte des enseignements tirés de cette concertation. Ces documents seront publiés sur le site internet dédié https://www.registre-dematerialise.fr/6203.

solutions alternatives (y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre). Elle constitue une étape importante qui permet d'informer et d'associer, durant la phase d'élaboration d'un projet, les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées par celui-ci. Cette concertation préalable permet aussi d'anticiper les questions d'information et de participation du public après sa clôture.

Cette consultation a eu lieu du lundi 28 avril au jeudi 13 mai 2025 inclus.







Le bilan de la concertation est présenté en annexe. **Les 92 contributeurs ayant déposé une contribution représentent donc 7,47% des visiteurs, ce pour un total de 103 contributions.**

Proposition de mesures émanant de la concertation :

Aspects environnementaux

- Présenter l'usage actuel des terres concernées et l'impact sur l'économie agricole actuelle
- Présenter les mesures hydrauliques prévues pour éviter tout risque de surplus d'eau pluviale
- Présenter un état des lieux précis de la richesse écologique des lieux. Proposer des mesures d'insertion présentant une plus-value écologique.
- Paysage : Présenter un état des lieux paysagers et simuler l'implantation du projet sous différents angles.
- Eau et déchets : Présenter les mesures d'insertion du projet au regard des infrastructures existantes.

Aspects sociaux et environnementaux

- Gestion des flux en période d'affluence
- Analyse des impacts sonores et mesures d'insertion

Aspects économiques

- Nombre et type d'emplois visés
- Présentation des retombées économiques potentielles pour l'économie locale

Gouvernance

- Assurer une concertation pour les phases suivantes : Enquête publique en phase étude d'impact ?

Alternatives

- Présenter les scénarii avec analyses des effets adaptés au projet

5. Etat initial de l'environnement

5.1. Milieu physique

Il est impératif d'identifier la nature du sol afin de gérer convenablement l'infiltration ou le rejet des eaux pluviales interceptées par le projet, et de prévoir la conception des ouvrages en fonction de la qualité de leur assise. Des études de sols ont été menées afin de déterminer la nature précise du sol sur l'ensemble du périmètre.

5.1.1. Topographie

D'après le plan topographique, les niveaux du terrain naturel au droit du projet se situent entre :

- Point bas : 2.26 m IGN au Nord du projet
- Point haut : 2.67 m IGN au Sud-Ouest du projet

Le terrain était une ancienne prairie, marqué par un relief relativement significatif.

La commune de Colline Beaumont est traversée par l'Authie.

L'Authie, entaille profonde du plateau artésien, a créé des entités éco-paysagères prononcées avec un plateau calcaire dont l'altitude varie de 100 à 163 m qui s'étend de chaque côté du fleuve. L'altitude du plateau décline depuis le pays de Doullens, à l'est (point culminant à 163 m), vers les bas-champs picards, à l'ouest (moins de 40 m). Le fond de la vallée de l'Authie, quant à lui, est recouvert d'alluvions et de tourbes.

Le terrain est en pente vers le Nord-Ouest.

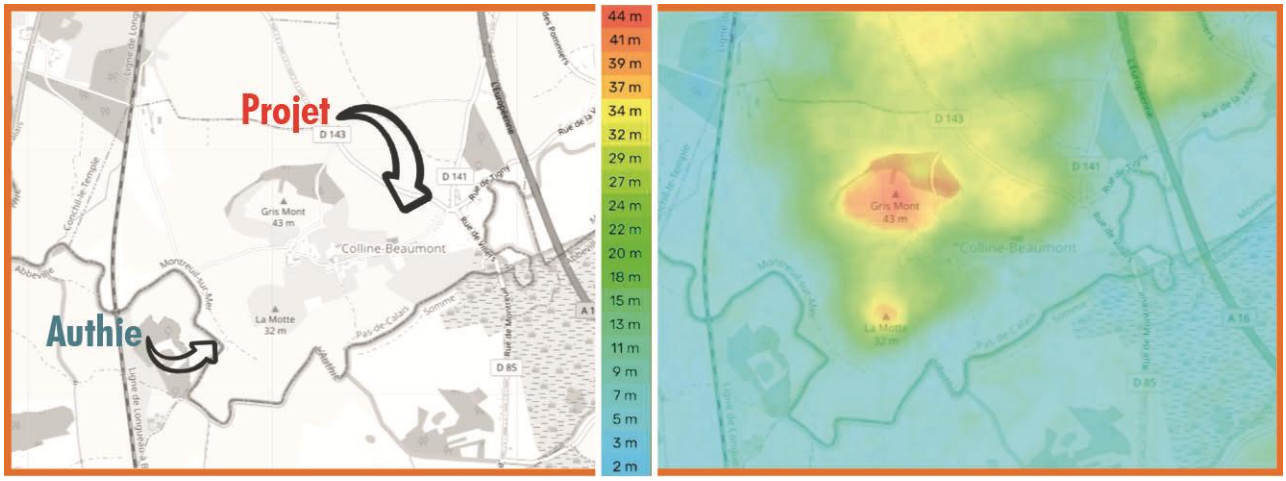


Figure 14 : Relief de la zone d'étude (source topographic-map.com)

5.1.2. Géologie (dossier Etude de caractérisation de zone humide- Auddicé)

D'après la carte géologique de Rue, les zones d'étude reposent sur 4 types de formation présentées ci- dessous, du nord vers le sud.

- Limons argilo-sableux rouges à silex (LPs) : Le plateau de craie est recouvert par un manteau très continu de limons argilo-sableux rouges à silex. Ceux-ci sont surtout argileux vers leur base et sur une faible épaisseur, mais très sableux plus haut. L'épaisseur des limons a silex est de l'ordre de quelques mètres.

- Limons remanies sur pente (CLP) : limons très sableux, voire des sables, descendus pour l'essentiel des limons sableux a silex tapissant la surface du plateau.

- Coniacien supérieur (c4c) : Cette craie blanche, moins riche en silex forme l'essentiel de l'ossature des plateaux. On peut évaluer sa puissance a plus de 30 mètres.

- Alluvions récentes (Fz). Elles sont essentiellement constituées par des bancs de graviers, de sables et de tourbes, auxquels s'associent des limons remanies. La surface des alluvions l'Authie se raccorde a celle de la formation du Marquenterre.

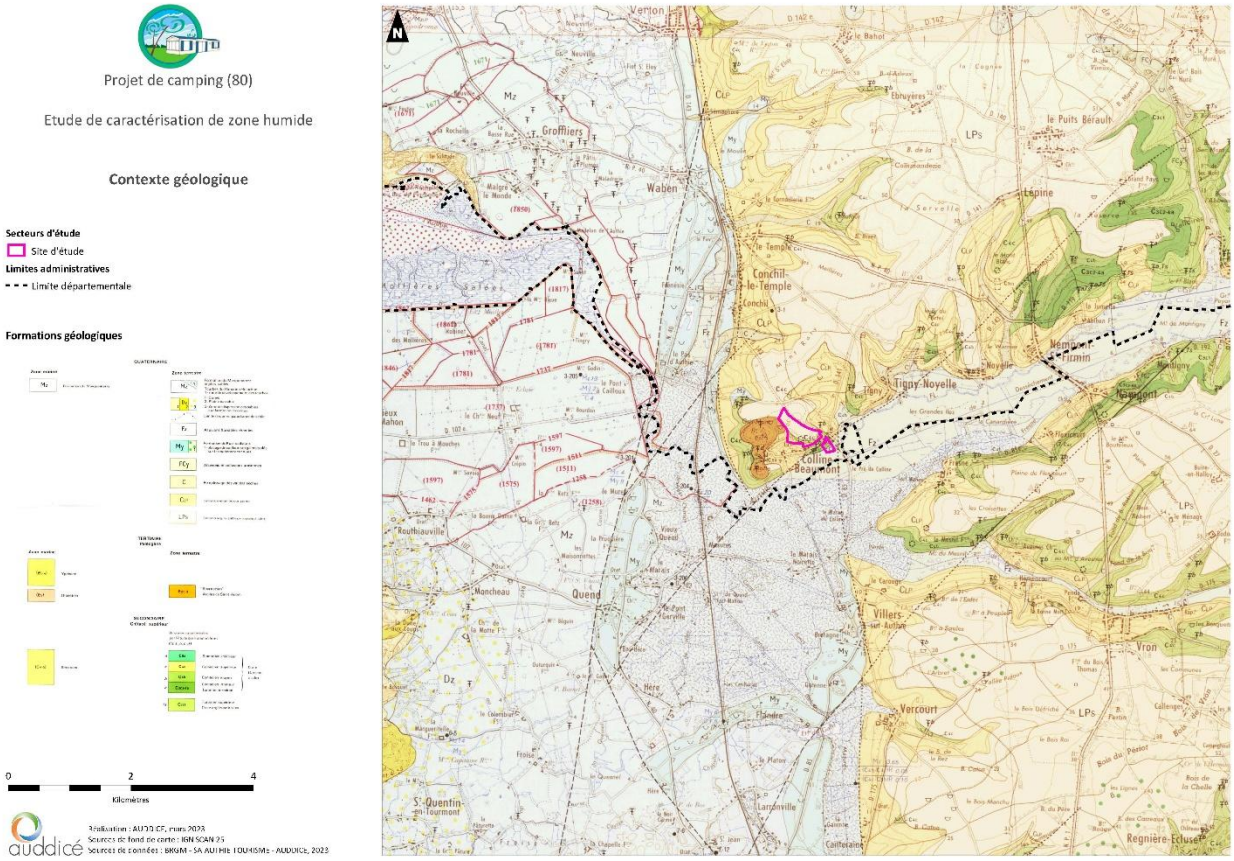


Figure 15 : Contexte géologique (Etude de caractérisation de zone humide, Auddicé)

5.1.3. Pédologie (dossier Etude de caractérisation de zone humide- Auddicé)

L'étude de caractérisation de zone humide réalisée par Auddicé stipule que le critère pédologique destiné à définir une zone humide doit être évalué par la réalisation de sondages pédologiques à la tarière à main ou autre moyen approprié, répartis sur l'ensemble du secteur d'étude. Ces sondages permettent d'extraire des carottes de sol qui sont ensuite examinées.

La présente expertise fait référence à la liste des types de sols, donnée en annexe 1.1.1. de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 qui suit la nomenclature des sols reconnue actuellement en France, c'est-à-dire celle du *Référentiel pédologique de l'Association Française pour l'Etude des Sols* (D. BAIZE et M.C. GIRARD, 1995 et 2008).

L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence :

- d'horizons histiques (ou tourbeux) débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 centimètres ;

- ou d'horizons réductiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol ;

- ou d'horizons rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur ;

- ou d'horizons rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et d'horizons réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.

NB : un horizon est qualifié de rédoxique dès lors qu'il présente des traits rédoxiques supérieurs à 5% de recouvrement.

Si l'une de ces caractéristiques est présente, le sol peut être considéré comme sol de zone humide. En leur absence, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen de la végétation.

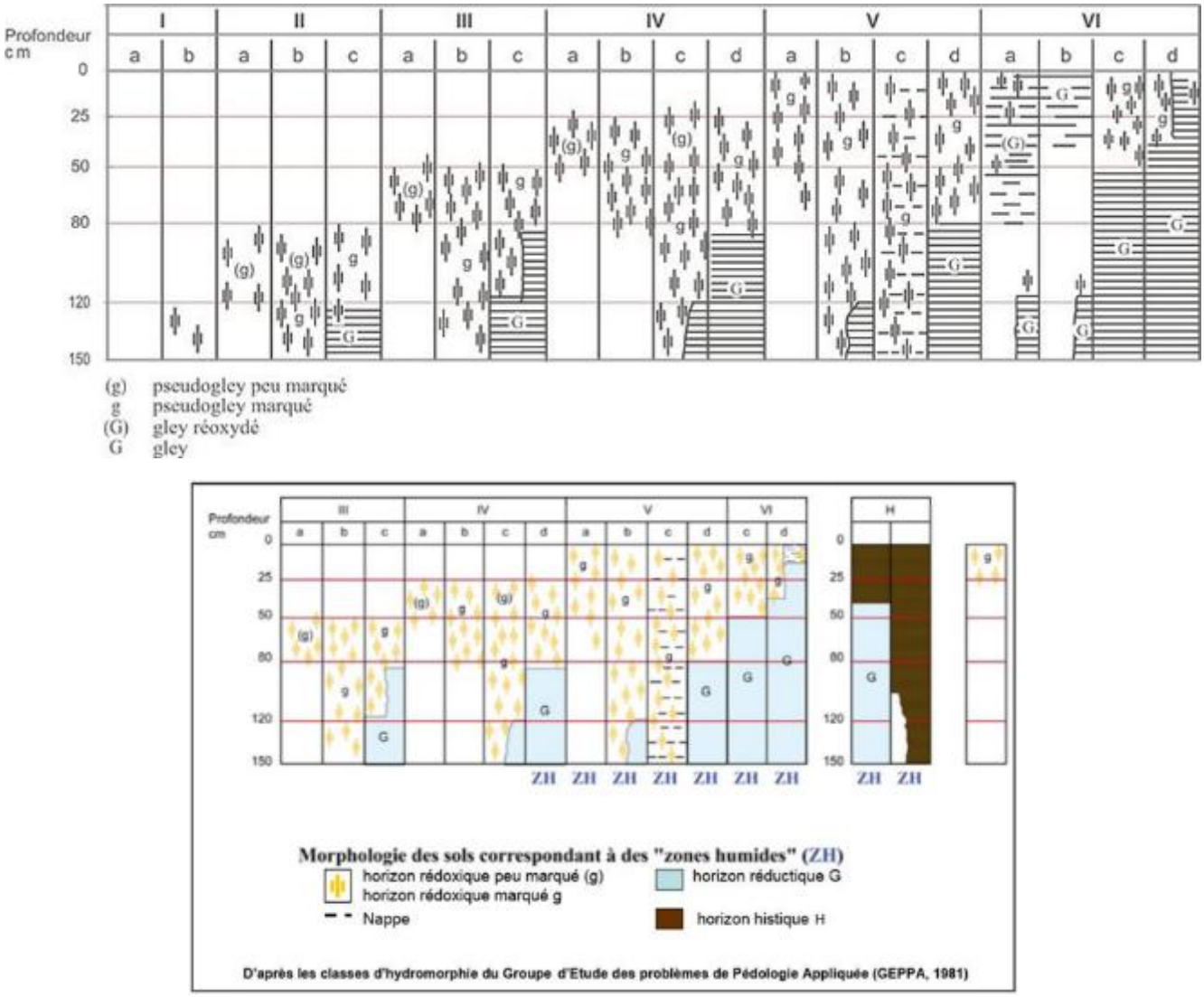
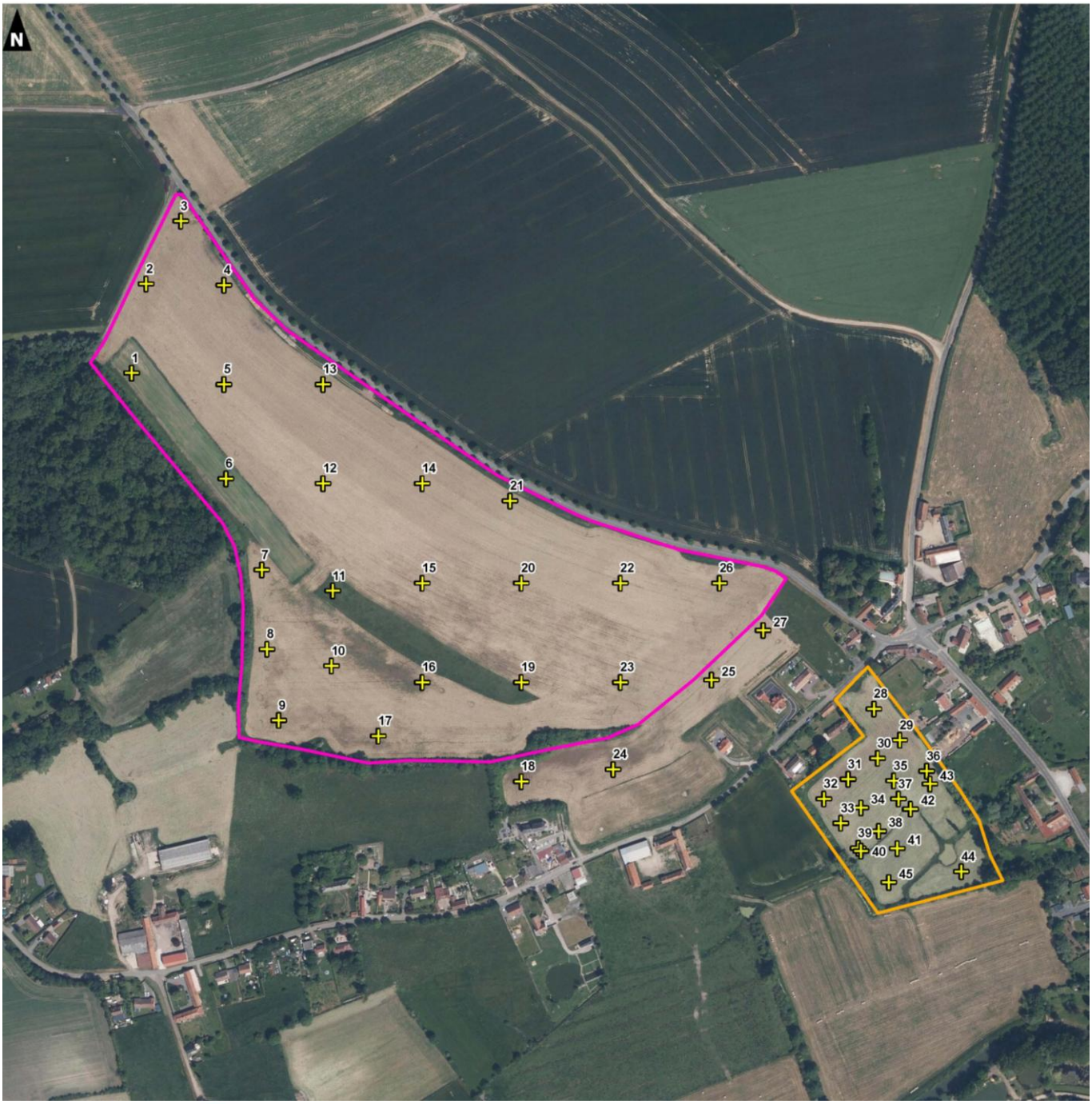


Figure 16 : Illustrations des caractéristiques des sols de zones humides (notées « ZH »)

Les sondages à la tarière ont été réalisés les 28 mars et 05 avril 2023 afin de répondre aux modalités énoncées à l'annexe 1 de l'Arrêté du 24 juin 2008. La prospection des sols a consisté en la réalisation de **45 sondages** à la tarière manuelle jusqu'à une profondeur de 1,20 m. Les sondages ont été géographiquement localisés selon la carte page ci-après :



Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude de caractérisation de zone humide

Localisation des sondages péologiques

0 100 200

Mètres

auddicé

Réalisation : AUDDICE, juin 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Secteur d'étude

Zone d'étude (camping)

Zone d'étude (station d'épuration)

Sondage pédologiques

Sondage pédologiques

Figure 17 : Localisation des sondages pédologiques (Auddicé)

Sur les 45 sondages réalisés au sein du site d'étude :

- 1 sondage n'a pu être réalisé que jusque 90 cm de profondeur du fait des silex et/ou de la craie (refus de sondage à la tarière manuelle). Ce sondage ne présente aucun horizon rédoxique ou réductique jusque 90 cm de profondeur.

Ceci nous amène donc dans les classes de sol I ou II qui ne sont pas caractéristiques de zone humide.

- 15 sondages n'ont pu être réalisés que jusque 50 à 70 cm de profondeur du fait des silex et/ou de la craie (refus de sondage à la tarière manuelle). Ces sondages ne présentent aucun horizon rédoxique ou réductique jusque 50 à 70 cm de profondeur.

Ceci nous amène donc dans les classes de sol I, II ou III qui ne sont pas caractéristiques de zone humide.

- 6 sondages n'ont pu être réalisés que jusque 30 à 40 cm de profondeur du fait des silex et/ou de la craie (refus de sondage à la tarière manuelle). Ces sondages ne présentent aucun horizon rédoxique jusque 30 à 40 cm de profondeur et vu le contexte, une absence d'horizon réductique jusque 1,2 m de profondeur.

Ceci nous amène donc dans les classes de sol IVc ou inférieures à IVc qui ne sont pas caractéristiques de zone humide.

- 7 sondages ne présentent aucun horizon rédoxique ou réductique jusque 1,2 m.

Ceci nous amène donc dans la classe de sol I qui n'est pas caractéristique de zone humide.

- 3 sondages présentent un horizon rédoxique débutant de 50 à 55 cm de la surface du sol et qui s'intensifie en profondeur sans apparition d'un horizon réductique jusque 1,2 m.

Ceci nous amène donc dans la classe de sol IIIb qui n'est pas caractéristique de zone humide.

- 7 sondages présentent un horizon rédoxique débutant entre 25 et 40 cm de la surface du sol et qui s'intensifie en profondeur sans apparition d'un horizon réductique jusque 1,2 m.

Ceci nous amène donc dans la classe de sol IVc qui n'est pas caractéristique de zone humide.

- 6 sondages présentent un horizon rédoxique débutant entre 5 et 15 cm de la surface du sol et qui s'intensifie en profondeur avec apparition d'un horizon réductique entre 50 et 75 cm de profondeur.

Ceci nous amène donc dans la classe de sol Vd qui est caractéristique de zone humide.

D'un point de vue pédologique, le site d'étude est en partie une zone humide au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié. La zone humide correspond au secteur présentant une classe de sol Vd, situé dans la partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration (parcelle AD28).

Conclusion :

Sur la base de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides, **on peut conclure que la parcelle concernée par le camping n'est pas une zone humide.**

On peut également conclure que la parcelle concernée par la future station d'épuration est en partie une zone humide. Cette zone humide correspond au secteur présentant une classe de sol Vd (critère pédologique) qui correspond également au secteur occupé par une prairie de fauche hygrophile, une mare et un fossé caractéristiques de zone humide du point de vue de la flore et des habitats.

NB : La délimitation de la zone humide s'observe assez facilement sur le terrain de par la topographie marquée (un petit talus marque une transition assez nette avec des niveaux topographiques inférieurs). Le secteur en zone humide correspond au secteur topographiquement bas de la prairie. La délimitation est présentée ci-après :

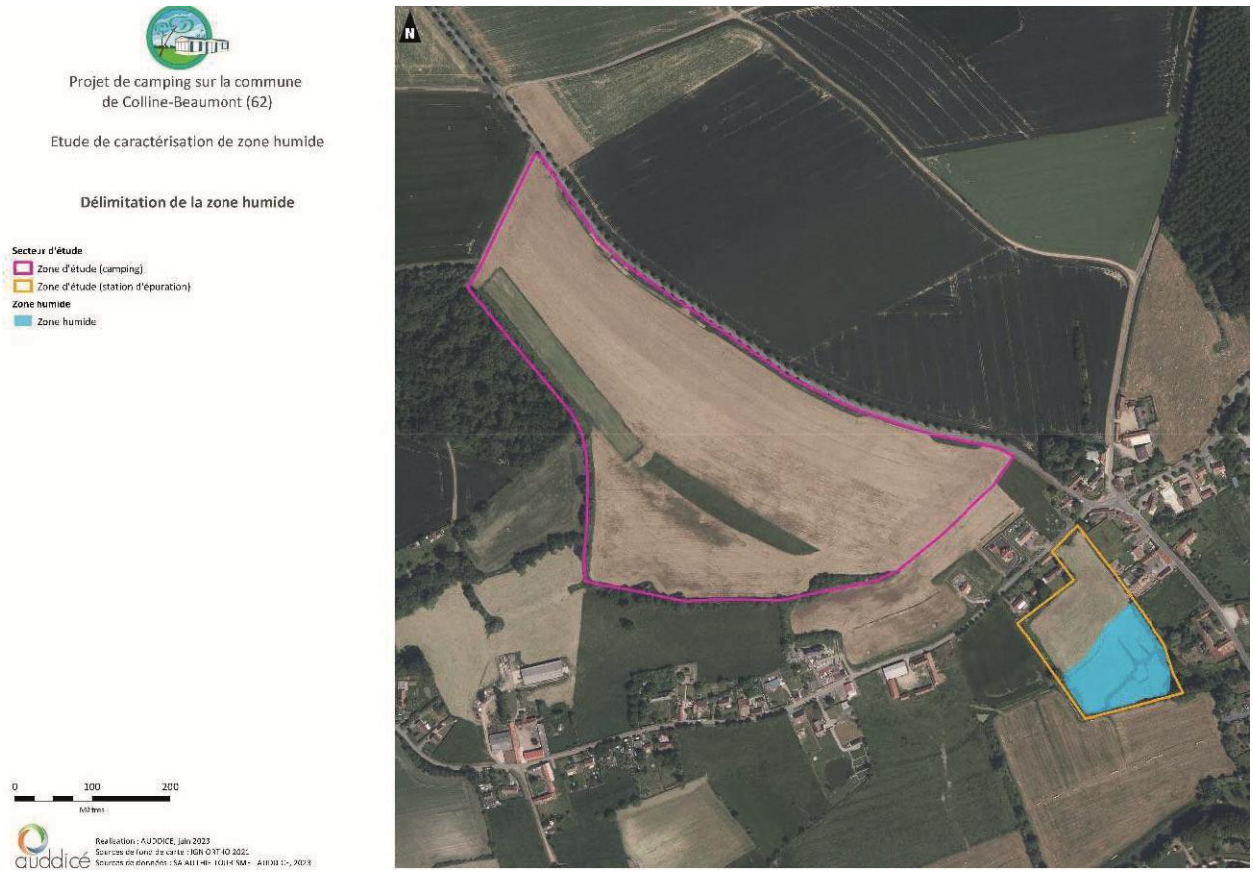


Figure 18 : Délimitation de la zone humide (critère pédologique et critère flore-habitats)

5.1.4. Hydrographie

Le fonctionnement hydraulique de la zone d'étude doit être maintenu afin de limiter l'aggravation des risques existants d'inondation. Il est donc impératif de maintenir l'équilibre hydraulique de la zone.

5.1.4.1. Hydrographie régionale (extrait DLE)

Le territoire régional est caractérisé par une façade littorale et un réseau hydrographique superficiel de cinq cours d'eau principaux :

- La Liane ;
- La Canche ;
- L'Authie ;
- La Slack ;
- Le Wimereux.

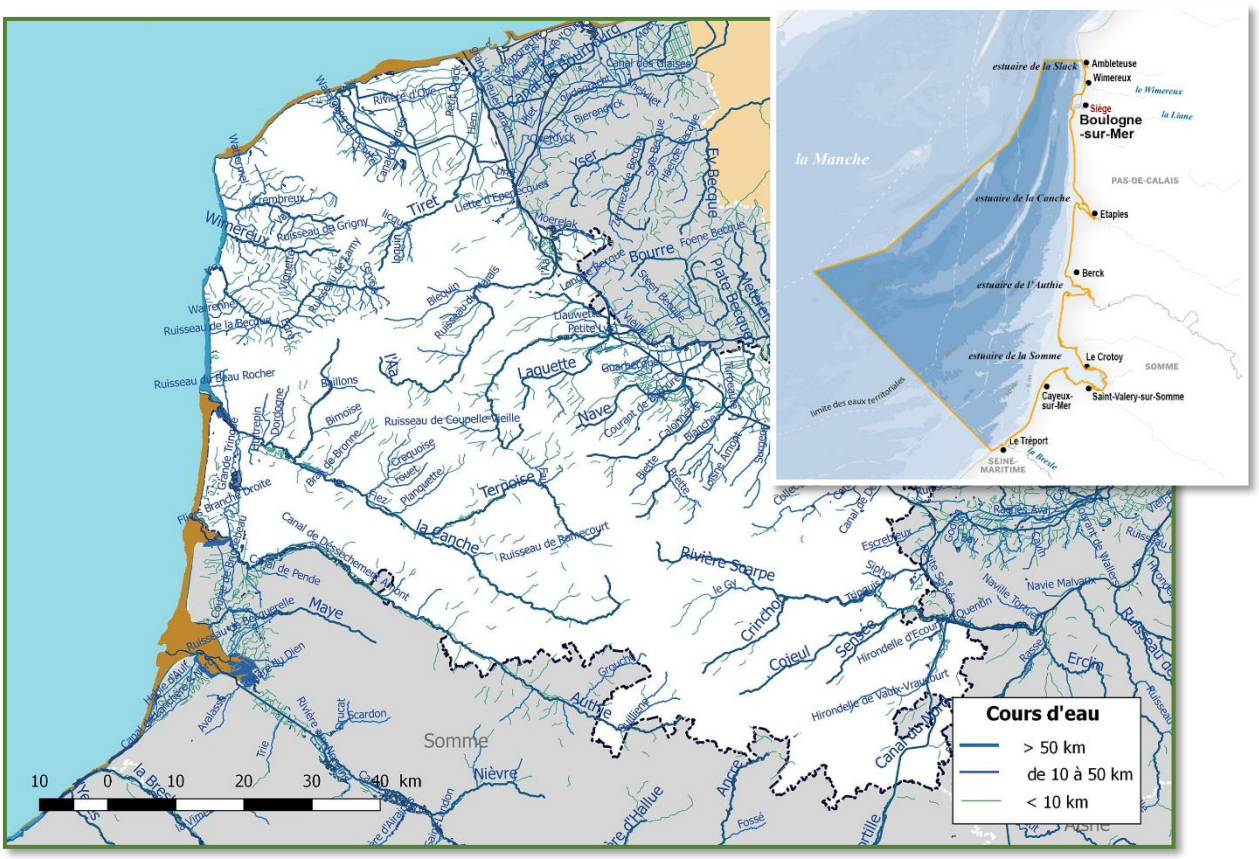


Figure 19 : Hydrographie régionale (extrait DLE)

La topographie des bassins est contrastée entre les hauts bassins, prolongement du plateau des collines de l'Artois entaillé par les cours d'eau et les bas bassins où dominent les zones marécageuses avant écoulement à la mer. Les estuaires et les basses vallées (bas-champs) peuvent être soumis - selon des conditions particulières de marée et de météorologie - à la submersion marine.

Sur ce territoire, la marée influe sur la dynamique des crues et participe au ralentissement de l'évacuation des écoulements de la vallée, en particulier dans la basse vallée de la Canche où la capacité d'évacuation des écoulements est fortement réduite par les aménagements dans les bas champs.

5.1.4.2. Hydrographie locale

L'Authie matérialise la limite Sud du département du Pas-de-Calais et forme la frontière entre l'Artois et la Picardie.

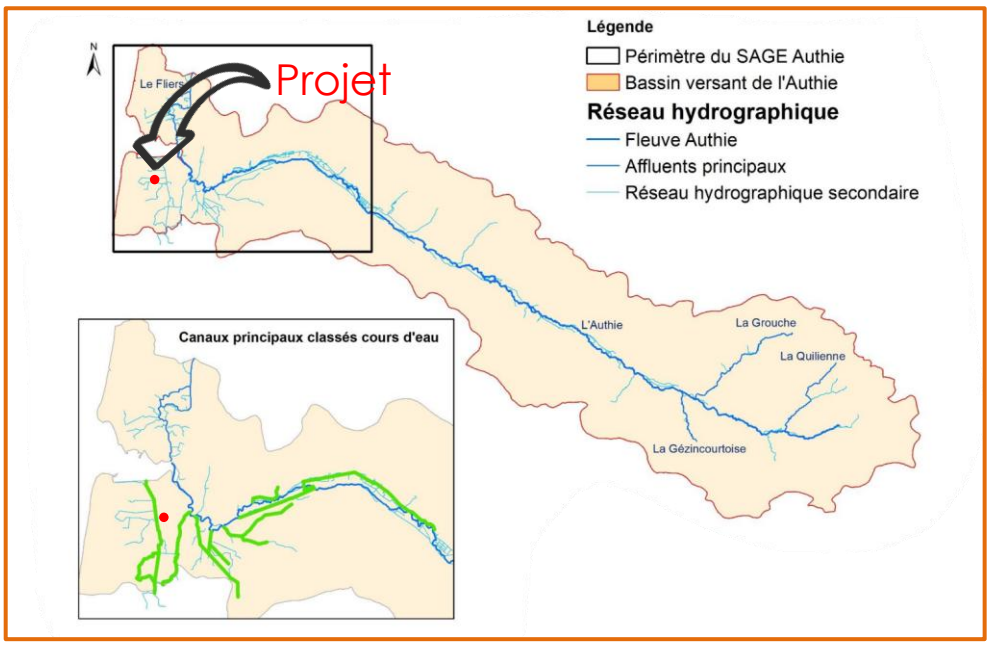


Figure 20 : Hydrographie locale (source : Etablissement public d'aménagement et de gestion des eaux de la Canche et de l'Authie – extrait DLE)

Le bassin versant de l'Authie est de manière générale peu aménagé et voué essentiellement aux activités agricoles et touristiques, comme en témoigne la figure suivante.

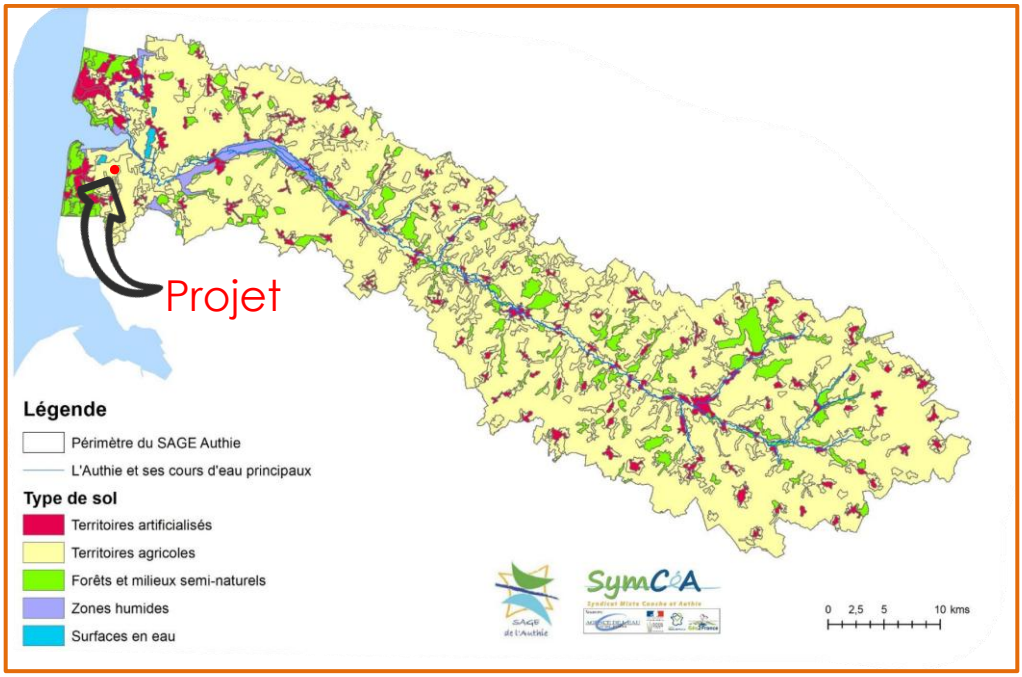


Figure 21 : Occupations des sols sur le territoire de l'Authie (source : Etablissement public d'aménagement et de gestion des eaux de la Canche et de l'Authie – extrait DLE)

La vallée de l'Authie est de manière générale peu aménagée excepté dans sa partie maritime en aval et en amont avec les communes de Doullens et Auxi-le-Château. L'occupation du sol de la partie amont du bassin est ainsi constituée de prairies et de bois ponctués par la présence de l'agglomération de la ville de Doullens.

La partie médiane du bassin est parsemée de zones humides, ponctuées par l'agglomération d'Auxi-le-Château. La partie maritime en aval se partage entre les activités agricoles et le tourisme avec l'aménagement des agglomérations de Berck-sur-Mer (Airon-Notre-Dame, Airon-St-Vaast, Berck-sur-Mer, Colline-Beaumont,

Conchil-le-Temple, Groffliers, Rang-du-Fliers, Tigny-Noyelle, Verton, Waben) représentant environ 26 000 habitants.

Le développement de la vallée est marqué par la volonté d'utiliser la force hydraulique du cours d'eau avec la construction de nombreux moulins et de se protéger contre les submersions marines dans la partie maritime, avec l'édification de « renclôtures » ou hautes digues.

L'Authie compte six affluents principaux. Les autres affluents, tant en rive gauche qu'en rive droite, sont de moindre importance et la plupart intermittents.

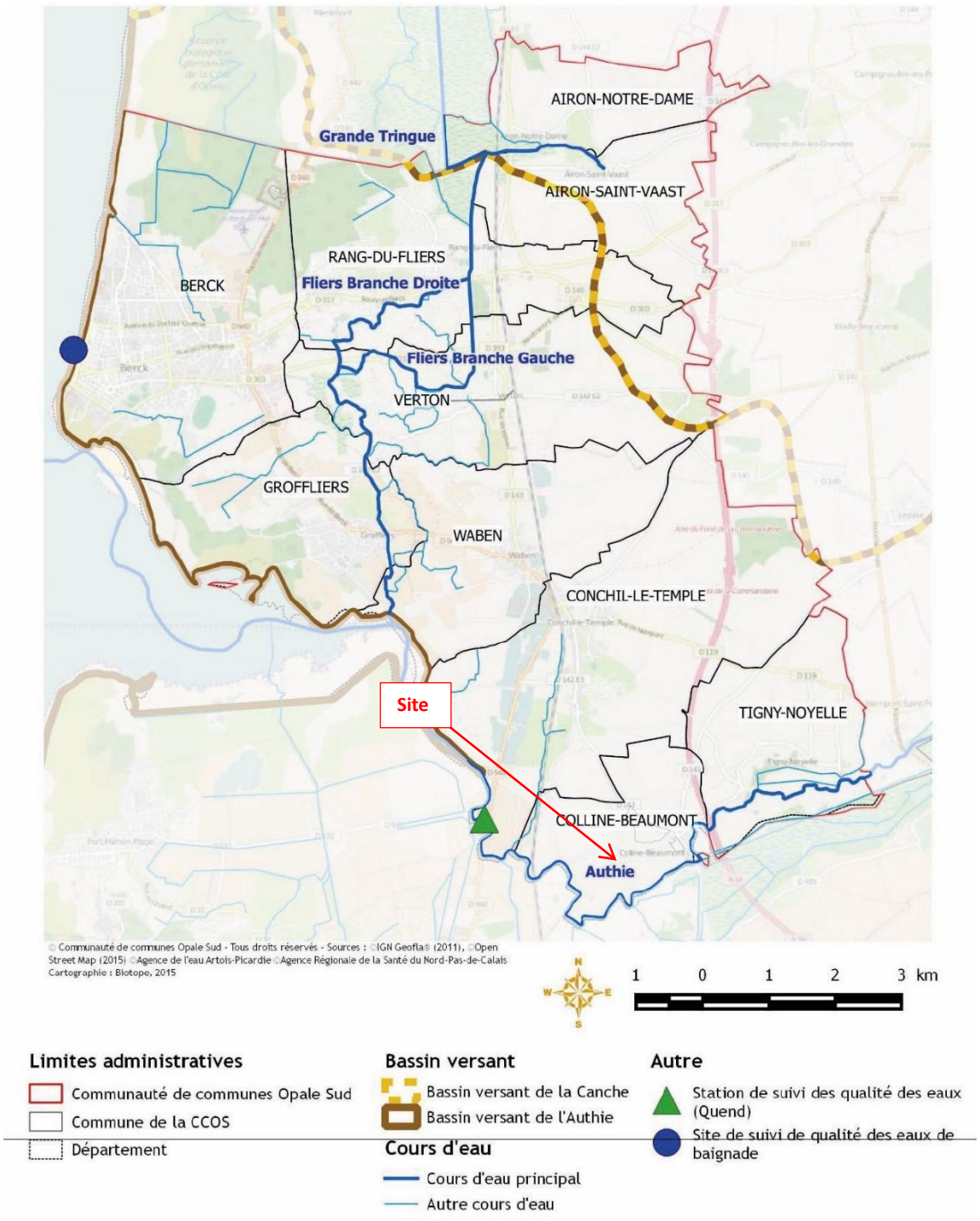


Figure 22 : Cours d'eau et eaux côtières (PLUi CA2BM)

L'Authie

L'Authie matérialise la limite Sud du département du Pas-de-Calais et forme la frontière entre l'Artois et la Picardie. Le bassin versant de l'Authie est de manière générale peu aménagé et voue essentiellement aux activités agricoles et touristiques.

La vallée de l'Authie est de manière générale peu aménagée excepte dans sa partie maritime en aval et en amont avec les communes de Doullens et Auxi-le-Chateau. L'occupation du sol de la partie amont du bassin est ainsi constituée de prairies et de bois ponctués par la présence de l'agglomération de la ville de Doullens.

La partie médiane du bassin est parsemée de zones humides, ponctuées par l'agglomération d'Auxi-le-Chateau. La partie maritime en aval se partage entre les activités agricoles et le tourisme avec l'aménagement des agglomérations de Berck-sur-Mer (Airon-Notre-Dame, Airon-St-Vaast, Berck-sur-Mer, **Colline-Beaumont**, Conchil-le-Temple, Groffliers, Rang-du- Fliers, Tigny-Noyelle, Verton, Waben) représentant environ 26 000 habitants.

Le développement de la vallée est marqué par la volonté d'utiliser la force hydraulique du cours d'eau avec la construction de nombreux moulins et de se protéger contre les submersions marines dans la partie maritime, avec l'édification de « reclôtures » ou hautes digues.

L'Authie compte six affluents principaux. Les autres affluents, tant en rive gauche qu'en rive droite, sont de moindre importance et la plupart intermittents.

De manière générale, l'Authie est un fleuve de bonne qualité écologique mais dont la qualité chimique est mauvaise.

Au niveau du territoire Sud-Opalien, l'Authie présente un bon état écologique et mauvais état chimique (*station de suivi de la qualité des cours d'eau localisée à Quend, dans le département de la Somme en limite sud du territoire Sud-Opalien*).

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	**Objectif**
Etat écologique	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon état pour 2015
Etat chimique	Mauvais					Mauvais		Bon état pour 2027

5.1.5. Ressource en eau

L'alimentation en eau potable
6 captages d'alimentation en eau potable sont localisés sur le territoire Sud-Opalien :
− 4 captages sur la commune d'Airon-Saint-Vaast (FO1, FO2, FO3, FO4) au sud-est du territoire communal aux lieux dits « La Culbute » et « Le Bois de Verton » ;
− 2 captages sur la commune de Conchil-le-Temple (CONCHIL LE TEMPLE) au sud-est du territoire communal au lieu-dit « Le Patis ».
A noter l'existence de deux autres captages sur la commune de Vron dans le département de la Somme (VRON HEMENCOURT F1 et F2) qui servent également à l'alimentation des communes du territoire Sud Opalien.

L'alimentation en eau potable est ensuite assurée par deux structures :
− Le Syndicat intercommunal de la Vallée de l'Airon desservie par Berck-sur-Mer. Il alimente les communes d'Airon-Notre-Dame, Airon-Saint-Vaast, Berck-sur-Mer, Rang-du-Fliers et Verton pour un nombre total de 10 460 abonnés (*source : RPQS, 2014*) soit environ 2,21 habitants / abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) ;

− Le syndicat intercommunal de la région de Conchil-le-Temple qui produit et alimente les communes de **Colline-Beaumont**, Conchil-le-Temple, Groffliers, Tigny-Noyelle et Waben soit 3541 habitants desservis en 2015 (source : RPQS, 2015).

En ce qui concerne les productions, la commune de Berck-sur-Mer a produit en 2013 1 969 772 m3 d'eau, avec un rendement de réseau de 70,5 % (*source : système d'information sur le prix pour l'eau et l'assainissement, SISPEA*) et 1 850 888 m3 durant l'exercice 2014 (soit 6 % de moins que 2013) avec un taux de rendement de réseau de 82,6 %. La production du Syndicat intercommunal de la région de Conchil-le-Temple est beaucoup moins importante : 149 396 m3 en 2014 avec un rendement de réseau de 80,4 % (*source : système d'information sur le prix pour l'eau et l'assainissement, SISPEA*) (72,2 % selon les dernières données RPQS de 2015). L'eau prélevée pour la production d'eau potable ne met pas en danger la ressource quantitative. En effet, pour les deux masses d'eau souterraines présentes sur le territoire, le degré de sollicitations est inférieur à 20 % (*source : DREAL*).

D'après l'Agence Régionale de la Santé du Nord-Pas-de-Calais (ARS), **l'eau distribuée sur le territoire Sud-Opalien** au cours de l'année 2014 présente une très bonne qualité bactériologique. Elle **reste conforme aux exigences de qualité réglementaires** fixées pour les substances toxiques, les pesticides et les substances indésirables **à l'exception des nitrates.**

Afin de définir les potentiels de production d'eau potable de chaque structure ainsi que celui des structures limitrophes et de créer des interconnexions, la ville de Berck-sur-Mer est à l'initiative du lancement d'un schéma directeur. Celui-ci est porté par le Syndicat Mixte du Montreuillois sur l'ensemble de son territoire. Les interconnexions devront permettre à la population de disposer d'une eau quantitativement et qualitativement correcte.

A noter l'existence d'autres captages actifs sur le territoire Sud-Opalien. Ils sont essentiellement à destination agricole (9) (irrigation) et industrielle (2).

La protection de la ressource en eau

Malgré une eau distribuée de très bonne qualité, le taux de nitrates ne respecte pas les exigences de qualité réglementaire. Ainsi les deux structures sont confrontées à une dégradation de la qualité de l'eau :

− Par la présence de pesticides et de nitrates pour la commune de Berck-sur-Mer ;
− Par la présence de nitrates en dépassement permanent des normes de distribution pour le Syndicat intercommunal de Conchil-le-Temple.

Pour ces deux structures, la classe de vulnérabilité définie est la plus élevée. En conséquence, les deux champs captants sont classés captages prioritaires. Les 4 captages présents sur la commune d'Airon-Saint-Vaast sont des captages Grenelle, autrement dit la démarche de protection de ces derniers est prioritaire.

Par ailleurs, l'ensemble des communes du territoire Sud-Opalien sont classées en zones vulnérables aux nitrates du bassin Artois-Picardie car une pollution des eaux par les nitrates présente un double risque : ils ont des effets toxiques sur la santé humaine s'ils sont ingérés en trop grande quantité et peuvent modifier l'équilibre biologique des milieux aquatiques.

En conséquence, 6 communes du territoire sont concernées par l'enjeu « eau potable » du Xème programme de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie qui détermine l'ensemble des actions à réaliser pour la période 2013-2018 et les priorités d'intervention (Airon-Notre-Dame, Airon-Saint-Vaast, Rang-du-Fliers, Verton, Conchil-le-Temple et Tigny-Noyelle). En ce qui concerne l'enjeu « eau potable », les opérations éligibles aux aides financières de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie sont celles permettant de rétablir la conformité de l'eau distribuée vis-à-vis de sa qualité sanitaire ou de la réglementation. Elles sont prioritaires au regard d'autres travaux visant une sécurisation préventive.

En parallèle, une Opération de Reconquête de la Qualité de l'Eau (ORQUE) a été lancée : depuis 2013 pour la ressource de la commune de Berck-sur-Mer sans observation de l'amélioration de la qualité de la nappe phréatique et 2014 pour la ressource de Conchil-le-Temple (début de l'opération).

Les captages sont également concernés par des périmètres de protection captage. Ces périmètres correspondent aux espaces réservés réglementairement autour des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable. Les activités (agricoles, industrielles ou artisanales) ainsi que les constructions y sont interdites ou réglementées dans l'objectif de protéger la ressource en eau en évitant le risque de pollutions.

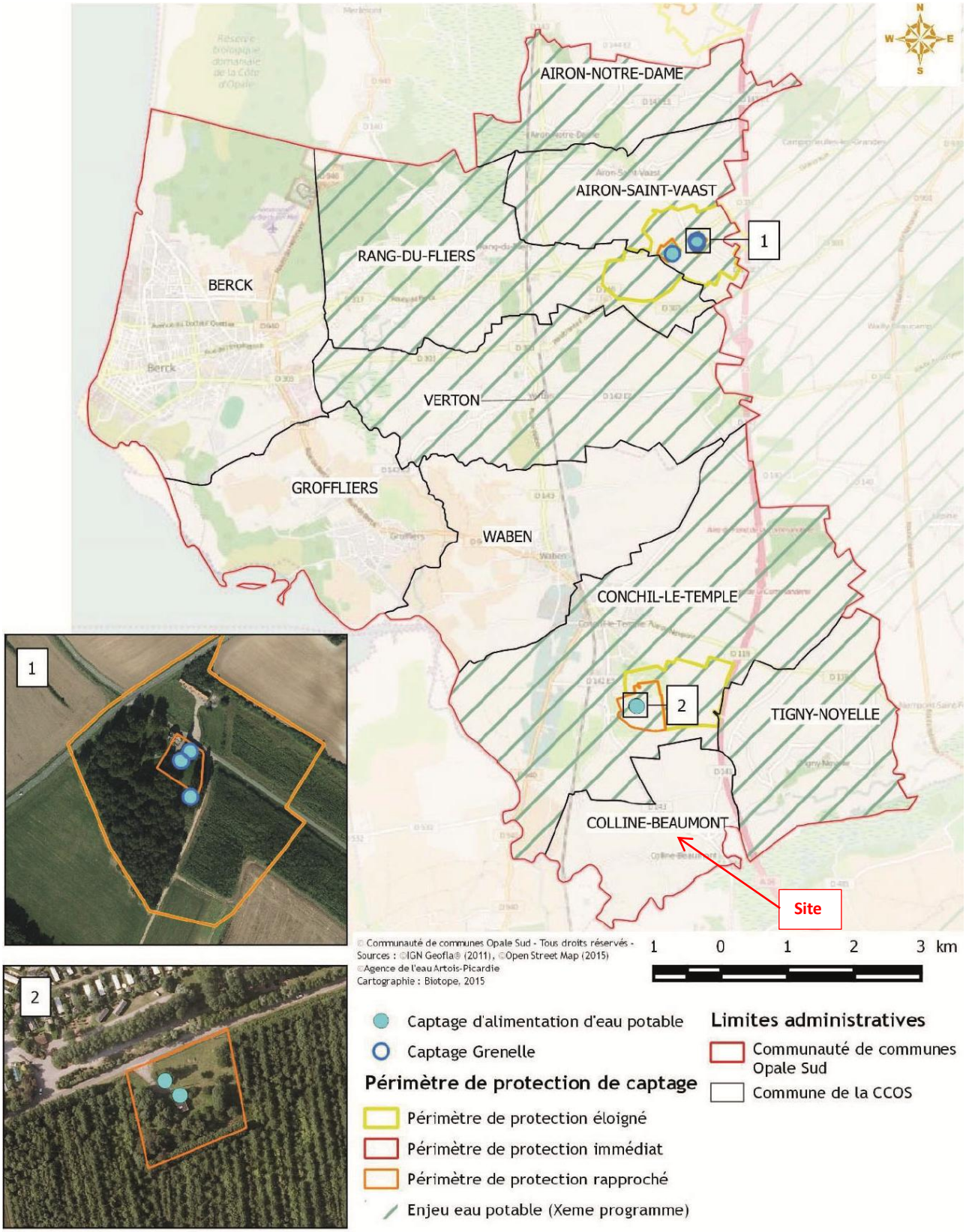


Figure 23 : Protection de la ressource en eau (PLUi CA2BM)

Le traitement des eaux usées et pluviales

La Communauté de Communes des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) exerce la compétence assainissement. L'assainissement collectif est disponible sur 4 communes du territoire Sud-Opalien : Berck-sur-Mer, Groffliers, Rang-du-Fliers et Verton. La station d'épuration est située sur la commune de Berck-sur-mer et a une capacité nominale de 56 667 Equivalent Habitant (EH) pour une taille d'agglomération (en 2013) de 34 300 EH (*source : DDTM Pas-de-Calais*). Elle date de 1997. D'après le Conseil départemental du Pas-de-Calais, elle répond aux normes actuelles grâce à un traitement des pollutions carbonées, azotées, du phosphore et de la bactériologie.
Plusieurs types d'assainissement collectifs sont à la disposition des usagers du territoire Sud-Opalien :
− Les réseaux de type séparatif avec deux canalisations : l'une recueillant les eaux usées et les acheminant vers une station d'épuration et une autre collectant les eaux pluviales et les rejetant vers le milieu naturel ;
− Les réseaux de type unitaire où une canalisation unique recueille l'ensemble des eaux usées des habitations et des eaux pluviales des habitations et des voiries.
La CA2BM est également compétente en matière d'assainissement non collectif sur l'ensemble de ses communes. Elle dispose d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC). Plusieurs techniques d'assainissement non collectif sont disponibles (lit d'épandage à faible profondeur, tranchées d'infiltration gravitaires, lit filtrant à flux vertical drainé ou non drainé, tertre d'infiltration,⋯) et respectent 3 grands principes : le pré-traitement, le traitement et le rejet dans le milieu naturel.
En 2005, a été réalisée l'étude du schéma directeur d'assainissement de la Communauté de communes Opale Sud (ancienne communauté de communes). Celle-ci présente notamment les différents réseaux d'assainissement présents sur chaque commune du territoire Sud-Opalien et les solutions retenues en matière de gestion des eaux usées :

Principales conclusions de l'étude du schéma directeur d'assainissement du territoire Sud-Opalien (2005)		
Commune	**Réseau d'assainissement présent (2005)**	**Solution proposée en matière de gestion des eaux usées (2005)**
Colline-Beaumont	Pas de réseaux pluviaux ou d'eaux usées significatifs sur la commune hormis quelques réseaux d'eaux pluviales dans les sections bordurées le long essentiellement de la RD85	Assainissement non-collectif sur la totalité de la commune (solution la plus intéressant au point de vue des coûts d'investissement)

Les eaux littorales
Les eaux littorales sont suivies afin d'évaluer leur qualité pour la baignade. **Sur le territoire Sud-Opalien (commune de Berck-sur-Mer), la qualité des eaux de baignade est considérée comme excellente** d'après le dernier classement (*source : Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits de l'homme*)
ATOUTS ET OPPORTUNITES Ressource en eau quantitativement bonne ; Station d'épuration prévue pour plus d'habitants que recensé à l'année ; Assainissement non collectif aux normes.
FAIBLESSES ET MENACES Territoire Sud-Opalien classé en zone vulnérable aux nitrates ; Vulnérabilité très élevée des stations de production par la présence de nitrates et de pesticides ; Eau potable distribuée dépassant les exigences règlementaires en nitrates.
TENDANCES D'EVOLUTION Les dispositions législatives (directive nitrate, etc.), les documents cadres comme le SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 et le SAGE prévoient des dispositions pour limiter les risques de pollution et de dégradation de la ressource en eau potable. Cependant, les menaces de dégradation de la ressource en eau persistent (captage d'Airon-Saint-Vaast inscrit sur la liste des 500 captages nationaux les plus menacés par les pollutions diffuses d'origine agricole lors du Grenelle de l'environnement ‑source : SAGE Authie). Avec la mise en œuvre des schémas départementaux d'alimentation en eau potable et la mise en place des opérations de reconquête de la

qualité de l'eau, la production d'eau potable va continuer à se concentrer sur des captages plus productifs et dont la ressource est mieux protégée (*source : SAGE Authie*). Toutefois, la hausse de la population induit de manière inévitable l'augmentation du prélèvement de la ressource en eau pour l'alimentation en eau potable. De même, la consommation des espaces agricoles et naturels au profit de l'urbanisation se traduit par une hausse des surfaces imperméabilisées et donc du risque de lessivage des eaux pluviales entrainant un risque de pollution supplémentaire sur la ressource en eau potable.
INDICATEURS Taux des substances toxiques, pesticides et substances indésirables présents dans l'eau ; Etat de la qualité chimique des eaux souterraines.
ENJEUX **Protéger la ressource en eau potable des pollutions éventuelles (pesticides, nitrates) ;** **Développer le réseau d'assainissement collectif sur le territoire Sud-Opalien.**

5.2. Climat

5.2.1. Tendances climatiques

La zone d'étude se trouve sous influence climatique de type océanique tempéré.

Le climat maritime est très influent sur le territoire. La présence de la mer, les conditions d'ensoleillement ou encore l'exposition aux vents dominants explique en majeure partie le climat local relativement doux bien qu'humide et venteux.

5.2.1.1. Températures

La mer assure des températures modérées. La station de mesures de Fort-Mahon-Plage est la plus proche du site ; elle située à 10 km de Colline-Beaumont.

Sur la période 2010-2024, les maxima et minima mensuels s'établissent respectivement à 14,7°C et 9,7°C avec une moyenne annuelle qui s'articule autour de 12°C. Des épisodes caniculaires anormaux peuvent avoir lieu comme c'était le cas en juillet 2019 où la température maximale enregistrée était de 40,3 °C.

Ces épisodes sont amenés à se reproduire de plus en plus fréquemment. Le secteur a connu 1678 heures d'ensoleillement en 2019, contre une moyenne nationale des villes qui se situe autour de 1800 heures de soleil. Le site de projet a bénéficié de l'équivalent de 70 jours de soleil en 2019.

Sur la période 2010-2024, le secteur a connu en moyenne 121 heures d'ensoleillement par mois.

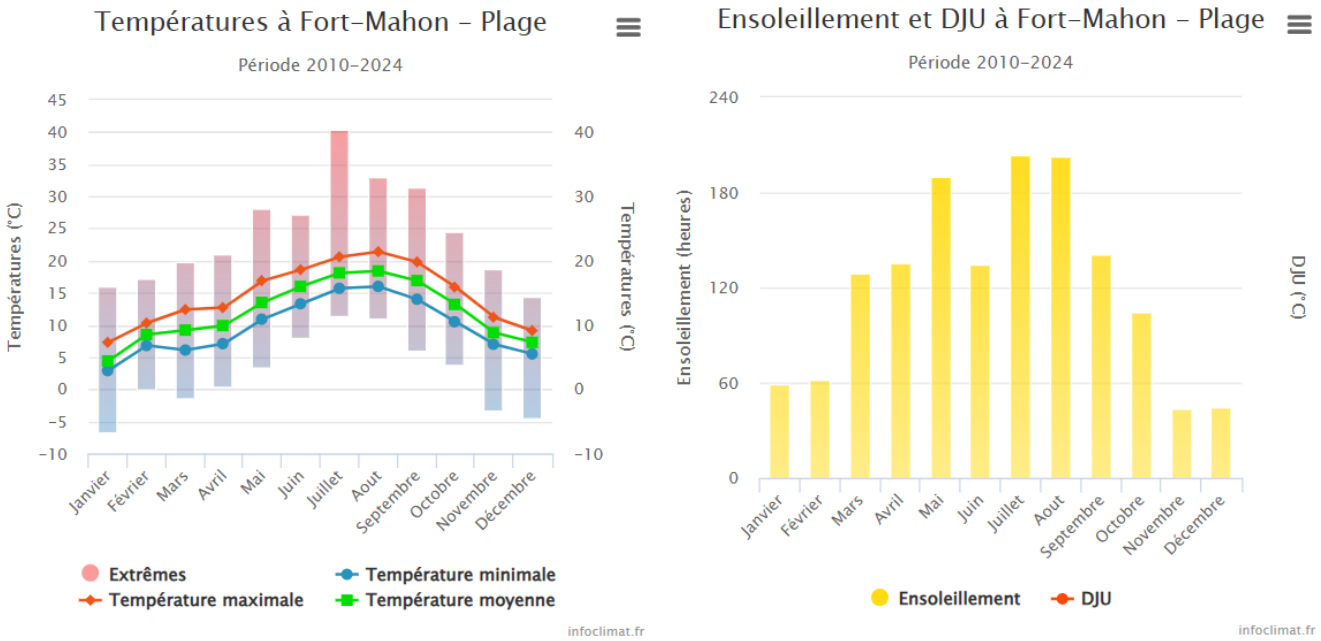


Figure 24 : Graphiques des températures et ensoleillement à la station de Fort-Mahon-Plage sur la période 2010-2024 (source : Infoclimat.fr, consulté le 09/01/2024)

5.2.1.2. Précipitations

Les précipitations sont assez fréquentes, environ 119 jours par an, et la neige est présente en moyenne moins d'une dizaine de jours. La hauteur moyenne des précipitations est d'environ 723 mm, contre une moyenne nationale des villes de 652 millimètres de précipitations. Le secteur a connu 965 millimètres de pluie en 2019 contre 827 mm de moyenne à l'échelle nationale.

Sur la période 2010-2024, la station de Fort-Mahon-Plage indique un cumul moyen de 252,3 mm avec un maximum de précipitations en 24 heures atteint le 11 mai 2016 (35,2 mm).

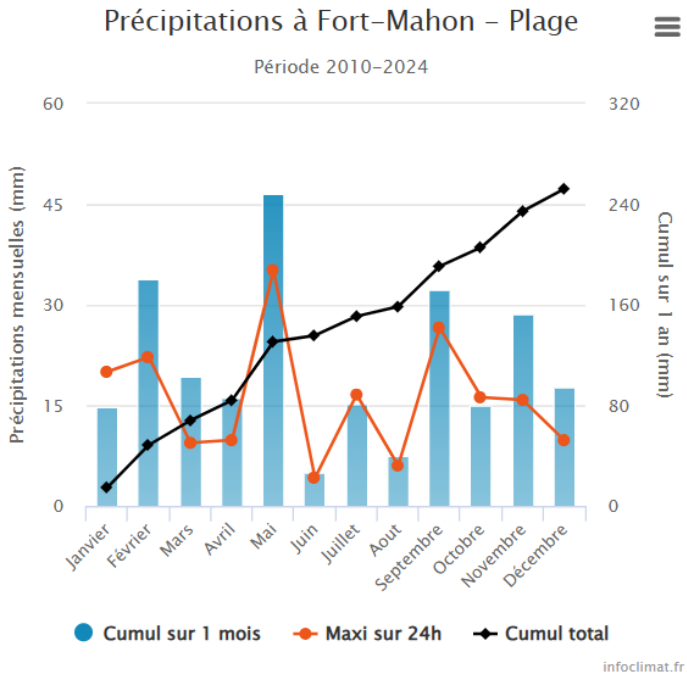


Figure 25 : Graphique des précipitations à la station de Fort-Mahon-Plage sur la période 2010-2024 (Source : Infoclimat.fr, consulté le 09/01/2024)

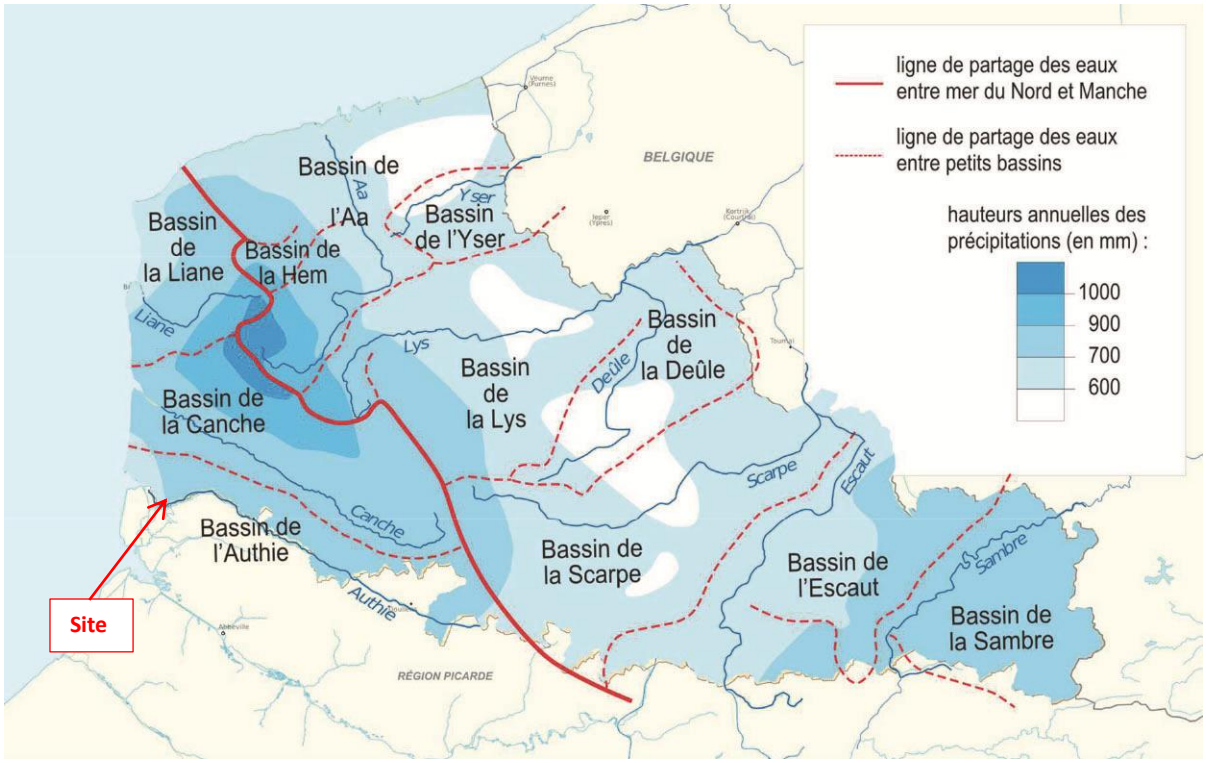


Figure 26 : Hauteurs annuelles des précipitations (source : DLE)

5.2.1.3. Vent

Les vents dominants soufflent dans une direction depuis l'Ouest. Ils s'accompagnent d'une chute de la pression atmosphérique et apportent la tiédeur et l'humidité marine.

La vitesse moyenne des vents est autour de 20km/h, ce qui correspond à un vent faible. La proximité avec la mer entraine des rafales fréquentes.

Le 19 novembre 2023, une rafale à 161,4 km/h a été mesurée à la station de Fort-Mahon-Plage.

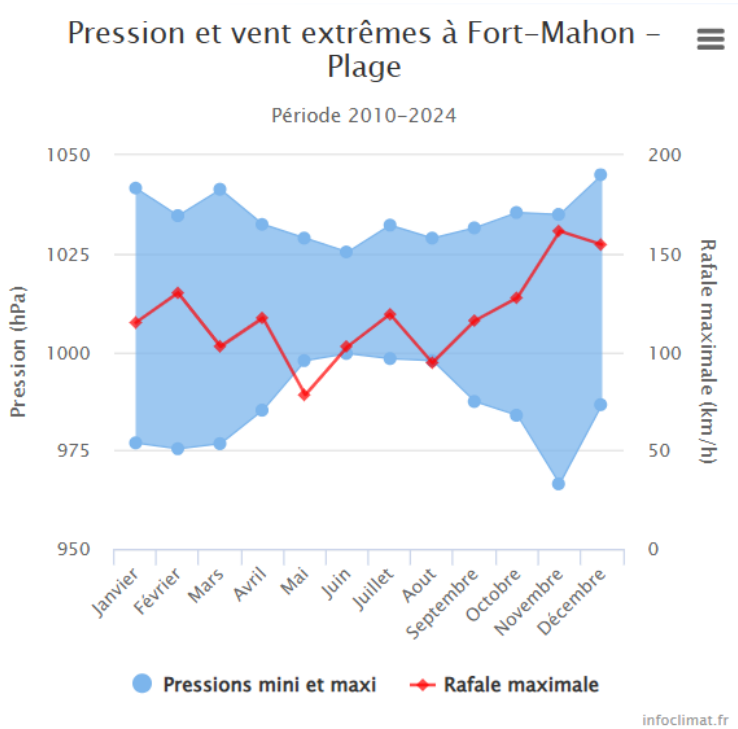


Figure 27 : Graphique pression et vent extrêmes à Fort-Mahon-Plage sur la période 2010-2024 (Source : infoclimat.fr, consulté le 09/01/2024)

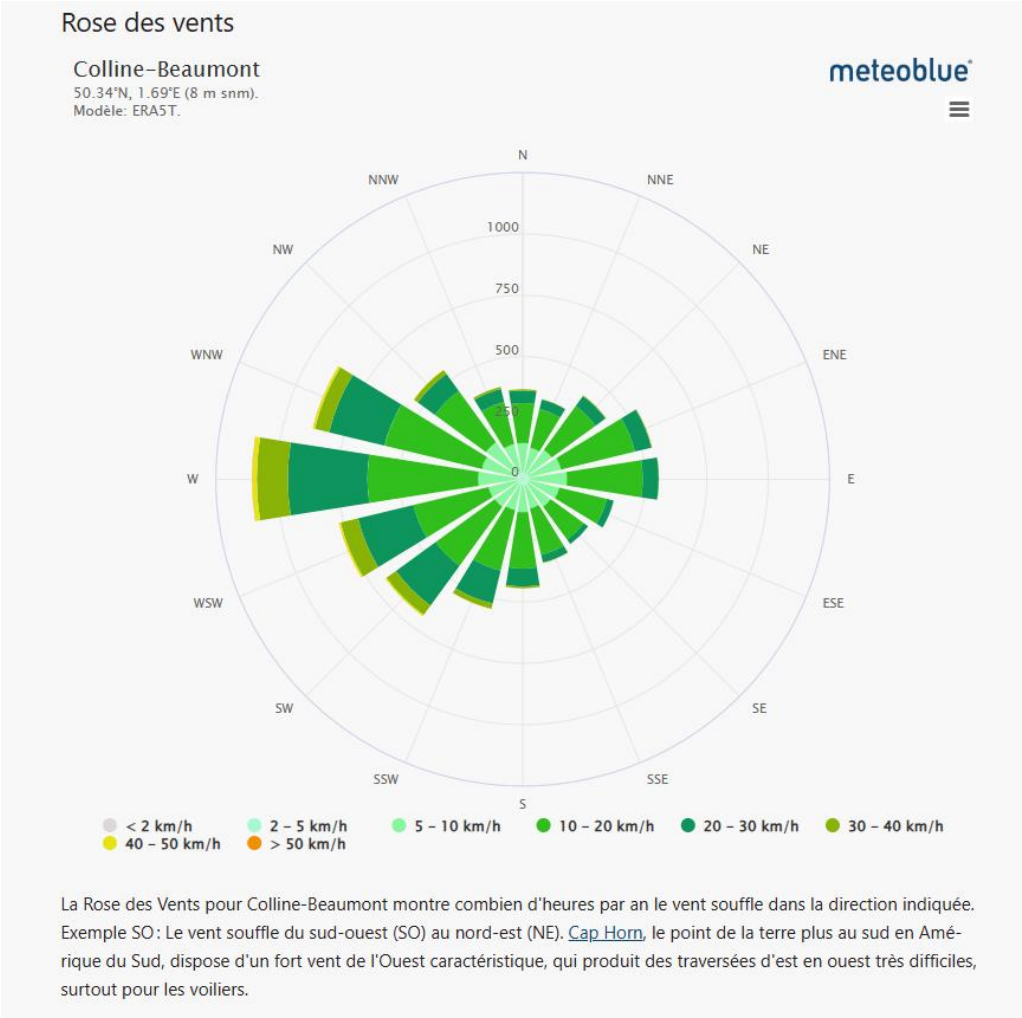


Figure 28 : Rose des vents et vitesse des vents (source : Meteoblue.com, consulté le 09/01/2024)

5.2.1.4. Evolution du climat

Le 8 octobre 2018, le **Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC)**, créé en 1988, a publié son 1er rapport sur l'impact d'un réchauffement global de 1.5°C des températures, remettant ainsi à nouveau en avant que le climat change. *Source : leclimatchange.fr*

Les changements climatiques vont présenter et/ou amplifier, au cours des prochaines décennies, de nombreux risques. En effet, les zones urbaines, par exemple, seront concernées par un stress thermique, des précipitations extrêmes, des inondations à l'intérieur des terres et sur les côtes, des glissements de terrain, une pollution plus élevée de l'air ou encore par la rareté de l'eau. Les zones rurales, quant à elles, seront exposées à des risques comme une baisse importante de l'approvisionnement en eau, une baisse de la sécurité alimentaire donc une baisse des revenus issus de l'agriculture. Ce qui pourrait avoir pour effet de déplacer les zones de production et de récolte, et donc par extension, des déplacements de population.

Le GIEC a publié en mars 2022 le volume 2 de son 6ème rapport d'évaluation, intitulé « Changement climatique : impacts, adaptation et vulnérabilité ». Il présente l'état actuel des connaissances sur les impacts perceptibles du changement climatique sur les humains et les écosystèmes, ainsi que les moyens de s'y adapter.

Le rapport du GIEC est inquiétant : les événements climatiques extrêmes (vagues de chaleur, fortes précipitations, inondations, cyclones tropicaux intenses, sécheresses, incendies), effets du changement climatique causés par l'homme, ont déjà des impacts importants sur les populations, les écosystèmes et les infrastructures. Les conséquences sur l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire, la santé, le fonctionnement des économies et la biodiversité sont très graves.

Les risques s'aggraveront avec l'augmentation du réchauffement climatique, dans toutes les régions du monde. Le rapport souligne **qu'au-delà de 1,5°C** de réchauffement, le changement climatique aura des impacts irréversibles, notamment sur la biodiversité. Pour le GIEC, des solutions d'adaptation existent mais elles nécessitent une transformation systémique. Il est présenté la **notion de « développement résilient au climat ».** Il s'agit d'un développement durable, qui nécessite la mise en œuvre, de manière intégrée, des politiques d'adaptation au changement climatique, des politiques de protection de la biodiversité et des écosystèmes, et des politiques de réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre.



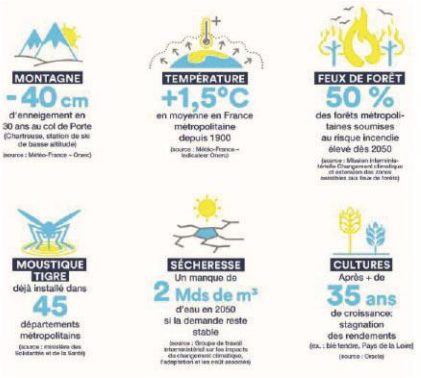
Figure 29 : Carte des impacts visibles et à venir d'ici 2050 (Source : ONERC)

Ainsi, à l'échelle plus nationale, **l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (ONERC) a créé des indicateurs** permettant de retracer l'état du climat et ses impacts. Un indicateur est défini comme étant « une information associée à un phénomène, permettant d'en indiquer l'évolution dans le temps, de façon objective, et pouvant rendre compte des raisons de cette évolution.

En l'occurrence, ces indicateurs rendent compte de l'exposition des populations, en France métropolitaine, aux risques climatiques depuis 1982.

Un indice est calculé pour chaque commune du territoire métropolitain et qu'il croise des données relatives à **la densité de population de cette commune avec le nombre de risques naturels prévisibles recensés sur la commune (inondations, feux de forêts, tempêtes, avalanches et mouvements de terrain).**

L'indice est ensuite réparti en quatre classes (aucun, fort, moyen, faible) selon la clef de répartition suivante :



• Indice nul si nombre de risque prévisible = 0 quel que soit le nombre d'habitants au km2 (en blanc sur la carte),

• Indice faible si nombre d'habitants au km2 <15 et si nombre de risque prévisible >= 1,

• Indice faible si 15 <nombre d'habitants au km2 <24.9 et si 1=< nombre de risque prévisible =< 3,

• Indice faible si 25 <nombre d'habitants au km2 <44.9 et si nombre de risque prévisible =1,

• Indice moyen si 15 <nombre d'habitants au km2 <24.9 et si nombre de risque prévisible = 4,

• Indice moyen si 25 <nombre d'habitants au km2 <44.9 et si nombre de risque prévisible >= 2,

• Indice moyen si 45 <nombre d'habitants au km2 <99.9 et 1 =< si nombre de risque prévisible =< 2,

• Indice moyen si nombre d'habitants au km2 > 100 et si nombre de risque prévisible =1,

• Indice fort si 45 <nombre d'habitants au km2 <99.9 et si nombre de risque prévisible >= 3,

• Indice fort si nombre d'habitants au km2 > 100 et si nombre de risque prévisible >= 2.

Ainsi, la carte ci-dessous illustre le niveau d'exposition de la population française aux risques naturels liés au climat : inondations, avalanches, tempêtes et cyclones, feux de forêt, mouvements de terrain.

Il est à noter que plus la densité de population est forte et plus le nombre de risques climatiques identifiés par commune est élevé, plus l'indice est fort. Mais également que, ces risques sont susceptibles de s'accroître avec le changement climatique, dans la mesure où certains événements et extrêmes météorologiques pourraient devenir plus fréquents, plus répandus et/ou plus intenses.

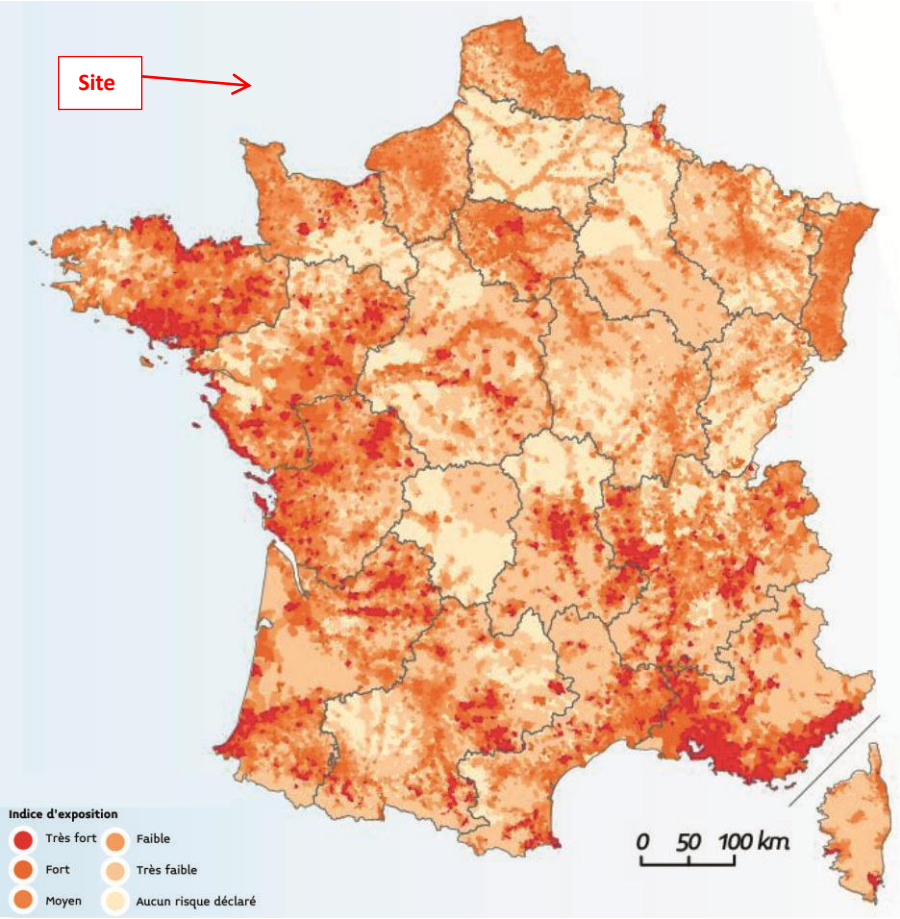
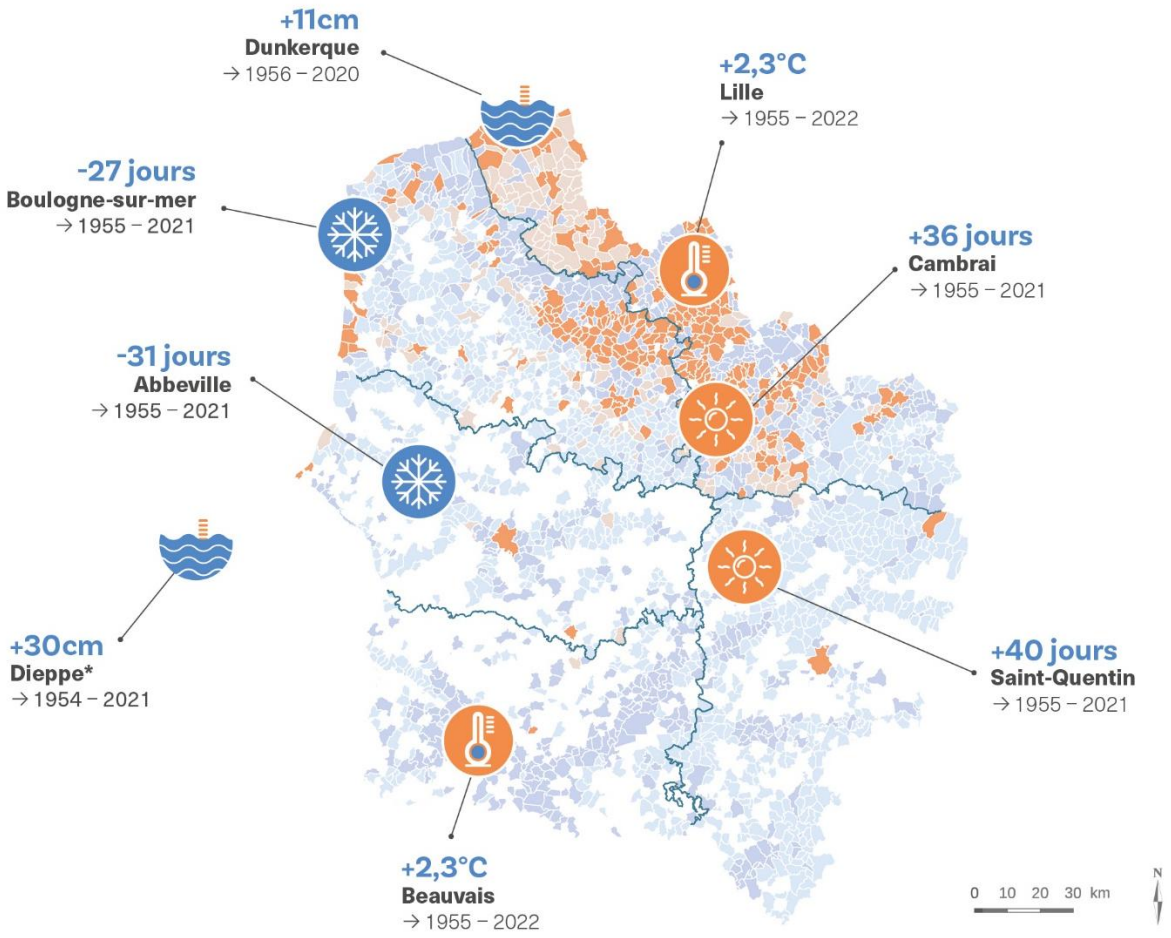


Figure 30 : MTES - INSEE - traitement MTES/SDES - www.onerc.gouv.fr - Mise à jour : 2017

Une analyse de ces données statistiques montre que **62 % de la population française est exposée de manière forte ou très forte aux risques climatiques.**

A l'échelle plus locale, l'observatoire du Climat Hauts-de-France a réalisé une cartographie de l'évolution du climat et de l'exposition aux risques en Hauts-de-France. L'exposition climatique actuelle de la commune de Colline-Beaumont est faible.



Légende

Évolution des paramètres climatiques (à la station, d'après Météo-France & le SHOM)

- **Jour de gel :** défini par une température minimale inférieure ou égale à 0°C
- **Température :** moyenne entre les températures continentales minimales et maximales
- **Niveau de la mer :** défini comme l'évolution en cm de la hauteur d'eau marégraphique moyenne
- **Jour anormalement chaud :** défini lorsque la température maximale est supérieure de plus de 5°C à la normale (1981-2010)

Exposition actuelle aux risques climatiques (DREAL Hauts-de-France/SIDDEE/PAD d'après des données du MTES-SDES de 2022.)

- Aucun
- Très faible
- Faible
- Moyen
- Fort

***hors région** : station choisie pour avoir un point de référence dans une région limitrophe, faute de marégraphe sur la côte picarde

Source : Obs. Climat HDF-Cerdd, 2023

Figure 31 : Evolution du climat et d'exposition aux risques en Hauts-de-France (Source : Observatoire du climat Hauts-de-France)

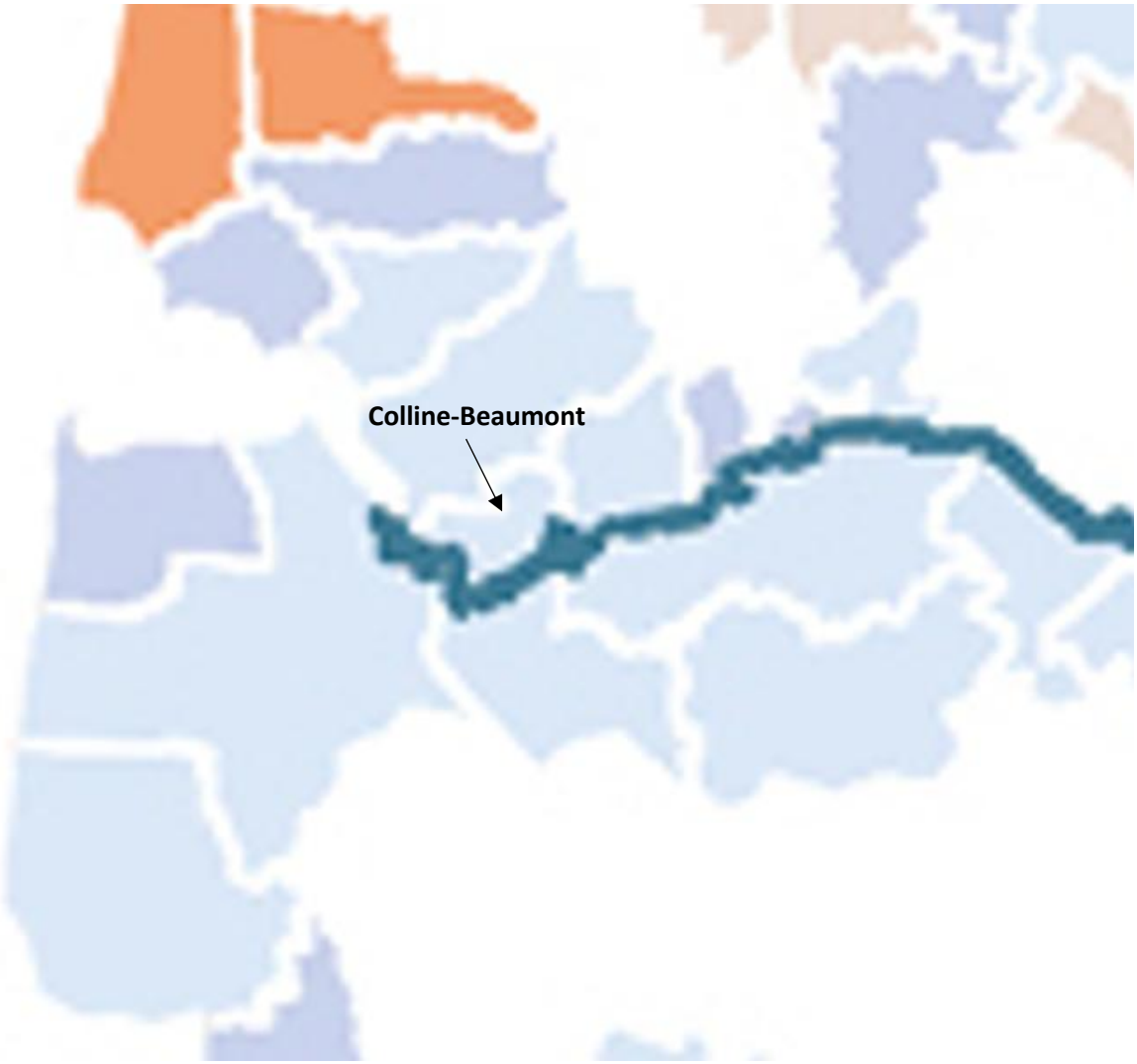


Figure 32 : Exposition actuelle aux risques climatiques d'après les données du MTES-SDED de 2022 (Source : Observatoire du Climat Hauts-de-France)

5.2.2. Documents supra-communaux

Depuis la Loi N°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE), les pouvoirs publics ont notamment pour objectifs de prévenir – surveiller – réduire et supprimer les pollutions atmosphériques afin de préserver la qualité de l'air.

Elle prescrit l'élaboration d'un Plan Régional de la Qualité de l'Air, de Plans de Protection de l'Atmosphère et pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants d'un Plan de Déplacement Urbain (PDU).

Elle instaure une procédure d'alerte, gérée par le Préfet. Celui-ci doit informer le public et prendre des mesures d'urgence en cas de dépassement de seuil (restriction des activités polluantes, notamment de la circulation automobile).

Elle intègre les principes de pollution et de nuisance dans le cadre de l'urbanisme et dans les études d'impact relatives aux projets d'équipement.

Elle définit des mesures techniques nationales pour réduire la consommation d'énergie et limiter les sources d'émission, instaure des dispositions financières et fiscales (incitation à l'achat de véhicules électriques, GPL ou GNV, équipement de dispositifs de dépollution sur les flottes de bus).

Dix-huit décrets ont été pris en application de cette loi. Parmi les 18 décrets ont été pris en application de cette loi, on peut citer :

- **Décret n° 2001-449 du 25 mai 2001** relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique, codifié dans les articles R222-13 à R222-36 du Code de l'Environnement.

- **Décret n° 98-361 du 6 mai 1998** relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air, codifié dans les articles R221-9 à R221-14 du Code de l'Environnement.

- **Décret n° 98-360 du 6 mai 1998** relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites, codifié dans les articles R221-1 à R221-8 et R223-1 à R223-4 du Code de l'Environnement.

- **Décret n° 98-817 du 11 septembre 1998** relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.

- **Décret n° 97-432 du 29 avril 1997** relatif au Conseil national de l'air, codifié dans les articles D221-16 à D221-21 du Code de l'Environnement.

5.2.3. Plan Régional pour la Qualité de l'Air

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air du Nord-Pas-de-Calais (PRQA) donne des orientations générales permettant de prévenir, de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. Ces orientations sont divisées en trois grands thèmes :

- Accroître les connaissances,

- Réduire les pollutions,

- Améliorer la prise de conscience sur la qualité de l'air et la maîtrise de l'énergie.

Pour chacune des orientations développées, le plan propose une liste de mesures à mettre en place pour aller dans ce sens.

5.2.4. Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) Nord-Pas-de-Calais a été approuvé par arrêté du préfet de région le 20 novembre 2012 et par délibération de l'assemblée plénière du Conseil régional le 24 octobre 2012.
Pris en application de l'article L.222-1 du code de l'environnement, il définit les objectifs et orientations afin de contribuer à l'atteinte des objectifs et engagements nationaux, à l'horizon 2020, de réduction de 20% des émissions des gaz à effet de serre, de réduction de 20% de la consommation d'énergie, et de satisfaction de nos besoins à hauteur de 23% à partir d'énergies renouvelables.

Objectifs du SRCAE du Nord Pas de Calais :
Les orientations et objectifs du document d'orientations du SRCAE Nord-Pas de Calais ont été construits à partir d'un scénario « Objectifs Grenelle ». Ambitieux, il vise la pleine contribution de la région à l'atteinte des objectifs européens :

• Viser une réduction de 20% d'ici 2020 des consommations énergétiques finales par rapport à celles constatées en 2005.

• Viser une réduction de 20%, d'ici 2020, des émissions de GES par rapport à celles constatées en 2005.

• Viser une réduction de 75 %, d'ici 2050, des émissions de gaz à effet de serre par rapport à celles constatées en 2005.

• Viser un effort de développement des énergies renouvelables supérieur à l'effort national.

• Réduire les émissions des polluants atmosphériques dont les normes sont régulièrement dépassées, ou approchées : les oxydes d'azote (NOx) et les particules.

Pour la thématique de la qualité de l'air, le **SRCAE a remplacé le Plan Régional pour la Qualité de l'Air approuvé le 5 avril 2001** par le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais.

Il a mis à jour les orientations de prévention et de réduction de la pollution atmosphérique.

La proportion d'émission de GES pour le secteur résidentiel dans la région est de 15%. A cela il faut ajouter la donnée suivante : depuis 1990, les émissions de GES du secteur résidentiel ont augmenté de 11%, tandis que globalement la région émet moins de GES (44MteqCO2 en 2008 contre 47,8 en 1990). La région est globalement fortement émettrice de GES, en 2008, un habitant du Nord-Pas-de-Calais émettait 11teqCO2 alors qu'un Français en moyenne émettait 8,5teqCO2.

En réaction la région projette de miser sur les énergies renouvelables. Le SRCAE du Nord-Pas de Calais vise de cette manière un effort de développement des énergies renouvelables supérieur à l'effort national en multipliant, au minimum, par 4 la part des énergies renouvelables dans les consommations régionales à l'horizon 2020. Ce sont les « objectifs Grenelle ».

Il est à noter qu'une partie du **SRCAE, le schéma régional éolien (SRE) a été annulée par un jugement du tribunal administratif de Lille du le 16/04/2016 pour défaut d'évaluation environnementale.**

À la suite de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), les enjeux associés au climat, à l'air et l'énergie, traduits dans les SRCAE, doivent désormais être intégrés dans un schéma plus large traitant des différentes politiques de développement durable - le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET). Le Préfet de région a signé le 7 juillet 2017 le porter à connaissance de l'État relatif au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires Hauts-de-France.

5.2.5. Plan de Protection de l'Atmosphère

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), approuvé par arrêté inter préfectoral le 27 mars 2014, prévoit une série de mesures équilibrées visant à réduire les émissions des sources fixes et mobiles de pollution atmosphérique (véhicules, installations de chauffage et de production d'électricité, installations classées pour la protection de l'Environnement, avions…). Ce plan vise à amener les concentrations de polluants dans l'air sous les valeurs assurant le respect de la santé de la population du territoire.

Les 14 mesures réglementaires, qui constituent le cœur du plan, sont déclinées en arrêtés au fur et à mesure de sa mise en œuvre :

Actions réglementaires	Type de mesure	Objectif de la mesure
Action 1	Imposer des valeurs limites d'émissions aux installation fixes de chaufferies collectives et industrielles	Réduire les émissions des installations de combustion

		Limiter les émissions des installations de combustion de moyenne et petite taille Renouveler le parc
Action 2	Limiter les émissions de particules dues aux équipements individuels de combustion au bois	Réduction des émissions de polluants dues aux installations individuelles de combustion bois
Action 3	**Rappeler l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts**	Diminuer les émissions de polluants de particules
Action 4	**Rappeler l'interdiction de brûlage des déchets de chantiers**	Diminuer les émissions de polluants de particules
Action 5	Rendre progressivement obligatoires les Plans de Déplacements Etablissement, Administrations et Etablissements Scolaires	Réduction des émissions dues au trafic routier
Action 6	Organiser le covoiturage dans les zones d'activités de plus de 1000 salariés	Réduction des émissions dues au trafic routier
Action 7	Réduire de façon permanente la vitesse et mettre en place la régulation dynamique sur plusieurs tronçons sujets à congestion	Réduction des émissions dues au trafic routier
Action 8	Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme	Prévenir de nouvelles émissions de polluants atmosphériques
Action 9	Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air dans les études d'impact	Réduire en amont l'impact des projets
Action 10	Améliorer la connaissance des émissions industrielles	Améliorer des connaissances et de la prise en compte des émissions pour l'évaluation des futures PPA
Action 11	Améliorer la surveillance des émissions industrielles	Améliorer des connaissances et de la prise en compte des émissions pour l'évaluation des futures PPA
Action 12	**Réduire et sécuriser l'utilisation de produits phytosanitaires (Actions Certiphyto et Ecophyto)**	Réduire les émissions de COV (Composés Organiques Volatils) liés aux phytosanitaires
Action 13	Diminuer les émissions en cas de pic de pollution (procédure inter préfectorale d'information et d'alerte de la population)	Vise à limiter la durée et l'ampleur des épisodes de pollution
Action 14	Inscrire les objectifs de réduction des émissions dans l'air dans les PDU/PLUI et à échéance dans leurs révisions.	Cette mesure vise à une réduction des polluants dus aux transports

Figure 33 : Actions du PPA

5.2.6. Plan Climat Air Energie Territorial

Depuis la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015, les domaines de compétences du PCAET ont été renforcés. Il s'articule autour de 5 enjeux principaux :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- L'adaptation au changement climatique pour amoindrir ses impacts sur les habitants et le territoire.
- La sobriété énergétique afin de maîtriser les consommations énergétiques de chacun.
- Le développement des énergies renouvelables pour être moins dépendant aux produits pétroliers.
- L'amélioration de la qualité de l'air.

La CA2BM a validé par délibération du Conseil communautaire du 4 août 2024 le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2024-2030. Ce dernier constituera une feuille de route collective et structurante des actions du territoire de la CA2BM en faveur de la transition écologique et en réponse aux défis climatiques et environnementaux. Il fixe un cap sur 6 ans de la stratégie de transition écologique du territoire et de l'agglomération et sera réévalué à mi-parcours, en 2027.

Ce PCAET reprend 7 axes :

- Axe 1 : Piloter le PCAET,
- Axe 2 : Conforter l'exemplarité du territoire et des collectivités,
- Axe 3 : Favoriser la mobilité bas carbone,
- Axe 4 : Agir pour des logements sobres,
- Axe 5 : Développer la production d'énergies renouvelables locales pour réduit la dépendance énergétique du territoire,
- Axe 6 : Définir un aménagement du territoire durable et résilient,
- Axe 7 : Faire de la ruralité et du tourisme deux piliers de la transition écologique du territoire.

Chaque axe dispose d'actions qui lui sont associées.

Le présent projet rejoint certaines actions des axes 6 et 7, à savoir :

- Axe 6 :
  - Intégrer les risques et les vulnérabilités du territoire dans la planification du territoire et développer une stratégie d'adaptation au changement climatique,
  - Préserver les sols, l'eau et la biodiversité
- Axe 7 :
  - Développer une offre touristique écoresponsable (promouvoir une destination touristique durable et écoresponsable, en valorisant les bonnes pratiques environnementales des acteurs du territoire, soutenir les offres d'hébergements et d'activités touristiques de haute qualité environnementale, adaptées au changement climatique, …)

5.2.7. Plan de déplacement urbain

Les actions du Plan de Déplacement Urbain vise à sécuriser les axes, faciliter les déplacements et rendre plus accessibles les alternatives aux déplacements par véhicules personnels. La **commune n'est pas concernée par un PDU.**

5.2.8. Potentiel en énergie renouvelable

L'avantage principal de l'énergie renouvelable est qu'elle constitue une solution à long terme, puisqu'elle ne s'épuise pas, sous réserve d'une exploitation raisonnable (ex : biomasse).

5.2.8.1. Sources d'énergie fossiles

D'après Géorisques, la commune n'est pas concernée par une canalisation de gaz naturel.

5.2.8.2. Eolien

La commune bénéficie d'une situation géographique permettant de produire beaucoup d'électricité due à des éoliennes. Néanmoins les sites naturels aux alentours ne sont pas favorables à son développement. Ainsi, le PLUi mentionne que certaines communes dont Colline-Beaumont sont situées dans des secteurs défavorables à l'éolien notamment en raison de la présence de zones urbanisées et de paysages d'intérêt régional qui ont été extraits du SRE.

L'éolien urbain

Nous entendons par « éolien urbain » **le montage et l'intégration en zone urbaine d'éoliennes dites « domestiques ».** Ces éoliennes sont des nacelles de 2 ou 3 pales perchées sur des mâts de 11 à 35 mètres de hauteur. Ces éoliennes peuvent générer une puissance allant de 100 Watts à 250 kWatts suivant les modèles des constructeurs.

Les reproches généralement attribués aux grandes éoliennes sont à écarter avec une petite éolienne domestique. En effet, les hauteurs et les contraintes sont moins importantes.

Les petites éoliennes ont beaucoup évolué à ce jour, certaines s'installent sur un mât, d'autres peuvent se fixer directement sur le bâti. Dans ce dernier cas, il est recommandé d'intégrer la prise en charge des éventuelles transmissions de vibrations au bâtiment, de même qu'il est recommandé de porter une attention particulière aux risques sonores avec le fournisseur.

L'insertion de ce type d'équipement peut potentiellement être une gêne dans le voisinage, il incombe donc aux futurs acquéreurs de se préoccuper des éventuelles nuisances causées aux voisinages avant l'installation de ce système et d'entamer au préalable des discussions avec son voisinage.

Pour ce type d'éolienne dans un contexte urbain, plusieurs paramètres sont à étudier avant sa mise en place. En milieu urbain, la direction du vent peut varier fortement compte tenu des couloirs et obstacles que forme le bâti. Il faut aussi savoir que la rotation d'une éolienne dépend de la vitesse du vent. Le tableau suivant indique la puissance annuelle d'une éolienne de 500W en fonction de la vitesse du vent en m/s :

Vitesse du vent en m/s	Puissance (W)
2,5	131
3	228
3,5	368
4	543
4,5	780
5	1 069
5,5	1 419
6	1 848
6,5	2 348
7	2 935
7,5	3 600

On retrouve une vitesse moyenne du vent à peu près égale à 4 m/s soit une puissance possible de 543 W.

Potentiel grand éolien

Le Schéma Régional Eolien (SRE) du Nord/Pas-de-Calais figure en annexe du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), dont la réalisation a été prescrite par la loi portant Engagement National pour l'Environnement (dite loi « Grenelle II ») du 12 juillet 2010. **Le schéma régional éolien (SRE), a été annulé par jugement du tribunal administratif de Lille du 16 avril 2016 pour défaut d'évaluation environnementale.**

Lors de l'élaboration du SRE, des zones de développement privilégiées ont été retenues.

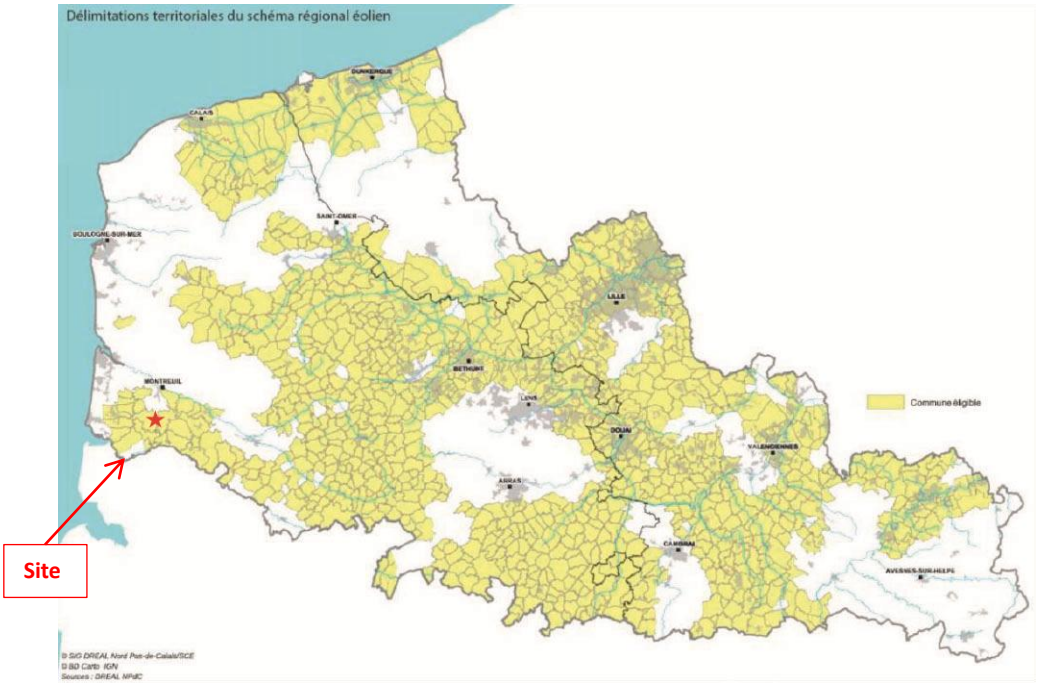


Figure 34 : Schéma Régional Eolien

La carte ci-dessous présente les gisements éoliens du Nord-Pas-de-Calais à 50 m de hauteur.

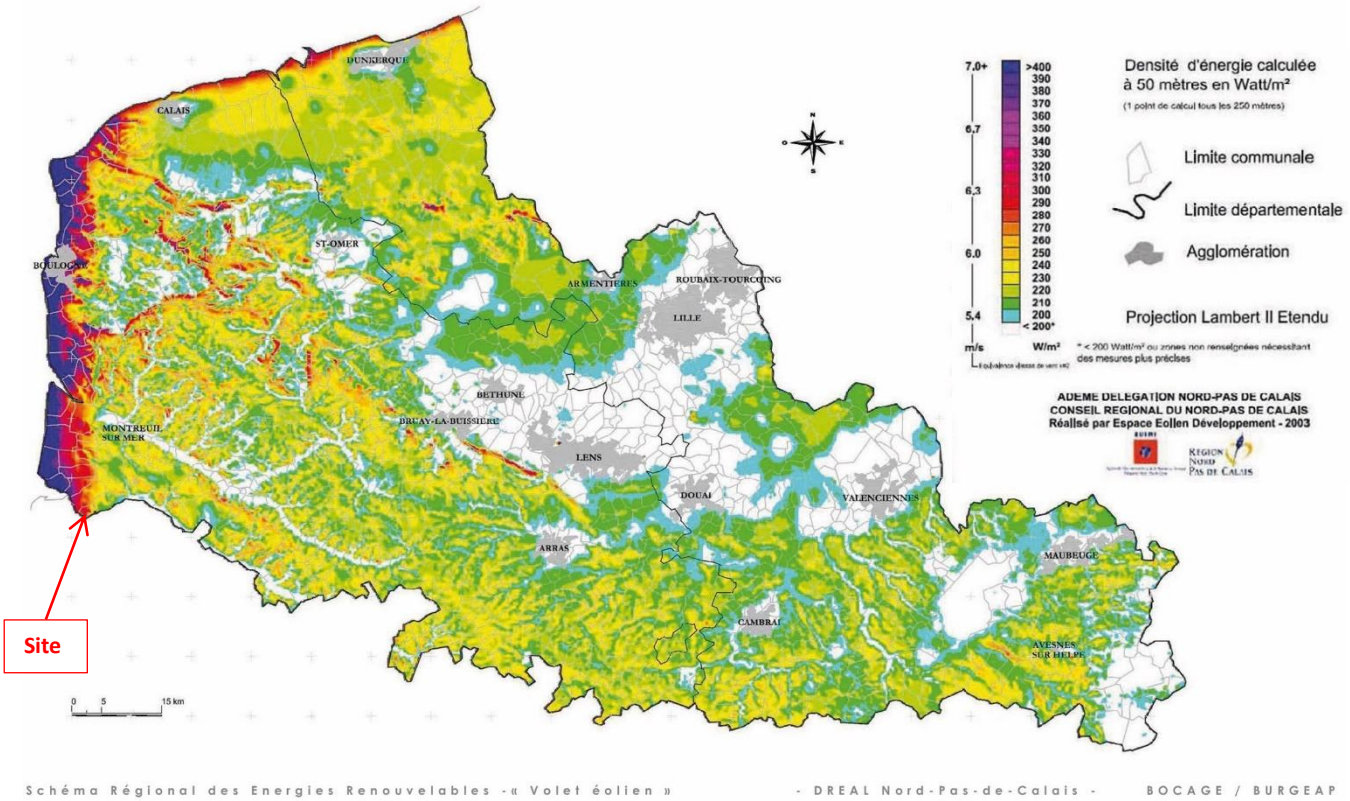


Figure 35 : Gisement éolien de la région Nord-Pas-de-Calais à 50 m de hauteur (W/m²) – (Source : http://www.hauts-de-france.developpement durable.gouv.fr/IMG/pdf/volet_eolien_sr_enr_150610_part-1_compress.pdf)

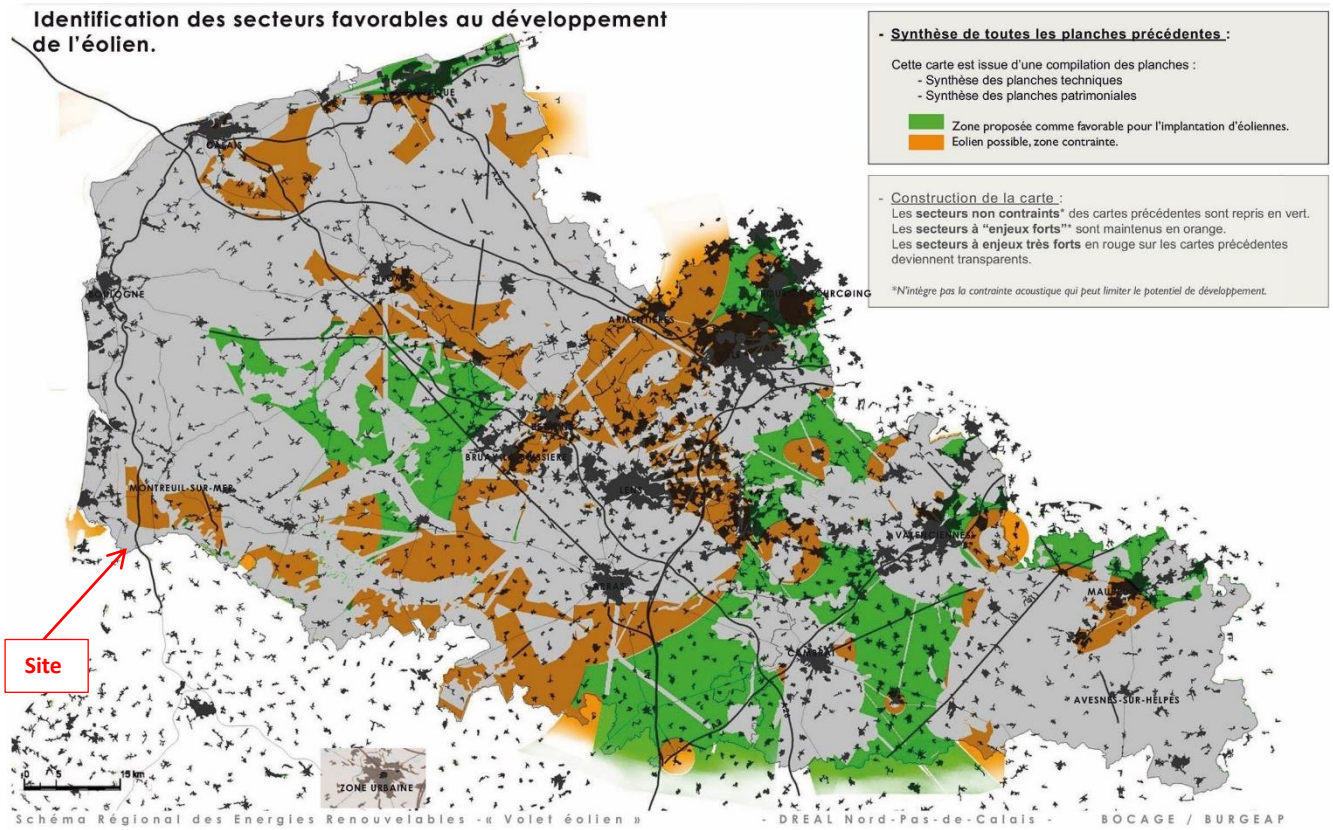


Figure 36 : Identification des secteurs favorables au développement éolien – (Source : http://www.hauts-de-france.developpement durable.gouv.fr/IMG/pdf/volet_eolien_sr_enr_150610_part-1_compress.pdf)

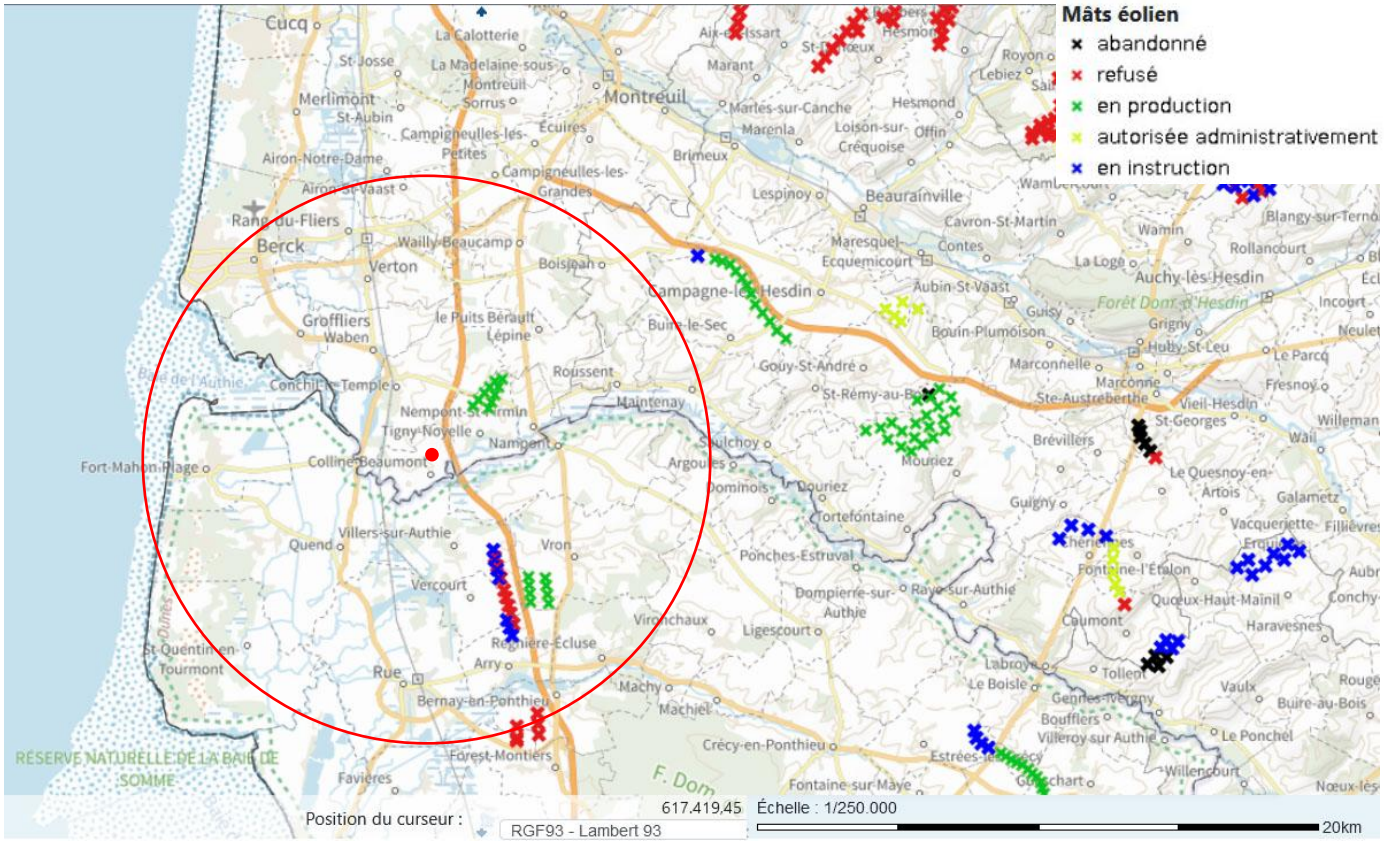


Figure 37 : Localisation des parcs éoliens (https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=232004cc-1491-4644-9920-dec062de6754)

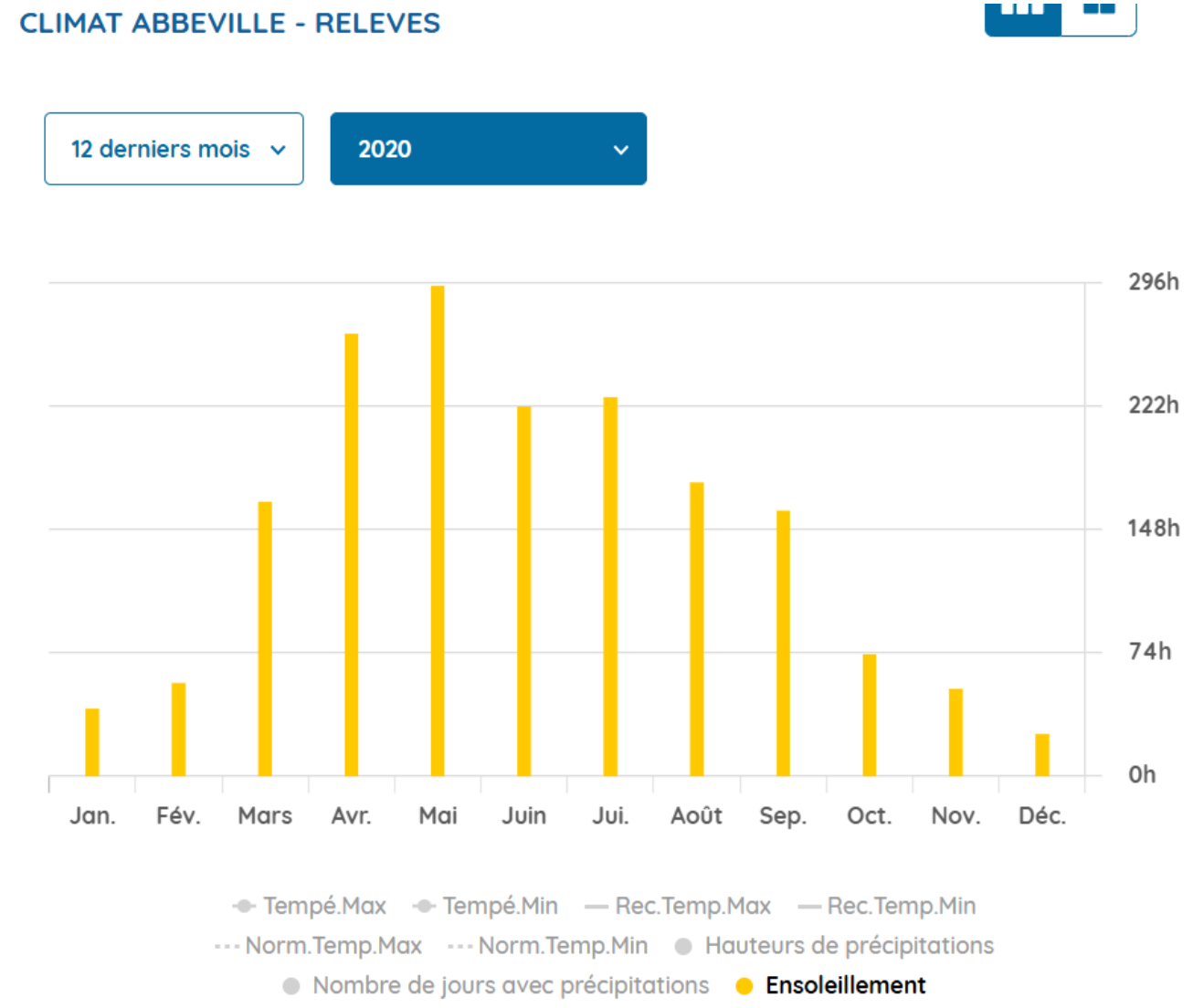
5.2.8.3. Le solaire

Le « Schéma Régional Solaire », après avoir précisé des éléments techniques, rappelle la place du potentiel solaire dans les politiques énergétiques nationale et régionale. Ce schéma se consacre aux enjeux du développement des installations thermiques et photovoltaïques sur bâtiment, puis aux conditions dans lesquelles peuvent être envisagées le développement des installations photovoltaïques au sol, qui constituent les 3 pans du développement de l'exploitation de l'énergie solaire en Nord-Pas-de-Calais.

L'ensoleillement régional, certes inférieur à la moyenne française, permet son exploitation énergétique, au moyen d'installations thermiques ou photovoltaïques.

L'ensoleillement annuel moyen sur une surface orientée au Sud est compris entre 975 et 1025 KWh/m3/an.

L'ensoleillement est mesuré au plus proche à Abbeville, la moyenne annuelle est de 146,24 heures. Le cumul annuel est de 1754,9 heures, avec 53 jours ensoleillés.



		Durée d'ensoleillement		Nombre de jours ensoleillés	
2020	Total annuel	1754.9h	-	53j	-

Figure 38 : Ensoleillement à Abbeville en 2020 (Source : https://meteofrance.com/climat/releves/france/hauts-de-france/abbeville)

Les atouts de la région pour exploiter ce potentiel sont principalement la surface importante de toitures (résidentiel, établissements publics, industries, commerces…) et la présence de terrains potentiellement propices à l'installation d'unités de production photovoltaïque (zones commerciales, friches…).

Cette puissance énergétique permet l'exploitation des dispositifs solaires thermiques et solaires photovoltaïques. Malgré 25% d'ensoleillement en moins par rapport à Lyon, le capteur situé à Lille est presque aussi performant ; le rendement d'un capteur solaire diminuant quand la température augmente.

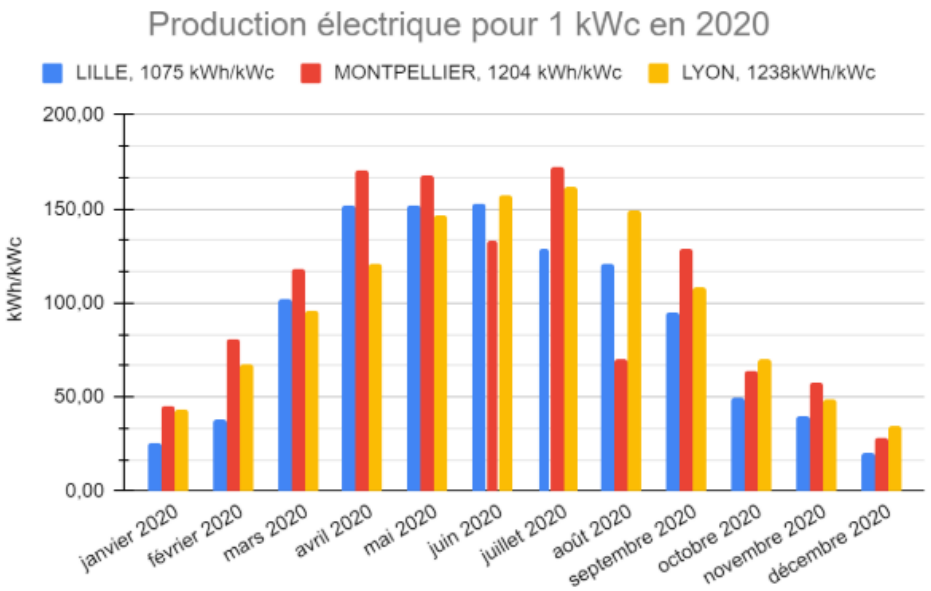


Figure 39 : Production électrique pour 1 kWc à Lille, Montpellier et Lyon en 2020 (Source : https://solaire-en-nord.fr/lenergie-solaire-photovoltaique/)

5.2.8.4. La géothermie et l'aérothermie

Les installations collectives sur nappes sont recensées par le BRGM dans la base de données du sous-sol (données non exhaustives). 181 installations sont renseignées. Au total, les 8 861 installations géothermiques de la région produiraient **112 414 MWh.**

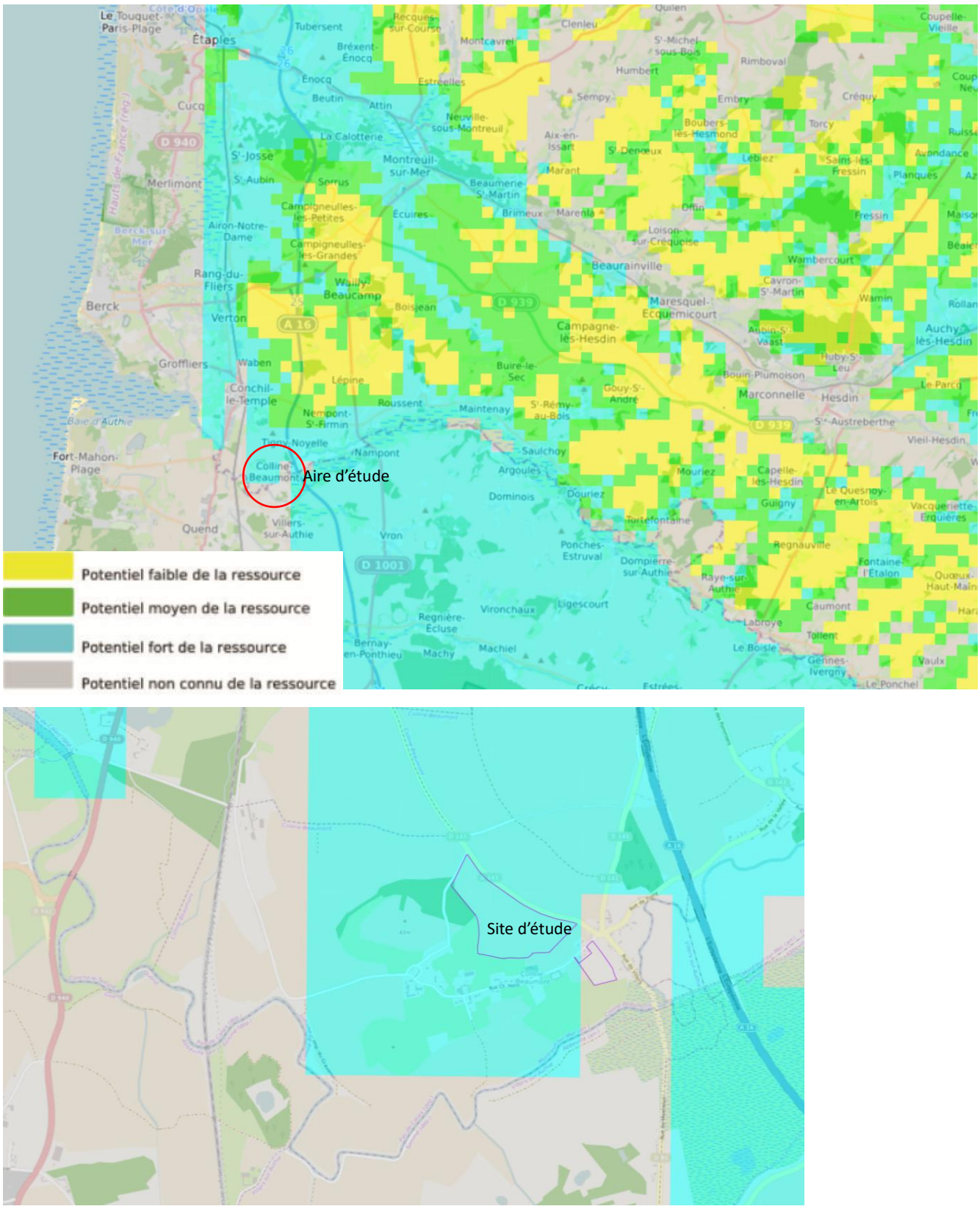


Figure 40 : Potentiel géothermique dans la commune (https://www.geothermies.fr/viewer/?extent=86768.5369%2C6340298.6222%2C550894.1726%2C6554322.3014&al=region/HDF)

La zone d'étude est située dans un secteur où le potentiel géothermique est fort et potentiellement non connu dans la partie sud.

5.2.8.5. *La biomasse et les énergies de récupération*

Le terme de « biomasse » regroupe toutes les matières organiques qui peuvent dégager de l'énergie soit par combustion directe ou à la suite d'une étape de transformation. La biomasse représente donc aussi bien la fraction biodégradable des déchets industriels ou agricoles que le bois issu directement de la forêt.

L'énergie produite par la biomasse est une énergie qui va être amenée à se développer très fortement dans les prochaines années, que ce soit pour la production de chaleur ou d'électricité. En effet, au-delà des petites installations permettant le chauffage d'habitations, la biomasse peut aussi alimenter des centrales produisant de l'électricité en cogénération. Les objectifs de la France sont ambitieux en termes de production d'énergies renouvelables, et la biomasse a une part importante à y jouer.

Les énergies de récupération englobent : les fractions non biodégradables des déchets ménagers ou assimilés, les déchets des collectivités, des déchets industriels, les résidus de papeterie et de raffinerie, les gaz de récupération (mines, cokerie…), et la récupération de chaleur sur eaux usées ou de chaleur fatale.

5.2.8.6. *L'hydrothermie, l'énergie marine et l'énergie hydraulique.*

Ces énergies ne sont pas disponibles sur le site.

5.2.9. Synthèse du climat Thème Diagnostic au niveau du site Enjeux pour le site

Thème	Diagnostic au niveau du site	Enjeux pour le site
Climat	Climat océanique caractérisé par des températures douces et une pluviométrie relativement abondante.	Faible : Le projet devra avoir la capacité de stocker les évènements météorologiques exceptionnels.
Evolution du climat	La commune se trouve dans une zone d'aléa faible concernant l'exposition de la population aux risques climatiques.	Modéré : Les risques enregistrés sur la commune pourront être amplifiés par le changement climatique dans les années à venir.
Potentiel en énergie renouvelable	Plusieurs types d'énergie sont possibles sur le site : petit éolien, solaire…	Faible : la récupération d'énergie est envisageable

5.3. Milieu naturel (étude d'impact faune flore-Auddicé – 30/11/2023)

5.3.1. Contexte écologique du projet

5.3.1.1. Environnement général

Pour rappel, le site d'étude, d'une superficie totale d'environ 20 hectares, est localisé sur la commune de **Colline-Beaumont**, dans le Pas-de-Calais (62). Il correspond à 2 entités :

- Une parcelle concernée par l'emprise du projet de camping, localisée le long de la RD143 et représentant environ 17 ha,
- Une parcelle concernée par un projet de station d'épuration en lien avec le camping, localisée dans la vallée de l'Authie et représentant environ 2,6 ha.

Le projet s'insère dans un contexte agricole, et se situe à environ 9 km au Sud-Est de Berck.

5.3.2. Zones naturelles d'intérêt reconnu (Hors Natura 2000)

5.3.2.1. Définition et méthodologie de recensement

Sous le terme de « zones naturelles d'intérêt reconnu » sont regroupés :

- Les espaces inventoriés au titre du patrimoine naturel : Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)…
- Les périmètres de protection : Réserves Naturelles Nationales (RNN), Réserves Naturelles Régionales (RNR), Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)…

Ces zones ont été recensées à partir des données disponibles auprès de la DREAL Hauts-de-France.

5.3.2.2. Inventaire des zones naturelles d'intérêt reconnu (hors Natura 2000) à proximité du site d'étude.

Vingt-trois zones naturelles d'intérêt reconnu (hors Natura 2000) sont recensées dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude[1].

Il s'agit de 13 Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I, de 3 ZNIEFF de type II, 1 zone humide protégée par la convention RAMSAR, 1 Parc Naturel Régional (PNR), 1 Réserve Naturelle Régionale (RNR), 2 sites du Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) et 2 sites du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CELRL).

Figure 41 : Zones naturelles d'intérêt reconnu (hors Natura 2000) à moins de 5 km de la zone d'étude

Type de zone	Intitulé	Distance par rapport à la zone d'étude (en km)
ZNIEFF 1	Cours de l'Authie, marais et coteaux associés	0,13

[1] Périmètre, déterminé à dire d'expert, le plus pertinent pour prendre en compte les zones naturelles d'intérêt reconnu à proximité d'un projet

Type de zone	Intitulé	Distance par rapport à la zone d'étude (en km)
ZNIEFF 1	Marais de Tigny-Noyelle	0,44
ZNIEFF 1	Anciennes ballastières de Conchil-le-Temple	1,3
ZNIEFF 1	Marais arrière-littoraux picards, vallée du Pendé et basse vallée de la Maye	1,38
ZNIEFF 1	Complexe humide arrière littoral de Waben et Conchil-le-Temple	2,02
ZNIEFF 1	Polders du sud de la baie d'Authie	2,22
ZNIEFF 1	Rive Nord de la Baie d'Authie	2,42
ZNIEFF 1	Marais du Warnier	3,01
ZNIEFF 1	Baie de l'Authie	3,78
ZNIEFF 1	Bois de la Commanderie à Conchil-le-Temple	3,84
ZNIEFF 1	Bocage poldérien de Froise	4,02
ZNIEFF 1	Bocages et prairies humides de Verton	4,27
ZNIEFF 1	Marais communal de Nempont-Saint-Firmin	4,72
ZNIEFF 2	La basse Vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire	0
ZNIEFF 2	Plaine maritime picarde	0,13
ZNIEFF 2	Vallée de l'Authie	3,87
CELRL	Basse vallée de l'Authie	0,27
CELRL	Baie d'Authie rive Nord	4,93
PNR	Baie de Somme Picardie Maritime	0,12
RAMSAR	Baie de Somme	0,11
RNR	Bois des Agneux	4,81
Site du CEN	Marais de Tigny	0,57
Site du CEN	Marais du Pende	1,22

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Zones naturelles d'intérêt reconnu - Zones d'inventaires (hors Natura 2000)

Secteur d'étude

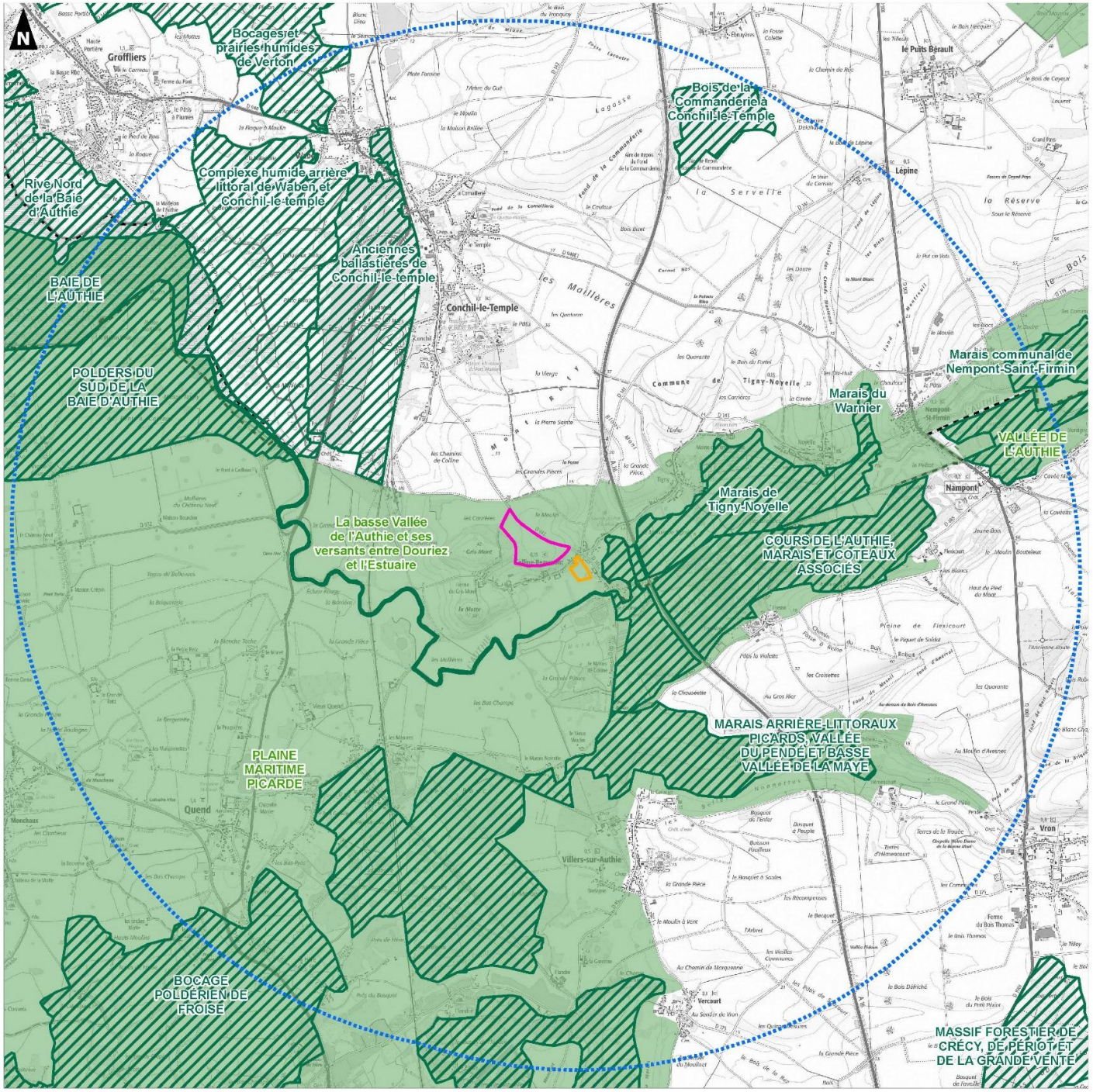
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)
- Périmètre de 5 km

Limites administratives

- Limite départementale

Zone d'inventaire

- ZNIEFF de type 1
- ZNIEFF de type 2



0 1 2

Kilomètres

auddicé

Réalisation : AUDDICE, avril 2023
Sources de fond de carte : IGN SCAN 25
Sources de données : IGN BD TOPO - INPN - SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 42 : Carte Zones naturelles d'intérêt reconnu – Zones d'inventaires (hors Natura 2000) (Auddicé)

Projet de camping sur la commune
de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Zones naturelles d'intérêt reconnu - Zones réglementaires (hors Natura 2000)

Secteur d'étude

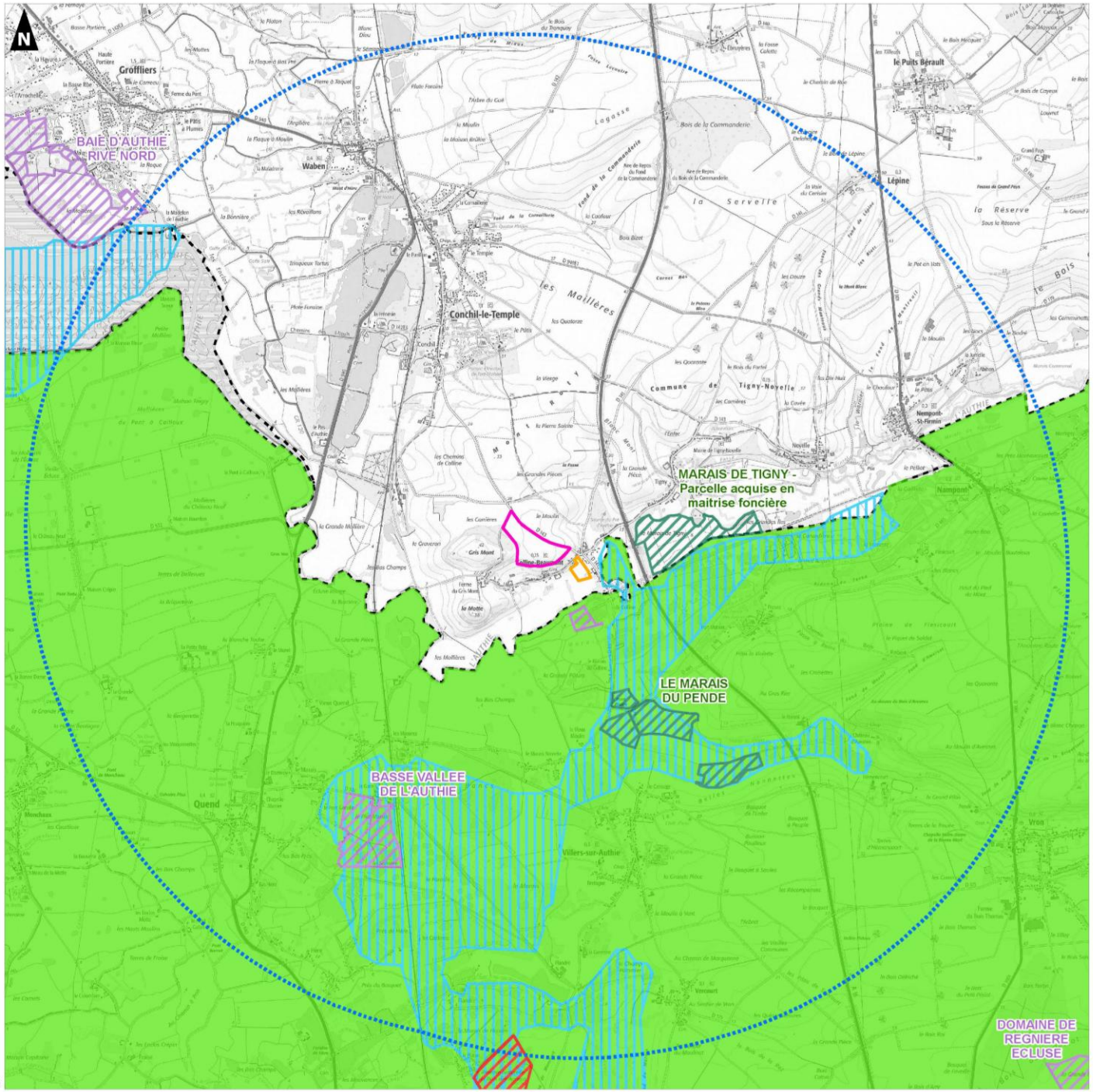
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)
- Périmètre de 5 km

Limites administratives

- Limite départementale

Zone réglementaire

- Site géré par le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
- Site géré par le Conservatoire des espaces naturels
- Parc naturel régional de la Baie de Somme Picardie Maritime
- Site géré par l' UNESCO: Baie De Somme
- Réserve naturelle régionale du Bois des Agneux



0 1 2
Kilomètres

Réalisation : AUDDICE, avril 2023
Sources de fond de carte : IGN SCAN 25
Sources de données : IGN BD TOPO - INPN - SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 43 : Carte Zones naturelles d'intérêt reconnu – Zones réglementaires (hors Natura 2000) (Auddicé)

Deux ZNIEFF de type I, deux ZNIEFF de type II, 1 site RAMSAR et 1 Parc Naturel Régional, 1 site du CEN et 1 site du CELRL se situent à moins d'un kilomètre de la zone d'étude. Ces sites sont décrits ci-dessous.

ZNIEFF de type I- Cours de l'Authie, marais et coteaux associés (à 0,13 km de la zone d'étude)

Description générale

L'Authie s'étend globalement selon un axe sud-est/nord-ouest. Ce fleuve est suspendu en de nombreux endroits du fait du cloisonnement important, surtout en amont de Tollent. La pente est relativement faible, mais des secteurs de plus forte pente offrent des conditions favorables au décolmatage des substrats. Les berges, parfois dégradées par le piétinement et par une ripisylve, ne jouent pas toujours leur rôle de maintien des sols (peupliers).

Le paysage de la moyenne et de la basse vallée de l'Authie se rapproche de celui des marais arrière-littoraux de la plaine maritime. On y observe une succession de milieux comprenant de nombreux plans d'eau, lesquels trouvent leur origine dans les anciennes fosses de tourbage ou ont été créés artificiellement pour la chasse ou la pêche ; des roselières ; des mégaphorbiaies ; des cariçaies ; des prairies hygrophiles et des bas-marais tourbeux, etc. L'envahissement des marais par les boisements humides (saulaies, aulnaies) est très avancé dans certains secteurs. Ce phénomène est accéléré par les plantations de peupliers, lesquelles sont parfois vastes.

Ce secteur présente une séquence d'habitats remarquables, depuis les végétations aquatiques et amphibies jusqu'aux fourrés boisés.

Intérêt des milieux

La vallée de l'Authie constitue un corridor d'intérêt exceptionnel à l'échelle de la Picardie. Cette vallée comprend un très grand nombre d'habitats parmi lesquels plusieurs sont reconnus d'intérêt communautaire et inscrits à la directive "Habitats" : les herbiers flottants du *Lemno trisulcae - Utricularietum vulgaris* ; les herbiers aquatiques du *Myriophyllo verticillati - Nupharetum luteae* ; les herbiers nageants de l'*Hottonietum palustris* ; le groupement à *Ceratophyllum demersum* ; les voiles de lentilles d'eau du *Lemno - Spirodeletum polyrhizae* ; les herbiers aquatiques du *Callitrichetum obtusangulae* ; les herbiers du *Ranunculion fluitantis* à *Ranunculus* gr. *fluitans* ; les herbiers du *Ranunculion aquatilis* à *Callitriche platycarpa* et *Ranunculus circinatus* ; les bas-marais tourbeux de l'*Hydrocotylo - Juncetum subnodulosi* ; les roselières tourbeuses du *Thelypterido - Phragmitetum* ; les mégaphorbiaies tourbeuses du *Thalictro - Filipendulion* ; les pelouses calcicoles de l'*Avenulo pratensis -Festucetum lemanii* et les hêtraies neutro-acidoclines atlantiques/subatlantiques du *Hyacinthoido non-scriptae - Fagetum sylvaticae*.

Intérêt des espèces

Flore :

Le site accueille une très grande diversité d'espèces aquatiques, amphibies et palustres parmi lesquelles (* espèces protégées) : la Renoncule langue (*Ranunculus lingua**), le Ményanthe trèfle d'eau (*Menyanthes trifoliata**) dans les zones les plus tourbeuses, la Pédiculaire des marais (*Pedicularis palustris**) relativement localisée, l'Ache rampante (*Helosciadium repens**), inscrite à l'annexe II de la directive "Habitats", la Stellaire des marais (*Stellaria palustris**), le Rubanier nain (*Sparganium natans**), l'Orchis négligé (*Dactylorhiza praetermissa**), typique des prairies humides non amendées, la Laîche arrondie (*Carex diandra**), la Linaigrette à feuilles étroites (*Eriophorum angustifolium**), le Comaret des marais (*Comarum palustre**), l'Utriculaire commune (*Utricularia vulgaris**), la Véronique à écussons (*Veronica scutellata**).

Avifaune :

La vallée d'Authie, et plus particulièrement la basse vallée, constituent des haltes migratoires pour de nombreux oiseaux d'eau (anatidés et limicoles) ainsi que des sites de nidification pour plusieurs espèces remarquables en Picardie :

- Le Canard souchet (*Spatula clypeata*), la Sarcelle d'été (*Spatula querquedula*), la Sarcelle d'hiver (*Anas crecca*), le Canard chipeau (*Mareca strepera*), qui se reproduisent plus ou moins occasionnellement en basse vallée d'Authie. Des niveaux d'eau élevés sont favorables à ces espèces,

- Les trois espèces de marouettes, la Marouette ponctuée (*Porzana porzana*), la Marouette poussin (*Porzana parva*) et la Marouette de Baillon (*Porzana pusilla*), toutes trois menacées au niveau européen et inscrites, à ce titre, à la directive "Oiseaux", se sont déjà reproduites en basse vallée d'Authie. La présence de la première y est relativement régulière (notamment lors des années humides), tandis que les deux autres ne sont notées que très rarement,

- Plusieurs ardéidés remarquables, tels que le Butor étoilé (*Botaurus stellaris*) et le Blongios nain (*Ixobrychus minutus*), inscrits à la directive "Oiseaux", font également partie de l'avifaune nicheuse de la zone,

- De nombreux passereaux paludicoles trouvent des conditions favorables pour nicher : la Gorgebleue à miroir (*Luscinia svecica*), la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), la Locustelle luscinioide (*Locustella luscinioides*), ...

- La vallée d'Authie a déjà accueilli plusieurs couples de l'espèce Pie-grièche grise (*Lanius excubitor*), rare et en danger en Picardie.

Entomofaune :

Pour les lépidoptères, citons la Noctuelle hépatique (*Apamea epomidion*), la Leucanie paillée (*Mythimna straminea*), l'Herminie crible (*Macrochilo cribrumalis*) et la Noctuelle des roselières (*Arenostola phragmitidis*).

Pour les odonates, signalons le Leste brun (*Sympecma fusca*), l'Agrion joli (*Coenagrion pulchellum*), le Leste fiancé (*Lestes sponsa*), l'Agrion scitulum (*Coenagrion scitulum*) et le Sympétrum jaune d'or (*Sympetrum flaveolum*).

Batrachofaune :

La vallée d'Authie accueille une bonne diversité ainsi que des effectifs importants de batraciens. Citons, en particulier, la Rainette verte (*Hyla arborea*), vulnérable au niveau national, le Crapaud calamite (*Bufo calamita*) et le Triton crêté (*Triturus cristatus*), inscrit à l'annexe II de la directive "Habitats".

Ichtyofaune :

L'Authie héberge plusieurs poissons remarquables tels que la Truite fario (*Salmo trutta fario*), le Chabot (*Cottus gobio*) et l'Anguille (*Anguilla anguilla*). En aval de Tollent, sont présents le Saumon atlantique (*Salmo salar*) et la Truite de mer (*Salmo trutta trutta*).

ZNIEFF de type I- Marais de Tigny-Noyelle (à 0,44 km de la zone d'étude)

Description générale

Le Marais de Tigny s'étend au nord du canal de dessèchement, de part et d'autre de l'Authie. C'est en aval de Nempont-St-Firmin que la vallée de l'Authie s'élargit de façon significative, surtout côté Picardie où s'observent de vastes étendues marécageuses abandonnées et émaillées de nombreuses mares de chasse. En fait, l'estuaire remontait autrefois plus en amont et les courants de marée sont encore aujourd'hui perceptibles jusqu'à ce site voire au-delà, ce qui peut expliquer le maintien de diverses espèces subhalophiles relictuelles.

Dans le Pas-de-Calais, le Marais de Tigny se présente comme un ensemble de prairies alluviales mésotrophiles à eutrophiles toujours exploitées et drainées par de grands fossés évacuant les eaux excédentaires vers

l'Authie ou le Canal. La partie aval du marais, longuement inondable, est ponctuée de petites dépressions et sillonnée par un réseau aquatique très dense. Des haies avec de vieux saules têtards subsistent autour des prairies du Marais de Noyelle et des Grandes Iles.

Le maintien de la gestion traditionnelle par fauche des prairies alluviales les plus inondables leur confère encore aujourd'hui une valeur biologique et un intérêt floristique important, dont le contraste avec les prés mésohygrophiles eutrophiles du reste du marais est remarquable.

Ainsi, les communautés végétales des bas niveaux sont sans conteste celles dont la valeur patrimoniale est la plus élevée avec notamment les prairies de *l'Eleocharito palustris - Oenanthetum fistulosae* et du cf. *Triglochino palustris - Agrostietum stoloniferae*.

Elles hébergent une flore de qualité particulièrement riche et originale dont diverses plantes rares ou en régression importante dans le Nord de la France : Epilobe des marais (*Epilobium palustre*), Laîche noire (*Carex nigra*), Oenanthe fistuleuse (*Oenanthe fistulosa*), etc. et bien sûr l'espèce phare du site, l'Ache rampante (*Helosciadium repens*) qui mérite toute l'attention, notamment en termes de gestion conservatoire et de suivi. D'autres végétations aquatiques et amphibies liées aux fossés et aux mares ne sont pas non plus dénuées d'intérêt et concourent à la diversité phytocénotique de l'ensemble du marais de Tigny-Noyelle.

Au total, celui-ci héberge donc au minimum 12 taxons (plusieurs autres encore observés en 1990 seraient à confirmer) et 14 végétations déterminants de ZNIEFF.

Deux espèces déterminantes d'Odonates ont été observées sur le Marais de Tigny-Noyelle. L'Agrion mignon (*Coenagrion scitulum*) et la Libellule fauve (*Libellula fulva*). Cette dernière fréquente principalement les fossés et les petits ruisseaux. La larve nécessite un milieu à eau oligotrophe à mésotrophe, ce qui explique son statut de rareté régional (GODIN et al., 2003).

Parmi les Orthoptères présents dans le périmètre de la ZNIEFF, quatre espèces sont déterminantes. Le Conocéphale des roseaux (*Conocephalus dorsalis*) est fortement menacé d'extinction dans la Liste rouge française pour le domaine némoral (atlantique au sens large) (SARDET & DEFAUT, 2004). L'espèce est généralement observée dans des prairies humides à joncs (COUVREUR & GODEAU, 2000). Le Criquet ensanglanté (*Stethophyma grossum*) est inféodé aux milieux très humides (prairies hygrophiles et milieux riverains) (COUVREUR & GODEAU, 2000), tout comme le Criquet marginé (*Chorthippus albomarginatus*).

Quinze espèces déterminantes d'Oiseaux sont nicheurs possibles sur le marais. Deux espèces sont inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux : le Busard des roseaux et la Gorgebleue à miroir. Le Busard des roseaux niche traditionnellement dans des roselières mais, ce milieu étant en régression, il niche également dans des champs cultivés d'où le nombre conséquent de nids dans les secteurs cultivés des plateaux. La reconquête de la région par l'espèce a débuté en 1980 ; elle s'est intensifiée quand les habitats de substitution ont été utilisés pour la nidification (TOMBAL [coord.], 1996).

Inscrite à l'Annexe II de la Directive Oiseaux, la Bécassine des marais se raréfie en région, comme en France, suite à la disparition de son habitat typique de nidification : les pâtures humides (TOMBAL [coord.], 1996). Les deux espèces de Sarcelles sont deux nicheuses possibles sur le site. Il est néanmoins difficile d'apprécier le statut de nidification de ces deux espèces du fait du transit migratoire de nombreux individus sur le site. Le Tarier des prés niche dans les prairies fauchées tardivement, dominées par de hautes herbes qui lui servent de perchoirs.

Une espèce déterminante de Chiroptère a également été observée sur le site du Marais de Tigny : la Noctule commune. Cette chauve-souris est inféodée aux milieux boisés (ARTHUR & LEMAIRE, 2009).

ZNIEFF de type II- La basse Vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire (à 0 km de la zone d'étude)

La Basse Vallée de l'Authie forme une longue dépression au fond tourbeux, creusée dans les ondulations du plateau et la plaine maritime picarde. Complexe de plus de 4000 ha de marais, prairies humides et étangs s'étendant en fait de part et d'autre du cours sinueux de l'Authie, la vallée offre un paysage des plus verdoyants contrastant avec la monotonie des zones agricoles environnantes particulièrement dénudées.

Zone humide de qualité exceptionnelle, la basse vallée de l'Authie n'a aucun équivalent dans l'ancienne région Nord/Pas de Calais car, en dehors des marais arrière-littoraux, c'est le seul site où subsistent sur de vastes espaces bas-marais et tourbières alcalines hébergeant des espèces et des communautés végétales parmi les plus rares du nord de la France. Les activités ancestrales de l'homme associées à la dynamique et à l'évolution naturelle de la végétation ont donné naissance à une grande diversité de biotopes conférant à ce complexe tourbeux une valeur paysagère et une richesse biologique de premier ordre.

Plus d'une quarantaine d'espèces végétales sont rares, une vingtaine au moins étant protégées dans le Nord/ Pas de Calais et 2 en France. Toute l'avifaune régionale des zones humides est présente dans la vallée avec un cortège important d'espèces remarquables, rares et menacées à l'échelle de la région et de la France.

ZNIEFF de type II – Plaine maritime picarde (à 0,13 km de la zone d'étude)

Description générale

Occupant un linéaire restreint (environ 70 kilomètres), le littoral picard n'en est pas moins riche et diversifié. Il se compose d'un nombre élevé de milieux, avec notamment, à l'intérieur des terres :

- Les bas-champs du Marquenterre et de Cayeux-sur-mer, gagnés progressivement sur l'espace marin, grâce à l'édification de renclôtures (terres gagnées sur les mollières par endiguement) et à l'évacuation des eaux vers la mer. Ce travail a été facilité par l'évolution naturelle des estuaires vers l'atterrissement. Ces bas-champs, en arrière du trait de côte, se composent de prairies mésophiles à hygrophiles et de cultures. Certains secteurs ont conservé un aspect bocager (dans les environs de Quend, entre Favières et Noyelles-sur-mer, entre Boismont et Saigneville et aux environs de Lanchères). Quelques foraines (cordons de galets fossiles) font l'objet d'exploitation tandis que d'autres, devenues rares, sont conservées en prairies et présentent une végétation de lande acide très originale (pré communal de Larronville),

- Les basses vallées de l'Authie, de la Maye et de la Somme sont tapissées d'alluvions et de tourbes. Prairies, marais plus ou moins boisés et plans d'eau se partagent l'espace de ces vallées,

- Enfin, les marais arrière-littoraux occupent la partie est de la plaine maritime picarde, sur laquelle s'est déposée de la tourbe. Ces marais forment un vaste ensemble, entre Nampont et Noyelles-sur-mer.

Intérêt des milieux

La plaine maritime picarde est sans doute l'une des petites régions naturelles de Picardie les plus diversifiées et les plus originales en ce qui concerne le patrimoine naturel. Elle comprend une continuité exceptionnelle de systèmes littoraux nord-atlantiques, unique et exemplaire pour la façade maritime française et ouest-européenne. Les marais arrière-littoraux présentent également un niveau d'intérêt supra européen de par la qualité et l'étendue des milieux, de l'originalité et de l'état actuel des populations animales et végétales.

La diversité des habitats remarquables est impossible à détailler ici. On signale que plus de soixante-dix groupements végétaux relèvent de la directive "Habitats" de l'Union Européenne.

Les levées de galets constituent une entité rarissime et sans équivalent en France. Les systèmes estuaires comportent des séquences complètes, depuis la basse slikke jusqu'au haut schorre. Les milieux dunaires ont un développement spatial très important et comportent de nombreux habitats remarquables, répartis au sein de la xérosère et de l'hygrosère. Les marais arrière-littoraux présentent une séquence topographique complète d'habitats tourbeux basiques, depuis l'aquatique jusqu'aux stades de boisements alluviaux. Ils accueillent environ 90 % des espèces végétales caractéristiques des tourbières de plaine française.

Intérêt des espèces

Flore remarquable :

Plus de 200 espèces remarquables ont été notées en plaine maritime picarde. Elles se répartissent dans les différents milieux représentés, certaines se développant dans plusieurs milieux (* espèce légalement protégée).

Les marais tourbeux abritent notamment le Liparis de Loesel (*Liparis loeselii**), inscrit à l'annexe II de la directive "Habitats", la Renoncule langue (*Ranunculus lingua**), le Ményanthe trèfle-d'eau (*Menyanthes trifoliata**), la Pédiculaire des marais (*Pedicularis palustris**), le Potamot coloré (*Potamogeton coloratus**), l'Eléocharide pauciflore (*Eleocharis quinqueflora**), la Gesse des marais (*Lathyrus palustris**) …

Les milieux aquatiques et amphibies permettent la présence de la Littorelle des étangs (*Littorella uniflora**), le Myriophylle à fleurs alternes (*Myriophyllum alterniflorum**), le Rubanier nain (*Sparganium natans**), l'Utriculaire commune (*Utricularia vulgaris**), l'Utriculaire naine (*Utricularia minor**) …

Dans les prairies humides, se développent l'Ache rampante (*Helosciadium repens**), inscrite à l'annexe II de la directive "Habitats", la Stellaire des marais (*Stellaria palustris**), le Dactylorhize négligé (*Dactylorhiza praetermissa**), le Dactylorhize incarnat (*Dactylorhiza incarnata**) …

Les milieux dunaires accueillent le Potamot graminé (*Potamogeton gramineus**), la Parnassie des marais (*Parnassia palustris**), la Laîche trinervée (*Carex trinervis**), la Germandrée des marais (*Teucrium scordium**), le Gnaphale jaunâtre (*Gnaphalium luteoalbum**), l'Érythrée littorale (*Centaurium littorale**) …

Au niveau des levées de galets s'observent le Crambe maritime (*Crambe maritima**), l'Arroche de Babington (*Atriplex glabriuscula**) … Dans les milieux boisés et pelousaires se développent la Céphalanthère à grandes fleurs (*Cephalanthera longifolia**), le Géranium des forêts (*Geranium sylvaticum**) …

Avifaune remarquable :

De nombreux anatidés se reproduisent : Canard souchet (*Spatula clypeata*), Sarcelle d'été (*Spatula querquedula*), Sarcelle d'hiver (*Anas crecca*), Canard chipeau (*Mareca strepera*), Canard pilet (*Anas acuta*), Fuligule milouin (*Aythya ferina*), Fuligule morillon (*Aythya fuligula*), Tadorne de Belon (*Tadorna tadorna*), Cygne tuberculé (*Cygnus olor*).

Les limicoles nicheurs sont également bien représentés avec le Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*), l'Huîtrier-pie (*Haematopus ostralegus*), la Barge à queue noire (*Limosa limosa*), l'Avocette élégante (*Recurvirostra avosetta*), l'Échasse blanche (*Himantopus himantopus*), le Grand Gravelot (*Charadrius hiaticula*), le Gravelot à collier interrompu (*Charadrius alexandrinus*), Petit Gravelot (*Charadrius dubius*), Courlis cendré (*Numenius arquata*), et le Chevalier gambette (*Tringa totanus*).

Pour les passereaux paludicoles, signalons la Panure à moustaches (*Panurus biarmicus*), la Rousserolle turdoïde (*Acrocephalus arundinaceus*), la Gorgebleue à miroir blanc (*Luscinia svecica*), inscrite à l'annexe I de la directive "Oiseaux" de l'Union Européenne, la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), et la Locustelle luscinioïde (*Locustella luscinioides*).

Les passereaux prairiaux sont notamment représentés par le Tarier des prés (*Saxicola rubetra*), la Pie-grièche grise (*Lanius excubitor*). Enfin, dans les milieux bocagers, il est possible d'entendre le Rougequeue à front blanc (*Phoenicurus phoenicurus*), et l'Hypolaïs ictérine (*Hippolais icterina*).

Pour les rapaces, citons le Busard de roseaux (*Circus aeruginosus*), inscrit à l'annexe I de la directive "Oiseaux", le Hibou des marais (*Asio flammeus*), et le Faucon hobereau (*Falco subbuteo*). Les derniers paysages bocagers accueillent encore plusieurs dizaines de couples de Chevêche d'Athéna (*Athene noctua*).

Batrachofaune remarquable :

La ZNIEFF abrite notamment le Triton crêté (*Triturus cristatus*), espèce inscrite à l'annexe II de la directive "Habitats", le Triton alpestre (*Triturus alpestris*), le Triton ponctué (*Triturus vulgaris*), le Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*), la Rainette verte (*Hyla arborea*), le Crapaud calamite (*Bufo calamita*) et l'Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*).

Entomofaune remarquable :

Concernant les odonates, on peut signaler la présence de la Leucorrhine rubiconde (*Leucorrhinia rubiconda*), de l'Agrion nain (*Ischnura pumilio*), du Leste brun (*Sympecma fusca*), du Leste sauvage (*Lestes barbarus*), de l'Aeschne affine (*Aeshna affinis*), du Leste fiancé (*Lestes sponsa*), de l'Anax napolitain (*Anax parthenope*), du Sympétrum de Fonscolombe (*Sympetrum fonscolombii*), et de l'Agrion scitulum (*Coenagrion scitulum*).

Pour les papillons diurnes remarquables, citons l'Agreste (*Hipparchia semele*), et plusieurs papillons nocturnes observées en abondance dans les milieux dunaires : Sphinx de l'Euphorbe (*Hyles euphorbiae*), Tréma blanc (*Sideritis albicolon*), Noctuelle des roselières (*Arenostola phragmitidis*), Leucanie du roseau (*Senta flammea*), Etrangère (*Polia bombycina*), Agrotis de la rive (*Agrotis ripae*) et Cidarie enfumée (*Lampropteryx suffumata*).

Pour les orthoptères, la ZNIEFF comporte le Criquet marginé (*Chorthippus albomarginatus*), le Conocéphale des roseaux (*Conocephalus dorsalis*), espèce des prairies humides, le Tétrix des vasières (*Tetrix ceperoi*), l'Œdipode turquoise (*Oedipoda caerulescens*), le Gomphocère tacheté (*Myrmeleotettix maculatus*) et la Decticelle chagrinée (*Platycleis albopunctata*).

Site Ramsar – Baie de Somme (à 0,11 km de la zone d'étude)

Le site représente le plus grand estuaire ayant gardé un caractère naturel du Nord de la France, composé une large étendue de sable, vasière et zone herbue. Son caractère exceptionnel se reflète par la diversité de son avifaune qui atteint 365 espèces d'oiseaux.

Situé à la confluence des voies de migrations, il représente l'une des plus importantes haltes européennes pour les oiseaux migrateurs. Il constitue également un important refuge climatique lors de vagues de froid en particulier pour les espèces limicoles et canards nordiques. Pendant la période hivernale, le seuil de 1% est atteint ou dépassé pour le Tadorne de Belon, le Canard pilet et le Canard souchet.

Le site maintient 275 espèces de plantes, dont plusieurs espèces rares telles que l'orchidée *Liparis loeselii*. Les activités humaines incluent le pâturage, la chasse, la pêche professionnelle, la conchyliculture et le tourisme. La maison Ramsar de la baie de Somme est un des deux centres éducatifs associés au site.

Les principales menaces touchant le site comptent des actions de drainage, la chasse, des espèces invasives, la pollution et les activités de loisirs et de tourisme. L'ensablement de l'estuaire s'accélère et va déséquilibrer la fonction trophique de l'estuaire qui va à terme devenir moins favorable aux stationnements des limicoles. Des plans de gestion ont été rédigés pour tous les sites protégés et un plan de gestion spécifique couvrant tout le Site Ramsar est en place pour la période 2014-2022.

Parc Naturel Régional Baie de Somme Picardie Maritime (à 0,12 km de la zone d'étude)

Le Parc est un espace habité qui invite à développer des mesures en matière d'innovation, d'expérimentation, d'éducation, de soutien, de promotion et d'information destinées à ses habitants, mais aussi aux visiteurs. Il organise une large concertation en réunissant et en associant de nombreux partenaires du territoire, jouant

ainsi le rôle de coordination. C'est un lieu d'idées et d'échanges, approprié pour évoquer les sujets dépassant les frontières communale et intercommunale. L'idée n'est pas de contraindre, mais de convaincre. Il invite ainsi à ne pas se replier sur une gestion locale à court terme, mais au contraire à définir l'intérêt commun face à de nouveaux défis

Le leitmotiv du Parc est « construire ensemble » une nouvelle dynamique territoriale, une ambition partagée en tirant parti d'une image de marque permettant de renforcer l'économie locale et l'attractivité touristique tout en améliorant le cadre de vie des habitants et en prenant en compte leur quotidien. Le Parc naturel régional Baie de Somme Picardie maritime permettra la mise en place d'une véritable solidarité territoriale en renforçant et préservant notre identité commune. Il constitue une chance historique pour les communes d'être entendues, soutenues et défendues au travers d'actions concrètes. Le Parc naturel régional est un outil de qualité à la disposition des espaces ruraux pour que notre territoire demeure vivant et plus fort, traçant ainsi le chemin du développement durable en Picardie Maritime.

Le PNR s'articule autour de 4 grands principes fondateurs :

- Une meilleure répartition géographique des activités pour soulager le front maritime et contribuer au développement des terres intérieures.
- Un projet territorial qui suscite l'adhésion et la participation des habitants et acteurs.
- Une stratégie partagée et coordonnée pour la préservation des milieux terrestres et aquatiques.
- Une gestion territoriale exemplaire structurée autour de la Trame verte et bleue.

Le PNR a 3 vocations :

- Un territoire qui protège l'intégrité de son patrimoine naturel.
- Un territoire rassemblé et solidaire qui conforte ses complémentarités.
- Un territoire qui se met en scène pour promouvoir ses savoir-faire et son identité.

Ces 3 vocations conduisent à la définition de 10 objectifs stratégiques ou orientations associés à une série de 35 mesures opérationnelles hiérarchisées en fonction de leur priorité.

5.3.2.3. Réseau Natura 2000

La Directive 92/43 du 21 mai 1992 dite « Directive Habitats » instaure la création d'un réseau écologique européen, dénommé « Réseau Natura 2000 », et constitué de Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et de Zones de Protection Spéciale (ZPS). Les ZSC concernent les habitats naturels et les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire (hors avifaune). Elles sont désignées à partir des Sites d'Importance Communautaire (SIC) proposés par les États membres et adoptés par la Commission européenne, tandis que les ZPS sont désignées, en application de la Directive « Oiseaux », sur la base des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

Quatorze sites Natura 2000 (4 ZPS et 10 ZSC) sont présents dans un périmètre de 20 km (périmètre demandé par les services instructeurs) autour du site d'étude. Ils figurent dans le tableau suivant :

Figure 44 : Sites Natura 2000 présents dans un périmètre de 20 km autour du site d'étude

Type de zone	Intitulé	Distance par rapport à la zone d'étude (en km)
ZSC	FR3100492 - Prairies et marais tourbeux de la basse vallée de l'Authie	0,10
ZSC	FR2200348 - Vallée de l'Authie	0,12
ZPS	FR2212003 - Marais arrière-littoraux picards	0,57
ZSC	FR2200347 - Marais arrière-littoraux picards	1,38
ZSC	FR3102005 - Baie de Canche et couloir des trois estuaires	3,51
ZSC	FR2200346 - Estuaires et littoral picards (baies de Somme et d'Authie)	3,78
ZPS	FR2210068 - Estuaires picards : Baie de Somme et d'Authie	7,26
ZSC	FR3100482 - Estuaire, dunes de l'Authie, Mollières de Berck et prairies humides arrière-littorales	7,72
ZPS	FR3110083 - Marais de Balançon	8,63
ZPS	FR3112004 - Dunes de Merlimont	10,52
ZSC	FR3100481 - Dunes et marais arrière-littoraux de la plaine maritime picarde	10,71
ZSC	FR2200349 - Massif forestier de Crécy-en-Ponthieu	12,44
ZSC	FR3100491 - Landes, mares et bois acides du Plateau de Sorrus Saint Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil	12,68
ZSC	FR3100489 - Pelouses, bois, forêts neutrocalcicoles et système alluvial de la moyenne vallée de l'Authie	18

Aucun de ces sites n'est directement concerné par la zone d'étude. Néanmoins, six d'entre eux se situent à moins de 5 km. Ces six sites sont présentés ci-dessous.

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Réseau Natura 2000

Secteur d'étude

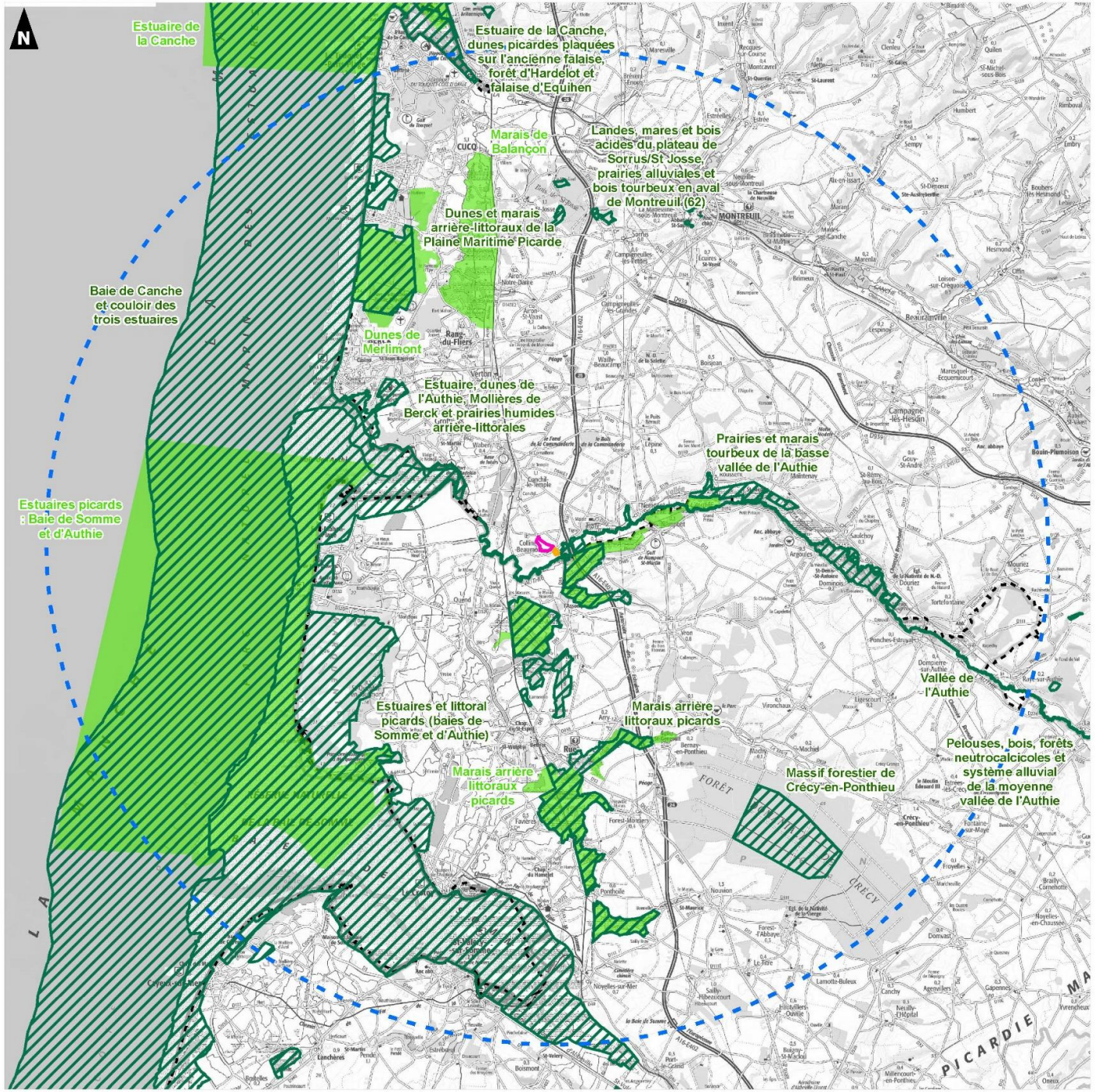
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)
- Périmètre de 20 km

Limites administratives

- Limite départementale

Site Natura 2000

- Zone Spéciale de conservation
- Zone de Protection Spéciale



0 4 8

Kilomètres

auddicé

Réalisation : AUDDICE, avril 2023
Sources de fond de carte : IGN SCAN 100
Sources de données : IGN BD TOPO - INPN - SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 45 : Carte Réseau Natura 2000 (Auddicé)

ZSC FR3100492- Prairies et marais tourbeux de la basse vallée de l'Authie (à 0,10 km de la zone d'étude)

Description générale

Le site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire pour la première fois en 1999 et été reconnu comme tel en 2004. Sa désignation officielle en tant que Zone de Conservation Spéciale date de novembre 2015. L'étendue du site couvre une superficie totale de 307 ha composés des grandes classes d'habitats suivantes (d'après le Formulaire Standard de Données – FSD actualisé en 2022) :

- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 30 %
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 25 %
- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 25 %
- Forêts caducifoliées : 20 %

La ZSC est composée d'un système alluvial qui occupe un fond de vallée dont la topographie et la géologie complexes lui confèrent un grand intérêt géomorphologique (lits de tourbes intercalés avec des alluvions fluviatiles voire marines dans la partie aval proche de l'embouchure, dont certaines dépressions de très bas niveau correspondraient à d'anciens chenaux estuariens "fossilisés".

La diversité ichtyologique de l'Authie (avec entre autres quatre poissons de la directive : Saumon atlantique, Lamproie fluviatile (probable), Lamproie de Planer et Chabot), les habitats aquatiques rhéophiles (*Ranunculion fluitantis* à *Ranunculus gr. fluitans*) et lentisques (*Callitrichetum obtusangulae*, ...) sont d'autres bioindicateurs de l'intérêt du cours d'eau et de sa représentativité des hydrosystèmes fluviatiles nord-atlantiques basiques.

Le système alluvial tourbeux alcalin de type atlantique/subatlantique de l'Authie, autrefois largement représenté dans la moyenne et basse vallée de l'Authie, fortement réduit aujourd'hui suite aux drainages et assèchements divers, présente encore un cortège typique et représentatifs de milieux. En particulier, les cariçaies et roselières associées aux tremblants (*Hydrocotylo vulgaris - Caricetum lasiocarpae relictuel*, *Thelypterido palustris - Phragmitetum australis*, ...) et les bas marais oligotrophes atlantiques de l'*Hydrocotylo vulgaris - Juncetum subnodulosi* ont encore un développement remarquable et une composition floristique typique même s'ils apparaissent très menacés et localement altérés.

L'état de conservation des habitats hygrophiles les plus précieux atteint parfois des seuils critiques : embroussaillement par les fourrés hygrophiles, abandon des prairies tourbeuses, drainage, pollution des eaux, ... montrant bien l'urgence et la nécessité d'opérations de gestion ciblées sur la conservation et la restauration des ensembles tourbeux les plus typiques. Ainsi, la revalorisation des pratiques agro-pastorales anciennes permettrait le maintien d'un niveau trophique bas et le rajeunissement régulier de ces marais : fauche, étrépage, tourbage manuel, curage des mares et des étangs, pâturage extensif...

Parallèlement, une réflexion globale sur le fonctionnement hydrologique naturel du système alluvial devra être menée car la pérennité à long terme des habitats visés par la directive dépend de niveaux d'eau élevés.

Enfin, la qualité des eaux, tant du cours d'eau lui-même que des nombreux chenaux, fossés, mares et étangs du système alluvial conditionnera le maintien et la restructuration des habitats aquatiques et des populations de poissons des annexes I et II (lutte contre l'envasement, contrôle des rejets...).

Habitats d'intérêt communautaire

D'après le FSD, le site a été désigné comme ZSC au titre de la présence de 10 habitats d'intérêt communautaire, dont 1 prioritaire (*), figurant dans le tableau ci-dessous.

Figure 46 : Habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZSC FR3100492 " Prairies et marais tourbeux de la basse vallée de l'Authie" (source : FSD)

Nom	Superficie (ha) (% de couverture)	Représentativité	Conservation	Globale
3130 – Eaux stagnantes oligotrophes à mésotrophes avec végétation des *Littorelletea uniflorae* et/ou des *Isoeto-Nanojuncetea*,	0,05 (0,02 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
3140 – Eaux oligotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara* spp. ,	0,72 (0,26 %)	Significative	Bonne	Significative
3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de *l'Hydrocharition*,	4,6 (1,68 %)	Significative	Bonne	Significative
3260 – Rivières des étages planitiaires à montagnards avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion*,	2,59 (0,95 %)	Bonne	Bonne	Bonne
6410 – Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*)	0 (0 %)	Non significative	-	-
6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin,	30,83 (11,25 %)	Bonne	Bonne	Bonne
6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*),	0,17 (0,06 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
7140 – Tourbières de transition et tremblantes,	0,12 (0,04 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
7230 – Tourbières basses alcalines,	4,05 (1,48 %)	Bonne	Moyenne/réduite	Bonne
91E0 - Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) *	5,15 (1,88 %)	Bonne	Moyenne/réduite	Bonne

Espèces d'intérêt communautaire

Le classement du site en ZSC repose sur la présence de 12 espèces d'intérêt communautaire, dont :

- 2 mollusques : le Vertigo de Des Moulins (*Vertigo moulinsiana*) et la Planorbe naine (*Anisus vorticulus*),
- 4 poissons : la Lamproie fluviatile (*Lampetra fluviatilis*), la Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*), le Saumon de l'Atlantique (*Salmo salar*), le Chabot (*Cottus gobio*),
- 4 chiroptères : la Barbastelle commune (*Barbastella barbastellus*), le Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*) et le Grand Murin (*Myotis myotis*),
- 1 plante vasculaire : l'Ache rampante (*Helosciadium repens*).

ZSC FR2200348- Vallée de l'Authie (à 0,12 km de la zone d'étude)

Description générale

Le site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire pour la première fois en 1999 et été reconnu comme tel en 2004. Sa désignation officielle en tant que Zone de Conservation Spéciale date d'octobre 2015.

L'étendue du site couvre une superficie totale de 742 ha composés des grandes classes d'habitats suivantes (d'après le Formulaire Standard de Données – FSD actualisé en 2022) :

- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 25%
- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 20%
- Pelouses sèches, Steppes : 15%
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 10%
- Autres terres arables : 10%
- Prairies améliorées : 10%
- Forêts caducifoliées : 5%
- Forêt artificielle en monoculture (ex : Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques) : 4%
- Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines) : 1%

La diversité ichtyologique de l'Authie, les habitats aquatiques rhéophiles et lentiques sont d'autres bioindicateurs de l'intérêt du cours d'eau et de sa représentativité des hydro systèmes fluviatiles nord-atlantiques basiques. L'élargissement local du lit majeur permet de prendre compte une séquence exemplaire d'habitats alluviaux aquatiques et terrestres. Le système alluvial tourbeux alcalin de type atlantique/subatlantique de l'Authie, autrefois largement représenté dans la moyenne et basse vallée de l'Authie, fortement réduit aujourd'hui suite aux drainages et assèchements divers, présente encore un cortège typique et représentatif de milieux.

En particulier, les habitats aquatiques, les roselières et cariçaies associées aux secteurs de tremblants, ont ici un développement remarquable et coenotiquement saturé, tandis que persistent quelques-uns des derniers lambeaux de pré oligotrophe tourbeux alcalin atlantique et de ceintures oligo-mésotrophes vivaces amphibies atlantiques à *Helosciadium repens* et *Baldellia ranunculoides*. Les vallées sèches avec leurs caractéristiques sud-artésiennes (relief accentué avec ravins et cavées, affleurements marneux, pluviosité et hygrométrie de l'air accrues) sont des mosaïques d'habitats calcicoles solidaires et complémentaires, pelouses, prairies mésotrophes, ourlets et fourrés, forêts de pente, qui combinées aux variations d'exposition, proposent un réseau exemplaire de pelouses calcicoles originales et typiques.

« Côté picard », l'ensemble présente une grande diversité floristique avec 16 espèces protégées, dont 1 de la directive (*Apium repens*) en plusieurs stations et populations remarquables, de nombreuses plantes rares et menacées, une diversité et une typicité du cortège aquatique alcalin et un cortège turficole et oligotrophe des prés tourbeux et des dépressions inondables.

Les intérêts faunistiques sont également majeurs avec une diversité et importance des cortèges d'oiseaux paludicoles, la partie ouest du site est inventoriée en ZICO, la présence de trois espèces de la directive avec des populations importantes de Triton crêté, la présence de zoocoenoses aquatiques avec Plécoptères.

Les habitats pelousaires présentent une importante diversité orchidologique et floristique (3 espèces protégées : *Coeloglossum viride*, *Spiranthes spiralis* et *Parnassia palustris*. Les habitats forestiers hébergent diverses fougères rares et menacées.

En outre, le site présente encore l'un des rares exemples régionaux de pelouses calcicoles pâturées par les bovins. L'ensemble participe à un échantillonnage représentatif des potentialités coenotiques, floristiques et faunistiques semi-naturelles du plateau picard médian.

Habitats d'intérêt communautaire

D'après le FSD, le site a été désigné comme ZSC au titre de la présence de 14 habitats d'intérêt communautaire, dont 2 prioritaires (*), figurant dans le tableau suivant. Il s'agit essentiellement d'habitats de mégaphorbiaies et de forêts.

Figure 47 : Habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZSC FR2200348 « Vallée de l'Authie » (source : FSD)

Nom	Superficie (ha) (% de couverture)	Représentativité	Conservation	Globale
1330 – Prés salés atlantiques (*Glauco - Puccinellietalia maritimae*)	0,4 (0,05 %)	Non significative	-	-
3130 – Eaux stagnantes oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des *Isoeto - Nanojuncetea*	0,02 (0 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
3140 – Eaux oligotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.	0,05 (0,01 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de l'*Hydrocharition*	16,2 (2,2 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
3260 – Rivières des étages planitiaires à montagnards avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho - Batrachion*	1,5 (0,2 %)	Bonne	Bonne	Bonne
5130 – Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires	0,2 (0,03 %)	Bonne	Bonne	Bonne
6210 – Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco - Brometalia*) (sites d'orchidées remarquables),	10,3 (1,4 %)	Bonne	Bonne	Significative
6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	50,4 (6,84 %)	Bonne	Bonne	Bonne
6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*)	7,2 (0,98 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
7140 – Tourbières de transition et tremblantes	4,3 (0,58 %)	Bonne	Moyenne/réduite	Significative
7230 – Tourbières basses alcalines	23,6 (3,2 %)	Bonne	Moyenne/réduite	Significative
91E0 - Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno - Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) *	0,81 (0,11 %)	Bonne	Bonne	Bonne
9130 – Hêtraies de l'*Asperulo - Fagetum*	42,9 (5,82 %	Bonne	Bonne	Bonne
9180 – Forêts de pente, éboulis, ravins du *Tilio - Acerion* *	0,08 (0,01 %)	Bonne	Moyenne/réduite	Significative

Espèces d'intérêt communautaire

Le classement du site en ZSC repose sur la présence de 8 espèces d'intérêt communautaire, dont :

- 1 espèce végétale : l'Ache rampante (*Helosciadium repens*),
- 1 mollusque : le Vertigo de Des Moulins (*Vertigo moulinsiana*),
- 4 poissons : le Chabot (*Cottus gobio*), la Lamproie marine (*Petromyzon marinus*), la Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*) et le Saumon de l'Atlantique (*Salmo salar*),
- 2 mammifères (chiroptères) : le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*) et le Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*).

ZPS FR2212003- Marais arrière-littoraux picards (à 0,57 km de la zone d'étude)

Description générale

Le site Natura 2000 FR2212003 a été initialement proposé comme Zone de Protection Spéciale (ZPS) en novembre 2005. Il a été désigné comme ZPS par arrêté ministériel en août 2015. Il couvre une superficie de

1 815 ha (selon le Formulaire Standard de Données -FSD, version d'octobre 2014) et est constitué des grandes classes d'habitats suivantes :

- Marais (végétation de ceinture), bas-marais, tourbières : 70%
- Prairies semi-naturelles humides, prairies mésophiles améliorées : 10%
- Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes) : 10%
- Prairies améliorées : 5%
- Autres terres arables : 2%
- Forêts caducifoliées : 1%
- Forêts artificielles en monoculture (peupleraies) : 1%
- Autres terres (incluant les zones urbanisées et industrielles, routes…) : 1%

Les marais arrière-littoraux constituent un ensemble de tourbières basses alcalines situés dans la partie est de la plaine maritime picarde, contre la falaise morte. Ils sont limités à l'est par les cultures du plateau du Ponthieu, au sud par la basse vallée de la Somme, à l'ouest par les prairies plus ou moins bocagères et les cultures des bas-champs du Marquenterre et au nord par la vallée de l'Authie. Ils se composent d'une mosaïque de marais parfois boisés et de prairies humides, traversée par un réseau hydrographique complexe (fossés, canaux, mares de chasse, étangs, ruisseaux).

Le site est composé d'un ensemble de tourbières basses, propre à la plaine maritime picarde. Les conditions géologiques, hydrologiques, climatiques, en font un ensemble exceptionnel. On y trouve une multitude d'habitats naturels, des herbiers aquatiques jusqu'aux peuplements forestiers alluviaux. Unique, de grande taille, avec des milieux dont beaucoup restent encore en bon état, le site constitue un site européen majeur.

L'avifaune nicheuse et migratrice y est exceptionnelle : Grand butor, Marouette ponctuée, Marouette de Baillon, Busard des roseaux, Gorgebleue, limicoles, anatidés, etc.

Espèces aviaires d'intérêt communautaire

Trente-et-une espèces aviaires inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux sont à l'origine de la désignation de la ZPS FR2212003. Elles figurent dans le tableau page suivante. Il est à noter que seules 23 des 31 espèces sont mentionnées dans le DOCOB. Le Héron pourpré, le Hibou des marais, le Pic noir, la Marouette poussin, la Sterne pierregarin, le Milan noir, la Cigogne noire et le Blongios nain ne sont pas traités.

Le DOCOB stipule également que la désignation de la ZPS est principalement liée à la présence de 5 espèces : le Busard des roseaux, le Butor étoilé, la Marouette ponctuée, le Martin-pêcheur et la Gorgebleue à miroir.

Figure 48 : Espèces aviaires d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZPS FR2212003 " Marais arrières-littoraux picards " (source : FSD)

Nom scientifique Nom vernaculaire	Statut	Taille Min	Taille Max	Unité	Abondance	Qualité	Population	Conservation	Isolement	Globale
Alcedo atthis Martin-pêcheur d'Europe	Concentration	0	3	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
	Hivernage	0	3	Individus	-	Médiocre	Non significative	-	-	
	Reproduction	2	10	Couples	Présente	Médiocre	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Moyenne
Ardea purpurea Héron pourpré	Concentration	0	1	Individus	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Asio flammeus Hibou des marais	Hivernage	0	5	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
	Reproduction	0	3	Couples	Présente	Médiocre	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Moyenne
Botaurus stellaris Butor étoilé	Hivernage	1	5	Individus	Rare		Non significative	-	-	
	Reproduction	3	4	Mâles chanteurs	Rare	Bonne	22% >= p > 0	Moyenne	Non-isolée	Moyenne
Ciconia ciconia Cigogne blanche	Concentration	0	10	Individus	Rare	Médiocre	Non significative	-	-	
	Reproduction	0	2	Couples	Rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Ciconia nigra Cigogne noire	Concentration	0	1	Individus	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Circus aeruginosus Busard des roseaux	Concentration	2	7	Individus	Présente	Médiocre	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Bonne
	Hivernage	1	1	Individus	Présente	Médiocre	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Bonne
	Reproduction	6	10	Couples	Présente	Moyenne	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Bonne
Circus cyaneus Busard Saint-Martin	Hivernage	5	10	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Circus pygargus Busard cendré	Hivernage	1	8	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
	Reproduction	0	1	Couples	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Dryocopus martius Pic noir	Concentration	0	2	Individus	Rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Egretta alba Grande Aigrette	Hivernage	0	10	Individus	Commune	Moyenne	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Moyenne
Egretta garzetta Aigrette garzette	Concentration	1	40	Individus	Commune	Moyenne	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Moyenne
Falco columbarius Faucon émerillon	Concentration	0	1	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
	Hivernage	1	2	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Falco peregrinus Faucon pèlerin	Concentration	0	1	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
	Hivernage	0	1	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Himantopus himantopus Échasse blanche	Concentration	0	10	Individus	Présente	Médiocre	2% >= p > 0	Moyenne	Non-isolée	Moyenne
	Reproduction	4	10	Couples	Présente	Médiocre	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Moyenne
Ixobrychus minutus Blongios nain	Reproduction	0	2	Mâles	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Larus melanocephalus	Concentration	0	20	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	

Nom scientifique Nom vernaculaire	Statut	Taille Min	Taille Max	Unité	Abondance	Qualité	Population	Conservation	Isolement	Globale
Mouette mélanocéphale	Reproduction	0	2	Couples	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Luscinia svecica Gorgebleue à miroir	Reproduction	70	90	Couples	Commune	Médiocre	2% >= p > 0	Excellente	Non-isolée	Bonne
Milvus migrans Milan noir	Concentration	0	1	Individus	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Nycticorax nycticorax Bihoreau gris	Concentration	0	1	Individus	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Pandion haliaetus Balbuzard pêcheur	Concentration	0	2	Individus	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Pernis apivorus Bondrée apivore	Concentration	1	2	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
	Reproduction	1	2	Couples	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Philomachus pugnax Combattant varié	Concentration	0	1	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Platalea leucorodia Spatule blanche	Concentration	0	3	Individus	Rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Pluvialis apricaria Pluvier doré	Concentration	15	600	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Porzana parva Marouette poussin	Reproduction	0	1	Mâles chanteurs	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
Porzana porzana Marouette ponctuée	Concentration	0	2	Individus	Très rare	Médiocre	Non significative	-	-	
	Reproduction	5	10	Mâles chanteurs	Présente	Moyenne	15%>=p >2%	Bonne	Marginale	Bonne
Porzana pusilla Marouette de Baillon	Reproduction	0	1	Mâles chanteurs	Très rare	Moyenne	2% >= p > 0	Bonne	Non-isolée	Bonne
Recurvirostra avosetta Avocette élégante	Concentration	0	50	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
	Reproduction	1	5	Couples	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Sterna hirundo Sterne pierregarin	Concentration	0	1	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	
Tringa glareola Chevalier sylvain	Concentration	1	5	Individus	Présente	Médiocre	Non significative	-	-	

ZSC FR2200347- Marais arrière-littoraux Picards (à 1,38 km de la zone d'étude)

Description générale

Le site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire pour la première fois en 1999 et été reconnu comme tel en 2004. Sa désignation officielle en tant que Zone de Conservation Spéciale date de janvier 2017. L'étendue du site couvre une superficie totale de 1 623 ha composés des grandes classes d'habitats suivantes (d'après le Formulaire Standard de Données – FSD actualisé en 2022) :

- Marais (végétation de ceinture), bas-marais, tourbières : 70%
- Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes) : 10%
- Prairies semi-naturelles humides, prairies mésophiles améliorées : 10%
- Prairies améliorées : 5%
- Autres terres arables : 2%
- Autres terres (incluant les zones urbanisées et industrielles, routes…) : 1%
- Forêts artificielles en monoculture (plantations de peupliers) : 1%
- Forêts caducifoliées : 1%

Le site constitue un ensemble de tourbières basses alcalines constituant un système nord-atlantique arrière-littoral endémique, propre à la Plaine Maritime Picarde et que l'on trouve de part et d'autre de l'Authie. Ses caractéristiques géomorphologiques, hydrologiques, climatiques, biogéographiques et écologiques font qu'il n'a guère d'autre représentation, à l'exception du micro marais arrière-littoral de Tardinghen (entre le Blanc Nez et le Gris Nez).

Le système présente une séquence topographique complète d'habitats tourbeux basiques, depuis l'aquatique jusqu'aux stades de boisements alluviaux, avec de nombreux habitats inscrits à la Directive. L'ensemble par son unicité, la taille du complexe et des habitats, l'originalité et l'état actuel des populations et milieux représente l'un des sites européens majeurs de tourbières.

Les habitats les plus remarquables sont les herbiers aquatiques sur tourbes alcalines, les tremblants tourbeux, les roselières tourbeuses, les cariçaies et les mégaphorbiaies formant un groupe d'habitats largement répandus sur le site, ainsi que les bas-marais alcalins tourbeux à paratourbeux avec les phases pionnières sur tourbe alcaline, entretenus par fauche ou pâturage (tradition extensive ancienne des prés communaux), actuellement en forte régression.

Plus ponctuellement sont présents des biotopes aquatiques avec herbiers de Characées, des peuplements du *Nymphaeion albae* et du *Potamion pectinati*, des plages inondées amphibies.

Dans le Marais de Villers-sur-Authie, des processus ombrogéniques conduisent localement à l'acidification des tourbes et à la différenciation d'un système tourbeux acidiphile superposé. En outre, le marais de Larronville (mais aussi plus partiellement ceux de Flandre et Canteraine) renferme le dernier lambeau de végétation acidiphile des foraines (cordons fossiles) encore préservé avec des pelouses acidiphiles oligotrophes à mésotrophes et des suintements à *Ranunculus hederaceus* ou encore *Montia minor*.

La diversité des habitats explique les intérêts spécifiques exceptionnels. Sur le plan floristique, le site abrite un cortège presque exhaustif d'hygrophytes et d'hélophytes des tourbières alcalines nord-atlantiques, des populations relictuelles et menacées des bas-marais et moliniaies alcalins, et un cortège acidophile original. On y dénombre 17 espèces exceptionnelles en Picardie (ainsi que 23 très rares et 48 rares), 26 espèces protégées en Picardie et 2 au niveau national, et 1 espèce de l'annexe II de la Directive Habitats.

Sur le plan faunistique, le site accueille une avifaune prairiale et paludicole exceptionnelle, notamment nicheuse, mais également des stationnements de limicoles et anatidés, 5 espèces de l'annexe II dont au moins une (le Triton crêté) en populations importantes, et un intérêt entomologique important, notamment au niveau odonatologique.

La régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de nutriments est insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. Il en résulte des phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles. Ces processus ont été gravement accélérés, depuis plus d'un siècle, par les drainages périphériques ou internes et l'eutrophisation des bassins versants. Il s'en est suivi une perte sensible de diversité et une régression progressive des intérêts biologiques des marais. Une opération agri-environnementale est actuellement développée dans la Plaine Maritime Picarde et participe en partie à la limitation de ces facteurs de dégradation des habitats.

Habitats d'intérêt communautaire

D'après le FSD, le site a été désigné comme ZSC au titre de la présence de 14 habitats d'intérêt communautaire, dont 3 prioritaires (*), figurant dans le tableau suivant. Il s'agit essentiellement d'habitats dunaires.

Figure 49 : Habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZSC FR2200347 « Marais arrière-littoraux Picards » (source : FSD)

Nom	Superficie (ha) (% de couverture)	Représentativité	Conservation	Globale
3110 - Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (*Littorelletalia uniflorae*)	1 (0,06 %)	Excellente	Excellente	Bonne
3130 - Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des *Littorelletea uniflorae* et/ou des *Isoeto - Nanojuncetea*	1 (0,06 %)	Excellente	Excellente	Bonne
3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara* spp.	8,72 (0,52 %)	Excellente	Excellente	Excellente
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de *l'Hydrocharition*	3,39 (0,2 %)	Excellente	Excellente	Bonne
3160 - Lacs et mares dystrophes naturels	0,07 (0 %)	Excellente	Excellente	Excellente
3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho - Batrachion*	0,05 (0 %)	Significative	Bonne	Significative
6230 - Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) *	0,25 (0,01 %)	Excellente	Bonne	Bonne
6410 - Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*)	2,37 (0,14 %)	Excellente	Excellente	Bonne
6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	81 (4,99 %)	Bonne	Bonne	Significative
7140 - Tourbières de transition et tremblantes	1 (0,06 %)	Bonne	Bonne	Significative
7210 - Marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Caricion davallianae* *	4,55 (0,27 %)	Excellente	Excellente	Excellente
7230 - Tourbières basses alcalines	28,37 (1,68 %)	Excellente	Excellente	Excellente
91E0 - Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno - Padion, Alnion incanae, Salicion albae*) *	25 (1,54 %)	Bonne	Bonne	Bonne
9130 - Hêtraies de *l'Asperulo - Fagetum*	5 (0,31 %)	Excellente	Excellente	Bonne

Espèces d'intérêt communautaire

Le classement du site en ZSC repose sur la présence de 7 espèces d'intérêt communautaire, dont :

- 1 espèce végétale : l'Ache rampante (*Helosciadium repens*),

- 1 insecte : l'Écaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*),
- 2 mollusques : le Vertigo de Des Moulins (*Vertigo moulinsiana*) et le Vertigo étroit (*Vertigo angustior*),
- 1 poisson : le Chabot celtique (*Cottus perifretum*),
- 1 amphibien : le Triton crêté (*Triturus cristatus*),
- 1 mammifère : le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*).

ZSC FR3102005- Baie de Canche et couloir des trois estuaires (à 3,51 km de la zone d'étude)

Description générale

Le site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire pour la première fois en 2008 et été reconnu comme tel en 2009. Sa désignation officielle en tant que Zone de Conservation Spéciale date de mai 2015. L'étendue du site couvre une superficie totale de 33 306 ha composés des grandes classes d'habitats suivantes (d'après le Formulaire Standard de Données – FSD actualisé en 2022) :

- Rochers Mer, Bras de Mer : 98%
- Rivières et Estuaires soumis à la marée, Vasières et bancs de sable, Lagunes (incluant les bassins de production de sel) : 2%

Ce site se caractérise par un complexe d'estuaires et d'estrans vaseux en connexion écologique. Ce complexe est majeur à l'échelle de la façade. Il joue un rôle essentiel de nourricerie de poissons et pour les poissons amphihalins, constituant la limite amont des niches écologiques en estuaires.

Les estuaires concernés présentent l'ensemble des habitats atlantiques caractéristiques de la slikke et du schorre, soit plus d'une vingtaine de groupements, dont certains très remarquables et fragiles, liés aux contacts des dunes et prés salés et dépendants des degrés de salinité.

Le site se justifie également par la présence de trois espèces de mammifères marins d'intérêt communautaire qui fréquentent régulièrement ce secteur, comme le Phoque veau-marin (*Phoca vitulina*), sédentaire et reproducteur en baie de Somme, le Phoque gris (*Halichoerus grypus*) présent hors période de reproduction et le Marsouin commun (*Phocoena phocoena*), dont la fréquentation est moins bien connue.

Le Phoque veau-marin affectionne principalement les estuaires sablonneux abrités pouvant lui apporter un rythme de vie en fonction des marées. La baie de Somme constitue l'un des trois sites majeurs en France où le Phoque veau-marin se reproduit (avec la baie du Mont-Saint-Michel et la baie des Veys). On estime la population sédentaire de la Baie de Somme à environ 100 individus avec un maximum de 175 individus en période de reproduction. Les phoques utilisent le périmètre proposé en site Natura 2000 comme zone de déplacement et de pêche.

Le Phoque gris se retrouve généralement sur les côtes rocheuses, mais il est présent régulièrement en baie de Somme entre mars et octobre, avec un effectif maximum de 52 individus. Il est aussi observé en moindre proportion en baie d'Authie (le maximum étant de 4 individus observés en 2007). Les individus présents en baies de Somme et d'Authie peuvent également utiliser la bande côtière comme zone de déplacement et de pêche.

Le Marsouin commun se trouve principalement sur le plateau continental, avec une préférence pour les zones de haut-fond. Compte tenu des difficultés à observer cet animal, la principale source de données utilisées sont les données échouages dont le nombre est en progression sur les deux dernières années. Il s'agit d'un site majeur, à l'échelle nationale, de passage des marsouins. Espèce ciblée par Natura 2000 et la convention OSPAR, la France a une responsabilité forte pour cette espèce, dans le maintien de son aire de répartition.

Habitats d'intérêt communautaire

D'après le FSD, le site a été désigné comme ZSC au titre de la présence de 6 habitats d'intérêt communautaire figurant dans le tableau suivant.

Habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZSC FR3102005 - Baie de Canche et couloir des trois estuaires » (source : FSD)

Nom	Superficie (ha) (% de couverture)	Représentativité	Conservation	Globale
1110 – Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine	29 309,28 (88 %)	Excellente	Bonne	Bonne
1130 – Estuaires	666,12 (2 %)	Excellente	Bonne	Bonne
1140 – Replats boueux ou sableux exondés à marée basse	2 664,48 (8 %)	Excellente	Bonne	Bonne
1210 – Végétation annuelle des laissés de mer	33,31 (0,1 %)	Non significative	-	-
1310 – Végétations pionnières à *Salicornia* et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses	0,1 (0 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative
1330 – Prés-salés atlantiques (*Glauco - Puccinellietalia maritimae*)	0,1 (0 %)	Significative	Moyenne/réduite	Significative

Espèces d'intérêt communautaire

Le classement du site en ZSC repose sur la présence de 7 espèces d'intérêt communautaire, dont :

- 3 mammifères : le Marsouin commun (*Phocoena phocoena*), le Phoque veau-marin (*Phoca vitulina*) et Phoque gris (*Halichoerus grypus*)
- 4 poissons : la Lamproie marine (*Petromyzon marinus*), la Lamproie fluviatile (*Lampetra fluviatilis*), la Grande Alose (*Alosa alosa*) et le Saumon Atlantique (*Salmo salar*).

ZSC FR2200346- Estuaires et littoral Picards (baies de Somme et d'Authie) (à 3,78 km de la zone d'étude)

Description générale

Le site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire pour la première fois en 1999 et été reconnu comme tel en 2004. Sa désignation officielle en tant que Zone de Conservation Spéciale date de décembre 2010. L'étendue du site couvre une superficie totale de 15 646 ha composés des grandes classes d'habitats suivantes (d'après le Formulaire Standard de Données – FSD actualisé en 2022) :

- Rivières et estuaires soumis à la marée, vasières et bancs de sable, lagunes) : 35%
- Dunes, Plages de sables, Machair : 25%
- Marais (végétation de ceinture), bas-marais, tourbières : 10%
- Marais salants, Prés salés, Steppes salées : 10%
- Galets, Falaises maritimes, Ilots : 5%
- Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes) : 5%
- Prairies semi-naturelles humides, prairies mésophiles améliorées : 5%
- Forêts caducifoliées : 2%
- Autres terres arables : 2%
- Pelouses sèches, steppes : 1%

Le site comprend 67% de surface marine et 33% de surface terrestre (calcul effectué à partir de la limite des laisses de haute mer).

Il représente une continuité exceptionnelle de systèmes littoraux nord-atlantiques, unique et exemplaire pour la façade maritime française et ouest-européenne, correspondant au littoral picard de la « Plaine Maritime Picarde » et aux estuaires historiques de la Somme et de l'Authie (partie sud). Au-delà de l'Authie et de la Bresle, le site est prolongé en concordance dans le Pas-de-Calais et en Normandie.

La diversité d'habitats littoraux ici représentée est tout à fait exceptionnelle et les intérêts spécifiques sont en conséquence. Sur le plan floristique on note de très nombreuses espèces rares et menacées dont 2 de la directive, 40 espèces protégées, un cortège dunaire calcaricole et un cortège estuarien particulièrement riches, ainsi qu'une flore originale des galets de silex.

Sur le plan faunistique la zone constitue un site majeur de reproduction en France pour le Phoque veau marin, une halte migratoire et zone d'hivernage de valeur internationale pour les estuaires, (avifaune nicheuse des zones humides, classement en ZICO et pour partie ZPS), une importante diversité faunistique estuarienne et marine, des espèces batrachologiques rares, des cortèges entomologiques spécialisés des biotopes salés à minéralisés et des cortèges xérothermophiles des dunes, ainsi que plusieurs espèces ichtyologiques menacées dont 1 de la directive (*Lampetra fluviatilis*).

Habitats d'intérêt communautaire

D'après le FSD, le site a été désigné comme ZSC au titre de la présence de 25 habitats d'intérêt communautaire, dont 3 prioritaires (*), figurant dans le tableau suivant.

Habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZSC FR2200346 « Estuaires et littoral Picards (baies de Somme et d'Authie) » (source : FSD)

Nom	Superficie (ha) (% de couverture)	Représentativité	Conservation	Globale
1110 – Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine	150 (0,96 %)	Excellente	Excellente	Excellente
1130 – Estuaires	2500 (15,98 %)	Excellente	Excellente	Excellente
1140 – Replat boueux ou sableux exondés à marée basse	1500 (9,59 %)	Excellente	Excellente	Excellente
1150 – Lagunes côtières *	150 (0,96 %)	Excellente	Excellente	Excellente
1170 – Récifs	150 (0,96 %)	Significative	Excellente	Bonne
1210 – Végétation annuelle des laissés de mer	50 (0,32 %)	Excellente	Excellente	Excellente
1220 – Végétation vivace des rivages de galets	800 (5,11 %)	Excellente	Excellente	Excellente
1230 – Falaises avec végétation des côtes atlantiques et baltiques	25 (0,16 %)	Excellente	Bonne	Bonne
1310 – Végétations pionnières à *Salicornia* et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses	1400 (8,95 %)	Excellente	Excellente	Excellente
1330 – Prés-salés atlantiques (*Glauco - Puccinellietalia maritimae*)	2653 (16,96 %)	Excellente	Excellente	Excellente
2110 – Dunes mobiles embryonnaires	150 (0,96 %)	Excellente	Excellente	Bonne
2120 - Dunes mobiles du cordon littoral à *Ammophila arenaria* (dunes blanches)	100 (0,64 %)	Excellente	Excellente	Excellente
2130 – Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises) *	150 (0,96%)	Excellente	Bonne	Bonne

Nom	Superficie (ha) (% de couverture)	Représentativité	Conservation	Globale
2160 – Dunes à *Hippophae rhamnoides*	2000 (12,78 %)	Excellente	Excellente	Excellente
2170 – Dunes à *Salix repens* spp. *argentea* (*Salicion arenariae*)	15 (0,1 %)	Excellente	Bonne	Bonne
2180 – Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale	300 (1,92 %)	Excellente	Excellente	Bonne
2190 – Dépressions humides intradunaires	150 (0,96 %)	Excellente	Bonne	Bonne
3110 – Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (*Littorelletalia uniflorae*)	150 (0,96 %)	Excellente	Excellente	Excellente
3140 – Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara* spp.	150 (0,96 %)	Excellente	Excellente	Excellente
3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de *l'Hydrocharition*	150 (0,96 %)	Excellente	Bonne	Bonne
3260 – Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho - Batrachion*	10 (0,06 %)	Bonne	Moyenne/réduite	Significative
6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	150 (0,96 %)	Bonne	Bonne	Bonne
6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*)	300 (1,92 %)	Bonne	Bonne	Bonne
7230 – Tourbières basses alcalines	200 (1,28 %)	Bonne	Excellente	Bonne
91E0 – Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno - Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) *	20 (0,13 %)	Significative	Bonne	Significative

Espèces d'intérêt communautaire

Le classement du site en ZSC repose sur la présence de 12 espèces d'intérêt communautaire, dont :

- 2 plantes : Liparis de Loesel (*Liparis loeselii*) et Ache rampante (*Helosciadium repens*),
- 2 insectes : Écaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*) et Leucorrhine à gros thorax (*Leucorrhinia pectoralis*),
- 1 poisson : la Lamproie fluviatile (*Lampetra fluviatilis*),
- 1 amphibien : le Triton crêté (*Triturus cristatus*),
- 2 mollusques : le Vertigo étroit (*Vertigo angustior*) et le Vertigo de Des Moulins (*Vertigo moulinsiana*),
- 4 mammifères : le Phoque gris (*Halichoerus grypus*), le Phoque veau-marin (*Phoca vitulina*), le Marsouin commun (*Phocoena phocoena*) et le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*).

5.3.3. Trames vertes et bleues

5.3.3.1. Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite « Loi Grenelle II », a émis un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant. Parmi celles-ci figure l'élaboration, dans chaque région, d'un Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), conjointement par l'État et le Conseil Régional.

Le SRCE se présente comme un réseau de continuités écologiques terrestres et aquatiques. Il se compose principalement de trois types d'éléments :

- **Les réservoirs de biodiversité** : espaces de première importance pour leur contribution à la biodiversité, notamment pour leur flore et leur faune sauvage,
- **Les espaces naturels relais** : espaces accueillant une biodiversité plus ordinaire mais jouant un rôle dans le fonctionnement écologique global,
- **Les corridors biologiques** : ensemble d'éléments de territoires, de milieux et/ou du vivant qui relient fonctionnellement entre eux les habitats essentiels de la flore, les sites de reproduction, de nourrissage, de repos et de migration de la faune.

Des espaces à renaturer, correspondant aux secteurs sur lesquels des actions ciblées de restauration de la biodiversité sont nécessaires, sont également identifiés.

Initialement approuvé le 16 juillet 2014, le SRCE du Nord Pas-de-Calais a été annulé le 26 janvier 2017. Il n'a donc plus de portée réglementaire, toutefois il renseigne sur le fonctionnement écologique du territoire. Il est présenté ici à ce titre.

La zone d'étude ayant pour projet un camping est traversée par une bande boisée désignée comme corridor de biodiversité selon le SRCE. La zone d'étude ayant pour projet la station d'épuration est, quant à elle, traversée par un corridor de zones humides. À proximité immédiate des deux zones d'étude, au Sud-Est, sont localisés un cours d'eau (l'Authie) et un corridor formé par une rivière, ainsi que plusieurs réservoirs de biodiversité (prairies et/ou bocages et zones humides).

Projet de camping sur la commune
de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Secteur d'étude
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)
- Périmètre de 5 km

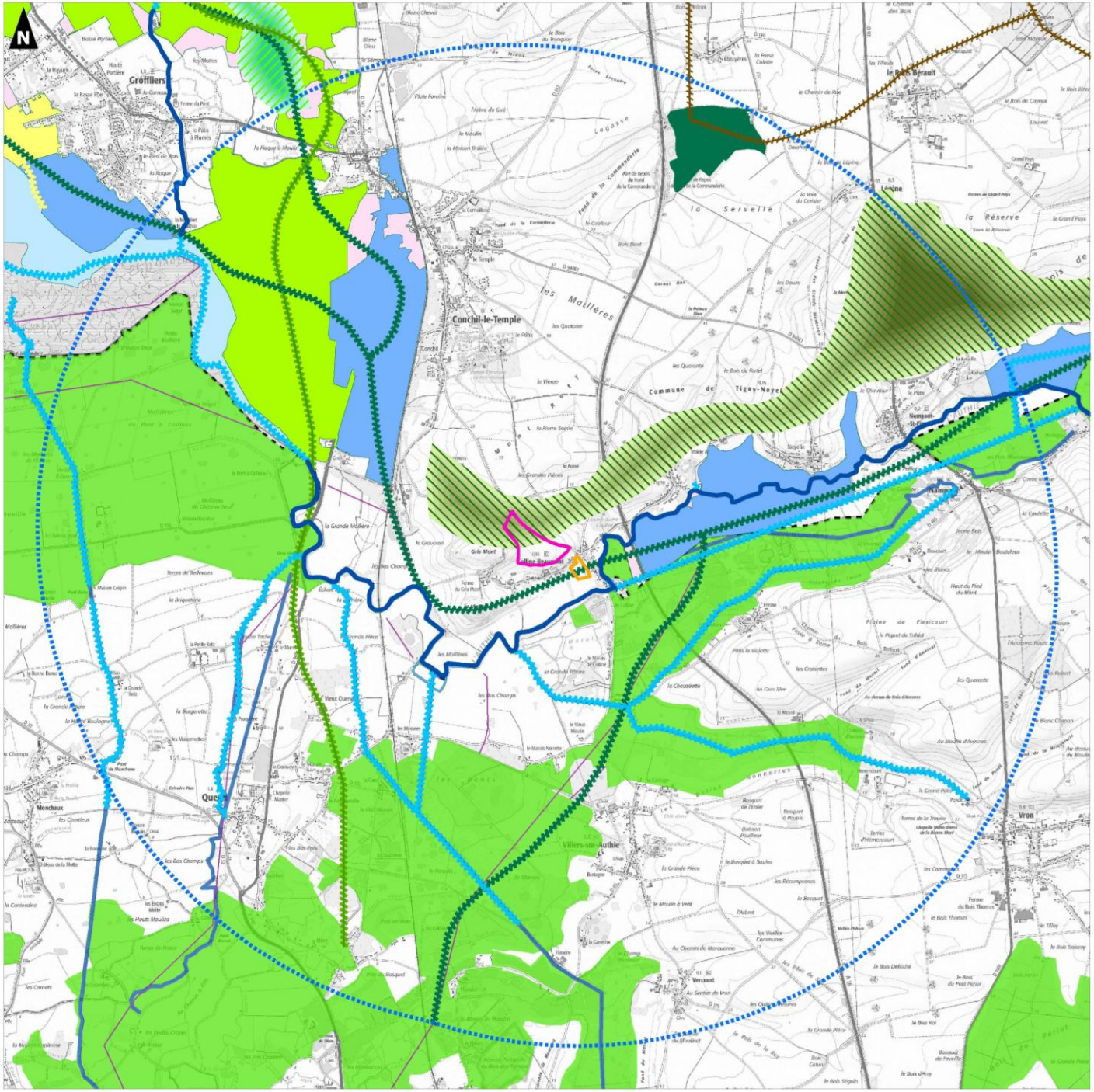
Limites administratives
- Limite départementale

Trame bleue
- Cours d'eau

Trame verte

Corridor de Biodiversité
- dunes
- forêt
- prairies et/ou bocage
- rivière
- zones humides
- bandes boisées
- bocage

Réservoir de biodiversité
- autres milieux
- dunes et estrans sableux
- estuaires
- forets
- prairies et/ou bocage
- zones humides



Réalisation : AUDDICE, mai 2023
Sources de fond de carte : IGN SCAN 25
Sources de données : IGN BD TOPO - DREAL HDF - SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 50 : Carte Schéma Régional de Cohérence Écologique (Auddicé)

5.3.3.2. Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le projet du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires a été arrêté en séance plénière du Conseil Régional, le 31 janvier 2019. Il s'agit d'un document stratégique intégrateur et à caractère prescriptif, qui répond selon la loi NOTRe à deux enjeux de simplification :

- La clarification du rôle des collectivités territoriales, en octroyant à la région un rôle majeur en matière d'aménagement du territoire,
- La rationalisation du nombre de documents existants en prévoyant l'insertion, au sein du SRADDET, de plusieurs schémas sectoriels.

Les objectifs du SRADDET sont de synthétiser, croiser et enrichir les schémas existants pour donner une vision stratégique, unifiée et claire sur l'aménagement, le développement durable et équilibré des territoires pour renforcer l'attractivité de la région Hauts-de-France.

Il comprend 5 dimensions thématiques, dont une dimension « biodiversité » en intégrant le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE). *Les annexes du SRADDET intègrent un diagnostic du territoire, la présentation des continuités écologiques, un plan d'action et un atlas cartographique au 1/100 000ème.*

Les composantes de la carte des continuités écologiques sont de trois types :

- **Les réservoirs de biodiversité** : espaces de première importance pour leur contribution à la biodiversité, notamment pour leur flore et leur faune sauvages avec, d'une part, des réservoirs de biodiversité pour la « Trame bleue » et, d'autre part, des réservoirs de biodiversité pour la « Trame verte »,
- **Les corridors écologiques** : correspondant à des « fonctionnalités écologiques », c'est-à-dire des caractéristiques à réunir entre 2 réservoirs pour répondre aux besoins des espèces (faune et flore) et faciliter leurs échanges génétiques et leur dispersion. Ces corridors sont classés en plusieurs catégories : boisés, humides, littoraux, ouverts, multi-trames et fluviaux,
- **Les zones à enjeux** : correspondant aux zones à enjeux d'identification de corridors bocagers, de corridors boisés, ou de chemins ruraux et éléments de paysage supports de corridors potentiels.

Les obstacles à la continuité écologique (urbanisation, routes de type autoroutiers, liaisons routières principales, LGV et autres liaisons ferroviaires, obstacles à l'écoulement…) sont également mis en évidence.

La zone d'étude est directement concernée par un corridor multitrames. Comme souligné dans le SRCE, à proximité immédiate des deux zones d'étude, au Sud-Est, sont localisés un cours d'eau (l'Authie) et un corridor formé par une rivière, ainsi que plusieurs réservoirs de biodiversité (prairies et/ou bocages et zones humides).

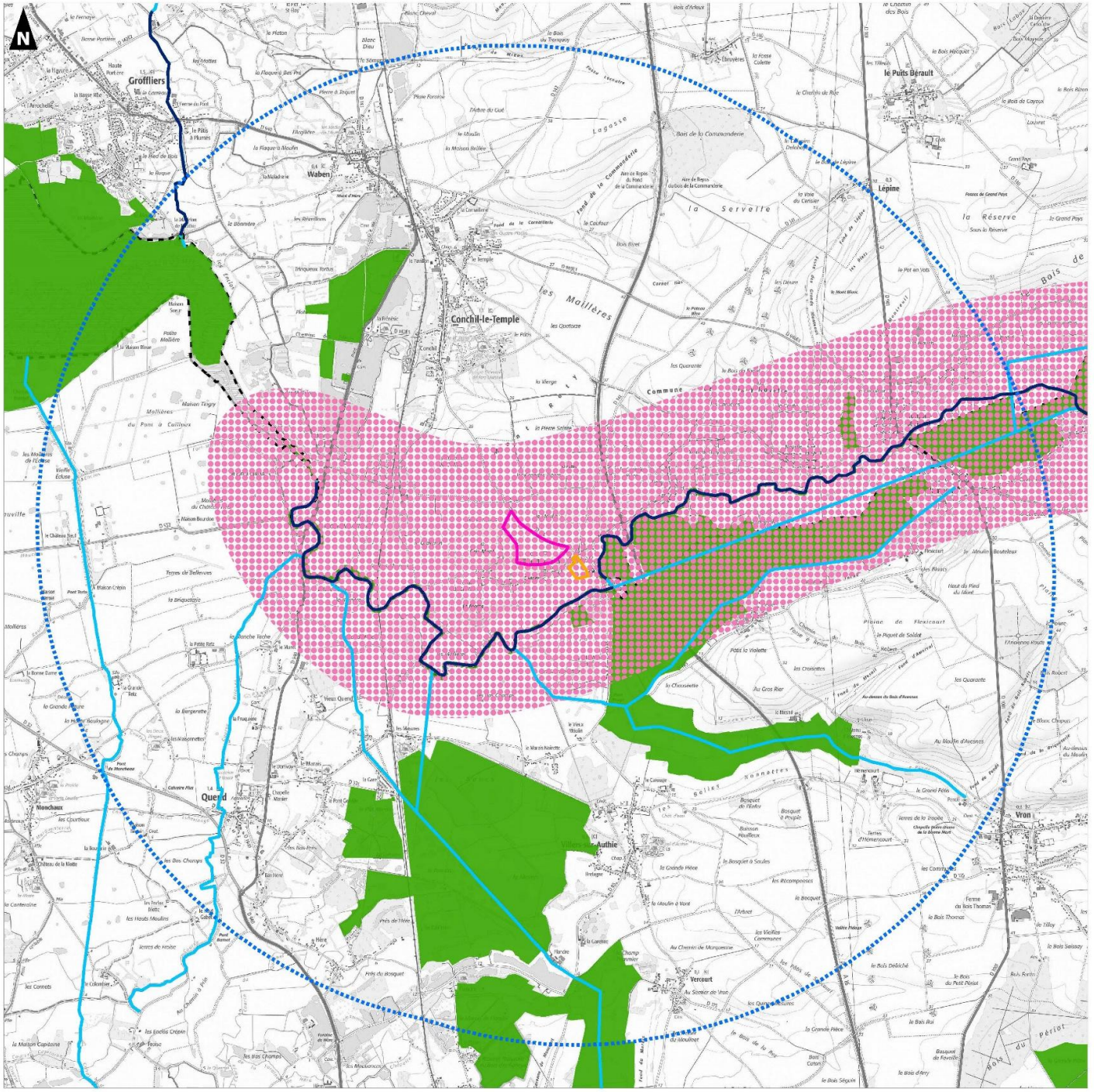


Figure 51 : Carte Continuités écologiques du SRADDET (Auddicé)

Synthèse du contexte écologique

La zone d'étude s'inscrit dans un environnement agricole. Elle est incluse dans le PNR « Baie de Somme Picardie Maritime ». De plus, elle s'inscrit dans un contexte écologique dont l'intérêt est reconnu à de nombreux titres avec notamment : deux ZNIEFF de type I, deux ZNIEFF de type II, 1 site RAMSAR, 1 site du CEN et 1 site du CELRL localisés à moins d'un kilomètre.
La zone d'étude n'est pas directement concernée par des sites Natura 2000. En revanche, 1 ZPS et 5 ZSC sont localisées à moins de 5 km et 3 d'entre eux se trouvent à moins de 600 m.
D'après le SRCE la zone d'étude est concernée par plusieurs corridors : une bande boisée pour la zone au Nord et une zone humide pour la zone au Sud.
Elle est également traversée par un corridor multitrames sur toute sa surface selon le SRADDET. D'après ces deux documents, la zone d'étude est à proximité immédiate des deux zones d'étude, au Sud-Est, sont localisés un cours d'eau (l'Authie) et un corridor formé par une rivière, ainsi que plusieurs réservoirs de biodiversité (prairies et/ou bocages et zones humides).

5.3.4. Habitats naturels et flore

5.3.4.1. Données bibliographiques

Bases de données

La base de données de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) et la base de données DIGITALE 2 du Conservatoire Botanique National de Bailleul ont été consultées pour la commune de **Colline-Beaumont** sur les 10 dernières années (période 2012-2023).

Elles répertorient un total de 10 espèces végétales sur cette période, dont aucune n'est protégée et/ou menacée. Néanmoins, une espèce est rare et déterminante de ZNIEFF. Il s'agit du Sceau-de-Salomon odorant (*Polygonatum odoratum* (Mill.) Druce, 1906).

Les données plus anciennes mentionnent la présence en 2010 sur la commune de 4 espèces protégées en Nord-Pas-de-Calais : la Baldellie fausse-renoncule (*Baldellia ranunculoides*), le Jonc à tépales obtus (*Juncus subnodulosus*), le Myriophylle verticillé (*Myriophyllum verticillatum*) et le Potamot coloré (*Potamogeton coloratus*).

Aucune espèce exotique envahissante n'a été répertoriée parmi les 10 espèces recensées dans les bases de données.

Étude AIRELE – PLU 2014

Aucune espèce végétale protégée au niveau national (arrêté du 20 janvier 1982) ou figurant aux annexes de la Directive Habitats n'avait été recensée sur la zone d'étude par AIRELE en 2014. La Lentille à plusieurs racines (*Spirodela polyrhiza*) et la Lentille sans racine (*Wolffia arrhiza*) étaient présentes dans la mare et le fossé de la parcelle au Sud. Ces deux espèces sont patrimoniales car déterminantes de ZNIEFF.

De plus, les végétations aquatiques flottantes de la mare et du fossé de la zone d'étude au Sud se rapportaient à l'habitat d'intérêt communautaire « Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* et de l'*Hydrocharition* ». Cet habitat est inscrit à l'annexe 1 de la Directive Européenne « Habitats-faune-flore » sous le code 3510.

5.3.4.2. Investigations de terrain

Méthodologie

La cartographie des milieux naturels et semi-naturels de la zone d'étude a été réalisée lors de 2 sorties de terrain les 10 mai et 27 juin 2023. Chaque milieu a l'objet d'une localisation précise sur un fond de carte à échelle appropriée, puis a été rapporté au code EUNIS Habitats correspondant (référence européenne pour la description des milieux succédant à la nomenclature CORINE Biotopes).

Deux sessions d'inventaire floristique ont été effectuées simultanément à la cartographie des habitats. Au niveau de chaque type de végétation repéré sur le terrain, les espèces caractéristiques ont été notées. Les espèces d'intérêt patrimonial (protégées, rares…) potentielles au regard des milieux en place et/ou des données bibliographiques, ont également été recherchées.

Les espèces exotiques envahissantes ont fait l'objet d'une attention particulière quant à leur présence potentielle au sein de la zone d'étude.

Résultats

Zone concernée par l'aménagement du camping

La zone concernée par l'emprise du projet de camping se présente comme une vaste prairie de fauche ensemencée, bordée d'un boisement et de haies ou bandes boisées à l'Ouest et au Sud, et par la RD143 au Nord.

Prairie de fauche semée peu diversifiée (EUNIS E2.6)

Cette prairie, régulièrement ressemée et exploitée intensivement, se rapporte au code EUNIS E2.6. Elle présente un cortège floristique peu diversifié et très fortement dominé par les graminées : Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), Brome mou (*Bromus hordeaceus*), Vulpin des prés (*Alopecurus pratensis*), Pâturin des prés (*Poa pratensis*) … accompagnées de quelques dicotylédones communes : Plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*), Trèfle des prés (*Trifolium pratense*), Patience à feuilles obtuses (*Rumex obtusifolius*), Géranium découpé (*Geranium dissectum*), Céraiste commun (*Cerastium fontanum*), Grande Berce (*Heracleum sphondylium*), Pâquerette vivace (*Bellis perennis*), Pissenlit (*Taraxacum* sect. *ruderalia*), Luzerne cultivée (*Medicago sativa*) …

Des adventices sont également présentes : Liseron des champs (*Convolvulus arvensis*), Renouée liseron (*Fallopia convolvulus*), Matricaire camomille (*Matricaria chamomilla*), Véronique de Perse (*Veronica persica*).



Figure 52 : Prairie semée peu diversifiée, concernée par l'aménagement du camping

Friche herbacée mésophile (EUNIS I1.53)

Une friche herbacée mésophile borde la limite Nord de la parcelle, le long de la RD143. On y relève diverses espèces adventices telles que la Véronique de Perse (*Veronica persica*), la Mélisse officinale (*Melissa officinalis*), la Ravenelle (*Raphanus raphanistrum*), le Chénopode blanc (*Chenopodium album*), la Laitue scariole (*Lactuca serriola*), la Moutarde des champs (*Sinapis arvensis*), le Buglosse des champs (*Lycopsis arvensis*), le Lamier pourpre (*Lamium purpureum*), le Lamier blanc (*Lamium album*).

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Habitats naturels et semi-naturels

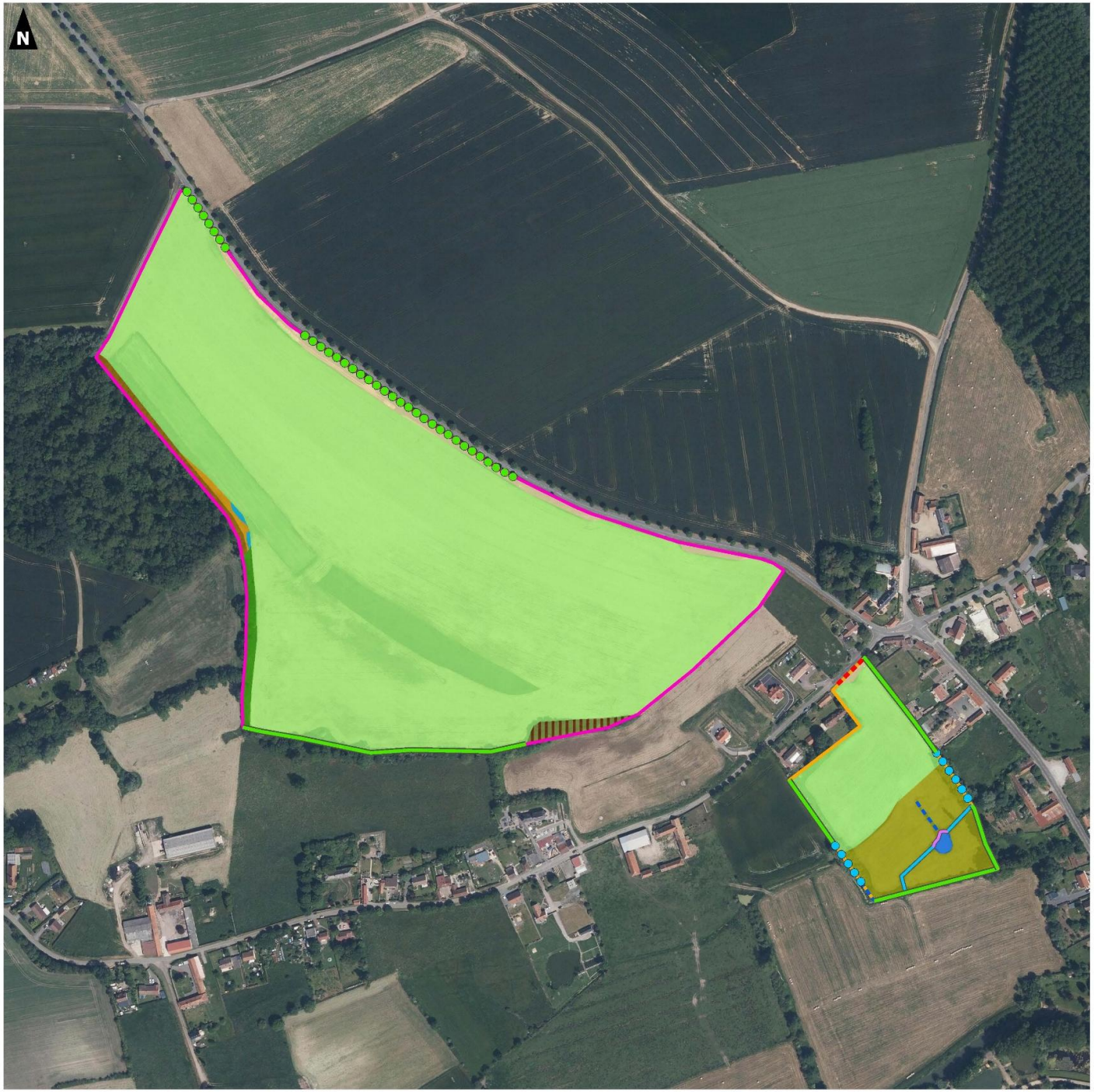


Figure 53 : Carte Habitats naturels et semi-naturels (Auddicé)

Des espèces de friches eutrophes telles que le Brome stérile (*Anisantha sterilis*), le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), la Fétuque des prés (*Schedonorus pratensis*), l'Ortie dioïque (*Urtica dioica*) et le Lierre terrestre (*Glechoma hederacea*) sont également présentes.



Figure 54 : Friche herbacée mésophile installée le long de la RD143

Chênaie-charmaie (EUNIS G1.A1) et haies (EUNIS FA.3)

La parcelle est bordée, au Sud et à l'Ouest, d'un boisement de type chênaie-charmaie (G1.A1) ainsi que de haies arbustives (FA.3).

Le boisement se compose essentiellement de Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Charme (*Carpinus betulus*), Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), Érable sycomore (*Acer pseudoplatanus*), Érable champêtre (*Acer campestre*), Aubépine à un style (*Crataegus monogyna*) et Merisier (*Prunus avium*).

On relève en lisière la Berce commune (*Heracleum sphondylium*), le Lierre (*Hedera helix*), le Gaillet gratteron (*Galium aparine*), la Houlque laineuse (*Holcus lanatus*), la Fléole des prés (*Phleum pratense*), la Renoncule rampante (*Ranunculus repens*), l'Ortie dioïque (*Urtica dioica*), le Géranium herbe-à-robert (*Geranium robertianum*), la Patience aggloméré (*Rumex conglomeratus*), la Ronce (*Rubus* sp.).





Figure 55 : Haie arbustive à arborée bordant la prairie semée (à gauche), haie arborée bordant la prairie semée (à droite)

Les haies se composent d'essences similaires : Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Érable champêtre (*Acer campestre*), Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Aubépine (*Crataegus monogyna*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Églantier (*Rosa canina*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Noisetier (*Corylus avellana*). Les Ronces (*Rubus* sp) sont également très représentées.

Au pied de ces haies est implantée une végétation herbacée eutrophe à Brome mou (*Bromus hordeaceus*), Patience crépue (*Rumex crispus*), Lierre terrestre (*Glechoma hederacea*), Gaillet gratteron (*Galium aparine*), Pâturin des prés (*Poa pratensis*), Renoncule rampante (*Ranunculus repens*) …

Friche arbustive à arborée (EUNIS F3.11 x G5.2)

Une friche arbustive à arborée est présente au niveau de l'extrémité Est de la haie bordant la limite Sud de la prairie semée. La strate arbustive se compose des espèces déjà mentionnées plus haut : Prunellier (*Prunus spinosa*), Aubépine à un style (*Crataegus monogyna*), Orme champêtre (*Ulmus minor*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Ronce (*Rubus* sp.). La strate arborée comporte le Charme (*Carpinus betulus*), le Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), le Chêne pédonculé (*Quercus robur*), l'Érable sycomore (*Acer pseudoplatanus*).

La strate herbacée est eutrophe avec essentiellement l'Ortie dioïque (*Urtica dioica*), le Gaillet gratteron (*Galium aparine*), le Compagnon blanc (*Silene latifolia*), la Patience à feuilles obtuses (*Rumex obtusifolius*) …

Dépression mésohygrophile (I1.53)

Une petite dépression mésohygrophile a été notée en lisière du boisement bordant la limite Ouest de la parcelle du futur camping, au niveau d'une zone tassée (probablement par le passage du tracteur lors des fréquentes fauches de la prairie).



Figure 56 : Dépression mésohygrophile en lisière du boisement

Quasiment dépourvue de végétation lors de la 1ère visite, elle présentait lors du second inventaire une végétation plus développée, avec la Houlque laineuse (*Holcus lanatus*), le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), la Laîche hérissée (*Carex hirta*), la Renouée persicaire (*Persicaria maculosa*), le Plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*), la Renoncule rampante (*Ranunculus repens*), la Patience crépue (*Rumex crispus*), la Prêle des champs (*Equisetum arvense*), le Mouron rouge (*Lysimachia arvensis*) …

Zone concernée par le projet de station d'épuration

Prairie semée peu diversifiée (EUNIS E2.6)

La partie Nord de la parcelle est occupée par une prairie semée peu diversifiée, présentant une forte pente.



Figure 57 : Prairie semée constituant la partie haute de la parcelle, concernée par le projet de station d'épuration

Cette prairie se rapporte au code EUNIS E3.4 x E2.2. On y relève le Brome mou (*Bromus hordeaceus*), la Renoncule âcre (*Ranunculus acris*), le Pissenlit (*Taraxacum* sect. *ruderalia*), le Cirse des champs (*Cirsium arvense*), la Renouée des oiseaux (*Polygonum aviculare*), la Patience à feuilles obtuses (*Rumex obtusifolius*) …

Prairie de fauche hygrophile (EUNIS E3.4 x E2.2)

La partie basse de la prairie est plate et nettement hygrophile.



Figure 58 : Prairie hygrophile occupant la partie basse de la parcelle

Il est probablement qu'elle ait également fait l'objet de semis. On y relève néanmoins, en plus des espèces déjà citées, la Cardamine des prés (*Cardamine pratensis*), le Vulpin genouillé (*Alopecurus geniculatus*), l'Agrostide stolonifère (*Agrostis stolonifera*), la Laîche hérissée (*Carex hirta*), la Potentille des oies (*Argentina anserina*), le Jonc articulé (*Juncus articulatus*), le Séneçon aquatique (*Jacobaea aquatica*), le Scirpe des marais (*Eleocharis palustris*), la Renoncule rampante (*Ranunculus repens*) …

Mare permanente (C1.3 x C3) et fossé permanent (C2.34)

La partie basse de la prairie comporte une mare prolongée par un fossé.



Figure 59 : Mare permanente avec végétation aquatique (à gauche) et fossé permanent prolongeant la mare (à droite)

L'eau libre de la mare est occupée par un voile quasi-continu d'hydrophytes : Callitriche à angles obtus (*Callitriche obtusangula*), Lenticule mineure (*Lemna minor*), Lentille à 3 lobes (*Lemna trisulca*), Lentille à plusieurs racines (*Spirodela polyrhiza*), Glycérie flottante (*Glyceria fluitans*), Renoncule à feuilles capillaires (*Ranunculus trichophyllus*).

Sur les berges humides s'observent notamment le Scirpe des marais (*Eleocharis palustris*), la Renoncule scélérate (*Ranunculus sceleratus*), la Scrofulaire aquatique (*Scrophularia auriculata*), le Jonc diffus (*Juncus effusus*), le Jonc glauque (*Juncus inflexus*), la Véronique mouron d'eau (*Veronica anagallis-aquatica*), l'Ache nodiflore (*Helosciadium nodiflorum*), le Bident triparti (*Bidens tripartita*), le Gaillet des marais (*Galium palustre*).

Le fossé présente les mêmes espèces que les berges de la mare, avec notamment le Gaillet des marais (*Galium palustre*), le Lycope d'Europe (*Lycopus europaeus*), le Plantain d'eau commun (*Alisma plantago-aquatica*), la Baldingère (*Phalaris arundinacea*) …

Les végétations aquatiques de la mare se rapportent à l'habitat d'intérêt communautaire (inscrit à l'annexe 1 de la Directive Européenne « Habitats-faune-flore ») « Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de *l'Hydrocharition* » (code Natura 2000 : 3510).

Friche herbacée mésophile (EUNIS I1.53)

Une petite zone de friche herbacée mésophile est installée en bordure Nord de la parcelle, le long du muret qui marque sa limite.



Figure 60 : Friche herbacée mésophile en limite Nord de la parcelle

Cette friche est dominée par le Fromental (*Arrhenatherum elatius*), le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), l'Ivraie vivace (*Lolium perenne*), accompagnés de l'Ortie dioïque (*Urtica dioica*), de la Grande Berce (*Heracleum sphondylium*), la Ronce (*Rubus* sp.) …

Haies arbustives (EUNIS FA.3) et alignements d'arbres têtards (EUNIS C2 x G5.1)

La parcelle est bordée, au Sud et à l'Ouest notamment, de haies arbustives denses en bon état de conservation (EUNIS FA.3).

Les espèces présentes sont communes des haies du secteur : Prunellier (*Prunus spinosa*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Orme champêtre (*Ulmus minor*), Églantier (*Rosa canina*), Érable champêtre (*Acer campestre*), Noisetier (*Corylus avellana*), Aubépine à un style (*Crataegus monogyna*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*) … Des espèces grimpantes sont également présentes : Bryone (*Bryonia cretica*), Lierre (*Hedera helix*), Liseron des haies (*Convolvulus sepium*).

Au pied de ces haies se développent la Ronce (*Rubus* sp.), le Géranium découpé (*Geranium dissectum*), le Compagnon blanc (*Silene latifolia*), le Fromental (*Arrhenatherum elatius*), le Brome mou (*Bromus hordeaceus*), le Cerfeuil sauvage (*Anthriscus sylvestris*), l'Ortie dioïque (*Urtica dioica*).

La partie basse de la prairie est bordée à l'Est et à l'Ouest d'alignements de Saules blancs taillés en têtard.



Figure 61 : Alignement de Saules blancs taillés en têtard en bordure de parcelle

5.3.4.3. Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale

Bioévaluation patrimoniale

La majorité des habitats en place sur les 2 secteurs étudiés ne présentent pas d'intérêt particulier du point de vue phytocénotique.

Il s'agit principalement d'une prairie de fauche semées.

On notera néanmoins la présence de haies libres bien diversifiées et en bon état de conservation. Ces haies, bien que composées d'espèces communes, sont intéressantes du point de vue faunistique, ainsi que du point de vue paysager (notamment celles comportant des Saules blancs taillés en têtard) Elles constituent également des protections contre le ruissellement et l'érosion. Par ailleurs, la parcelle concernée par le camping jouxte un petit bois, présentant une lisière bien diversifiée.

Une prairie hygrophile comportant une mare et un fossé bien végétalisés est présente dans la partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration.

Les végétations aquatiques flottantes de la mare se rapportent à l'habitat d'intérêt communautaire « Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* et de *l'Hydrocharition* ». Cet habitat est inscrit à l'annexe 1 de la Directive Européenne « Habitats-faune-flore » sous le code 3510.

Le diagramme ci-dessous présente la répartition des espèces relevées en fonction de leur statut de rareté en Hauts-de-France :

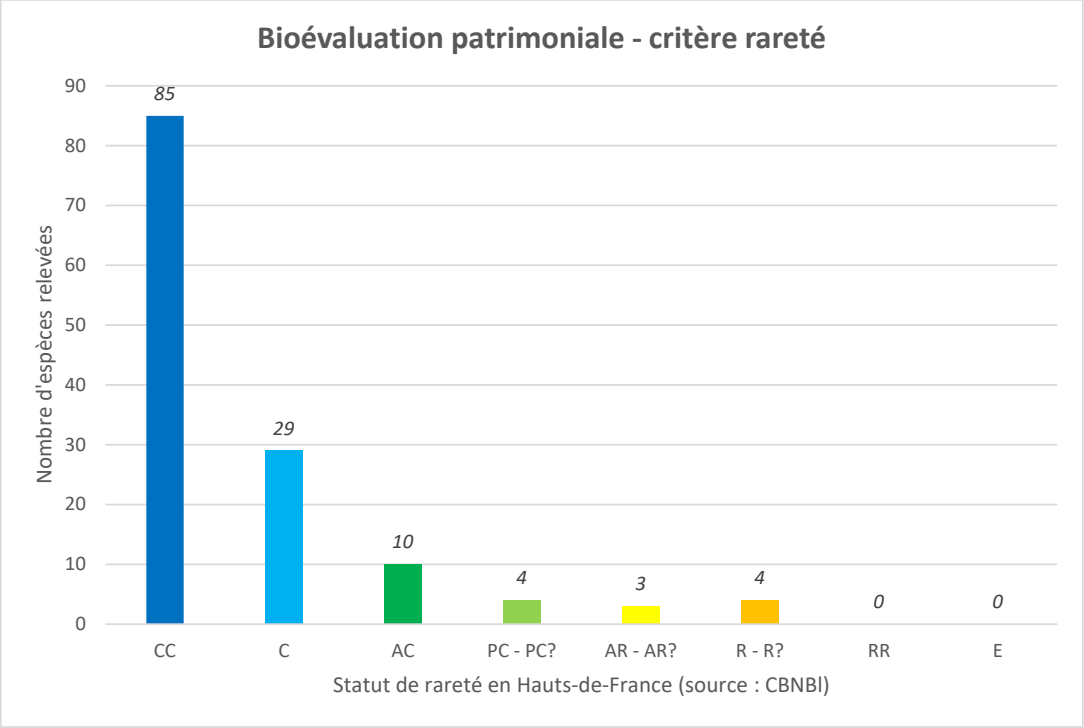


Figure 62 : Répartition des espèces observées en fonction de leur statut de rareté en Hauts-de-France (CBNBL, 2021)

Légende : CC = très commun / C = commun / AC = assez commun / PC = peu commun / AR = assez rare / R = rare / RR = très rare / E = exceptionnel / ? = présumé -

À l'examen de ce diagramme, il apparaît que la grande majorité des espèces végétales observées sont assez communes à très communes.

Onze espèces de statut de rareté supérieur ou égal à « peu commun » ont été notées. Parmi celles-ci, 5 sont considérées comme patrimoniales dans les Hauts-de-France par le Conservatoire Botanique National de Bailleul (CBNBl) :

- La Ratoncule naine (*Myosurus minimus*), déterminante de ZNIEFF et « quasi-menacée » en Hauts-de-France, a été observée au niveau d'une petite dépression hygrophile en bordure du boisement bordant la parcelle du camping,
- Le Gaillet des marais (*Galium palustre*), déterminant de ZNIEFF mais non menacé, est présent en bordure de la mare et au niveau du fossé connecté à celle-ci,
- La Renoncule à feuilles capillaires (*Ranunculus trichophyllus*), déterminante de ZNIEFF mais non menacée, est installée dans la mare,
- La Lentille à plusieurs racines (*Spirodela polyrhiza*), déterminante de ZNIEFF mais non menacée, est également installée au niveau de l'ensemble de la mare.

La 5ème espèce est le Peuplier noir (*Populus nigra*), mais il n'est pas à considérer comme patrimonial dans le cas présent car très probablement issu d'une plantation.



Figure 63 : Ratoncule naine (Myosurus minimus) – photo prise sur site le 10/05/2023

Interprétation légale

Aucune espèce végétale protégée au niveau national (arrêté du 20 janvier 1982), en Nord-Pas-de-Calais (arrêté du 1er avril 1991) ou figurant aux annexes de la Directive Habitats n'a été notée sur le terrain lors des sorties de terrain réalisées.

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'incidences Natura 2000

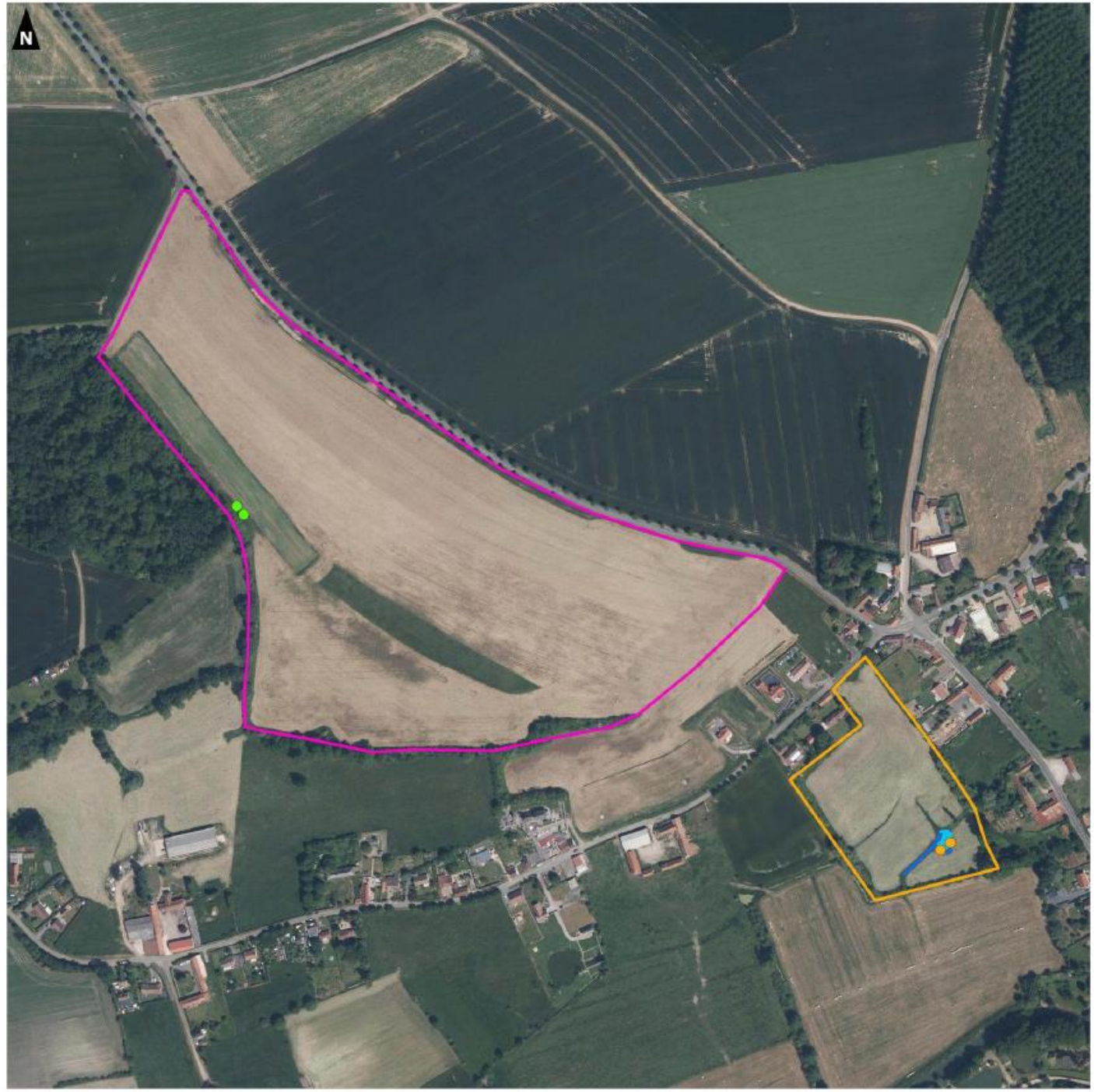
Flore patrimoniale

Secteur d'étude

- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Flore (rareté, menace, dét. ZNIEFF)

- Ratoncule naine (*Myosurus minimus*, R, NT, Oui)
- Renoncule à feuilles capillaires (*Ranunculus trichophyllus*, PC, LC, Oui)
- Gaillet des marais (*Galium palustre*, AR?, LC, Oui)
- Spirodèle à plusieurs racines (*Spirodela polyrhiza*, PC, LC, Oui)



Réalisation : AUDDICE, novembre 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 64 : Flore patrimoniale (Auddicé)

Synthèse des enjeux relatifs aux habitats et à la flore

Compte-tenu des résultats des investigations de terrain, les enjeux floristiques se concentrent au niveau de la partie basse de la parcelle concernée par le projet de station d'épuration. Cette zone comporte en effet plusieurs milieux humides et aquatiques : prairie hygrophile, fossés végétalisés, mare prairiale comportant des végétations aquatiques et subaquatiques.
Les végétations aquatiques de la mare se rapportent à un habitat d'intérêt communautaire au titre de la Directive Européenne « Habitats-faune-flore ».
De plus, cette dernière abrite également 3 espèces végétales patrimoniales (déterminantes de ZNIEFF mais non menacées et non protégées), le Gaillet des marais (*Galium palustre*), la Renoncule à feuilles capillaires (*Ranunculus trichophyllus*) et la Lentille à plusieurs racines (*Spirodela polyrhiza*). Les enjeux pour la flore et les habitats sont donc considérés comme forts pour la mare et modérés pour le fossé (qui comporte également le Gaillet des marais).
Ces enjeux sont également modérés au niveau de la petite zone mésohygrophile en bordure du boisement, comportant 2 stations de Ratoncule naine (*Myosurus minimus*), espèce patrimoniale car « quasi-menacée » et déterminante de ZNIEFF en Hauts-de-France (mais non protégée).
Les enjeux floristiques sont en revanche faibles sur le reste de la zone d'étude.

5.3.5. Faune

5.3.5.1. Insectes

Données bibliographiques

Bases de données

Les bases de données de l'INPN et du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord – Pas-de-Calais ont été consultées pour la commune de **Colline-Beaumont** sur les 10 dernières années (période 2012-2023). Elles répertorient un total de 28 espèces d'insectes dont 7 espèces d'odonates (libellules et demoiselles) et 12 espèces de Lépidoptères Rhopalocères (papillons dits « de jour »).

Une seule espèce est patrimoniale. Elle est présentée dans le tableau suivant :

Figure 65 : Insecte patrimonial cité dans les bases de données pour la commune concernée

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN	DH	Rareté	LRR	LR Dom. Biogéo.	LRN	Dét.ZNIEFF
Lépidoptères rhopalocères								
Thymelicus sylvestris (Poda, 1761)	Hespérie de la Houque	-	-	PC	NT	-	LC	Oui

SOURCES :
CFR. 2018, Référentiel faunistique : Inventaire de la faune du Nord-Pas-de-Calais : Raretés, protections, menaces et statuts.
Haubreux D., Mézière, S. & Dhellemmes, T., Quevillart, R., [coords.], 2017. Atlas des Papillons " de jour " du Nord Pas-de-Calais. 2000-2014. Lépidoptères Papilionoidea. Collection Faune du Nord Pas-de-Calais, tome 2. Groupe de travail sur les Lépidoptères Papilionoidea du Nord Pas-de-Calais, GON, Lille. 494 p.
HUBERT B. et HAUBREUX D. [coord.] (2014). Liste rouge des espèces menacées du Nord – Pas-de-Calais Papillons de jour (Lépidoptères Papilionoidea). Tableau synthétique. GON, CEN5962, CFR. 4p.
SARDET E. & B. DEFAUT (coordinateurs), 2004. Les Orthoptères menacés en France. Liste rouge nationale et listes rouges par domaines biogéographiques. Matériaux Orthoptériques et Entomocénotiques, 9 : 125-137.
UICN France, MNHN, OPIE & SEF (2014). La Liste rouge des espèces menacées en France Chapitre Papillons de jour de France métropolitaine. Paris, France.
LÉGENDE :
Rareté régionale (CFR, 2018) : PC = Peu commun.
Liste Rouge Régionale (LRR – HUBERT & HAUBREUX, 2014) / Liste Rouge Nationale (LRN – UICN France, MNHN, OPIE & SEF, 2014) : LC = préoccupation mineure, NT = quasi-menacé.
Dét.ZNIEFF (HAUBREUX, MÉZIÈRE, DHELLEMMES & QUEVILLART, 2017) : Oui : espèce déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais ; Non : espèce non déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais

Étude AIRELE – PLU 2014

Aucune espèce d'insectes protégée, menacée ou déterminante de ZNIEFF n'a été recensée lors de l'étude menée par Airele en 2014 dans le cadre de la révision du PLU de la commune.

Investigations de terrain

Méthodologie

L'étude des insectes concerne les odonates (libellules et demoiselles), les lépidoptères rhopalocères (papillons de jour) et les orthoptères (criquets, sauterelles et grillons). Une première session a été réalisée le 13 juin 2023 et une seconde session a eu lieu le 10 août 2023.

Les individus rencontrés ont été identifiés par observation directe, capture temporaire (identification puis relâché immédiat des individus) et par identification des chants sur l'ensemble des secteurs d'étude et dans tous les milieux rencontrés.

Résultats

Les investigations de terrain ont mis en évidence la présence de 36 espèces d'insectes : 11 espèces de lépidoptères rhopalocères, 13 espèces d'odonates et 12 espèces d'orthoptères sur la zone d'étude. Ces espèces figurent ci-dessous :

Figure 66 : Insectes observés lors des investigations de terrain

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN	DH	Rareté	LRR	LR Dom. Biogéo.	LRN	Dét.ZNIEFF
Lépidoptères rhopalocères								
Aricia agestis (Denis & Schiffermüller, 1775)	Collier-de-corail	-	-	AC	LC	-	LC	Non
Celastrina argiolus (Linnaeus, 1758)	Azuré des Nerpruns	-	-	C	LC	-	LC	Non
Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)	Fadet commun	-	-	C	LC	-	LC	Non
Gonepteryx rhamni (Linnaeus, 1758)	Citron	-	-	C	LC	-	LC	Non
Maniola jurtina (Linnaeus, 1758)	Myrtil	-	-	CC	LC	-	LC	Non
Pararge aegeria (Linnaeus, 1758)	Tircis	-	-	CC	LC	-	LC	Non
Pieris brassicae (Linnaeus, 1758)	Piéride du Chou	-	-	CC	LC	-	LC	Non
Pieris rapae (Linnaeus, 1758)	Piéride de la Rave	-	-	CC	LC	-	LC	Non
Polyommatus icarus (Rottemburg, 1775)	Azuré de la Bugrane	-	-	C	LC	-	LC	Non
Pyronia tithonus (Linnaeus, 1771)	Amaryllis	-	-	C	LC	-	LC	Non
Vanessa atalanta (Linnaeus, 1758)	Vulcain	-	-	CC	LC	-	LC	Non
Odonates								
Calopteryx splendens (Harris, 1780)	Caloptéryx éclatant	-	-	AC	LC	-	LC	Non
Coenagrion puella (Linnaeus, 1758)	Agrion jouvencelle	-	-	C	LC	-	LC	Non
Coenagrion scitulum (Rambur, 1842)	Agrion mignon	-	-	AC	LC	-	LC	Non
Crocothemis erythraea (Brullé, 1832)	Crocothémis écarlate	-	-	C	LC	-	LC	Non
Enallagma cyathigerum (Charpentier, 1840)	Agrion porte-coupe	-	-	C	LC		LC	Non
Ischnura elegans (Vander Linden, 1820)	Agrion élégant	-	-	CC	LC	-	LC	Non
Ischnura pumilio (Charpentier, 1825)	Agrion nain	-	-	PC	LC	-	LC	Non
Libellula depressa Linnaeus, 1758	Libellule déprimée	-	-	C	LC	-	LC	Non
Libellula fulva (O.F. Müller, 1764)	Libellule fauve	-	-	PC	LC	-	LC	Non
Orthetrum cancellatum (Linnaeus, 1758)	Orthétrum réticulé	-	-	CC	LC	-	LC	Non
Sympecma fusca (Vander Linden, 1820)	Leste brun	-	-	AC	LC	-	LC	Non
Sympetrum sanguineum (O.F. Müller, 1764)	Sympétrum sanguin	-	-	C	LC	-	LC	Non
Sympetrum striolatum (Charpentier, 1840)	Sympétrum fascié	-	-	C	LC	-	LC	Non
Orthoptères								
Chorthippus albomarginatus (De Geer, 1773)	Criquet marginé	-	-	PC	/	4	4	**Oui**
Chorthippus biguttulus (Linnaeus, 1758)	Criquet mélodieux	-	-	C	/	4	4	Non
Chorthippus brunneus (Thunberg, 1815)	Criquet duettiste	-	-	AC	/	4	4	Non

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN	DH	Rareté	LRR	LR Dom. Biogéo.	LRN	Dét.ZNIEFF
Conocephalus dorsalis (Latreille, 1804)	Conocéphale des Roseaux	-	-	AC	/	2	3	**Oui**
Conocephalus fuscus (Fabricius, 1793)	Conocéphale bigarré	-	-	CC	/	4	4	Non
Leptophyes punctatissima (Bosc, 1792)	Leptophye ponctuée	-	-	C	/	4	4	Non
Meconema thalassinum (De Geer, 1773)	Méconème tambourinaire	-	-	AC	/	4	4	Non
Pholidoptera griseoaptera (De Geer, 1773)	Decticelle cendrée	-	-	C	/	4	4	Non
Pseudochorthippus parallelus (Zetterstedt, 1821)	Criquet des pâtures	-	-	CC	/	4	4	Non
Roeseliana roeselii (Hagenbach, 1822)	Decticelle bariolée	-	-	AC	/	4	4	Non
Stethophyma grossum (Linnaeus, 1758)	Criquet ensanglanté	-	-	PC	/	3	4	**Oui**
Tettigonia viridissima (Linnaeus, 1758)	Grande Sauterelle verte	-	-	CC	/	4	4	Non

SOURCES & LEGENDE : Voir Habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZSC FR3100482

Les lépidoptères rhopalocères ont été observés principalement au niveau de la friche herbacée mésophile bordant la limite Nord de la parcelle concernée par le camping, ainsi qu'en lisière de boisement et au niveau de la prairie de fauche hygrophile au Sud, concernée par le projet de station d'épuration.

Les odonates ont majoritairement été observés à proximité immédiate de la mare permanente et du fossé permanent (situés dans la partie basse de la parcelle concernée par le projet de station d'épuration), au repos au niveau des hélophytes ou en chasse. De plus, des comportements de reproduction ont été observés au niveau de la mare et du fossé.

La mare représente un habitat favorable à l'entomofaune, notamment aux odonates. Elle représente une zone de reproduction pour ce groupe. L'ensemble du secteur d'étude représente également un habitat favorable aux odonates pour la chasse ou la maturation des individus.

Des odonates ont également été notés au niveau de la prairie de la parcelle Nord concernée par le projet de camping ainsi qu'en lisière de boisement, au niveau des haies et de la friche herbacée mésophile, en chasse ou en maturation.

La friche herbacée mésophile ainsi que la prairie de fauche hygrophile et la prairie semée peu diversifiée constituent des habitats favorables aux lépidoptères rhopalocères et aux orthoptères. Ces habitats correspondent à des zones d'alimentation et de reproduction pour ces deux groupes.

Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale

La quasi-totalité des espèces observées sont assez communes à très communes dans la région ou en France à l'exception de 4 espèces peu communes : l'Agrion nain, la Libellule fauve, le Criquet marginé et le Criquet ensanglanté.

Trois de ces espèces sont patrimoniales car déterminantes de ZNIEFF : le Conocéphale des roseaux, le Criquet ensanglanté et le Criquet marginé.

Le Criquet marginé n'est pas menacé nationalement ou à l'échelle du domaine biogéographique. En revanche, le Criquet ensanglanté est « menacé, à surveiller » à l'échelle du domaine biogéographique et non menacé nationalement. Le Conocéphale des roseaux est quant à lui « menacé, à surveiller » au niveau national et « fortement menacé d'extinction » au niveau du domaine biogéographique.

Ces espèces ne sont toutefois pas légalement protégées.

Le Conocéphale des roseaux et le Criquet ensanglanté ont été notés à proximité de la mare permanente au niveau de la parcelle Sud. La troisième espèce patrimoniale, le Criquet marginé, a été observée au niveau des friches herbacées.

Le **Conocéphale des roseaux** est affilié aux zones humides où l'eau est présente toute l'année (marais, prairies humides, fossés *etc.*) La présence de végétation aquatique lui est indispensable (roseaux, joncs, laîches *etc.*). Cette espèce pond dans les tiges des végétaux. Les adultes sont inaptes au vol et ne peuvent pas atteindre des milieux favorables disjoints.

Au niveau du fossé permanent avec la végétation hygrophile, 2 individus ont été observés : 1 mâle et 1 femelle. Au vu des mœurs discrètes de cette espèce et de la détectabilité complexe, il est estimé qu'une population est présente sur la zone d'étude, plus particulièrement au niveau de la végétation à proximité de la mare permanente au Sud à savoir la formation rivulaire de joncs, le fossé permanent avec végétation hygrophile, le fossé saisonnier à proximité immédiate de la mare, la mare permanente avec végétation aquatique ainsi qu'au niveau de la prairie de fauche hygrophile au sud de la parcelle.

Le **Criquet ensanglanté** est typique des prairies et friches humides, des fossés, des marais et des bords de rivières. On le retrouve au niveau de la végétation herbacée haute. Les femelles pondent leurs oeufs au ras du sol parmi la végétation. Les oeufs ont besoin de se trouver dans un endroit humide pour se développer. Sur la zone d'étude, 4 individus ont été observés : 2 adultes et 2 juvéniles. Il est estimé qu'une population est présente sur la zone d'étude, plus particulièrement au niveau de la végétation à proximité de la mare permanente au Sud à savoir la formation rivulaire de joncs, le fossé permanent avec végétation hygrophile, le fossé saisonnier à proximité immédiate de la mare, la mare permanente avec végétation aquatique ainsi qu'au niveau de la prairie de fauche hygrophile au Sud de la parcelle.

Le **Criquet marginé** se retrouve dans une large gamme d'habitats herbacés secs à humides : prairies pâturées, zones humides, bords de chemins *etc.*. La femelle pond ses œufs dans le sol ou au pied de touffes d'herbes. Sur la zone d'étude, plusieurs individus ont été observés au niveau des friches et prairies notamment. Une population est présente au niveau de la parcelle Nord et une au niveau de la parcelle Sud.

Synthèse des enjeux relatifs aux insectes

Au vu des résultats de terrain et des habitats en place, les enjeux relatifs aux insectes sont considérés comme :

- Forts au niveau de la formation rivulaire de joncs, du fossé permanent avec végétation hygrophile, du fossé saisonnier attenant à la mare et de la mare permanente avec végétation aquatique,
- Modérés au niveau de la prairie de fauche hygrophile,
- Faibles sur le reste de la zone d'étude.

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

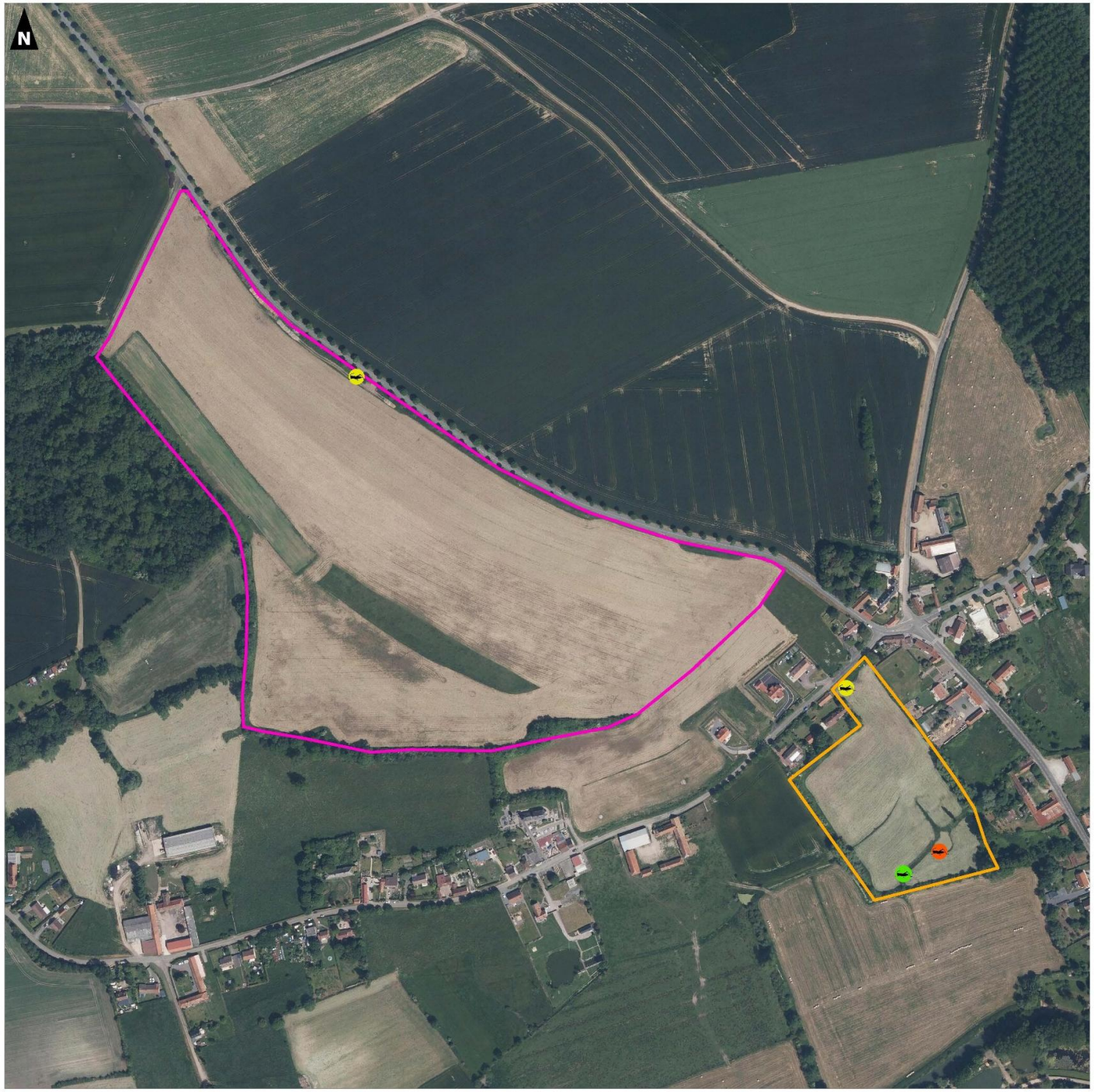
Insectes patrimoniaux

Secteur d'étude

- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Insectes patrimoniaux

- Conocéphale des roseaux (*Conocephalus dorsalis*)
- Criquet ensanglanté (*Stethophyma grossum*)
- Criquet marginé (*Chorthippus albomarginatus*)



0 100 200

Mètres

auddicé

Réalisation : AUDDICE, novembre 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 67 : Carte Insectes patrimoniaux (Auddicé)

5.3.5.2. Amphibiens

Données bibliographiques

Bases de données

Les bases de données de l'INPN et du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord – Pas-de-Calais (SiRF) ont été consultées pour la commune de **Colline-Beaumont** sur les 10 dernières années (période 2012-2023) et font état de 3 espèces d'amphibiens. Elles sont synthétisées dans le tableau suivant :

Figure 68 : Amphibiens cités dans les bases de données pour la commune concernée

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	DHFF	LRR	LRN	Dét. ZNIEFF
Hyla arborea (Linnaeus, 1758)	Rainette verte	Art. 2	DHIV	VU	NT	Oui
Pelophylax sp.	Grenouille verte (groupe)	-	-	-	-	-
Rana temporaria Linnaeus, 1758	Grenouille rousse	Art. 4 et 5	DHV	LC	LC	Non

SOURCES :

CFR. 2018, Référentiel faunistique : Inventaire de la faune du Nord-Pas-de-Calais : Raretés, protections, menaces et statuts.

GODIN, J. et QUEVILLART, R. [coord.], 2015. Liste rouge des Reptiles et Amphibiens du Nord – Pas-de-Calais. Centrale Herpétologique du Groupe ornithologique et naturaliste du Nord – Pas-de-Calais / Conservatoire faunistique régional. 7 p.

LEGIFRANCE. Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection.

UICN France, MNHN & SHF (2015). La Liste rouge des espèces menacées en France Chapitre Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine. Paris, France.

LÉGENDE :

Protection : Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection :

Art 2 : espèce dont les individus et les habitats sont protégés

Art 3 : espèce dont les individus sont protégés

Art 4 : espèce dont l'utilisation est réglementée

Art 5 : Les dérogations aux interdictions de colportage, de mise en vente, de vente ou d'achat, d'utilisation commerciale de spécimens de grenouilles rousses

DH : Directive « Habitats-Faune-Flore » n° 92/43/CEE du Conseil du 21/05/92 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JOCE du 22/07/1992) :

DHIV : espèces animales d'intérêt communautaire qui nécessite une protection stricte ;

DHV : annexe V/a => espèces animales d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.

Liste Rouge Régionale (LRR – GODIN & QUEVILLART, 2015) / Liste Rouge Nationale (LRN UICN France, MNHN & SHF, 2015) : DD = pas de données, LC = préoccupation mineure, NT = quasi-menacé, VU = vulnérable.

Dét.ZNIEFF (HAUBREUX, MÉZIÈRE, DHELLEMMES & QUEVILLART, 2017) : Oui : espèce déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais ; Non : espèce non déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais

Toutes ces espèces sont concernées par l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection :

- La Rainette verte est protégée par l'article 2 : la destruction des individus, pontes et larves est interdite, ainsi que celle de ses habitats de vie,
- La Grenouille rousse est concernée par l'article 4 : son utilisation est réglementée (mutilation, vente etc. interdites).

A noter que la Rainette verte est également déterminante de ZNIEFF en ex-région Nord – Pas-de-Calais. Elle est également « vulnérable » au même niveau et « quasi-menacée » en France.

Étude AIRELE – PLU 2014

Les inventaires amphibiens réalisés en 2014 par AIRELE dans le cadre du PLU de la commune ont révélé la présence de 6 espèces d'amphibiens au niveau de la mare de la parcelle concernée par le projet de station d'épuration. Ces espèces sont les suivantes :

Figure 69 : Amphibiens recensés par Airele en 2014 dans la mare de la parcelle concernée par le projet de station d'épuration

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	DHFF	LRR	LRN	Dét. ZNIEFF
Bufo bufo (Linnaeus, 1758)	Crapaud commun	Art. 3	-	LC	LC	Non
Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)	Triton alpestre	Art. 3	-	LC	LC	Non
Lissotriton helveticus (Razoumowsky, 1789)	Triton palmé	Art. 3	-	LC	LC	Non
Lissotriton vulgaris (Linnaeus, 1758)	Triton ponctué	Art. 3	-	LC	NT	Non
Pelophylax kl. esculentus (Linnaeus, 1758)	Grenouille commune	Art. 4	DHV	DD	NT	Non
Rana temporaria Linnaeus, 1758	Grenouille rousse	Art. 4 et 5	DHV	LC	LC	Non

Légende *cf.* Tableau page précédente

Toutes ces espèces sont concernées par l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection :

- Le Crapaud commun, le Triton alpestre, le Triton ponctué et le Triton palmé sont protégés par l'article 3 : la destruction des individus, pontes et larves est interdite, mais pas celle de leurs habitats de vie ;
- La Grenouille commune et la Grenouille rousse sont concernées par l'article 4 : leur utilisation est réglementée (mutilation, vente etc. interdites).

Il est à noter que le Triton ponctué et la Grenouille commune sont « quasi-menacés » au niveau national.

Investigations de terrain

Méthodologie

Les amphibiens ont fait l'objet d'inventaires nocturnes au cours de deux sessions : les 20 mars et 30 mai 2023, lors de conditions météorologiques favorables (températures supérieures à 10°C, pas de précipitations).

Les prospections ont consisté en une recherche à vue des individus, pontes et larves à l'aide de torches aux bords des points d'eau de la zone d'étude. Les observations opportunistes ont également été consignées.

Résultats

Les inventaires nocturnes ont mis en évidence la présence de 7 espèces d'amphibiens sur la zone d'étude. Ces espèces figurent, avec leurs statuts, dans le tableau suivant :

Figure 70 : Amphibiens observés lors des investigations de terrain

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Prot.	Rar.	DHFF	LRR	LRN	Dét. ZNIEFF
Bufo bufo (Linnaeus, 1758)	Crapaud commun	Art. 3	CC	-	LC	LC	Non
Hyla arborea (Linnaeus, 1758)	Rainette verte	Art. 2	PC	DHIV	VU	NT	Oui
Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)	Triton alpestre	Art. 3	C	-	LC	LC	Non
Lissotriton helveticus (Razoumowsky, 1789)	Triton palmé	Art. 3	C	-	LC	LC	Non
Lissotriton vulgaris (Linnaeus, 1758)	Triton ponctué	Art. 3	C	-	LC	NT	Non
Pelophylax kl. esculentus (Linnaeus, 1758)	Grenouille commune	Art. 4	C	DHV	DD	NT	Non
Pelophylax ridibundus (Pallas, 1771)	Grenouille rieuse	Art. 3	R	DHV	NA	LC	Non

Légende *cf.* Tableau *Amphibiens cités dans les bases de données pour la commune concernée*

La quasi-totalité des espèces ont été observées au niveau de la mare et du fossé permanents, situés dans la partie Sud de la parcelle concernée par la future station d'épuration. Ces résultats sont très similaires aux résultats obtenus en 2014, seule la Grenouille rousse n'a pas été notée cette année.

La mare et le fossé représentent des zones favorables pour les amphibiens et constituent un habitat de reproduction pour ce groupe. De plus, des larves de Triton alpestre et de Triton palmé/ponctué (*Lissotriton sp.*) ont été observées, leur effectif est estimé à plusieurs centaines d'individus.

Au niveau de la prairie au Nord (parcelle concernée par l'emprise du futur camping), 2 individus de Crapaud commun en déplacement ont été observés à proximité du boisement. Ce dernier représente une zone d'estivage et d'hivernage pour ce groupe, tandis que la lisière constitue très probablement une zone prioritaire de déplacement. Il est également possible que la prairie soit fréquentée par des amphibiens en déplacement, mais de manière plus occasionnelle.

Par ailleurs, lors de prospection diurne, un individu de Rainette verte a été observé au Nord-Ouest de la parcelle Nord, également en lisière du boisement. Celui-ci représente une zone d'estivage et d'hivernage également pour la Rainette verte.

Bien qu'elle n'ait pas été observée au niveau de la mare de la parcelle Sud, la mare ainsi que les fossés attenants constituent un habitat de reproduction pour la Rainette verte. En effet, son habitat aquatique est formé de points d'eau stagnants, ensoleillés, souvent riches en végétation : étangs, bras-morts, mares, bassins, marais, roselières, fossés *etc.* L'habitat terrestre est quant à lui composé d'une mosaïque de strates arborées, arbustives et herbacées. Les haies autour de la parcelle concernée par la station d'épuration sont donc également des habitats d'hivernage et estivage probable de la Rainette verte. Cette espèce a une capacité de dispersion évaluée à plusieurs centaines de mètres.

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Amphibiens

Secteur d'étude

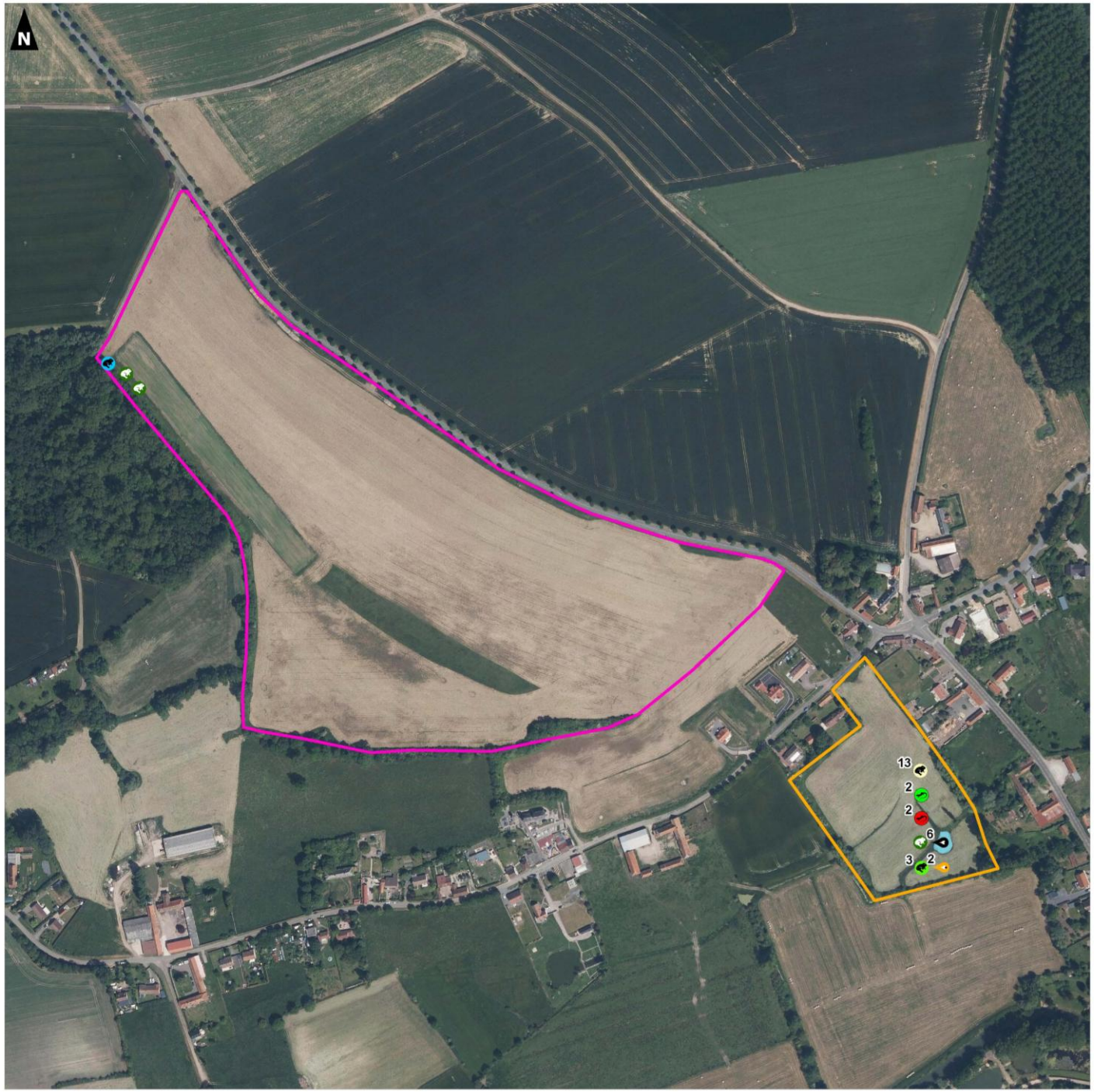
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Habitats

- Mare permanente avec végétation aquatique(C1.3 x C3)

Amphibiens

- Rainette verte (*Hyla arborea*)
- Crapaud commun (*Bufo bufo*),
- Grenouille rieuse (*Pelophylax ridibundus*),
- Grenouille verte (*Pelophylax sp.*),
- Larves de Triton (*Lissotriton sp.*)
- Larves de Triton alpestre (*Ichthyosaura alpestris*)
- Triton palmé (*Lissotriton helveticus*),
- Triton ponctué (*Lissotriton vulgaris*),



0 100 200

Mètres

Réalisation : AUDDICE, novembre 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 71 : Amphibiens (Auddicé)

Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale

Toutes les espèces observées sont qualifiées de communes à très communes en Nord-Pas-de-Calais à l'exception de la Rainette verte qui est peu commune et la Grenouille rieuse qualifiée de rare.

Trois espèces présentent un intérêt patrimonial : la Rainette verte, le Triton ponctué et la Grenouille verte sont qualifiés de « quasi-menacés » selon la liste rouge nationale.

Ces deux espèces ne sont pas considérées comme menacées à l'échelle du Nord-Pas-de-Calais. Toutefois, la Rainette verte est considérée vulnérable à l'échelle de la région. De plus, cette espèce est déterminante de ZNIEFF.

Tous les amphibiens sont protégés en France au titre de l'arrêté du 8 janvier 2021. La Rainette verte est concernée par l'article 2 qui protège les individus et leurs habitats.

Le Crapaud commun, le Triton alpestre, le Triton palmé et le Triton ponctué ainsi que la Grenouille rieuse sont concernés par l'Article 3 qui protège intégralement les individus. La Grenouille verte est concernée par l'Article 4 qui autorise des prélèvements, le transport… sous certaines conditions mais la destruction / mutilation des individus reste toutefois interdite.

Synthèse des enjeux relatifs aux amphibiens

Compte-tenu des résultats des inventaires, les enjeux relatifs aux amphibiens peuvent être considérés comme :

- **Très forts au niveau de la mare permanente et des fossés associés**, localisés dans la partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration (habitat de reproduction avéré du Triton alpestre, du Triton palmé, du Triton ponctué, du Crapaud commun, de la Grenouille verte, de la Grenouille rieuse, et habitat de reproduction potentiel de la Rainette verte),
- **Forts pour les haies et alignements d'arbres têtards** en bordure de la parcelle concernées par la station d'épuration (habitats d'estivage / hivernage des amphibiens, notamment de la Rainette verte),
- **Forts pour la lisière du boisement** en limite Ouest de la parcelle concernée par le camping (habitat d'estivage / hivernage de la Rainette verte et du Crapaud commun),
- **Modérés pour la prairie de fauche hygrophile** entourant la mare et les fossés, dans la partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration,
- **Faibles pour le reste des habitats en place**.

5.3.5.3. Reptiles

Données bibliographiques

Bases de données

La base de données de l'INPN et du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord – Pas-de-Calais (SiRF) ont été consultées pour la commune de **Colline-Beaumont** sur les 10 dernières années (période 2012-2023) et fait état de 2 espèces de reptiles. Elles sont synthétisées dans le tableau suivant :

Figure 72 : Reptiles cités dans la base de données de l'INPN pour la commune concernée

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	DHFF	LRR	LRN	Dét. ZNIEFF	EEE
Trachemys scripta (Thunberg in Schoepff, 1792)	Trachémyde écrite	-	-	NA	NA	-	Oui
Zootoca vivipara (Lichtenstein, 1823)	Lézard vivipare	Art. 3	-	LC	LC	-	Non

SOURCES :
CFR. 2018, Référentiel faunistique : Inventaire de la faune du Nord-Pas-de-Calais : Raretés, protections, menaces et statuts.
GODIN, J. et QUEVILLART, R. [coord.], 2015. Liste rouge des Reptiles et Amphibiens du Nord – Pas-de-Calais. Centrale Herpétologique du Groupe ornithologique et naturaliste du Nord – Pas-de-Calais / Conservatoire faunistique régional. 7 p.
LEGIFRANCE. Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection.
UICN France, MNHN & SHF (2015). La Liste rouge des espèces menacées en France Chapitre Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine. Paris, France.
LÉGENDE :
Protection : Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection :
Art 2 : espèce dont les individus et les habitats sont protégés
Art 3 : espèce dont les individus sont protégés
Art 4 : espèce dont l'utilisation est réglementée
Liste Rouge Régionale (LRR – GODIN & QUEVILLART, 2015) / Liste Rouge Nationale (LRN UICN France, MNHN & SHF, 2015) : LC = préoccupation mineure, NT = quasi-menacé.
DH : Directive « Habitats-Faune-Flore » n° 92/43/CEE du Conseil du 21/05/92 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JOCE du 22/07/1992) :
H2 : espèces d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de Zones Spéciales de Conservation
H4 : espèces d'intérêt communautaire qui nécessite une protection stricte ;
H5 : annexe V/a => espèces d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.
Dét.ZNIEFF (HAUBREUX, MÉZIÈRE, DHELLEMMES & QUEVILLART, 2017) : Oui : espèce déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais ; Non : espèce non déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais
EEE : Oui = espèce exotique envahissante

Une espèce est concernée par l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection : Le Lézard vivipare, protégé par l'article 3 (la destruction des individus, pontes et larves est interdite, mais pas celle de leurs habitats de vie).

À noter qu'une espèce exotique envahissante est également mentionnée : la Trachémyde écrite ou Tortue de Floride (*Trachemys scripta*).

Étude AIRELE – PLU 2014

L'étude menée par AIRELE en 2014 ne fait état d'aucune observation de reptile. Néanmoins, elle souligne le fait la présence ponctuelle d'un individu isolé de Lézard vivipare (*Zootoca vivipara*) ou d'Orvet fragile (*Anguis fragilis*) ne peut être totalement exclue, mais les habitats en place au niveau des secteurs d'étude ne sont pas favorables à la présence de populations établies de ce groupe.

Investigations de terrain

Méthodologie

Les reptiles sont spécifiquement recherchés lors des investigations de terrain menées au cours de l'été 2023 (investigations entomologiques en particulier), par recherches des individus au niveau des milieux potentiellement favorables.

Résultats

Un individu de Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) a été observé au niveau du muret au Nord de la parcelle concernée par la station d'épuration. Le muret représente un habitat de thermorégulation pour cette espèce qui

a été observée entre 2 briques. Bien qu'un seul individu ait été noté, il est probable qu'une population soit établie à proximité de ce muret.

Figure 73 : Reptile observé lors des investigations de terrain

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	DHFF	LRR	LRN	Dét. ZNIEFF	EEE
Podarcis muralis (Laurenti, 1768)	Lézard des murailles	Art. 2	DHIV	NA	LC	Oui	Non

Légende *cf.* **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** Reptiles cités dans la base de données de l'INPN pour la commune concernée

Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale

Le Lézard des murailles est concerné par l'article 2 de l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection. De ce fait, les individus ainsi que leurs habitats de vie sont protégés. De plus, le Lézard des murailles est d'intérêt communautaire et déterminant de ZNIEFF. Toutefois, il n'est pas considéré comme menacé à l'échelle nationale.

Synthèse des enjeux relatifs aux reptiles

Au vu des résultats de terrain et des habitats en place, les enjeux relatifs aux reptiles sont considérés comme :

- Forts au niveau du muret en limite Nord de la parcelle concernée par la station d'épuration,
- Faibles pour le reste des habitats de la zone d'étude.

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Reptiles

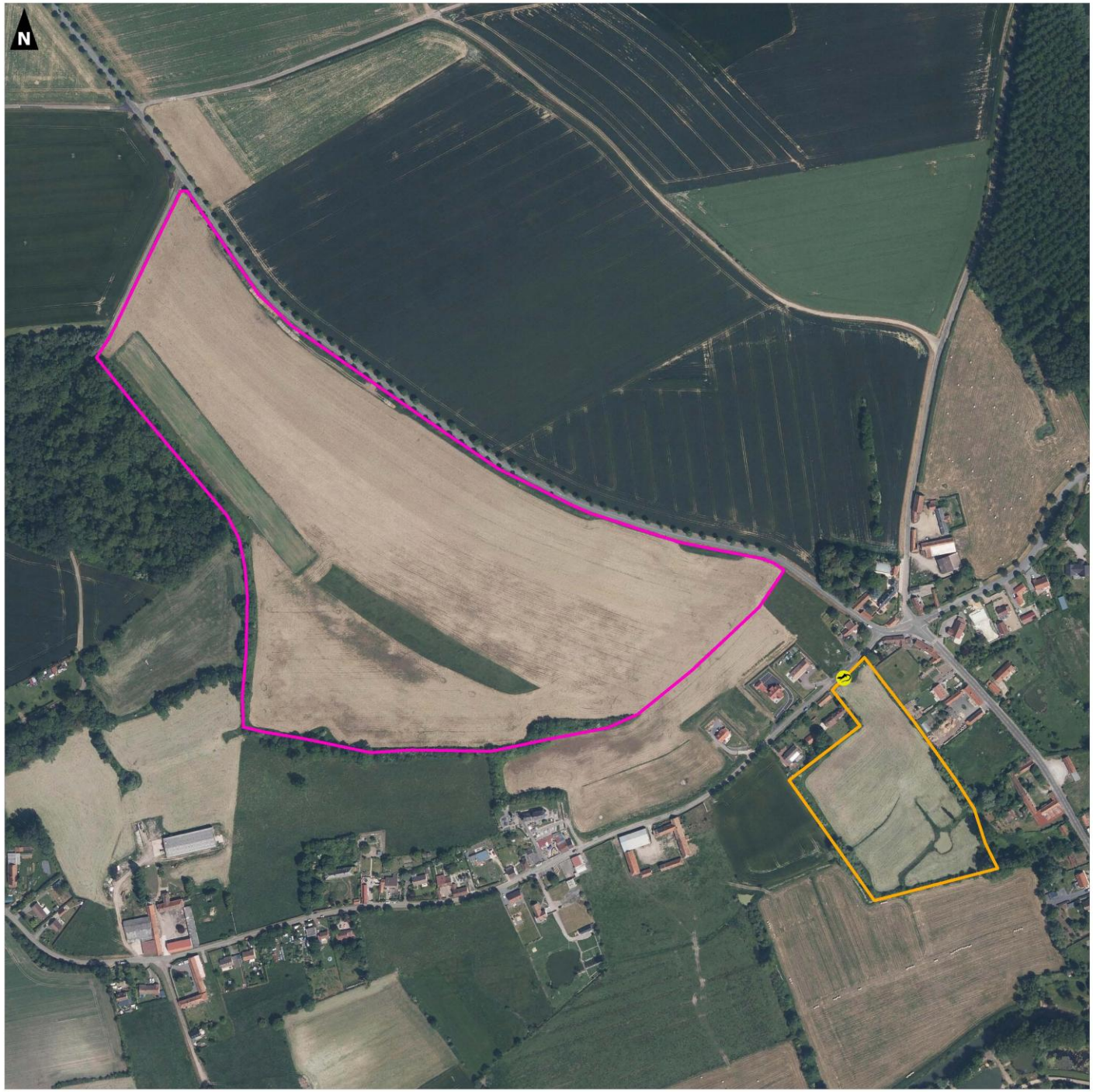


Figure 74 : Reptiles (Audiccé)

5.3.5.4. Oiseaux

Données bibliographiques

Bases de données

Les bases de données de l'INPN et du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord – Pas-de-Calais (SiRF) ont été consultées pour la commune de **Colline-Beaumont** sur les 10 dernières années (période 2012-2023).

Parmi ces espèces, 32 sont inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux. Ces dernières figurent dans le tableau suivant :

Figure 75 : Oiseaux inscrits à l'Annexe I de la Directive Oiseaux mentionnés dans les bases de données consultées pour la commune concernée

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Annexe I DO	LRR Nicheurs	LRN Nicheurs	LRE
Alcedo atthis (Linnaeus, 1758)	Martin-pêcheur d'Europe	Oui	NT	VU	LC
Ardea alba Linnaeus, 1758	Grande Aigrette	Oui	NA[b]	NT	LC
Aythya nyroca (Güldenstädt, 1770)	Fuligule nyroca	Oui	NE	NA[b]	LC
Botaurus stellaris (Linnaeus, 1758)	Butor étoilé	Oui	CR	VU	LC
Branta leucopsis (Bechstein, 1803)	Bernache nonnette	Oui	NA[a]	-	LC
Calidris pugnax (Linnaeus, 1758)	Combattant varié	Oui	NA[b]	NA[b]	NT
Chlidonias hybrida (Pallas, 1811)	Guifette moustac	Oui	NA[b]	VU	LC
Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)	Guifette noire	Oui	-	EN	LC
Ciconia ciconia (Linnaeus, 1758)	Cigogne blanche	Oui	VU	LC	LC
Ciconia nigra (Linnaeus, 1758)	Cigogne noire	Oui	EN	EN	LC
Circus aeruginosus (Linnaeus, 1758)	Busard des roseaux	Oui	VU	NT	LC
Circus macrourus (S. G. Gmelin, 1771)	Busard pâle	Oui	-	-	LC
Cygnus cygnus (Linnaeus, 1758)	Cygne chanteur	Oui	-	NA[b]	LC
Egretta garzetta (Linnaeus, 1766)	Aigrette garzette	Oui	VU	LC	LC
Falco naumanni Fleischer, 1818	Faucon crécerellette	Oui	-	VU	LC
Falco peregrinus Tunstall, 1771	Faucon pèlerin	Oui	VU	LC	LC
Himantopus himantopus (Linnaeus, 1758)	Echasse blanche	Oui	EN	LC	LC
Hydrocoloeus minutus (Pallas, 1776)	Mouette pygmée	Oui	-	NA[b]	LC
Hydroprogne caspia (Pallas, 1770)	Sterne caspienne	Oui	-	-	LC
Ichthyaetus melanocephalus (Temminck, 1820)	Mouette mélanocéphale	Oui	LC	LC	LC
Ixobrychus minutus (Linnaeus, 1766)	Blongios nain	Oui	CR	EN	LC
Limosa lapponica (Linnaeus, 1758)	Barge rousse	Oui	-	-	LC
Mergellus albellus (Linnaeus, 1758)	Harle piette	Oui	-	-	LC
Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)	Bondrée apivore	Oui	VU	LC	LC
Platalea leucorodia Linnaeus, 1758	Spatule blanche	Oui	EN	NT	LC
Plegadis falcinellus (Linnaeus, 1766)	Ibis falcinelle	Oui	-	NT	LC
Recurvirostra avosetta Linnaeus, 1758	Avocette élégante	Oui	VU	LC	LC
Sterna hirundo Linnaeus, 1758	Sterne pierregarin	Oui	NT	LC	LC
Sternula albifrons (Pallas, 1764)	Sterne naine	Oui	EN	LC	LC
Tadorna ferruginea (Pallas, 1764)	Tadorne casarca	Oui	-	NA[a]	LC

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Annexe I DO	LRR Nicheurs	LRN Nicheurs	LRE
Thalasseus sandvicensis (Latham, 1787)	Sterne caugek	Oui	EN	NT	LC
Tringa glareola Linnaeus, 1758	Chevalier sylvain	Oui	-	-	LC

SOURCES :
CFR. 2018, Référentiel faunistique : Inventaire de la faune du Nord-Pas-de-Calais : Raretés, protections, menaces et statuts.
Beaudoin, C. & Camberlein, P. [coords.], 2017. Liste rouge des Oiseaux nicheurs du Nord – Pas-de-Calais. Centrale oiseaux du Groupe ornithologique et naturaliste du Nord – Pas-de-Calais / Conservatoire faunistique régional. 16 p. La Liste rouge des espèces menacées dans le Nord-Pas-de-Calais.
UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France.
LÉGENDE :
Annexe I Directive Oiseaux (Directive 79/409/CEE « Oiseaux ») : Oui = Espèces d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de Zones de Protection Spéciales (ZPS).
Liste Rouge Régionale Nicheurs (BEAUDOUIN & CAMBERLEIN, 2017), Liste Rouge Nationale Nicheurs (UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS, 2016) et Liste Rouge Européenne (Birdlife International, 2015) : CR = en danger critique d'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = quasi-menacée, LC = préoccupation mineure, DD : insuffisamment documenté, NA[a] = non applicable car introduit dans la période récente, NA[b] = non applicable car présent de manière occasionnelle ou marginale.
Dét. ZNIEFF (CFR, 2018) : Oui = déterminante de ZNIEFF en Hauts-de-France.

Ces espèces présentent, pour certaines, un statut de conservation défavorable en tant qu'espèces nicheuses, en Nord – Pas-de-Calais et/ou en France. C'est le cas notamment du Butor étoilé et du Blongios nain (« en danger critique »), de la Cigogne noire (« en danger »), de la Cigogne blanche, du Busard des roseaux, de l'Aigrette garzette, du Faucon pèlerin, de la Bondrée apivore et de l'Avocette élégante (« vulnérables ») …

Ces espèces sont, pour la quasi-totalité, liées aux milieux aquatiques / humides (Martin-pêcheur d'Europe, Grande Aigrette, Cigogne blanche, Aigrette garzette, Butor étoilé, Combattant varié, Guifettes noire et moustac, Busard des roseaux, Échasse blanche, Blongios nain…).

Par ailleurs, 78 espèces non inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux présentent un statut de conservation défavorable en tant qu'espèces nicheuses en Nord – Pas-de-Calais (GON, 2018) et/ou en France (UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS, 2016) :

Figure 76 : Oiseaux menacés ou quasi-menacés en tant que nicheurs mentionnés dans la base de données consultées pour la commune concernée

Nom scientifique	Nom vernaculaire	LRR Nicheurs	LRN Nicheurs	LRE
Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)	Autour des palombes	VU	LC	LC
Actitis hypoleucos (Linnaeus, 1758)	Chevalier guignette	-	NT	LC
Alauda arvensis Linnaeus, 1758	Alouette des champs	VU	NT	LC
Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)	Pipit farlouse	VU	VU	LC
Apus apus (Linnaeus, 1758)	Martinet noir	NT	NT	NT
Carduelis carduelis (Linnaeus, 1758)	Chardonneret élégant	NT	VU	LC
Cettia cetti (Temminck, 1820)	Bouscarle de Cetti	LC	NT	LC
Chloris chloris (Linnaeus, 1758)	Verdier d'Europe	NT	VU	LC
Chroicocephalus ridibundus (Linnaeus, 1766)	Mouette rieuse	LC	NT	LC
Columba oenas Linnaeus, 1758	Pigeon colombin	NT	LC	LC
Corvus frugilegus Linnaeus, 1758	Corbeau freux	NT	LC	VU
Cuculus canorus Linnaeus, 1758	Coucou gris	VU	LC	LC
Cygnus columbianus (Ord, 1815)	Cygne de Bewick	-	-	VU
Delichon urbicum (Linnaeus, 1758)	Hirondelle de fenêtre	NT	NT	LC

Nom scientifique	Nom vernaculaire	LRR Nicheurs	LRN Nicheurs	LRE
Emberiza calandra Linnaeus, 1758	Bruant proyer	EN	LC	LC
Emberiza citrinella Linnaeus, 1758	Bruant jaune	VU	VU	LC
Emberiza schoeniclus (Linnaeus, 1758)	Bruant des roseaux	EN	EN	LC
Falco subbuteo Linnaeus, 1758	Faucon hobereau	VU	LC	LC
Haematopus ostralegus Linnaeus, 1758	Huîtrier pie	CR	LC	VU
Hirundo rustica Linnaeus, 1758	Hirondelle rustique	VU	NT	LC
Larus argentatus Pontoppidan, 1763	Goéland argenté	VU	NT	LC
Larus canus Linnaeus, 1758	Goéland cendré	VU	EN	LC
Larus fuscus Linnaeus, 1758	Goéland brun	NT	LC	LC
Larus marinus Linnaeus, 1758	Goéland marin	EN	LC	LC
Limosa limosa (Linnaeus, 1758)	Barge à queue noire	CR	VU	NT
Linaria cannabina (Linnaeus, 1758)	Linotte mélodieuse	VU	VU	LC
Luscinia megarhynchos C. L. Brehm, 1831	Rossignol philomèle	NT	LC	LC
Mareca strepera (Linnaeus, 1758)	Canard chipeau	EN	LC	LC
Mergus merganser Linnaeus, 1758	Harle bièvre	-	NT	LC
Mergus serrator Linnaeus, 1758	Harle huppé	-	CR	NT
Motacilla alba Linnaeus, 1758	Bergeronnette grise	NT	LC	LC
Motacilla flava Linnaeus, 1758	Bergeronnette printanière	VU	LC	LC
Muscicapa striata (Pallas, 1764)	Gobemouche gris	LC	NT	LC
Numenius arquata (Linnaeus, 1758)	Courlis cendré	CR	VU	NT
Passer domesticus (Linnaeus, 1758)	Moineau domestique	NT	LC	LC
Phylloscopus trochilus (Linnaeus, 1758)	Pouillot fitis	VU	NT	LC
Podiceps nigricollis Brehm, 1831	Grèbe à cou noir	VU	LC	VU
Pyrrhula pyrrhula (Linnaeus, 1758)	Bouvreuil pivoine	NT	VU	LC
Regulus regulus (Linnaeus, 1758)	Roitelet huppé	LC	NT	LC
Riparia riparia (Linnaeus, 1758)	Hirondelle de rivage	NT	LC	LC
Serinus serinus (Linnaeus, 1766)	Serin cini	NT	VU	LC
Streptopelia turtur (Linnaeus, 1758)	Tourterelle des bois	EN	VU	VU
Sturnus vulgaris Linnaeus, 1758	Étourneau sansonnet	VU	LC	LC
Sylvia borin (Boddaert, 1783)	Fauvette des jardins	LC	NT	LC
Tadorna tadorna (Linnaeus, 1758)	Tadorne de Belon	NT	LC	LC
Tringa totanus (Linnaeus, 1758)	Chevalier gambette	CR	LC	VU
Turdus viscivorus Linnaeus, 1758	Grive draine	NT	LC	LC
Vanellus vanellus (Linnaeus, 1758)	Vanneau huppé	LC	NT	VU

LÉGENDE : cf. tableau Oiseaux inscrits à l'Annexe I de la Directive Oiseaux mentionnés dans les bases de données consultées pour la commune concernée

Une part importante de ces espèces sont également liées aux milieux humides ou aquatiques : Chevalier guignette, Bouscarle de Cetti, Mouette rieuse, Bruant des roseaux, Huîtrier pie, Goélands argenté, cendré, brun, marin, Barge à queue noire, Courlis cendré, Grèbe à cou noir …

Plusieurs espèces sont des passereaux des friches et milieux semi-ouverts, tels que le Chardonneret élégant, le Verdier d'Europe, le Bruant jaune, la Linotte mélodieuse, le Gobemouche gris … Plusieurs espèces sont inféodées

aux milieux ouverts : Alouette des champs, Bruant proyer, Bergeronnette grise, Bergeronnette printanière, Vanneau huppé … ou aux milieux forestiers : Pouillot fitis, Bouvreuil pivoine, Roitelet huppé, Tourterelle des bois, Rossignol philomèle ...

Étude AIRELE – PLU 2014

En 2014, plusieurs espèces patrimoniales ont été observées sur les parcelles concernées par l'étude actuelle. L'Alouette des champs a été observée en 2014 en période de nidification au niveau du secteur du futur camping.

Le Bruant jaune a été noté en période de migration prénuptiale et en période de nidification dans les haies bordant la limite Sud du secteur. Il est probable qu'il s'y reproduise. L'Hirondelle rustique a été vue en vol au-dessus des 2 secteurs étudiés, en période de migration prénuptiale et en période de nidification.

La Mouette mélanocéphale a été vue en vol (à grande hauteur) au-dessus du secteur du futur camping, en période de migration prénuptiale. Le Tarier pâtre fréquentait quant à lui la prairie de fauche du secteur du futur camping en période de nidification.

Investigations de terrain

Méthodologie

L'étude ornithologique a porté sur un cycle complet soit : les espèces migratrices (migrations prénuptiale et postnuptiale), les hivernants et les espèces nicheuses.

Figure 77 : Répartition des périodes d'inventaire de l'avifaune

Périodes	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Hivernage	■	■										■
Mig. prénupt			■	■	■	■						
Nidification				■	■	■	■					
Mig. postnupt									■	■	■	
■ Période d'activité favorable aux inventaires												

Le suivi de l'activité des oiseaux a permis d'évaluer l'état de conservation des populations présentes de manière permanente ou temporaire au niveau de la zone d'étude.

Pour les périodes migratoires, des **postes d'observations** sont placés de manière stratégique afin d'observer de façon optimale les oiseaux qui transitent sur la zone d'étude. L'observateur positionné en un point fixe « central », note tout oiseau survolant la zone ainsi que les effectifs, les directions et les comportements. Il en est de même pour la période hivernale.

Enfin, pour la période de nidification l'étude est réalisée par la méthode des **IPA (Indices Ponctuels d'Abondance)**. Cette dernière consiste à noter l'ensemble des espèces entendues et/ou observées pendant 20 minutes sur un ou plusieurs points au sein de la zone d'étude.

De plus, lors des différents relevés de terrain, tous les individus contactés d'une manière visuelle ou auditive (cri et chant) sur le site d'étude sont identifiés. Les déplacements locaux significatifs des oiseaux à l'échelle du site ont également été notés.

Les prospections réalisées sont synthétisées dans le tableau suivant :

Figure 78 : Synthèse des prospections ornithologiques réalisées

Période étudiée	Dates	T°	Nébulosité	Précipitations	Vent
Hivernants	13/01/2023	10	Nuageux	Absence	30 km/h O
Migration prénuptiale	29/03/2023	10	Couvert	Absence	12 km/h S
Nicheurs précoces	18/04/2023	8	Nuageux	Absence	18 km/h NE
Nicheurs tardifs	01/06/2023	12	Couvert	Absence	18 km/h NE
Migration postnuptiale	17/10/2023	7	Très nuageux	Absence	15 km/h E

Résultats

Période hivernale

Au cours de la période hivernale, 24 espèces ont été observées. Cinq espèces sont patrimoniales au cours de cette période. Il s'agit de l'**Étourneau sansonnet**, du **Faucon crécerelle**, du **Goéland argenté**, du **Pipit farlouse** et de la **Sarcelle d'hiver**.



Figure 79 : Pipit farlouse (à gauche) et Sarcelle d'hiver (à droite)

Les espèces observées au sein de la zone d'étude sont communes. En cette période hivernale, ces dernières sont concentrées au sein des zones boisées ainsi qu'au sein des fourrés arbustifs situés à proximité. En effet les oiseaux sont en recherche de nourriture et la présence de lierre dans le boisement favorise la présence de certaines espèces comme les turdidés à l'instar des Grives musiciennes, Grives mauvis ou encore du Merle noir.

D'autres espèces inféodées à ces milieux forestiers ont été recensées comme le Grimpereau des jardins, le Pinson des arbres ou le Troglodyte mignon.

Certaines espèces ubiquistes sont observées sur l'ensemble de la zone d'étude : c'est le cas des Mésanges charbonnière et bleue, de la Pie bavarde, du Rougegorge familier, du Pigeon ramier ou encore de l'Accenteur mouchet.

Concernant les espèces patrimoniales, un **Faucon crécerelle** est observé en chasse, deux **Étourneaux sansonnets** sont observés en vol en provenance des parcelles cultivées, un **Goéland argenté** survole la zone d'étude en transit, deux **Sarcelles d'hiver** sont observées en vol au sud de la zone d'étude, et enfin deux **Pipits farlouses** sont présent dans la zone de prairie.

Périodes migratoires

Migration prénuptiale

Au cours de la migration prénuptiale, 24 espèces d'oiseaux ont été observées. Trois espèces sont patrimoniales au cours de cette période migratoire. Il s'agit de l'**Alouette des champs**, de l'**Étourneau sansonnet** et du **Goéland argenté**.

En cette période de migration prénuptiale, la zone d'étude est peu fréquentée. Elle ne fait pas l'objet de passages migratoires importants, les oiseaux observés sont communs et certains ne font que survoler le site alors que d'autres y stationnent.

Les Pigeons ramiers et les Choucas des tours survolent régulièrement la zone d'étude. C'est également le cas pour le **Goéland argenté** avec la présence de quelques individus en déplacement vers le nord-est.

D'autres passereaux très communs viennent compléter le cortège avifaunistique observé au sein de la zone d'étude en cette période de migration prénuptiale à l'instar du Merle noir, de l'Accenteur mouchet, du Rougegorge familier ou encore du Pouillot véloce.

Concernant les rapaces, seul un Épervier d'Europe a été observé en chasse sur le site.

Migration postnuptiale

Au cours de la migration postnuptiale, 29 espèces d'oiseaux ont été observées. Cinq espèces sont patrimoniales au cours de cette période migratoire. Il s'agit de l'**Alouette des champs**, du **Chardonneret élégant**, de l'**Étourneau sansonnet**, de la **Grande Aigrette** et du **Pipit farlouse**.

Au cours de la période de migration postnuptiale, la zone d'étude ne fait pas l'objet de passages migratoires importants. Cependant, quelques groupes de passereaux sont observés en migration, avec le passage d'une centaine d'individus de Pinson des arbres, d'une quarantaine d'Alouette des champs, d'une vingtaine de Grive mauvis, de 5 Pipits farlouses et de 3 Tarins des aulnes. Sur la partie Sud de la zone d'étude, un groupe de 40 Grives mauvis et de 30 Grives litornes est présent en halte migratoire et en recherche de nourriture dans les bosquets.

Les oiseaux observés sont communs et certains ne font que survoler le site alors que d'autres y stationnent. Comme lors de la migration prénuptiale, les Corneilles noires et les Pigeons ramiers survolent régulièrement la zone d'étude. C'est également le cas pour la Mouette rieuse.

Concernant les espèces patrimoniales, l'Alouette des champs est observée en migration, principalement au-dessus de la zone de prairie, le Chardonneret élégant fréquente la zone au sud, un groupe d'Étourneau est présent dans les bosquets au sud de la zone d'étude, une Grande aigrette est observée en vol de transit et un groupe de Pipit farlouse est observé en migration ainsi que posé dans la zone de prairie.

D'autres passereaux très communs viennent compléter le cortège avifaunistique observé au sein de la zone d'étude en cette période de migration postnuptiale à l'instar du Merle noir, de l'Accenteur mouchet, du Rougegorge familier ou encore du Troglodyte mignon.

Concernant les rapaces, seule une Buse variable est observée en chasse autour des bosquets présents sur la zone d'étude.

Période de nidification

Au cours de la période de nidification, un total de 39 espèces a été recensées.

Sur ces 39 espèces, 16 sont patrimoniales, il s'agit : de l'**Aigrette garzette**, de l'**Alouette des champs**, de la **Bergeronnette grise**, du **Bruant jaune**, du **Chardonneret élégant**, de la **Cigogne blanche**, du **Courlis cendré**, de l'**Étourneau sansonnet**, du **Faucon crécerelle**, de la **Grande aigrette**, de **l'Hirondelle de fenêtre**, de l'**Hirondelle rustique**, de la **Linotte mélodieuse**, du **Moineau domestique**, de la **Mouette rieuse**, et du **Verdier d'Europe**.

Présentation des IPA (Indice Ponctuel d'Abondance)

Figure 80 : Présentation des IPA

Numéro des IPA	Présentation de l'environnement
1	L'IPA 1 se trouve en lisière du boisement
2	L'IPA 2 se trouve dans la prairie, à proximité de la haie
3	L'IPA 3 se trouve dans la prairie, à proximité de la haie
4	L'IPA 4 se trouve dans la zone au sud, à proximité de la zone humide

Résultat des IPA

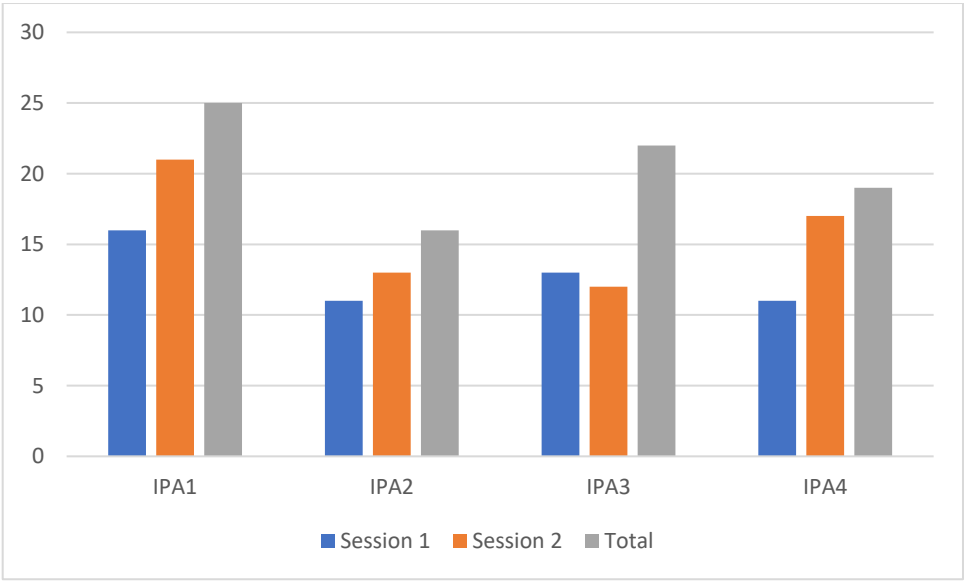


Figure 81 : Richesse spécifique globale par IPA

La figure ci-dessus, permet de mettre en évidence une richesse spécifique assez homogène pour les 4 IPA effectués sur la zone d'étude. La richesse spécifique est légèrement plus élevée sur les IPA 1 et 4 et peut s'expliquer par leurs localisations et leurs habitats plus diversifiés, avec la présence du boisement à proximité de l'IPA 1 et d'une zone humide à proximité de l'IPA 4, qui sont plus attractifs pour les oiseaux.

Le cortège avifaunistique observé est typique des milieux ouverts, (avec la présence de l'**Alouette des champs**, de la **Bergeronnette gris**e, du **Bruant jaune**, et de la **Linotte mélodieuse**) et des zones boisées (avec la présence de la Fauvette à tête noire, du Geai des chênes, du Grimpereau des jardins et du Pic épeiche).



Figure 82 : Bruant jaune (à gauche) et Linotte mélodieuse (à droite)

Le **Courlis cendré**, l'**Aigrette garzette** et la **Grande aigrette** sont observés en vol de transit. Suite à la fauche de la prairie, plusieurs espèces sont observés en recherche de nourriture également, comme la **Cigogne blanche**, le Héron garde-bœufs et le Héron cendré.

Le site est également une zone de chasse pour le **Faucon crécerelle** et la Buse variable, et de déplacements notamment pour les laridés (**Goéland argenté**, **Mouette rieuse**). Les Corneilles noires et Pigeons ramiers survolent régulièrement la zone d'étude.

Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale

Bioévaluation patrimoniale

Sont considérées comme patrimoniales, les espèces d'oiseaux identifiées comme « quasi-menacée », « vulnérable », « en danger » ou « en danger critique » d'après la liste rouge nationale de l'UICN (2016), et/ou la liste rouge régionale du GON (2017). Les espèces inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux 79/409/CE sont également considérées comme patrimoniales, de même que les espèces déterminantes de ZNIEFF.

Toutes les espèces observées hors période de nidification sont rétrogradées d'un rang au niveau de leurs statuts définis par les listes rouges régionale, nationale et européenne.

Lors des sorties effectuées, dix-neuf espèces patrimoniales ont été recensées. Il s'agit de l'**Aigrette garzette**, de l'**Alouette des champs**, de la **Bergeronnette grise**, du **Bruant jaune**, du **Chardonneret élégant**, de la **Cigogne blanche**, du **Courlis cendré**, de l'**Étourneau sansonnet**, du **Faucon crécerelle**, du **Goéland argenté**, de la **Grande aigrette**, de l'**Hirondelle de fenêtre**, de l'**Hirondelle rustique**, de la **Linotte mélodieuse**, du **Moineau domestique**, de la **Mouette rieuse**, du **Pipit farlouse**, de la **Sarcelle d'hiver**, et du **Verdier d'Europe**.

Sur ces vingt espèces patrimoniales, six sont nicheuses possibles, probables ou certaines au sein de la zone d'étude : l'**Alouette des champs**, le **Bruant jaune,** le **Chardonneret élégant**, l'**Étourneau sansonnet**, le **Faucon crécerelle**, la **Linotte mélodieuse**, le **Moineau domestique** et le **Verdier d'Europe**.

Ces espèces sont présentées dans le tableau et sur les cartes pages suivantes.

Interprétation légale

En France, l'arrêté du 29/10/09 établit la liste des espèces d'oiseaux protégées sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection. Il instaure notamment la notion de protection des habitats de repos et de reproduction de ces espèces.

Au niveau européen, une directive concerne l'avifaune : la Directive « Oiseaux » n°79/409/CEE du Conseil du 02/04/79 concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Lors des investigations de terrain réalisées, **33 espèces d'oiseaux sont protégées sur les 48 observées**.

Figure 83 : Avifaune d'intérêt patrimonial observée lors des inventaires ornithologiques réalisés à ce jour

Périodes d'observation			Espèces	Listes rouges en période de nidification			Dét. ZNIEFF	Directive « Oiseaux »	Effectif max contacté dans la zone d'étude	Localisation des observations au sein de la zone d'étude	Statut de nidification *(espèces observées en nidification)*
Hiv.	Mig.	Nidif.		NPDC	France	Europe					
		X	Aigrette garzette	VU	LC	LC	X	DOI	1	Observée en vol au sud du site	NN
	X	X	Alouette des champs	VU	NT	LC	-	DOII	2	Mâles chanteurs dans les prairies semées. Quelques groupes observés en migration en automne	Po
	X	X	Bergeronnette grise	NT	LC	LC	-	-	1	Vol de transit	NN
		X	Bruant jaune	VU	VU	LC	-	-	1	Un chanteur dans les arbres en bordure de la D143	Pr
	X	X	Chardonneret élégant	NT	VU	LC	-	-	3	3 individus observés en vol, nicheur possible dans la haie	Po
	X	X	Cigogne blanche	VU	LC	LC	X	DOI	1	Un individu observé en recherche de nourriture dans la prairie	NN
		X	Courlis cendré	CR	VU	VU	X	DOII	1	Un individu observé en vol, se dirigeant vers le sud-ouest	NN
X	X	X	Étourneau sansonnet	VU	LC	LC		DOII	20	Petits groupes présents toute l'année sur le site	Po
X		X	Faucon crécerelle	VU	NT	LC	-	-	2	En chasse au-dessus des parcelles cultivées et de la prairie	Po
X	X		Goéland argenté	VU	NT	NT	X	DOII	5	Vol de transit	NN
	X	X	Grande Aigrette	NA	NT	LC	X	DOI	1	Vol de transit	NN
		X	Hirondelle de fenêtre	NT	NT	LC	-	-	1	Un individu observé en vol à proximité du village	NN
		X	Hirondelle rustique	VU	NT	LC	-	-	3	Quelques individus en recherche de nourriture au-dessus de la prairie	NN
		X	Linotte mélodieuse	VU	VU	LC	-	-	4	Un mâle chanteur et quatre individus au total observés dans la haie	Pr
	X	X	Moineau domestique	NT	LC	LC	-	-	4	Quelques individus présents à proximité du village	Po
X		X	Mouette rieuse	LC	NT	LC	-	DOII	7	Vol de transit	NN
X	X		Pipit farlouse	VU	VU	NT	-	-	5	Quelques individus observés en période hivernale dans la prairie ainsi qu'n migration active en automne	NN

Périodes d'observation			Espèces	Listes rouges en période de nidification			Dét. ZNIEFF	Directive « Oiseaux »	Effectif max contacté dans la zone d'étude	Localisation des observations au sein de la zone d'étude	Statut de nidification *(espèces observées en nidification)*
Hiv.	Mig.	Nidif.		NPDC	France	Europe					
X			Sarcelle d'hiver	CR	VU	LC	X	DOII ; DOIII	2	Deux individus observés en vol au-dessus des zones humides au sud de la zone d'étude en période hivernale	NN
		X	Verdier d'Europe	NT	VU	LC	-	-	1	Un mâle chanteur au sud de la zone d'étude	Pr

Statut Liste rouge (critères IUCN) : Nicheurs → UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France.
Régional : (BEAUDOIN, C. & CAMBERLEIN, P. [coords.], 2017)
Information sur les statuts en périodes migratoires et hivernale : En périodes migratoires et hivernale, l'ensemble des statuts sont rétrogradés d'un rang. Ainsi une espèce avec un statut « VU » en période de nidification on obtient un statut « NT » en migration et pour la période hivernale. De même, une espèce possédant un statut « NT » en période de nidification passe donc en « LC » et n'est plus considérée comme étant une espèce menacée

Directive "Oiseaux" n°79/409/CEE du Conseil du 02/04/79 concernant la conservation des oiseaux sauvage :
OI = Espèces faisant l'objet de mesures de mesures spéciales de conservation en particulier en ce qui concerne leur habitat (ZPS).
OII = Espèces pouvant être chassées.
OIII = Espèces pouvant être commercialisées.

RE	Éteinte	
CR	En danger critique d'extinction	**MENACEE**
EN	En danger	
VU	Vulnérable	
NT	Quasi menacé	
LC	Préoccupation mineure	

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Avifaune patrimoniale – Hivernage

Secteur d'étude
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Oiseau posé
- Grive mauvis
- Pipit farlouse

Oiseau en vol
- Goéland argenté
- Sarcelle d'hiver



0 100 200
Mètres

Réalisation : AUDDICE, juin 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 84 : Carte Avifaune patrimoniale - Hivernage (Auddicé)

Projet de camping sur la commune
de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Avifaune patrimoniale – Migration prénuptiale

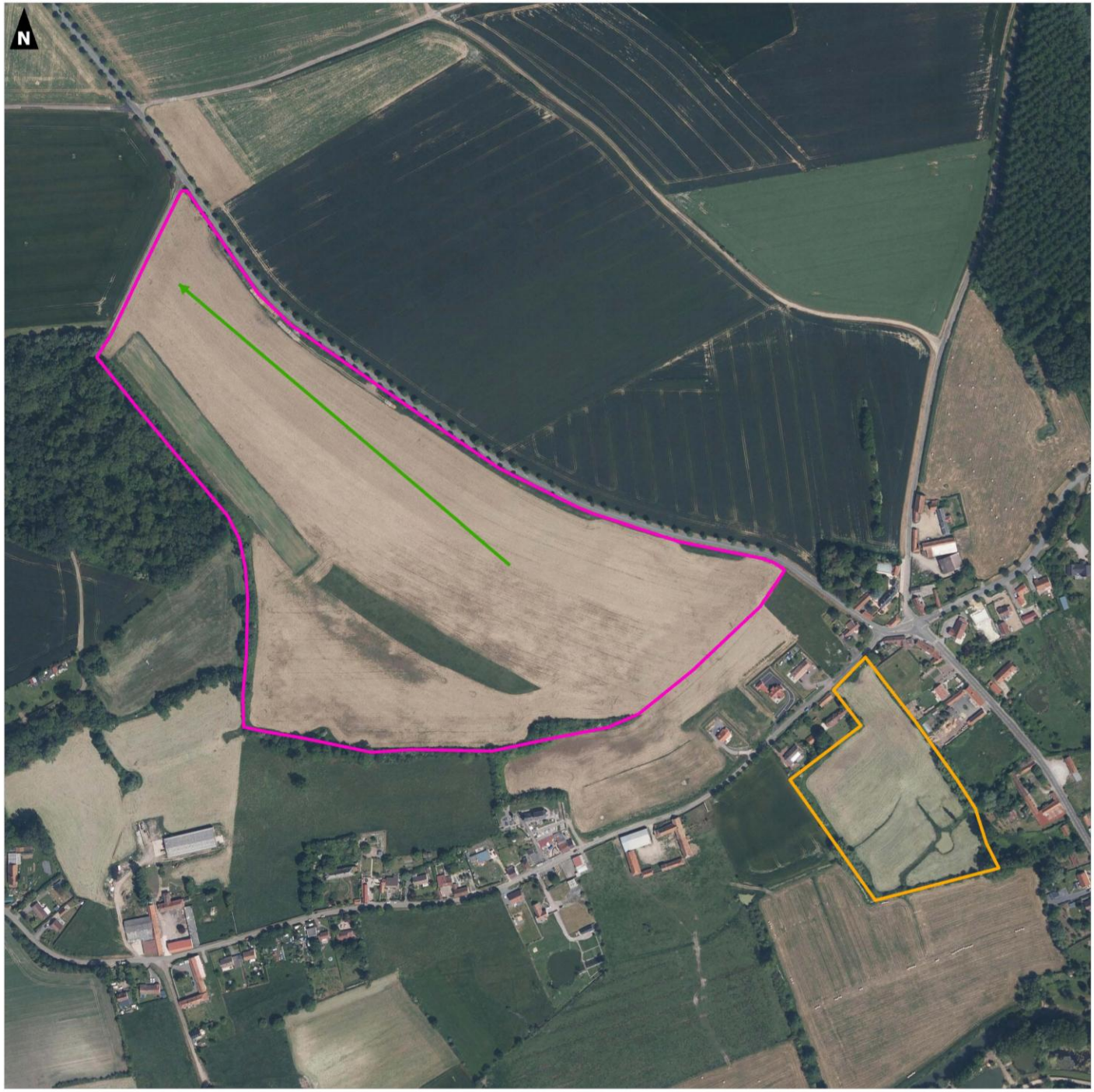
Secteur d'étude

Zone d'étude (camping)

Zone d'étude (station d'épuration)

Oiseau en vol

Goéland argenté



0 100 200

Mètres

Réalisation : AUDDICE, juin 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 85 : Carte Avifaune patrimoniale – Migration prénuptiale (Auddicé)

Projet de camping sur la commune de Colline-Beaumont (62)

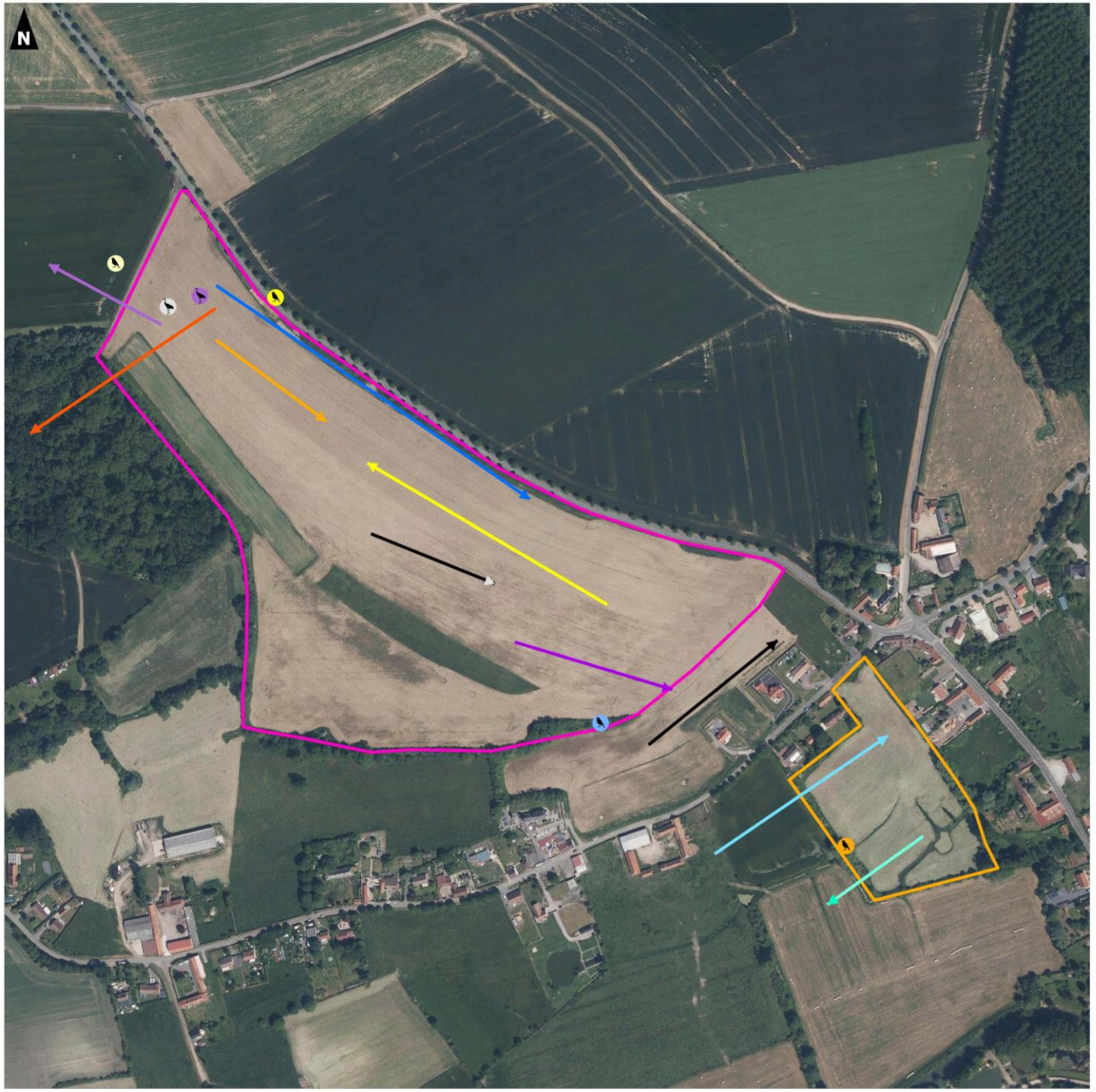
Etude d'impact faune-flore

Avifaune patrimoniale – Nidification

Secteur d'étude
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Oiseau posé
- Alouette des champs
- Bruant jaune
- Cigogne blanche
- Héron garde-boeufs
- Linotte mélodieuse
- Verdier d'Europe

Oiseau en vol
- Aigrette garzette
- Canard colvert
- Chardonneret élégant
- Courlis cendré
- Faucon crécerelle
- Grande aigrette
- Hirondelle de fenêtre
- Hirondelle rustique
- Héron cendré
- Mouette rieuse



Réalisation : AUDDICE, juin 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 86 : Carte Avifaune patrimoniale - Nidification (Auddicé)

Projet de camping sur la commune
de Colline-Beaumont (62)

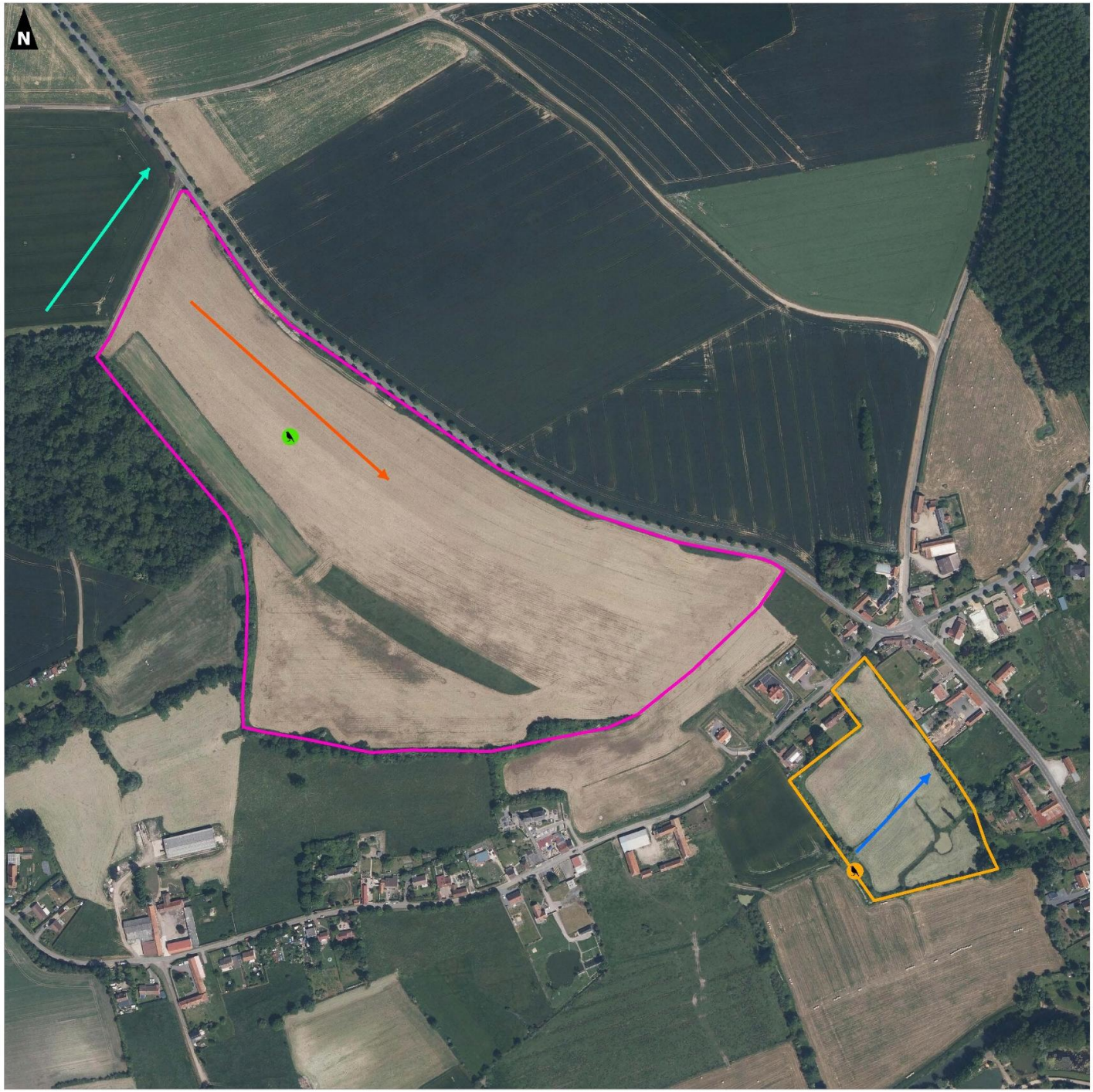
Etude d'impact faune-flore

Avifaune patrimoniale – Migration postnuptiale

Secteur d'étude
- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Oiseau posé
- Pipit farlouse
- Etourneau sansonnet

Oiseau en vol
- Alouette des champs
- Chardonneret élégant
- Grande aigrette



0 100 200
Mètres

Réalisation : AUDDICE, novembre 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 87 : Carte Avifaune patrimoniale – Migration postnuptiale (Auddicé)

Synthèse des enjeux relatifs aux oiseaux

La zone d'étude est peu attractive pour l'avifaune en période de nidification. Cette faible attractivité s'explique par l'homogénéité des milieux à l'échelle globale du site. En effet, la zone d'étude est essentiellement composée de prairies et de zones boisées.

Les enjeux relatifs à l'avifaune concernent la nidification d'espèces patrimoniales comme l'Alouette des champs, le Bruant jaune, le Chardonneret élégant, le Faucon crécerelle, la Linotte mélodieuse ou le Verdier d'Europe.

La zone d'étude sert de zone de chasse pour les rapaces (Buse variable, Faucon crécerelle) et de zone d'alimentation pour les échassiers (Cigognes, Hérons, Aigrettes).

Compte-tenu des résultats des investigations de terrain et du rôle de la zone d'étude, les enjeux avifaunistiques peuvent être qualifiés de faibles sur la zone prairiale et de modérés sur les zones boisées en bordure des parcelles étudiées.

5.3.5.5. Mammifères terrestres

Données bibliographiques

Bases de données

Les bases de données de l'INPN et du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord – Pas-de-Calais (SiRF) ont été consultées pour la commune de **Colline-Beaumont** sur les 10 dernières années (période 2012-2023) et font état de 11 espèces de mammifères terrestres. Elles sont synthétisées dans le tableau suivant :

Figure 88 : Mammifères terrestres cités dans les bases de données pour la commune concernée

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN	DHFF	LRR	LRN	ZNIEFF	EEE
Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)	Chevreuil européen	-	-	-	LC	-	-
Erinaceus europaeus Linnaeus, 1758	Hérisson d'Europe	Art. 2	-	-	LC	-	-
Lepus europaeus Pallas, 1778	Lièvre d'Europe	-	-	-	LC	-	-
Martes foina (Erxleben, 1777)	Fouine	-	-	-	LC	-	-
Meles meles (Linnaeus, 1758)	Blaireau européen	-	-	-	LC	Z1	-
Mustela putorius Linnaeus, 1758	Putois d'Europe	-	DHV	-	NT	-	-
Ondatra zibethicus (Linnaeus, 1766)	Rat musqué	-	-	-	NA[a]	-	Oui
Oryctolagus cuniculus (Linnaeus, 1758)	Lapin de garenne	-	-	-	NT	-	-
Rattus norvegicus (Berkenhout, 1769)	Rat surmulot	-	-	-	NA[a]	-	Oui
Sus scrofa Linnaeus, 1758	Sanglier	-	-	-	LC	-	-
Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)	Renard roux	-	-	-	LC	-	-

SOURCES :
CFR. 2018, Référentiel faunistique : Inventaire de la faune du Nord-Pas-de-Calais : Raretés, protections, menaces et statuts.
LEGIFRANCE. Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. UICN France, MNHN, SFEPM & ONCFS (2017). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Mammifères de France métropolitaine. Paris, France.

LÉGENDE :
Protection : Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection :
Art 2 : espèce dont les individus et les habitats sont protégés
Liste Rouge Nationale (LRN – UICN France, MNHN, SFEPM & ONCFS, 2017) : NA = non applicable car introduit dans la période récente, LC = préoccupation mineure, NT = Quasi-menacé.
DH : Directive « Habitats-Faune-Flore » n° 92/43/CEE du Conseil du 21/05/92 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JOCE du 22/07/1992) :
DHV : annexe V/a => espèces animales d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.
Dét.ZNIEFF (HAUBREUX, MÉZIÈRE, DHELLEMMES & QUEVILLART, 2017) : Oui : espèce déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais ; Non : espèce non déterminante de ZNIEFF en Nord – Pas-de-Calais
EEE : Oui = espèce exotique envahissante

Il s'agit en majorité d'espèces relativement communes. À noter toutefois la mention du Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*), espèce protégée en France au titre de l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Le Putois (*Mustela putorius*) et le Lapin de garenne (*Oryctolagus cuniculus*) sont « quasi-menacés » en France. Ce dernier reste toutefois très commun au niveau local.

Deux espèces exotiques envahissantes ont également été mentionnées : le Rat musqué et le Rat surmulot.

Étude AIRELE – PLU 2014

Les mammifères n'ont pas fait l'objet d'investigations de terrain spécifiques en 2014.

Investigations de terrain

Méthodologie

Les mammifères terrestres sont étudiés simultanément aux inventaires des autres groupes, par observations directes ou analyses des indices de présence (laissées, crottes, traces, dégâts sur la végétation).

Résultats

Au total, 4 espèces de mammifères ont été observées. Elles sont synthétisées dans le tableau suivant :

Figure 89 : Mammifères terrestres observés lors des investigations de terrain

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN	DHFF	LRR	LRN	ZNIEFF	Rareté NPDC	EEE
Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)	Chevreuil européen	-	-	-	LC	-	CC	-
Lepus europaeus Pallas, 1778	Lièvre d'Europe	-	-	-	LC	-	CC	-
Sus scrofa Linnaeus, 1758	Sanglier	-	-	-	LC	-	CC	-
Talpa europaea Linnaeus, 1758	Taupe d'Europe	-	-	-	LC	-	CC	-

Légende			
Rareté régional	**LRN : liste rouge nationale**	**PN : protection nationale**	**DHFF : Directive Habitats Faune Flore**
E : exceptionnel	EX : éteinte au niveau mondial	Arrêté ministériel du 23 Avril 2007 (JORF du 6 mai 2007) fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. Article 2 : espèces, sites de reproduction et des aires de repos des animaux protégés Article 3 : espèces protégées.	Espèces inscrites à l'une des annexes II et/ou IV, de la directive européenne «habitats-faune-flore» (DH): 92/43/CEE (JOCE 22/07/1992 dernière modification 20/12/2006). II : Annexe 2 de la directive 92/43/CEE. Espèces d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de Zones spéciales de conservation. IV : Annexe 4 de la directive 92/43/CEE. Espèces d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte
RR : très rare	EW : éteinte à l'état sauvage		
R : rare	RE : disparue au niveau régional		
AR assez rare	CR : en danger critique		
PC peu commun	EN : En danger		
AC : assez commun	VU : vulnérable		
C : commun	NT : quasi menacée		
CC : très commun	LC : préoccupation mineure		
Z	NA : non applicable		
Espèce déterminante de ZNIEFF	NE : non évalué		
	DD : données insuffisantes		
EEE	Espèce exotique envahissante		

Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale

Les espèces observées sur la zone d'étude sont très communes en région et ne sont pas considérées comme menacées nationalement. Aucune espèce observée n'est légalement protégée.

Synthèse des enjeux relatifs aux mammifères terrestres

Au vu des résultats des inventaires de terrain et des habitats en place, les enjeux relatifs aux mammifères sont considérés comme faibles sur la totalité de la zone d'étude.

5.3.5.6. Chiroptères

Données bibliographiques

Bases de données

Les bases de données de l'INPN et du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord – Pas-de-Calais (SiRF) ont été consultées pour la commune de **Colline-Beaumont** sur les 10 dernières années (période 2012-2023) et ne répertorient aucune espèce de chiroptère pour cette commune.

Étude AIRELE – PLU 2014

Les chiroptères n'ont pas fait l'objet d'investigations de terrain spécifiques en 2014. Néanmoins, il a été souligné que les haies et le boisement en bordure du secteur correspondant à l'emprise du projet camping) sont probablement utilisés comme zones de chasse ou couloirs de déplacement par les chiroptères.

Il en est de même pour les haies délimitant la prairie concernée par le secteur du projet de station d'épuration.

Investigations de terrain

Méthodologie

Les investigations de terrain ont eu lieu au cours de l'été 2023, dans le but de mettre en évidence les fonctionnalités des habitats pour les chiroptères en période de parturition (mise bas) et en recherche alimentaire.

Pour cela, la méthode utilisée a été de placer des enregistreurs automatiques de type SM4BAT en plusieurs points fixes au niveau des secteurs potentiellement les plus intéressants, lors de la nuit du 29 juin 2023. Les enregistreurs ont été calibrés de sorte que les enregistrements démarrent 30 minutes avant le coucher du soleil et s'arrêtent 30 minutes après le lever du soleil.

Afin de compléter cet inventaire, des points d'écoutes actifs nocturnes ont également été réalisés la nuit du 29 juin 2023.

Les inventaires ont été réalisés lorsque les conditions météorologiques étaient favorables à l'activité des chiroptères, c'est-à-dire :

- Température supérieure à 12°C,
- Vitesse de vent moyenne inférieure à 30 km/h
- Absence de précipitation.

Les fichiers d'enregistrements collectés ont été analysés grâce au logiciel d'identification automatique « Sonochiro ». Les identifications ont par la suite été validées par un expert scientifique grâce au logiciel « BatSound » selon la méthode Barataud (2012).

Projet de camping sur la commune
de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

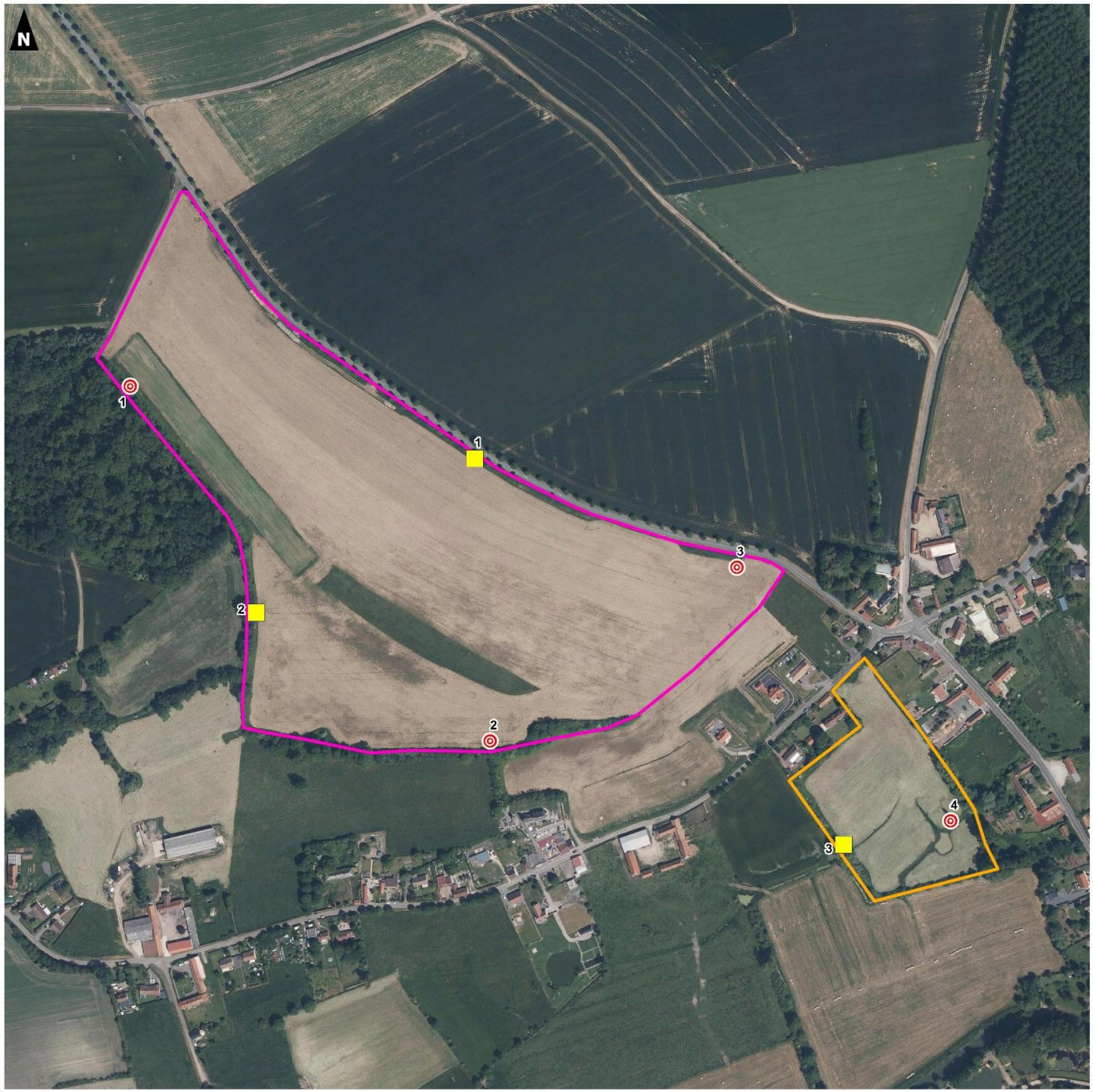
Localisation des points d'enregistrement des chiroptères

Secteur d'étude

- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Type d'inventaire

- Point d'écoute
- SM4
- Numéro du dispositif



0 100 200
Mètres

Réalisation : AUDDICE, novembre 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 90 : Localisation des points d'enregistrement des chiroptères (Auddicé)

Résultats

Espèces présentes

Les investigations de terrain ont mis en évidence la présence de 7 espèces de chauves-souris identifiées de manière certaine sur la zone d'étude. Ces espèces figurent dans le tableau suivant :

Figure 91 : Chiroptères identifiés sur la zone d'étude lors des investigations de terrain

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Rar.	LRN	PN.	ZNIEFF	DHFF
Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)	Sérotine commune	AC	NT	Art 2	-	DHIV
Nyctalus leisleri (Kuhl, 1817)	Noctule de Leisler	R	NT	Art 2	Z1	DHIV
Myotis daubentonii (Kuhl, 1817)	Murin de Daubenton	C	LC	Art 2	-	DHIV
Pipistrellus nathusii (Keyserling & Blasius, 1839)	Pipistrelle de Nathusius	AC	NT	Art 2	-	DHIV
Pipistrellus kuhlii (Kuhl, 1817)	Pipistrelle de Kuhl	-	LC	Art 2	-	DHIV
Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)	Pipistrelle commune	C	NT	Art 2	-	DHIV
Plecotus austriacus (J.B. Fischer, 1829)	Oreillard gris	PC	LC	Art 2	-	DHIV

Légende			
Rar. : Rareté régionale	**LRR : Liste Rouge Régionale** **LRN : Liste Rouge Nationale**	**PN : Protection Nationale**	**DHFF : Directive Habitats Faune Flore**
E : exceptionnel RR : très rare R : rare AR : assez rare PC : peu commun AC : assez commun C : commun CC : très commun	EX : éteinte au niveau mondial EW : éteinte à l'état sauvage RE : disparue au niveau régional CR : en danger critique EN : en danger VU : vulnérable NT : quasi menacée LC : préoccupation mineure NA : non applicable NE : non évalué DD : données insuffisantes	Arrêté ministériel du 23 Avril 2007 (JORF du 6 mai 2007) fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. Article 2 : espèces, sites de reproduction et des aires de repos des animaux protégés. Article 3 : espèces protégées.	Espèces inscrites à l'une des annexes II et/ou IV, de la directive européenne « Habitats-Faune-Flore » (DH) : 92/43/CEE (JOCE 22/07/1992 dernière modification 20/12/2006). II : Annexe 2 Espèces d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de Zones spéciales de conservation. IV : Annexe 4 Espèces d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte : elle concerne les espèces devant être strictement protégées.
ZNIEFF			
Z1 : Espèce déterminante de ZNIEFF			

Points d'écoute

Les résultats obtenus au niveau des points d'écoute figurent dans le tableau ci-dessous :

Figure 92 : Résultats des points d'écoute (en contacts bruts)

Espèce	Point d'écoute				Total
	1	2	3	4	
Pipistrelle commune	3	0	2	12	**17**
Pipistrelle de Nathusius	0	0	0	1	**1**
Sérotine commune	0	0	12	0	**12**
Murin indéterminé	0	0	4	0	**4**
Total	**4**	**0**	**18**	**13**	**34**

Enregistreurs

Les résultats obtenus par les enregistreurs automatiques sont synthétisés sur la figure suivante :

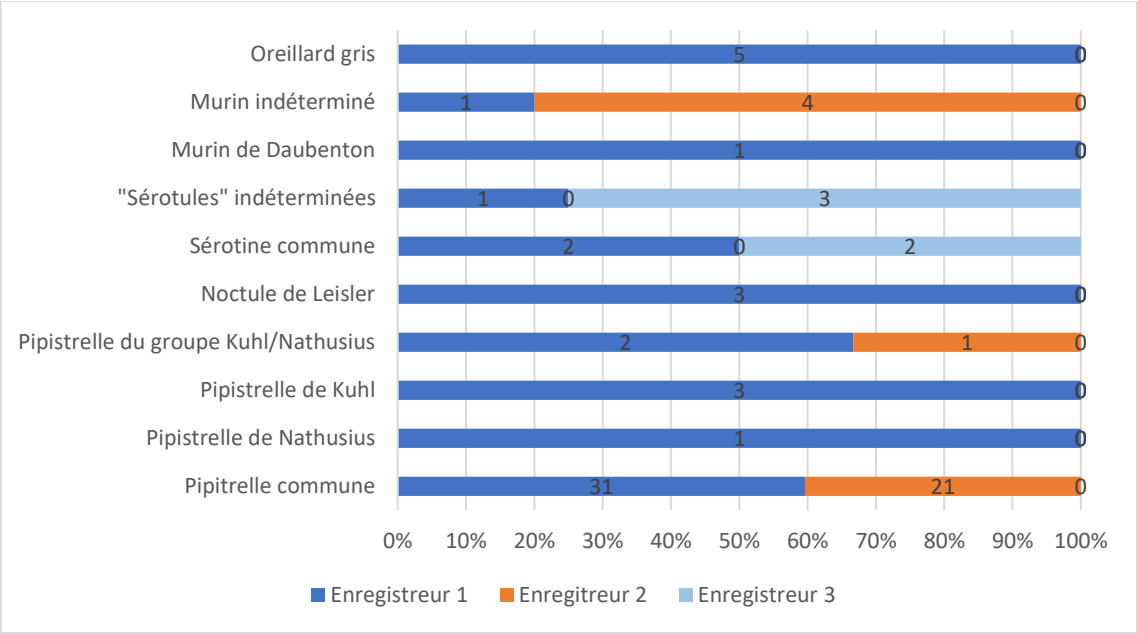


Figure 93 : Distribution du nombre de contacts entre les points d'enregistrement en période de parturition

Les types acoustiques détectés sont très majoritairement ceux de la Pipistrelle commune (17 contacts en points d'écoute et 52 en enregistrement), suivie de la Sérotine commune avec 12 contacts en points d'écoute et 4 en enregistrement.

Ces deux espèces sont observées en chasse et en transit. La Pipistrelle commune est détectée à tous les points d'inventaire sauf au niveau du point d'écoute 2 situé au niveau de la lisière de la haie au Sud de la parcelle concernée par le projet de camping, et de l'enregistreur 3 situé sur la parcelle concernée par la station d'épuration.

La Sérotine commune est active en transit au niveau des points d'enregistrement 1 et 3 et en chasse au niveau du point d'écoute 3.

On retrouve également et dans une moindre mesure d'autres espèces, principalement en transit comme l'Oreillard gris, le Murin de Daubenton, la Noctule de Leisler, la Pipistrelle de Kuhl et la Pipistrelle de Nathusius, au niveau de l'enregistreur 1 au Nord de la parcelle Ouest.

L'activité chiroptérologique la plus marquée se situe au niveau du point d'enregistrement 1 couplé au point d'écoute 3. Ceux-ci correspondent à la friche herbacée mésophile présente le long de la route D143 au nord de la parcelle du camping.

Fonctionnalité du site

La friche herbacée mésophile, située le long de la route D143 au Nord de la parcelle concernée par le camping, attire une quantité importante d'insectes, source unique d'alimentation des chiroptères, expliquant l'activité importante de chasse enregistrée à cet endroit.

Cette friche étant associée à un alignement d'arbres, elle sert également de couloir de transit pour les chiroptères. En effet, certaines espèces ont été détectées uniquement à cet endroit, en transit : c'est le cas de l'Oreillard gris, du Murin de Daubenton, de la Noctule de Leisler, de la Pipistrelle de Nathusius et de la Pipistrelle de Kuhl.

On retrouve également une faible activité de chasse et de transit de Pipistrelle commune et de transit de Sérotine commune et de Pipistrelle de Nathusius, au niveau de la parcelle concernée par la station d'épuration. Il en est

de même pour la totalité de la lisière de la haie et du boisement de la parcelle du camping, où une assez faible activité est détectée avec un peu de chasse et de transit pour la Pipistrelle commune, et du transit pour quelques Murins indéterminés et Pipistrelles du groupe Kuhl/Nathusius.

Enfin, des arbres à cavités ont été identifiés pendant les inventaires. Ceux-ci sont matérialisés sur la carte suivante.



Figure 94 : Arbres à cavités potentielles

Les inventaires n'ont pas permis d'identifier de gîtes de chiroptères dans ces arbres, cependant au vu des importantes cavités présentes, celles-ci restent potentielles pour ces espèces.

Projet de camping sur la commune
de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

Localisation des arbres à cavités potentielles

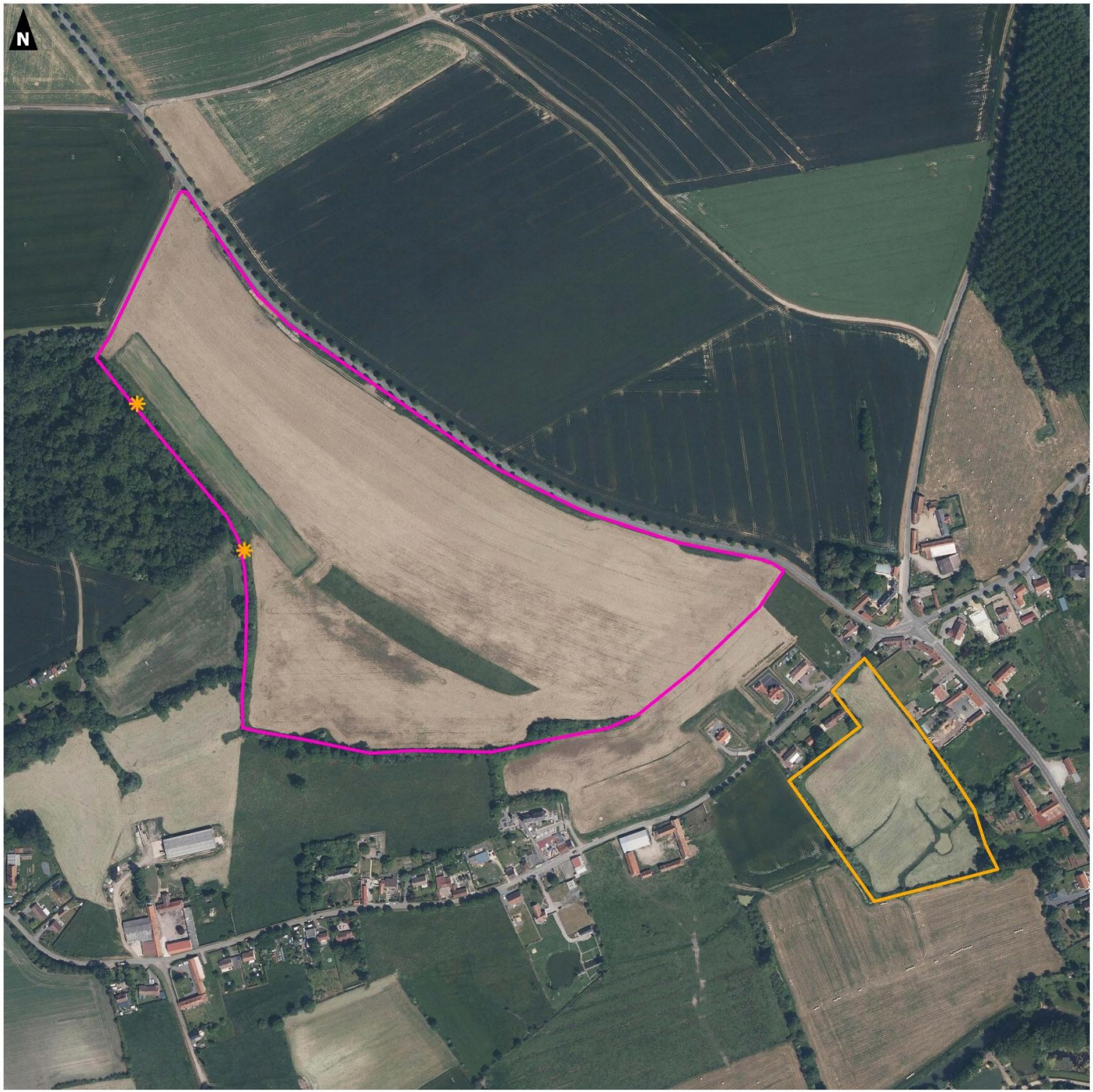
Secteur d'étude

Zone d'étude (camping)

Zone d'étude (station d'épuration)

Arbre

Arbre à cavité potentielle



Réalisation : AUDDICE, novembre 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 95 : Arbres à cavités potentielles (Auddicé)

Bioévaluation patrimoniale et interprétation légale

Tous les chiroptères sont concernés par l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection.

Quatre espèces contactées sont « quasi-menacées » à l'échelle nationale :

- La Sérotine commune *(Eptesicus serotinus)*,
- La Noctule de Leisler (*Nyctalus leisleri*) -également déterminante de ZNIEFF en Nord-Pas-de-Calais-,
- La Pipistrelle commune *(Pipistrellus pipistrellus),*
- La Pipistrelle de Nathusius *(Pipistrellus nathusii).*

Synthèse des enjeux relatifs aux chiroptères

D'après les résultats des inventaires, les principaux enjeux pour les chiroptères se situent au niveau de la friche herbacée mésophile le long de la route D143 bordant le Nord-Est de la parcelle concernée par le projet de camping.

En effet, cette friche attire une quantité importante d'insectes, permettant donc la fonction d'alimentation pour les chiroptères. Étant associée à un alignement d'arbres, elle permet également la fonction de transit pour ces espèces. Les enjeux y sont donc qualifiés de modérés.

Les enjeux sont qualifiés de faibles pour le reste des habitats des deux parcelles.

À noter cependant que des arbres à cavités ont été observés un niveau de la lisière du boisement et de la haie de la parcelle du camping. Même si aucun gîte n'a été détecté lors des inventaires, ces arbres ont un enjeu fort pour les chiroptères de par la potentialité de leurs cavités.

5.3.6. Synthèse générale des enjeux écologiques

5.3.6.1. Méthodologie

La synthèse hiérarchisée des enjeux écologiques de la zone d'étude a été réalisée par l'intermédiaire d'un outil informatique mis au point par Auddicé biodiversité. Les grands principes de cette évaluation sont présentés ci-dessous.

Hiérarchisation des enjeux associés à chaque habitat et à chaque groupe taxonomique

Les enjeux associés à la fonctionnalité écologique, aux habitats, à la flore et à chacun des groupes faunistiques étudiés ont été évalués de manière indépendante les uns des autres.

Cette évaluation se fait selon plusieurs critères (présence d'espèces patrimoniales et/ou protégées, fonctionnalité de l'habitat…), à l'aide d'une grille permettant de guider l'évaluation de manière objective et argumentée. Les critères utilisés varient selon les groupes, afin de prendre en compte les paramètres les plus pertinents en fonction des spécificités biologiques et écologiques de chacun. Les enjeux sont définis et hiérarchisés indépendamment des impacts potentiels d'un éventuel projet.

Cette grille permet d'attribuer pour chaque groupe taxonomique et pour chaque entité d'habitat naturel et semi-naturel constituant le site, un niveau d'enjeu (très faible, faible, modéré, fort ou très fort).

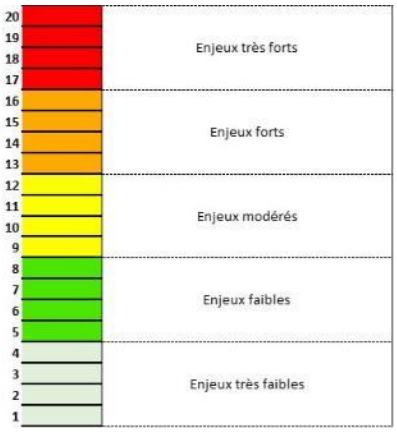


Figure 96 : Graduation des différents niveaux d'enjeux

3.5.1.2 Synthèse et additionnalité des enjeux

L'outil permet l'élaboration de cartes de synthèse par groupe taxonomique et d'un diagramme radar présentant les enjeux par groupe. D'autre part, la synthèse globale des enjeux écologiques est obtenue par la superposition des enjeux de chaque groupe taxonomique pour chaque entité d'habitat de la zone d'étude, selon le principe d'additionnalité des enjeux :

- Lorsqu'une zone cumule des enjeux forts pour au moins deux groupes taxonomiques, le niveau d'enjeu devient très fort,
- Lorsqu'une zone cumule des enjeux modérés pour au moins trois groupes taxonomiques, le niveau d'enjeu devient fort,
- Dans tous les autres cas, le niveau d'enjeu retenu est l'enjeu le plus élevé.

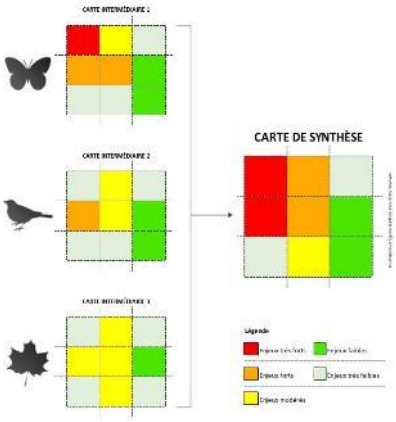


Figure 97 : Exemple simplifié de synthèse des enjeux

5.3.6.2. Résultats

La synthèse générale des enjeux écologiques est présentée dans un tableau suivant :

Figure 98 : Synthèse des enjeux par habitat identifié

Habitats identifiés	Niveau d'enjeu écologique global	Justification
PARCELLE CONCERNÉE PAR LE CAMPING		
Chênaie-charmaie	FORT	Cumul d'enjeux modérés pour les oiseaux nicheurs, les amphibiens et les chiroptères
Arbres à cavité	FORT	Enjeux forts pour les chiroptères (présence de cavités : gîtes potentiels)
Friche herbacée mésophile (parcelle du camping)	MODÉRÉ	Enjeux modérés pour les chiroptères (zone de chasse et de déplacement)
Alignement d'arbres	MODÉRÉ	Enjeux modérés pour les chiroptères (zone de chasse et de déplacement)
Dépression mésohygrophile	MODÉRÉ	Enjeux modérés pour la flore
Friche arbustive à arborée	MODÉRÉ	Enjeux modérés pour les oiseaux (nicheurs notamment)
Haie continue diversifiée	MODÉRÉ	Enjeux modérés pour les oiseaux (nicheurs notamment)
Prairie semée peu diversifiée	FAIBLE	Enjeux faibles pour l'ensemble des groupes
Zone défrichée	FAIBLE	Enjeux faibles pour l'ensemble des groupes
PARCELLE CONCERNÉE PAR LA STATION D'EPURATION		
Mare permanente avec végétation aquatique	TRÈS FORT	Cumul d'enjeux forts pour les habitats, la flore, les insectes, les amphibiens
Fossé permanent avec végétation hygrophile	TRÈS FORT	Cumul d'enjeux forts pour les insectes et les amphibiens
Formation rivulaire de Joncs	TRÈS FORT	Cumul d'enjeux forts pour les insectes et les amphibiens
Haie continue diversifiée	FORT	Enjeux forts pour les amphibiens (habitats d'estivage / hivernage) et modérés pour les oiseaux
Alignement de Saules têtards	FORT	Enjeux forts pour les amphibiens (habitats d'estivage / hivernage)
Muret de pierre	FORT	Enjeux forts pour les reptiles (présence du Lézard des murailles)
Prairie de fauche hygrophile	MODÉRÉ	Enjeux modérés pour les habitats et les insectes
Prairie semée peu diversifiée	FAIBLE	Enjeux faibles pour l'ensemble des groupes
Friche herbacée mésophile (parcelle de la station d'épuration)	FAIBLE	Enjeux faibles pour l'ensemble des groupes
Fossé saisonnier	FAIBLE	Enjeux faibles pour l'ensemble des groupes

Les enjeux écologiques sont également représentés sur la carte page suivante.

Au niveau de la parcelle concernée par le camping, les enjeux forts se concentrent au niveau de la lisière du boisement en limite de la parcelle, qui présente un cumul d'enjeux modérés pour les oiseaux, les amphibiens et les chiroptères. Cette lisière comporte également 2 arbres à cavités potentiellement favorables aux chiroptères, également d'enjeux forts.

D'autres habitats en périphérie de la parcelle sont d'enjeux modérés : la friche herbacée mésophile associé à l'alignement d'arbres (zone de chasse et de déplacement des chiroptères), les haies continues diversifiées (enjeux modérés pour les oiseaux nicheurs), la friche arbustive à arborée (enjeux modérés pour les oiseaux nicheurs également) et la petite dépression mésohygrophile comportant la Ratoncule naine -*Myosurus minimus*-, espèce végétale patrimoniale mais non protégée.

Les autres habitats, en particulier la prairie, sont quant à eux d'enjeux faibles.

Au niveau de la parcelle concernée par la station d'épuration, la partie basse regroupe la majorité des enjeux, avec des enjeux très forts au niveau de la mare (incluant la formation rivulaire de joncs) et du fossé permanent (cumul d'enjeux forts pour les amphibiens et les insectes notamment). Les végétations ligneuses à proximité de ces habitats aquatiques, à savoir les 2 alignements de saules têtards et les haies sont également d'enjeux forts (car habitats possibles d'estivage / hivernage des amphibiens, notamment de la Rainette verte).

Le muret limitant la parcelle au Nord est également d'enjeux forts en raison de la présence du Lézard des murailles, reptile protégé dont les habitats sont également protégés.

La prairie de fauche hygrophile est quant à elle d'enjeux modérés (pour les habitats et les insectes). Les autres habitats sont d'enjeux faibles.

Projet de camping sur la commune
de Colline-Beaumont (62)

Etude d'impact faune-flore

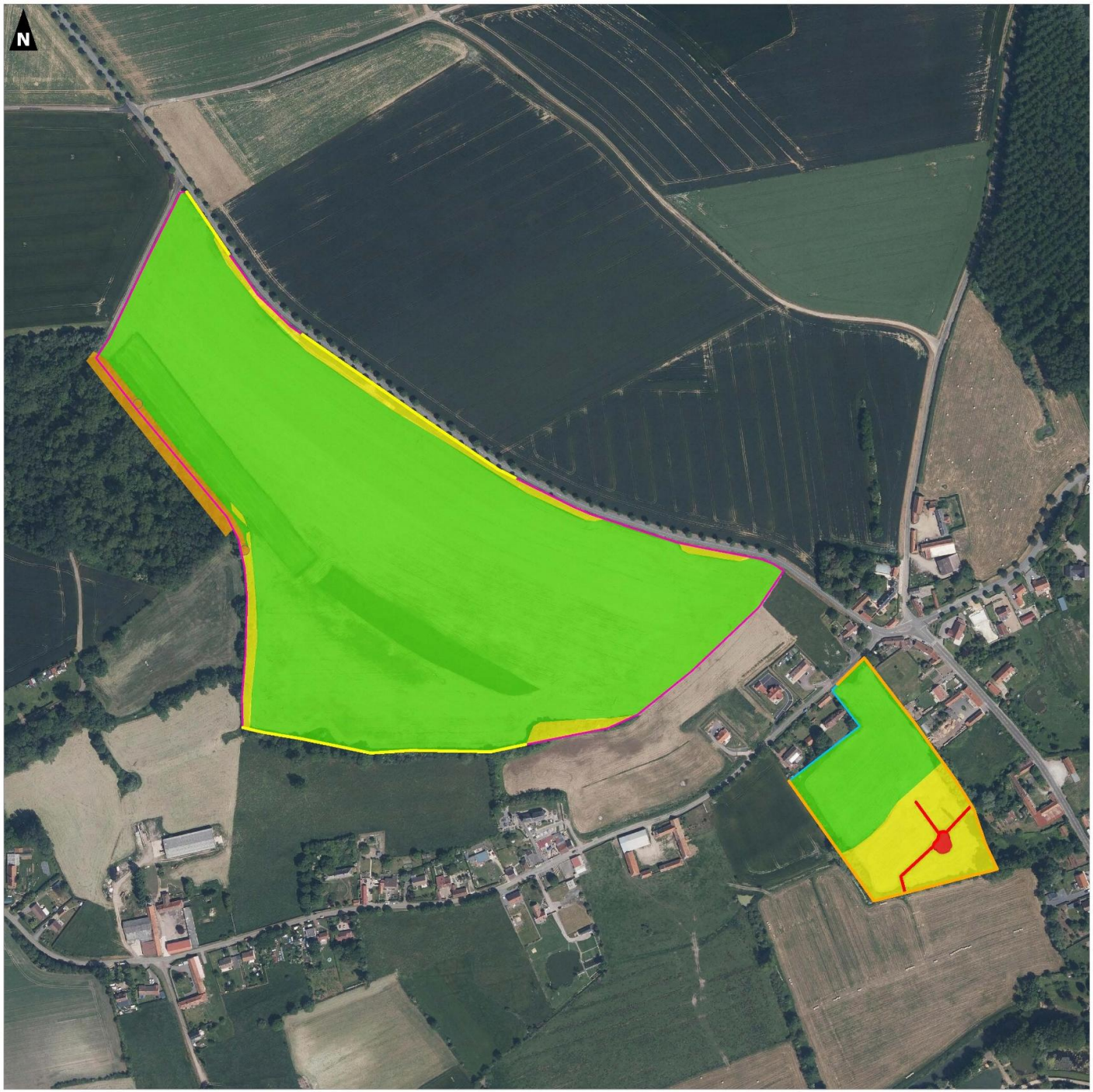
Synthèse des enjeux écologiques

Secteur d'étude

- Zone d'étude (camping)
- Zone d'étude (station d'épuration)

Enjeux

- Très faibles
- Faibles
- Modérés
- Forts
- Très forts



0 100 200

Mètres

auddicé

Réalisation : AUDDICE, décembre 2023
Sources de fond de carte : IGN ORTHO 2021
Sources de données : SA AUTHIE TOURISME - AUDDICE, 2023

Figure 99 : Synthèse des enjeux écologiques (Auddicé)

5.4. Santé, risques et pollutions

5.4.1. Qualité de l'air

5.4.1.1. Outils réglementaires

Le **Plan Régional pour la Qualité de l'Air du Nord-Pas-de-Calais (PRQA)** donne des orientations générales permettant de prévenir, de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. Le contenu et les modalités d'élaboration du plan sont définis par la loi sur l'air et son décret d'application n° 98-362 du 6 mai 1998 relatif aux plans régionaux pour la qualité de l'air.

Il comprend :

- Une évaluation de la qualité de l'air dans la région et de son évolution prévisible,
- Une évaluation de l'impact de la qualité de l'air sur la santé et l'environnement naturel et historique,
- Un inventaire des émissions des substances polluantes définies par la loi sur l'air et une estimation de leur évolution,
- Une présentation des organismes qui contribuent dans la région à la connaissance de la qualité de l'air et de son impact sur l'Homme et l'environnement.

Ces orientations sont divisées en trois grands thèmes :

- Accroître les connaissances,
- Réduire les pollutions,
- Améliorer la prise de conscience sur la qualité de l'air et la maîtrise de l'énergie.

Pour chacune des orientations développées, le plan propose une liste de mesures à mettre en place pour aller dans ce sens.

Le **Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA)**, réalisé par Atmo Hauts-de-France pour la période 2017-2021 définit les actions à réaliser pour s'ajuster aux exigences réglementaires en matière d'émissions de polluants. Décliné à partir du programme national (PNSQA), le PRSQA comporte 5 axes :

- adapter l'observatoire aux nouveaux enjeux,
- accompagner les acteurs dans l'action en faveur de la qualité de l'air,
- communiquer pour agir,
- se donner les moyens de l'anticipation,
- assurer la réussite du PRSQA.

Le **Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA),** approuvé par arrêté inter préfectoral le 27 mars 2014, prévoit une série de mesures équilibrées visant à réduire les émissions des sources fixes et mobiles de pollution atmosphérique (véhicules, installations de chauffage et de production d'électricité, installations classées pour la protection de l'Environnement, avions…).

5.4.1.2. Définition des risques et des seuils d'exposition

La pollution atmosphérique exerce des effets sur la santé mais aussi sur notre environnement global : actions sur les végétaux, interactions avec les différents domaines de l'environnement, changements climatiques et altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement.

Le plus souvent la pollution chimique altère la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

De manière globale, la pollution chimique sensibilise et peut rendre l'appareil respiratoire de sujets fragilisés plus vulnérables à d'autres affections.

L'exposition d'un individu à un polluant se définit comme un contact entre le polluant et un revêtement du sujet tel que la peau – les tissus de l'appareil respiratoire – l'œil ou le tube digestif.

Le niveau d'exposition d'un individu à un polluant est le produit de la concentration en polluant auquel l'individu a été exposé par le temps pendant lequel il a été exposé.

Les recommandations établies pour chacun des polluants par l'Organisation Mondiale de la Santé ont été reprises par la législation française (décret N°98-360). Elles déterminent des moyennes annuelles – journalières et horaires à ne pas dépasser.

Au sens de la loi sur l'air et de l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996, on entend par objectifs de qualité « un niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou pour l'environnement, à atteindre dans une période donnée ».

On définit deux types de seuils :

- De recommandation et d'information : lorsque les niveaux de pollution atteignent le seuil défini pour le polluant cité, un message d'information est automatiquement transmis aux pouvoirs publics – médias – industriels – professionnels de la santé…
- D'alerte : lorsque le phénomène de pollution s'accentue, le Préfet peut prendre des mesures vis-à-vis des automobilistes et des industriels : limiter la vitesse maximum sur les routes – réduire les rejets polluants des entreprises…

Le seuil d'alerte correspond à des concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement à partir duquel des mesures d'urgence doivent être prises.

La mise en application de la loi sur l'air est à l'origine principalement formulée dans le décret du 6 mai 1998 ainsi que dans l'arrêté ministériel du 17 août 1998. Cette réglementation est amenée à évoluer régulièrement en fonction des nouvelles directives européennes ou politiques nationales. Actuellement, la réglementation française à prendre en compte pour la surveillance de la qualité de l'air est constituée par **le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010** portant transposition de la directive européenne n°2008/50/CE.

Polluant	Normes en 2018				
	Valeur limite	Valeur cible	Objectif de qualité / Objectif à long terme	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte
Dioxyde de soufre (SO_2)	**125 µg/m³** en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an **350 µg/m³** en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 heures/an		**50 µg/m³** en moyenne annuelle	**300 µg/m³** en moyenne horaire	**500 µg/m³** en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
Dioxyde d'azote (NO_2)	**40 µg/m³** en moyenne annuelle **200 µg/m³** en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures/an			**200 µg/m³** en moyenne horaire	**400 µg/m³** en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives ou **200 µg/m³** en moyenne horaire si déclenché la veille, le jour même et prévu pour demain
Ozone (O_3)		Protection de la santé **120 µg/m³** en moyenne sur 8 heures glissantes à ne pas dépasser plus de 25 jours/an (moyenne calculée sur 3 ans) Protection de la végétation **18 000 µg/m³.h** pour l'AOT40** (moyenne calculée sur 5 ans)	Protection de la santé **120 µg/m³** en moyenne sur 8 heures glissantes Protection de la végétation **6 000 µg/m³.h** pour l'AOT40**	**180 µg/m³** en moyenne horaire	Seuil 1 : **240 µg/m³** en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 2 : **300 µg/m³** en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 3 : **360 µg/m³** en moyenne horaire Sur persistance : **180 µg/m³** en moyenne horaire prévu pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM10)	**40 µg/m³** en moyenne annuelle **50 µg/m³** en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours/an		**30 µg/m³** en moyenne annuelle	**50 µg/m³** en moyenne journalière	**80 µg/m³** en moyenne journalière Sur persistance : 50 µg/m³ en moyenne journalière prévue pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM2,5)	**25 µg/m³** en moyenne annuelle	**20 µg/m³** en moyenne annuelle	**10 µg/m³** en moyenne annuelle		
Monoxyde de carbone (CO)	**10 mg/m³** en moyenne sur 8 heures glissantes				
Benzène (C_6H_6)	**5 µg/m³** en moyenne annuelle		**2 µg/m³** en moyenne annuelle		
Plomb (Pb)	**0,5 µg/m³** en moyenne annuelle		**0,25 µg/m³** en moyenne annuelle		
Arsenic (As)		**6 ng/m³** en moyenne annuelle			
Cadmium (Cd)		**5 ng/m³** en moyenne annuelle			
Nickel (Ni)		**20 ng/m³** en moyenne annuelle			
Benzo(a)pyrène ($C_{20}H_{12}$)		**1 ng/m³** en moyenne annuelle			

Source : Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air et Arrêté du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant

**AOT40 (exprimé en µg/m³ par heure) signifie la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (= 40 parties par milliard) et 80 µg/m³ durant une période donnée en utilisant uniquement les valeurs sur une heure, mesurées quotidiennement entre 8h00 et 20h00.

5.4.1.3. Polluants atmosphériques

Les oxydes d'azote (NOx) :

Le monoxyde et le dioxyde d'azote (respectivement NO et NO2) proviennent surtout des combustions émanant des véhicules et des centrales énergétiques. Le monoxyde d'azote se transforme en dioxyde d'azote au contact de l'oxygène de l'air. Les oxydes d'azote font l'objet d'une surveillance attentive dans les centres urbains où leur concentration dans l'air présente une tendance à la hausse compte tenu de l'augmentation forte du parc automobile.

Les oxydes d'azote interviennent dans le processus de formation d'ozone dans la basse atmosphère. Ils contribuent également au phénomène des pluies acides.

L'ozone (O3) :

Il résulte de la transformation chimique de certains polluants (oxyde d'azote et composés organovolatiles notamment) dans l'atmosphère en présence de rayonnement ultraviolet solaire. C'est un gaz irritant. Il contribue à l'effet de serre et à des actions sur les végétaux (baisse de rendement, nécrose…).

Le dioxyde de soufre (SO2) :

Il provient de la combustion de combustibles fossiles contenant du soufre (fiouls lourd, charbon, gasoil…). Il s'agit également d'un gaz irritant. En présence d'humidité, il forme des composés sulfuriques qui contribuent aux pluies acides et à la dégradation de la pierre des constructions.

Les poussières en suspension (Ps) :

Elles constituent un complexe de substances organiques ou minérales. Elles peuvent être d'origine naturelle (volcans, érosion, pollens…) ou anthropique (combustion par les véhicules, les industries ou le chauffage, incinération…). On distingue les particules « fines » ou poussières en suspension provenant des effluents de combustion (diesels) ou de vapeurs industrielles condensées, et les « grosses » particules ou poussières sédimentaires provenant des ré-envols sur les chaussées ou d'autres industriels (stockages des minerais ou de matériaux sous forme particulaire).

Les particules les plus fines peuvent transporter des composés toxiques dans les voies respiratoires inférieures (sulfates, métaux lourds, hydrocarbures…). Elles accentuent ainsi les effets des polluants naturels (comme les pollens) et chimiques acides, comme le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote.

5.4.1.4. Données locales

Les polluants mesurés dans la station sont l'ozone, particules PM2.5 et particules PM10. Les données proviennent des stations de Campagne-lès-Boulonnais et d'Outreau.

Les graphiques qui suivent présentent les résultats pour chaque polluant (moyenne mensuelle entre janvier 2019 et décembre 2020 afin d'éviter la variable due à la crise sanitaire).

- **Monoxyde d'azote**

La moyenne mensuelle minimale de 2019 est de 0,2 µg/m³ (mars 2019) et maximale de 1,5 µg/m³ (octobre et juillet 2019). La moyenne sur 1 an est de 1,18 µg/m³. Sachant qu'il n'y a pas de valeur limite ni d'objectif de qualité pour le monoxyde d'azote.

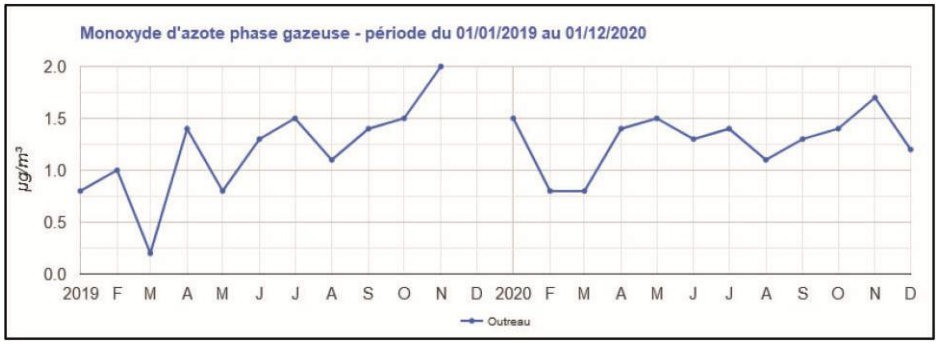


Figure 100 : Monoxyde d'azote à la station d'Outreau (2019)

- **Dioxyde d'azote**

Les oxydes d'azote proviennent des émissions de véhicules diesels, de combustibles fossiles et de l'agriculture. Les seuils de pollution de dioxyde sont respectés en Zone Rurale. Les concentrations annuelles en polluant sont en baisse depuis 2000, certaines années telle que l'année 2010 voit une recrudescence des valeurs de pollution.

La valeur limite pour le dioxyde d'azote est de 10,13 µg/m³ (moyenne annuelle 2019). Les valeurs observées au niveau de la station sont inférieures à cette valeur. La moyenne mensuelle minimale est de 6,6 µg/m³ (octobre 2019) et maximale de 11,8 µg/m³ (janvier 2019).

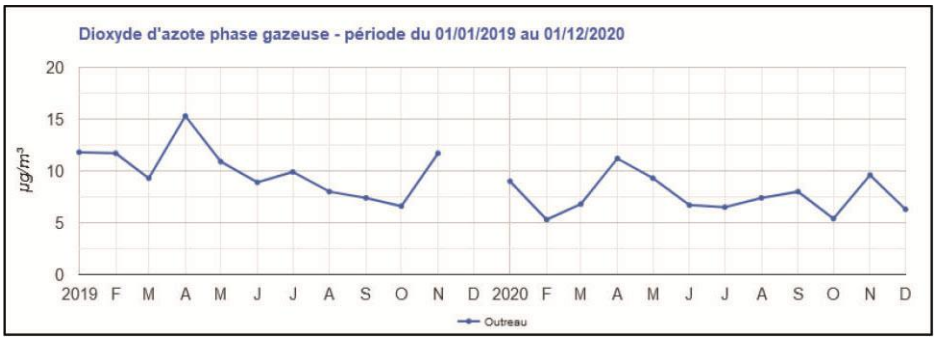


Figure 101 : Dioxyde d'azote à la station d'Outreau (2019)

- **Ozone**

L'ozone est un gaz naturellement présent dans l'atmosphère, il permet le maintien de la température de la planète. Néanmoins en grande quantité celui-ci devient néfaste, il est responsable du réchauffement climatique.

Ce gaz a des effets néfastes pour la santé humaine, il irrite les muqueuses et peut provoquer des encombrements des bronches (asthme) ou des irritations des yeux.

Ce gaz est produit par les activités humaines : centrales thermiques, les industries…

Il n'y a pas de valeur limite pour l'ozone. Cependant, un objectif de qualité pour la protection de la santé humaine est fixé à 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes. Les valeurs observées au niveau de la station sont inférieures à cette valeur. La moyenne mesurée sur 2019 est de 55,61 µg/m³. La moyenne mensuelle minimale est de 42,3 µg/m³ (novembre 2019) et maximale de 65,1 µg/m³ (juin 2019).

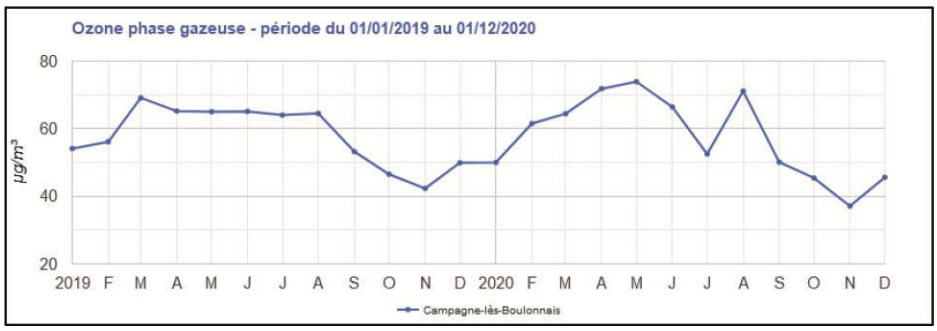


Figure 102 : Ozone à la station de Campagne-lès-Boulonnais (2019)

• Particules (PM10 & PM2.5)

Les particules (Particulate Matter) sont des matières liquides ou solides en suspension dans l'air.

Dans le territoire, elles peuvent être d'origines humaine en large majorité (chauffage notamment au bois, combustion de biomasse à l'air libre, combustion de combustibles fossiles dans les véhicules, et procédés industriels) ou naturelles (érosion éolienne naturelle). Leurs natures chimiques diffèrent fortement selon leurs origines. Elles sont analysées et classées selon leur taille. Ces particules, du fait de leur taille infime s'engouffrent dans le système respiratoire et peuvent provoquer des problèmes importants sur la santé humaine.

Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM10) sont de 40 µg/m³ (moyenne annuelle) et de 50 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an). Les valeurs observées au niveau de la station sont inférieures à ces valeurs.

La moyenne mesurée sur 1 an est de 17,4 µg/m³. La moyenne mensuelle minimale est de 12 µg/m³ (septembre 2019) et maximale de 29,7 µg/m³ (avril 2019).

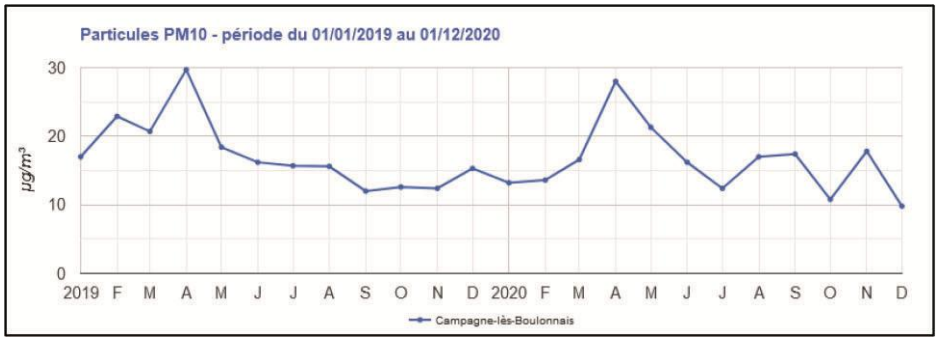


Figure 103 : PM10 à la station de Campagne-lès-Boulonnais (2019)

Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM2.5) sont de 25 µg/m³ (moyenne annuelle). Les valeurs observées au niveau de la station sont inférieures à ces valeurs.

La moyenne mesurée sur 1 an est de 9,5 µg/m³. La moyenne mensuelle minimale est de 4,7 µg/m³ (septembre 2019) et maximale de 21,7 µg/m³ (avril 2019).

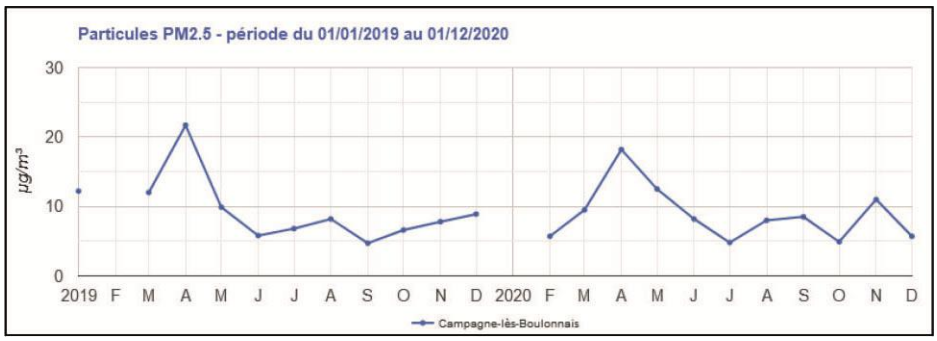


Figure 104 : PM2.5 à la station de Campagne-lès-Boulonnais (2019)

En conclusion, aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs.

5.4.2. Sources de pollution

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) recense les principales sources de pollution dans la région.

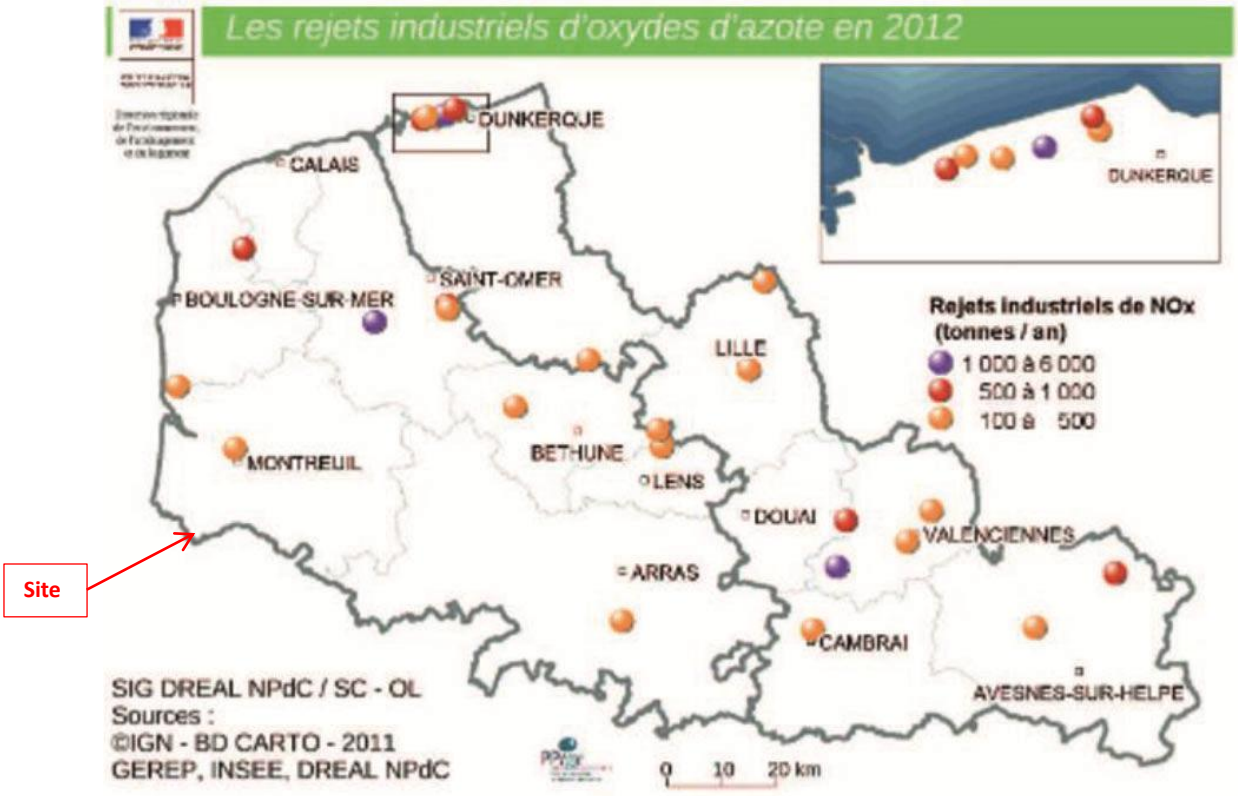


Figure 105 : Les rejets industriels d'oxydes d'azote en 2012 dans le NPDC

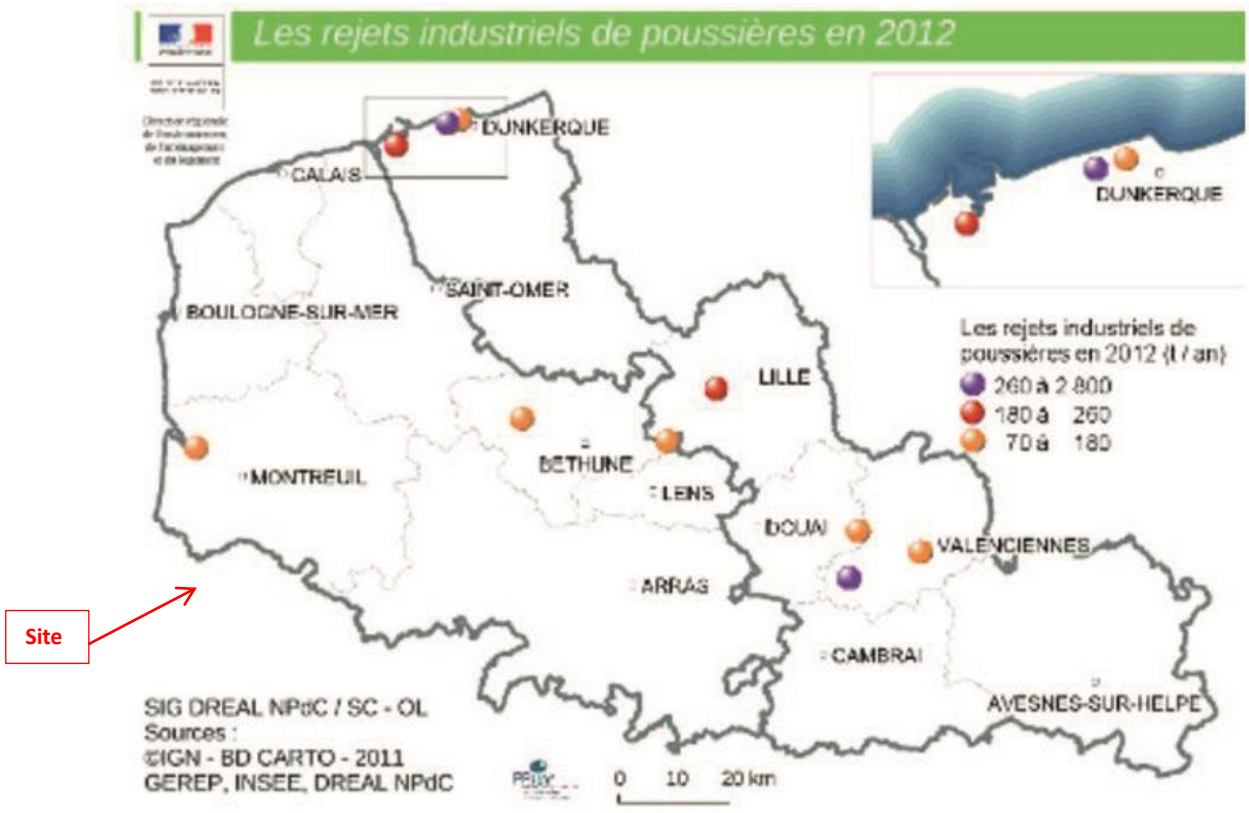


Figure 106 : Les rejets industriels de poussières en 2012 dans le NPDC

Les sources de pollution au sein du territoire sont :

- Les industries,
- Le bâti ancien qui nécessite une consommation plus importante d'énergie en grande partie du fait de la mauvaise isolation,
- Les activités commerciales nombreuses et couteuses en énergie (éclairage des magasins…) et génératrices de déplacements.
- Les voiries à fréquentation importante.

Aucune usine polluante n'est localisée sur le territoire communale.

Enjeux faibles

Les sources de pollutions doivent être limitées, les aménagements favorisant des déplacements doux (à pied ou à vélo) doivent être encouragés.

5.4.3. Ambiance sonore

Le Préfet, par arrêté, procède au classement sonore des infrastructures, après avoir pris l'avis des communes concernées.

Les infrastructures concernées sont :

- Les routes et rues écoulant plus de 5000 véhicules par jour.

• Les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ; les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour.

• Les voies de transports en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour.

• Les infrastructures en projet sont également concernées (dès publication de l'acte d'ouverture d'enquête publique ou inscription en emplacement réservé dans le PLUi ou institution d'un projet d'intérêt général).

Le classement a pour effet de définir des secteurs affectés par le bruit et d'y affecter des **normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée**.



Le classement aboutit à la détermination du secteur de part et d'autre de la voir, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire.

Les secteurs affectés par le bruit par catégorie sont les suivants :

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5
Largeur affectée par le bruit	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m

Définition des catégories sonores des infrastructures

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m
(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.			

Les communes du territoire Sud-Opalien sont concernées par diverses infrastructures de transport génératrices de nuisances sonores. Colline-Beaumont en fait partie. En effet, elle est concernée par les nuisances sonores liées à l'autoroute A16 (catégorie 1) ainsi qu'à celles liées à la voie ferrée Longueau-Boulogne-ville (catégorie 2).

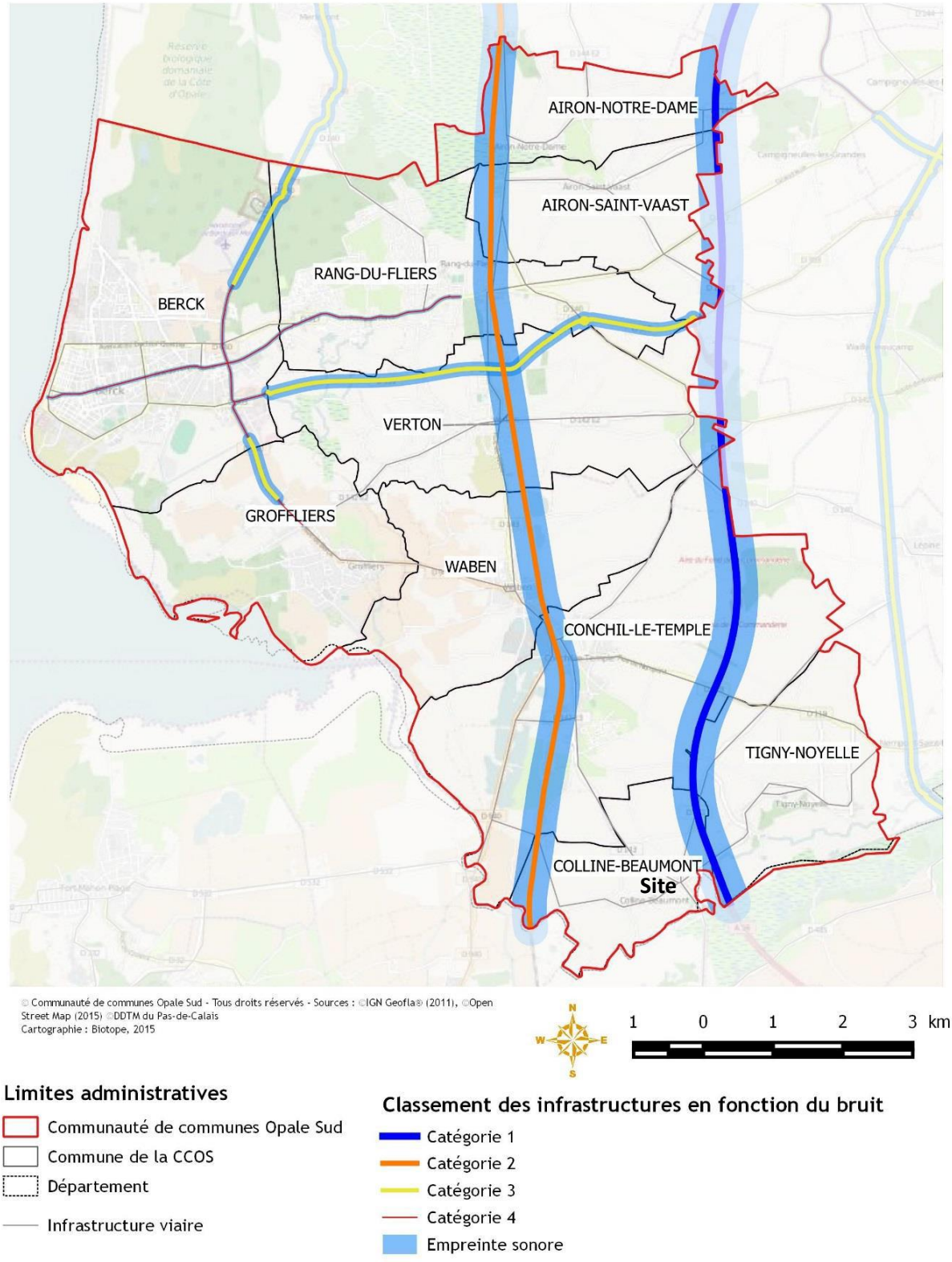


Figure 107 : Classement des infrastructures en fonction du bruit (source : PLUi)

Colline Beaumont est impacté par deux axes terrestres bruyants, à l'ouest une voie ferrée et à l'est l'autoroute A16. L'autoroute A16 se situe à environ 900 mètres du site d'étude.

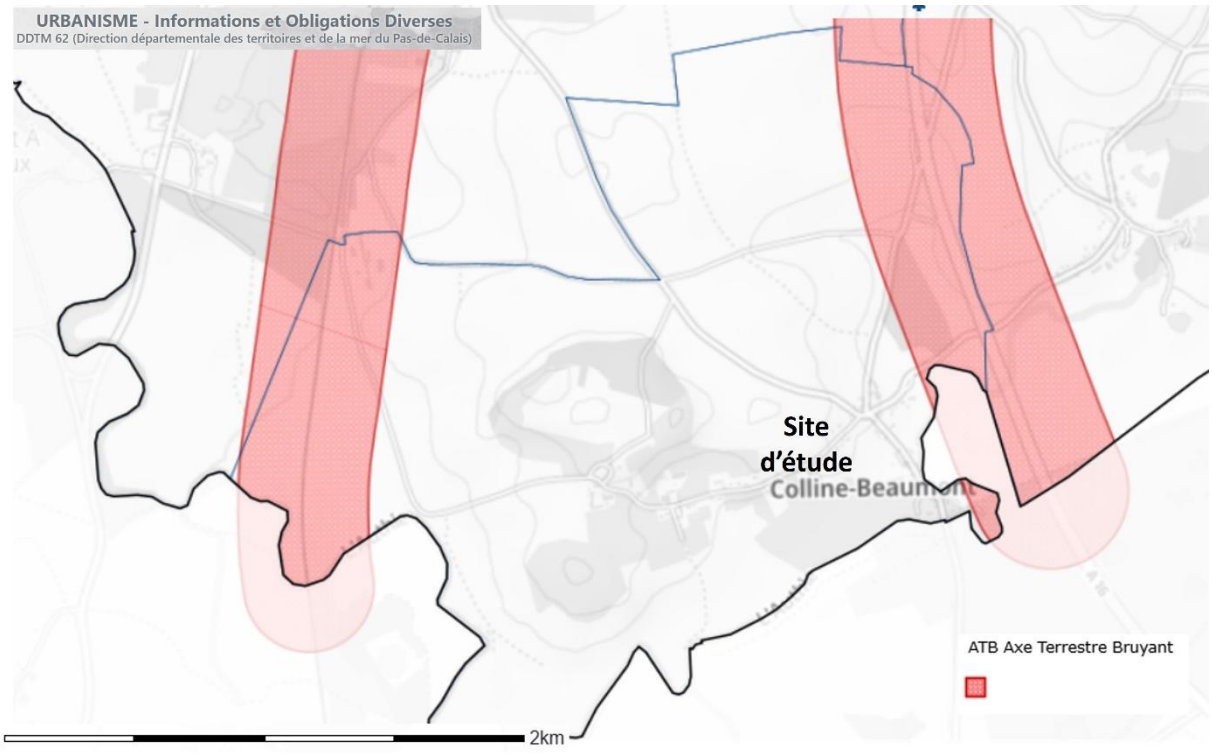
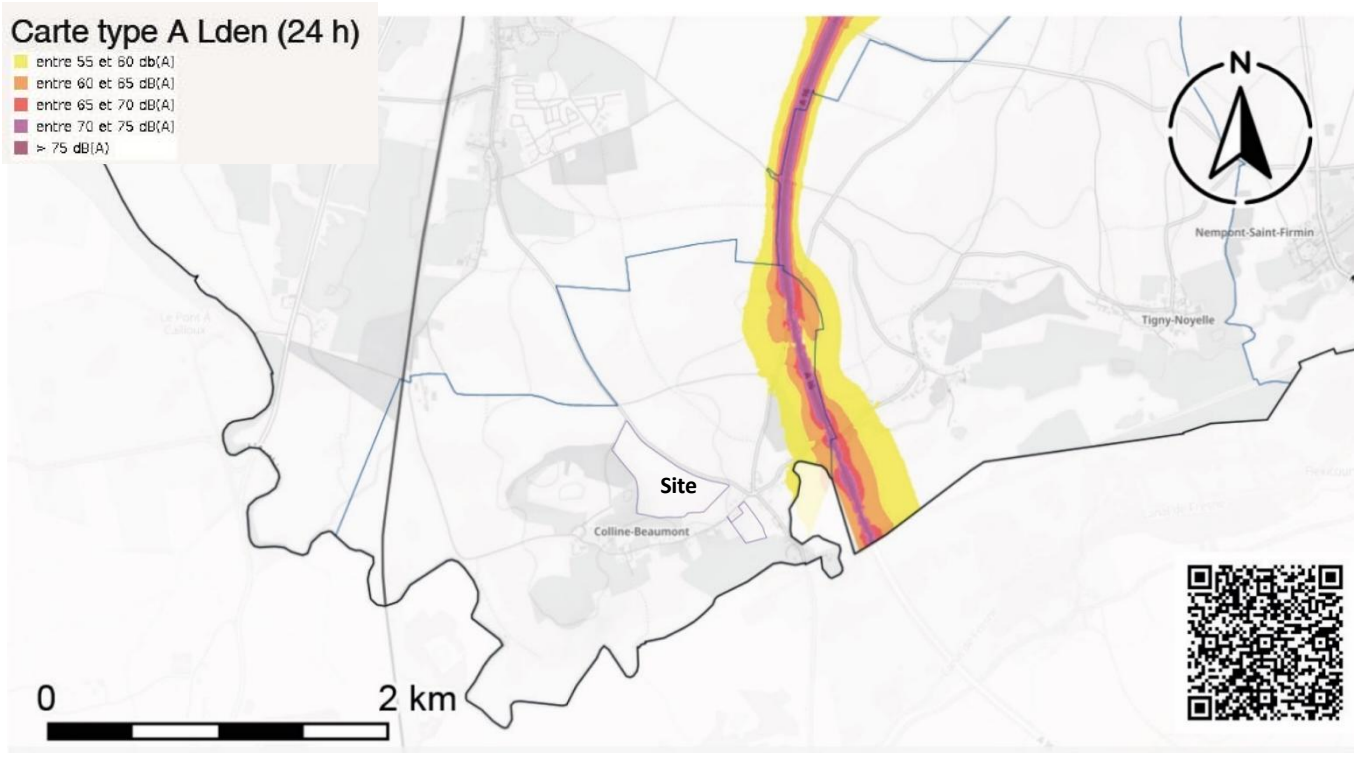


Figure 108 : Carte informations et obligations diverses : axe terrestre bruyant (source : https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=27ce6d9c-e5e1-4273-aefc-79b04eb9d52b)

La carte de type A localise les zones exposées au bruit. L'indice Lden (pour Level day-evening-night) représente le niveau sonore équivalent sur 24h et l'indice Ln le niveau sonore sur une période nocturne située entre 22h et 6h.



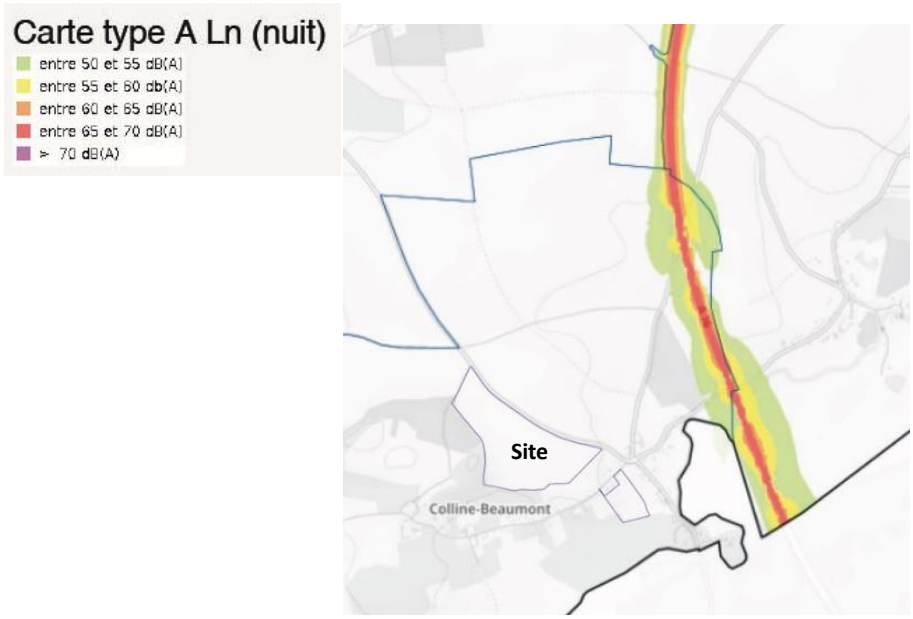


Figure 109 : Zooms sur l'A16 : cartes de bruit stratégique (Source : https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=e097ac4f-a84e-4507-ae7e-5dfe0608c32b)

5.4.4. Synthèse de la qualité de l'air et de l'ambiance sonore

Thème	Diagnostic au niveau du site	Enjeux pour le site
Qualité de l'air	Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs.	**Faible** : Limiter l'émission de gaz polluants lors des travaux et en phase d'exploitation du projet.
Nuisance sonore	Le projet se situe à environ 900m d'une voirie bruyante.	**Faible** : Limiter l'augmentation de circulation induite par le projet.

5.4.5. Risques naturels

Les risques sont à prendre en compte afin d'éviter leur aggravation et de prendre des mesures correctrices si des enjeux sont constatés sur le tracé du projet. De même, le projet ne doit pas être soumis aux risques afin de préserver ses usagers.

Les risques recensés sur le territoire communal sont les suivants :
- Engin de guerre ;
- Mouvements de terrain ;
- Inondation ;
- Zone de sismicité niveau 1 ;
- Transport de matières dangereuses.

5.4.5.1. *Arrêtés de catastrophes naturelles*

À la suite des inondations et des coulées de boue qui se sont produites, la commune est reconnue, par arrêté du 14 novembre 2023, en état de catastrophe naturelle pour inondations et coulées de boue sur la période du 2 au 12 novembre 2023, comme beaucoup d'autres communes du département.

Au total, la commune de Colline-Beaumont est concernée par 8 arrêtés Catnat.

D'après le site Géorisques, une Catnat est une « Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle" ».

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2333648A	Inondations et/ou Coulées de Boue	13/11/2023	28/12/2023
IOME2330533A	Inondations et/ou Coulées de Boue	02/11/2023	15/11/2023
INTE0100513A	Inondations et/ou Coulées de Boue	05/01/2001	26/09/2001
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999
INTE9800515A	Inondations et/ou Coulées de Boue	31/10/1998	13/01/1999
INTE9500103A	Inondations et/ou Coulées de Boue	17/01/1995	24/02/1995
ECOZ900007A	Chocs Mécaniques liés à l'action des Vagues	26/02/1990	12/04/1990
NOR19850111	Inondations et/ou Coulées de Boue	22/11/1984	26/01/1985

Figure 110 : Historique des catastrophes naturelles à Colline-Beaumont (source : Géorisques)

Il est à noter qu'au cours des dernières décennies, le terrain concerné par le projet n'a fait l'objet d'aucun désordre hydraulique.

5.4.5.2. *Risques d'inondation*

Les Zones Inondées Constatées (ZIC)

Dénuée de grand cours d'eau ou de reliefs importants, la région est néanmoins exposée aux inondations. Ces 30 dernières années, deux tiers des communes du Nord-Pas-de-Calais ont fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle suite à une inondation.

Dans une région aussi exposée, la connaissance des inondations est donc primordiale. Elle provient de nombreuses mesures régulières et de statistiques pour modéliser le comportement du bassin versant en fonction des phénomènes météorologiques.

Il apparait que la zone d'étude est en partie concernée par une **Z**one **I**nondée **C**onstatée, appelée **ZIC** (source : PLUi de la CA2BM).

Il s'agit en l'occurrence de la partie Sud de la parcelle AD n°28, parcelle devant recevoir la future filière de traitement des eaux usées produites par le projet. Cette zone concernée par une ZIC figure sur la cartographie suivante.

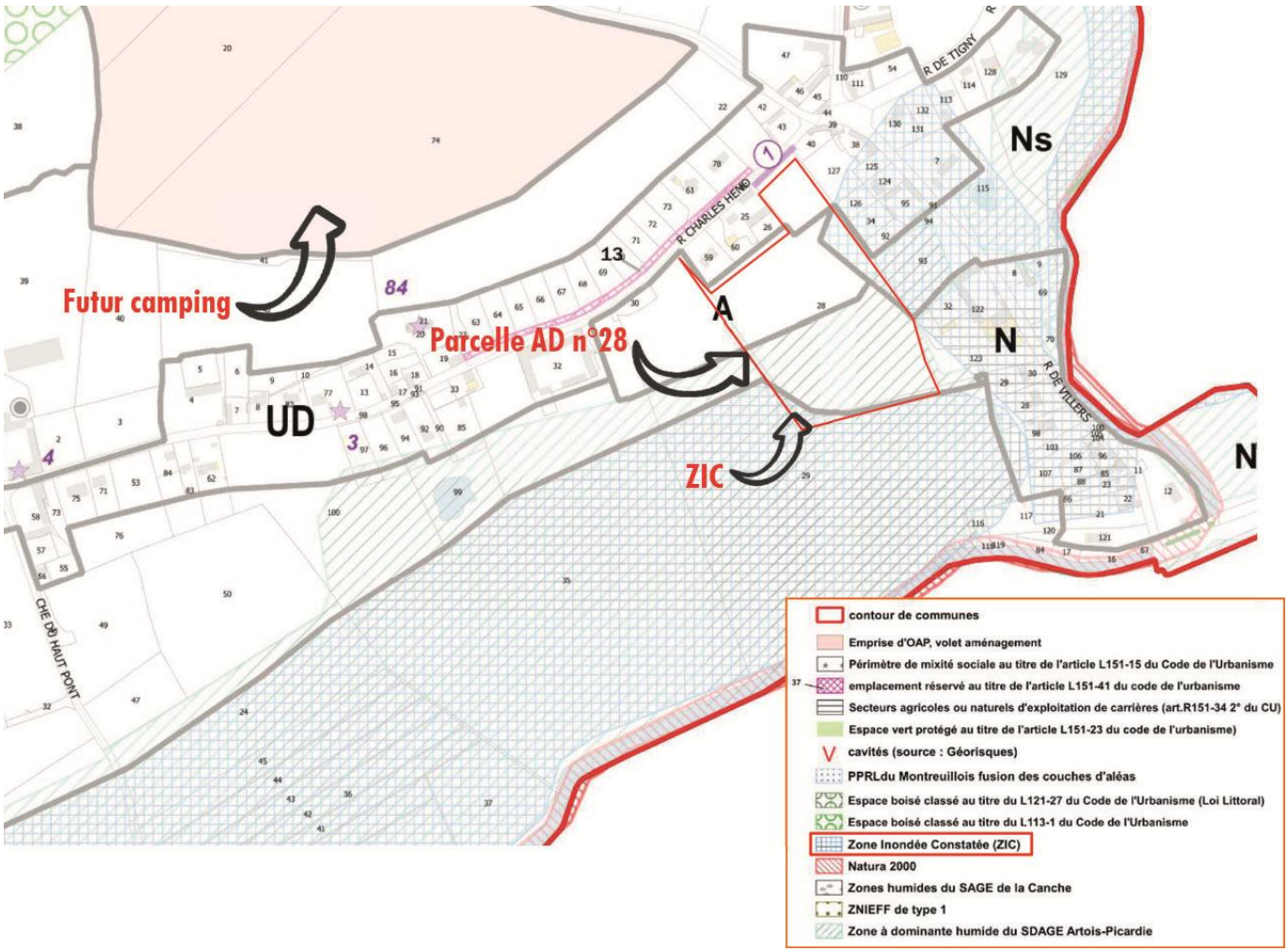


Figure 111 : Zone inondée constatée (source : DLE)

Le plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) de la Vallée de l'Authie

Depuis 1984, toutes les communes du bassin versant de l'Authie ont été concernées par au moins un arrêté de catastrophe naturelle (cf. figure carte ci-après).

Les années 90 cumulent à elles seules les ¾ des catastrophes naturelles.

Ces catastrophes sont majoritairement des inondations par ruissellement et des coulées de boue.

Certaines communes en basse vallée de l'Authie sont concernées également par des remontées de nappe phréatique.

Ces phénomènes affectent aussi bien les zones agricoles que les infrastructures et les installations économiques. Elles génèrent des coûts assez importants pour les collectivités, liés au nettoyage des zones sinistrées ou à la mise en place de dispositifs anti-érosifs.

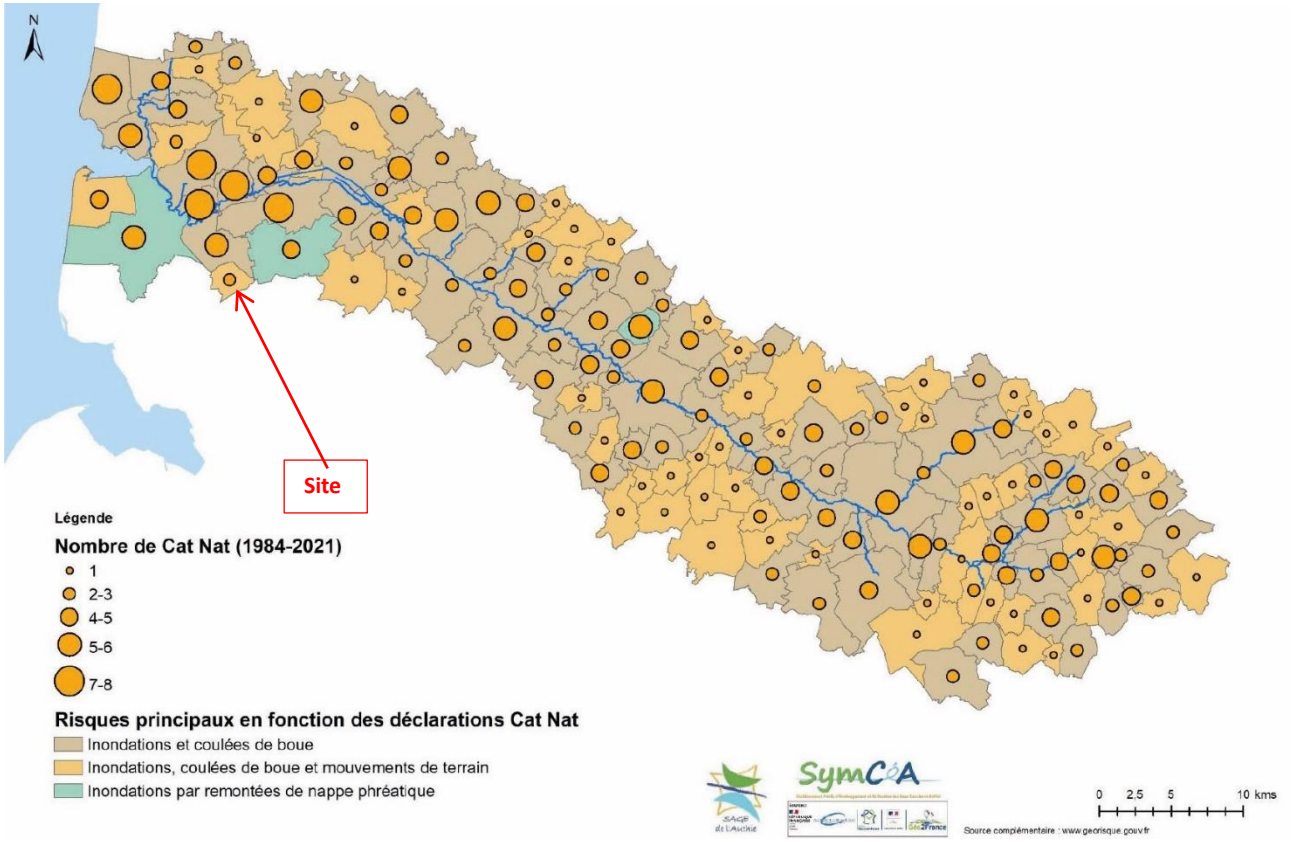


Figure 112 : Nombre de déclarations de catastrophes naturelle (1984-2021) (Source : SAGE de l'Authie)

Face à cette problématique, l'Etat, avec l'aide des communes a mis en place des Plans de Prévention des Risques contre les inondations (PPRI). Sur le bassin versant de l'Authie, 18 **P**lans de **P**révention des **R**isques (PPR) sont prescrits ou approuvés (cf. carte ci-dessous).

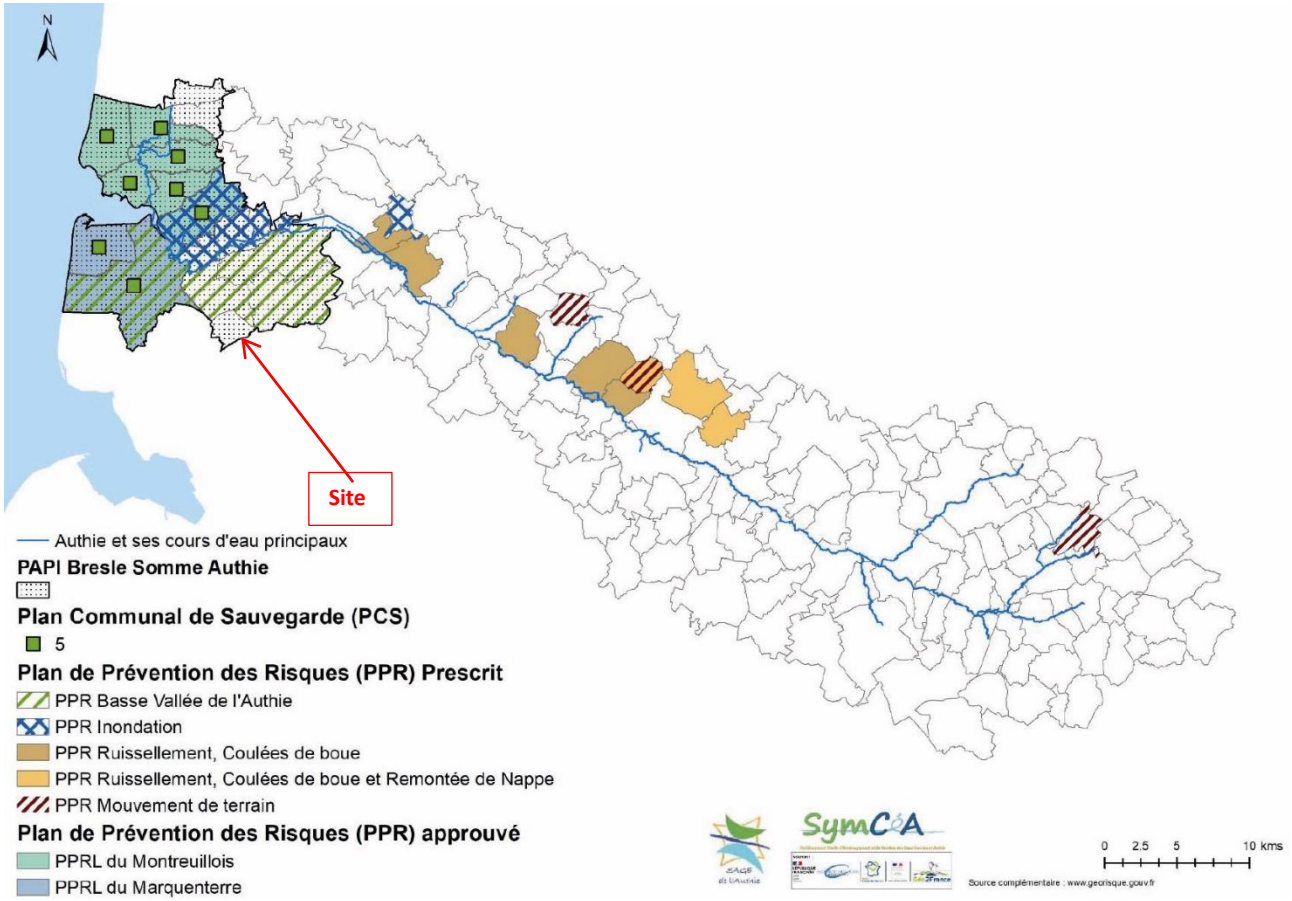


Figure 113 : Les outils de prévention des inondations sur le territoire (Source : SAGE de l'Authie)

16 de ces 18 PPR concernent le risque d'inondation :

- 1 PPR Intercommunal littoral, submersion marine et érosion du Marquenterre-Baie de Somme : approuve en 2016, il concerne les communes de Fort-Mahon et Quend ;
- 1 PPR Intercommunal littoral et submersion marine du secteur du Montreuillois : approuve en 2018, il concerne les communes de Berck-sur-mer, Conchil-le-Temple, Groffliers, Rang-du- Fliers, Verton et Waben ;
- 1 PPR Intercommunal inondation par crue, ruissellement et remontée de nappe phréatique de la Basse Vallée de l'Authie : prescrit en 2012, il concerne les communes de Quend, Villers-sur- Authie, Nampont-Saint-Martin et Vron ;
- 13 PPR communaux inondation par crue ou inondation par ruissellement et coulée de boue sont prescrits.

A noter, le PPRI vise à définir un ensemble de zones réglementées, exposées au risque d'inondation, à prendre en compte pour l'aménagement et l'urbanisme (permis de construire, usage des bâtiments en zone inondable, …). Il va ainsi définir un certain nombre de règles à respecter pour les constructions nouvelles ou existantes. En revanche, le PPRI n'est pas un programme de travaux destiné à réduire l'ampleur des inondations. Le PPRI après approbation est une servitude d'utilité publique et s'impose à tous.

Une étude d'opportunité à l'élaboration d'un Plan de Prevention des Risques est en cours depuis juin 2019. Cette étude permet d'analyser la pertinence d'élaborer un PPRI sur le bassin versant de l'Authie.

Elle traite les aléas de débordement de cours d'eau, ruissellement et remontée de nappe.

Apres l'analyse du territoire et la caractérisation des phénomènes naturels, une deuxième phase a permis de caractériser l'aléa de référence.

La phase 3 consistait à l'élaboration de la cartographie des aléas **débordement** et **ruissellement**.

Des cartes communales ont été distribuées dans chaque EPCI. Des extraits de ces cartes, concernant la zone du projet, sont présentées ci-après.

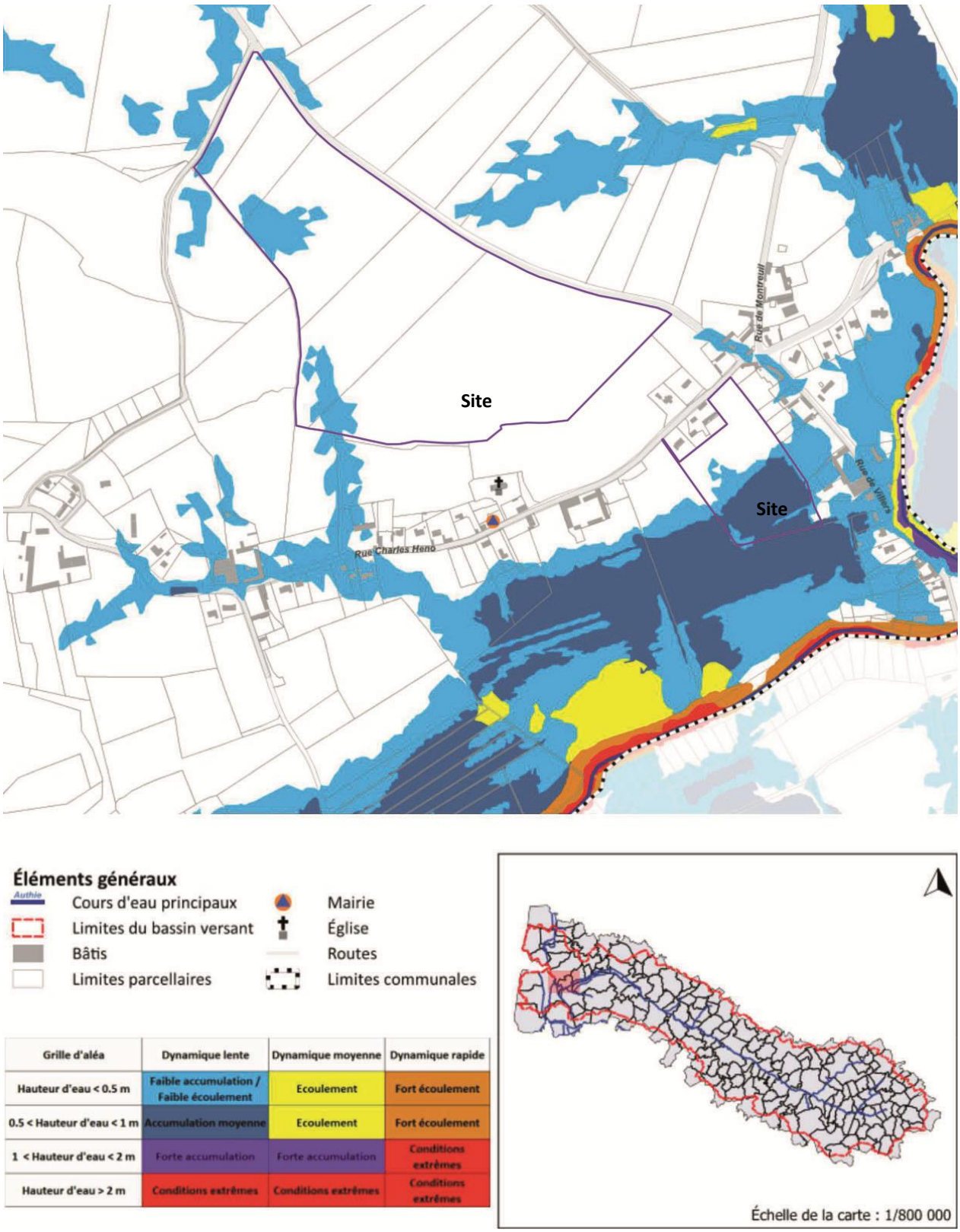


Figure 114 : Cartographie des aléas - Débordement et ruissellement (Source : DLE)

Les zones de faible accumulation ou de faible écoulement dans lesquelles les hauteurs d'eau sont inférieures à 0,5 m avec des vitesses d'écoulement pouvant atteindre 0,2 m/s (dynamique lente)

Les zones d'accumulation moyenne dans lesquelles les hauteurs d'eau se situent entre 0,5 m et 1 m avec des vitesses d'écoulement pouvant atteindre 0,2 m/s (dynamique lente)

Dans les zones d'accumulation, la hauteur d'eau est le facteur prépondérant. Dans les zones de ruissellement, la vitesse est le facteur prépondérant.

Le site est dans une zone faible accumulation / faible écoulement faible à accumulation moyenne pour la partie Sud de la parcelle AD28.

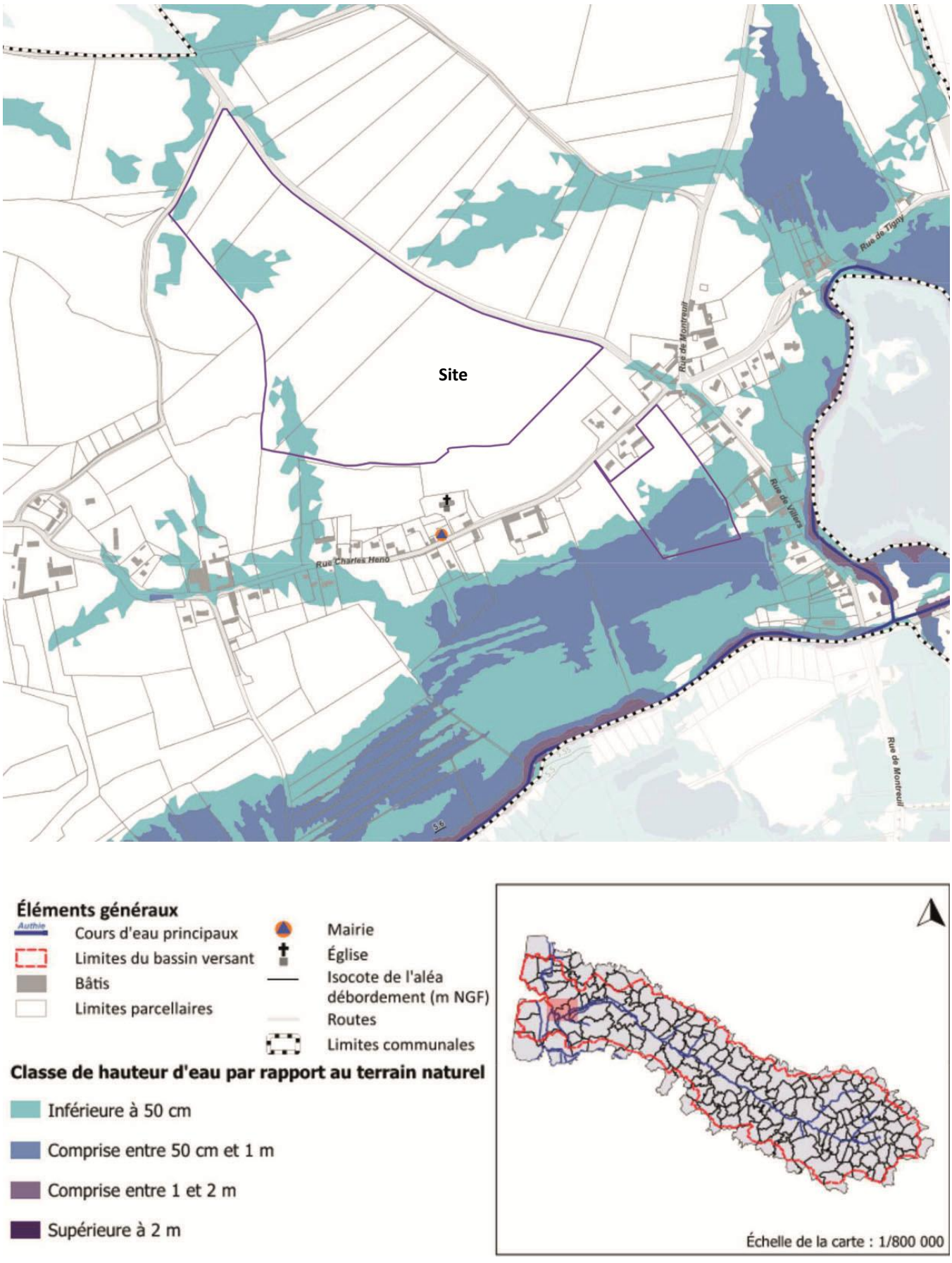


Figure 115 : Cartographie des hauteurs d'eau – Débordement et ruissellement (Source : DLE)

La hauteur d'eau peut être inférieure à 50 cm dans la partie camping et comprise entre 50 cm et/à 1 mètre dans la partie sud.

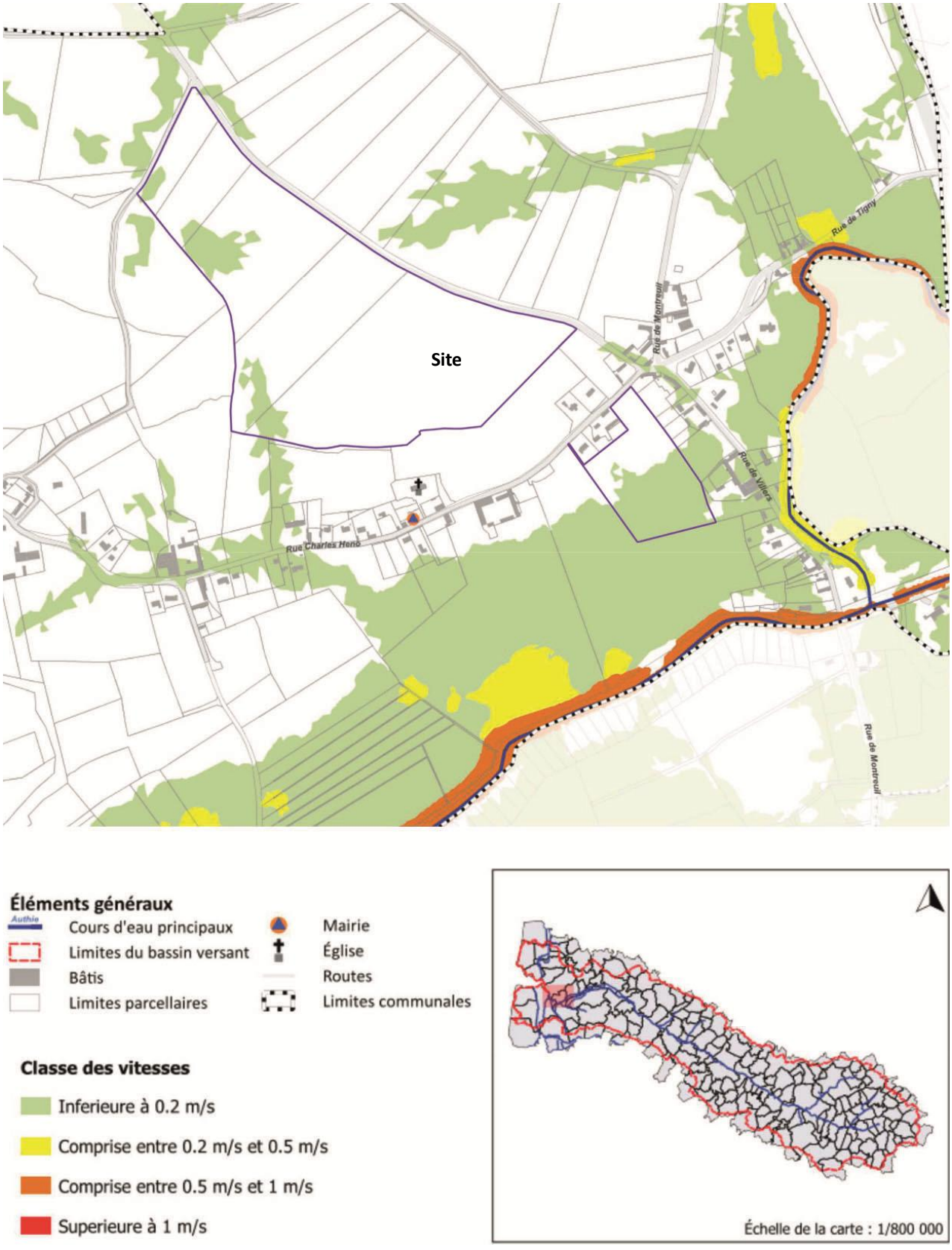


Figure 116 : Cartographie des vitesses d'écoulement – Débordement et ruissellement (Source : DLE)

La vitesse d'écoulement sur le site d'étude est inférieure à 0,2 mètre/seconde.

Risque d'inondations par remontées de nappes

Dans certaines conditions, une élévation exceptionnelle du niveau de cette nappe entraîne un type particulier d'inondation : une inondation « par remontée de nappe ».
Les nappes phréatiques dites « libres » ne sont pas séparées du sol par une couche imperméable. Elles sont alimentées par la pluie, dont une partie s'infiltre dans le sol et rejoint la nappe.

Lorsque l'eau de pluie atteint le sol, une partie est évaporée. Une seconde partie s'infiltre et est reprise plus ou moins vite par l'évaporation et par les plantes, une troisième s'infiltre plus profondément dans la nappe. Après avoir traversé les terrains contenant à la fois de l'eau et de l'air -qui constituent la Zone Non Saturée (en abrégé ZNS) – elle atteint la nappe où les vides de roche ne contiennent plus que de l'eau, et qui constitue la zone saturée. On dit que la pluie recharge la nappe.

Durant la période hivernale, la recharge survient car :

- Les précipitations sont les plus importantes,
- La température y est faible, ainsi que l'évaporation,
- La végétation est peu active et ne prélève pratiquement pas d'eau dans le sol.

A l'inverse, durant l'été, la recharge est faible ou nulle. Ainsi on observe que le niveau des nappes s'élève rapidement en automne et en hiver, jusqu'au milieu du printemps. Il décroît ensuite en été pour atteindre son minimum au début de l'automne. On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Chaque année en automne, avant la reprise des pluies, la nappe atteint ainsi son niveau le plus bas de l'année : cette période s'appelle l'« étiage ». Lorsque plusieurs années humides se succèdent, le niveau d'étiage peut devenir de plus en plus haut chaque année, traduisant le fait que la recharge naturelle annuelle de la nappe par les pluies est supérieure à la moyenne, et plus importante que sa vidange annuelle vers les exutoires naturels de la nappe que sont les cours d'eau et les sources.

Si dans ce contexte, des éléments pluvieux exceptionnels surviennent, au niveau d'étiage inhabituellement élevé se superposent les conséquences d'une recharge exceptionnelle. Le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe.

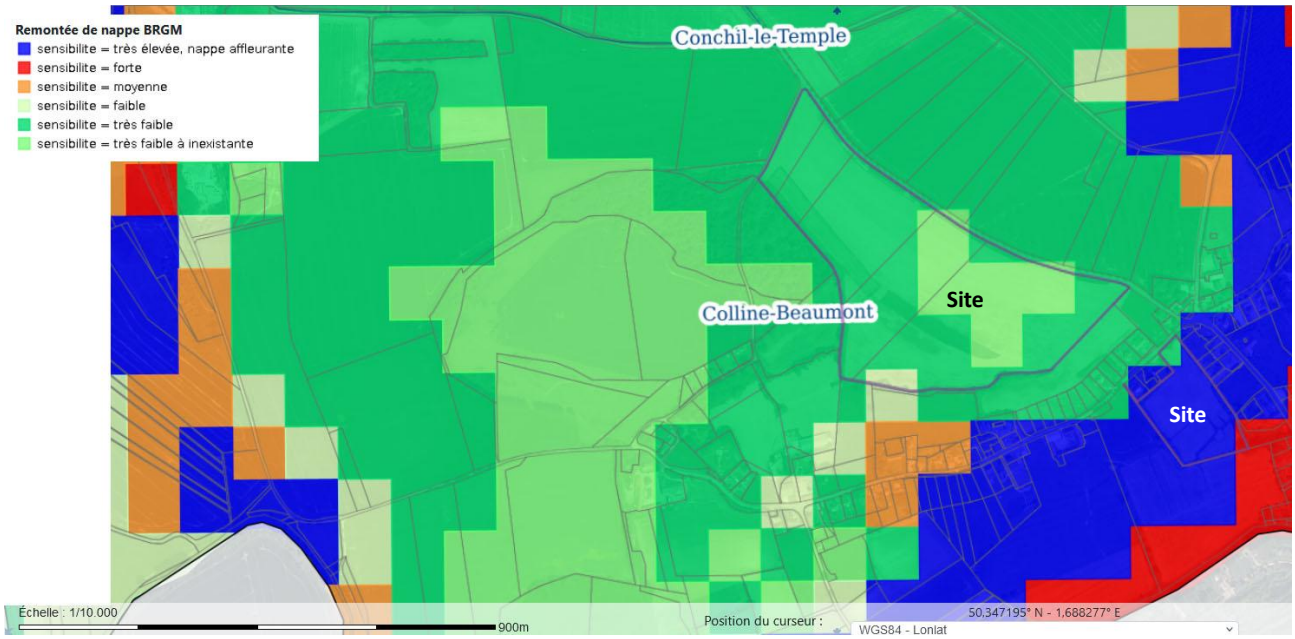


Figure 117 : Remontée de nappe BRGM (Source : https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=54cc333b-80d8-46e3-8f1a-38b3b14ec728)

Le projet se site dans un secteur de sensibilité « *très faible à inexistante* » dans la partie nord (partie camping) et à une sensibilité « *très élevé, nappe affleurante* », à « *sensibilité forte à très faible* » dans la partie sud (partie station d'épuration).

Territoire à risque d'inondation

Le projet se situe hors des Territoire à Risque important d'Inondation (TRI).
Onze TRI ont été élaborés dans la région, ils apportent un approfondissement et une harmonisation de la connaissance sur les surfaces inondables et les risques de débordement de cours d'eau (9 TRI) et de submersion marine (2 TRI), pour trois scénarios :

- événement fréquent : période de retour comprise entre 10 et 30 ans (c'est-à-dire que chaque année, l'événement a un risque sur 10 à 30 ans de se produire, pas que l'événement ne se produira qu'une fois tous les 10 à 30 ans),
- événement moyen : période de retour comprise entre 100 et 300 ans,
- événement extrême : période de retour supérieure à 1 000 ans.

La cartographie du risque, présentée par le TRI, sert ainsi de premier support d'évaluation des conséquences négatives des inondations sur les TRI pour ces trois événements, en vue de la définition d'une stratégie locale de gestion des risques d'inondation.

Programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI)

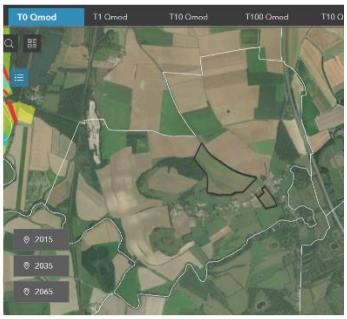
Les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ont été lancés en 2002. Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement. Les PAPI sont portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements. Outil de contractualisation entre l'Etat et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque.

La commune est concernée par un PAPI, il s'agit du PAPI de Bresle Somme Authie.

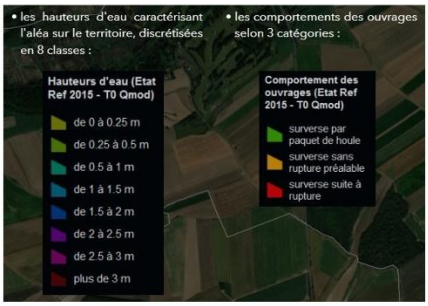
Les cartes ci-après, présentent pour chaque scénario hydroclimatique les hauteurs d'eau caractérisant l'aléa sur le territoire et les comportements des ouvrages selon 3 catégories à échéance 2015.

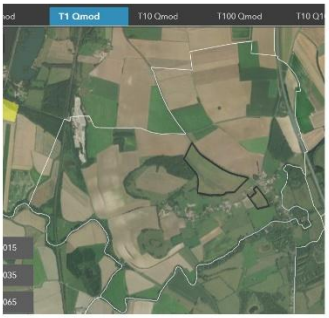
Ainsi, à échéance 2015, le scénario le plus impactant indique des hauteurs d'eau de 0 à 2m au niveau de la parcelle AD28 concernée par la station d'épuration).

Les scénarios hydroclimatiques modélisés dans le cadre du PAPI sont principalement caractérisés par les périodes de retour de la condition maritime (variable T), de la condition fluviale (variable Q) et de l'évènement complet (résultant des deux premiers) :



Scénario hydroclimatique	Type de scénario	Période de retour			Nom PAPI BSA
		condition maritime	condition fluviale	évènement complet	
SH6	scénario d'évènements de début d'impact	1 an	Qmod	1 an	T0 Qmod
SH5	scénario d'évènements engeandrant les premiers dommages	3 ans	Qmod	3 ans	T1 Qmod
SH1	scénario d'évènements d'une probabilité fréquente (de période de retour inférieure à 100 ans)	10 ans	Qmod	10 ans	T10 Qmod
SH2	scénario d'évènements d'une probabilité moyenne (de période de retour supérieure ou égale à 100 ans)	100 ans	Qmod	100 ans	T100 Qmod
SH4	scénario d'évènements extrêmes	100 ans	Q100	1600 ans	T10 Q100
SH3	scénario d'évènements extrêmes	100 ans	Q10	2200 ans	T100 Q10





Pour chaque scénario hydroclimatique, l'aléa inondation a été modélisé et cartographié selon le scénario prospectif "fil de l'eau" qui envisage la prolongation tendancielle des actions menées et programmées sur le territoire sans prendre en compte les opérations et actions de gestion du risque non encore validées par une programmation officielle. Il s'agit de la vision du territoire si rien de plus n'est envisagé sur le territoire en matière de gestion des inondations et des submersions.



Figure 118 : Scénario hydroclimatique : hauteurs d'eau caractérisant l'aléa et comportements des ouvrages à échéance 2015 (source : https://maps.rolnhdf.fr/portal/apps/experiencebuilder/experience/?id=cdb22b770700480aa461d28f1b19374a&page=page_1&views=view_8)

Des scénarios ont également été modélisés pour les échéances 2035, 2065 et 2115.

En reprenant le scénario le plus impactant de l'échéance 2015 pour les échéances 2035, 2065 et 2115 ; on observe que la partie Sud du projet (parcelle station d'épuration) est concernée par des hauteurs d'eau. En revanche, la partie Nord (parcelles camping) ne l'est pas.

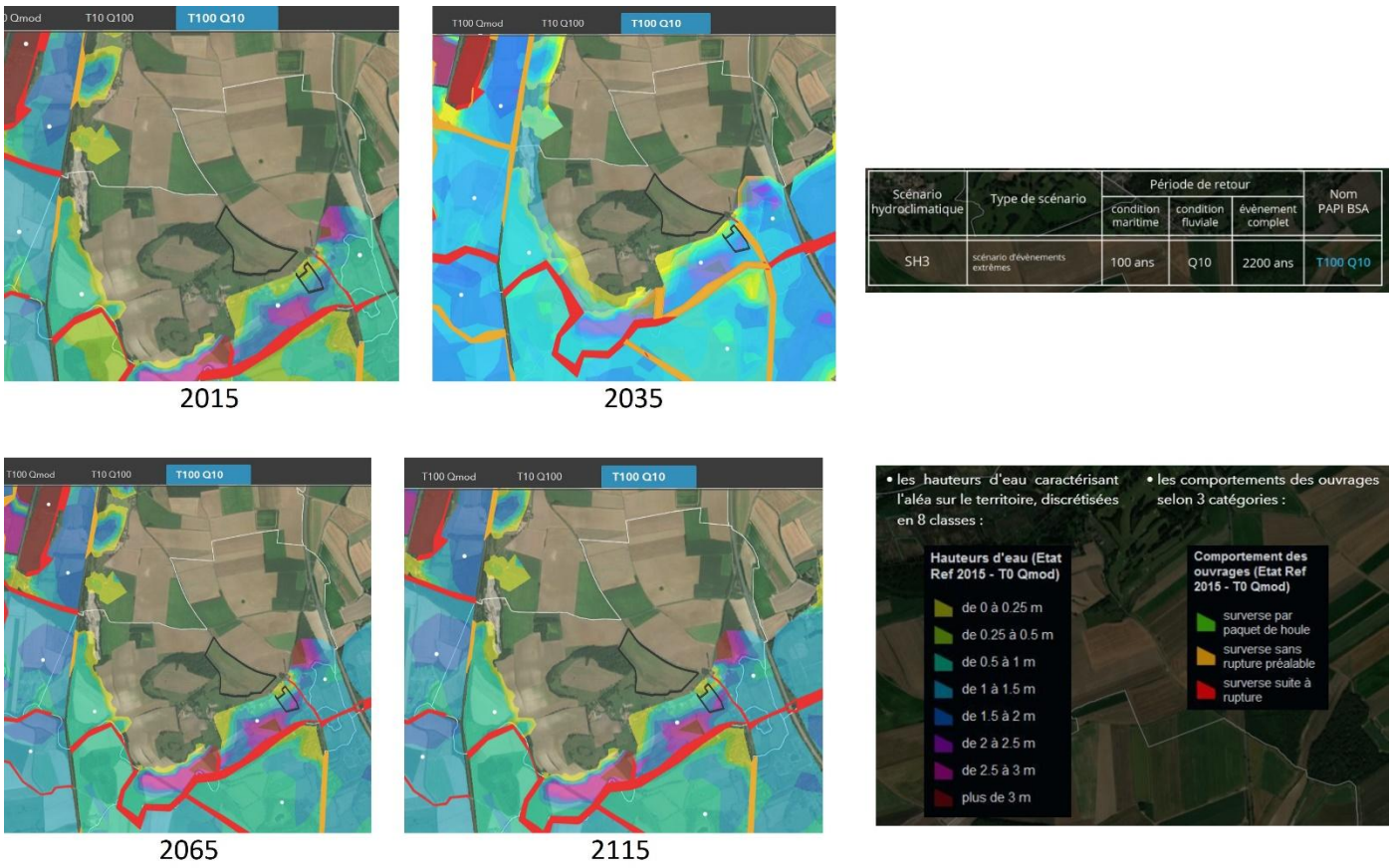


Figure 119 : Scénarios hydroclimatiques : hauteurs d'eau caractérisant l'aléa et comportements des ouvrages à échéances 2015, 2035, 2065 et 2115 pour la période de retour T100 Q10 (source : https://maps.rolnhdf.fr/portal/apps/experiencebuilder/experience/?id=cdb22b770700480aa461d28f1b19374a&page=page_1&views=view_8)

5.4.5.3. Risque de mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte…) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères… Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

Aucun PPR mouvement de terrain n'est prescrit pour la commune.

5.4.5.4. Le risque sismique

La France dispose d'un nouveau zonage sismique réglementaire divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal et sur la probabilité d'occurrence des séismes.
La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national.
La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).
Deux décrets du 22 octobre 2010 donnent les nouvelles dénominations de zones sismiques et de catégories de bâtiments et le nouveau découpage géographique des 5 zones sismiques :

- Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, fixe le périmètre d'application de la réglementation parasismique applicable aux bâtiments.
- Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, permet la classification des ouvrages et des bâtiments et de nommer et hiérarchiser les zones de sismicité du territoire.

Comme le montre le tableau suivant, les bâtiments de catégorie 3 et 4 qui pourraient être édifiés ou agrandis, surélevés, transformés, devront respecter un certain nombre de règles de construction parasismiques selon une classification définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 (NOR : DEVP1015475A), relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».
Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	I	II		III	IV
Zone 1	aucune exigence				
Zone 2				Eurocode 8 [3] a_{gr}=0,7 m/s²	
Zone 3		PS-MI [1]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,1 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,1 m/s²	
Zone 4		PS-MI [1]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,6 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,6 m/s²	
Zone 5		CP-MI [2]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=3 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=3 m/s²	

[1] Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI
[2] Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide
[3] Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

La commune est située en zone de sismicité 1 (très faible) selon la réglementation parasismique 2011 (annexe des articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets no 2010-1254 et no 2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010).

5.4.5.5. Retrait et gonflement des argiles

L'argile est un matériau dont la consistance et le volume varient selon la teneur en eau (c'est un silicate d'alumine hydraté). Lors des longues périodes de sécheresse, certaines argiles se rétractent de manière importante (sur 1 à 2 mètres de profondeur) et entraînent localement des mouvements de terrain non uniformes pouvant aller jusqu'à provoquer la fissuration de certains bâtiments.
La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau :

- Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ».
- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 mètres de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.
Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).
Le phénomène de retrait-gonflement des argiles peut engendrer des désordres importants aux constructions.
La connaissance de la constitution du sous-sol et de sa résistance est un préalable nécessaire à la bonne prise en compte du phénomène.

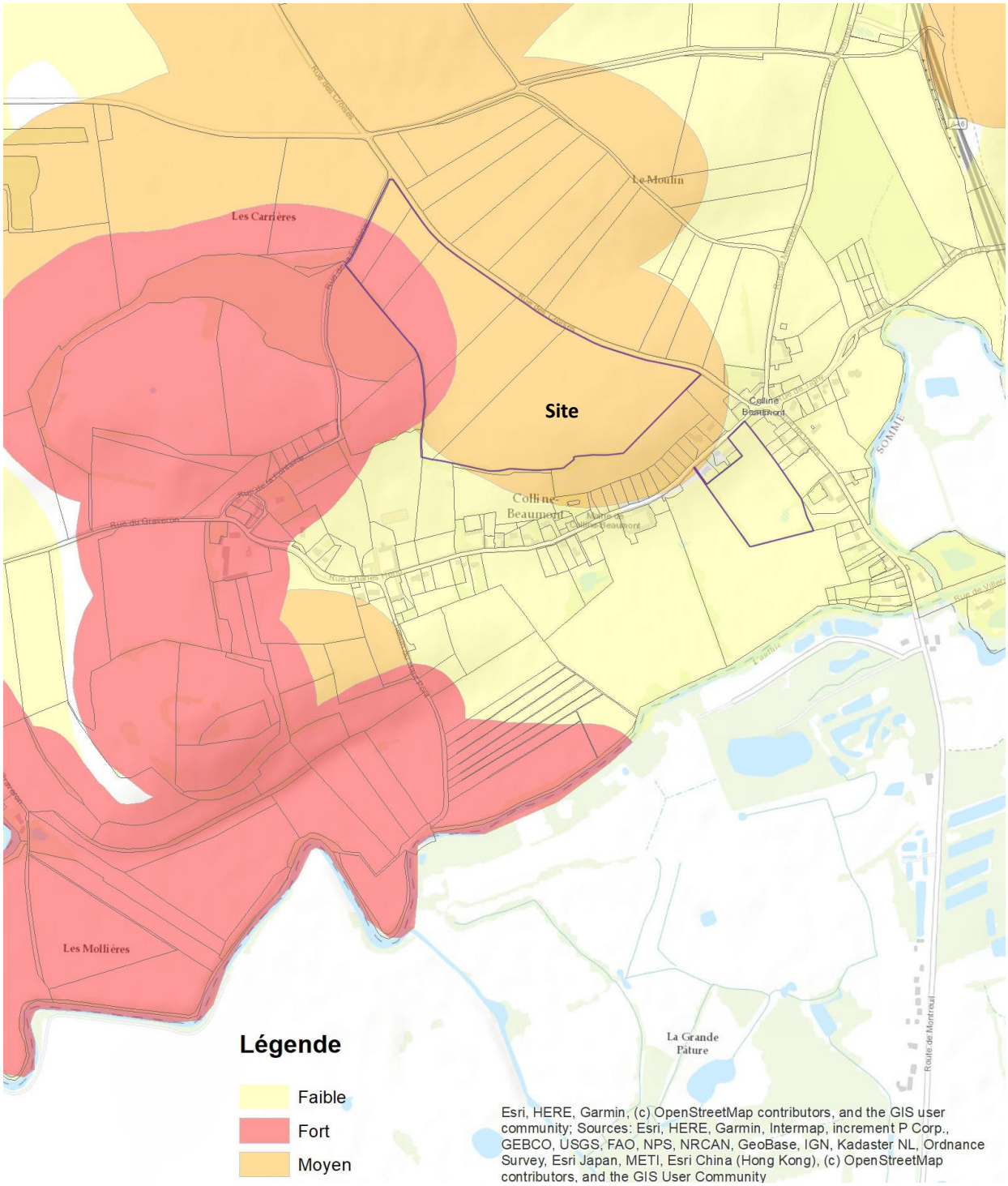


Figure 120 : Zones soumises au retrait et au gonflement des argiles (Source : ArcGis)

Le projet est soumis aux aléas moyen et fort pour la partie concernée par le camping et à un aléa faible pour la partie concernée par la station d'épuration.

5.4.5.6. Cavités souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'Homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

Aucune cavité n'est recensée sur la commune

5.4.5.7. Foudre et tempête

Dans le département du Pas-de-Calais, l'exposition à la foudre est faible (cf. figure suivante). Ce classement est déterminé à partir du niveau kéraunique qui définit le nombre de jours d'orage par an.
La densité de foudroiement, définissant le nombre d'impact foudre par an et par km², est inférieure à 1,5.
Le niveau kéraunique (nombre de jours d'orage par an en un endroit donné), la moyenne nationale est de 20 jours.

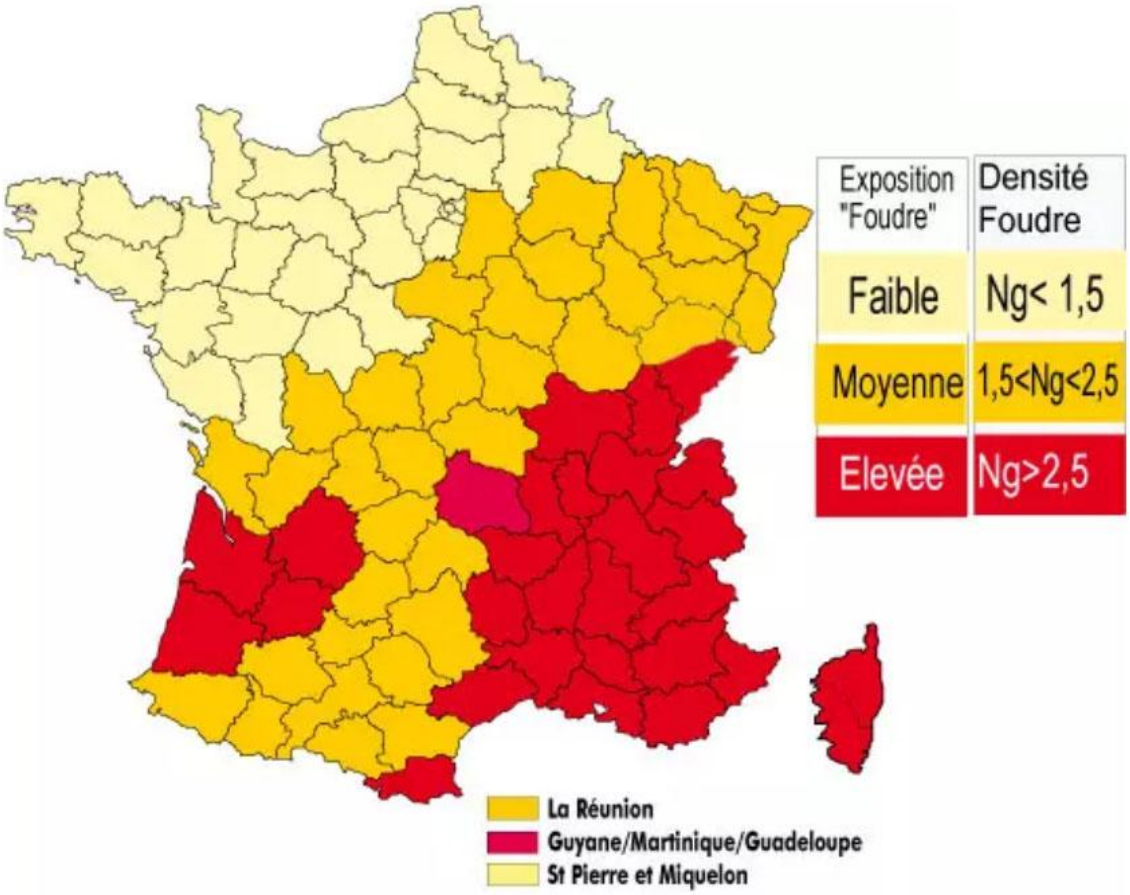


Figure 121 : Densité de foudroiement et niveau kéraunique

La zone d'étude n'est pas particulièrement sensible au risque foudre.

5.4.6. Risques technologiques

5.4.6.1. Installations Classés pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Depuis 1976, la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prend en compte la prévention des risques technologiques.
Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée.
Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :

- Déclaration : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire.
- Enregistrement : conçu comme une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées. Ce régime a été introduit par l'ordonnance n°2009-663 du 11 juin 2009 et mis en œuvre par un ensemble de dispositions publiées au Journal Officiel du 14 avril 2010.

• Autorisation : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement.

Aucune ICPE n'est identifiée sur le territoire communal. Le projet n'est pas concerné par les risques liés aux installations classées pour la protection.

5.4.6.2. Risques majeurs

La directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite directive Seveso 3, relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, est entrée en vigueur le 1er juin 2015.
Elle relève d'une politique européenne commune en matière de prévention des risques industriels majeurs. Elle impose des réglementations strictes visant à prévenir les risques d'accident et leurs conséquences. Elle s'applique à certains sites comportant des installations classées pour l'environnement (ICPE).
Les sites soumis à la directive Seveso se répartissent selon deux types d'établissements, en fonction des quantités et des types de produits dangereux qu'ils accueillent :
• Seveso seuil haut (les plus à risques),
• Seveso seuil bas.

Les mesures de sécurité et les procédures varient en fonction des matières dangereuses utilisées et de leurs quantités présentes sur le site qui définissent ces seuils. Les prescriptions applicables à chaque site sont ainsi définies au cas par cas par un arrêté préfectoral, sur la base d'arrêtés ministériels, après étude de dangers.
Ces mesures de sécurité consistent notamment en :

• La réduction des risques à la source par la diminution des quantités stockées ou le choix des procédés utilisés ;
• La mise en place de dispositifs de sécurité de nature à réduire les risques d'accident (confinement des installations dangereuses, organes de coupure…) ;
• La mise en place d'une organisation de la sécurité (contrôles réguliers des installations, maintenance, formation du personnel, plans d'urgence…) au sein de l'établissement industriel concerné. Elles peuvent également comprendre la mise en place de barrières de protection physique et des mesures de surveillance des accès aux sites dangereux (gardiennage, caméras de surveillance).

Pour les sites existants classés seuil haut, les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) participent également à la politique de maîtrise des risques sur les territoires sur lesquels ils sont implantés. L'objectif est d'améliorer la coexistence de ces sites industriels avec leurs riverains.

Le périmètre de projet n'est pas concerné par le risque SEVESO.

5.4.6.3. Transport de matières dangereuses

Une matière dangereuse est une **substance qui peut présenter un danger grave pour l'Homme, les biens ou l'environnement**, par ses propriétés physiques ou chimiques, ou encore par la nature des réactions qu'elle est susceptible de provoquer. Elle **peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive.**
Le transport de matières dangereuses ne concerne pas que des produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Tous les produits dont nous avons régulièrement besoin, comme les carburants, le gaz ou les engrais, peuvent, en cas d'événement, présenter des risques pour la population ou l'environnement.
Les principales conséquences engendrées par ce risque sont : l'incendie, le dégagement de nuage toxique, l'explosion, la pollution du sol et ou des eaux, …
On peut observer **4 types d'effets**, qui peuvent être associés :

• **Les effets thermiques** sont liés à une **combustion** d'un produit inflammable ou à une **explosion**. Il en résulte des brûlures plus ou moins graves,
• **Les effets mécaniques** sont liés à une **surpression**, résultant d'une onde de choc (déflagration ou détonation), provoquée par une explosion. Il en résulte des lésions aux tympans, poumons, etc., …

• **Les effets toxiques** résultent de **l'inhalation, de contact ou d'ingestion** d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, acides, etc.), suite à une fuite sur une installation. Les effets peuvent être, par exemple, un œdème du poumon ou une atteinte au système nerveux,
• **Les effets dus aux substances radioactives** sont liés aux **rayonnements ionisants** qui peuvent atteindre tous organes ou organismes vivants. En cas d'accident de transport des matières dangereuses les autorités et secours doivent être alertés pour limiter et contenir les dégâts (Police, Gendarmerie, SNCF (accident ferroviaire), Pompiers : Cellule Mobile d'Intervention Chimique ou Cellule Mobile d'Intervention Radiologique…). Chaque accident donne lieu à une déclaration des services de police ou de gendarmerie auprès de la direction des Transports terrestres et donne lieu à une enquête.

Le Transport de Matières Dangereuses regroupe aussi bien le transport par route, voie ferrée, avion, voie fluviale et maritime que par canalisation. Comme chaque moyen de transport est très différent des autres, il existe une réglementation propre à chacun. C'est pourquoi la législation existant dans ce domaine est très abondante.

Aucune canalisation de matières dangereuse n'est recensée à proximité du projet.
Cependant, l'ensemble du territoire est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses (TMD). Il convient donc d'intégrer ce risque afin de prévenir tout accident à proximité de secteur sensible à ce risque.

5.4.6.4. Découvertes d'engins de guerre

Le territoire a été soumis à de violents combats lors de la seconde guerre mondiale. Périodiquement la découverte d'obus et de bombes de tous calibres sont mis à jour lors de travaux d'excavation liés à des ouvertures de chantiers.
Aucune carte des tranchées de 1914-1918 n'est disponible pour ce secteur.
S'il est difficile de proposer une cartographie précise de ce risque, il convient qu'une attention toute particulière soit apportée face à ce risque lors des travaux. Il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires en cas de découverte d'un engin de guerre.

5.4.6.5. Sites et sols potentiellement pollués

BASIAS et BASOL

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect par pollution de la nappe phréatique. Les sites pour lesquels une pollution des sols ou des eaux est avérée, faisant appel à une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, sont inventoriés dans la base de données BASOL, réalisée par le ministère de l'Écologie et du développement durable.
La base de données est alimentée par l'inspection des installations classées et évolue avec les actions entreprises sur les sites référencés (études, suivi, traitement), elle est donc périodiquement mise à jour. Après traitement, les sites sont transférés dans BASIAS. La base de données BASIAS (accessible au public, répertorie les anciens sites industriels et activités de services. Il s'agit d'un inventaire historique régional, réalisé par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).
En octobre 2021, le système d'information géographique constitué par la BASIAS, carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services, a intégré les sites répertoriés dans BASIAS. Ce système d'information géographique est évolutif : d'autres données y seront inclues ultérieurement
Les sites incorporés dans BASIAS ne sont pas considérés comme pollués. On considère simplement que des produits polluants (ex : hydrocarbures pétroliers) ont été manipulés sur ces derniers, à une période donnée et que le site peut être potentiellement pollué. A ce titre, le référencement d'un site en particulier, dans BASIAS est simplement une indication que des contrôles environnementaux préliminaires doivent être engagés avant tout projet de réaménagement.

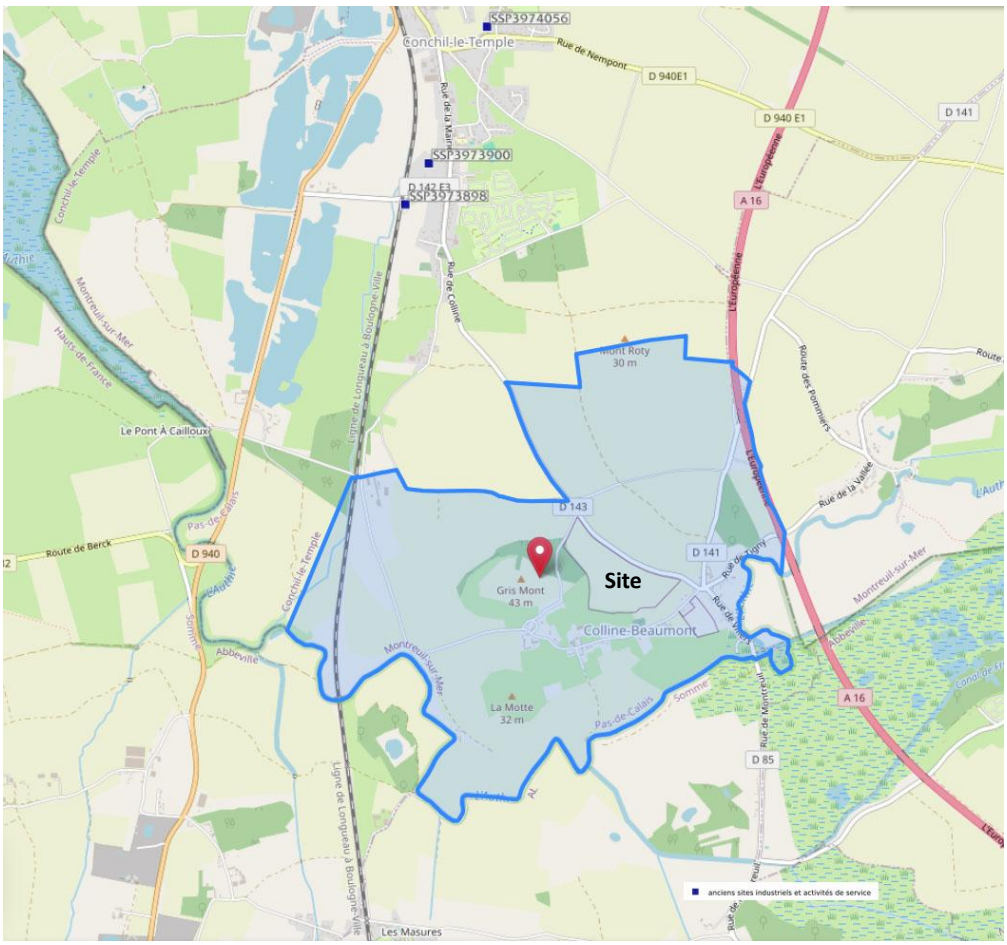


Figure 122 : Anciens sites industriels et activités de service

Aucun site BASIAS et BASOL n'est identifié sur la commune.

Système d'informations sur les sols (SIS)

L'article L.1256 du code de l'environnement prévoit que l'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Ceux-ci comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé et l'environnement.
Le décret n° 2015anté ou la salubrité publique et 1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.1256 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers précise les modalités d'application, notamment les modalités de création et de diffusion des SIS. L'arrêté du 19/12/2018 fixant les modalités de la certification prévue aux articles L. 556 l'environnement et le modèle d'attestation mentionné à l'article R. 556-- 1 et L. 5562 du code de 3 du code de l'environnement fixe la norme de référence pour la certification des bureaux d'études délivrant les attestations garantissant la prise en compte des mesures de gestion de la pollution dans la conception du projet de construction ou d'aménagement. Il définit également le contenu du modèle d'attestation.
Les dispositions juridiques détaillées ci-dessus permettent d'améliorer l'information du public sur les sites et sols pollués par la création de ces SIS, et notamment via leur mise en ligne sur le Géoportail du ministère en charge de l'environnement sur les risques naturels et technologique, et de garantir l'absence de risque sanitaire et environnemental par l'encadrement des constructions sur de tels sites. En effet, sur un terrain répertorié sur un SIS, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation, réalisée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement (cf. L.556-2 du code de l'environnement).

Le principe général d'intégration d'un terrain dans le dispositif des **SIS est "qu'en l'état des connaissances à disposition de l'administration, l'état des sols apparait comme dégradés par la présence de déchets ou de substances polluantes**" (rapport BRGM RP-64025-FR). Ne peuvent être considérés comme SIS que les terrains où une pollution des sols est avérée par un ou plusieurs diagnostics.
Sont exclus des SIS : les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en exploitation, les terrains pour lesquels les risques liés à la pollution des sols sont déjà gérés par des dispositifs d'urbanisme (servitudes d'utilité publique - SUP), les installations nucléaires de base (INB), les terrains à pollution pyrotechniques et engins de guerre.

Les SIS permettent de participer à l'optimisation de la politique de renouvellement urbain en orientant les choix urbanistiques. Les collectivités peuvent ainsi favoriser, dès le stade de la planification, une meilleure information des porteurs de projets quant aux risques de pollution des sols dans le but d'anticiper leur gestion et ainsi, de réduire les surcoûts liés à d'éventuelles découvertes lors du démarrage des travaux d'aménagement.

Aucun SIS n'est recensé sur la commune ou dans les communes périphériques.

5.4.7. Synthèse des risques naturels et technologiques

Thème	Diagnostic au niveau du site	Enjeux pour le site
Risques naturels	Inondation et coulée de boue PPRi Basse Vallée de l'Authie Retrait et gonflement des argiles, aléas fort à faible Zone de sismicité faible Aucune cavité PAPI Bresle Somme Authie	**Faible**
Risques technologiques	Aucune ICPE Pas de risque SEVESO Risque lié au transport de matière dangereuse faible Aucun site Basias/Basols	**Très faible**

5.5. Environnement humain

5.5.1. Analyse démographique

En 2021, la commune de **Colline-Beaumont** comptait 130 habitants selon les chiffres de l'INSEE.

5.5.1.1. Evolution démographique

La démographie sur le territoire de **Colline-Beaumont** a connu une augmentation de 1968 à 2015, la population passant de 93 habitants en 1968 à 137 habitants en 2015 (pic de la population). Colline-Beaumont a perdu 7 habitants de 2015 à 2021.

POP T1 – Population depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	93	92	74	94	118	133	137	130
Densité moyenne (hab/km²)	20,2	20,0	16,1	20,4	25,7	28,9	29,8	28,3

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

POP G2 – Population par grandes tranches d'âges

	2010	2015	2021
0 à 14 ans	12,0	13,1	13,3
15 à 29 ans	15,0	13,1	21,1
30 à 44 ans	16,5	16,8	15,6
45 à 59 ans	22,6	19,7	19,5
60 à 74 ans	18,8	24,1	19,5
75 ans ou +	15,0	13,1	10,9

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Figure 123 : Démographie (Source : INSEE)

Sur la période 2010/2021, on peut observer une augmentation des classes d'âge 0 à 29 ans et un déclin des 30 à 59 ans et des 75 ans ou plus.

5.5.1.2. Origines de l'évolution démographique

Variation annuelle moyenne de la population : Évolution positive entre 1982-1990 (+3,0 %) et 1990-1999 (+2,6 %). Baisse notable entre 1975-1982 (-3,0 %) et 2015-2021 (-0,9 %).

Solde naturel : Pic entre 1982-1990 (+0,8 %). Faible à partir de 2010.

Solde migratoire (entrées-sorties) : -1,0 % entre 2015-2021.

Taux de natalité et de mortalité : Taux de natalité a chuté de 15,2 % en 1982-1990 à 11,2% en 2015-2021.

Taux de mortalité montre une diminution sur une longue période, passant de 25,4 % (1975-1982) à 9,9 % (2015-2021).

Les données révèlent une transition démographique marquée par un ralentissement global de la croissance de la population.

POP T2M – Indicateurs démographiques en historique depuis 1968

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015	2015 à 2021
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,2	-3,0	3,0	2,6	1,1	0,6	-0,9
due au solde naturel en %	*-0,3*	*-1,5*	*0,8*	*-0,4*	*0,0*	*0,1*	*0,1*
due au solde apparent des entrées sorties en %	*0,2*	*-1,5*	*2,3*	*3,0*	*1,1*	*0,4*	*-1,0*
Taux de natalité (‰)	7,7	10,2	15,2	6,4	7,3	8,9	11,2
Taux de mortalité (‰)	10,8	25,4	7,6	10,6	7,3	7,4	9,9

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales - État civil.

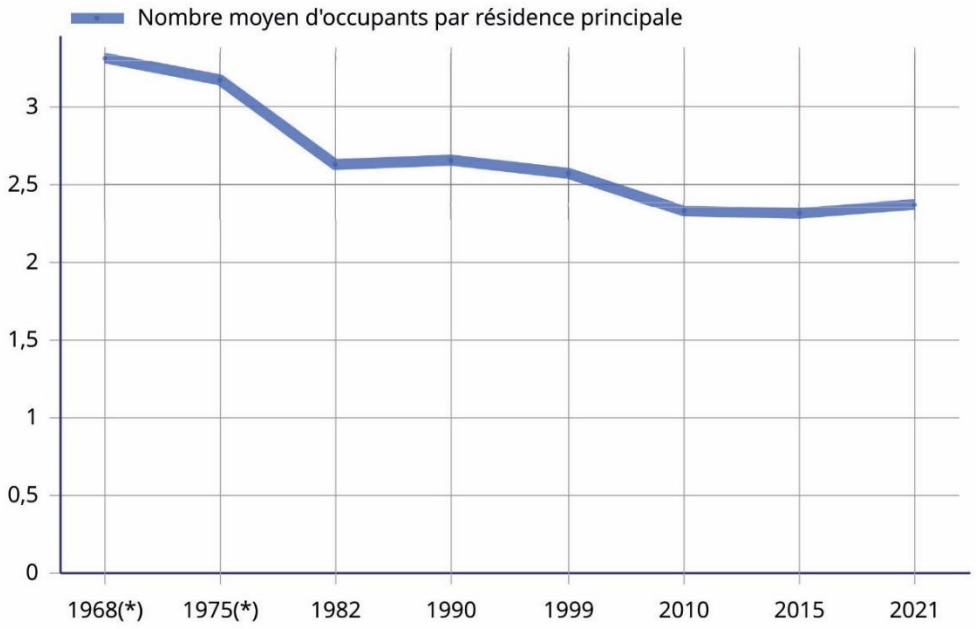
Figure 124 : Indicateurs démographiques depuis 1968 (source : Insee)

5.5.1.3. Composition des ménages

En France, depuis plusieurs décennies, le nombre moyen de personnes par ménage est en nette diminution. Ce phénomène s'appelle le desserrement des ménages, il est lié aux modes de vie de la population (divorces, vieillissement de la population, décohabitation des ménages etc.). La tendance à la baisse des ménages et les évolutions des structures des ménages, peuvent avoir pour conséquence un besoin supérieur en logements, ne serait-ce que pour maintenir la population en place.

En 2021, on compte **2,37** personnes par ménage à **Colline-Beaumont**, un chiffre globalement dans la moyenne des communes voisines.

FAM G1 – Evolution de la taille des ménages en historique depuis 1968



(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique,
dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements,
RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Figure 125 : Nombre moyen d'occupants par résidence principale (Source : Insee)

5.5.2. Analyse socio-économique

5.5.2.1. Taux d'activité

Définition : La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

La population active de 15 à 64 ans sur la commune Colline-Beaumont est de 84,8% en 2021. La part des actifs sur la commune a augmenté depuis 2010 contrairement aux inactifs.

EMP G1 – Population de 15 à 64 ans par type d'activités en 2021

	Population (%)
Actifs ayant un emploi	74,7
Chômeurs	10,1
Retraités	2,5
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	8,9
Autres inactifs	3,8

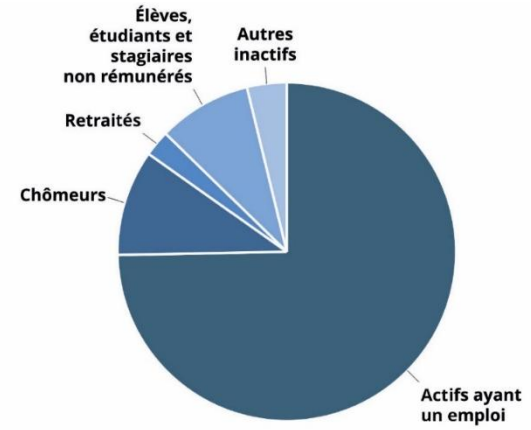


Figure 126 : Population de 15 à 64 ans par type d'activités en 2021 (source : Insee)

Le taux de chômage en 2021 est de 11,9 %. Il est en augmentation depuis 2010 et concerne majoritairement la classe d'âge 15 à 24 ans qui a doublé.

EMP T4 – Chômage (au sens du recensement) des 15 / 64 ans

Nombre de chômeurs et taux de chômage	2010	2015	2021
Nombre de chômeurs	**4**	**7**	**8**
Taux de chômage en %	6,8	10,9	11,9
Taux de chômage des 15 à 24 ans	25,0	28,6	50,0
Taux de chômage des 25 à 54 ans	7,1	8,3	6,4
Taux de chômage des 55 à 64 ans	0,0	11,1	8,3

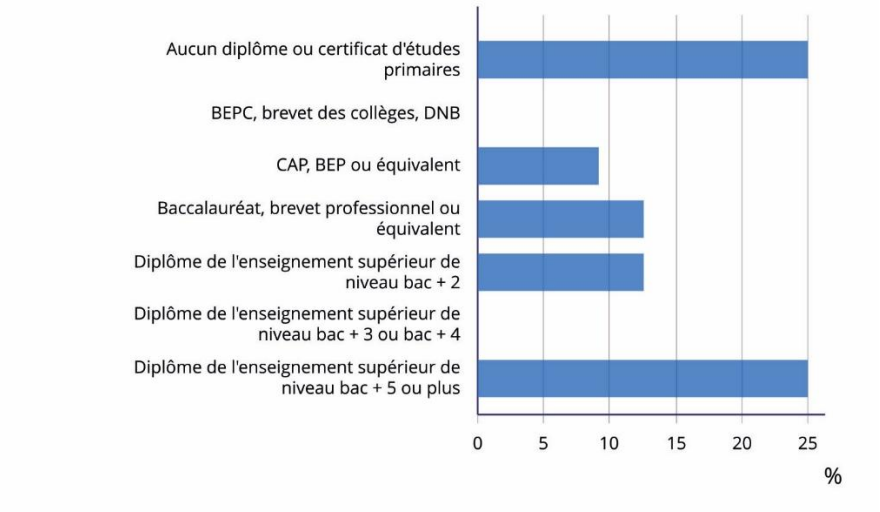
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Figure 127 : Chômage des 15 / 64 ans (source : Insee)

Le chômage global a augmenté entre 2010 et 2021, particulièrement chez les jeunes (15-24 ans), bien que des améliorations aient été observées dans certaines tranches d'âge entre 2015 et 2021.

En 2021, 25 % de la population de 15 ans ou plus en 2021 titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 5 ou plus est au chômage, 12,5% des titulaires du baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent et 12,5% des personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 2 le sont également.

EMP G2 – Taux de chômage (au sens du recensement) des 15 / 64 ans par diplôme en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Figure 128 : Taux de chômage (au sens du recensement) des 15 / 64 ans par diplôme en 2021 (source : Insee)

En 2021, 73,5% des hommes et 80,8% des femmes sont salariés dont respectivement 70,6% et 76,9% sont titulaires de la fonction publique ou sont en contrat à durée indéterminée.

ACT T2 – Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2021

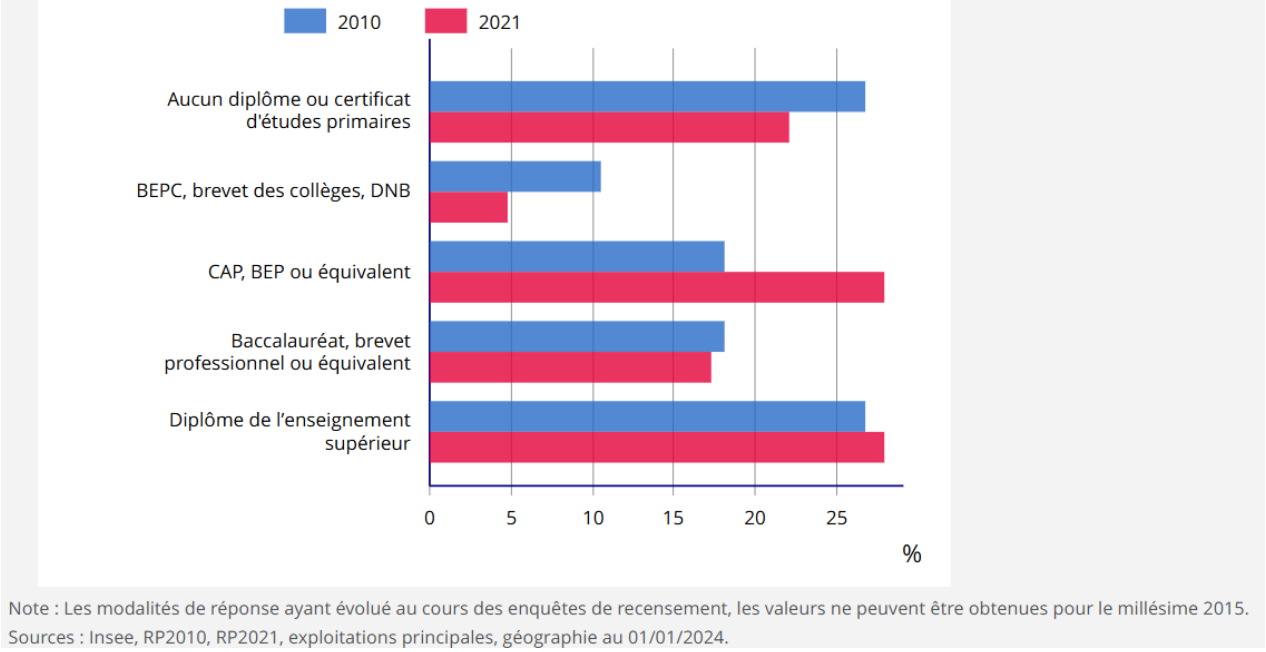
Statut et condition d'emploi	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	**35**	**100**	**26**	**100**
Salariés	**25**	**73,5**	**21**	**80,8**
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	24	70,6	20	76,9
Contrats à durée déterminée	0	0,0	1	3,8
Intérim	1	2,9	0	0,0
Emplois aidés	0	0,0	0	0,0
Apprentissage - Stage	0	0,0	0	0,0
Non-Salariés	**9**	**26,5**	**5**	**19,2**
Indépendants	5	14,7	4	15,4
Employeurs	4	11,8	1	3,8
Aides familiaux	0	0,0	0	0,0

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Figure 129 : Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2021 (source : Insee)

En 2021, parmi la population non scolarisée de 15 ans ou plus, 27,9% est en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur ; 17,3% d'un baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent et 22,1% n'a aucun diplôme ou certificat d'études primaires.

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)



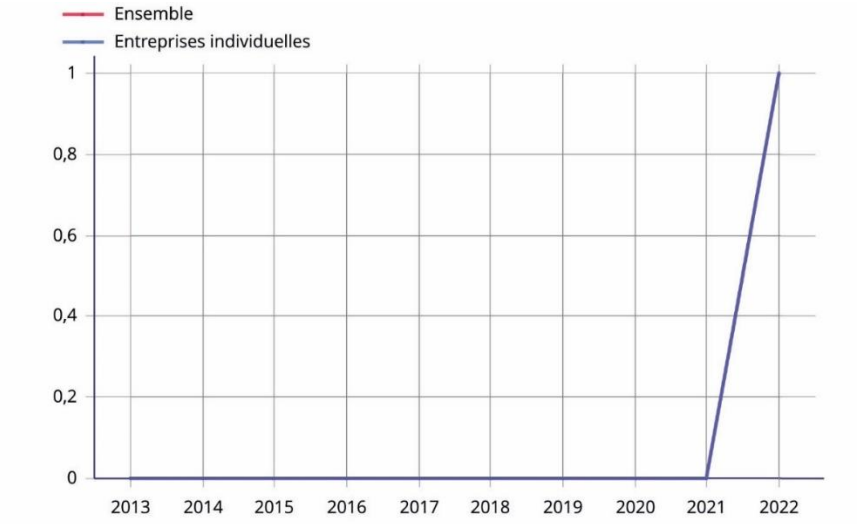
Note : Les modalités de réponse ayant évolué au cours des enquêtes de recensement, les valeurs ne peuvent être obtenues pour le millésime 2015.
Sources : Insee, RP2010, RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Figure 130 : Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus - en % (source : Insee)

5.5.2.2. Création d'entreprises

La demande de création d'entreprise sur le territoire de Colline Beaumont est faible : 1 établissement créé en 2022.

DEN G1 – Evolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

DEN T1 – Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2022

	Entreprises créées		Dont entreprises individuelles	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	**1**	**100,0**	**1**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	1	100,0	1	100,0
Construction	0	0,0	0	
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	0	0,0	0	
Information et communication	0	0,0	0	
Activités financières et d'assurance	0	0,0	0	
Activités immobilières	0	0,0	0	
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	0	0,0	0	
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0	0,0	0	
Autres activités de services	0	0,0	0	

Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

La création provient de l'industrie manufacturière, industries extractives et autres.

5.5.2.3. Activité touristique

Aucun hébergement collectif et hôtel n'est identifié sur la commune selon l'INSEE.

TOUT T2 – Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2024

Nombre d'étoiles	Terrains	Emplacements
Ensemble	**0**	**0**
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee, partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2024.

5.5.2.4. Activités agricoles

L'économie de Colline-Beaumont repose principalement sur l'agriculture, soutenue par ses trois exploitants locaux. Depuis 20 ans, cette activité est restée stable, centrée sur la polyculture et l'élevage de bovins allaitants. La présence d'ateliers bovins s'explique par le relief vallonné et la forte teneur en silex des sols, peu propices à des cultures de qualité. Par ailleurs, quelques agriculteurs des communes voisines exploitent également des terres situées sur le territoire communal.

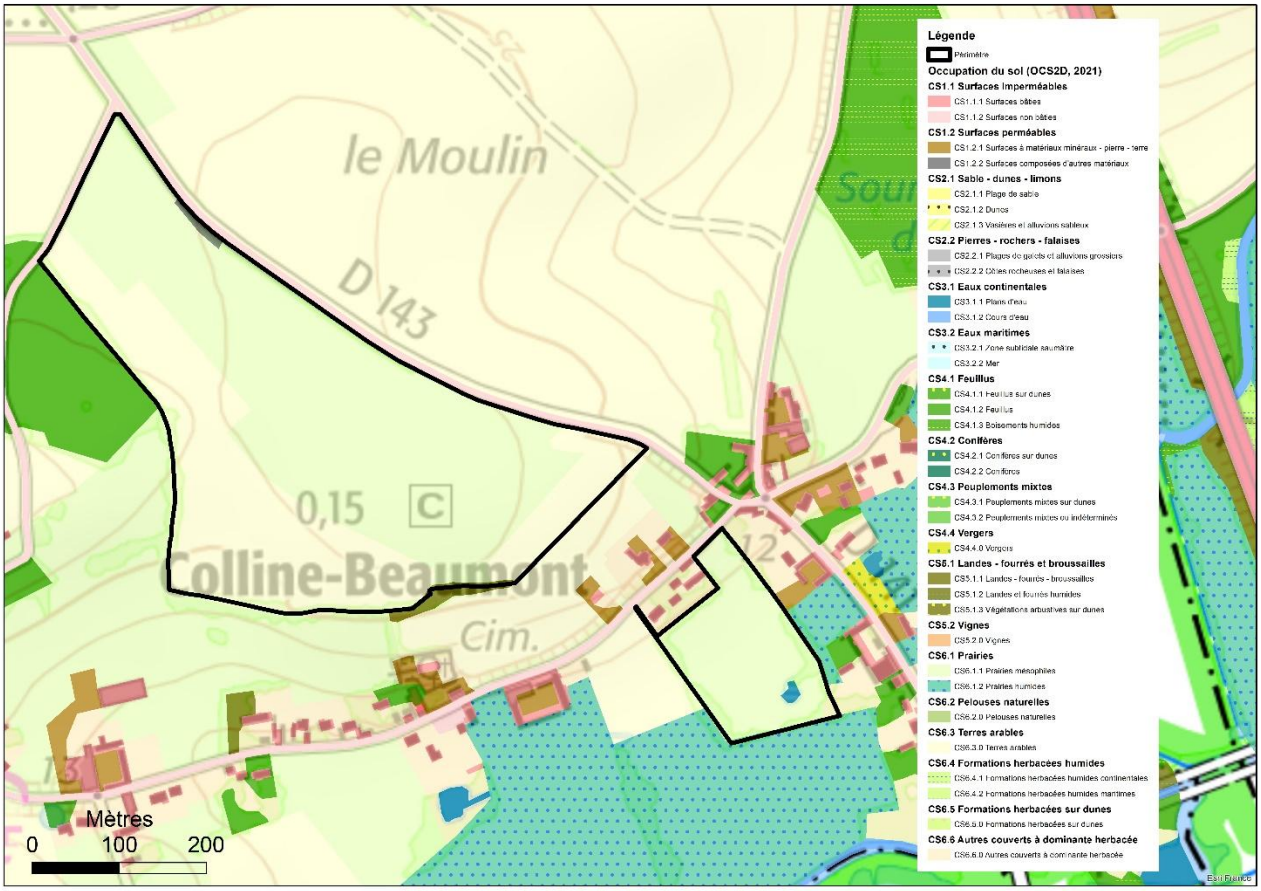


Figure 131 : Carte occupation des sols

Le site d'étude se situe principalement sur des terres cultivées et des prairies d'après l'OCS2D 2021.

Au regard de l'état actuel de site, il s'agit d'une prairie fauchée sur l'ensemble du périmètre d'étude classée 1AUT « Zone de développement des activités d'hébergements hôteliers » au PLUi.

5.5.3. Les équipements

5.5.3.1. Les administrations

La commune de Colline-Beaumont est équipée d'une mairie.



Figure 132 : Mairie

5.5.3.2. Les équipements scolaires

La commune ne possède plus d'école depuis 1980, un RPI (Regroupement Pédagogique Intercommunal) existe en partenariat avec Conchil-Le-Temple.

5.5.3.3. Les équipements sportifs, de loisirs et culturels

On recense une salle communale.



Figure 133 : Ancienne école devenue salle des fêtes

5.5.4. Transport et déplacement

5.5.4.1. Réseau routier et déplacement individuel

La commune est traversée à l'est par l'autoroute A16 et à l'ouest par la ligne de Longueau à Boulogne-sur-Mer, aisément accessible par la D 940.

Le projet est raccordé au tissu urbain par des liaisons locales. Le trafic est peu dense sur le territoire de Colline-Beaumont.

5.5.4.2. Transports collectifs

Bus

Aucun réel réseau de bus n'existe sur le territoire communal.

Gares

La commune n'est pas desservie par une gare ferroviaire ; la plus proche se situe à Rang-du-Fliers-Verton (à environ 9 km).

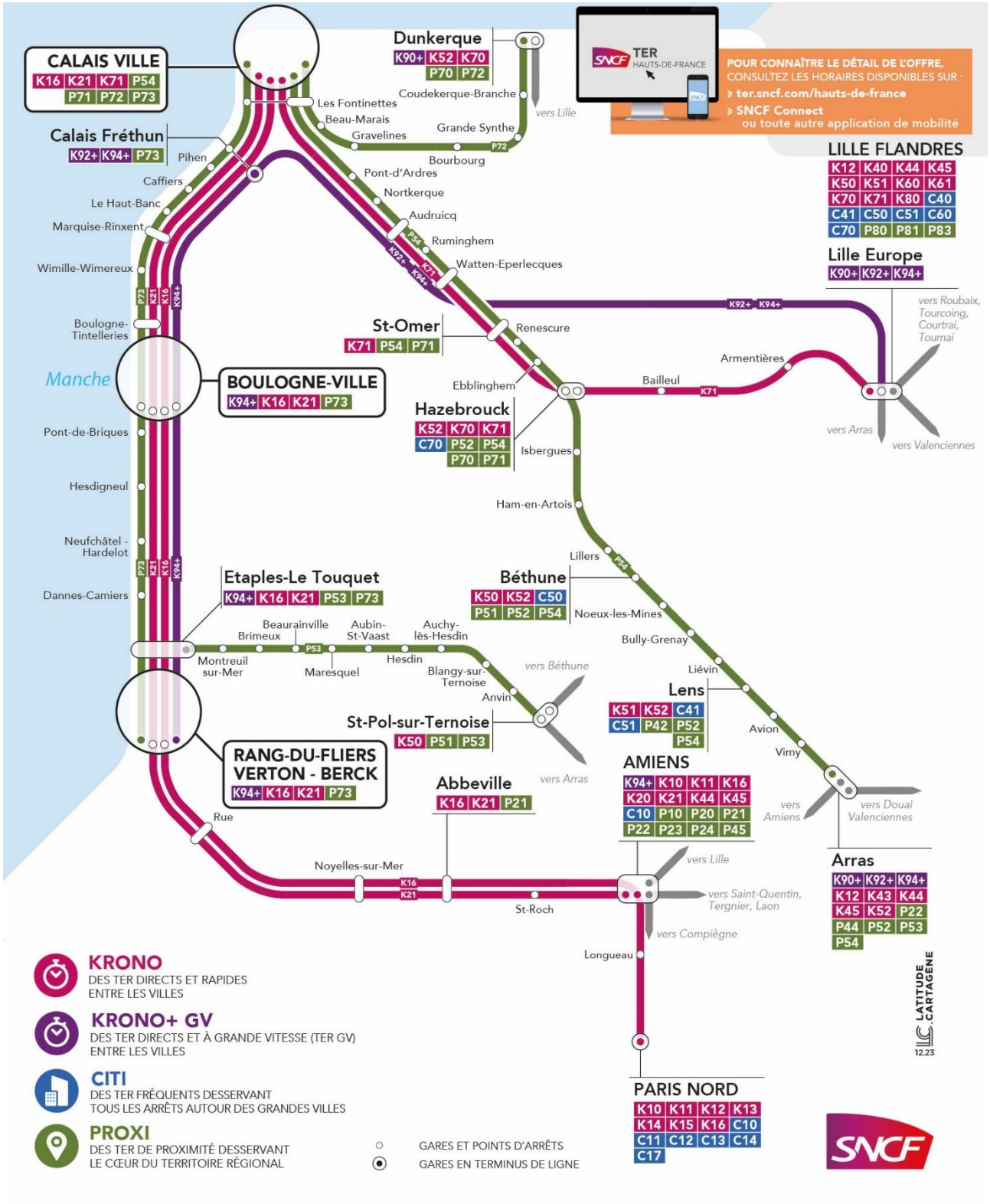


Figure 134 : Lignes ferroviaires (source : https://mmt.vsct.fr/sites/default/files/swt/CHDF/2024-01/SA2023_Calais%20-%20Boulogne%20-%20Rang%20du%20Fliers_v15.pdf)

5.5.4.3. Modes doux

On retrouve des trottoirs seulement au sein du cœur du village. Le caractère rural du territoire ne s'y prête pas. Des accotements enherbés ont été préservés.

Dans le cadre du développement des modes de déplacements doux, l'agglomération de la CA2BM réalise des travaux de création de pistes cyclables qui s'intègrent dans le réseau de l'Eurovéloroute littorale.

La véloroute maritime se situe à environ 2,4 km du site d'étude, elle ne dessert donc pas le projet.

L'**EuroVelo 4** est un itinéraire cyclable européen qui traverse l'Europe d'ouest en est. Elle s'étend de **Roscoff en France** jusqu'à **Kiev en Ukraine**, sur une distance totale d'environ **5 100 km**, traversant des paysages variés : côtes, campagnes, montagnes et grandes villes.



Figure 135 : Eurovélo 4 (Source : https://www.lavelomaritime.fr/)



Figure 136 : Zoom Eurovéloroute territoire CA2BM (Source : https://www.ca2bm.fr/service-au-public/transports/se-deplacer/le-reseau-de-pistes-cyclables)

Un circuit cyclo passe le long de la RD 143 à Colline-Beaumont. Il s'agit du circuit « La Madelon » d'une distance de 32,2 km.



Figure 137 : Circuit "La Madelon" (Source : IGNRando)

Vue depuis la rue de la Fontaine (au Nord de la parcelle dédiée au camping), pas de desserte piétonne, ni de desserte de transports en commun. Elle fait partie de la **Boucle de la Basse Vallée.**



Figure 138 : Rue de la Fontaine (source : Google Maps)

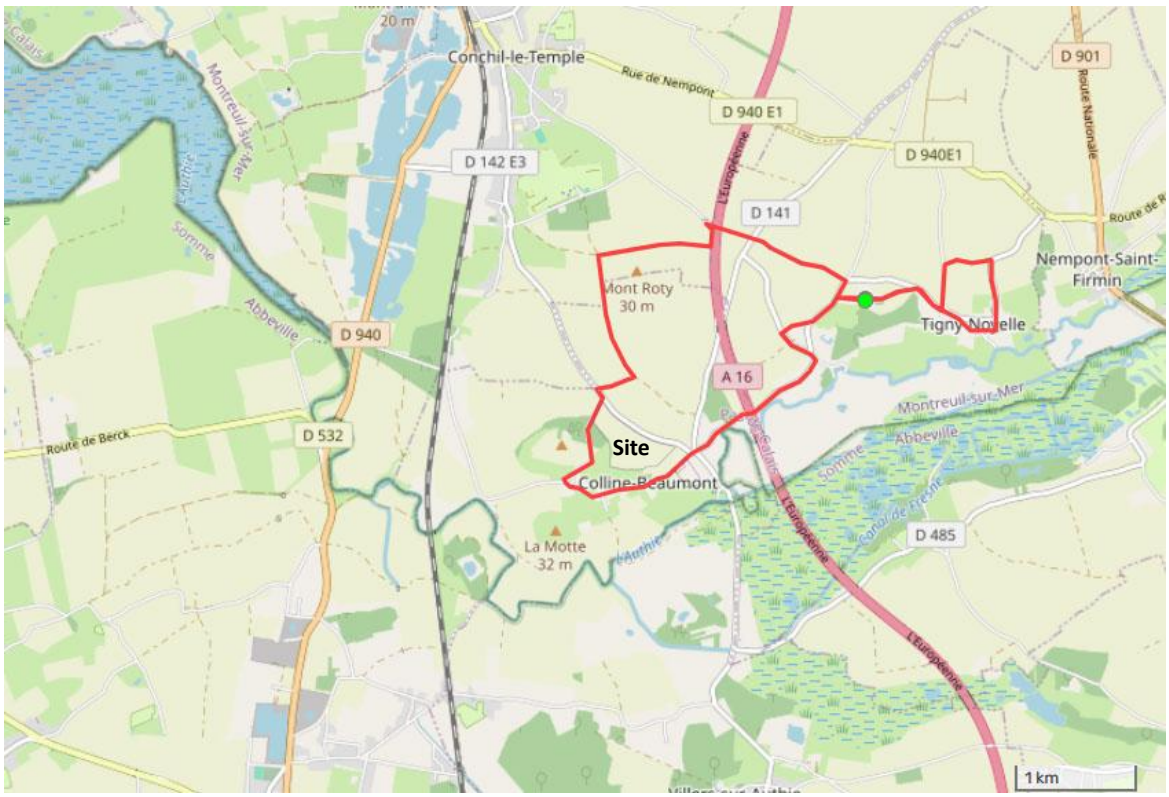


Figure 139 : Boucle de la basse vallée

La **Boucle de la Basse Vallée** est un itinéraire de randonnée de 12 km qui relie les communes de Tigny-Noyelle et **Colline-Beaumont.** L'itinéraire commence et se termine à Tigny-Noyelle ou **Colline-Beaumont**.



Figure 140 : Panneaux d'information Boucle de la basse vallée

Un itinéraire cyclotouristique en boucle au départ de Tigny-Noyelle, passant par le Phare de Berck et la Plage de Berck. Cet itinéraire offre un mélange parfait entre découverte culturelle (phare), nature (plage et baie) et tranquillité (campagne).

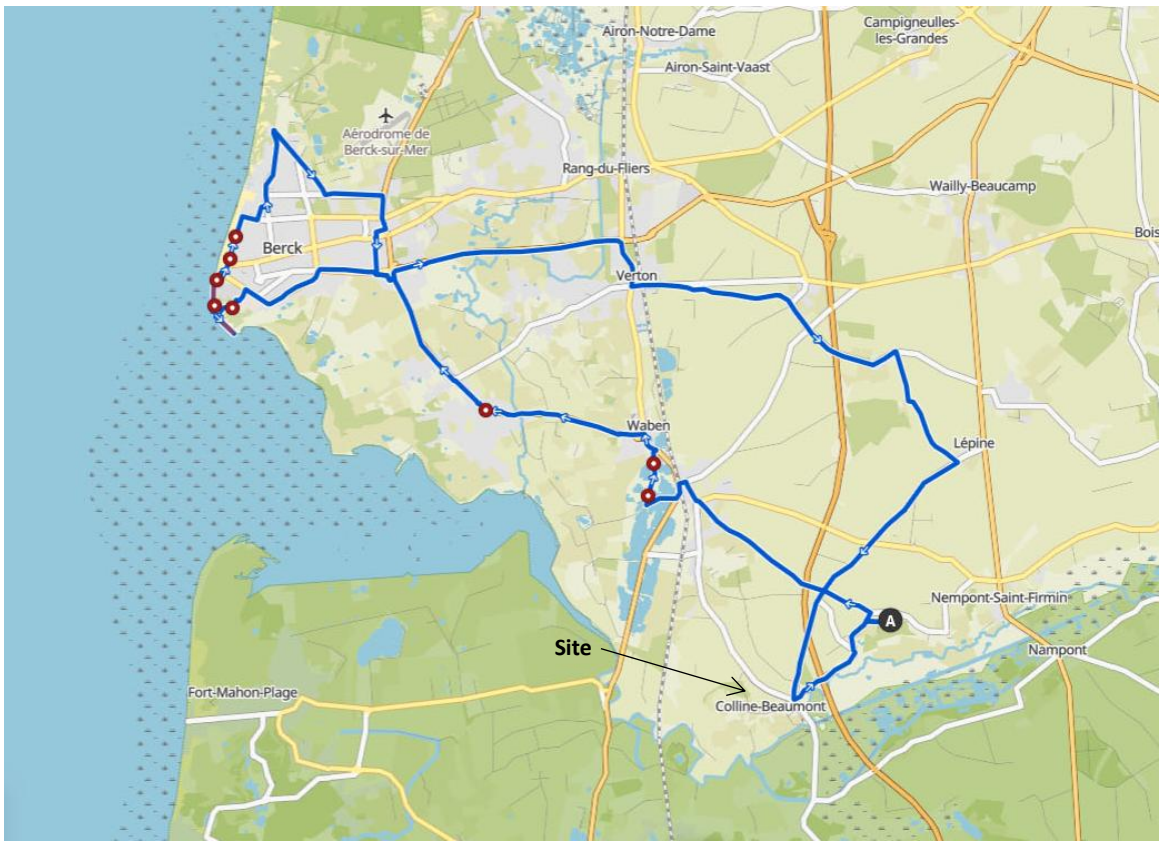


Figure 141 : Itinéraire cyclotouristique (Source : https://www.komoot.com/fr-fr/smarttour/21594924/zoom)

5.5.4.4. Part modale des déplacements

Le site sera accessible au nord par la rue de la Fontaine.

Les liaisons routières aux alentours du projet sont des liaisons locales. Au nord accès à la RD 940 par Conchil-le-Temple et à l'est accès RN1, D901 (à environ 5,6 kms et A16 à Berck et à Rue permet le raccordement de la commune de **Colline-Beaumont**.

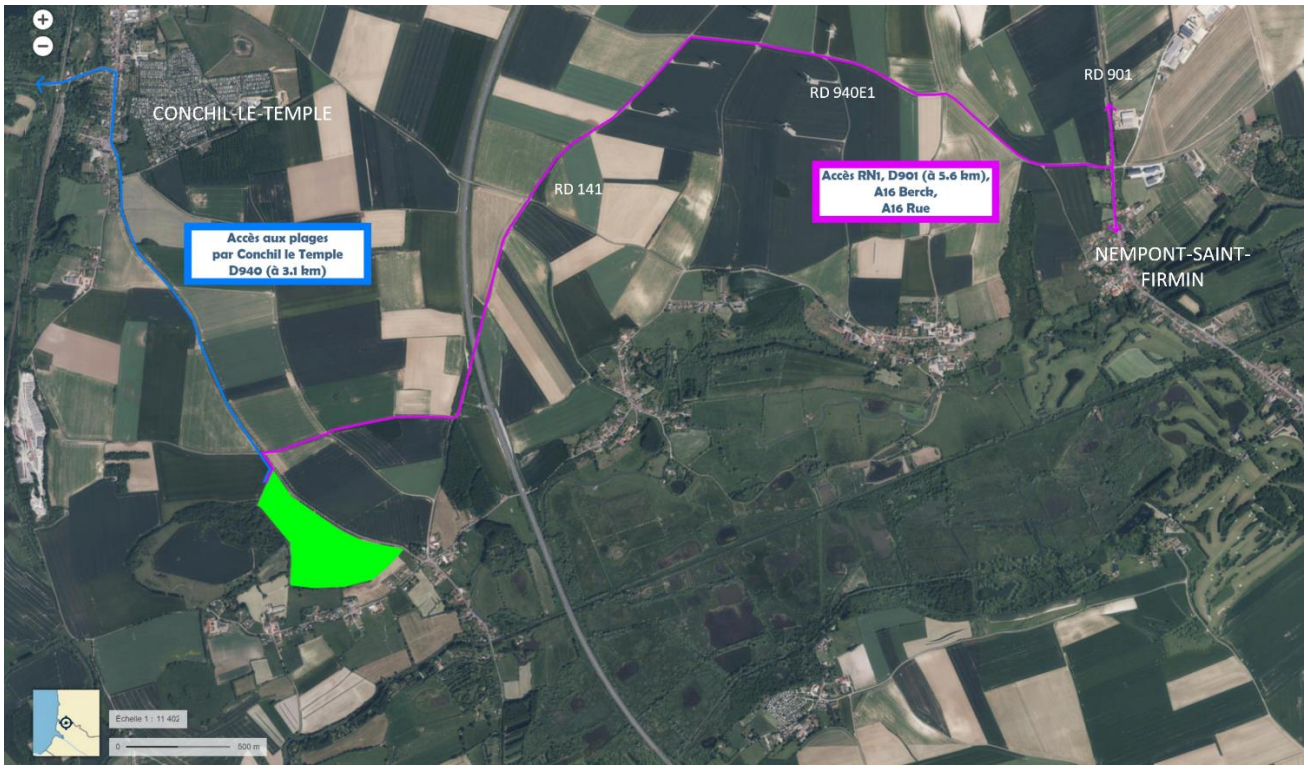
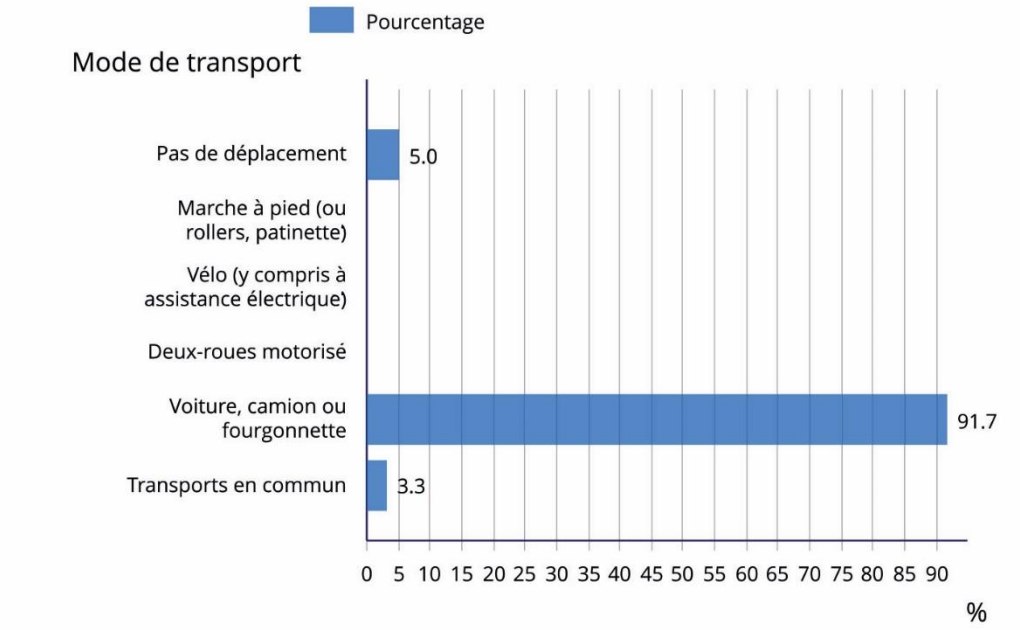


Figure 142 : Accès au site (sources : SA Authie Tourisme, Paysage 360)



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Figure 143 : ACT G2 – Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2021

À **Colline-Beaumont**, en 2021, **91,7 % des habitants** utilisaient un véhicule privé, tels qu'une voiture, un camion ou une fourgonnette, pour se rendre au travail. Ce taux élevé met en évidence l'absence de transports en commun dans la commune, ce qui oblige une grande majorité de la population à dépendre de leur propre moyen de transport pour leurs déplacements professionnels.

5.5.5. Synthèse de l'environnement humain

Thème	Diagnostic au niveau du site	Enjeux pour le site
Environnement humain	Population en légère baisse, augmentation des classes d'âge de 0 à 29 ans	**Fort :** l'augmentation des jeunes de 0 à 29 ans pourrait signifier une réorientation démographique positive pour la commune à moyen et long terme, avec un potentiel de renouveau et de vitalité.
Environnement économique	Présence de 3 exploitations agricoles et d'un artisan en travaux publics	**Modérée :** économie rurale stable mais limitée, ayant besoin de diversification pour attirer davantage d'activités économiques.
Equipements	Mairie et salle communale	**Faible :** L'absence de commerces dans la commune oblige les habitants à se déplacer vers des villages ou villes voisines pour accéder à des biens de consommation.
Déplacements motorisés	Trafic routier peu dense sur la commune, pas de gare ni de réseau bus	**Faible** : voiture principale moyen de déplacement
Déplacements doux	Présence d'un sentier de 12 kms reliant **Colline-Beaumont** à Tigny-Noyelle Itinéraire cyclotouristique en boucle au départ de Tigny-Noyelle	**Faible** même si manque de présence d'allée, de trottoir ou de cheminement sécurisé en dehors du site

5.6. Patrimoine historique, paysager et culturel

5.6.1. Entités paysagères

Le projet est localisé à cheval des **unités paysagères « Paysages du val d'Authie » et « Paysages des dunes et estuaires d'Opale.**

Le paysage de Colline-Beaumont est typiquement rural, avec des collines verdoyantes, des champs cultivés, des prairies et quelques boisements. La campagne environnante est entrecoupée de chemins de randonnée qui permettent de profiter de la tranquillité et de la beauté naturelle du lieu. Les vastes plaines agricoles témoignent du caractère agricole de la région.

La zone d'étude est occupée par de la prairie, elle est bordée le long de la rue des croisés d'un alignement d'arbres, à l'ouest d'un boisement.

5.6.2. Patrimoine historique

5.6.2.1. Histoire

Le nom de Colline-Beaumont suggère une occupation ancienne liée au relief. La mention de "Colline" fait référence à ses paysages vallonnés, tandis que "*Beaumon*t" (signifiant "*beau mont*") est typique des noms médiévaux désignant des terres fertiles ou des hauteurs stratégiques.
Au Moyen Âge, le village aurait été un lieu agricole, dépendant d'une seigneurie locale. L'église Saint-Josse, aujourd'hui encore un symbole du village, pourrait dater de cette époque ou être le successeur d'une construction plus ancienne. Le village s'organisait probablement autour de cette église, lieu central de la vie spirituelle et sociale.



Figure 144 : Carte d'Etat-Major de la Baie d'Authie en 1886 (source : Wikipédia)

5.6.2.2. Monuments historiques

La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Ce dispositif est codifié dans le code du patrimoine (articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-96-17). À défaut de périmètre délimité, la protection au titre des abords s'applique **aux immeubles situés dans le champ de visibilité d'un monument**

historique à moins de 500 mètres de celui-ci. Ces périmètres ont vocation à être transformés en périmètres délimités des abords.

La base de données Mérimée ne fait mention d'aucun monument historique sur la commune de Colline-Beaumont.

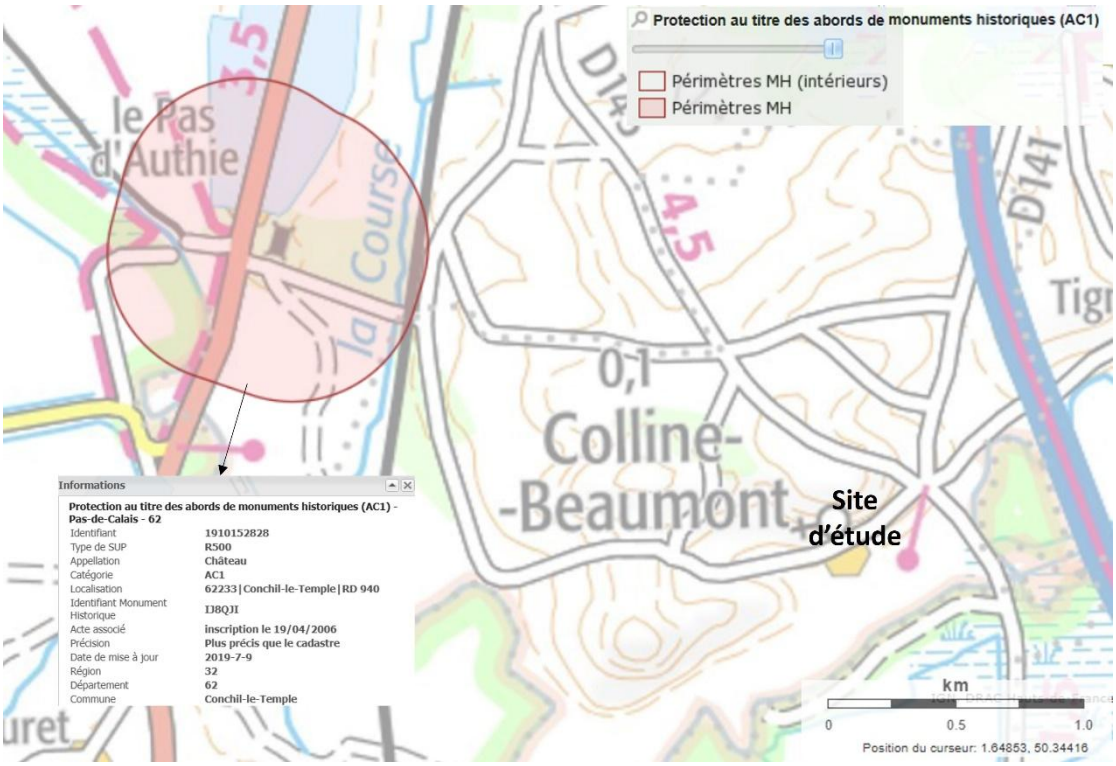


Figure 145 : Protection au titre des abords de monuments historiques AC1 (source : Atlas des Patrimoines)

Bien que Colline-Beaumont soit un village relativement modeste, il possède quelques éléments de patrimoine dignes d'intérêt repris dans le PLUi dont :

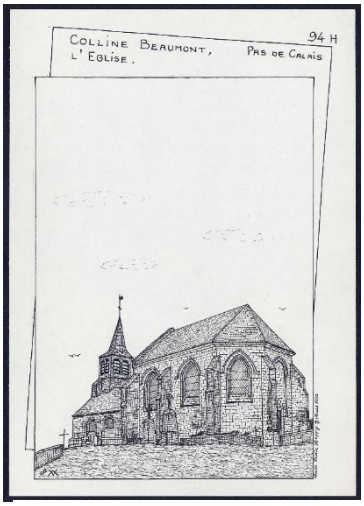


Figure 146 : Eglise de Colline-Beaumont (source : Archives départementales de la Somme, cote 119FI805 © Claude Piette)

- **L'église Saint-Martin** : Cette église paroissiale, typique de la région, constitue un point central du village. Elle pourrait être une belle représentation de l'architecture religieuse locale, avec son clocher visible de loin.

- **Le patrimoine rural** : Des fermes anciennes, construites en briques ou en torchis, parsèment les environs. Certaines remontent à plusieurs siècles et témoignent de l'histoire agricole du village.

Ces éléments sont repris dans les illustrations ci-après.

PCT FID 0 : Commune de Colline-Beaumont : Dépendances de ferme



PCT FID 1 : Commune de Colline-Beaumont : Dépendances de ferme (bardage bois, pignon aveugle)
PCT FID 4 : Commune de Colline-Beaumont : Dépendances de ferme (bardage bois)





PCT FID 3 : Commune de Colline-Beaumont : Logis prierre calcaire et silex en soubassement



PCT FID 84 : Commune de Colline-Beaumont : Eglise Saint Martin

Patrimoine repéré par le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais



LIN FID 1 : Commune de Colline-Beaumont: Mur de clôture d'un pré



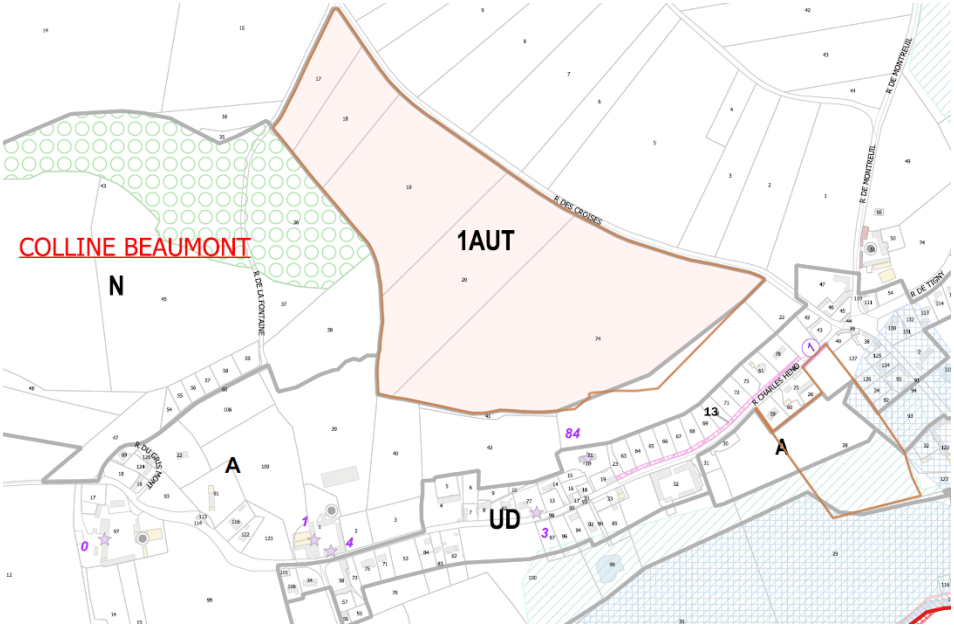


Figure 147 : Eléments repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme (Source : PLUi)

5.6.2.3. Sites patrimoniaux remarquables

Selon l'article L631-1 du code du Patrimoine, sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou

quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables au caractère de servitude d'utilité publique affecte l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Les sites patrimoniaux remarquables se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Plus de 800 sites patrimoniaux remarquables ont été créés dès le 8 juillet 2016.

Aucun site patrimonial remarquable n'est identifié à proximité.

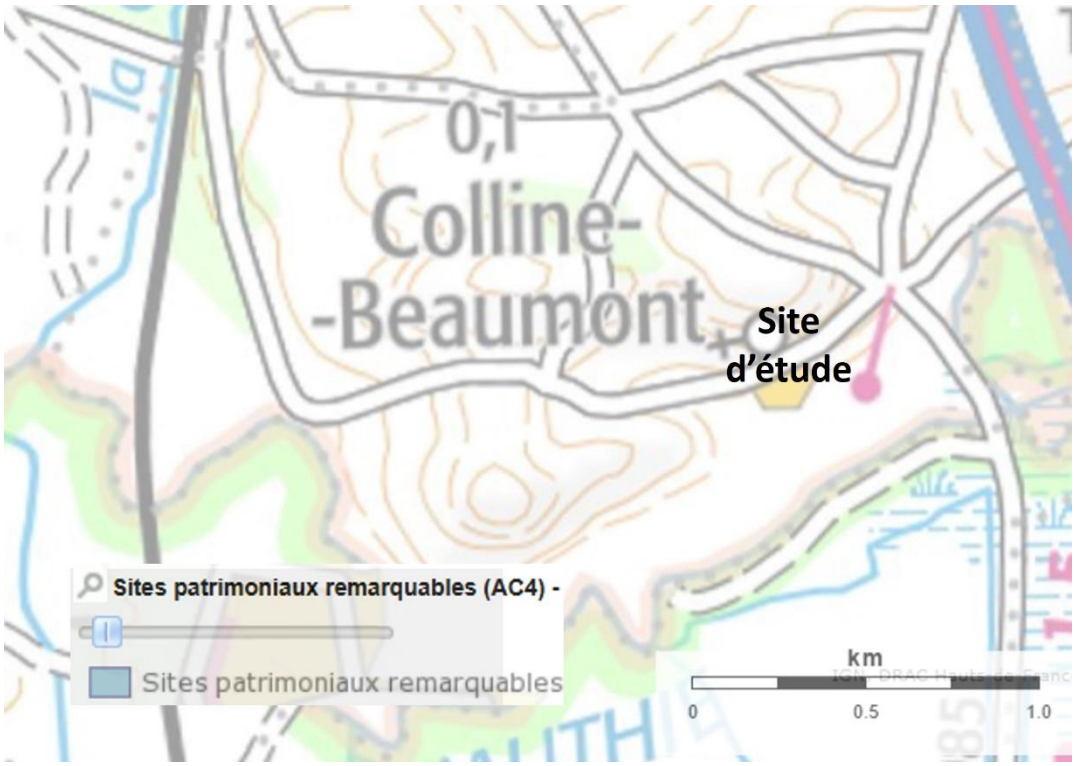


Figure 148 : Sites Patrimoniaux Remarquables AC4 (source : Atlas des Patrimoines)

5.6.2.4. Sites inscrits et sites classés

La Loi du 2 Mai 1930 codifiée par les articles L. 341-1 à 22 du code de l'environnement permet de préserver des sites, paysages et monuments naturels dès lors qu'ils représentent un intérêt du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Les sites sont inscrits ou classés par arrêtés et décrets. Sur environ 2500 sites classés au titre de la loi du 2 mai 1930 de protection des sites et des paysages, une centaine sont emblématiques et peuvent potentiellement être des Grands Sites de France.

Aucun site inscrit ou classé n'est identifié à proximité du projet. Le site le plus proche du projet est le site de Montreuil.

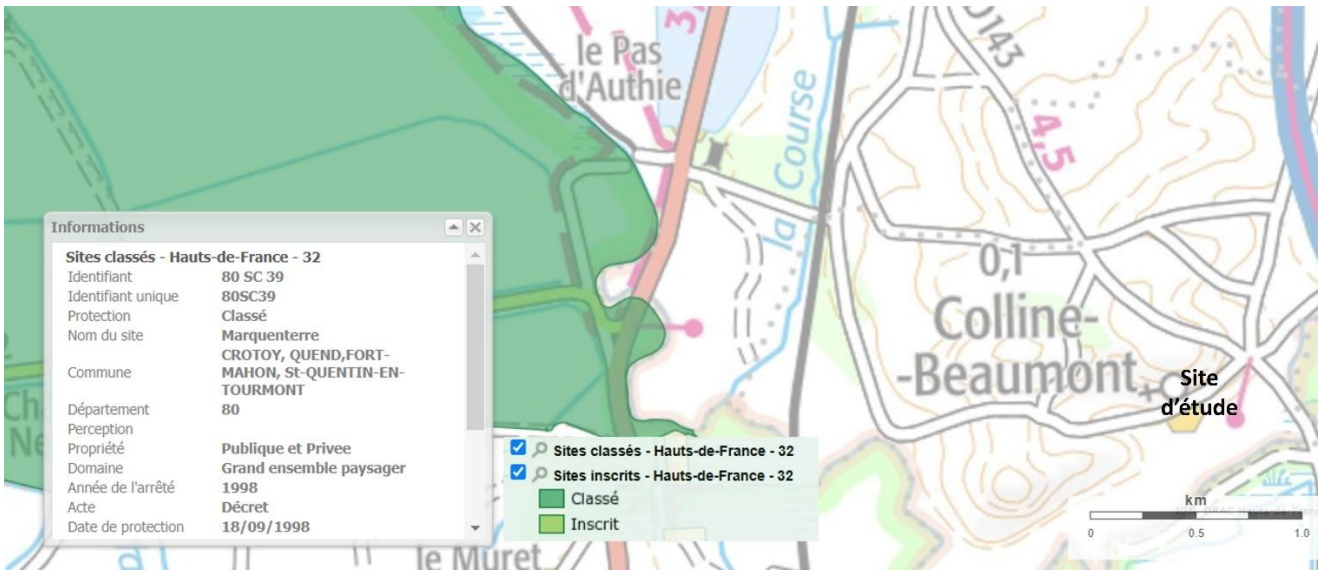


Figure 149 : Sites classés et inscrits (source : Atlas des Patrimoines)

5.6.2.5. Bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO

La France compte, en 2024, 53 biens inscrits au patrimoine mondial : 44 biens culturels, 7 biens naturels et 2 biens mixtes. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial et les obligations qui lui sont attachées découlent d'une convention internationale de l'UNESCO, la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, ratifiée par la France en 1975. Cette convention ne porte que sur des éléments bâtis par l'homme ou constituant naturellement un paysage. Elle est donc distincte de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003.

Aucun bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO n'est identifié à proximité.

5.6.3. Synthèse du patrimoine

Thème	Diagnostic au niveau du site	Enjeux pour le site
Paysage	Le paysage de Colline-Beaumont est rural, caractérisé par des collines verdoyantes, des champs cultivés, des prairies et quelques bois. La commune est traversée par un chemin de randonnée, offrant un cadre tranquille et naturel, avec des plaines agricoles.	Faible : Les éléments du paysage doivent être maintenus.
Patrimoine	Aucun zonage de protection des monuments historiques Aucun site patrimonial remarquable Aucun site inscrit ou classé Aucun site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO	Aucun

5.7. Synthèse état initial

	Diagnostic au niveau du site	Enjeux pour le site
Climat		
Climat	Climat océanique caractérisé par des températures douces et une pluviométrie relativement abondante.	Enjeux faibles : le projet devra avoir la capacité de stocker les évènements météorologiques exceptionnels.
Evolution du climat	La commune se trouve dans une zone d'aléa faible concernant l'exposition de la population aux risques climatiques.	Enjeux modérés : les risques enregistrés sur la commune pourront être amplifiés par le changement climatique dans les années à venir.
Potentiel en énergie renouvelable	Plusieurs types d'énergie sont possibles sur le site : petit éolien, solaire…	Enjeux faibles : la récupération d'énergie est envisageable
Enjeux écologiques, parcelle concernée par le camping		
Chênaie-charmaie	Au niveau de la lisière du boisement en limite de la parcelle, qui présente un cumul d'enjeux modérés pour les oiseaux, les amphibiens et les chiroptères. Cette lisière comporte également 2 arbres à cavités potentiellement favorables aux chiroptères, également d'enjeux forts	Enjeux modérés pour les oiseaux nicheurs, les amphibiens et les chiroptères
Arbres à cavités		Enjeux forts pour les chiroptères (présence de cavités : gîtes potentiels
Friche herbacée mésophile (parcelle du camping)	Friche herbacée mésophile associé à l'alignement d'arbres (zone de chasse et de déplacement des chiroptères), les haies continues diversifiées (enjeux modérés pour les oiseaux nicheurs), la friche arbustive à arborée (enjeux modérés pour les oiseaux nicheurs également) et la petite dépression mésohygrophile comportant la Ratoncule naine -*Myosurus minimus*-, espèce végétale patrimoniale mais non protégée.	Enjeux modérés
Alignement d'arbres		
Dépression mésohygrophile		
Friche arbustive à arborée		
Haie continue diversifiée		
Zone défrichée	Les autres habitats, en particulier la prairie, sont quant à eux d'enjeux faibles.	Enjeux faibles
Zone défrichée		
Enjeux écologiques, parcelle concernée par la station d'épuration		
Mare permanente avec végétation aquatique et fossé permanent avec végétation hygrophiles, formation rivulaire de joncs	La partie basse regroupe la majorité des enjeux, avec des enjeux très forts au niveau de la mare (incluant la formation rivulaire de joncs) et du fossé permanent (cumul d'enjeux forts pour les amphibiens et les	Enjeux très forts pour les habitats, la flore, les insectes, les amphibiens

Haie continue diversifiée et alignement de saules têtards	insectes notamment). Les végétations ligneuses à proximité de ces habitats aquatiques, à savoir, les 2 alignements de saules têtards et les haies sont également d'enjeux forts (car habitats possibles d'estivage / hivernage des amphibiens, notamment de la Rainette verte).	Enjeux forts pour las amphibiens (habitat d'estivage / hivernage) et modérés pour les oiseaux
Muret de pierres	Le muret limitant la parcelle au Nord est également d'enjeux forts en raison de la présence du Lézard des murailles, reptile protégé dont les habitats sont également protégés.	Enjeux forts pour les reptiles (présence du Lézard des murailles)
Prairie de fauche hygrophile	La prairie de fauche hygrophile est quant à elle d'enjeux modérés (pour les habitats et les insectes).	Enjeux modérés pour les habitats et les insectes
Prairie semée peu diversifiée, friche herbacée mésophile, fossé	Les autres habitats sont d'enjeux faibles.	Enjeux faibles pour l'ensemble des groupes
Qualité de l'air et de l'ambiance sonore		
Qualité de l'air	Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs.	Enjeux faibles : limiter l'émission de gaz polluants lors des travaux et en phase d'exploitation du projet.
Nuisance sonore	Le projet se situe à environ 900m d'une voirie bruyante.	Enjeux faibles : limiter l'augmentation de circulation induite par le projet.
Risques naturels et technologiques		
Risques naturels	Inondation et coulée de boue PPRi Basse Vallée de l'Authie Retrait et gonflement des argiles, aléas fort à faible Zone de sismicité faible Aucune cavité PAPI Bresle Somme Authie	Enjeux faibles
Risques technologiques	Aucune ICPE Pas de risque SEVESO Risque lié au transport de matière dangereuse faible Aucun site Basias/Basols	Enjeux très faibles
Environnement humain		
Environnement humain	Population en légère baisse, augmentation des classes d'âge de 0 à 29 ans	Enjeux forts : l'augmentation des jeunes de 0 à 29 ans pourrait signifier une réorientation démographique positive pour la commune à moyen et long terme, avec un potentiel de renouveau et de vitalité.
Environnement économique	Présence de 3 exploitations agricoles et d'un artisan en travaux publics	Enjeux modérés : économie rurale stable mais limitée, ayant besoin de

		diversification pour attirer davantage d'activités économiques.
Equipements	Mairie et salle communale	Enjeux faibles : l'absence de commerces dans la commune oblige les habitants à se déplacer vers des villages ou villes voisines pour accéder à des biens de consommation.
Déplacements motorisés	Trafic routier peu dense sur la commune, pas de gare ni de réseau bus	Enjeux faibles : voiture principale moyen de déplacement
Déplacements doux	Présence d'un sentier de 12 kms reliant **Colline-Beaumont** à Tigny-Noyelle Itinéraire cyclotouristique en boucle au départ de Tigny-Noyelle	Enjeux faibles même si manque de présence d'allée, de trottoir ou de cheminement sécurisé en dehors du site
Patrimoine		
Paysage	Le paysage de Colline-Beaumont est rural, caractérisé par des collines verdoyantes, des champs cultivés, des prairies et quelques bois. La commune est traversée par un chemin de randonnée, offrant un cadre tranquille et naturel, avec des plaines agricoles.	Enjeux faibles : les éléments du paysage doivent être maintenus.
Patrimoine	Aucun zonage de protection des monuments historiques Aucun site patrimonial remarquable Aucun site inscrit ou classé Aucun site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO	Aucun

6. Evolution probable du site et de l'environnement en l'absence de projet

L'article 122-5 du Code de l'Environnement prévoit que l'étude d'impact comporte « *un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport à l'état initial de l'environnement peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles* ».

6.1. Evolution probable du site

L'évolution probable du site en absence de la mise en œuvre du projet provient de plusieurs composantes :

- La nature du terrain d'accueil et son usage à travers le temps,
- Les politiques de développement économique et d'urbanisme qui influencent les projets et le développement des besoins induits dans la société,
- Les documents réglementaires de l'urbanisme comme les PLU(i) qui imposent dans son zonage et dans son règlement des usages et projets,
- Les changements potentiels de l'état du site selon les effets du changement climatique à long terme,
- La possibilité d'installation d'autres projets ou d'autres usages.

6.2. Evolution probable de l'environnement

Cette partie présente l'évolution probable de l'environnement en l'absence de la réalisation d'un projet urbain. L'analyse de l'évolution des composantes environnementales se base sur le fait que le site resterait fauché.

Plusieurs paramètres sont susceptibles d'évoluer naturellement et d'impacter avec le temps le site indépendamment de la présence ou de l'absence d'un projet, on peut citer l'évolution des conditions climatiques par exemple.

Le tableau ci-après présente les évolutions probables de l'environnement en présence et en l'absence de mise en œuvre du projet par thématiques.

Thématique	Evolution de l'état actuel de l'environnement avec le projet.	Evolution de l'état actuel de l'environnement sans le projet.
Topographie	Topographie peu modifiée. Le projet s'appuie sur cette dernière.	Pas de modification
Géologie	Pas de modification	Pas de modification
Hydraulique	Infiltration des eaux pluviales sur le site	Pas de modification
Zones humides	La partie Sud de la parcelle AD28 est considérée comme zone humide ; le projet veille à ne pas toucher cette partie.	Pas de modification
Air et climat	Augmentation des émissions de gaz à effet de serre liées au trafic induit par le projet.	Pas de modification si maintien de la parcelle en fauche.
Paysage	Le projet veille à s'intégrer au mieux dans le paysage actuel (haies, merlons,..) afin de limiter au maximum les vues vers le site depuis l'extérieur.	Pas de modification si le site continue à être fauché.
Milieu naturel	Suppression d'un habitat favorable à la faune.	Pas de modification sauf si le changement climatique

	Mise en place d'espaces verts et de haies favorables à la trame verte.	(sécheresse ou précipitations importantes) nécessite une adaptation des essences végétales présentes actuellement.
Nuisances	Nuisance temporaire liée à la pose des enrobés en phase travaux. Aucune odeur attendue du fait de la création d'une microstation d'épuration des eaux usées. Augmentation des nuisances sonores du secteur liées au trafic automobile induit par le projet.	Pas de modification
Risques	Parcelle camping : concernée par le risque retrait gonflement des argiles Parcelle station d'épuration : concernée par les risques inondations	Pas de modification
Milieu humain	Augmentation de la population communale. Développement de l'économie locale et création d'emplois.	Pas de modification

7. Evaluation des impacts et mesures associées

7.1. Préambule

Un impact environnemental désigne l'ensemble des modifications qualitatives, quantitatives et fonctionnelles engendré par le projet sur les différentes thématiques présentées dans l'état initial.

Les effets du projet peuvent être classés suivant plusieurs incidences :

- Incidence directe : incidence directement attribuable aux travaux et aménagements projetés,

- Incidence indirecte : incidence différée dans le temps ou dans l'espace, attribuable à la réalisation des travaux et aménagements,

- Incidence temporaire : incidence liée à la phase de réalisation des travaux, nuisances de chantier, notamment la circulation de camions et bateaux, bruit, poussière, turbidité, vibrations, odeurs. L'incidence temporaire s'atténue progressivement jusqu'à disparaître,

- Incidence permanente : incidence qui ne s'atténue pas d'elle-même avec le temps. Une incidence permanente est dite réversible si la cessation de l'activité la générant suffit à la supprimer,

- Incidence négligeable : incidence ce suffisamment faible pour que l'on puisse considérer que les nouveaux aménagements n'ont pas d'incidence,

- Incidence mineure : incidence dont l'importance ne justifie pas de mesure environnementale, réductrice ou compensatoire,

- Incidence modérée : incidence dont l'importance peut justifier une mesure environnementale

- Incidence majeure : incidence dont l'importance justifie une mesure réductrice ou compensatoire.

A noter que la durée d'expression d'un impact n'est en rien liée à son intensité : des impacts temporaires peuvent être tout aussi importants que des impacts pérennes. L'intensité d'un impact est donc appréciée selon les conséquences engendrées :
- Modification sur la qualité de l'environnement physique initial,
- Perturbation des zones à valeur naturelle, culturelle ou socio-économique,
- Perturbation sur la biodiversité du secteur,
- Perturbation/incommodité pour les populations/présence humaine dans le secteur d'étude.

Les questions environnementales font partie des données de conception des projets au même titre que les autres éléments techniques, financiers, etc. Il s'agit de généraliser la séquence « Eviter, Réduire, Compenser », habituellement utilisée pour le milieu naturel, à l'ensemble des thématiques de l'environnement :

- **Les mesures d'évitement ou de suppression** consistent en une modification, un déplacement ou une suppression d'aménagement qui permet d'en supprimer totalement les effets ;
- **Les mesures de réduction** consistent en une adaptation du parti d'aménagement pour en réduire les impacts lorsque ceux-ci n'ont pas pu être évités ;
- **Les mesures de compensation** doivent permettre de compenser de façon permanente et pérenne, les impacts résiduels du projet par la réalisation d'aménagements supplémentaires.

En complément des mesures ERC, il est également présenté **les mesures d'accompagnement et d'amélioration,** qui se distinguent d'une part car elles sont prises pour aller au-delà de la simple compensation, ou simplement par une volonté de la MOA d'avoir un impact positif.

7.2. Effets cumulés du projet avec des projets connexes

Conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements, l'évaluation des impacts doit présenter « *Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres (…)du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées.* »

Les *« projets existants ou approuvés » à considérer d'après la réglementation sont ceux relevant du régime de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau et qui ont fait l'objet d'un document d'incidence et d'une enquête publique ; ou ayant fait l'objet d'une étude d'impact et pour lesquels l'avis de l'AE a été rendu public.* »

D'après les données disponibles sur les sites de la DREAL et MRAe Hauts-de-France en novembre 2025, 3 projets sont situés à proximité du projet de camping :

- **Projet de carrière de sables et de galets et installation de traitement mobile au lieu-dit « La garenne de Moncourt » sur la commune de Rue – avis MRAe 2024-8103**

La société « EQIOM GRANULATS », a pour projet d'ouvrir une carrière de sables et de galets et une installation de traitement mobile à Rue, au lieu-dit « La garenne de Moncourt », suite à des prospections géologiques qui ont confirmé la présence d'un gisement exploitable. Le projet comprend l'extraction de sables ainsi que le réaménagement du site avec un plan d'eau de six hectares entouré de roselières, de prairies, de bosquets, et de mares. La durée d'exploitation du projet est fixée à 10 ans, période comprenant la préparation du site (un an), l'extraction (huit ans) et la remise en état des terrains (un an). La production se fera sur un rythme de 100 000 t/an en moyenne avec un maximum de 150 000 t/an. Le volume correspondant à extraire est d'environ 455 000 m3.

- ➔ Pas d'effets cumulés concernant l'extraction de matériaux,
- ➔ Effets cumulés faibles concernant la biodiversité
- ➔ Pas d'effets cumulés sur la qualité des eaux souterraines et la ressource en eau

- **Projet d'aménagement de la base nautique Gérard Cauchois sur la commune de Berck-sur-Mer – avis MRAe 2024-7817**

Le projet d'aménagement de la base nautique Gérard Cauchois à Berck-sur-Mer, porté par la mairie de Berck-sur-Mer, consiste en la requalification d'un espace public au niveau du « chemin aux raisins » sur un terrain d'assiette de 50,5 hectares à Berck-sur-Mer, dans le département du Pas-de-Calais.

Il comprend :
• la requalification du chemin aux raisins ;
• la requalification d'un parking véhicules existant de 150 places véhicules et 75 places camping-car actuelles, qui est réorganisé afin de créer 172 places véhicules (dont quatre places pour personnes à mobilité réduite (PMR) et huit places équipées de bornes de recharges électriques) ;
• la requalification d'un parking pour bateaux (de 150 places) ;
• la création de parking vélos (50 places) ;
• la création d'un espace public de type jardin dunaire entre les deux parkings : cet espace renforcera la liaison écologique et piétonne de dune à dune ;
• la création d'une voie verte piétonne et cyclable en prolongement du chemin aux raisins afin d'assurer l'accessibilité piétonne, des secours et technique ;
• la reconstruction sur le bâtiment existant d'un « pôle house » et base nautique ;
• la requalification et la jonction entre le chemin de randonnée de la baie d'Authie et l'Esplanade ;
• le réaménagement de l'esplanade avec la création de gradins (deux étages) face à la mer ;

• la suppression d'un parking et restitution à la dune de 5 740 m².

➔ Pas d'effets cumulés

- **Projet de centrale photovoltaïque au sol sur la commune de La Calotterie – avis MRAe 2022-6570 / saisine Autorité Environnementale 02/12/2024**

La société SAMFI 24, filiale de SAMFI-INVEST, projette l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance totale de 4 099 kWc1 au lieu-dit « le Mont Hénon » sur la commune de La Calotterie dans le département du Pas-de-Calais. La production d'électricité annuelle envisagée est de 4 168 MWh. Le projet s'implante sur 5,44 hectares du site d'une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) d'une superficie totale de 10,3 hectares.

➔ Effets cumulés faibles concernant la biodiversité

- **Projet de carrière sur la commune de Wailly-Beaucamp – N° enregistrement Garance 2024-8466**

Consultation de l'Autorité Environnementale pour ce projet, absence d'observation de l'AE.

➔ Pas d'effets cumulés concernant l'extraction de matériaux,
➔ Effets cumulés faibles concernant la biodiversité
➔ Pas d'effets cumulés sur la qualité des eaux souterraines et la ressource en eau

- **Projet d'extension d'un camping de la société Plein Air du Montreuillois à Wailly-Beaucamp et Boisjean – avis MRAe 2023-7565**

Le projet, porté par la société « Plein air du Montreuillois l'extension », société par actions simplifiée, prévoit d'un camping sur un terrain d'assiette de 5,5 hectares sur les communes de Wailly-Beaucamp et Boisjean, dans le département du Pas-de-Calais.

Il comprend :
• l 'aménagement de 171 emplacements pour mobil-homes, dont 34 pour des courts séjours, sur des superficies de 130 à 230 m², et 137 dédiés à l'accueil de résidents à l'année, sur des superficies de 180 à 200 m² ; • l'aménagement d'un accès depuis le camping existant ;
• l a création d'une aire de collecte des ordures ménagères en enrobé et de deux parkings, de 29 places pour l'accueil et de 13 places dans l'enceinte du camping pour l'accueil des visiteurs et le stationnement des résidents touristiques ;
• l a construction d'une micro-station d'épuration.
Le projet s'inscrit dans une démarche d'obtention du label Clef verte, qui demande un respect de la nature et des personnes via la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie, la gestion environnementale des déchets, des loisirs qui ne nuisent pas à la nature et une valorisation des acteurs et atouts naturels du territoire.

➔ Effet cumulé modéré concernant les déplacements (hausse du nombre de véhicules)

7.3. Effets liés aux travaux et mesures associées

Le porteur de projet souhaite que l'opération soit aussi vertueuse que possible dans sa conception et sa réalisation. Les éléments suivants détaillent les mesures prévues au regard des incidences potentielles que peuvent avoir les travaux.

Les principaux travaux seront localisés sur la partie Nord du projet. En effet, cette zone correspond à la zone d'accueil et veillera à accueillir les diverses installations nécessaires à l'exploitation du futur camping. Le reste des aménagements consistera à des travaux de plantations et à l'installation de résidences mobiles de loisirs.

7.3.1. Effets des travaux sur le milieu humain et l'économie

Les impacts de la phase chantier sur les caractéristiques démographiques ou la dynamique résidentielle du secteur peuvent être considérés comme nuls.

La phase de chantier induira des retombées positives directes sur l'économie locale. En effet, la phase travaux va directement générer de l'activité voire de l'emploi dans le secteur des travaux publics, de l'industrie (fournisseurs) ou des services, pour assurer les besoins liés au fonctionnement du chantier. Les effets seront également indirects au niveau des commerces et services alentours, étant donné la présence de la main d'œuvre sur le site pendant la durée des travaux qui pourra fréquenter les enseignes environnantes.

Bien que le projet soit implanté en périphérie de la commune de Colline-Beaumont, les nuisances habituellement engendrées par le chantier pourront avoir des effets négatifs sur les habitants, notamment ceux de la Rue Charles Heno (située au Sud du projet). Celles-ci seront néanmoins limitées car les principaux travaux seront localisés sur la partie Nord du périmètre.

MESURE DE RÉDUCTION
Les mesures de réduction des nuisances chantier sont un moyen d'atténuer l'impact des travaux sur les habitations avoisinantes :
- Maitriser l'envol de poussières pouvant atteindre les habitations ou riverains : planning du chantier, travaux préparatoires pour viabiliser la zone, humidification des terrains en cas de temps sec, bâchage des camions…
- Maintien de la propreté du chantier et de ses abords : gestion des déchets, nettoyages réguliers des voiries et abords, …
- Respect d'un plan de circulation adapté : interdiction de stationner en dehors de l'emprise du chantier, aucun transit par les zones résidentielles voisines, respect des limites de vitesse, arrêt des moteurs lors d'attentes prolongées…
- Réduire les nuisances sonores : adaptation des horaires de chantier ou des plages de travaux bruyants, …

De plus, les riverains seront informés du déroulement des travaux et pourront exprimer toute gêne lors des travaux via les moyens d'échanges mis en place.

7.3.2. Effets des travaux sur la santé et le cadre de vie

7.3.2.1. La pollution des milieux

La phase travaux génère d'éventuels rejets accidentels de substances polluantes en surface :

- La production de matières en suspension liées aux opérations de terrassement,
- L'utilisation de produits bitumeux,
- Le rejet d'hydrocarbures et/ ou d'huile.

La mise à nu des terrains sous-jacents pour la mise en place de réseaux divers augmentera leur vulnérabilité aux infiltrations de polluants issus du chantier.

MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION
- Aucun rejet d'eaux vannes ne s'effectuera directement dans le milieu naturel ;
- Par temps sec, la zone de travaux pourra être aspergée afin de limiter la dispersion de matières en suspension ;
- Les équipements destinés à lutter contre les pollutions accidentelles seront maintenus disponibles en permanence sur le site pendant toute la durée du chantier ;
- Les substances polluantes (huiles, hydrocarbures, ...) susceptibles d'altérer la qualité des eaux seront stockées dans des récipients étanches et sur des aires de stockage imperméabilisées munies de bacs de rétention ;
MESURE DE COMPENSATION
En cas d'impact sur des terres, celles-ci seront envoyées en filière adaptée (ISDD) et leur suivi sera assuré (récupération des bordereaux…)

7.3.2.2. Les émissions lumineuses

Des espaces naturels relativement préservés de la pollution lumineuse sont présents à proximité du site (boisement).

Il conviendra de maîtriser les niveaux d'émission lumineuse du chantier afin de ne pas avoir d'incidences notables sur l'environnement.

MESURES DE RÉDUCTION
- Respect des horaires de chantier,
- Mise en place de dispositifs d'allumage adaptés pour limiter les périodes de fonctionnement (ex : détection de présence, télécommande…),
- Choix du type de luminaires, de leur implantation et orientation pour limiter l'impact sur l'environnement.

7.3.2.3. Les nuisances olfactives et les ondes

Les travaux ne seront pas sources à dégager des nuisances olfactives particulières.

Aucun impact lié au chantier n'est à prévoir concernant l'exposition du site aux ondes électromagnétiques.

A ce titre, aucune mesure n'est à prévoir.

7.3.2.4. Le bruit

Le chantier occasionne des niveaux sonores qui peuvent être élevés. Les travaux sont en effet de nature à générer du bruit (circulation des engins, manœuvres de camions, mise en fonction des outils, …) qui pourront avoir un impact pour les riverains alentours.

La réalisation de certains travaux pourrait engendrer des vibrations (ex : terrassement).

Les structures bâties environnantes (habitations) étant situées à l'opposé du projet ne devraient pas être concernées par les vibrations ; si tel est le cas ces dernières seront limitées.

Les employés du chantier sont les plus exposés aux bruits et aux vibrations.

MESURES DE REDUCTION
- Adaptation des horaires de chantier et de livraison ;
- La mise en place d'un plan de circulation : éviter le transit par les zones d'habitation, respecter les vitesses imposées, coupure des moteurs à l'arrêt…
- …

7.3.2.5. La qualité de l'air

Les travaux peuvent générer différentes émissions dans l'air :

- Les émissions de poussières,
- Les émissions de solvants,
- Les émissions d'Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP),
- Les gaz d'échappement des engins/ machines.

MESURES DE REDUCTION
La mise en place d'une démarche visant à limiter l'incidence des travaux sur les émissions de polluants atmosphériques comme :
Réduction des gaz d'échappement des engins
- Utilisation d'engins de chantier répondant aux exigences réglementaires ;
- Entretien régulier des véhicules et engins de chantier ;
- Limitation de la vitesse sur le site et arrêt du moteur lors d'attentes prolongées.
Réduction des émissions de poussières
- L'humidification du terrain, qui permet d'empêcher l'envol des poussières par temps sec en phase de terrassement ;
- L'implantation des zones de stockage de matériaux pulvérulents à l'abri du vent ;
Réduction des émissions de COV et de HAP
- Utilisation de produits contenant peu ou pas de solvants ;
- Emploi de bitumes à faible taux d'émission de polluants atmosphériques (émission réduite de fumées) ;
- Utilisation d'asphaltes coulés et de bitumes à chaud et à faibles émanations de fumées.

7.3.3. Effets des travaux sur le milieu physique

7.3.3.1. La topographie

La principale contrainte engendrant des modifications de la topographie est d'ordre technique et correspond aux normes appliquées au projet. Les effets sur la topographie sont des effets directs et permanents. Des effets indirects sont également à noter avec l'apport de matériaux pour les structures des voies, d'accès aux ouvrages ou le dépôt de matériaux nécessaires dans le cas de déblais / remblais importants.

Le projet a pour objectif de s'adapter à la topographie du site. Les terrassements effectués en phase travaux seront donc limités aux aménagements de la partie Nord qui induiront des mouvements de terre.
Les différentes opérations de déblais-remblais qui concernent le secteur du projet auront un impact notable direct sur la topographie des parcelles, en la modifiant de manière temporaire ou permanente suivant la nature des travaux (réalisation de terrassements pour la mise en œuvre de réseaux, mise à niveau des terrains pour l'accessibilité PMR et le ruissellement, …). Ainsi, le creusement des fondations de voiries et des ouvrages de collecte et rétention des eaux pluviales engendre des perturbations. Celles-ci seront limitées dans l'espace.

Le stockage de terres pourra, pendant une phase temporaire, générer un relief sur la zone de chantier.

Le projet aura donc un impact temporaire et très local, sur la topographie lors de la phase de terrassement et de fondations.

Par ailleurs, le projet prévoit également la création de relief (création de merlons) de manière permanente. Le projet n'aboutira toutefois à aucune modification notable de la topographie actuelle ; l'idée du projet étant de s'adapter à la topographie du site.

Ces travaux n'auront pas un impact environnemental indirect étant donné qu'ils n'entrainent pas de rotations de camions pour l'évacuation de matériaux sur le site, les déblais étant réutilisés dans le cadre du projet. En effet, les déblais seront utilisés pour la création d'un merlon le long de la RD 143.

La topographie a été prise en compte pour la gestion des eaux, des réseaux permettront de les gérer de façon gravitaire. Des postes de relevage seront installés si nécessaire.

Ainsi, le projet aura de manière générale faibles incidences concernant cette thématique.

MESURE DE COMPENSATION
La réutilisation des terres excavées est prévue sur site afin d'atteindre un équilibre les volumes déblayés et remblayés et éviter les rotations de camions associées à leur évacuation.

MESURE D'EVITEMENT
Eviter au maximum les mouvements de terres et les passages répétés des engins de travaux pouvant entraîner des modifications sur le ruissellement.
Prise en compte de la topographie pour l'ensemble du projet, y compris pour la gestion des eaux.

7.3.3.2. Les sols

Les caractéristiques des sols ont une incidence directe (nature des sols, perméabilité) sur la nature des travaux nécessaires (type de fondations, création d'ouvrages de gestion des eaux…) et leur méthodologie de réalisation (méthodologie, engins, période…).

Dans le cas du projet, l'impact envisageable sur les sols est lié aux opérations de terrassement et d'imperméabilisation du site pour la création et la viabilisation du projet.

La mise en place des réseaux enfouis nécessitera le creusement de tranchées qui modifieront localement les caractéristiques du sol. Les matériaux excavés seront évacués en vue de leur réutilisation sur le chantier si leurs caractéristiques géotechniques le permettent ou évacués vers des filières agréées. Les tranchées seront par la suite remblayées.

Sur l'ensemble des emprises voiries, les terrains seront décaissés afin de recevoir les couches de formes. Ces dernières seront mises en œuvre selon des procédures bien éprouvées pour assurer des performances adéquates aux différentes fonctions prévues. De plus, le sol est soumis à un compactage effectué par les engins de chantier et les camions, au droit de la future voirie et des stationnements.

MESURES DE REDUCTION
Considérer l'ensemble des études réalisées successivement sur les parcelles conformément à la réglementation applicable afin :
- de confirmer ou préciser la lithologie au droit des parcelles ;
- de disposer de l'ensemble des informations nécessaires au dimensionnement des éléments du projet (fondations, ouvrages, structure…)
- d'appliquer l'ensemble des recommandations formulées notamment par le BET ayant réalisé l'étude géotechnique G2.

En cas de pollution accidentelle, le personnel sera en capacité de répondre au mieux à l'incident ; des consignes en cas d'écoulement d'hydrocarbures ou autres pollutions auront été données (collecter et stocker dans un contenant étanches les terres éventuellement polluées,…)

Les installations sanitaires mobiles du chantier devront ne pas avoir d'effluents, afin d'éviter tout risque d'atteinte des sols et des eaux.

7.3.3.3. Le climat

Les effets négatifs directs sur le climat sont dus à l'émission de gaz à effet de serre par les engins de travaux et matériels à moteur thermique utilisés au cours des travaux (gaz d'échappement).
La phase chantier peut également avoir des effets négatifs indirects sur les émissions de gaz à effet de serre par la circulation des usagers du secteur. En effet, la réalisation des travaux peut potentiellement perturber les conditions de circulation sur les voiries aux abords (possibles congestions, ...). Ces conditions de circulation dégradées peuvent induire une augmentation de l'émission de gaz à effet de serre.

MESURE DE REDUCTION
Durant toute la durée des travaux plusieurs bonnes pratiques seront mises en application :
- Les engins de chantier seront tous conformes à la réglementation en matière de rejets atmosphériques et régulièrement entretenus,
- Les moteurs des véhicules, camions et engins seront éteints à l'arrêt,
- L'utilisation et la circulation des engins sur le site sera encadrée par des règles,
- La mise en place d'une politique de livraisons et de gestion des flux en provenance de l'extérieur (horaires, localisation accès),
-…
La quantification des émissions d'un chantier est assez malaisée. A ce stade de l'étude, l'évaluation des émissions appelant un nombre important de données, il n'est pas possible de quantifier les émissions atmosphériques des chantiers.

7.3.3.4. Les risques

- **Les risques naturels**

La zone d'étude est concernée par l'aléa inondation pour la parcelle concernée par la station d'épuration.
En revanche, les parcelles concernées par le camping sont touchées par un risque retrait-gonflement des argiles moyen à fort.

- **Les risques technologiques**

Aucun risque technologique ou industriel n'est identifié pour la zone de projet.

Le chantier ne génèrera pas de risque particulier en dehors des nuisances et incidences mentionnées dans le reste de cette présente étude (bruit, pollution, circulation, …).

MESURE DE REDUCTION
Les aménagements devront répondre aux différentes réglementations en vigueur, notamment concernant les constructions en zone d'aléa retrait-gonflement des argiles.

7.3.4. Effets des travaux sur le paysage, le patrimoine et les loisirs

7.3.4.1. Le paysage

Les vues ainsi que les perceptions paysagères seront modifiées durant les travaux (engins de chantiers, base de vie, stockage des matériaux et du matériel, …). Ces relations visuelles seront principalement perceptibles depuis la route départementale 143.

L'impact visuel pour les riverains restera limité étant donné que peu d'habitations sont présentes à proximité immédiate (en dehors de la Rue Charles Heno). Il est cependant primordial de veiller à maîtriser les incidences des travaux sur l'état général de la zone de projet.

MESURES D'EVITEMENT
Afin d'éviter tout dégradation, aucune installation de chantier ne sera autorisée en dehors de l'emprise des parcelles.
Une attention particulière sera imposée à l'ensemble des intervenants des chantiers concernant la propreté du site et l'impact visuel des travaux : nettoyage régulier des voiries et des abords, maintien d'une emprise travaux propre et bien organisée, adaptation de la gestion des déchets (dispositifs de tri, fréquence de retrait des bennes…), …

7.3.4.2. Le patrimoine

La commune de Colline-Beaumont ne dispose pas de monuments historiques.

Seule une co-visbilité avec l'Eglise Saint-Martin est possible. A noter que les linéaires de haies actuels masquent cette dernière.

Les travaux étant temporaires, les effets de ces derniers sont mineurs pour le patrimoine.

Aucun effet particulier n'est à prévoir.

7.3.4.3. La randonnée et les loisirs

Pour rappel, la commune est traversée par un chemin de randonnée. Ce chemin nommé « Boucle de la Basse Vallée » passe notamment Rue de la Fontaine. Les travaux généreront un trafic des poids lourds sur cette voie empruntée par les randonneurs.

Être attentif aux éventuels randonneurs se promenant Rue de la Fontaine notamment.

7.3.5. Effets des travaux sur le milieu naturel

Extrait de l'étude d'impact faune-flore (Auddicé Biodiversité, novembre 2023)

Les enjeux relatifs à la flore et aux habitats ont été définis comme forts pour la mare (habitat d'intérêt communautaire et présence de 3 espèces végétales patrimoniales non protégées), modérés pour les fossés associés (présence du Gaillet des marais, également patrimonial) et la prairie de fauche hygrophile, ainsi que pour la petite zone mésohygrophile en bordure du boisement en limite Ouest de la parcelle du camping (présence de la Ratoncule naine -*Myosurus minimus*-, patrimoniale mais non protégée).
Ils sont en revanche faibles pour le reste de la zone d'étude, notamment pour la prairie semée peu diversifiée qui occupe la plus grande partie de la parcelle du camping, et la partie haute de la parcelle de la station d'épuration.

Compte-tenu de ces résultats, 3 principaux impacts de la phase chantier sur les habitats et la flore sont à considérer :

- **Suppression des végétations présentes dans l'emprise des travaux (impact direct)**

La réalisation des travaux, en particulier les terrassements, vont entraîner **la suppression des végétations présentent dans les emprises concernées (impact direct permanent).**
Cet impact est **faible** pour les **prairies semées concernées par l'emprise du camping**, et par **l'emprise de la station d'épuration**, de par leur intérêt floristique très limité. Il s'agit d'un **impact direct permanent**.

- **Destruction d'une espèce végétale patrimoniale dans l'emprise des travaux (impact direct)**

Deux stations de Ratoncule naine (*Myosurus minimus*) ont été identifiées au niveau d'une petite dépression mésohygrophile en lisière du boisement, en limite Ouest de la parcelle du camping.
Compte-tenu de la localisation de ces stations et des caractéristiques du projet, un risque de destruction est à considérer. De par le statut de conservation défavorable de cette espèce (« quasi-menacée » en Hauts-de-France), **cet impact est qualifié de fort. Il s'agit d'un impact permanent.**

- **Dégradation de végétations et de stations d'espèces végétales patrimoniales à proximité des travaux (impact indirect)**

La partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration est occupée par une prairie humide, dans laquelle sont implantés une mare et des fossés comportant des espèces végétales patrimoniales (non protégées).
De par la configuration de la parcelle, avec des travaux prévus dans la partie haute de celle-ci pour l'installation de la station d'épuration, un risque de dégradation accidentelle des végétations en place et des espèces végétales patrimoniales, par manque de délimitation du chantier, ou par ruissellement depuis la zone de travaux, est à considérer.
Cet impact est qualifié de fort. Il s'agit d'un impact temporaire.

- Insectes

Compte-tenu des résultats des inventaires de terrain et de la nature des habitats en place sur le secteur d'étude, les enjeux entomologiques sont qualifiés de forts au niveau de la mare et des fossés attenants, localisés dans la partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration. Cette zone abrite en effet 2 espèces patrimoniales liées aux habitats humides : le Criquet ensanglanté et le Conocéphale des roseaux. À noter qu'une 3ème espèce patrimoniale plus ubiquiste est également présente : le Criquet marginé.
Les enjeux entomologiques sont qualifiés de modérés au niveau de la prairie de fauche hygrophile de la parcelle de la station d'épuration et de faibles sur le reste de la zone d'étude (dont l'emprise du camping).

Les impacts bruts prévisibles de la phase chantier sur les insectes sont les suivants :

- **Destruction d'habitats d'insectes communs par les travaux (impact direct)**

La réalisation des travaux va entraîner la suppression d'habitats utilisés par l'entomofaune (lépidoptères rhopalocères, orthoptères et odonates) : friche herbacée mésophile et prairie semée peu diversifiée.
Toutefois, dans le contexte environnant, les individus d'insectes auront des habitats de substitution où se déplacer. Cet impact est de ce fait qualifié **faible**. Il s'agit d'un **impact direct permanent**.

Il est à noter que la prairie de fauche hygrophile, la mare et les fossés situées de la partie basse de la parcelle de la station d'épuration ne seront pas concernés par les emprises des travaux. Aucun impact direct en termes de destruction d'habitats d'insectes à cet endroit n'est donc à considérer.

- **Destruction d'individus, pontes et larves par les travaux (impact direct)**

Les travaux entraîneront un impact direct sur les individus par destruction d'œufs, de larves et d'imagos (adultes) au niveau des friches et prairies concernées par l'emprise du projet qui représentent des habitats de reproduction et d'alimentation pour les orthoptères et les lépidoptères rhopalocères mais aussi des habitats de maturation pour les odonates.
Toutefois, compte-tenu de la faible patrimonialité des espèces utilisant ces milieux, cet impact est **faible.** Il s'agit d'un **impact direct permanent**.

- **Dégradation d'habitats et d'individus d'insectes patrimoniaux à proximité des travaux (impact indirect)**

La partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration est occupée par une prairie humide, dans laquelle sont implantés une mare et des fossés. Ces habitats sont utilisés notamment par 2 espèces patrimoniales d'insectes, le Criquet ensanglanté et le Conocéphale des roseaux.
De par la configuration de la parcelle, avec des travaux prévus dans la partie haute de celle-ci pour l'installation de la station d'épuration, un risque de dégradation accidentelle des habitats ou d'individus de ces espèces, par manque de délimitation du chantier, ou par ruissellement depuis la zone de travaux, est à considérer.
Cet impact est qualifié de fort. Il s'agit d'un impact temporaire.

- **Perturbation d'individus par l'éclairage du chantier (impact indirect)**

Lors de la phase de chantier, de multiples sources de perturbations sont émises et sont perçues par les insectes, en particulier l'éclairage du chantier si un tel dispositif est prévu la nuit. Cet éclairage peut affecter le cycle biologique des espèces.
Le projet s'inscrit dans un contexte peu urbanisé avec une absence d'éclairage au niveau de l'emprise du projet du camping. **L'impact de perturbation d'espèces d'insectes par l'éclairage lors de la phase de travaux est donc jugé modéré. Il s'agit d'un impact temporaire.**

- Amphibiens

La quasi-totalité des espèces ont été observées au niveau de la mare et du fossé permanents, situés dans la partie basse de la parcelle concernée par la future station d'épuration. La mare et le fossé représentent des zones favorables pour les amphibiens et constituent un habitat de reproduction pour ce groupe. Les enjeux relatifs aux amphibiens y ont été qualifiés de très forts (habitats d'espèces protégées, dont une espèce « vulnérable » dans l'ex-région Picardie, et deux espèces « quasi-menacées » en France). Les enjeux sont également forts au niveau des haies et alignements d'arbres têtards implantés en bordure de cette prairie, qui constituent des habitats d'estivage et d'hivernage des amphibiens.
Au niveau de la prairie au Nord (parcelle concernée par l'emprise du futur camping), 2 individus de Crapaud commun en déplacement ont été observés à proximité du boisement, qui représente une zone d'estivage et d'hivernage. De plus, un individu de Rainette verte a été observé en lisière de ce boisement. Les enjeux ont donc été qualifiés de forts au niveau de cette lisière.

- **Suppression d'habitats de déplacement et d'estivage / hivernage d'amphibiens (impact direct)**

Les fossés et la mare permanente représentant des habitats de reproduction des amphibiens ne seront pas directement impactés, l'emprise de la station d'épuration ne concernant que la partie haute de la parcelle prévue. De plus, les haies et alignements d'arbres seront préservées, qu'elles soient en limite de la parcelle du camping ou de la parcelle de la station d'épuration.
Les travaux entraineront la suppression d'habitats de déplacements pour les amphibiens que sont les lisières du boisement en limite Ouest de la parcelle du camping, et dans une moindre mesure la prairie semée (déplacements ponctuels possibles uniquement).
L'impact du projet en termes de suppression des habitats est donc qualifié de faible pour les habitats de déplacements, et de très faible pour les habitats d'hivernage et d'estivage. Il s'agit d'un impact permanent.

- **Dégradation d'habitats / destruction d'individus d'amphibiens à proximité des travaux (impact indirect)**

La partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration est occupée par une prairie humide, dans laquelle sont implantés une mare et des fossés. La mare et les fossés sont des habitats avérés de reproduction des amphibiens, tandis que la prairie humide est un habitat de déplacement.

De par la configuration de la parcelle, avec des travaux prévus dans la partie haute de celle-ci pour l'installation de la station d'épuration, un risque de dégradation accidentelle des habitats ou d'individus de ces espèces, par manque de délimitation du chantier, ou par ruissellement depuis la zone de travaux, est à considérer.
Cet impact est qualifié de fort. Il s'agit d'un impact temporaire.

- **Perturbation d'individus à proximité du chantier (impact indirect)**

Lors de la phase chantier, de multiples nuisances sont émises et perçues par les amphibiens (bruit, vibrations, *etc.*). Ces nuisances peuvent affecter le cycle biologique des espèces en particulier en hiver, lorsque les amphibiens sont en hibernation et sont alors très sensibles au dérangement.
En outre, un éclairage du chantier, surtout s'il est continu, risque de modifier le comportement des amphibiens présents, notamment en période de reproduction (impact négatif sur le taux de fertilisation des œufs). Les espèces étant sensibles à la pollution lumineuse, l'éclairage constitue une source de perturbation importante.
Compte-tenu de la localisation des aménagements prévus, à distance des secteurs présentant les enjeux les plus importants pour les amphibiens, **l'impact de perturbation d'espèces lors de la phase chantier sur les amphibiens est jugé faible. Il s'agit d'un impact temporaire.**

- *Reptiles*

Un individu de **Lézard des murailles** (*Podarcis muralis*) a été observé sur la zone d'étude : au niveau du muret, en limite Nord de la parcelle de la station d'épuration.
De par le statut de protection de cette espèce (protection des habitats et des individus), les enjeux relatifs aux reptiles ont été considérés comme forts au niveau du muret et de faibles pour le reste des habitats de la zone d'étude.

- **Destruction / dégradation des habitats du Lézard des murailles (impact direct)**

En fonction de l'organisation future des travaux (notamment pour l'accès à la parcelle de la station d'épuration)**, un risque de destruction ou de dégradation de l'habitat du Lézard des murailles (muret en limite Nord de la parcelle concernée par la station d'épuration et haies à proximité) en phase chantier est à considérer.**
De par le statut de protection de cette espèce et de ces habitats, **cet impact est qualifié de fort. Il s'agit d'un impact permanent.**

- **Destruction directe d'individus, pontes ou juvéniles de Lézard des murailles (impact direct)**

De même, en fonction des caractéristiques et de la localisation des aménagements, les travaux pourraient entraîner une **destruction directe d'individus, pontes ou juvéniles** de Lézard des murailles, notamment en cas de suppression partielle des habitats favorables à cette espèce (muret en limite Nord de la parcelle concernée par la station d'épuration et haie à proximité) **en période de reproduction ou d'hivernage**.
Il s'agit d'un impact permanent, il est qualifié de fort.

- **Perturbation d'individus de Lézard des murailles par les travaux (impact indirect)**

Lors de la phase de chantier, de multiples sources de perturbation sont émises et sont perçues par les reptiles (bruit, vibrations, etc.). Ces nuisances peuvent affecter le comportement des individus (fuite notamment).
Les reptiles ayant tendance à fuir afin de chercher un refuge au plus proche, l**'impact de perturbation d'individus en phase chantier est jugé faible. Il s'agit d'un impact temporaire.**

- Oiseaux

Compte-tenu des résultats des inventaires et des habitats de la zone d'étude, les enjeux pour l'avifaune ont été qualifiés de faibles pour les zones prairiales et de modérés pour les zones boisées ou arbustives (haies) en bordure des parcelles étudiées. Parmi les espèces observées, plusieurs espèces patrimoniales sont nicheuses sur le site : l'Alouette des champs (*Alauda arvensis*) -au niveau des prairies semées-, le Bruant jaune (*Emberiza citrinella*), le Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), l'Étourneau sansonnet (*Sturnus*

vulgaris), le Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*), la Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*), et le Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*) -au niveau des végétations ligneuses autour des parcelles-. Les espèces observées sont pour la majorité protégées, de même que leurs habitats.
Trois principaux impacts sur l'avifaune sont à considérer :

- **Destruction des habitats d'oiseaux (impact direct)**

Compte-tenu des habitats en place au niveau du secteur d'étude, et du contexte agricole dans lequel il s'inscrit, celui-ci est favorable à la présence d'oiseaux majoritairement communs, ubiquistes, et très régulièrement rencontrés en région.
Les habitats en place accueillent la nidification de plusieurs espèces patrimoniales, notamment l'Alouette des champs qui utilise la prairie semée. En revanche les autres espèces telles que le Bruant jaune, la Linotte mélodieuse ou le Verdier d'Europe, utilisent plutôt les végétations ligneuses (haies, alignements d'arbres) en limite des parcelles.
Un impact direct par destruction d'habitat de l'avifaune par les travaux, notamment en période de nidification est donc à considérer. Toutefois, les végétations ligneuses en bordure des parcelles (haies, alignements d'arbres, friche arbustive à arborée) n'étant pas directement concernés par les emprises, **cet impact est évalué comme étant faible. Il s'agit d'un impact permanent.**

- **Destruction directe d'individus, œufs ou nichées par les travaux (impact direct)**

Les travaux préparatoires de suppression de la végétation et de terrassements risquent d'engendrer la destruction des sites de nidification, ainsi que de nids, œufs et juvéniles d'oiseaux.
L'impact direct par destruction d'individus, d'œufs ou de nichées par le chantier est jugé faible pour les prairies semées concernées par les emprises du camping et de la station d'épuration. Il s'agit d'un impact permanent.
Les végétations ligneuses en bordure des parcelles (haies, alignements d'arbres, friche arbustive à arborée) n'étant pas concernés par les emprises travaux, aucun impact par destruction directe d'individus n'est à considérer pour ces habitats.

- **Perturbation d'oiseaux nicheurs à proximité du chantier (impact indirect)**

Les emprises des travaux sont proches d'habitats avérés de nidification de l'avifaune, qui correspondent aux végétations ligneuses en bordure des parcelles (haies, alignements d'arbres, friche arbustive à arborée, boisement en limite de la parcelle du camping). Ces habitats sont utilisés par plusieurs espèces d'oiseaux patrimoniaux.
Un risque de dérangement, particulièrement en période de nidification du fait du bruit, de la circulation d'engins et de personnes **est donc également à prendre en compte.**
Compte-tenu de la très faible distance séparant les habitats concernés de l'emprise des travaux, l'intensité de cet impact est jugée forte pour le camping. Elle est en revanche **modérée pour la station d'épuration**, de par la localisation prévue pour l'installation de celle-ci. **Dans les 2 cas il s'agit d'un impact temporaire.**

- *Mammifères terrestres*

Les espèces observées sur la zone d'étude sont très communes en région et ne sont pas considérées comme menacées nationalement. Aucune espèce observée n'est légalement protégée. Au vu des résultats des inventaires de terrain et des habitats en place, les enjeux relatifs aux mammifères sont considérés comme faibles sur la totalité de la zone d'étude.

- **Suppression des habitats des mammifères terrestres (impact direct)**

La réalisation des travaux va entraîner la suppression d'habitats utilisés par les mammifères : friche herbacée mésophile, prairie semée peu diversifiée. La destruction de friche herbacée mésophile et de prairie semée peu diversifiée engendre un **impact faible concernant la destruction d'habitats de mammifères**.
Dans le contexte environnant, les individus de mammifères auront des habitats de substitution où se déplacer. Il s'agit d'un **impact permanent**.

- **Destruction directe d'individus (impact direct)**

Le risque de destruction d'individus est **faible** pour les mammifères, ce groupe pouvant se déplacer facilement hors de l'emprise des travaux. Il s'agit d'un **impact permanent**.

- **Perturbation d'individus à proximité du chantier (impact indirect)**

Lors de la phase de chantier, de multiples nuisances sont émises et perçues par les mammifères (bruit, vibrations, etc.). Ces nuisances peuvent affecter le cycle biologique des espèces.
Cependant, compte-tenu des enjeux liés aux mammifères terrestres sur la zone d'étude, l'impact de perturbation d'espèces lors de la phase de travaux est jugé **faible**. Il s'agit d'un **impact temporaire**.

- *Chiroptères*

Les enjeux chiroptérologiques ont été jugés forts au niveau des arbres à cavités potentielles en limite Ouest de la parcelle du camping. Ils sont également modérés au niveau de la friche mésophile le long de la route D143, et faible sur le reste des habitats des deux parcelles.

Un total de 7 espèces identifiées de façon certaine a été recensé en période de parturition. On retrouve des activités de chasse pour la Sérotine commune et la Pipistrelle commune (espèce la plus représentée) au niveau de la friche mésophile, ainsi que du transit. Les autres espèces sont majoritairement contactées en transit.
Compte-tenu de la nature du projet, trois principaux impacts sur les chiroptères sont à considérer :

- **Destruction d'habitats de chasse et de transit par les travaux (impact direct)**

Les travaux liés à l'aménagement du camping et à l'installation de la station d'épuration, en particulier les terrassements, vont entraîner la suppression des habitats en place dans les emprises concernées.
Un risque de destruction d'habitats utilisés par les chiroptères **est donc à considérer**, notamment la **friche mésophile en limite Est de la parcelle du camping**, important habitat de chasse et de transit.
Cet impact est qualifié de fort pour la totalité de la friche herbacée mésophile le long de la D143**, et de modéré pour les lisières de haies et de boisement de la parcelle du camping.** Il est en revanche **faible** pour l'emprise de la **station d'épuration**. **Il s'agit d'un impact permanent.**

- **Perturbation de chiroptères à proximité du chantier par l'éclairage (impact indirect)**

Lors de la phase de chantier, de multiples nuisances sont émises et perçues par les chiroptères (bruit, vibrations, *etc.*). Ces nuisances peuvent affecter le cycle biologique des espèces en particulier en hiver, lorsque les chauves-souris sont en hibernation (à proximité de la zone du projet par exemple) et sont alors très sensibles au dérangement.
En outre, l'installation d'un éclairage nocturne du chantier, bien que localisé, pourrait engendrer une modification du comportement des chiroptères présents à proximité en créant, pour les espèces les plus sensibles une barrière lumineuse les déroutant de leur milieu de déplacement.
Le projet s'inscrit dans un contexte peu urbanisé et majoritairement agricole. Par conséquent, **l'impact de perturbation des chiroptères par l'éclairage du chantier est qualifié de modéré. Il s'agit d'un impact temporaire.**

Les impacts bruts de la phase chantier sont synthétisés dans le tableau suivant :

Groupe	Nature de l'impact	Direct-Indirect	Intensité de l'impact brut
Flore et Habitats	Suppression des végétations présentes dans l'emprise des travaux	Direct	**Faible / permanent**
	Destruction d'une espèce végétale patrimoniale dans l'emprise des travaux	Direct	Ratoncule naine : **Fort / permanent**
	Dégradation de végétations et de stations d'espèces végétales patrimoniales à proximité des travaux	Indirect	Prairie humide, mare, fossés : **Fort / temporaire**
Insectes	Destruction d'habitats d'insectes communs par les travaux	Direct	**Faible / permanent**

Groupe	Nature de l'impact	Direct-Indirect	Intensité de l'impact brut
	Destruction d'individus, pontes et larves par les travaux	Direct	**Faible / permanent**
	Dégradation d'habitats et d'individus d'insectes patrimoniaux à proximité des travaux	Indirect	Prairie humide, mare, fossés : **Fort / temporaire**
	Perturbation d'individus par l'éclairage du chantier	Indirect	**Modéré / temporaire**
Amphibiens	Suppression d'habitats de déplacement et d'estivage / hivernage	Direct	Habitats de déplacement (lisière et prairies semées) : **Faible / permanent** Habitats d'estivage / hivernage (haies) : **Très faible / permanent**
	Dégradation d'habitats / destruction d'individus à proximité des travaux	Indirect	Prairie humide, mare, fossés : **Fort / temporaire**
	Perturbation d'individus à proximité du chantier	Indirect	**Faible / temporaire**
Reptiles	Destruction / dégradation des habitats du Lézard des murailles (muret)	Direct	**Fort / permanent**
	Destruction directe d'individus, pontes ou juvéniles	Direct	**Fort / permanent**
	Perturbation d'individus de Lézard des murailles par les travaux	Indirect	**Faible / temporaire**
Oiseaux	Destruction d'habitats d'oiseaux par les travaux	Direct	Prairies semées : **Faible / permanent**
	Destruction d'individus, œufs ou nichées par les travaux	Direct	Prairies semées : **Faible / permanent**
	Perturbation d'oiseaux nicheurs à proximité du chantier	Indirect	Parcelle du camping : **Fort / temporaire** Parcelle de la station d'épuration : **Modéré / temporaire**
Mam. terrestres	Suppression d'habitats de mammifères par les travaux	Direct	**Faible / permanent**
	Destruction d'individus de mammifères par les travaux	Direct	**Faible / permanent**
	Perturbation de mammifères à proximité du chantier	Indirect	**Faible / temporaire**
Chiroptères	Destruction d'habitats de chasse et de transit des chiroptères par les travaux	Direct	Friche herbacée mésophile : **Fort / permanent**

Groupe	Nature de l'impact	Direct-Indirect	Intensité de l'impact brut
			Lisière haies et boisement : **Modéré / permanent** Autres habitats : **Faible / permanent**
	Perturbation de chiroptères à proximité du chantier par l'éclairage	Indirect	**Modéré / temporaire**

MESURE D'EVITEMENT
Les populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insecte, amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) seront évitées.
Un balisage préventif des habitats à enjeux sera mis en place.
Le chantier veillera à adapter la localisation des zones de stockage et de la base-vie.
Il conviendra de délimiter la zone humide afin d'éviter tout stockage de matériaux, même provisoire, dans cette zone.

MESURES DE RÉDUCTION
Les installations de chantier seront limitées.
De même pour les emprises des travaux, des zones d'accès et des zones de circulation des engins de chantier.
La gestion des matériaux (déblais/ remblais) sera optimisée.
Un dispositif préventif de lutte contre une pollution et un dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier sera prévu.
Un dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols est prévu.
Le chantier veillera à ne pas créer de zones favorables à la reproduction des amphibiens ou des reptiles dans l'emprise du chantier.
Un dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et / ou limitant leur installation sera mis en place.
La mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune est prévue.
La période de travaux sera adaptée ainsi que les horaires.

MESURES COMPENSATOIRES
La mise en place de mesures compensatoires pour la phase chantier n'apparaît pas nécessaire.

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI
Mise en place d'un comité de suivi et suivi du chantier par un ingénieur écologue.
Sensibiliser le personnel, mettre en place un plan de circulation des engins de chantier et un plan d'élimination des déchets de chantier.

Ces mesures sont détaillées en annexe.

7.3.6. Effets des travaux sur le milieu urbain

7.3.6.1. Les transports et déplacements

Au cours des travaux, les allers et venues des engins de chantier et des véhicules de livraison pourront occasionner des perturbations sur les voiries alentours : augmentation du nombre de véhicules/ heure, chaussée rendue glissante par la terre, les matériaux divers, etc.

L'arrivée du personnel du chantier sur le site peut également avoir un impact sur le trafic routier.

MESURE D'EVITEMENT
La réutilisation des terres excavées est prévue sur site afin d'atteindre un équilibre les volumes déblayés et remblayés et éviter les rotations de camions associées à leur évacuation.

MESURES DE RÉDUCTION
Le phasage des travaux et l'organisation du chantier (localisation des accès) seront pensés de manière à limiter les impacts sur les flux des voiries attenantes au projet.

7.3.6.2. Les déchets

La phase chantier va générer des déchets de tous types : terres végétales, divers déchets associés au chantier, déchets assimilables à des ordures ménagères…

MESURE DE RÉDUCTION
La mise en place d'une stratégie de gestion des déchets est exigée pour l'ensemble des travaux. Il sera notamment exigé de limiter la production de déchets de chantier et de les trier afin d'en revaloriser la plus grande partie possible. Les entreprises en charge des travaux gèreront leurs déchets conformément aux normes en vigueur.

7.3.6.3. Les réseaux

Le site sera desservi par différents réseaux créés dans le cadre du projet d'aménagement auxquels les futures installations seront raccordées. Il existe un risque de coupures temporaires (travaux de raccordement).

Afin de limiter la propagation d'un problème sur l'ensemble des emplacements du camping par l'isolement des secteurs, les réseaux seront implantés et structurer en secteurs dans la mesure du possible.

Les équipements visibles des différents réseaux sont à intégrer afin d'en diminuer l'impact visuel souvent inesthétique (éviter la surenchère de regards sur une même zone, penser à intégrer les compteurs et autres équipements liés aux réseaux dans les locaux techniques, …).

MESURE D'EVITEMENT
Dispositions prévues pour éviter le poinçonnement des réseaux
Les réseaux enterrés sont obligatoirement accompagnés d'un dispositif de signalisation auquel les entreprises seront vigilantes pour éviter tout accident.
Réduction des coupures et validation des travaux prévus
Les concessionnaires sont associés à la conception de l'opération afin de trouver les solutions et aménagements optimaux pour assurer le bon déroulement des travaux. Les populations et entreprises susceptibles d'être concernées par des coupures temporaires de réseaux seront informées au préalable.
Les concessionnaires valident également les ouvrages et raccordements prévus dans le cadre des opérations.

7.4. Effets en exploitation et mesures associées

7.4.1. Effets sur le milieu humain, l'économie et les services

Le projet sera source de création d'emplois non délocalisables et comprendra des emplacements résidentiels à l'année, il aura donc un impact positif sur la démographie de Colline-Beaumont. Environ 30 emplois seront créés.

Le projet permettra également aux habitants de Colline-Beaumont et des environs de profiter des services rendus par le projet de camping (alimentation, restauration, pain) qui leur seront accessibles.

Ce camping permettra également à l'économie locale de se développer. D'une part, la fréquentation des vacanciers sur le secteur entraînera une hausse de la fréquentation des équipements, commerces et autres sites touristiques et de loisirs (Bagatelle, Nausicaa, …). D'autre part, il permettra de faire travailler plusieurs entreprises telles que les fabricants de résidences mobiles de loisirs, les fournisseurs en restauration, en animation ou encore en matériel d'entretien des espaces verts, …

En complément de l'activité principale liée au camping (activité extra-camping), le projet a également pour objectif d'offrir un lieu permettant la réalisation de séminaires, ou autres événements de ce type, en mettant à disposition les infrastructures nécessaires (bâtiment séminaire + hébergements). Cette activité sera également favorable à l'économie locale.

MESURE DE REDUCTION
Le projet a veillé à localiser les activités génératrices de bruit (restaurant, piscine, …) dans la partie Nord du projet, à l'opposé des habitations actuelles afin de limiter l'impact sur les riverains de Colline-Beaumont.

7.4.2. Effets sur le milieu physique en exploitation

7.4.2.1. La topographie

Le projet utilise la topographie du site pour se développer.

Lors de la phase exploitation aucun impact sur la topographie n'aura lieu.

Aucune mesure spécifique n'est à prévoir.

7.4.2.2. La géologie

Aucune activité polluante n'a été répertoriée sur le site. Le sol n'est donc pas susceptible d'impacter l'exploitation du camping. Le site ne présente pas de danger pour les futurs usagers.

Aucune mesure spécifique n'est à prévoir.

7.4.2.3. Le climat

Le changement climatique se manifeste le plus clairement par une augmentation ou une diminution de la température moyenne, des changements de circulation atmosphérique et de cycle de l'eau, et par voie de conséquence, de la couverture nuageuse et de la quantité de précipitations.

Les effets du changement climatique se font d'ores et déjà sentir. Les conséquences de ce changement n'auront pas la même ampleur partout. Ces dernières sont multiples et peuvent impacter le projet via son environnement, en particulier des phénomènes climatiques extrêmes tels que des tempêtes, des périodes de sécheresse, d'abondantes précipitations, ... arrivent de plus en plus fréquemment.

Le projet veille à limiter son imperméabilisation au maximum afin d'infiltrer les eaux pluviales à la parcelle. Haies, noues, zones enherbées joueront un rôle non négligeable en cas de précipitations.

Le projet réduit au maximum l'utilisation de surfaces minéralisées absorbant la chaleur durant la journée et la redistribuant dans l'atmosphère durant la nuit limitant ainsi le stockage de chaleur par les matériaux. De plus, la végétalisation importante du projet favorisera les îlots de fraicheur sur l'ensemble du site, y compris au niveau des bâtiments d'accueil via la mise en place de toitures végétalisées.

A titre d'information, le bilan des surfaces projetées dans le cadre de ce projet d'aménagement est repris dans le tableau ci-dessous :

Type d'aménagement	**Surface**
Stabilisé ou enrobé	7 000 m²
Stabilisé (zones techniques)	3 200 m²
Stabilisé (trace accès parcelles)	4 500 m²
Enrobé noir	9 200 m²
Béton drainant	4 000 m²
Béton désactivé	120 m²
Linéaire de haies	17 500 ml
Allée gazonnée	9 600 m²
Espace vert	23 551 m²

L'exploitation du site engendrera des émissions de gaz à effet de serre via le trafic induit par les déplacements des vacanciers, des résidents et du personnel.

Veiller à l'entretien des haies, noues et zones enherbées pour qu'elles jouent leur rôle hydraulique et remplacer au besoin les végétaux qui deviendraient relictuels.
Il conviendra d'utiliser des essences locales et drageonnantes.

MESURES CORRECTRICES
Les modes doux sont favorisés au sein de l'établissement.
La végétation permettra d'absorber une partie des émissions de carbone.

7.4.2.4. L'hydraulique

La zone humide caractérisée se situe au SUD de la parcelle AD n°28. Cette zone humide ne sera pas impactée par l'aménagement, puisque c'est la zone Nord de cette parcelle qui sera occupée par la filière d'assainissement non collectif. Les incidences du projet sur la zone humide sont donc très faibles.

L'incidence du camping sur la qualité des eaux de surface est très faible, l'Authie (milieu hydraulique superficiel récepteur final) étant distante de 300 ml de la microstation. Les eaux traitées auront subi un traitement approprié au sein de la microstation et transiteront avant rejet au sein de fossés végétalisés, ouvrages dans lesquels les effluents seront captés par le sol et la végétation, en particulier en période de forte fréquentation.

MESURE DE REDUCTION
Préservation de la zone humide située sur la parcelle AD28.

7.4.3. Assainissement et gestion des eaux

Gestion à la parcelle des eaux pluviales par des dispositifs de rétention / infiltration à faible profondeur et tamponnement des eaux de ruissellement.

Pour les eaux pluviales, la pollution chronique correspondant aux polluants déversés par la circulation routière sera faible correspondant à une desserte de lieux de loisirs (camping). Néanmoins, le projet comprend un principe de végétalisation abondante (haies, arbustes, arbres, espace vert…) qui permettront aux eaux de ruissellement de percoler dans le sol en place. Ce mode de collecte garantit une filtration des eaux et un piégeage des fines et de la fixation de la pollution éventuelle.
Il n'est pas prévu de rejet des eaux pluviales excédentaires vers un réseau hydraulique en aval du projet (tamponnement/infiltration à la parcelle).

Le projet prévoit la mise en place d'un réseau de collecte des eaux usées. Le risque de déversement d'eaux usées sans traitement préalable au milieu naturel est donc nul.

Les différents équipements de tamponnement à mettre en place à l'intérieur du périmètre aménagé devront être capable de retenir un volume d'eau minimal de : **495 m³** pour une **période de retour de 100 ans sur le sous bassin n°1** et de **1 053 m³** pour une **période de retour de 100 ans pour le sous bassin n°2**.

MESURES D'AMELIORATION
L'ensemble des concessionnaires concernés sont consultés et associé à la conception afin d'étudier conjointement les besoins et les incidences du projet au regard des capacités de chaque réseau.

MESURE DE REDUCTION
Limitation de l'imperméabilisation
Afin de limiter les besoins en eau potable du projet global et dans un souci de préservation de la ressource, les espèces plantées ne nécessiteront pas d'arrosage autre que les précipitations. En cas d'arrosage, celui-ci sera préférentiellement réalisé avec des eaux pluviales récupérées à cet effet.
Le choix du type de végétation n'est pas neutre, il constitue un élément complémentaire dans le processus d'épuration des eaux pluviales et notamment de la pollution dissoute. Cet aspect sera pris en compte dans le choix des essences végétales.

7.4.4. Effets sur le paysage et le patrimoine

7.4.4.1. Le paysage

Le projet modifiera le paysage actuel en transformant un espace prairial ouvert en un espace dédié à un parc résidentiel de loisirs.
L'aménagement paysager prévu permettra de limiter les visuels sur les aménagements et les bâtiments permettant l'exploitation du site.

Rappelons que le projet prévoit la création de 3 cônes de vue permettant de garder un lien avec le paysage environnant, dont un vers l'Eglise Saint-Martin.

Les modélisations ci-après permettent d'apprécier l'insertion du projet dans son environnement.

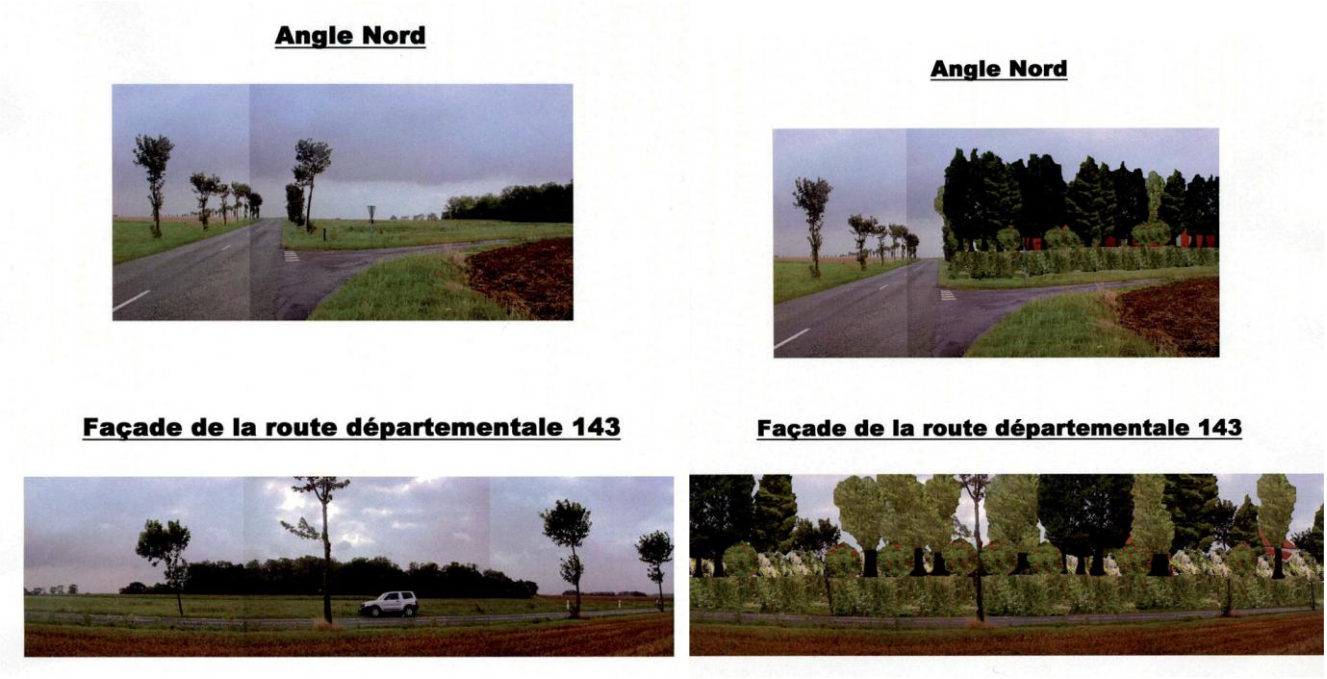


Figure 150 : Modélisant avant / après du projet depuis l'angle Nord (Côté Rue de la Fontaine) et depuis la façade de la RD 143. A gauche, situation avant travaux ; à droite, situation après travaux (source : Projet Touristique de Développement Durable à Colline-Beaumont, octobre 2024)

Pas de mesure particulière à prévoir en complément des mesures déjà prévues dans le cadre du projet.

Le projet paysager apporte un soin tout particulier à la création de continuités écologiques et paysagères, à l'amélioration de la biodiversité et à la prise en compte des enjeux liés au changement climatique.

Le projet veille également à créer un écran végétal aux abords du site afin de ne pas créer de visuel sur les aménagements internes.

Les typologies végétales proposées sont établies de sorte à permettre la création d'une future continuité d'aménagement entre le projet et son environnement.

Création de 3 points de vue.

7.4.4.2. Le patrimoine

Pas de monuments historiques ou de périmètre de protection du patrimoine sur le site ou à proximité immédiate.

Un point de vue vers l'Eglise permettra de mettre en valeur ce patrimoine.

Pas de mesures particulières à prévoir.

7.4.4.3. La randonnée et les loisirs

Le projet n'impactera pas la randonnée et les loisirs.

Pas de mesures particulières à prévoir.

7.4.5. Effets sur le milieu naturel

Extrait de l'étude d'impact faune-flore (Auddicé Biodiversité, novembre 2023)

De nombreux espaces végétalisés et plantations sont prévus dans l'emprise du camping et en périphérie de celui-ci. Les détails de ceux-ci (caractéristiques, emprises, composition floristique, etc.) ne sont toutefois pas connus à la date de rédaction du présent document. De plus, aucune information n'est disponible concernant les éventuels accompagnements paysagers prévus pour la station d'épuration.
Néanmoins il est probable qu'il s'agisse de zones enherbées, de massifs arbustifs, d'arbres d'alignement, de haies, etc. Un ensemble d'ouvrages destinés à la gestion des eaux pluviales sera également mis en place avec notamment des noues végétalisées.
Compte-tenu du contexte global dans lequel s'inscrit le projet, aucun impact négatif significatif en phase d'exploitation sur la flore et les habitats n'est à considérer.
Des précautions seront toutefois à respecter dans les plantations et végétalisations prévues, afin de garantir la bonne intégration des aménagements dans le contexte écologique local.

- *Insectes*

• Perturbation et/ou destruction d'individus d'insectes par l'entretien de la végétation du camping (impact direct)
L'entretien de la végétation liée aux futurs aménagements (espaces verts au sens large) pourrait avoir un impact sur les peuplements entomologiques par destruction d'œufs, de larves ou de spécimens, en fonction des modalités de réalisation.
Compte-tenu du contexte global dans lequel s'inscrit le projet, et du caractère commun de l'entomofaune des emprises concernées, cet impact est qualifié de faible.
• Perturbation des insectes nocturnes par l'éclairage du camping (impact direct)
En cas de mise en place d'un éclairage des futurs aménagements, celui-ci est susceptible d'avoir un impact significatif sur l'entomofaune nocturne par perturbation.
En effet, ces espèces sont attirées par les rayons ultraviolets émis par les lampes, avec pour conséquence une augmentation de la mortalité suite à l'épuisement occasionné par cette attirance. La chaîne alimentaire basée sur ces insectes s'en trouve alors également touchée (espèces insectivores telles que les oiseaux ou les chauves-souris).

Le projet étant situé dans un secteur peu urbanisé et occupant une superficie conséquente, l'impact de l'installation de nouvelles sources lumineuses sur l'entomofaune est considéré comme fort au niveau du camping.

- *Amphibiens*

• Perturbation et/ou destruction d'individus d'amphibiens par l'entretien de la végétation du camping (impact direct)
L'entretien de la végétation liée aux futurs aménagements (espaces verts au sens large) pourrait avoir un impact sur les amphibiens par destruction d'individus en fonction des modalités de réalisation.
Néanmoins, la présence d'amphibiens au niveau du camping lui-même apparaît peu probable, compte-tenu des mesures mises en œuvre au cours de la phase chantier, avec notamment le maintien d'une bande-tampon entre le camping et la lisière du boisement ainsi que les haies. Cet impact est donc qualifié de faible.
• Perturbation et/ou destruction d'individus d'amphibiens par la circulation au sein du camping (impact direct)
Le camping comportera un ensemble de voiries, dont certaines seront ouvertes à la circulation motorisée pour l'accès aux différents emplacements. La circulation sur ces voiries pourrait avoir un impact sur les amphibiens par destruction d'individus (écrasement).
Néanmoins, la présence d'amphibiens au niveau du camping lui-même apparaît peu probable, compte-tenu des mesures mises en œuvre au cours de la phase chantier, avec notamment le maintien d'une bande-tampon entre le camping et la lisière du boisement ainsi que les haies.

Par ailleurs, la circulation motorisée sur le camping sera limitée, se fera à vitesse réduite, et s'exercera essentiellement la journée (les amphibiens étant mobiles la nuit). Cet impact est donc qualifié de très faible.

- *Reptiles*

La seule espèce de reptile identifiée sur la zone d'étude est le Lézard des murailles, présent au niveau du muret en limite Nord de la parcelle concernée par la station d'épuration.
Ce muret sera préservé au titre des mesures d'évitement. De plus, la station d'épuration sera une microstation enterrée, dont l'emplacement est prévu côté Ouest de la parcelle, derrière les habitations existantes et à distance du muret.
Après sa mise en service, les interventions relatives à sa maintenance (hors contrôles visuels et nettoyage de routine) seront limitées à une intervention / an pour l'évacuation des boues et le remplacement du filtre du compresseur, une intervention tous les 3 ans pour le remplacement des roulements du compresseur, et une intervention tous les 7 ans pour le remplacement des diffuseurs fines bulles.
Par conséquent, aucun impact de la phase d'exploitation sur le Lézard des murailles n'est à considérer.

- *Oiseaux*

• Perturbation d'oiseaux nicheurs à proximité du camping par la fréquentation humaine (impact indirect)
Le fonctionnement du camping va engendrer un important afflux de personnes (résidents, campeurs de passage, etc.).
Cette fréquentation, avec le bruit et les mouvements associés, risque d'être à l'origine d'un dérangement de l'avifaune nichant à proximité, en particulier au niveau des végétations ligneuses en périphérie du camping : lisière du boisement, haies arbustives, friche arbustive à arborée.
Cet impact est qualifié de modéré. Il s'agit d'un impact permanent.
• Perturbation des oiseaux par l'éclairage du camping (impact direct)
L'augmentation de l'éclairage nocturne dans le cadre de la réalisation du projet pourra avoir une incidence sur l'avifaune migratrice qui est fortement perturbée par les lumières artificielles, celles-ci les déroutant parfois de leur trajet initial. Une fatigue supplémentaire peut donc en résulter pouvant parfois aller jusqu'à la mort par épuisement
Le projet étant situé dans un secteur agricole peu urbanisé et occupant une superficie conséquente, l'impact de l'installation de nouvelles sources lumineuses sur les oiseaux nocturnes est considéré comme fort au niveau du camping.

- *Mammifères terrestres*

• Fragmentation des populations de mammifères terrestres par la présence du camping (impact indirect)
La réalisation du camping, de par sa superficie, pourrait engendrer une rupture des continuités écologiques pour les mammifères terrestres. Cette rupture peut entraîner une fragmentation des populations, avec les conséquences associées (réduction des effectifs, augmentation de la vulnérabilité aux risques, appauvrissement génétique, *etc.*).
Néanmoins, les mesures mises en œuvre au cours de la phase chantier, avec notamment le maintien d'une bande-tampon entre le camping et la lisière du boisement ainsi que les haies, permettront aux mammifères de contourner l'emprise occupée par le camping après l'aménagement de celui-ci. De plus les espèces de mammifères observées sont communes et ubiquistes.
L'impact de la fragmentation des populations de mammifères terrestres en phase d'exploitation du camping est donc jugé faible.
• Perturbation et/ou destruction d'individus de mammifères par la circulation au sein du camping (impact direct)
Le camping comportera un ensemble de voiries, dont certaines seront ouvertes à la circulation motorisée pour l'accès aux différents emplacements.
La circulation sur ces voiries pourrait avoir un impact sur les mammifères par perturbation ou destruction d'individus. **Néanmoins, la présence de mammifères au niveau du camping lui-même apparaît peu probable, compte-tenu des mesures mises en oeuvre au cours de la phase chantier, avec notamment le maintien d'une bande-tampon entre le camping et la lisière du boisement ainsi que les haies.**

Par ailleurs, la circulation motorisée sur le camping sera limitée, se fera à vitesse réduite. Cet impact est donc qualifié de très faible.

- *Chiroptères*

• Perturbation des chiroptères par l'éclairage du camping (impact direct)

L'installation d'un nouvel éclairage dans le cadre du projet pourrait engendrer une modification du comportement des chiroptères présents à proximité en créant, pour les espèces les plus sensibles, une barrière lumineuse les déroutant de leur milieu de déplacement.

Le projet étant situé dans un secteur agricole peu urbanisé et occupant une superficie conséquente, l'impact de l'installation de nouvelles sources lumineuses sur les chiroptères est considéré comme fort au niveau du camping.

Les impacts bruts de la phase d'exploitation sont synthétisés dans le tableau suivant :

Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut
Habitats et flore	*Aucun impact significatif à considérer*		
Insectes	Perturbation et/ou destruction d'individus d'insectes par l'entretien de la végétation du camping	Direct	**Faible / permanent**
	Perturbation des insectes nocturnes par l'éclairage du camping	Indirect	**Fort / permanent**
Amphibiens	Perturbation et/ou destruction d'individus d'amphibiens par l'entretien de la végétation du camping	Direct	**Faible / permanent**
	Perturbation et/ou destruction d'individus d'amphibiens par la circulation au sein du camping	Direct	**Très faible / permanent**
Reptiles	*Aucun impact significatif à considérer*		
Oiseaux	Perturbation d'oiseaux nicheurs à proximité du camping par la fréquentation humaine	Indirect	**Modéré / permanent**
	Perturbation des oiseaux par l'éclairage du camping	Direct	**Fort / permanent**
Mammifères terrestres	Fragmentation des populations de mammifères terrestres par la présence du camping	Indirect	**Faible / permanent**
	Perturbation et/ou destruction d'individus de mammifères par la circulation au sein du camping	Direct	**Très faible / permanent**
Chiroptères	Perturbation des chiroptères par l'éclairage du camping	Direct	**Fort / permanent**

MESURE D'EVITEMENT
Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant susceptibles d'impacter négativement le milieu.

MESURES DE RÉDUCTION
Mise en place d'un dispositif de limitation des nuisances envers la faune (protection du boisement et des haies contre le dérangement, adaptation de l'éclairage).
Installation de clôtures permettant le passage de mammifères terrestres.
Valorisation écologique des espaces verts et plantations.
Gestion écologique des habitats et adaptation des périodes d'entretien sur l'année.
Le projet a été pensé pour favoriser la biodiversité en artificialisant et en densifiant le moins possible (500 emplacements prévus contre 1 100 possibles).

MESURES COMPENSATOIRES
La mise en place de mesures compensatoires pour la phase exploitation n'apparaît pas nécessaire.

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT
Les usagers du camping pourront être informés et sensibilisés à la nécessité de ne pas pénétrer dans la bande-tampon mise en place le long de la lisière du boisement et des haies pour préserver la faune.

Ces mesures sont détaillées en annexe.

MESURES COMPLEMENTAIRES
Récemment, la parcelle ZA 22 a été acquise permettant de créer un corridor écologique (notamment pour le grand gibier qui utilise les haies et talus existants) à l'arrière des habitations situées Rue Charles Heno (au Sud de la partie destinée au camping). A savoir que la parcelle ZA 22 fait l'objet d'une division parcellaire afin de la scinder selon le zonage du PLUi. Cette opération a pour but de figer la vocation écologique de la partie Nord de cette parcelle.

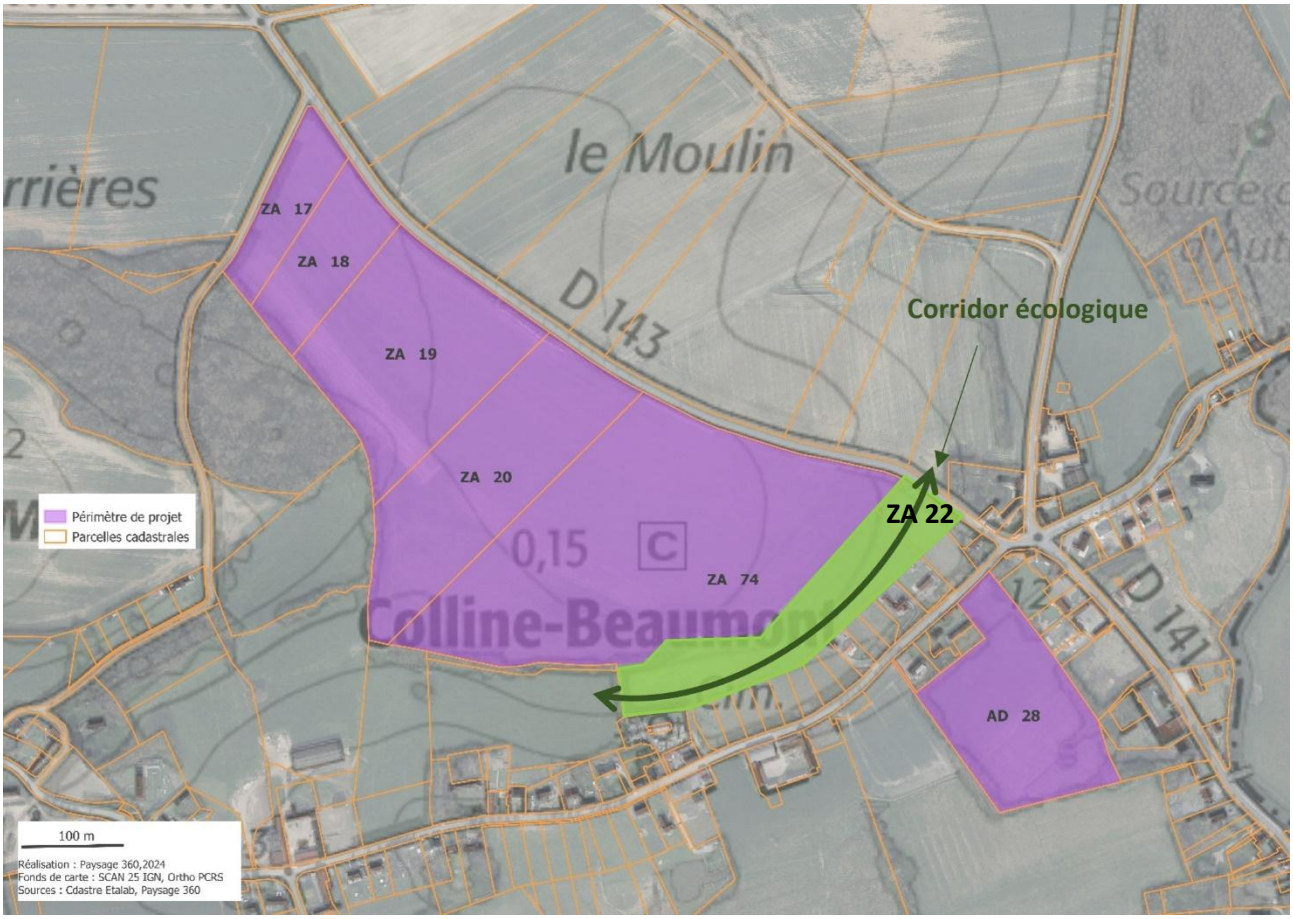


Figure 151 : Corridor écologique à l'arrière des habitations situées Rue Charles Heno

7.4.6. Effets sur le milieu urbain

7.4.6.1. Les transports et déplacements

En fonctionnement, la zone aura principalement 2 types de flux :

- Les flux des vacanciers et résidents,
- Les flux du personnel.

Le projet augmentera les déplacements dans le secteur.
Toutefois, la connexion du camping au réseau routier s'effectuera via une rue calme et peu passante (Rue de la Fontaine).

Aucune mesure ERC particulière n'est à prévoir.

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT
Guider les automobilistes avec une signalétique adaptée.
Expliquer aux vacanciers quels sont les meilleurs moyens de circuler à pied, à vélo ou en voiture dans le village de Colline-Beaumont.

7.4.6.2. Les déchets

Concernant la gestion des déchets, un pôle de collecte et de stockage des déchets sera installé à l'entrée du camping (à proximité du parking visiteurs). Cette localisation permettra aux usagers du camping de ramener

leurs déchets et aux camions bennes de les collecter en sécurité, tout en limitant les bruits et les odeurs. Les limites de cette zone de stockage seront construites en matériaux locaux et végétalisées (formations arborescentes et / ou arbustives). Un espace dédié au stationnement temporaire des camions de collecte des déchets sera crée en parallèle de cet espace de stockage (en dehors du camping) afin de sécuriser l'entrée du camping et d'éviter tout risque d'accident entre piétons et camions de collecte au sein du camping. Un espace de retournement leur est également dédié.

L'objectif du projet est de respecter l'environnement et de minimiser les coûts d'entretien en mettant en place une gestion différenciée. Pour ce faire, sera mis en place un plan de gestion des verts (adapter la palette végétale en fonction des exigences d'entretien, établir un diagnostic phytosanitaire de la végétation en place et éliminer les sujets dangereux ou malades le cas échéant, raisonner les interventions en fonction des saisons (tailles et traitements hors saison). En complément, le camping veillera à ne pas utiliser de produits phytosanitaires et à gérer les déchets verts (recycler les restes de végétaux en les broyant ; composter la taille des arbres et arbustes, la tonte de l'herbe, les résidus de plantes ; utiliser le compost comme fertilisant pour le sol ou comme paillage). La Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Pleine Air (FNHPA) met à la disposition des campings des guides sur ces sujets[2].

Aucune mesure ERC particulière n'est à prévoir.

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT
Mettre en place le tri sélectif avec les conseils des techniciens de la CA2BM.
Le camping s'appuiera sur les guides de la Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Pleine Air (Guides « Vers le ''Zéro déchet'' en 13 actions », « Zéro Phyto »).

7.4.6.3. Les réseaux

Le site sera desservi par différentes réseaux créés dans le cadre du projet d'aménagement.
Ils seront entretenus régulièrement pour en assurer une vie prolongée.

Aucune mesure particulière n'est à prévoir.

[2] Guides, FNHPA : https://fnhpa-pro.fr/documentation/

8. Articulation du projet avec les documents cadres stratégiques

8.1. Le SRADDET Hauts-de-France

En matière d'aménagement du territoire, un des apports majeurs de la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république est de confier aux Régions la responsabilité exclusive de l'élaboration d'un document intégrateur et prescriptif d'aménagement du territoire : le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

Le SRADDET fixe des objectifs de développement du territoire de la région à moyen et long terme et des règles générales pour contribuer à atteindre les objectifs retenus. Ses mêmes objectifs s'imposent aux documents locaux d'urbanisme (SCOT, PLU, …) dans un rapport de prise en compte, alors que ces mêmes documents doivent être compatibles avec les règles générales du SRADDET.

La vision portée par le SRADDET doit être partagée par tous les territoires et par l'ensemble des grands opérateurs contribuant au développement et à l'aménagement durable.

La Région Hauts-de-France a adopté son projet de SRADDET en séance plénière du 30 juin 2020. Ce dernier fut approuvé par arrêté préfectoral le 4 août 2020. Aux termes d'un jugement rendu le 6 février 2023, le tribunal administratif de Lille a partiellement annulé le SRADDET des Hauts-de-France pour défaut de justification de l'absence d'objectif de développement de l'éolien terrestre. La Région Hauts-de-France, a élaboré de nouvelles propositions, validées en séance plénière le 21 novembre 2024. Un arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2024 adopte cette modification.

Plusieurs règles générales du SRADDET sont en lien avec le présent projet, le tableau ci-dessous permet de les appréhender :

Parti pris I : Une ouverture maîtrisée, une région mieux connectée	
Orientation 1 : Développer l'attractivité du territoire en valorisant les ressources régionales	Le projet a pour objectif la diversification de l'offre touristique tout en préservant et valorisant la trame verte et bleue.
Orientation 2 : Valoriser les opportunités de développement liées au positionnement géographique	Ce projet entre dans le cadre d'un redéploiement rétro-littoral permettant de limiter, voire diminuer, les pressions sur le littoral.
Orientation 3 : Impulser trois mises en système pour favoriser l'ouverture et développer les connexions	Le projet n'est pas concerné.
Parti pris II : Une multipolarité confortée en faveur d'un développement équilibré	
Orientation 1 : Fédérer les territoires autour de cinq espaces à enjeux au service d'un développement équilibré	Le projet n'est pas concerné.
Orientation 2 : Conforter le dynamisme de la métropole lilloise et affirmer Amiens comme second pôle régional	Le projet n'est pas concerné.
Orientation 3 : Révéler les atouts des pôles d'envergure régionale	Le projet n'est pas concerné.
Orientation 4 : Valoriser les fonctions des espaces ruraux et périurbains dans leur diversité et renforcer les pôles intermédiaires	Les espaces ruraux remplissent des fonctions essentielles à la région (contribution à l'attractivité, vecteurs stratégiques du tourisme, …) ; le projet jouera un rôle positif dans ce sens. Par ailleurs, il permettra également de valoriser l'économie rurale locale (création d'emplois et

	possibilité pour les habitants de Colline-Beaumont et des alentours de profiter des installations du projet à savoir le bar-restaurant et l'épicerie-dépôt de pain).
Orientation 5 : Intégrer les territoires en reconversion et / ou en mutation dans les dynamiques de développement	Le projet n'est pas concerné.
Parti pris III : Un quotidien réinventé s'appuyant sur de nouvelles proximités et sur une qualité de vie accrue	
Orientation 1 : Conforter la proximité des services de l'indispensable : santé, emploi et connaissance	Le projet sera source de création d'emplois localement.
Orientation 2 : Favoriser le développement de nouvelles modalités d'accès aux services et de nouveaux usages des services	Le projet permettra aux riverains de profiter de certains services du camping (dépôt de pain par exemple). Il offrira également une offre concernant les lieux de réception (séminaires).
Orientation 3 : Développer une offre de logements de qualité, répondant aux besoins des parcours résidentiels et contribuer à la transition énergétique	Le projet participe à la diversification des typologies de logements et promeut une forme d'habitat adaptée à un public spécifique.
Orientation 4 : Renforcer l'autonomie alimentaire, portée par les circuits de proximité	Les circuits courts seront favorisés dans le cadre de la restauration.
Orientation 5 : Intégrer l'offre de nature dans les principes d'aménagement pour améliorer la qualité de vie	Le projet prend en compte la notion de trame verte et bleue dans les pourtours du projet ainsi qu'au sein du camping (réseau de haies notamment).

8.2. Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Pays Maritime et Rural du Montreuillois

Le Schéma de Cohérence Territorial permet de poser le cadre d'une réflexion à caractère stratégique et prospectif, intégrateur des normes supérieures, qu'il se doit de prendre en compte dont le SRADDET Hauts-de-France, le SDAGE Artois-Picardie ou encore le SAGE.

Ce schéma définit à long terme une stratégie globale de développement et est destiné à servir de cadre de référence pour la mise en œuvre des différents politiques sectorielles, centrées sur l'organisation de l'espace, l'habitat, les déplacements, les paysages, l'économie, …

Il se doit de respecter les principes de développement durable :

- Principe de respect de l'environnement,
- Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale,
- Principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement maîtrisé, et la préservation des espaces naturels et des paysages.

Le SCoT de l'Agglomération du Pays Maritime et Rural du Montreuillois a été approuvé par délibération du 30 janvier 2014. Une procédure de modification simplifiée du SCOT a été prescrite en date du 25 octobre 2021 afin de prendre en compte la loi ELAN. Il regroupe quatre communautés de communes et regroupe 70 communes.

8.2.1. Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le PADD du SCoT du Paysage Maritime et Rural du Montreuillois décline 5 grands objectifs stratégiques :

1) Affirmer une économie d'excellence ancrée dans les fondamentaux du territoire mis en synergie autour du « bien vivre » et vecteur de développement social

Le Pays Maritime et Rural du Montreuillois présente une prédisposition particulière à affirmer un développement économique autour de la notion du bien vivre. L'objectif est de permettre un développement intégré des différentes activités « fondamentales » du territoire, dans le cadre de l'émergence d'un complexe économique. Concernant le tourisme, il s'agit d'un objectif de consolidation et d'ouverture pour une valeur ajoutée accrue tournée vers le bien vivre et liée à une approche environnementale intégrée. Le territoire doit mettre en œuvre des politiques d'urbanisme favorables au maintien, à la mise aux normes et au développement d'hébergements marchands et au redéploiement de l'offre notamment en hébergement touristique de plein air vers l'avant pays ou retro littoral dont fait partie ce présent projet.

2) Intégrer la valorisation environnementale comme élément moteur du développement du Pays Maritime et rural du Montreuillois

Cela peut se faire au travers de la calorisation patrimoniale mais au-delà du seul cadre de vie paysager (urbain et naturel). Il s'agit de s'appuyer sur l'exigence environnementale pour promouvoir des modes de vie qui répondent aux attentes des usagers et créent de la valeur ajoutée sur le plan économique.

Le SCoT promeut un urbanisme de projet qui permet de mieux intégrer en amont les problématiques environnementales. C'est le cas de ce présent projet de site d'éco tourisme de plein air dans le cadre d'un redéploiement rétro-littoral à Colline Beaumont pour limiter, voire diminuer, les pressions sur le littoral.

3) Développer une politique de valorisation patrimoniale et culturelle créant du lien social

Cette ambition patrimoniale prend appui sur le développement du tourisme et sur le développement des services à valeur ajoutée, elle met en avant des politiques de valorisation patrimoniale en lien avec le label « Pays d'Art et d'Histoire ».

4) Organiser le développement en application de ces principes sur une base multipolaire liant littoral et avant pays

L'objectif spatialisé du SCoT est celui d'un lien entre avant-pays et littoral, au compte d'une évolution territoriale sinon homogène – car il importe de valoriser les spécificités locales – mais à tout le moins équilibrée, donc durable. Il s'agit de faire émerger une organisation territoriale qui unisse les différentes parties du territoire et fournisse un cadre de service, notamment aux activités touristiques.

5) Affirmer des objectifs de croissance cohérents avec la politique de développement économique et sociale mais soutenable sur le long terme au regard des ressources et des choix morphologiques formant le cadre de vie

Les principaux enjeux de consommation d'espace à vocation économique se situent dans le cadre des grands projets sur des cibles et modes d'aménagement dans lesquels la gestion écologique joue un rôle structurant.

8.2.2. Document d'Orientation et d'Objectifs

Le Document d'Orientation et d'Objectifs a pour objet de mettre en œuvre la stratégie du PADD, il définit des objectifs généraux et de mise en œuvre.

Première partie : Le Pays Maritime et Rural du Montreuillois valorise ses ressources environnementales et patrimoniales pour renforcer sa capacité d'accueil au service de son projet :

1.1 Préserver et valoriser les ressources écologiques
1.2 Gérer l'espace dans le cadre de ses spécificités littorales et rurales en intégrant également la gestion des risques
1.3 Valoriser et développer les ressources paysagères et patrimoniales
1.4 Améliorer la qualité de l'air et favoriser la transition énergétique
1.5 Améliorer la qualité et la gestion de la ressource en eau

Deuxième partie : Le Pays Maritime et Rural du montreuillois organise et déploie ses activités dans un cadre multipolaire et intégré :

2.1 Renforcer ou faire émerger des polarités, supports de mobilités alternatives renforcées et d'équilibre du territoire
2.2 S'appuyer sur des projets vitrines pour développer l'économie et l'emploi autour d'un pôle d'excellence « bien vivre »
2.3 Diffuser l'activité économique dans le territoire pour renforcer la vitalité des espaces résidentiels et améliorer l'accessibilité aux commerces, aux services et à l'emploi
2.4 Document d'aménagement commercial
2.5 Promouvoir une offre de logements diversifiée accessible dans une perspective à long terme de limitation des effets spéculatifs

Tout comme le PADD, le DOO mentionne le projet de camping à Colline Beaumont. En effet, ce projet est notamment repris dans l'objectif de renaturation de certains espaces identifiés au SRCE. Ainsi, ce projet d'hôtellerie de plein air tient compte du fait d'être identifié comme à renaturer par le SRCE.



Espace urbanisé ou dégradé à renaturer/mitiger identifié par le SRCE en cours d'approbation

Comme indiqué dans le DOO, ce présent projet intègre une politique de végétalisation, une imperméabilisation minimale et une gestion écologique ambitieuse qui contribue à la renaturation du secteur actuellement agricole.

Dans un territoire particulièrement contraint et soucieux de préserver son agriculture, il est primordial de consommer de l'espace à bon escient au travers de projets qui vont jouer un rôle d'effet levier pour la stratégie générale. Ainsi, une consommation foncière de 230 ha est prévue pour réaliser des « grands projets », dont 15/20 ha pour ce projet touristique de camping tournée vers l'écotourisme et vecteur d'un redéploiement rétrolittoral.

La volonté de réaliser ce projet est réaffirmée dans le cadre du point 2.2.3 du DDO « Affirmer au travers des projets de Stella Plage, de Colline Beaumont, et du projet de mise en œuvre d'une trame verte urbaine, une vocation touristique tournée vers le bien vivre et lié à une approche environnementale intégrée ». L'objectif est de réaliser un équipement d'hébergement touristique de plein air sur le rétrolittoral qui constitue un enjeu de redéploiement de l'offre touristique conçu en lien avec la stratégie dans un cadre modernisé plus adapté aux nouveaux modes de vie et aux mobilités qui y sont associés tout en ayant une forte exigence pour la gestion environnementale.

Le SCoT qui rappelle que ce projet aura un impact fortement positif sur la création d'emplois directs et non délocalisables et sur les emplois indirects (commerces locaux, artisanat ,..) mentionne également le fait que ce projet devra répondre à des exigences, à savoir :

- Être affecté à du camping touristique,
- Mettre en œuvre une gestion des mobilités permettant de limiter l'usage de la voiture individuelle tant du point de vue des modes doux que des transports notamment vers l'espace littoral ou Montreuil par exemple. Des solutions de type navettes, vélo en libre-service ou auto partage pourraient constituer des solutions,
- Être réalisé dans le cadre d'une forte intégration environnementale et paysagère,
- Organiser l'insertion paysagère et le maillage des voies de dessertes en cohérence avec la topographie et le relief,
- Limiter l'imperméabilisation et mettre en œuvre des coulées vertes intégrant une gestion hydraulique douces et assurant la maîtrise des ruissellements,
- Maintenir les plantations existantes et mettre en place des lisières végétalisées significations pour une insertion de qualité,
- Développer un maillage bocager et une politique de plantations pour concourir à l'émergence d'un support de continuité écologique,
- Mise en œuvre de solutions innovantes en termes de gestion écologique, de maîtrise et/ ou de production d'énergie et d'utilisation de matériaux adaptés.

Le maître d'ouvrage a pris en compte ces exigences dans lors de la conception du projet de camping.

8.3. Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Sud-Opalien a été approuvé le 11 avril 2019 et modifié le 20 décembre 2022.

Il s'agit d'un document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement durables du territoire. Il fixe les grandes orientations stratégiques d'aménagement et les règles d'occupation et d'utilisation du sol qui servent à l'instruction des autorisations d'urbanisme. Il détermine notamment les règles applicables à chaque commune, pour déterminer quoi construire, où et dans quelles conditions, les secteurs à protéger.

8.3.1. Zonage applicable

Le projet est concerné par un secteur de zones à urbaniser et plus précisément par le zonage 1AUT « Zone de développement des activités d'hébergements hôteliers à Conchil-le-Temple et Colline-Beaumont » pour le projet de camping et par le zonage A « Zone destinée à l'activité agricole » pour la parcelle concernée par la station d'épuration.

Cette zone constitue les secteurs de développement des activités d'hébergement hôteliers existants ou à créer ; spécifique à l'équipement d'hébergement hôtelier de plein air elle accueillera l'ensemble des équipements liés au fonctionnement de camping et activités qui y sont liées.

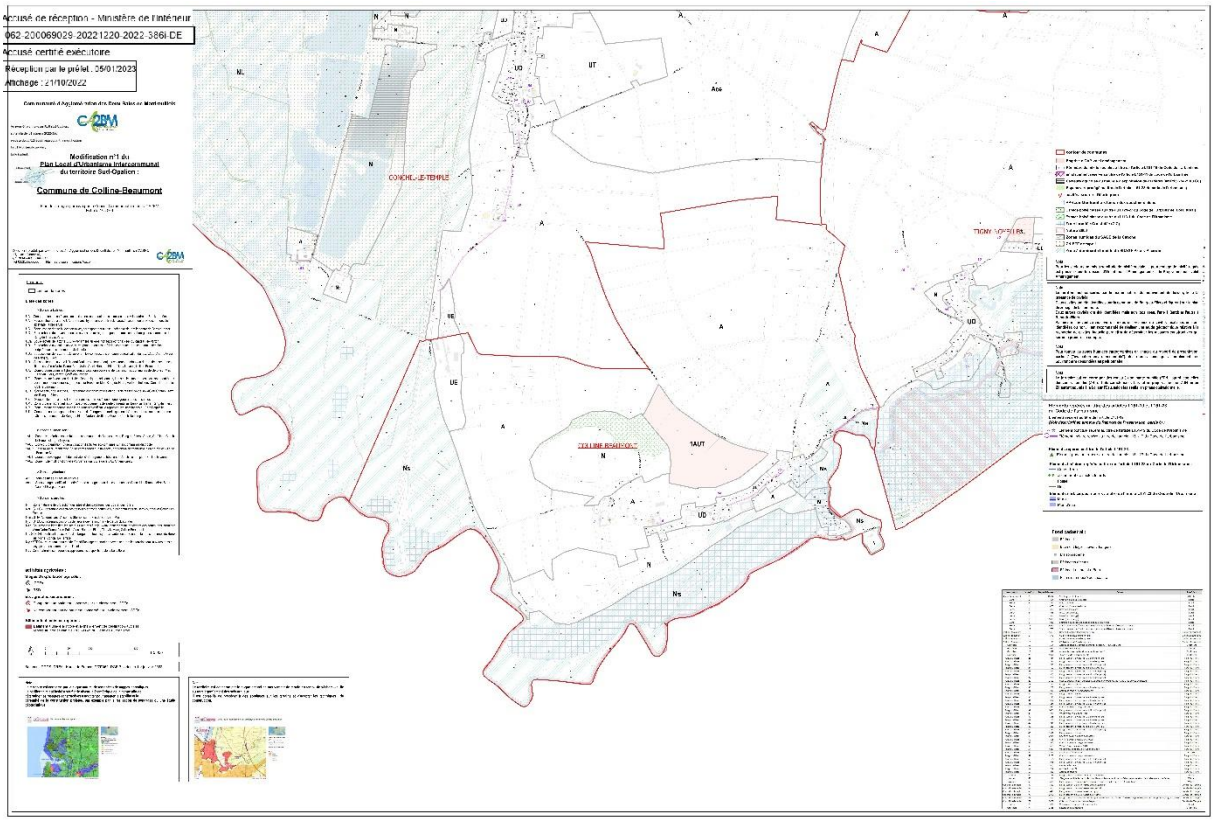


Figure 152 : Plan de zonage du PLUi du territoire Sud-Opalien

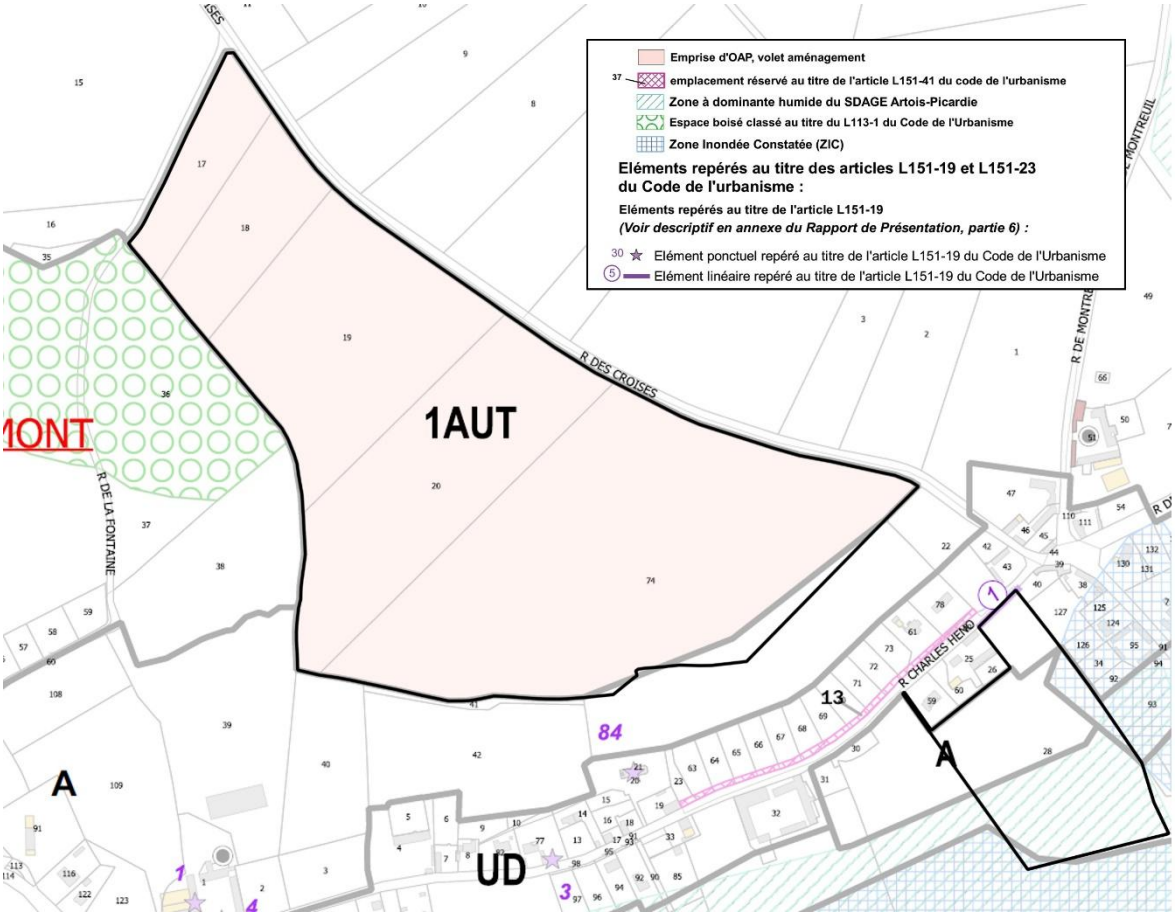


Figure 153 : Zoom plan de zonage du PLUi du territoire Sud-Opalien

8.3.2. Règlement de la zone

Le règlement de la zone est repris dans le tableau ci-après.

Section 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère			
Article 1AUT3 – Volumétrie et implantation des constructions			
1AUT3.1 – Emprise au sol et hauteur	1 – Emprise au sol	Non réglementé	
	2 – Hauteur des constructions	- Pour les constructions autorisées à destination Commerces et activités de services et Equipements d'intérêt collectif et services publics, la hauteur est fixée à 8m au faîtage. Un dépassement de la hauteur fixée doit être justifié par des raisons fonctionnelles. - Les équipements mobiliers à usage de loisirs (toboggan, mur d'escalade, etc.) ne sont pas réglementés - La hauteur des constructions nécessaires au fonctionnement, la gestion, la sécurité et la surveillance des activités autorisées et des Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas réglementée.	Les bâtiments ont une hauteur inférieure ou égale à 8 mètres au faîtage.
1AUT 3.2 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives et aux		Non réglementé	

constructions sur une même propriété		
Article 1AUT4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère		
Non réglementé		
Article 1AUT5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions		
Clôtures	Il est possible d'implanter des clôtures, elles pourront être pleines ou à claire voie et devront obligatoirement être doublées d'une haie. La hauteur maximale est fixée à 2.5m.	Les clôtures en périphérie sont réalisées avec des piquets de saule qui deviennent de magnifiques arbres. Elles sont doublées d'une haie composée de végétaux très variés.
Obligation en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations	La surface des terrains non bâtis doit être plantée ou traitée en espaces verts aménagés.	Le projet a été pensé à limiter l'imperméabilisation du sol au profit des espaces verts.
Traitement des parkings	Les aires de stationnement doivent être composées de matériaux filtrants. Il est recommandé de réaliser des aires de stationnement légers ni bitumés, ni cimentés. Il sera planté un arbre de haute tige à raison de 100m² de surface.	Le projet veillera à gérer le stationnement à proximité des emplacements, en veillant à limiter l'impact visuel des véhicules. Il est également prévu de créer près de l'accueil des des stationnement sans dénaturer le paysage et le projet. L'utilisation d'un revêtement perméable ou enherbé sera privilégiée.
Coefficient de biotope	Le coefficient de biotope correspond à la détermination d'une surface éco aménageable par rapport à l'unité foncière. Un coefficient de biotope fixé à 0,8 minimum doit être appliqué.	Le projet utilise au maximum le végétal et veille à développer une trame paysagère globale à l'ensemble du site et de son environnement. L'aménagement du site prévoit de nombreuses zones enherbées plantées de haies et d'arbustes. L'aménagement des limites extérieures sera réalisé de manière à réduire l'impact visuel du projet et à l'intégrer à son environnement. Un traitement paysager permettant l'insertion des mobil-homes et des stationnements notamment est prévu (haies). Les voiries secondaires seront réalisées en sables de Marquise et en gazon.
Article 1AUT6 - Stationnement		

Dispositions générales	Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques. La surface de stationnement est déterminée selon les besoins induits par l'équipement.	Le stationnement se fera au sein même de la parcelle.
Obligation en termes de stationnement pour les vélos	Il doit être prévu un nombre d'emplacement de vélo équivalent à 30% de la capacité totale de réception des hébergements hôteliers de plein air.	Le projet sera compatible avec ce point.
Disposition Personnes à Mobilité Réduite	Doit être prévu au minimum 5% d'emplacements handicapés sur l'ensemble des places de stationnement existantes. Il doit obligatoirement y avoir au moins 1 place handicapée lorsqu'il existe moins de 20 emplacements de stationnement.	Le projet sera compatible avec ce point.
Section 3 – Equipements et réseaux		
Article 1AUT7 – Desserte par les voies publiques ou privées		
1AUT7.1 - Accès	Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil. Cet accès direct ou par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin ne peut avoir moins de 4m de large. L'accès doit présenter les caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile. L'aménagement des accès doit être tel qu'il soit adapté au mode d'occupation des sols envisagé et qu'il ne nuise pas à la sécurité et à la circulation. Lorsqu'un terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès devra se faire sur la voie sur laquelle la gêne pour la circulation sera la moindre.	L'entrée et la sortie déboucheront sur une rue très peu fréquentée (Rue de la Fontaine).
1AUT7.2 - Voirie	L'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols est refusée lorsque le terrain faisant l'objet du projet n'est pas desservi par une voie suffisante pour répondre aux besoins des constructions envisagées ou si cette voie est impropre à l'acheminement des moyens de défense contre l'incendie. Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre le demi-tour des véhicules de collecte des ordures ménagères et de lutte contre l'incendie : la voie aura une largeur minimale de 5 mètres.	Le dimensionnement des voiries permettra le retournement des poids lourds acheminant les mobil-homes, l'intervention des secours et l'évacuation des ordures ménagères.
Article 1AUT8 – Desserte par les réseaux		
1AUT8.1 – Eau potable	Les constructions ne sont admises que si le réseau public existant de distribution	Authie Tourisme a demandé à la commune

		d'eau potable est en mesure de fournir au droit de la parcelle considérée, sans préjudice pour l'environnement, les consommations prévues, sauf à prévoir des installations complémentaires spécifiques à la charge du pétitionnaire permettant de satisfaire ces nouveaux besoins, sans impact sur le fonctionnement des ouvrages publics existants.	de Conchil-le-Temple de lui accorder une servitude de passage de réseaux sur le chemin rural dit « Chemin rural du Temple » afin de garantir l'accès des réseaux d'eau potable permettant l'alimentation du camping. La commune a répondu favorablement à cette demande concernant la servitude pour l'ouvrage et le passage de réseaux
1AUT8.2 - Assainissement	Eaux pluviales	Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales, celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, les eaux de vidanges des piscines après traitement, … La gestion des eaux pluviales doit se faire comme suit : -Tout aménagement réalisé sur un terrain doit être conçu de façon à ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales. -A chaque fois que les conditions techniques le permettent, il est demandé d'évacuer les eaux pluviales à l'intérieur des propriétés par épandage souterrain ou par un dispositif de stockage immédiat avec écoulement de faible débit dans le réseau après l'averse, s'il existe un réseau collecteur d'eaux pluviales. -Si les conditions techniques ne permettent pas l'évacuation des eaux pluviales à l'intérieur des propriétés, un rejet, soit au fil d'eau, soit au réseau public, peut être examiné. -Tout dispositif d'évacuation des eaux pluviales doit assurer une évacuation directe et sans stagnation, conformément à la réglementation en vigueur.	Les surfaces imperméables étant réduites au maximum, le projet aura une surface perméable importante. De plus, la géologie du site (sables, silex, craie) favorise l'infiltration des eaux. Les parcelles seront engazonnées et boisées et une jatte / noue sera créer au pied de chaque plantation permettant d'intercepter les eaux pluviales.
	Eaux usées	Toute évacuation des eaux usées dans le milieu naturel (fossé, cours d'eau, …) ou les réseaux pluviaux est interdite. Le raccordement au réseau de collecte des eaux usées est obligatoire pour les immeubles nécessitant un rejet d'eaux usées. Les eaux usées doivent être évacuées par des canalisations souterraines jusqu'au réseau public, en respectant les caractéristiques du réseau de type séparatif.	Une station d'épuration sera créée permettant le traitement des eaux usées.

		Dans tous les cas, le système d'assainissement doit être réalisé en conformité avec le règlement d'assainissement collectif et le cahier des charges fixant les prescriptions techniques des travaux d'assainissement d'eaux usées réalisés sur le territoire de la CA2BM En l'absence de réseau collectif d'assainissement raccordé à une unité de traitement, l'assainissement non collectif est obligatoire. Dans ce cas, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement adaptés à la nature géologique et à la topographie du terrain concerné et conformes à la réglementation en vigueur. Les prescriptions techniques sont mentionnées dans le règlement d'assainissement non collectif. Les évacuations des immeubles doivent être conçues de manière à être raccordées ultérieurement au réseau d'assainissement collectif dès sa réalisation.	
	Eaux résiduaires non domestiques (y compris industrielles)	Sans préjudice de la réglementation applicable aux installations classées, l'évacuation des eaux résiduaires liées aux activités autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement est soumise aux prescriptions de qualité définies par la réglementation en vigueur et doit faire l'objet d'une convention avec le service gestionnaire du réseau d'assainissement. Les installations industrielles ne peuvent rejeter au réseau d'assainissement que des effluents pré-épurés conformément à la réglementation en vigueur et compatibles avec les effluents admissibles par la station d'épuration. Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux résiduaires ne nécessitant pas de pré-traitement ne peuvent être rejetées que dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et conformément au règlement d'assainissement.	Sans objet
1AUT8.3 – Distribution électrique et de téléphonie		Chaque construction nouvelle doit obligatoirement être desservie et raccordable aux réseaux de communication électronique. Pour les réseaux de communication électronique, les aménageurs devront réaliser sur la zone à aménager jusqu'à chacune des parcelles rendues constructibles les fourreaux ainsi que les chambres techniques pour le déploiement de la fibre optique.	Dans la mesure du possible, les réseaux seront implantés et structurer en secteurs. Cela permettra de limiter la propagation d'un problème sur l'ensemble des emplacements du camping.

		Les propriétaires particuliers devront réaliser les aménagements nécessaires qui leur incombent en fonction de la réglementation en vigueur et pour pouvoir être effectivement desservis. Pour les projets créant une voie nouvelle, il sera prévu les infrastructures nécessaires aux réseaux de télécommunication, communication électronique et audiovisuels. Lorsque les réseaux sont enterrés, les branchements doivent l'être également, deux fourreaux aiguillés seront à prévoir entre l'habitation et l'adduction du réseau en limite de propriété. En cas d'opération d'aménagement, tous les réseaux doivent obligatoirement être enfouis.	

8.3.3. Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le PADD, document constitutif du PLUi, définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et l'environnement. Le PADD doit permettre d'inscrire le projet intercommunal dans la durée en intégrant au plus juste les trois grands fondements du développement durable (équité sociale, prise en compte de l'environnement et développement économique).

Le PADD du Territoire Sud Opalien fixe 4 axes, à savoir :

- Axe 1 : Développer et diversifier l'emploi en Opale Sud en préservant le cadre environnemental et paysager
- Axe 2 : Développer la qualité de l'habitat en produisant un logement adapté à tous et intégré à l'environnement
- Axe 3 : Développer l'économie touristique en s'appuyant sur la diversité environnementale
- Axe 4 : Anticiper les évolutions sociétales pour un territoire d'avenir

Ces axes sont repris sous forme d'ambitions. Parmi celles-ci, il convient de mettre en avant l'ambition 3 « Diversifier l'offre d'hébergement » de l'axe 3. Le tourisme étant un enjeu fort du PADD, il est primordial que le territoire soit préparé à proposer de nouvelles offres d'hébergement touristique pour viser une nouvelle clientèle afin de se démarquer des territoires voisins et d'affirmer son rôle de destination sur la côte littorale. C'est dans ce cadre que l'intercommunalité porte haute le projet d'hébergement touristique de plein air localisé à Colline Beaumont et faisant l'objet de cette étude d'impact. Comme le rappel le PADD, les « élus souhaitent la concrétisation de ce camping nouvelle génération, prévu par le SCoT, sous l'égide du PLUi. Ce projet far et ambitieux doit permettre de propulser l'économie touristique en Opale Sud. A caractère « haute qualité environnementale », les élus sont soucieux de la richesse paysagère du territoire et souhaitent tirer aussi profit de l'environnement dans lequel le territoire s'insère. L'objet de cette structure d'hébergement nouvelle génération est de répondre à la demande existante et future à hauteur de 10% de la capacité de l'offre existante en Opale Sud. ».

8.3.4. Orientations d'Aménagement et de Programmation

Le projet de Colline Beaumont fait l'objet de l'OAP site n°20 « Zone 1AUT – Rue des Croisés ». Cette OAP entend traduire la disposition du DOO du SCoT au sein du PLUi Sud Opalien.

L'OAP est située en annexe.

8.3.5. Servitudes d'Utilité Publique et Obligations Diverses

Le PLUi du Territoire Sud-Opalien est constitué d'un recueil des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) et des Informations et Obligations Diverses (IOD). Le PLUi ne reprenant pas de manière graphique ces éléments ; les cartes suivantes proviennent du site de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

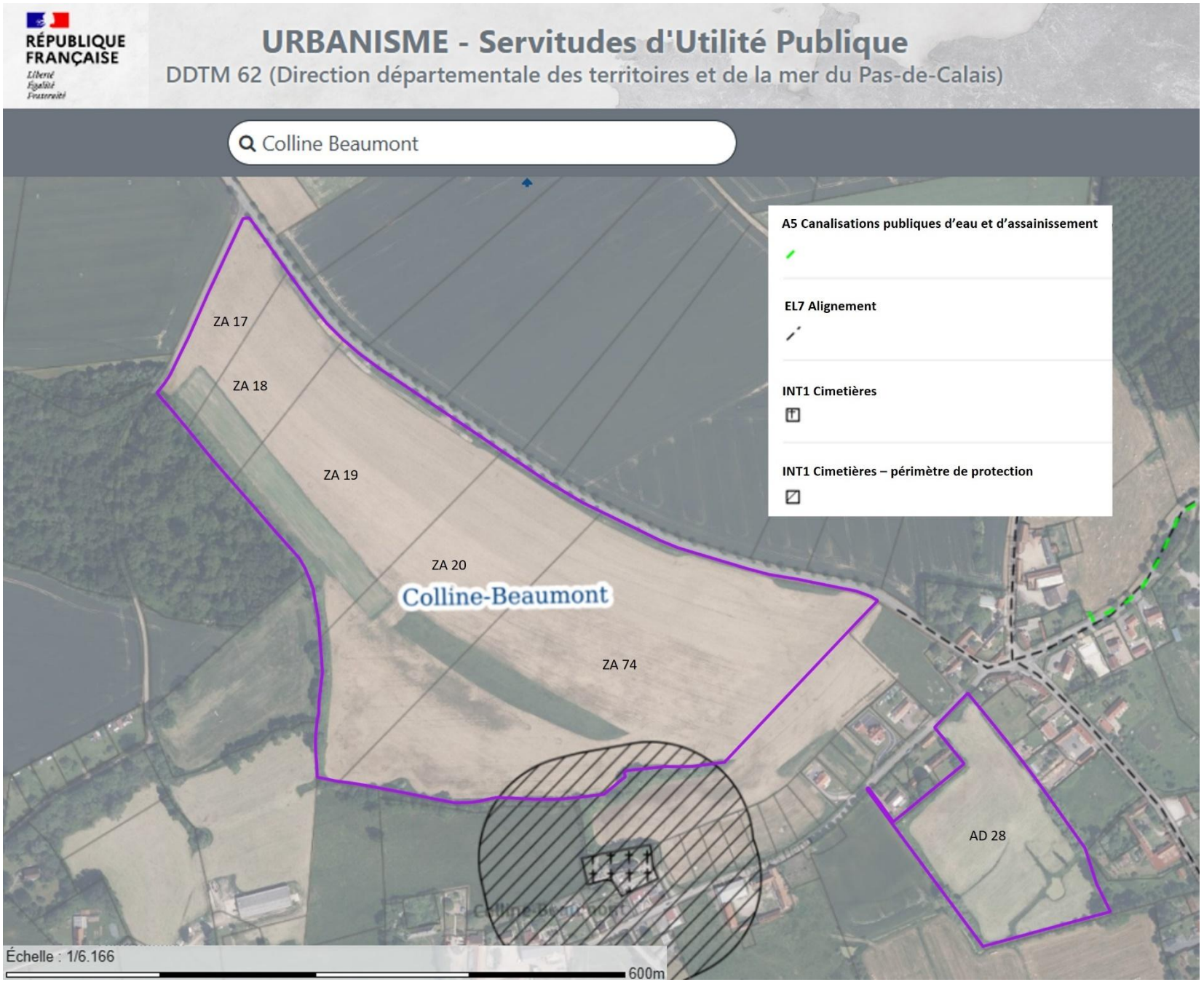


Figure 154 : Servitudes d'Utilité Publique (source : DDTM 62)

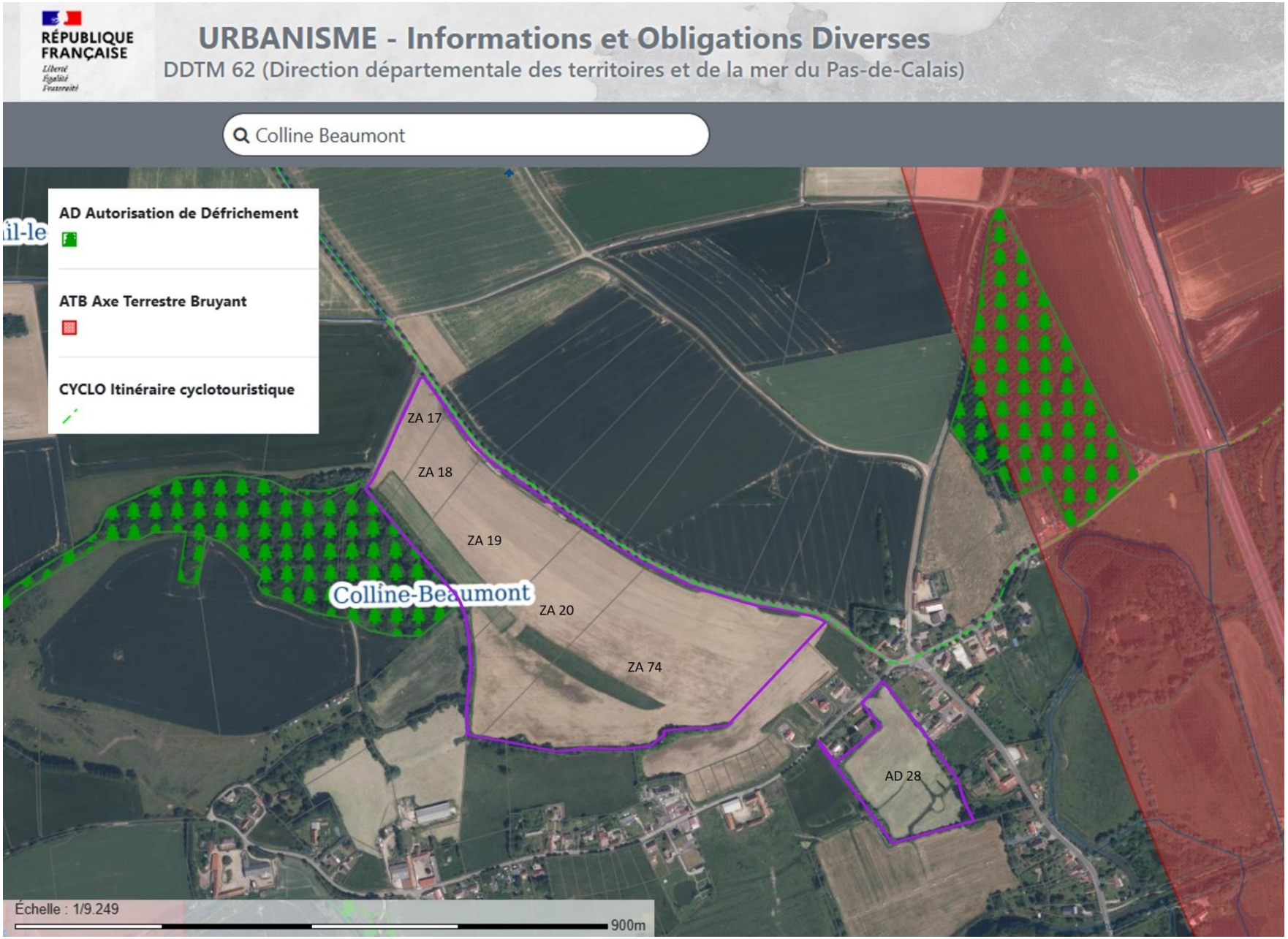


Figure 155 : Informations et Obligations Diverses (Source : DDTM 62)

On constate ainsi qu'une partie de la parcelle ZA 74 est concernée par la SUP « INT1 Cimetières – périmètre de protection » correspondant à la servitude instituée au voisinage des cimetières.

Un axe cyclotouristique jouxte le périmètre de projet, côté RD 143 (IOD).

A noter, cet extrait des cartographies des IOD ne reprend pas les ZNIEFF, zones Natura 2000 et les ZICO.

Les servitudes d'utilité publique (SUP) instituées en application de l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prennent leur source dans le décret-loi du 23 prairial An XII, le décret impérial du 7 mars 1808 et l'ordonnance royale du 6 décembre 1843.

Codifiées à l'article L. 2223-5 du CGCT, les SUP au voisinage des cimetières s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Dans ce rayon :

- nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes ;
- les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation ;
- les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par décision du représentant de l'Etat dans le département.

Champ d'application des servitudes d'utilité publique

Les dispositions de l'article L. 2223-5 du CGCT s'appliquent à toutes les communes. Il n'y a pas lieu d'opérer de distinction entre les communes rurales et les communes urbaines. Ces dispositions sont distinctes de celles relatives à la création, l'agrandissement et la translation des cimetières prévues à l'article L. 2223-1 du CGCT.

La SUP s'applique dans deux cas :

- Il faut ainsi entendre par « nouveaux cimetières transférés hors des communes » les cimetières transférés hors des parties agglomérées des communes, que ce transfert ait été effectué au XIXème siècle ou à une date plus récente. Le critère essentiel, pour déterminer si le cimetière concerné se trouve dans ce cas, est que le cimetière ait été transféré principalement afin de respecter une distance d'éloignement minimale de 35 à 40 Servitudes INT1- Servitudes instituées au voisinage des cimetières – 16/05/23 2/4 mètres par rapport aux habitations.
- Le but poursuivi par les réglementations précitées étant l'éloignement des cimetières par rapport aux habitations, la servitude s'applique également aux cimetières existants non transférés, qui respectent depuis leur édification la distance de 35 à 40 mètres par rapport aux habitations.

En revanche, la règle ne s'applique pas aux cimetières situés en agglomération qui n'auraient pas été transférés en application du décret-loi du 23 prairial an XII relatif au lieu d'inhumation.

Objet des servitudes d'utilité publique

Lorsque la construction est située à moins de 100 mètres d'un cimetière transféré, le permis de construire, le permis d'aménager ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu d'autorisation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord du maire si celui-ci n'est pas l'autorité compétente pour délivrer le permis. Cet accord est réputé donné à défaut de réponse dans un délai d'un mois suivant le dépôt de la demande de permis de construire, de permis d'aménager ou de décision prise sur la déclaration préalable (article R. 425-13 du code de l'urbanisme).

Cette servitude ne rend pas les terrains compris dans ce rayon inconstructibles.

Figure 156 : Extrait de la fiche descriptive de la servitude (Source : https://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/fiches-sup-validees-r1065.html)

8.3.6. Droit de Préemption Urbain

Le Droit de Préemption Urbain est un outil foncier offrant la possibilité à une personne publique, dans un périmètre défini, de se substituer à l'acquéreur d'un bien mis en vente ou faisant l'objet d'une donation et de l'acquérir en priorité afin de réaliser une opération d'aménagement ou de constituer des réserves foncières en vue d'une opération d'aménagement.

Le parcellaire prévu pour l'installation du camping est situé en zone de droit de préemption urbain.

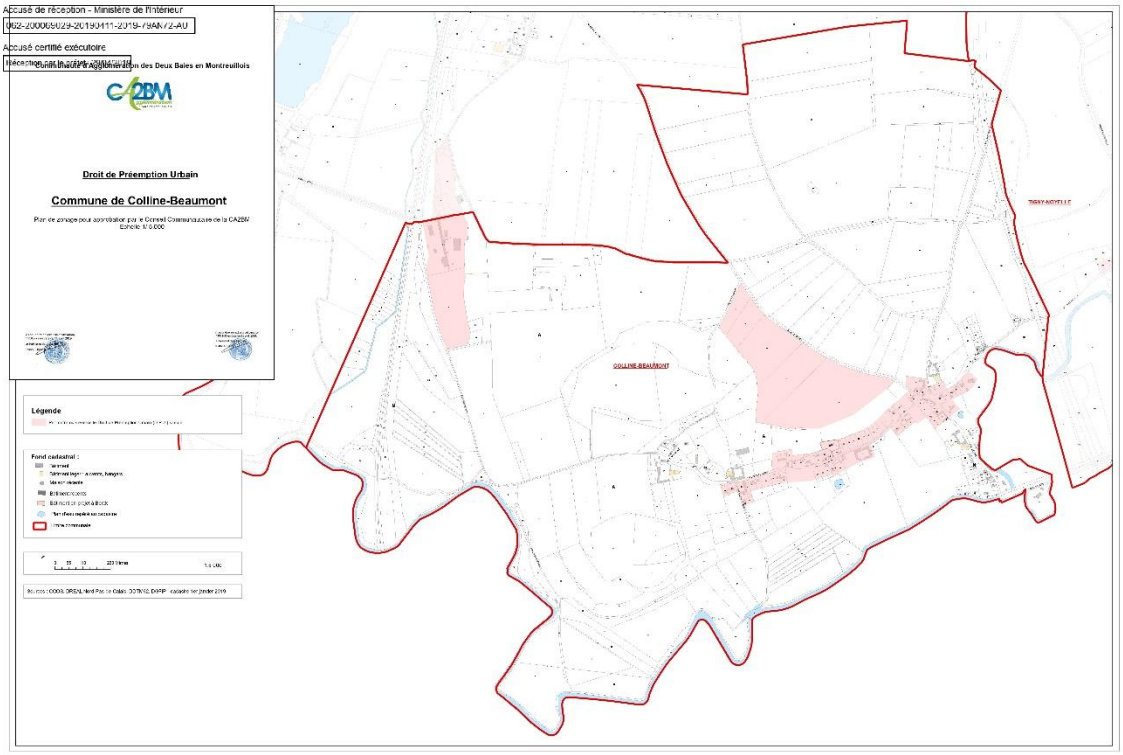


Figure 157 : Droit de Préemption Urbain (source : PLUi)

8.4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie

La commune de Colline Beaumont est concernée par le SDAGE Artois-Picardie 2022-2027.

Ce document définit les actions pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Il sert de document de référence dans l'aménagement des territoires et des projets d'urbanisme.

Le SDAGE 2022-2027 a été approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 21 mars 2022.

8.4.1. Les objectifs

L'ensemble des milieux aquatiques, superficiels (rivières, lacs, eaux de transition (estuaires) et eaux côtières) et souterrains est concerné. Chacun de ces milieux est subdivisé en « masses d'eau cohérentes sur le plan de leurs caractéristiques naturelles et socio-économiques ». La masse d'eau correspond à un volume d'eau sur lequel les objectifs de qualité et de quantité doivent être atteints. C'est l'unité de base pour l'élaboration du SDAGE et du programme de mesures.

Les objectifs environnementaux visés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et ses directives filles sont :

- Prévenir la dégradation de l'état de toutes les masses d'eau. Ceci inclut le fait d'inverser toute tendance à la hausse, significative et durable, de la concentration de tout polluant pour les eaux souterraines ;
- Restaurer le :
    - Bon état écologique et chimique des eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
    - Bon potentiel écologique et chimique pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
    - Bon état chimique et quantitatif des eaux souterraines ;
- Réduire les émissions de substances prioritaires et supprimer les émissions de substances dangereuses prioritaires ;
- Respecter les objectifs spécifiques aux zones protégées.

8.4.2. Les orientations et dispositions

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, des orientations et dispositions ont été prises. Elles sont organisées selon les 5 enjeu du bassin Artois-Picardie, à savoir :

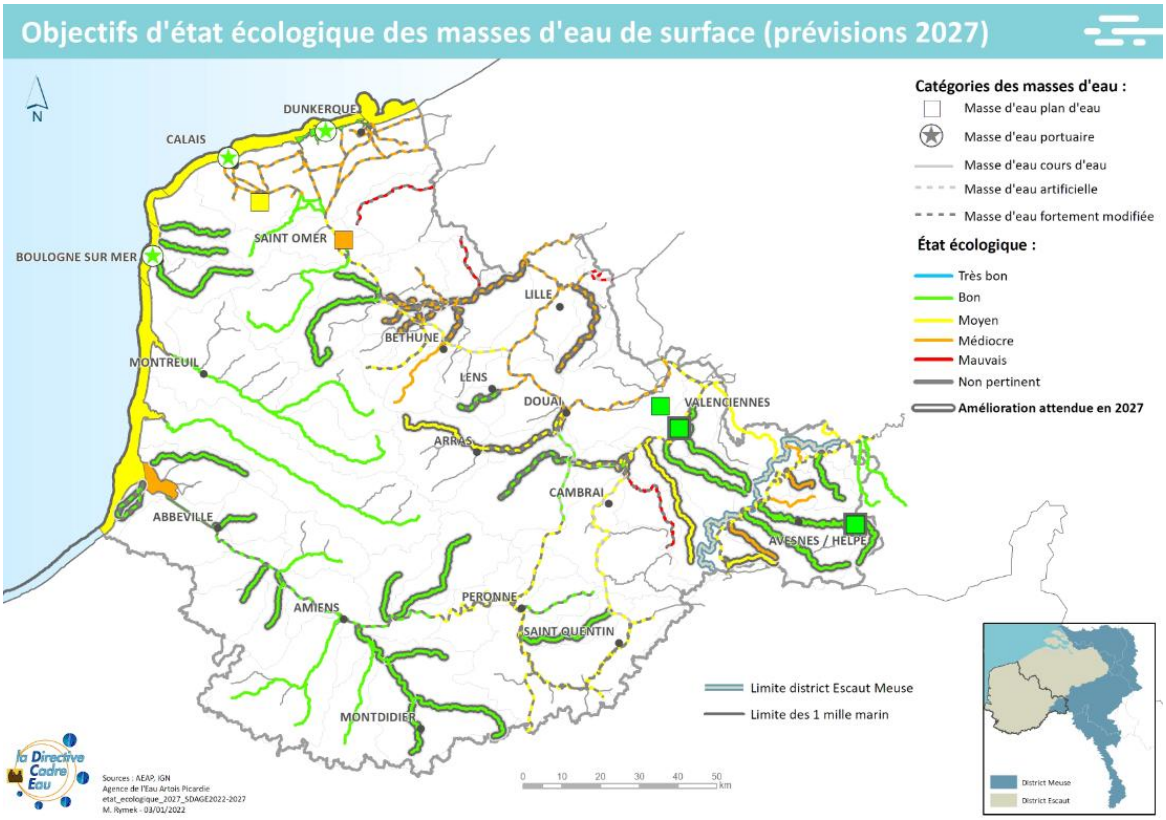
- Enjeu A : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes ;
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations ;
- Enjeu D : Protéger le milieu marin ;
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

La création des aménagements prévus par le projet entre dans les orientations définies dans le SDAGE Artois Picardie.

La suite du document vise à vérifier la compatibilité du présent projet d'aménagement au travers des dispositions et orientations du SDAGE concerné. A noter que les **enjeux D et E** ne sont pas directement visés par le projet. *(Extrait DLE)*

A. Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides – **ENJEU A**

1 . Améliorer la physico-chimie générale des milieux (1.1)



Orientation A-1 : Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux

Disposition A-1.1 : Limiter les rejets

Les maîtres d'ouvrage (personnes publiques ou privées, physiques ou morales), pour leurs installations, ouvrages, travaux et activités soumis aux obligations au titre du code de l'environnement, du code de la santé publique ou du code général des collectivités territoriales, ajustent les rejets d'effluents urbains ou industriels au respect des objectifs environnementaux spécifiques assignés aux masses d'eau, continentales et marines, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût acceptable. Les mesures présentant le meilleur rapport coût/efficacité seront à mettre en place en priorité. Tout projet soumis à autorisation, enregistrement ou à déclaration au titre du code de l'environnement (ICPE ou loi sur l'eau) doit aussi :

- Adapter les conditions de rejet pour préserver les milieux récepteurs particulièrement sensibles aux pollutions ;
- S'il ne permet pas de respecter les objectifs environnementaux spécifiques assignés aux masses d'eau, mettre en place une solution alternative au rejet direct dans le cours d'eau (épandage, infiltration après épuration, stockage temporaire, réutilisation, …).

Disposition A-1.2 : Améliorer l'assainissement non collectif

La mise en place de Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est à encourager à une échelle intercommunale. Sur la base des contrôles réalisés par les SPANC, dans le cadre du contrôle opéré au titre de l'article L2224-8 III du code général des collectivités territoriales et de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, les groupements de communes compétents ou les communes vérifient la mise en conformité des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement notamment dans les zones à enjeu sanitaire et dans les zones à enjeu environnemental pour l'assainissement

non collectif définies dans la carte « Zones à Enjeu Environnemental (ZEE) du bassin Artois-Picardie » (cf. partie 6 - Zones à enjeu environnemental, Livret 4 – Annexes, carte 21) ou dans les documents de SAGE (arrêté du 27 avril 2012).

Disposition A-1.3 : Améliorer les réseaux de collecte

Les maîtres d'ouvrage (personnes publiques ou privées, physiques ou morales), pour leurs équipements, installations et travaux soumis à autorisation ou à déclaration au titre du code de l'environnement et du code général des collectivités territoriales, améliorent le fonctionnement des réseaux de collecte notamment par la mise en œuvre d'un diagnostic permanent du système d'assainissement (branchements, réseaux, station) pour atteindre les objectifs environnementaux. Lors des extensions de réseaux, les maîtres d'ouvrage privilégient la mise en œuvre des réseaux séparatifs ou exposent les raisons qui lui font ne pas retenir cette option le cas échéant, en accord avec le gestionnaire des réseaux existants si ce n'est pas le maître d'ouvrage. En cas d'opportunité, la valorisation énergétique du système d'assainissement sera étudiée.

❖ **Le projet comprend la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif, conforme avec la réglementation en vigueur (exigences de performances réglementaires françaises, fixées par l'Arrêté du 21 juillet 2015). Étant donné qu'il s'agit d'une filière supérieure à 200EH, cette installation sera validée par les services de la Police de l'Eau dans le cadre du dépôt de dossier Loi sur l'Eau.**

Conformément à l'article 17 de l'arrêté du 21 juillet 2015, le maître d'ouvrage mettra en place une surveillance de la station de traitement des eaux usées en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

Par ailleurs, le rejet des eaux traitées s'effectuera dans un fossé appartenant au pétitionnaire, en lien hydraulique avec l'Authie se trouvant à environ 300ml du point de rejet.

L'incidence du camping sur la qualité des eaux de surface est très faible, l'Authie (milieu hydraulique superficiel récepteur final) étant distante de 300 ml de la microstation. Les eaux traitées auront subi un traitement approprié au sein de la microstation et transiteront avant rejet au sein de fossés végétalisés, ouvrages dans lesquels les effluents seront captés par le sol et la végétation, en particulier en période de forte fréquentation.

Orientation A-2 : Maîtriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)

Disposition A-2.1 : Gérer les eaux pluviales

Les orientations et prescriptions des documents d'urbanisme comprennent des dispositions visant à favoriser l'infiltration des eaux de pluie à l'emprise du projet et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel. La conception des aménagements ou des ouvrages d'assainissement nouveaux intègre la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des rejets et de valorisation de l'eau sur le territoire (infiltration, valorisation paysagère).

Les maîtres d'ouvrage évaluent l'impact de leur réseau d'assainissement sur le milieu afin de respecter les objectifs environnementaux assignés aux masses d'eau. Chaque projet ou renouvellement urbain doit être élaboré en visant la meilleure option environnementale compatible avec le développement durable et la préservation de la biodiversité et en privilégiant les solutions fondées sur la nature. Par exemple, promouvoir la gestion des eaux pluviales en limitant ou supprimant l'imperméabilisation et par des voies alternatives sur

les espaces existants, en privilégiant les aménagements d'hydraulique douce favorisant la biodiversité. Dans les dossiers d'autorisation ou de déclaration au titre du code de l'environnement ou de la santé correspondant, l'option d'utiliser les techniques limitant le ruissellement et favorisant le stockage et ou l'infiltration sera étudiée et privilégiée par le pétitionnaire.

❖ **L'aménagement d'un camping est de nature à générer une production de ruissellement supérieure en comparaison à un sol non artificialisé. Cependant, le projet comprend des équipements de rétention / infiltration des eaux pluviales (principe de jatte assimilé à des noues ponctuelles peu profondes ; bassin tampon) sans rejet vers un exutoire aval. Ces techniques vertes de rétention/infiltration permettent de tamponner les eaux de pluie tout en s'intégrant parfaitement dans le paysage environnant. Ces techniques d'hydraulique douce favorisent également le maintien et le développement de la biodiversité.**

La couverture végétale a également l'avantage de freiner le ruissellement. De plus, la pollution des eaux de ruissellement par le trafic éventuel étant principalement fixée sur des particules en suspension, elle peut être retenue par décantation et/ou interceptée par les végétaux. Comme indiqué dans le corps de ce rapport, le choix du type de végétation n'est pas neutre. Il constitue un élément complémentaire dans le processus d'épuration des eaux pluviales et notamment de la pollution dissoute.

Le projet prévoit également un traitement de surface dit semi-perméable pour les places de stationnement par exemple.

Ce projet est ainsi conçu dans l'objectif d'un impact minimal sur le ruissellement des eaux pluviales et s'inscrit dans une démarche de valorisation paysagère.

Orientation A-4 : Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer

Disposition A-4.2 : Gérer les fossés, les aménagements d'hydraulique douce et les ouvrages de régulation

Les gestionnaires et les pétitionnaires de nouveaux projets de fossés (communes, gestionnaires de voiries, propriétaires privés, exploitants agricoles, …), d'aménagements d'hydraulique douce (haies, fascines, bandes enherbées, diguettes végétalisées, …) et d'ouvrages de régulation (mares, noues, merlons, talus, diguettes non végétalisées, ...) les préservent, les entretiennent et les restaurent, afin de garantir leur fonctionnalité (hydraulique, épuration) et de maintien du patrimoine naturel et paysager, avec une vigilance accrue sur les zones de bas-champs et les vallées alluviales de plaines. Les collectivités veillent à ce qu'un inventaire de ces éléments soit réalisé. Les documents d'urbanisme intègrent l'inventaire de ces éléments et les préservent, en application du code de l'urbanisme.

❖ **Compte tenu de la nature de l'aménagement, les risques de pollution de matières dangereuses sur la chaussée et donc vers les noues en pied de haies et le bassin sont nuls.**

En raison de la fréquentation du site par les véhicules légers, le colmatage des noues n'est pas envisageable à court ou moyen terme. Toutefois, la partie engazonnée de la noue pourrait être scarifiée si la diffusion des eaux dans le sol venait à se dégrader.

A long terme, il est préconisé une fréquence de curage/« désensablage » des jattes/noues en pied e haies tous les 5 ans afin de préserver les fonctions hydrauliques de ces ouvrages.

D'autre part, les jattes étant recouvertes de graminées et de quelques hélophytes, il sera nécessaire de procéder à un ou deux fauchages annuels pour les graminées et un faucardage annuel, dans l'idéal sur le principe de fauchage tardif (> juillet) pour respecter le cycle de vie de la faune locale (amphibiens et avifaune notamment).

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales de l'opération nécessitent donc un entretien simple, contrairement à des réseaux de collecte traditionnels, à l'intérieur desquels il est bien plus délicat de se rendre compte de l'état d'envasement des collecteurs et regards.

L'entretien des jattes en pied de haies et d'arbustes est similaire à celui des espaces verts (fauchage, tonte). Les produits de fauche devront être exportés et non laissés sur place.

2. Agir en faveur des zones humides (1.3)

Orientation A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité

Disposition A-9.2 : Gérer, entretenir et préserver les zones humides

Les maîtres d'ouvrage sont invités à préserver, restaurer et entretenir les zones humides* et leur fonctionnalité.

Disposition A-9.3 : Préserver les zones humides dans les documents d'urbanisme

Les documents d'urbanisme et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent préserver les zones humides et leur fonctionnalité en s'appuyant notamment sur la carte « Zones à dominante humide et zones Ramsar » et les inventaires des SAGE et des **M**issions **I**nter-**S**ervices de l'**E**au et de la **N**ature (MISEN).

Les documents d'urbanisme affinent et complètent, le cas échéant, ces inventaires. La carte des Zones à Dominante Humide correspond à une pré-localisation cartographique réalisée par photo-interprétation et validation de terrain. Son échelle d'utilisation est le 1/50000ème.

Disposition A-9.5 : Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau

Dans le cadre des procédures administratives, le pétitionnaire démontre que son projet n'est pas situé en zone humide au sens de la police de l'eau, à défaut et sous réserve de justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées, il doit par ordre de priorité :

1/Eviter d'impacter les zones humides en recherchant une alternative à la destruction de zones humides. Cet évitement est impératif pour les zones humides dont la qualité sur le plan fonctionnel est irremplaçable (disposition A-9.1) ;

2/Réduire l'impact de son projet sur les zones humides en cas d'absence d'alternative avérée à la destruction ou dégradation de celles-ci ;

3/Compenser l'impact résiduel de son projet sur les zones humides. Pour cela le pétitionnaire utilise préférentiellement l'outil d'évaluation national de la fonctionnalité des zones humides mis à disposition par l'Office Français pour la Biodiversité, pour déterminer les impacts résiduels après évitement et réduction et garantir l'équivalence fonctionnelle du projet de compensation. Celui-ci doit correspondre à une restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, sans que la surface de compensation ne soit inférieure à la surface de la zone humide détruite, selon un ratio qui respecte les objectifs suivants :

- **150% minimum**, dans le cas où le site de compensation sur lequel le projet doit se réaliser est situé dans la classe « à restaurer/réhabiliter » de la classification établie par le SAGE (cf. disposition A-9.1) ou, si le SAGE n'a pas achevé la classification, dans une liste partielle de zones humides « à restaurer/réhabiliter » ayant recueilli l'avis favorable de la CLE du SAGE ;
- **200% minimum**, dans le cas où le site de compensation sur lequel le projet doit se réaliser est situé sur un SAGE voisin, et est dans la classe « à restaurer/réhabiliter » de la classification établie par ce SAGE voisin (cf. disposition A-9.1) ou, si le SAGE voisin n'a pas achevé la classification, dans une liste partielle de zones humides « à restaurer/réhabiliter » ayant recueilli l'avis favorable de la CLE du SAGE voisin ;
- **300% minimum**, dans tous les autres cas.

Les mesures compensatoires font partie intégrante du projet et précèdent son impact sur les zones humides. Elles doivent se faire prioritairement sur le même territoire de SAGE que la destruction et prioritairement en zone non agricole (c'est-à-dire prioritairement hors des « zones A » des PLU et PLUi). La compensation ne peut se faire que dans le bassin Artois-Picardie.

Comme indiqué précédemment, la zone humide caractérisée se situe au SUD de la parcelle AD n°28.

Cette zone humide ne sera pas impactée par l'aménagement, puisque c'est la zone NORD de cette parcelle qui sera occupée par la filière d'assainissement non collectif.

NB : La délimitation de la zone humide s'observe assez facilement sur le terrain de par la topographie marquée (un petit talus marque une transition assez nette avec des niveaux topographiques inférieurs).

Il conviendra, lors de la phase travaux, de délimiter cette zone par du rubalise (ou des barrières), afin d'éviter tout stockage de matériaux, même provisoire, dans cette enceinte écologique.

Le projet sera pourvu de larges zones végétalisées, pourvue de haies et d'arbres de hautes tiges, participant au cadre de vie mais aussi en diversifiant la biodiversité en comparaison avec une terre de cultures.

Les incidences du projet sur la zone humide sont donc très faibles.

3. Connaître et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses (1.4)

Orientation A-11 : Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants

Disposition A-11.5 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires

Les exploitants agricoles, les collectivités et les gestionnaires d'espaces (voies de communication, jardiniers, zones d'activité, golfs, parcs, …) sont incités à s'inscrire dans une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires pouvant aller jusqu'à leur suppression. Cette démarche est réalisée en cohérence

avec la mise en œuvre du plan national de réduction des produits phytosanitaires. Pour ce qui concerne les usages non agricoles :

- Les collectivités sont incitées à parvenir à un objectif « zéro phytosanitaire » pour l'ensemble de leur territoire au-delà de la règlementation ;

- Les autres gestionnaires d'espaces sont invités à supprimer leur utilisation de produits phytosanitaires.

Cette disposition est applicable en priorité dans les zones à enjeu eau potable définies par la carte « Captages prioritaires et zones à enjeu eau potable ».

Disposition A-11.6 : Se prémunir contre les pollutions accidentelles

En un seul évènement, les pollutions accidentelles peuvent anéantir les efforts réalisés sur la réduction des pollutions chroniques. Dans le cadre des autorisations ou déclarations au titre du code de l'environnement, l'autorité administrative veille à ce que les pollutions accidentelles soient prises en compte dans les bassins versants (transport routier et ferroviaire, stations d'épurations urbaines, industries, ...) en amont des bassins versants particulièrement vulnérables aux pollutions accidentelles (zones à enjeu eau et prises d'eau de surface pour l'eau potable, zones de baignade, zones conchylicoles et de pêche professionnelle, milieux aquatiques remarquables, zones de frayères, ...). Elaborées en relation avec les acteurs concernés, ces actions prévoient :

- Des mesures visant à minimiser l'impact des rejets lors de l'arrêt accidentel ou du dysfonctionnement des ouvrages d'épuration ;

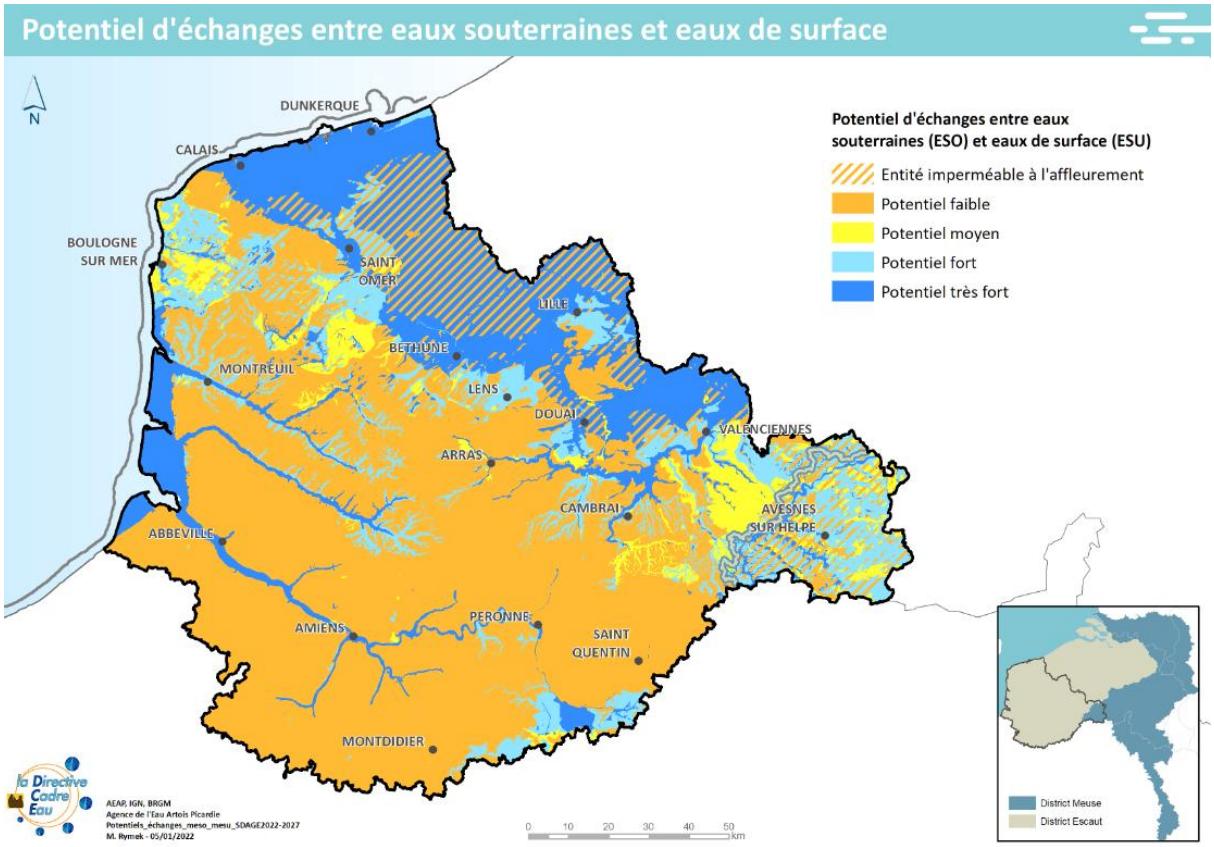
- Des dispositifs d'assainissement permettant la récupération, et le cas échéant le confinement, des pollutions accidentellement déversées sur un site industriel ou sur la voie publique.

❖ **La gestion des espaces verts du futur camping sera réalisée de façon raisonnée (sans produit phytosanitaire, tonte raisonnée, création de zones de biodiversité).**

Pollution en phase chantier : En ce qui concerne les risques de pollution en lien avec les travaux d'aménagement et de viabilisation, les entrepreneurs devront fournir leur Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Évacuation des Déchets (SOSED) au Maître d'Œuvre de l'opération. Les mesures environnementales seront vérifiées dans le cadre des réunions de chantier hebdomadaires par le Maître d'Œuvre.

Pollution en phase exploitation : Il est important de noter que la circulation de véhicules, hors résidents, est interdite. C'est pourquoi, les risques de pollution accidentelle de grande envergure ne sont pas pris en compte. Si toutefois une pollution venait à se répandre dans la noue, un décapage superficiel pourra être entrepris afin d'évacuer les sédiments pollués vers une décharge appropriée à la nature des polluants. L'existence du bassin tampon représente toutefois un gage de sécurité, empêchant tout rejet direct involontaire vers un milieu hydraulique superficiel.

B. Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes – ENJEU B

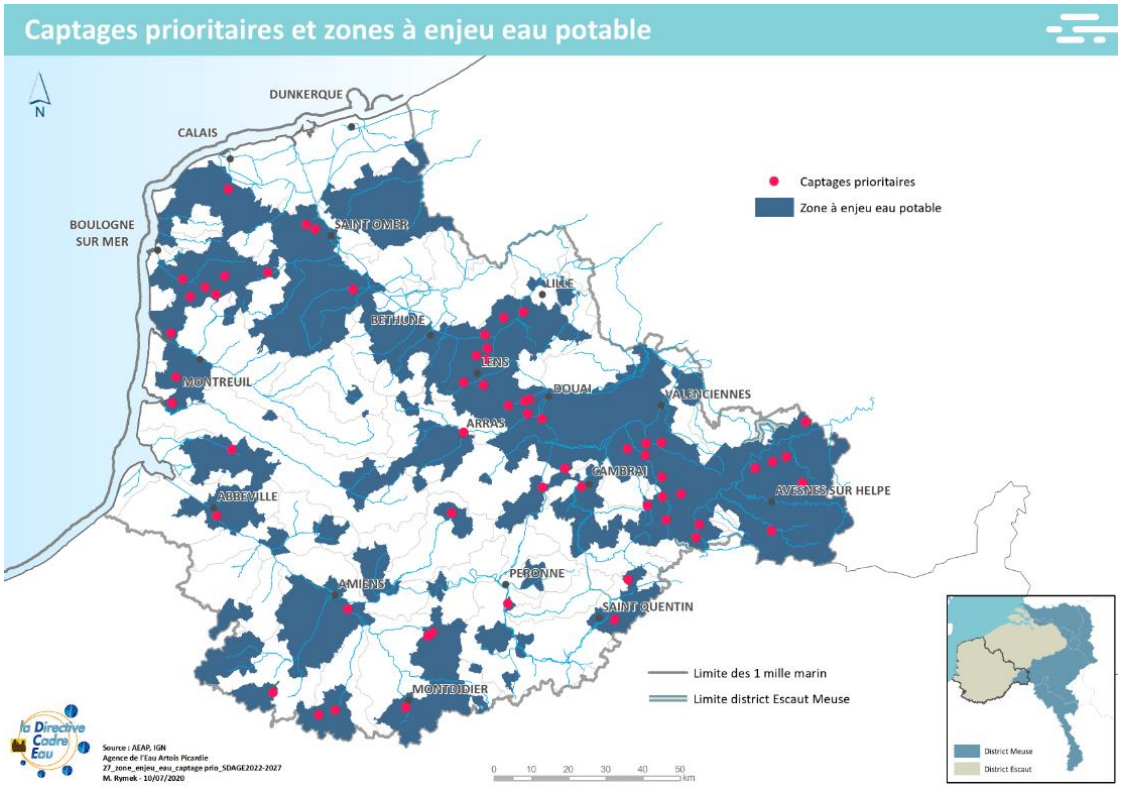


1. Protéger la ressource en eau contre les pollutions (2.1)

Orientation B-1 : Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE

Disposition B-1.1 : Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir

Les zones à enjeu eau potable correspondent à des zones à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle et future. Sur ces zones, des études de connaissance des aires d'alimentation sont menées et des actions visant à préserver la qualité de la ressource en eau sont mises en place le cas échéant.



❖ **Si COLLINE BEAUMONT est une commune située dans une zone à enjeu eau potable, le projet n'est pas de nature à dégrader la qualité des eaux souterraines. La totalité des eaux usées sera traitée par une filière ANC, comme évoqué précédemment.**

2. Améliorer la gestion de la ressource en eau (2.2)

Orientation B-3 : Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives

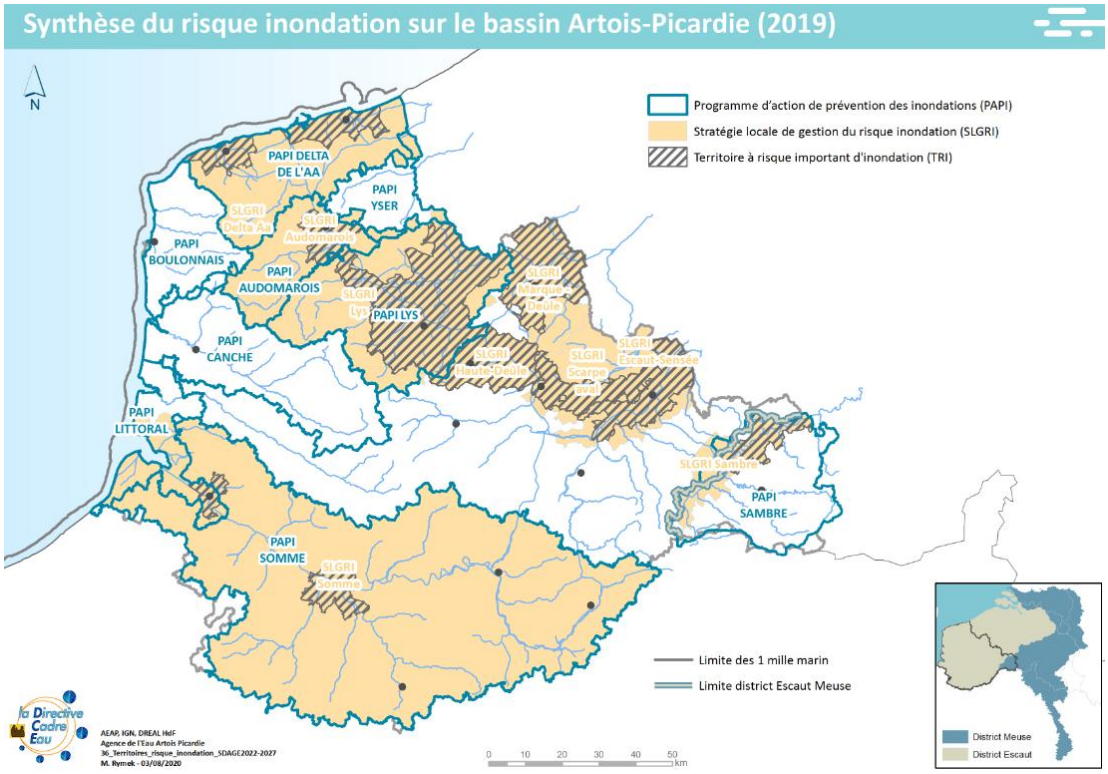
Disposition B-3.2 : Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible

Pour économiser la ressource en eau potable, les utilisateurs d'eau seront incités à adopter des ressources alternatives (eau pluviale, eau épurée, …) ou des techniques économes (recyclage, …) pour des usages ne nécessitant pas une eau potable (arrosage, lavage, refroidissement, …).

Par exemple : Installation de systèmes de récupération des eaux de pluie dans les nouvelles constructions.

❖ **Le volume d'eau disponible au sein du bassin tampon pourra faire l'objet d'une réutilisation pour les besoins en phase exploitation du camping.**

C. S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations – **ENJEU C**



1. Prévenir et gérer les crues, inondations et submersions marines (3.1)

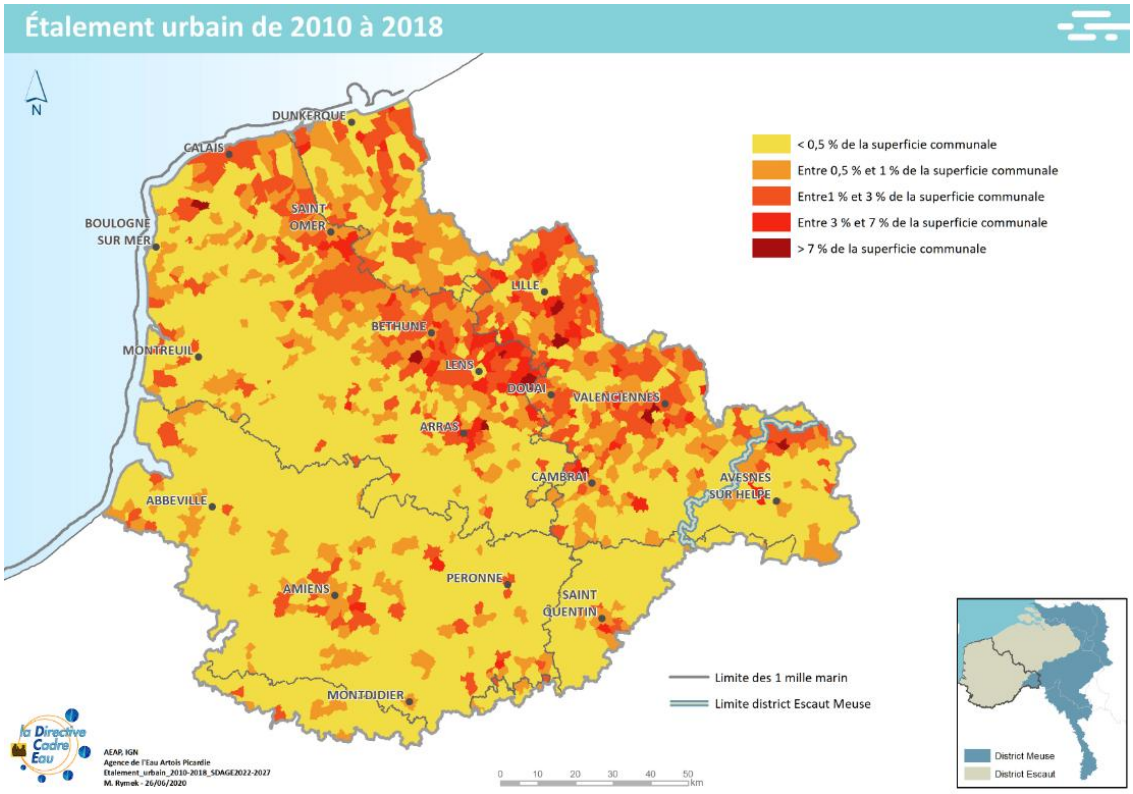
Orientation C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations

Disposition C-1.1 : Préserver le caractère inondable des zones identifiées

Les documents d'urbanisme préservent le caractère inondable des zones identifiées, soit dans les atlas des zones inondables, soit dans les Plans de Prévention de Risques d'Inondations, soit à défaut dans les études hydrologiques et/ou hydrauliques existantes à l'échelle du bassin versant ou à partir d'évènements constatés ou d'éléments du PAGD (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) et du règlement du SAGE.

❖ **La commune de COLLINE BEAUMONT est concernée par des Plans de Prévention des Risques Inondation. Le projet de camping est cependant situé soit en zone blanche soit en zone d'aléa faible (voir page 32).**

Orientation C-2 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues



Le ruissellement est accentué par l'imperméabilisation des sols (bâtiments, voiries, parkings, ...) et par certaines pratiques culturales. Pour gérer au mieux ce phénomène, les solutions fondées sur la nature doivent être privilégiées.

Des dispositifs incitatifs, volontaires, réglementaires ou financiers peuvent être mis en place par l'État, ses établissements publics compétents, les collectivités territoriales et leurs groupements pour réduire le ruissellement et l'érosion en milieu agricole et urbain.

Disposition C-2.1 : Ne pas aggraver les risques d'inondations

Pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les orientations et les prescriptions des documents d'urbanisme comprennent des dispositions visant à ne pas aggraver les risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et au maintien, éventuellement par identification, des éléments de paysage (haies, …) en application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Les autorisations et déclarations au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau) veilleront à ne pas aggraver les risques d'inondations en privilégiant le recours par les pétitionnaires à ces mêmes moyens.

❖ **L'aménagement d'un camping est de nature à générer une production de ruissellement supérieure en comparaison à un sol non artificialisé. Cependant, le projet comprend des équipements de rétention / infiltration des eaux pluviales (principe de jatte assimilé à des noues ponctuelles peu profondes ; bassin tampon) sans rejet vers un exutoire aval. Ces techniques vertes de rétention/infiltration permettent de tamponner les eaux de pluie tout en s'intégrant parfaitement dans le paysage environnant. Ces techniques d'hydraulique douce favorisent également le maintien et le développement de la biodiversité.**

La couverture végétale a également l'avantage de freiner le ruissellement. De plus, la pollution des eaux de ruissellement par le trafic éventuel étant principalement fixée sur des particules en suspension, elle peut être retenue par décantation et/ou interceptée par les végétaux. Comme indiqué dans le corps de ce

rapport, le choix du type de végétation n'est pas neutre. Il constitue un élément complémentaire dans le processus d'épuration des eaux pluviales et notamment de la pollution dissoute.

Le projet prévoit également un traitement de surface dit semi-perméable pour les places de stationnement par exemple.

Ce projet est ainsi conçu dans l'objectif d'un impact minimal sur le ruissellement des eaux pluviales et s'inscrit dans une démarche de valorisation paysagère.

Le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre le projet dans les conditions énoncées dans le dossier, à savoir dans l'occupation des sols, mais également dans la création de zones capables de tamponner une pluie centennale.

8.5. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

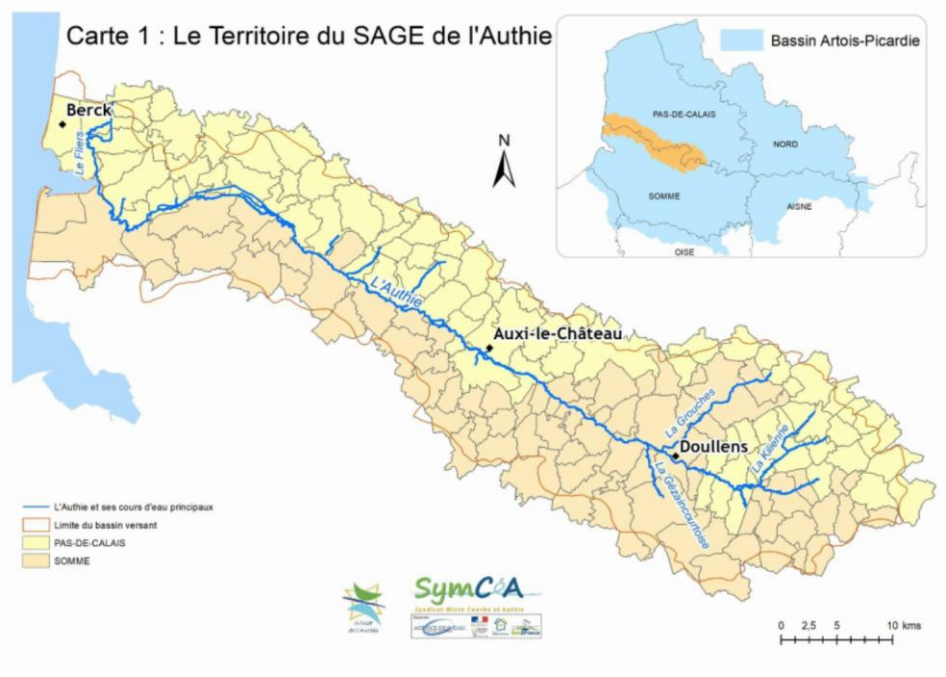
(Extrait DLE)

L'Authie est un fleuve côtier du nord de la France, orienté sud-est / nord-ouest. Il s'étend sur 100 km et marque, sur une partie importante de son linéaire, la frontière entre 2 départements : le Pas-de-Calais et la Somme. Il prend sa source à Coigneux dans la Somme, à une altitude d'environ 100 m et se jette dans la Manche entre Berck et Fort-Mahon, où il forme la baie de l'Authie.

Le territoire du S.A.G.E. de l'Authie a été fixé par arrêté inter-préfectoral le 5 août 1999. Il présente une surface de 1253 km² répartie sur 155 communes (82 dans le Pas de Calais et 73 dans la Somme). La population a une densité d'environ 79000 habitants et est concentrée dans les quatre principales agglomérations : Auxi-le-Château, Berck-sur-mer, Rang-du-Fliers et Doullens. Le bassin relève de la compétence de multiples administrations et organismes.

Le territoire est partagé entre :

- 2 départements (Pas-de-Calais et Somme) ;
- 1 Communauté d'Agglomération (Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois) ;
- 7 Communauté de Communes (CC du Sud Artois, CC du Pays du Coquelicot, CC du Territoire Nord Picardie, CC des Campagnes de l'Artois, CC du Ternois, CC des 7 Vallées, CC de Ponthieu Marquenterre).



Les enjeux du SAGE sont les suivants :

Enjeu 1 : Assurer la bonne fonctionnalité des milieux aquatiques sur le territoire

Objectif 1.1: Améliorer la qualité des habitats

Objectif 1.2: Restaurer la continuité écologique sur l'Authie et sur ses affluents

Objectif 1.3: Préserver et valoriser les zones humides

Objectif 1.4: Préserver et valoriser les espaces naturels

Enjeu 2 : Prévenir et Maîtriser les risques sur le bassin versant de l'Authie

Objectif 2.1: Développer la connaissance du risque d'inondation sur le territoire

Objectif 2.2: Lutter contre les inondations par les eaux pluviales en milieu urbain

Objectif 2.3: Lutter contre l'érosion et le ruissellement sur les terres agricoles

Enjeu 3 : Préserver et gérer la ressource en eau sur le territoire

Objectif 3.1: Améliorer la qualité des eaux superficielles

Objectif 3.2: Améliorer la qualité des eaux souterraines

Objectif 3.3: Garantir tous les usages et les fonctions de la ressource en préservant l'équilibre quantitatif

Enjeu 4 : Faire vivre le SAGE de l'Authie sur le territoire

Objectif 4.1: Développer la connaissance du SAGE et de la CLE sur le territoire

Objectif 4.2: Intégrer le SAGE dans le développement du territoire

Enjeu 1 : Assurer la bonne fonctionnalité des milieux aquatiques sur le territoire

Objectif 1.1: Améliorer la qualité des habitats

Objectif 1.2: Restaurer la continuité écologique sur l'Authie et sur ses affluents

Objectif 1.3: Préserver et valoriser les zones humides

Objectif 1.4: Préserver et valoriser les espaces naturels

❖ **Le projet comprend la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif, conforme avec la réglementation en vigueur (exigences de performances réglementaires françaises, fixées par l'Arrêté du 21 juillet 2015). Étant donné qu'il s'agit d'une filière supérieure à 200EH, cette installation sera validée par les services de la Police de l'Eau dans le cadre du dépôt de dossier Loi sur l'Eau.**

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, le maître d'ouvrage mettra en place une surveillance de la station de traitement des eaux usées en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

Par ailleurs, le rejet des eaux traitées s'effectuera dans un fossé appartenant au pétitionnaire, en lien hydraulique avec l'Authie se trouvant à environ 300ml du point de rejet.

L'incidence du camping sur la qualité des eaux de surface est très faible, l'Authie (milieu hydraulique superficiel récepteur final) étant distante de 300 ml de la microstation. Les eaux traitées auront subi un traitement approprié au sein de la microstation et transiteront avant rejet au sein de fossés végétalisés, ouvrages dans lesquels les effluents seront captés par le sol et la végétation, en particulier en période de forte fréquentation.

❖ **L'étude réalisée par AUDDICE a montré que 9 habitats d'intérêt communautaire, étaient à retenir dans l'évaluation. Ces habitats, sensibles du point de vue de la ressource en eau (qualitativement et quantitativement) ne sont pas directement concernés par le projet, mais sont possiblement en relation avec celle-ci par l'intermédiaire de l'Authie ou de la nappe.**

Tous ces habitats sont concernés par le même type d'incidences : une dégradation de la qualité de la ressource en eau par le rejet de la station d'épuration associée au camping. Certains habitats sont en effet oligotrophes ou mésotrophes, et par conséquent très sensibles à l'eutrophisation.

Néanmoins, le modèle de station d'épuration prévu (station enterrée de type TUBAOSTEP), est dimensionné pour tenir compte des exigences de performances réglementaires françaises, fixées par l'Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif.

Le respect des prescriptions de cet arrêté permettra d'éviter tout risque de dégradation de la ressource en eau suite au rejet de la station d'épuration, et par conséquent d'éviter une incidence négative significative sur les habitats d'intérêt communautaire retenus.

❖ **Comme évoqué précédemment, la zone humide au SUD de la parcelle AD N°28 ne sera pas impactée car elle est située en dehors de la zone d'implantation de la future filière d'assainissement (microstation).**

Cependant, il conviendra, lors de la phase travaux, de délimiter cette zone par du rubalise (ou des barrières), afin d'éviter tout stockage de matériaux, même provisoire, dans cette enceinte écologique.

Enjeu 2 : Prévenir et Maîtriser les risques sur le bassin versant de l'Authie

Objectif 2.1: Développer la connaissance du risque d'inondation sur le territoire

Objectif 2.2: Lutter contre les inondations par les eaux pluviales en milieu urbain

Objectif 2.3: Lutter contre l'érosion et le ruissellement sur les terres agricoles

❖ **L'aménagement d'un camping est de nature à générer une production de ruissellement supérieure en comparaison à un sol non artificialisé. Cependant, le projet comprend des équipements de rétention / infiltration des eaux pluviales (principe de jatte assimilé à des noues ponctuelles peu profondes ; bassin tampon) sans rejet vers un exutoire aval. Ces techniques vertes de rétention/infiltration permettent de tamponner les eaux de pluie tout en s'intégrant parfaitement dans le paysage environnant. Ces techniques d'hydraulique douce favorisent également le maintien et le développement de la biodiversité.**

La couverture végétale a également l'avantage de freiner le ruissellement. De plus, la pollution des eaux de ruissellement par le trafic éventuel étant principalement fixée sur des particules en suspension, elle peut être retenue par décantation et/ou interceptée par les végétaux. Comme indiqué dans le corps de ce rapport, le choix du type de végétation n'est pas neutre. Il constitue un élément complémentaire dans le processus d'épuration des eaux pluviales et notamment de la pollution dissoute.

Le projet prévoit également un traitement de surface dit semi-perméable pour les places de stationnement par exemple.

Ce projet est ainsi conçu dans l'objectif d'un impact minimal sur le ruissellement des eaux pluviales et s'inscrit dans une démarche de valorisation paysagère.

Le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre le projet dans les conditions énoncées dans le dossier, à savoir dans l'occupation des sols, mais également dans la création de zones capables de tamponner une pluie centennale.

❖ **La commune de COLLINE BEAUMONT est concernée par des Plans de Prévention des Risques Inondation. Le projet de camping est cependant situé soit en zone blanche soit en zone d'aléa faible (voir page 32 du dossier).**

Enjeu 3 : Préserver et gérer la ressource en eau sur le territoire

Objectif 3.1: Améliorer la qualité des eaux superficielles

Objectif 3.2: Améliorer la qualité des eaux souterraines

Objectif 3.3: Garantir tous les usages et les fonctions de la ressource en préservant l'équilibre quantitatif

❖ **Des cuves de récupération d'eau de pluie pourraient être installées au droit de chaque logement de loisir. De plus, chaque emplacement disposera de son système de comptage AEP, impactant ainsi la facturation des vacanciers (action de responsabilisation).**

❖ **Le volume d'eau disponible au sein du bassin tampon pourra faire l'objet d'une réutilisation pour les besoins en phase exploitation du camping.**

❖ **La gestion des espaces verts du futur camping sera réalisée de façon raisonnée (sans produit phytosanitaire, tonte raisonnée, création de zones de biodiversité).**

❖ **La couverture végétale voulue par l'aménageur a l'avantage de freiner le ruissellement.**

De plus, la pollution des eaux de ruissellement étant principalement fixée sur des particules en suspension, elle peut être retenue par décantation et/ou interceptée par les végétaux abondants dans l'emprise du projet.

Comme indiqué précédemment, le choix du type de végétation n'est pas neutre. Il constitue un élément complémentaire dans le processus d'épuration des eaux pluviales et notamment de la pollution dissoute.

Enjeu 4 : Faire vivre le SAGE de l'Authie sur le territoire

Objectif 4.1: Développer la connaissance du SAGE et de la CLE sur le territoire

Objectif 4.2: Intégrer le SAGE dans le développement du territoire

❖ **Non concerné.**

9. Auteurs de l'étude

Cette présente étude d'impact a été rédigée par le bureau d'études PAYSAGE 360.

La rédaction a été assurée par Nathalie Verryser, chargée de projet de projet paysage et urbanisme et Marie Lecouffe, cheffe de projet aménagement, environnement et urbanisme.

Paysage 360

Siège : 372 bis, Avenue de Saint-Omer - 62610 ARDRES

Agence : 16, Boulevard d'Artois - 62520 LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Téléphone : 03 21 35 44 45

Email : infos@paysage360.fr

Site internet : www.agencenoyon.com



10. Sources et méthodes utilisées

Documents généraux et réglementaires :

- Code de l'Urbanisme,
- Code de l'Environnement,
- Schéma de Cohérence Territorial de l'Agglomération du Pays Maritime et Rural du Montreuillois,
- Plan Local d'Urbanisme intercommunal Territoire Sud Opalien (CA2BM),
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie 2022-2027,
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux,
- Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires,
- Schéma Régional Climat, Air, Energie,
- Géoportail de l'Urbanisme,
- Géoportail

Milieux physiques :

- BRGM,
- Info Climat,
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie 2022-2027,
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux,
- Dossier Loi sur l'Eau réalisé par BPH Géomètre expert et Ingénieurie

11. Annexes

Annexe 1

Détails des mesures Eviter-Réduire-Compenser et mesures d'accompagnement liées au milieu naturel en phase chantier (extrait de l'étude d'impact faune-flore, Auddicé Biodiversité, novembre 2023)

2.3.2 Mesures proposées pour éviter et réduire les impacts bruts de la phase chantier

2.3.2.1 Mesures d'évitement relatives à la phase chantier

E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes, amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères)

E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux

Impacts concernés :

- *Destruction d'une espèce végétale patrimoniale par les travaux (Ratoncule naine)*
- *Dégradation de végétations et d'espèces patrimoniales à proximité des travaux*
- *Destruction d'habitats d'insectes patrimoniaux*
- *Destruction d'individus d'insectes patrimoniaux*
- *Destruction d'habitats d'amphibiens*
- *Destruction d'individus, pontes ou larves d'amphibiens*
- *Destruction d'habitats du Lézard des murailles*
- *Destruction d'individus, pontes et juvéniles de Lézard des murailles*
- *Perturbation d'individus de Lézard des murailles par les travaux*
- *Destruction d'habitats d'oiseaux*
- *Destruction d'habitats de chauves-souris (zone de chasse et de transit)*

Les habitats suivants seront préservés de tout aménagement :

- La lisière du boisement en limite Nord-Ouest de la parcelle concernée par le camping, incluant une bande-tampon de 15 m entre cette lisière et les aménagements prévus (présence de la Ratoncule naine, présence d'arbres à cavités favorables aux chiroptères, zone de déplacement des amphibiens, zone de chasse et de transit des chiroptères, zone de nidification des oiseaux),
- Les haies et la friche arbustive à arborée en limite de la parcelle concernée par le camping (habitats de nidification, alimentations et repos des oiseaux, zone de chasse et de transit des chiroptères), incluant une bande-tampon de 15 m entre ces habitats et les aménagements prévus,
- La friche herbacée mésophile associée à l'alignement d'arbres le long de la D143 de la parcelle concernée par le camping (zone importante pour la chasse et le transit des chiroptères notamment pour la Pipistrelle commune et la Sérotine commune),
- Le mur en limite Nord de la parcelle concernée par la station d'épuration (habitat du Lézard des murailles),
- La partie basse de la parcelle concernée par la station d'épuration, incluant la prairie humide, la mare, les fossés (zone humide, habitat avéré de reproduction des amphibiens, habitat avéré de plusieurs insectes patrimoniaux, présence d'espèces végétales patrimoniales),
- L'ensemble des haies bordant la parcelle concernée par la station d'épuration, en particulier celles situées en limite de la partie basse, y compris les arbres têtards (habitats de nidification des oiseaux, de chasse et de transit des chiroptères, d'estivage / hivernage des amphibiens).

Ces habitats devront faire l'objet d'un balisage visible et durable. Ce balisage sera réalisé à l'aide de grillage de chantier en plastique coloré (orange), fixé par des piquets métalliques, et accompagné d'un panneau expliquant l'objectif du balisage.

Il sera maintenu pendant toute la durée des travaux et régulièrement vérifié. Le personnel de chantier devra être informé de la nécessité de le respecter.





Photo 1. Exemple de balisage d'habitat sensible

E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie

Impacts concernés :

- *Suppression des végétations présentes dans l'emprise des travaux*
- *Dégradation de végétations et d'espèces végétales patrimoniales à proximité des travaux*
- *Destruction d'habitats d'insectes communs par les travaux*
- *Destruction d'habitats d'insectes patrimoniaux à proximité des travaux*
- *Destruction d'individus d'insectes patrimoniaux*
- *Destruction d'habitats d'amphibiens*
- *Destruction d'individus, pontes ou larves d'amphibiens*
- *Destruction d'habitats du Lézard des murailles*
- *Destruction d'habitats de mammifères*
- *Destruction d'habitats d'oiseaux*
- *Destruction d'habitats de chauves-souris (zone de chasse et de transit)*

Afin d'éviter un impact supplémentaire sur la faune en phase chantier (notamment les insectes, les amphibiens, l'avifaune et les chiroptères), les zones de stockage, les bases-vies, les aires de stationnement des engins, ou tout autre activité inhérente au chantier, seront positionnées sur des **habitats sans enjeux pour la flore et les habitats, et sans enjeux pour les différents groupes faunistiques, à savoir des zones déjà fortement anthropisées.**

Les installations de chantier relatives à l'entretien des engins et la distribution de carburants, seront protégées contre tout risque d'infiltration et de pollution par des dispositifs qui seront définis par des services compétents tel qu'un écran étanche évitant toute infiltration.

De plus, il sera important de veiller à ce qu'aucun véhicule ne circule sur les milieux semi-naturels non détruits par le projet et qu'aucun stockage de matériel ou matériaux ne soit effectué sur les milieux naturels ou semi-naturels.

2.3.2.2 Mesures de réduction relatives à la phase chantier

R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier

R1.1b : Limitation des installations de chantier

Impacts concernés :

- *Suppression des végétations présentes dans l'emprise des travaux*
- *Dégradation de végétations et d'espèces végétales patrimoniales à proximité des travaux*
- *Destruction d'habitats d'insectes communs dans l'emprise des travaux*
- *Destruction d'habitats d'insectes patrimoniaux à proximité des travaux*
- *Destruction d'individus d'insectes patrimoniaux*
- *Destruction d'habitats d'amphibiens*
- *Destruction d'individus, pontes ou larves d'amphibiens*
- *Destruction d'habitats du Lézard des murailles*
- *Destruction d'habitats de mammifères*
- *Destruction d'habitats d'oiseaux*
- *Destruction d'habitats de chauves-souris (zone de chasse et de transit)*

Ces mesures ont pour objectifs de limiter au maximum l'impact des travaux, des zones d'accès et de circulation sur l'environnement en termes de destruction / dégradation de végétations, ou d'espèces végétales patrimoniales, de destruction / dérangement d'individus, d'altération d'habitats de la faune. Il est préférable d'utiliser le plus possible les voies et chemins déjà existants pour l'accès au chantier, même si cela implique détours ou contraintes. Il est également possible de construire une piste provisoire.

Les emprises des zones annexes devront elles aussi être dimensionnées aux stricts besoins du chantier et clairement délimitées sur place (y compris les chemins d'accès et zones de stockage).

Une délimitation précise et physique des zones de stockage de matériaux et des zones de passage des engins ou des hommes devra être mise en place afin de pas amplifier les impacts prévisibles. En outre, ces zones et passages devront être définis en amont de la phase chantier et des délimitations visibles seront installées. Une information auprès du personnel de chantier pourra aussi être réalisée afin de sensibiliser l'ensemble des intervenants.

Toutes les précautions d'usage relatives à la bonne tenue du chantier devront être prises durant les travaux (maintenance et entretien des engins, stockage des matériaux, délimitation du chantier, *etc.*).

R2.1c : Optimiser la gestion des matériaux (déblais et remblais) en phase travaux

Impacts concernés :

- *Destruction d'habitats d'insectes communs par les travaux*
- *Destruction d'habitats du Lézard des murailles*
- *Destruction d'habitats des mammifères*
- *Destruction d'habitats d'oiseaux*
- *Destruction d'habitats de chasse et de transit de chiroptères*

L'objectif est de gérer le plus durablement possible les matériaux du chantier, limiter l'importation et l'exportation. Plusieurs actions sont possibles, entre autres :

- Limitation / adaptation des besoins en matériaux,
- Réutilisation *in situ*, valorisation des matériaux (zones de dépôts pour les matériaux impropres, création de merlons pour consommer les matériaux, limitation des distances de transport, *etc.*),
- Limitation des excédents, des dépôts de matériaux (temporaires ou définitifs),
- Exportation des matériaux de déblais *ex situ*,

- Décapage sélectif des horizons du sol,
- Stockage différencié des terres décaissées (par horizons de sol) pour une réutilisation adaptée, in-situ ou ex-situ,
- Définition de modalités de stockages particulières (ex : hauteur, durée, *etc.*),
- En cas de stockage provisoire de dépôts, positionnement des stocks à proximité de la zone de déblais, éventuellement en plusieurs « tas »,
- En cas de stockage provisoire de dépôts, pose d'une bâche de protection sous/sur les dépôts et restauration si besoin,
- Identification des possibilités de valorisation des matériaux excédentaires sur d'autres projets connexes (besoins de remblais, réaménagement d'espaces dégradés, *etc.*),
- Dans le cas de dépôts définitifs, anticipation de la réhabilitation de la zone considérée et de sa réutilisation par des travaux adaptés.

La mise en œuvre de cette mesure pourra être complétée par le déploiement d'un plan d'élimination des déchets du chantier.

R2.1d : Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier

Impacts concernés :
- *Dégradation de végétations et de stations d'espèces végétales patrimoniales à proximité des travaux*
- *Dégradation d'habitats et d'individus d'insectes patrimoniaux à proximité des travaux*
- *Dégradation d'habitats / destruction d'individus d'amphibiens à proximité des travaux*

L'objectif de la mesure sera de limiter les risques dégradation des milieux humides localisés dans la partie basse de la station d'épuration (prairie humide, mare, fossés), via l'entretien du matériel et des engins de chantier, la manipulation de produits lors des travaux, etc.

Ces milieux humides sont en effet les habitats de plusieurs espèces végétales patrimoniales, d'insectes patrimoniaux et d'amphibiens protégés.

Ainsi, un kit anti-pollution sera mis à disposition de l'équipe en charge du chantier afin de limiter l'impact en cas d'incident. Les engins de chantier devront répondre aux normes antipollution en vigueur et devront être entretenus et vérifiés régulièrement. L'entretien courant des engins de chantier sera effectué soit en dehors du site, soit sur une plateforme spécifique et aménagée à cet effet pour garantir la protection de la qualité des eaux.

Il ne sera pas entreposé d'hydrocarbures sur site. Le ravitaillement en carburant sera effectué à partir d'installations de distribution extérieures. Les eaux de ruissellement éventuellement souillées ou tout autre liquide accidentellement déversé au sol sera collecté et traité en cas de pollution avec du matériel adapté et par du personnel qualifié.

R2.1e : Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols

Impacts concernés :
- *Dégradation de végétations et de stations d'espèces végétales patrimoniales à proximité des travaux*
- *Dégradation d'habitats et d'individus d'insectes patrimoniaux à proximité des travaux*
- *Dégradation d'habitats / destruction d'individus d'amphibiens à proximité des travaux*

Les terrassements relatifs à l'installation de la station d'épuration devront s'effectuer de manière à limiter au maximum l'érosion, le ruissellement et le lessivage du sol, de limiter au maximum l'arrivée d'eau chargée de terre ou d'éléments solides dans la prairie humide et les habitats aquatiques (mare et fossés) localisés en contre-bas.

R2.1h : Veiller à ne pas créer de zones favorables à la reproduction des amphibiens ou des reptiles dans l'emprise du chantier

Impacts concernés :
- *Destruction d'individus d'amphibiens*
- *Destruction d'individus de Lézard des murailles*

L'objectif de cette mesure est de réduire au maximum le risque de mortalité et de dérangement d'amphibiens et de reptiles pendant les travaux. Elle concerne essentiellement la parcelle de la station d'épuration, mais également celle du camping.

Il s'agit donc d'éviter de créer des habitats favorables à leur reproduction et/ou leur estivage et hivernage dans l'emprise du chantier :

- Pour les amphibiens : éviter de créer des ornières / trous d'eau qui pourraient être utilisés par les individus en période de reproduction, reboucher immédiatement toutes les ornières créées par le chantier,

- Pour les reptiles : éviter les stockages de matériaux à même le sol, en particulier les matériaux qui pourraient être utilisés par les reptiles comme refuge ou pour leur thermorégulation (briques, parpaings, tas de pierres ou de gravats, etc.), et privilégier un stockage dans des containers adaptés.

R2.1i : Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation

Impacts concernés :
- *Destruction d'individus d'amphibiens*

Cette mesure vise à éloigner les amphibiens, les faire fuir ou limiter leur installation ou leur retour en rendant le terrain défavorable en amont des travaux lourds. Cette mesure vise les secteurs devant être impactés par les travaux.

Afin de réduire l'impact des travaux par destruction directe des individus d'amphibiens, un dispositif de « barrières à amphibiens » devra être installé sur le site l'hiver précédant les travaux. Les emprises travaux ne présentant que peu d'habitats d'estivage et d'hivernage (dans le cas où les haies ne seraient pas concernées), la présence en hiver d'amphibiens sur les zones de travaux est peu probable. La pose des barrières à amphibiens en hiver permettra d'éviter aux individus d'accéder aux zones de travaux lors de leur migration prénuptiale débutant en février/mars pour les espèces les plus précoces.

Ces barrières seront constituées d'une bâche ou d'un géotextile soutenu par des piquets. Après piquetage (identification des équipements nécessaires, matérialisation des sites de pose, *etc.*), il conviendra de :

- Réaliser une tranchée de 10 à 15 cm de profondeur à l'aide d'un outil tranchant, au socle de motoculteur, à la trancheuse ou à la micro-pelle,

- Planter des piquets bois 30 x 30 x 800 mm tous les 2 m environ ou des piquets 50 x 50 x 800 mm tous les 5 m. Ils servent à attacher la bâche. Ils sont plantés de manière à être solidement ancrés,
- Accrocher sur ces piquets (à 40 cm de hauteur au moins) la bâche ou un géotextile de manière verticale,
- La bâche ou le géotextile doit être résistant à l'arrachement et à la déchirure (> 80 g/m pour de la toile de paillage tissée PP, > 90 g/m² pour de la toile de paillage non tissée PP, 30 g pour du voile d'hivernage). Les bâches agricoles en polypropylène, 1 ou 2 µm et autres films plastiques fins qui se déchirent trop facilement sont à proscrire,
- La bâche est fixée à ces piquets grâce à des agrafes robustes pour le bois (type 8 à 12 mm par exemple) ou tout autre système efficace (œillets, collants…). En effet, la bâche doit rester solidement ancrée au piquet sans ouverture possible à partir du mois de janvier précédant les travaux et durant la totalité de la période de travaux. La bâche peut utilement être attachée sur le sommet du piquet de manière à former un retour horizontal (bavolet du côté intérieur) difficile à franchir par les espèces pouvant grimper sur la bâche,
- Veiller à ce que la bâche soit bien tendue entre 2 piquets, si nécessaire tendre un fil ou un câble,
- Enterrer la bâche à sa base dans le sol à une profondeur de 10-15 cm. Pour ce faire, descendre le pied de bâche dans la tranchée, et y déposer la terre dessus en remplissant la petite tranchée. Tasser la terre pour éviter que le pied de bâche ne se déterre ou que les animaux empruntent des microcavités laissées entre les mottes de terres,
- Au niveau des fossés, trous d'eau et autres accidents topographiques, descendre la bâche jusqu'au terrain naturel et l'enterrer également. Elle peut être (si besoin) complétée par un bout de bâche complémentaire, une planche, ou tout autre dispositif empêchant les animaux de passer sous la barrière.

Des points de **passage unidirectionnels** (ou échappatoires) seront aménagés tous les 30m le long de la barrière pour permettre le déplacement des individus adultes, potentiellement présents dans la zone de travaux, du milieu terrestre au milieu aquatique sans possibilité de retour vers les zones de chantier. Ces passages seront de simples buttes de terre, en pentes douces adossées à la bâche du côté de la zone de chantier et affleurant le sommet de la barrière.

La barrière à amphibiens pourra être retirée une fois les travaux terminés.



Photo 2. Exemples de mise en œuvre de barrières à amphibiens (*Sources : auddicé et © A. Morand, Cerema Est*)

R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux

Impacts concernés :

- *Destruction d'insectes communs par les travaux*
- *Perturbation d'individus d'insectes à proximité du chantier (éclairage)*
- *Destruction d'amphibiens par les travaux*
- *Destruction d'individus, œufs ou nichées d'oiseaux par les travaux*
- *Perturbation d'individus d'oiseaux en période de nidification à proximité du chantier (éclairage)*
- *Destruction d'individus de mammifères terrestres*
- *Perturbation d'individus de mammifères terrestres à proximité du chantier*
- *Perturbation de chiroptères par l'éclairage de chantier*

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre veilleront, lors de la phase chantier, à ce **qu'aucun aménagement même temporaire ne constitue de piège à grande échelle pour la faune (en particulier l'avifaune, les mammifères terrestres, les amphibiens, le Lézard des murailles).**

Ainsi, une attention particulière sera portée à fermer les poteaux creux, couvrir les trous divers, installer des échappatoires au niveau des éventuels bassins de gestion des eaux, etc. pour éviter toute installation des espèces cavernicoles ainsi que toute chute sans issue possible des mammifères et des amphibiens.

Cela se traduit également par une sensibilisation des entreprises et un suivi de chantier rigoureux par des écologues.

Par ailleurs, dans le cas où le chantier est uniquement réalisé de jour, un éclairage est parfois déployé sur les aires de dépôt du matériel et la base vie la nuit pour des raisons de sécurité. Afin de ne pas nuire à la faune nocturne (oiseaux, insectes, mammifères dont chiroptères), il sera nécessaire de n'appliquer **aucun éclairage nocturne continu sur l'ensemble du site.**

Un **éclairage ponctuel** pourra être installé localement sur les zones sensibles en termes de sécurité. Les systèmes **d'éclairage par détection de présence** seront alors à privilégier.

R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux

Impacts concernés :

- *Destruction d'individus d'insectes communs par les travaux*
- *Destruction d'individus de Lézard des murailles par les travaux*
- *Destruction d'individus d'amphibiens par les travaux*
- *Destruction d'individus, œufs ou nichées d'oiseaux par les travaux*
- *Destruction d'individus de mammifères par les travaux*
- *Perturbation d'individus d'oiseaux en période de nidification*
- *Perturbation d'individus de mammifères terrestres par les travaux*

L'objectif principal est d'éviter la destruction d'individus et le dérangement des espèces en décalant certaines étapes les plus impactantes en dehors des périodes pendant lesquelles les espèces faunistiques sont les plus vulnérables.

Pour réduire au maximum l'impact en phase chantier sur l'avifaune nicheuse dans l'emprise du projet et aux alentours, les travaux de **suppression des végétations ligneuses** ainsi que les **travaux lourds générateurs de bruit** ne devront **pas commencer entre début mars et mi-août**.

À noter que cette mesure est également favorable aux insectes, mammifères terrestres et chiroptères (évitement des périodes d'activité ou de reproduction) bien qu'elle ne puisse pas permettre d'éviter les périodes de développement des larves d'insectes.

Pour les espèces de plaine agricole nichant au sol comme l'Alouette des champs ou la Perdrix grise, **si les travaux ne peuvent commencer avant la période de nidification**, le Maître d'ouvrage fera procéder, à minima, à une **mise en labour de l'ensemble des emprises juste avant la période de reproduction, durant la première quinzaine de mars.**

Cette manœuvre permettra d'écarter tout risque de nidification sur les zones de travaux. Ainsi le risque de destruction des nichées de ces espèces (non protégées) lors de la phase chantier sera limité. Cette mesure sera réalisée dans la mesure du possible, en fonction des contraintes foncières et en accord avec les agriculteurs concernés par le projet.

Dans le cas où le démarrage du chantier et des travaux au sol ne pourrait pas se dérouler en dehors de cette période, **un suivi par un écologue sera mis en place avant le démarrage du chantier**. Celui-ci, procèdera alors à une vérification de l'absence d'espèces nicheuses patrimoniales sur la zone d'étude dans un rayon de 150 mètres environ autour des aménagements prévus. **Si un nid est identifié, des mesures spécifiques de préservation et de suivi seront définies** par l'écologue afin d'éviter une destruction directe ou un abandon du nid pendant le chantier. Par exemple, le planning des aménagements pourra être décalé.

R3.1b - Adaptation des horaires des travaux (en journalier)

Impacts concernés :

- *Perturbation d'individus de chiroptères à proximité du chantier (éclairage)*

Ces adaptations des horaires de travaux visent à éviter les moments (les heures) pendant lesquelles les espèces sont les plus actives. **Concernant les chiroptères, un travail de nuit devra être évité à proximité des zones de transit et des gîtes**.

2.3.3 Évaluation des impacts résiduels de la phase chantier après mesures d'évitement et réduction

Les impacts résiduels de la phase chantier après mesures d'évitement et de réduction sont synthétisés dans le tableau ci-après.

Il apparaît que les mesures d'évitement et de réduction d'impact, si elles sont strictement mises en œuvre, permettront de **réduire les impacts résiduels de la phase chantier à un niveau très faible voire négligeable** pour l'ensemble des groupes étudiés.

La mise en place de mesure compensatoire pour la phase chantier n'apparaît pas nécessaire.

Évaluation des impacts résiduels de la phase chantier sur les habitats, la flore et la faune après mesures d'évitement et de réduction d'impact

Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut	Mesures E et R	Intensité et durée de l'impact résiduel
Flore/Habitats	Suppression des végétations présentes dans l'emprise des travaux	Direct	**Faible / permanent**	E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier	**Très faible et non significatif / permanent**
	Destruction d'une espèce végétale patrimoniale dans l'emprise des travaux	Direct	Ratoncule naine : **Fort / permanent**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie	**Négligeable / permanent**
	Dégradation de végétations et de stations d'espèces végétales patrimoniales à proximité des travaux	Indirect	Prairie humide, mare, fossés : **Fort / temporaire**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier R2.1d : Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier - R2.1e : Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols	**Très faible et non significatif / temporaire**
Insectes	Destruction d'habitats d'insectes communs par les travaux	Direct	**Faible / permanent**	E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier R2.1c : Optimiser la gestion des matériaux (déblais et remblais) en phase travaux	**Très faible et non significatif / permanent**
	Destruction d'individus, pontes et larves par les travaux	Direct	**Faible / permanent**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie	**Très faible et non significatif / permanent**

Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut	Mesures E et R	Intensité et durée de l'impact résiduel
				R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	
	Dégradation d'habitats et d'individus d'insectes patrimoniaux à proximité des travaux	Indirect	Prairie humide, mare, fossés : **Fort / temporaire**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier R2.1d : Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier - R2.1e : Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols	**Très faible et non significatif / temporaire**
	Perturbation d'individus par l'éclairage du chantier	Indirect	**Modéré / temporaire**	R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux	**Très faible et non significatif / temporaire**
Amphibiens	Suppression d'habitats de déplacement et d'estivage / hivernage	Direct	Habitats de déplacement (lisière et prairies semées) : **Faible / permanent** Habitats d'estivage / hivernage (haies) : **Très faible / permanent**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier	**Très faible et non significatif/ permanent**
	Dégradation d'habitats / destruction d'individus à proximité des travaux	Indirect	Prairie humide, mare, fossés : **Fort / temporaire**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier	**Très faible et non significatif/ temporaire**

Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut	Mesures E et R	Intensité et durée de l'impact résiduel
				R2.1d : Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier - R2.1e : Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols R2.1h : Veiller à ne pas créer de zones favorables à la reproduction des amphibiens ou des reptiles dans l'emprise du chantier R2.1i : Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	
	Perturbation d'individus à proximité du chantier	Indirect	Faible / temporaire	R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	**Très faible et non significatif/ temporaire**
Reptiles	Destruction / dégradation des habitats du Lézard des murailles (muret)	Direct	Fort / permanent	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier R2.1c : Optimiser la gestion des matériaux (déblais et remblais) en phase travaux	**Négligeable/ permanent**
	Destruction directe d'individus, pontes ou juvéniles	Direct	Fort / permanent	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux R2.1h : Veiller à ne pas créer de zones favorables à la reproduction des amphibiens ou des reptiles dans l'emprise du chantier R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	**Négligeable/ permanent**

Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut	Mesures E et R	Intensité et durée de l'impact résiduel
	Perturbation d'individus de Lézard des murailles par les travaux	Indirect	**Faible / temporaire**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	**Très faible et non significatif/ temporaire**
Oiseaux	Destruction d'habitats d'oiseaux par les travaux	Direct	Prairies semées : **Faible / permanent**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier R2.1c : Optimiser la gestion des matériaux (déblais et remblais) en phase travaux	**Très faible et non significatif / permanent**
	Destruction d'individus, œufs ou nichées par les travaux	Direct	Prairies semées : **Faible / permanent**	R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux R3.1a: Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	**Très faible et non significatif / permanent**
	Perturbation d'oiseaux nicheurs à proximité du chantier	Indirect	Parcelle du camping : **Fort / temporaire** Parcelle de la station d'épuration : **Modéré / temporaire**	R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux R3.1a: Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	**Très faible et non significatif / temporaire**
Mammifères terrestres	Suppression d'habitats de mammifères par les travaux	Direct	**Faible / permanent**	E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier R1.1b : Limitation des installations de chantier R2.1c : Optimiser la gestion des matériaux (déblais et remblais) en phase travaux	**Très faible et non significatif / permanent**
	Destruction d'individus de mammifères par les travaux	Direct	**Faible / permanent**	R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	**Très faible et non significatif / permanent**

Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut	Mesures E et R	Intensité et durée de l'impact résiduel
	Perturbation de mammifères à proximité du chantier	Indirect	**Faible / temporaire**	R.2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux R.3.1a : Adaptation de la période des travaux sur l'année – Réduction temporelle en phase travaux	**Très faible et non significatif / temporaire**
Chiroptères	Destruction d'habitats de chasse et de transit des chiroptères par les travaux	Direct	Friche herbacée mésophile : **Fort / permanent** Lisière haies et boisement : **Modéré / permanent** Autres habitats : **Faible / permanent**	E1.1a : Évitement des populations connues d'espèces protégées ou patrimoniales et de leurs habitats (flore, insectes amphibiens, Lézard des murailles, oiseaux protégés, chiroptères) E2.1a : Mise en place d'un balisage préventif des habitats à enjeux E2.1b : Adaptation du positionnement des zones de stockage / base-vie R1.1a : Limitation/Adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier - R1.1b : Limitation des installations de chantier R2.1c : Optimiser la gestion des matériaux (déblais et remblais) en phase travaux	Très faible et non significatif / permanent
	Perturbation de chiroptères à proximité du chantier par l'éclairage	Indirect	**Modéré / temporaire**	R2.1.k : Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances envers la faune en phase travaux R3.1b : Adaptation des horaires des travaux (en journalier)	Très faible et non significatif / permanent

4.1 Mesures d'accompagnement et de suivi spécifiques à la phase chantier

A6.1a : Organisation administrative du chantier : sensibilisation du personnel, plan de circulation des engins de chantier, plan d'élimination des déchets de chantier, suivi du chantier par un ingénieur écologue

Le personnel de chantier sera informé, préalablement au démarrage du chantier, des précautions à respecter pour la préservation du milieu naturel (adaptation du calendrier, balisage, zones à préserver, etc.). Ces précautions pourront figurer aux cahiers des charges de consultation des entreprises.

D'autre part, un plan de circulation des engins de chantier ainsi qu'un plan d'élimination des déchets de chantier devront être produits et fournis à tout le personnel du chantier.

Enfin, le chantier fera l'objet d'un suivi par un écologue, afin de vérifier la bonne prise en compte des mesures et, le cas échéant, d'apporter les modifications ou solutions appropriées.

A6.1b : Mise en place d'un comité de suivi des mesures

Un comité de suivi des mesures sera mis en place dès la phase de travaux. Il pourra être constitué, de manière non exhaustive : du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, des services de l'État chargés de la protection de la nature, des collectivités locales et d'associations de protection de la nature…

Il veillera à la bonne mise en place des mesures (évitement, réduction et accompagnement) et à s'assurer de leur pérennité.

Annexe : Détails des mesures Eviter-Réduire-Compenser et mesures d'accompagnement liées au milieu naturel en phase exploitation (extrait de l'étude d'impact faune-flore, Auddicé Biodiversité, novembre 2023)

2.4.2 Mesures proposées pour éviter et réduire les impacts bruts de la phase d'exploitation

2.4.2.1 Mesures d'évitement

E.3.2a : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant susceptible d'impacter négativement le milieu

Impacts concernés :
- *Perturbation et/ou destruction d'individus d'insectes par l'entretien de la végétation du camping*
- *Perturbation et/ou destruction d'individus d'amphibiens par l'entretien de la végétation du camping*

Aucun produit biocide ne devra être utilisé dans le cadre de l'entretien des espaces verts. L'entretien des végétations qui s'y développeront devra être réalisé selon les principes de la gestion différenciée (hors des points nécessitant un entretien plus intensif pour des raisons de sécurité).

2.4.2.2 Mesures de réduction

R2.2c : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune en phase exploitation (protection du boisement et des haies contre le dérangement)

Impacts concernés :
- *Perturbation d'oiseaux nicheurs à proximité du camping par la fréquentation humaine*

Afin de réduire le risque de perturbation des oiseaux nicheurs dans les milieux préservés immédiatement connexes au camping (boisement, haies, friche arbustive à arborée), **un dispositif de type clôture ou écran végétal sera installé en limite du camping** afin d'empêcher les usagers de celui-ci de pénétrer dans la bande-tampon définie le long de ces habitats au titre des mesures de réduction d'impact de la phase chantier.

R.2.2c : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune en phase exploitation (adaptation de l'éclairage)

Impacts concernés :
- *Perturbation des oiseaux par l'éclairage du camping*
- *Perturbation de chiroptères par l'éclairage du camping*
- *Perturbation des insectes par l'éclairage du camping*

Des mesures de réduction devront être prises pour limiter l'effet de l'éclairage sur la faune nocturne : insectes, oiseaux et chiroptères principalement.

Les lampadaires ne devront éclairer que les zones nécessaires pour des raisons de sécurité. Ainsi, pour réduire les halos lumineux sur les milieux environnants, il sera nécessaire que les luminaires soient équipés de déflecteurs adaptés.

Par ailleurs, l'éclairage pourra être stoppé à partir de 23 heures ou son intensité fortement réduite afin de ne pas induire de perturbations sur la faune. Un profil nocturne pourra être appliqué selon le schéma suivant :

- EP0 à minuit : baisse de l'intensité de 50 %,
- Minuit à 6h00 : baisse de l'intensité de 70 % voire coupure,
- 6h00 à EP0 : intensité à 100 %.

La forme du bafflage doit permettre de diriger et de concentrer le halo de lumière vers le bas. Il est ainsi conseillé de disposer de bafflages plats plutôt que bombés afin que la lumière ne soit pas réfractée en dehors de la zone à éclairer.

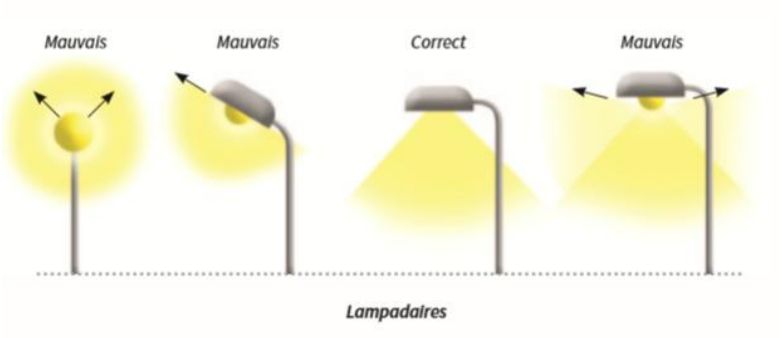


Figure 1. Nature et orientation des lampadaires (source : LPO)

De plus, la disposition d'un focalisateur sur les lampes permet de diriger la lumière vers les trottoirs et les zones que l'on désire éclairer uniquement.



Figure 2. Exemples de systèmes d'éclairage à éviter (source : Ville de Lille)



Figure 3. Exemples de systèmes d'éclairage à privilégier (source : Ville de Lille)

Quel que soit le système utilisé, l'éclairage des parties végétalisées doit être proscrit (pas d'éclairage de « mise en valeur » des arbres ou des aménagements mis en place en faveur de la faune par exemple), de même que l'éclairage indirect et l'éclairage du ciel.

Les ampoules à vapeur de mercure ou à iodures métalliques émettent une lumière blanche, mais engendrent également des émissions de bleus et d'ultraviolets qui attirent et déstabilisent l'entomofaune, cette dernière constituant une ressource alimentaire pour de nombreuses espèces d'oiseaux et pour les chiroptères.

L'utilisation d'ampoules dont le spectre n'induit que peu la production d'ultra-violets (sodium basse pression, sodium haute pression ou LEDs ayant une température de couleur « ambre », soit environ 1800K par exemple) est donc à privilégier.

R2.2j Clôture spécifique

Impacts concernés :

- *Fragmentation des populations de mammifères terrestres*

Pour réduire la fragmentation des habitats suite à la réalisation des aménagements, les clôtures mises en place autour des zones aménagées seront adaptées pour être perméables à la petite faune terrestre.

Ces aménagements seront profitables à toute la faune terrestre. Les clôtures et palissades pourront être soit à mailles larges (15 cm), soit surélevées (10 à 15cm) ou équipées de passages mixtes ou de « trouées » permettant la libre circulation des animaux. Des bandes enherbées pourront être maintenues le long de ces séparations (la surélévation des clôtures facilitera leur entretien périodique).



Figure 4. Ouverture de passages sur clôtures et murets -à gauche- et types de grillage adaptés à la circulation de la petite et moyenne faune -à droite- (Sources : *urbanisme-bati-biodiversite.fr* et *1001sitesnatureenville.ch*)

R2.2k : Plantations diverses et valorisation écologique des espaces verts / R2.2o – Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet

Impacts concernés :

- *Perturbation et/ou destruction d'individus d'insectes par l'entretien de la végétation*
- *Perturbation et/ou destruction d'individus de mammifères par l'entretien de la végétation*
- *Fragmentation des populations de mammifères terrestres*

La réalisation d'une valorisation éco-paysagère judicieuse et la mise en place d'un entretien approprié à vocation écologique permettront le développement d'une certaine diversité floristique au niveau des espaces verts :

- Réalisation d'un aménagement varié en multipliant les habitats utilisables par la faune : végétations herbacées, haies, bosquets, arbres isolés, etc.
- Aménagement de « coins sauvages » tels que des petites zones de prairies fleuries et/ou de prairies de fauche tardive… préférentiellement le long des haies,
- Réalisation de petits aménagements pour la faune, notamment dans la bande tampon maintenue le long du boisement et des haies, et à distance des voiries (nichoirs, tas de pierres, tas de bois ou de feuilles …),

- Limitation de l'usage des engrais, herbicides et pesticides, espacement des tontes, des tailles des haies, etc.

Cette valorisation sera également favorable au développement d'une diversité entomologique significative, et réduira la fragmentation des habitats pour la petite faune.

D'une manière générale, la plantation ou le semis d'espèces exotiques envahissantes devront être proscrits. Il en est de même pour les espèces protégées ou patrimoniales (selon le référentiel du Conservatoire Botanique National de Bailleul pour les Hauts-de-France). De plus, les espèces utilisées devront majoritairement être indigènes.

Peuvent notamment être utilisées :

- Pour les haies / massifs arbustifs : Charme -*Carpinus betulus*-, Noisetier -*Corylus avellana*-, Cornouiller sanguin -*Cornus sanguinea*-, Viorne obier -*Viburnum opulus*-, Saule des vannier* -*Salix viminalis*-, Saule cendré -*Salix cinerea*-, Saule blanc -*Salix alba*-, Aulne glutineux -*Alnus glutinosa*-, Bourdaine -*Frangula alnus*-Prunellier -*Prunus spinosa*-, Houx -*Ilex aquifolium*-, Fusain d'Europe – *Euonymus europaeus*-, Hêtre -*Fagus sylvatica*-, Érable sycomore -*Acer pseudoplatanus*-, Érable champêtre -*Acer campestre*-...

- Pour la végétalisation des zones enherbées : Ivraie vivace -*Lolium perenne*-, Pâturin commun -*Poa trivialis*-, Dactyle aggloméré -*Dactylis glomerata*-, Pissenlit -*Taraxacum* sp-, Pâquerette vivace -*Bellis perennis*-, Géranium découpé -*Geranium dissectum*-, Trèfle blanc -*Trifolium repens*-, Trèfle douteux -*Trifolium dubium*-, Trèfle des prés -*Trifolium pratense*-, Renoncule rampante -*Ranunculus repens*-, Achillée millefeuille -*Achillea millefolium*-…

- Pour la végétalisation en prairie fleurie : Pâturin des prés -*Poa pratensis*-, Achillée millefeuille -*Achillea millefolium*-, Centaurée trompeuse -*Centaurea decipiens*-, Millepertuis perforé -*Hypericum perforatum*-, Origan commun -*Origanum vulgare*-, Grande Marguerite -*Leucanthemum ircutianum*-, Knautie des champs -*Knautia arvensis*-, Vipérine -*Echium vulgare*-, Mauve musquée -*Malva moschata*…

- Pour la végétalisation des noues de gestion des eaux pluviales : Iris jaune -*Iris pseudacorus*-, Salicaire commune -*Lythrum salicaria*-, Baldingère -*Phalaris arundinacea*-, Rubanier dressé -*Sparganium erectum*-, Plantain d'eau commun -*Alisma plantago-aquatica*-, Myosotis des marais -*Myosotis scorpioides*-, Grande Glycérie -*Glyceria maxima*- ...

La gestion de ces végétations devra respecter un certain nombre de bonnes pratiques :

- Maintien de zones-refuges fauchées uniquement tous les 2 ou 3 ans, où la végétation pourra se développer librement pour former des friches herbacées ;

- Entretien par fauche annuelle tardive, avec exportation et sans gyrobroyage (qui enrichit progressivement le milieu et favorise le développement d'espèces nitrophiles),

- Utilisation d'outil à lames pour l'entretien des végétations ligneuses, plutôt que d'épareuses ou outils à fléaux qui éclatent les branches et laissent d'importantes cicatrices sur le bois (risque accru d'attaque par des parasites).

R3.2a Adaptation des périodes d'entretien sur l'année

Impacts concernés :

- *Perturbation et/ou destruction d'individus d'insectes par l'entretien de la végétation*
- *Perturbation et/ou destruction d'individus de reptiles par l'entretien de la végétation*
- *Perturbation et/ou destruction d'individus de mammifères par l'entretien de la végétation*

Cette mesure vise à décaler les travaux d'entretien en dehors des périodes pendant lesquelles les reptiles, les amphibiens et les mammifères sont les plus vulnérables.

Elle concerne particulière la bande tampon maintenue le long de la lisière du boisement et le long des haies, qui devra être entretenue par fauche tardive avec exportation. Cette fauche sera pratiquée de manière annuelle ou tous les 2 ans, en fonction de la densité de la végétation, et **devra être réalisée entre le 15 octobre et le 15 novembre.**

Le respect de cette période permettra d'éviter les périodes de migration des amphibiens, de nidification des oiseaux, d'hibernation et d'élevage des jeunes pour les mammifères.

2.4.3 Évaluation des impacts résiduels de la phase d'exploitation après mesures d'évitement et de réduction

Les impacts résiduels de la phase d'exploitation, après mesures d'évitement et de réduction sont synthétisés dans le tableau suivant.

Il apparaît que les mesures d'évitement et de réduction d'impact, *si elles sont correctement mises en œuvre*, permettront de **réduire les impacts résiduels de la phase d'exploitation du projet à un niveau très faible**, y compris pour les groupes comportant des espèces protégées (oiseaux, amphibiens, chiroptères).

Par conséquent, la mise en œuvre de mesures compensatoires pour cette phase n'apparaît pas nécessaire.

Évaluation des impacts résiduels de la phase d'exploitation sur les habitats, la flore et la faune après mesures d'évitement et de réduction d'impact

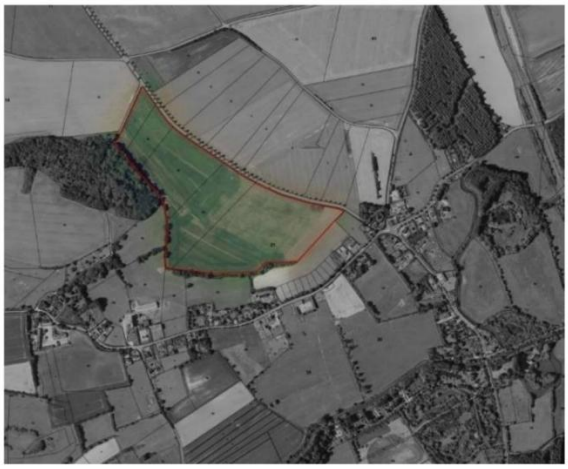
Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut	Mesures E et R	Intensité et durée de l'impact résiduel
Habitats et flore	*Aucun impact significatif à considérer*				
Insectes	Perturbation et/ou destruction d'individus d'insectes par l'entretien de la végétation du camping	Direct	**Faible / permanent**	E.3.2a : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant susceptible d'impacter négativement le milieu R.2.2k : Plantations diverses et valorisation écologique des espaces verts R2.2o : Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet R3.2a : Adaptation des périodes d'entretien sur l'année	**Très faible et non significatif / permanent**
	Perturbation des insectes nocturnes par l'éclairage du camping	Indirect	**Fort / permanent**	R.2.2c : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune en phase exploitation (adaptation de l'éclairage)	**Très faible et non significatif / permanent**
Amphibiens	Perturbation et/ou destruction d'individus d'amphibiens par l'entretien de la végétation du camping	Direct	**Faible / permanent**	E.3.2a : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant susceptible d'impacter négativement le milieu	**Très faible et non significatif / permanent**
	Perturbation et/ou destruction d'individus d'amphibiens par la circulation au sein du camping	Direct	**Très faible / permanent**	*Aucune mesure nécessaire*	**Très faible et non significatif / permanent**
Reptiles	*Aucun impact significatif à considérer*				
Oiseaux	Perturbation d'oiseaux nicheurs à proximité du camping par la fréquentation humaine	Indirect	**Modéré / permanent**	R2.2c : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune en phase exploitation (protection du boisement et des haies contre le dérangement)	**Très faible et non significatif / permanent**

Groupe	Nature de l'impact	Direct - indirect	Intensité et durée de l'impact brut	Mesures E et R	Intensité et durée de l'impact résiduel
	Perturbation des oiseaux par l'éclairage du camping	Direct	**Fort / permanent**	R.2.2c : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune en phase exploitation (adaptation de l'éclairage)	**Très faible et non significatif / permanent**
Mammifères terrestres	Fragmentation des populations de mammifères terrestres	Indirect	**Faible / permanent**	R2.2j Clôture spécifique R.2.2k : Plantations diverses et valorisation écologique des espaces verts R2.2o : Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet	**Très faible et non significatif / permanent**
	Perturbation et/ou destruction d'individus de mammifères par la circulation au sein du camping	Direct	**Très faible / permanent**	*Aucune mesure nécessaire*	**Très faible et non significatif / permanent**
Chiroptères	Perturbation des chiroptères par l'éclairage du camping	Direct	**Fort / permanent**	R.2.2c : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune en phase exploitation (adaptation de l'éclairage)	**Très faible et non significatif / permanent**

Annexe 2 :

OAP PLUi Territoire Sud Opalien site n°20

2.22. OAP site n°20- zone 1AUT- Rue des Croisés – commune de Colline-Beaumont



Localisation :
Site localisé le long de la rue des Croisés en surplomb du village existant.
Le secteur est bordé de talus végétalisés.



Superficies :
17ha en 1AUT

Etat des lieux :
Ces sites sont occupés par des cultures ou des patures.



Vue 1 : depuis le site de développement vers le centre-bourg.

L'objectif est ici de décliner en terme de projet, l'axe touristique du PADD du territoire Sud Opalien. En effet comme décrit au SCOT, au rapport de présentation, au PADD, la collectivité souhaite concrétiser la réalisation d'un camping haut de gamme sur l'arrière littoral répondant aux évolutions de la demande concernant l'hôtellerie de plein air, et en accord avec le cadre environnemental en place.

Rappel des dispositions du DOO du SCOT approuvé le30 janvier 2014

Le projet de territoire traduit ici une des orientations du SCOT, qui écrit clairement l'ambition d'une offre alternative touristique situation en rétro littorale, et expose déjà le site de colline Beaumont. Il y est précisé que le projet aura un impact fortement positif sur la création d 'emplois directs et non délocalisables et sur les emplois indirects (artisanat et commerces locaux).
Le projet est donc connu de tous les acteurs de l'aménagement du territoire (décideurs, techniciens et Etat) depuis de nombreuses années.

La présente OAP entend traduire cette disposition du DOO du SCOT au sein du PLUI Sud Opalien.

Rappel de la nécessaire diversification des structures classiques de l'hôtellerie de plein air sur le territoire Sud Opalien.

Une partie de l'économie du territoire est dirigée vers le tourisme balnéaire au travers notamment de la station populaire de Berck. On recense donc sur la ville centre, ainsi que sur les communes de pourtour, plusieurs campings traditionnels dont les prestations sont variées. Toutefois, l'occupation de ces structures est essentiellement estivale et les structures existantes peinent à se renouveler.
On note une progression de 11.7% du nombre de nuitées des structures d'accueil touristique entre 2015 et 2016, avec 154685 nuitées recensées en 2016. Le taux annuel d'occupation est estimé à 61% tous modes d'hébergements confondus.
L'objectif est triple avec la création de la zone1AUT :
- continuer cette progression observée du taux de remplissage,
- diversifier les possibilités d'accueil et,
- répondre aux nouvelles attentes des touristes.

L'offre se veut donc complémentaire aux structures existantes en positionnant le nouveau camping sur un segment haut de gamme (la majorité des structures ont un classement 2*), labélisé de qualité environnementale, proposant des hébergements alternatifs.
Le projet vise à replacer le territoire de manière concurrentiel par rapport à ses voisins et à diversifier la clientèle par l'augmentation de touristes Nord Européens (Royaume Uni, Belgique et Pays Bas étant les 3 pays principaux pourvoyeurs de touristes). Le SCOT avait par ailleurs fait le constat de la nécessité de développer ce type de structure à une échelle plus large.
Le territoire Sud Opalien entend donc porter cette ambition vitale pour l'économie touristique de l'agglomération.

Rappel de l'intérêt de la localisation du projet de zone 1AUT

Une position stratégique pour le développement de l'économie touristique :
Le site retenu se positionne stratégiquement au cœur des Trois Baies (Canche, Authie, Somme), il permet donc une situation centrale sur l'environnement et les paysages propres à ces ensembles naturels préservés.
L'objectif n'est pas de centraliser le projet au sein du périmètre de l'agglomération mais bien au sein des richesses et atouts de découverte touristiques.
Il permet de développer le tourisme « vert » complémentaire au tourisme balnéaire de la côte.

Une position hors des contraintes naturelles :
Le territoire Sud Opalien est en effet concerné par des ensembles naturels identifiés en zone NATURA 2000, ZNIEFFE, ZICO, zones humides….
Sur les parcelles retenues, aucun de ces zonages n'est recensé.

Une position permettant l'aménagement de 17ha :
Le concept étudié doit répondre aux conditions du développement durable dans son aménagement. Ces conditions comprennent également un pan économique, les études de faisabilité en cours de ce type d'hébergement de plein air révèlent la nécessité de seuil minimal d'emplacement (plus de 500 envisagés) avec équipements complémentaires qui ont conduit à concevoir 17ha.

a) Schéma de mobilité :

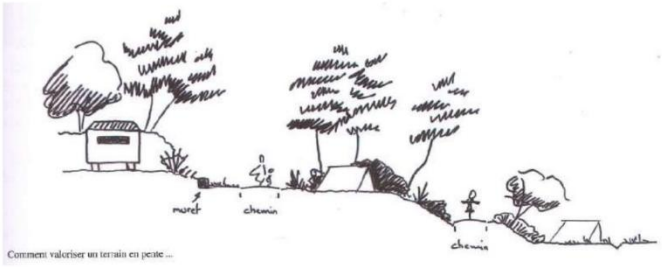
- **Aménagement en lien avec la topographie observée**
  Le site est en pente. L'objectif est de concevoir une organisation du camping intégrant cette donnée ; les cheminements devront suivre les courbes de niveau. Les voiries de desserte des emplacements auront un profil d'une moyenne de 4m de large maximum de bande roulante, traitée avec des matériaux filtrants et accompagnée d'accotements enherbés.
  La voirie est avant tout mixte et non routière.

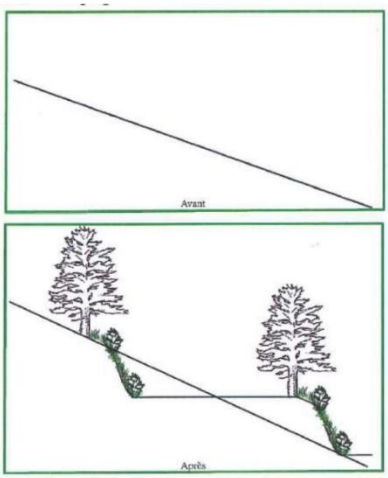
- **Aménagement de voies piétonnes** en complément et déconnectées des voies de desserte.

b) Principes d'aménagement :

- **Des vues à préserver sur le centre bourg**
  Notion de belvédère sur la vallée. Ainsi le point le plus haut sera consacré aux zones d'accueil.
  Les perspectives sur le centre bourg seront conservées.
  L'objectif n'est pas d'enfermer l'équipement par le végétal mais bien de l'intégrer à l'environnement voisin.

- **Aménager les limites extérieures afin de fondre l'équipement dans le paysage** :
  La limite Nord Ouest du camping est bordurée par une emprise boisée. Cette dernière sera prolongée jusqu'à l'interne de l'équipement. Ainsi celui-ci sera aménagé en terrasses afin de composer avec la topographie du site et chaque transition entre terrasse sera qualifiée par un talus boisé, prolongement de l'espace boisé voisin. Cela ne signifie pas que toutes les clôtures extérieures doivent être boisées. Il est mention ici de la façade l'Ouest de l'équipement.





2 - Reconstitution d'anciens talus (rasés au moment du remembrement il y a plus de 20 ans) dans les pentes actuelles

- **Les plantations seront des essences locales prises dans la palette végétale annexée au règlement du présent PLUI.**

- **Traiter de manière alternative les eaux pluviales :**
  La topographie du site et le sens d'écoulement obligent à préserver les éléments végétaux en place, infiltrer à la parcelle et éventuellement concevoir un bassin de tamponnement des eaux pluviales au point bas.

- **Concevoir une station d'épuration :**
  Le traitement des eaux usées sera conçu au travers de la réalisation d'une STEP.

c) *Programmation touristique :*

Les hébergements proposés pourront être une alternative à l'offre existante sur le territoire :
-architecture insolite répondant à de nouvelles formes
-architecture bioclimatique intégrée à l'environnement



Illustrations Références

- **Phasage de l'opération**

Il n'y a pas de phasage prescrit, malgré la superficie de la zone. En effet les caractéristiques topographiques incitent à réaliser les ouvrages de traitement des eaux pluviales au point le plus bas, tandis que les équipements d'accueil et de mise en valeur des installations sont envisagés au point haut.

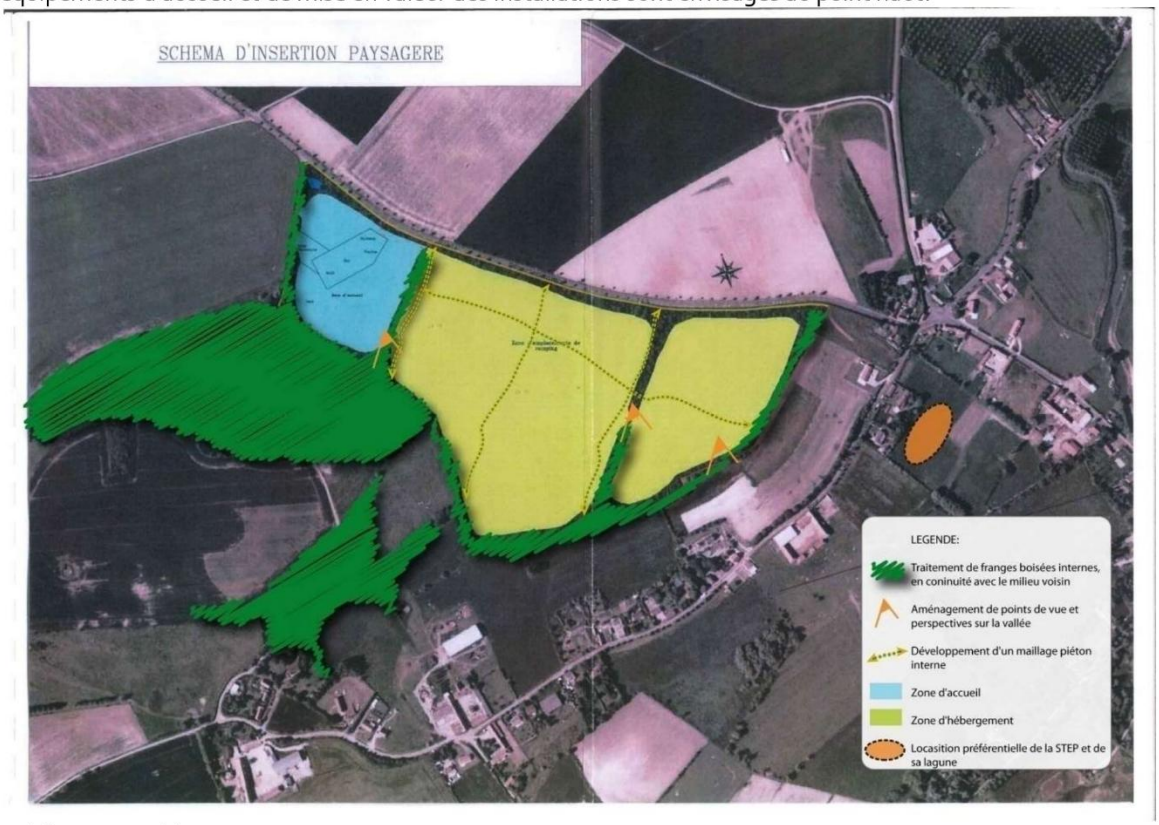


Schéma opposable

PLUI Territoire Sud Opalien – *Orientations d'Aménagement et de Développement Durable - volet Aménagement*
p 99 / 105

Annexe 3

Bilan de la concertation préalable



Commune de Colline-Beaumont

Projet d'aménagement d'un camping de 500 emplacements

SA AUTHIE TOURISME



BILAN DE CONCERTATION PREALABLE

Mai 2025

Paysage 360°

Table des matières

1. Préambule 4
1.1. Maître d'ouvrage 4
1.2. La concertation préalable 4
2. Les phases de la concertation préalable 5
2.1. L'avis 5
2.2. La concertation 9
a. Le site internet 9
b. Le dossier de présentation de la concertation préalable 11
3. Le bilan de la concertation 15
3.1. Les chiffres 15
3.2. La synthèse 16
a. Oppositions au projet (majoritaires) 16
b. Soutiens au projet 17
c. Position des « parties organisées » 18
d. Points neutres ou peu clairs 19
4. Proposition de mesures 20
4.1. Aspects environnementaux 20
4.2. Aspects sociaux et environnementaux 20
4.3. Aspects économiques 20
4.4. Gouvernance 20
4.5. Alternatives 20
5. ANNEXES 21
5.1. Registre 21
5.2. Courrier déposé 41

1. Préambule

1.1. Maître d'ouvrage

La présente étude d'impact vise à évaluer les effets de l'implantation d'un projet d'aménagement de terrain de camping 5 étoiles sur la commune de Colline-Beaumont située dans le département du Pas-de-Calais, en région Hauts-de-France.

Le projet est porté par SA AUTHIE TOURISME.

SA AUTHIE TOURISME

VGE La Vache Verte
62180 CONCHIL-LE-TEMPLE

SIRET : 32185283200013

Président du directoire : Laurent PRUVOT-KURKOWSKI

Directeurs : Jean-Paul PRUVOT-KURKOWSKI et Hubert-Olivier PRUVOT

Email : contact@authie-tourisme.fr

1.2. La concertation préalable

Dans le cadre de la phase amont, le code de l'environnement organise depuis le 1er janvier 2017 une procédure de concertation préalable, principalement régie par les articles L.121-15-1 à L.121-21 et R.121-19 à R 121-24.

Cette concertation préalable vise à permettre un débat sur l'opportunité, les objectifs et les principales caractéristiques ou orientations du projet concerné, des enjeux socio-économiques associés, ainsi que des impacts significatifs de ce projet sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat contribue à aborder, le cas échéant, des solutions alternatives (y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre). Cette concertation préalable permet aussi d'anticiper les questions d'information et de participation du public après sa clôture.

L'initiative de la présente concertation a été prise spontanément par le porteur de projet. Les modalités y sont alors librement fixées[1]. La concertation doit toutefois respecter certaines modalités minimales prévues à l'article L.121.16 du code de l'environnement :

- une concertation d'au moins 15 jours et 3 mois au plus ;
- une information du public sur les modalités et la durée de la concertation, réalisée 15 jours avant le début de la concertation selon certaines modalités de publicité ;
- un bilan de la concertation préalable rendu public.

[1]« La concertation préalable du code de l'environnement» CEREMA _ fiche outil de janvier 2021. Ce document a aussi servi au cadre de l'ensemble de la concertation et de ce dossier.

• une indication, par le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable, des mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements de la concertation.

2. Les phases de la concertation préalable

2.1. L'avis

Cadre réglementaire : *« Au moins 15 jours avant le début de la concertation, le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable publie un avis indiquant :*

• *L'objet de la concertation préalable, sa durée et ses modalités ;*

• *Si cette concertation est organisée à l'initiative du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, ou si celle-ci lui a été imposée (avec, dans ce dernier cas, les mentions de la décision demandant la concertation et du site internet où elle est publiée) ;*

• *Si un garant de la concertation a été désigné, les nom et qualité de ce garant ;*

• *L'adresse du site internet sur lequel est publié le dossier soumis à concertation préalable. »*

Cet avis a été publié 15 jours avant le 28 avril 2025 :

• Sur le site internet du maître d'ouvrage

• Dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas de Calais.

AVIS DE CONCERTATION PREALABLE DU PUBLIC

En application de l'article R.121-19 du code de l'environnement
RELATIVE A LA CREATION D'UN CAMPING
SUR LA COMMUNE DE COLLINE-BEAUMONT.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONCERTATION PREALABLE
Dans le cadre de la phase amont, le code de l'environnement organise depuis le 1er janvier 2017 une procédure de concertation préalable, principalement régie par les articles L.121-15-1 à L.121-21 et R.121-19 à R 121-24.
Cette concertation préalable vise à permettre un débat sur l'opportunité, les objectifs et les principales caractéristiques ou orientations du projet concerné, des enjeux socio-économiques associés, ainsi que des impacts significatifs de ce projet sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat contribue à aborder, le cas échéant, des solutions alternatives (y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre). Cette concertation préalable permet aussi d'anticiper les questions d'information et de participation du public après sa clôture.
ARTICLE 2 : Durée de la concertation préalable
15 jours consécutifs, **du lundi 28 avril au jeudi 13 mai inclus.**
ARTICLE 3 : Dossier et modalités de concertation
Le dossier de concertation sera tenu à disposition du public, en version numérique sur le site internet dédié, https://www.registre-dematerialise.fr/6203 pendant la durée susvisée.
Le public pourra déposer ses observations et soumettre ses propositions : par voie électronique directement sur le site internet dédié https://www.registre-dematerialise.fr/6203
ARTICLE 4 : SUITES DE LA CONCERTATION PREALABLE
Bilan de la concertation : Le bilan de la concertation sera établi conformément aux dispositions du code de l'environnement (articles L. 121-16, R-121-23, et R-121-24), dans les 3 mois au plus tard après la fin de la concertation. Il comprendra un bilan réalisé, présentant les mesures jugées nécessaires de mettre en place pour tenir compte des enseignements tirés de cette concertation. Ces documents seront publiés sur le site internet dédié https://www.registre-dematerialise.fr/6203.

5 / 42

Attestation de parution

Commande n°11019861

est la marque commerciale de
LA VOIX MÉDIAS
8 place du Général de Gaulle
CS 10549 - 59023 LILLE Cedex
SAS au capital de 37 500€
N° siret : 452 279 151 00040 - Code NAF : 7312 Z
RCS Lille Métropole - N° TVA : FR 10452279151
CRÉDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE
IBAN : FR76 1670 6050 9216 1038 4910 168
BIC : AGRIFRPP867

Date :

10/04/2025 14:00:39

PAYSAGE 360
Monsieur Vincent HELLEBOID
372B AVENUE DE SAINT-OMER
62610 ARDRES
FRANCE

Contact commercial	
Karen Fiolet	
Tél:	0 820 67 41 41
@:	serviceclientslegales@rosselconseil.fr

Client : 96150598

Référence de la commande :

Libellé commande: AVIS DE CONCERTATION PREALABLE DU PUBLIC RELATIVE A LA CREATION D'UN CAMPING SUR LA COMMUNE DE COLLINE -BEAUMONT.

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-dessous les éléments relatifs à votre attestation de parution d'annonce légale.

L'annonce qui suit est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage dans nos titres et supports :

Date de parution : 14/04/2025
Edition : La Voix du Nord - Ann. Légales Dept PdCalais
Annonce n° 4586461 - 2002284518

Date de parution : 14/04/2025
Edition : Nord Eclair - Toutes Editions
Annonce n° 4587620 - 2002285332

Le directeur de publication

6 / 42

•Par voie d'affichage dans les mairies des communes dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet : communes de Colline Beaumont, Conchil le Temple, Tigny En Gohelle, Nempont, communes susceptibles d'être affectées par le projet, notamment les flux.

Quelques exemples d'affichage en commune :



Affichage en commune de Nempont et Colline Beaumont

AVIS DE CONCERTATION PREALABLE DU PUBLIC

En application de l'article R.121-19 du code de l'environnement

RELATIVE A LA CREATION D'UN CAMPING SUR LA COMMUNE DE COLLINE-BEAUMONT.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONCERTATION PREALABLE

Dans le cadre de la phase amont, le code de l'environnement organise depuis le 1er janvier 2017 une procédure de concertation préalable, principalement régie par les articles L.121-15-1 à L.121-21 et R.121-19 à R 121-24.

Cette concertation préalable vise à permettre un débat sur l'opportunité, les objectifs et les principales caractéristiques ou orientations du projet concerné, des enjeux socio-économiques associés, ainsi que des impacts significatifs de ce projet sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat contribue à aborder, le cas échéant, des solutions alternatives (y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre). Cette concertation préalable permet aussi d'anticiper les questions d'information et de participation du public après sa clôture.

ARTICLE 2 : Durée de la concertation préalable

15 jours consécutifs, du lundi 28 avril au jeudi 13 mai inclus.

ARTICLE 3 : Dossier et modalités de concertation

Le dossier de concertation sera tenu à disposition du public, en version numérique sur le site internet dédié, https://www.registre-dematerialise.fr/6203 pendant la durée susvisée.

Le public pourra déposer ses observations et soumettre ses propositions : par voie électronique directement sur le site internet dédié https://www.registre-dematerialise.fr/6203

ARTICLE 4 : SUITES DE LA CONCERTATION PREALABLE

Bilan de la concertation : Le bilan de la concertation sera établi conformément aux dispositions du code de l'environnement (articles L. 121-16, R-121-23, et R-121-24), dans les 3 mois au plus tard après la fin de la concertation. Il comprendra un bilan réalisé, présentant les mesures jugées nécessaires de mettre en place pour tenir compte des enseignements tirés de cette concertation. Ces documents seront publiés sur le site internet dédié https://www.registre-dematerialise.fr/6203.

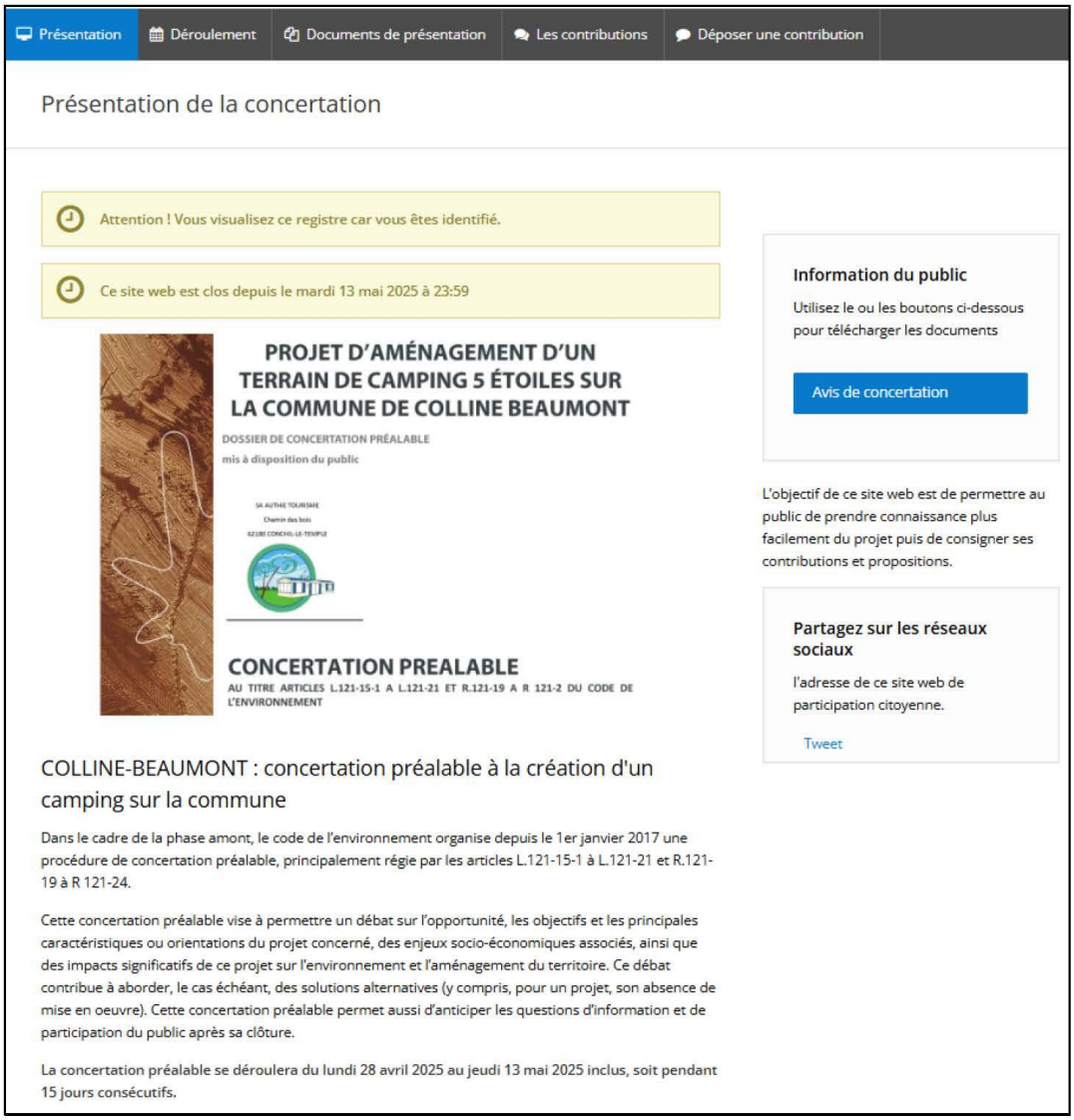
8 / 42

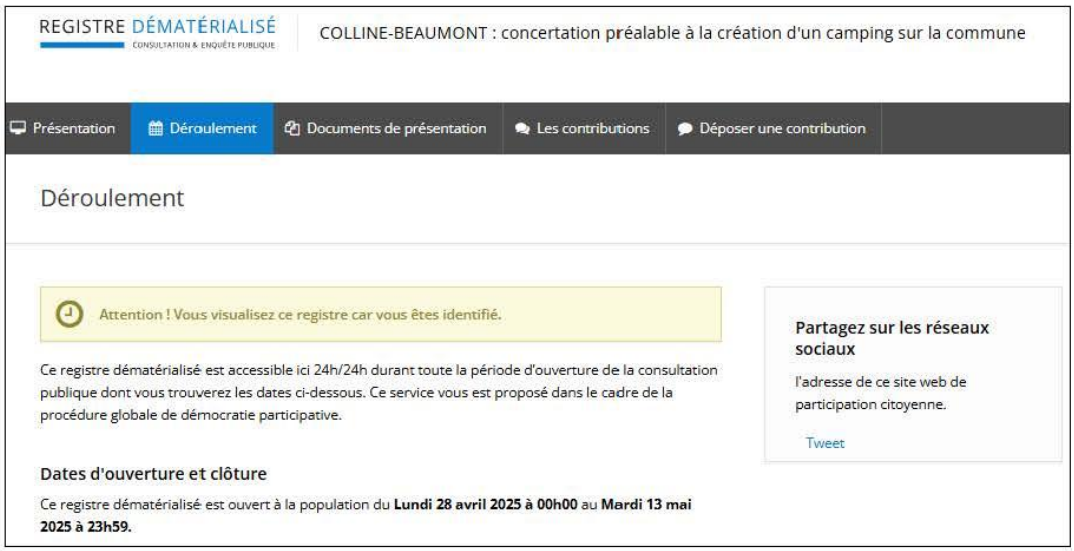
2.2. La concertation

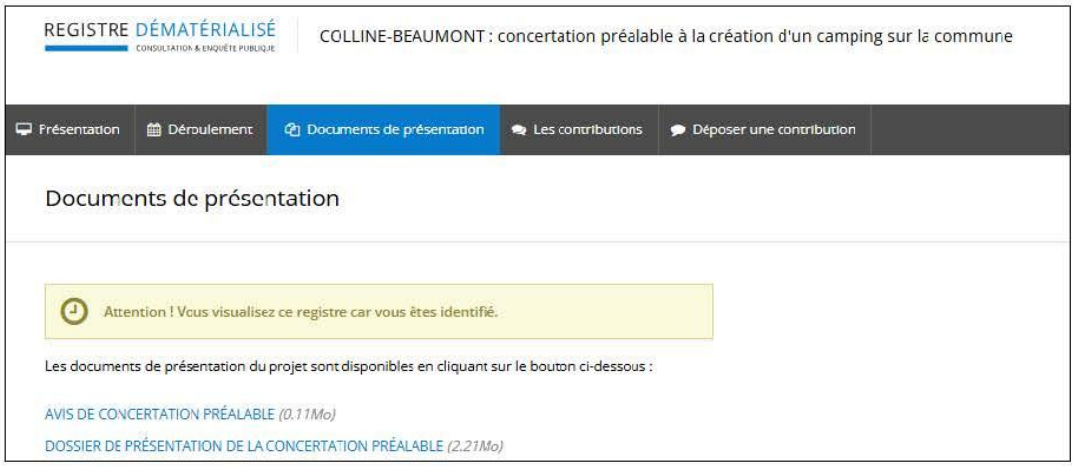
La concertation s'est tenue pendant 15 jours du 28 avril au 13 mai 2025.

Le public a pu faire part de ses observations et propositions selon les modalités qui ont été prévues (sur un registre dématérialisé sur le site internet où a été publié le dossier). Modalité : Recueil de contributions exclusivement dématérialisées via le registre en ligne (www.registre-dematerialise.fr/6203).

a. Le site internet




REGISTRE DÉMATÉRIALISÉ
CONSULTATION & ENQUÊTE PUBLIQUE
COLLINE-BEAUMONT : concertation préalable à la création d'un camping sur la commune
Présentation
Déroulement
Documents de présentation
Les contributions
Déposer une contribution
Déroulement
Attention ! Vous visualisez ce registre car vous êtes identifié.
Ce registre dématérialisé est accessible ici 24h/24h durant toute la période d'ouverture de la consultation publique dont vous trouverez les dates ci-dessous. Ce service vous est proposé dans le cadre de la procédure globale de démocratie participative.
Dates d'ouverture et clôture
Ce registre dématérialisé est ouvert à la population du Lundi 28 avril 2025 à 00h00 au Mardi 13 mai 2025 à 23h59.
Partagez sur les réseaux sociaux
l'adresse de ce site web de participation citoyenne.
Tweet


REGISTRE DÉMATÉRIALISÉ
CONSULTATION & ENQUÊTE PUBLIQUE
COLLINE-BEAUMONT : concertation préalable à la création d'un camping sur la commune
Présentation
Déroulement
Documents de présentation
Les contributions
Déposer une contribution
Documents de présentation
Attention ! Vous visualisez ce registre car vous êtes identifié.
Les documents de présentation du projet sont disponibles en cliquant sur le bouton ci-dessous :
AVIS DE CONCERTATION PRÉALABLE (0.11Mo)
DOSSIER DE PRÉSENTATION DE LA CONCERTATION PRÉALABLE (2.21Mo)

b. Le dossier de présentation de la concertation préalable



PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN TERRAIN DE CAMPING 5 ÉTOILES SUR LA COMMUNE DE COLLINE BEAUMONT

DOSSIER DE CONCERTATION PRÉALABLE

mis à disposition du public

SA AUTHIE TOURISME
Chemin des bois
62180 CONCHIL-LE-TEMPLE

CONCERTATION PREALABLE

AU TITRE ARTICLES L.121-15-1 A L.121-21 ET R.121-19 A R 121-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

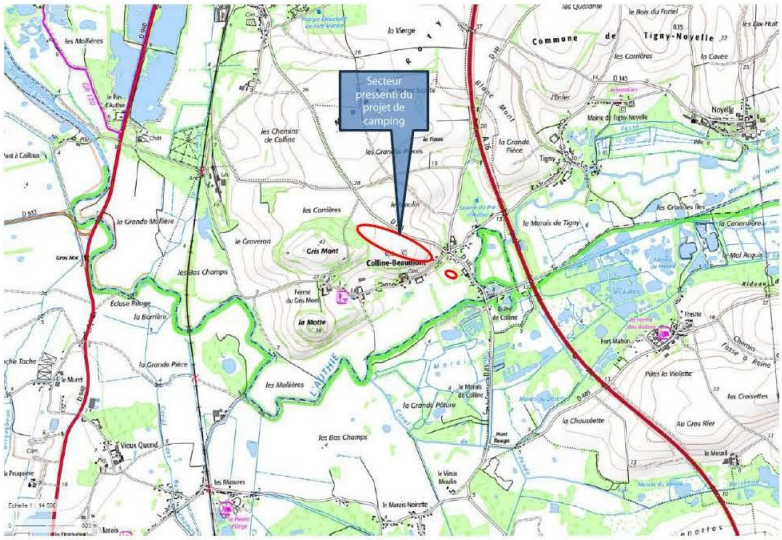


TABLE DES MATIERES

1. *Plan de situation de projet* *p3*
2. *Plan du secteur pressenti du projet* *p4*
3. *Notice de présentation*
   - *Préambule* *p5*
   - *Contexte et objectifs* *p6*

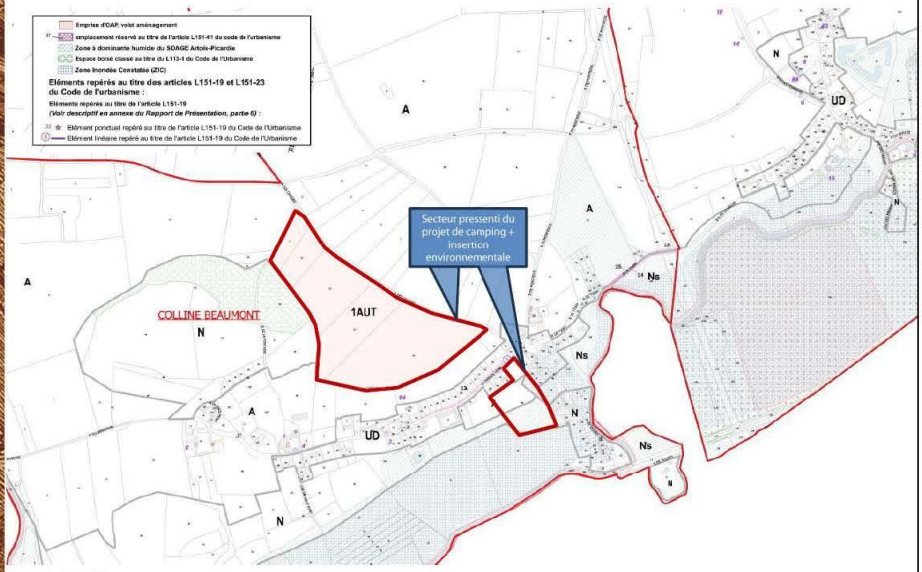
2

PLAN DE SITUATION DU PROJET



Le projet est situé sur la commune de Colline Beaumont (62180) dans le département du Pas de Calais (62)

PLAN DU SECTEUR PRESSENTI DU PROJET



Extrait du PLUi

NOTICE DE PRESENTATION

PREAMBULE

Le projet est situé sur la commune de Colline Beaumont dans le département du Pas de Calais (62).

Au titre articles l.121-15-1 a l.121-21 et r.121-19 a r 121-2 du code de l'environnement il a été choisi de mener une concertation préalable à la création de ce camping.

Cette concertation préalable constitue une étape importante qui permet d'informer et d'associer, durant la phase d'élaboration d'un projet, les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées par celui-ci.

Le présent dossier vise à présenter les enjeux et objectifs du projet d'aménagement de camping à Colline Beaumont.

Dans un second temps, le projet fera l'objet d'une évaluation environnementale au titre du code de l'environnement, annexe à l'article R.122-2:

-39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement : b) Opérations d'aménagements dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha

-42. Terrains de camping et caravanage: Terrains de camping et de caravanage permettant l'accueil de plus de 200 emplacements de tentes, caravanes, résidences mobiles de loisirs ou d'habitations légères de loisirs

Cette étude d'impact qui permettra de présenter un projet plus précis, ses effets et mesures environnementales fera elle aussi l'objet d'une enquête publique.
À l'issue de la concertation, l'ensemble des remarques formulées sera analysé et fera l'objet d'un bilan.

Le bilan de la concertation sera établi conformément aux dispositions du code de l'environnement (articles L. 121-16, R-121-23, et R-121-24), dans les 3 mois au plus tard après la fin de la concertation. Il comprendra un bilan réalisé, présentant les mesures jugées nécessaires de mettre en place pour tenir compte des enseignements tirés de cette concertation. Ces documents seront publiés sur le site internet dédié https://www.registre-dematerialise.fr.

NOTICE DE PRESENTATION

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le projet est visé dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (OAP site n°20). L'objectif est ici de décliner l'axe touristique du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du territoire Sud Opalien de la CA2BM. En effet, comme décrit au SCOT, au rapport de présentation et au PADD, la collectivité souhaite concrétiser la réalisation d'un camping haut de gamme sur l'arrière littoral répondant aux évolutions de la demande concernant l'hôtellerie de plein air, en accord avec le cadre environnemental en place.

Rappel des dispositions du DOO du SCOT approuvé le 30 janvier 2014

Le projet de territoire traduit ici une des orientations du SCOT, qui écrit clairement l'ambition d'une offre alternative touristique situation en rétro littorale, et expose déjà le site de Colline Beaumont.
Il y est précisé que le projet aura un impact fortement positif sur la création d'emplois directs et non délocalisables et sur les emplois indirects (artisanat et commerces locaux).
Le projet est donc connu de tous les acteurs de l'aménagement du territoire (décideurs, techniciens et État) depuis de nombreuses années.

Rappel de la nécessaire diversification des structures classiques de l'hôtellerie de plein air sur le territoire Sud Opalien

Une partie de l'économie du territoire est dirigée vers le tourisme balnéaire au travers notamment de la station populaire de Berck. On recense donc sur la ville centre, ainsi que sur les communes de pourtour, plusieurs campings traditionnels dont les prestations sont variées. Toutefois, l'occupation de ces structures est essentiellement estivale et les structures existantes peinent à se renouveler.
L'objectif est multiple : continuer une progression observée du taux de remplissage de l'hébergement touristique et diversifier les possibilités d'accueil tout en répondant aux nouvelles attentes des touristes.
L'offre se veut donc complémentaire aux structures existantes en positionnant le nouveau camping sur un segment haut de gamme (la majorité des structures ont un classement 2 étoiles), labélisé de qualité environnementale, proposant des hébergements alternatifs (architecture insolite répondant à de nouvelles formes, architecture bioclimatique intégrée à l'environnement, etc…)

Le projet vise à replacer le territoire de manière concurrentiel par rapport à ses voisins et à diversifier la clientèle par l'augmentation de touristes Nord Européens (le Royaume Uni, la Belgique et les Pays Bas étant les 3 pays principaux pourvoyeurs de touristes). Le SCOT avait par ailleurs fait le constat de la nécessité de développer ce type de structure à une échelle plus large.

NOTICE DE PRESENTATION

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Rappel de l'intérêt de la localisation du projet de zone 1AUT

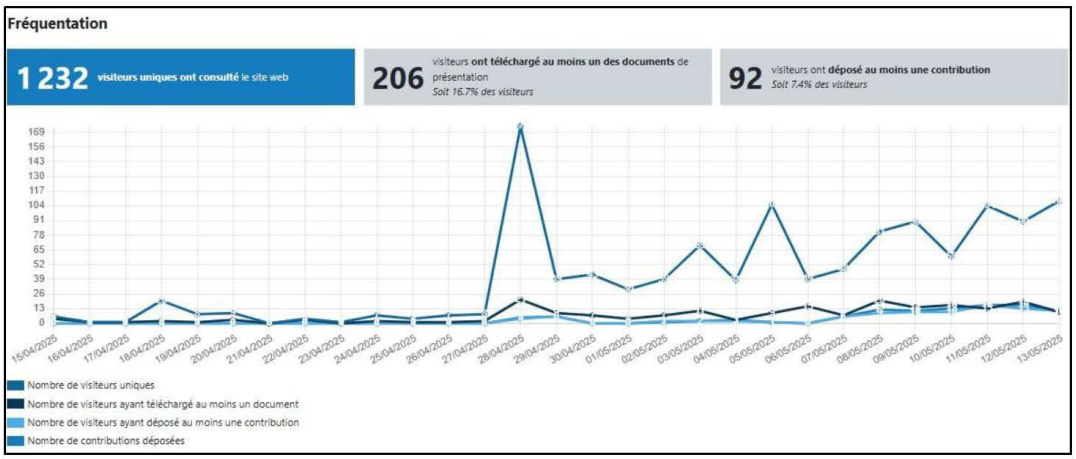
Le site retenu se positionne stratégiquement au cœur des Trois Baies (Canche, Authie, Somme), il permet donc une situation centrale sur l'environnement et les paysages propres à ces ensembles naturels préservés.
L'objectif n'est pas de centraliser le projet au sein du périmètre de l'agglomération mais bien au sein des richesses et atouts de découverte touristiques.
Il permet de développer le tourisme « vert » complémentaire au tourisme balnéaire de la côte. Le territoire Sud Opalien est en effet concerné par des ensembles naturels remarquables, identifiés en zone NATURA 2000, ZNIEFF, ZICO, zones humides….
Sur les parcelles retenues, aucun de ces zonages ce sera, bien entendu, affecté par le projet.

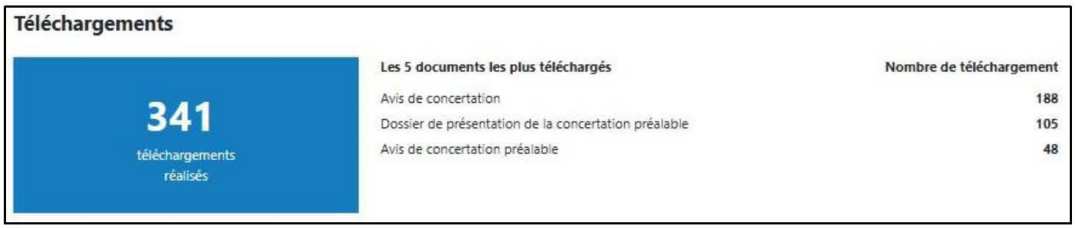
Une position permettant l'aménagement de 17 ha + une surface d'insertion environnementale

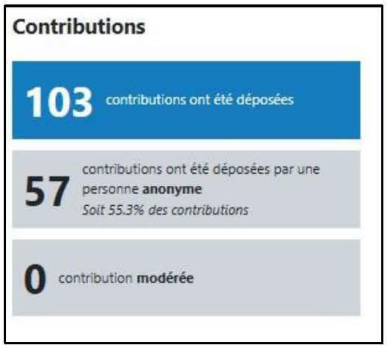
Le concept étudié va répondre aux conditions du développement durable dans son aménagement.
Ces conditions comprennent également un pan économique, les études de faisabilité en cours de ce type d'hébergement de plein air révèlent la nécessité de seuil minimal d'emplacement (± 500 emplacements) avec équipements complémentaires qui ont conduit à concevoir un projet de 17 ha et des surfaces complémentaires d'insertion environnementale.

3. Le bilan de la concertation

3.1. Les chiffres







3.2. La synthèse

Les 92 ayant déposé une contribution représentent donc 7,47% des visiteurs, ce pour un total de 103 contributions.

45 contributions sont anonymes, déposées majoritairement plus tardivement que les contributions nommées.

Parmi elles :

- ✅ **27 contributions sont favorables** au projet, (26%)
  Contributions 103, 92, 75, 74, 73, 72, 71, 68, 56, 54, 53, 51, 50, 48, 46, 45, 44, 43, 35, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 23
- ❌ **73 contributions sont opposées**, (71%)
  Contributions 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 91, 90, 89, 88, 87, 86, 85, 83, 82, 80, 79, 78, 77, 76, 70, 69, 67, 66, 65, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 52, 49, 47, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 34, 33, 32, 24, 22, 21, 20, 19, 18, 17
- ⚖️ **3 contributions sont peu adaptées, neutres ou peu claires** (questions, remarques techniques, avis ambigus, sans position explicite).(3%)
  Contributions 93, 84, 81

11 contributions sont faites par des habitants identifiés comme habitant dans les communes où la publication a été affichée en mairie.

a. Oppositions au projet (majoritaires)

- Un rejet citoyen fondé sur des arguments environnementaux, sociaux et économiques.

- Projet perçu comme inadapté à la taille du village, non intégré dans son tissu local et risqué écologiquement. Le projet est jugé "démesuré" pour un petit village de 140 habitants, capable d'accueillir jusqu'à 2000 personnes, soit l'équivalent d'une petite ville. Les opposants craignent une saturation des infrastructures et une dégradation de l'attractivité du territoire due au tourisme de masse.

A. Arguments environnementaux

- Artificialisation de 17 ha de terres agricoles : contradiction avec la loi « Climat et Résilience » (2021) et les objectifs de zéro artificialisation nette.

- Risques accrus de ruissellement et d'inondation.

- Perte de biodiversité locale (zones de refuge pour faune sauvage).

- Paysage : Dénaturation du paysage rural avec des alignements de mobil-homes

- Eau et déchets : Production importante de déchets et d'eaux usées nécessitant un traitement lourd, avec des risques pour les ressources en eau et les écosystèmes locaux, notamment par pompage vers des stations d'épuration.

B. Arguments sociaux et territoriaux

- Projet disproportionné pour un village d'environ 130 habitants : équivalent à une « ville nouvelle » en période estivale.

- Nuisances sonores : Craintes de bruits excessifs (jeux aquatiques, toboggans, véhicules, soirées musicales)

- Circulation et sécurité : Augmentation significative du trafic routier dans le village, rendant les déplacements difficiles pour les habitants (y compris les engins agricoles) et dangereux pour les cyclistes et randonneurs

- Perte de calme et de l'identité rurale : Le projet est perçu comme une menace pour la tranquillité, le calme, la convivialité et le caractère rural préservé du village de Colline-Beaumont, le transformant en "zone touristique" déshumanisée

- Dégradation de la qualité de vie.

- Impact sur les infrastructures sous-dimensionnées : voirie, assainissement, services publics.

C. Arguments économiques

- Emplois annoncés jugés faiblement durables, principalement saisonniers.

- Le modèle économique type « village fermé » ne profiterait pas au tissu local. Le camping, étant fermé et proposant ses propres services (épicerie, restaurant), ne générerait pas de dynamisme pour les commerces locaux.

- Comparaison avec le camping de la Vache Verte, perçu comme peu bénéfique pour la commune voisine.

D. Gouvernance et transparence

- Manque de concertation et de communication officielle.

- Soupçons de conflits d'intérêts et d'instrumentalisation du projet à des fins privées.

E. Alternatives proposées par les opposants

- Réduire significativement la taille et l'emprise foncière du projet.

- Conduire des études d'impact environnemental approfondies.

- Privilégier un tourisme plus durable, qualitatif et intégré (ex: petit camping pour randonneurs, cyclotouristes, familles modestes, avec accueil paysan et petite épicerie locale).

- Réhabiliter des sites existants.

- Développer des logements locatifs abordables et de qualité pour les jeunes et les familles locales, plutôt que des résidences de tourisme.

- Revoir le PLUI (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) en tenant compte des risques d'inondation.

b. Soutiens au projet

A. Argumentation économique

- Création d'emplois directs et indirects non délocalisables. (Plusieurs font référence au camping de la Vache Verte (Conchil-le-Temple), considéré comme un exemple de bonne gestion, intégration paysagère et calme). Le

projet est présenté comme créateur d'emplois directs (entretien, accueil, etc.) et indirects, à l'année et saisonniers, bénéfiques pour les jeunes et l'économie locale, notamment pour les communes rurales.

- Augmentation potentielle des recettes fiscales.

- Valorisation du foncier aujourd'hui peu ou pas exploité.

B. Intérêt touristique et territorial

- Rééquilibrage des flux touristiques entre littoral et arrière-pays.

- Expérience positive des gestionnaires du « Village de la Vache Verte » mise en avant.

- Contribution au dynamisme rural via des services et animations.

- Le camping est vu comme un atout pour le rayonnement de la région touristique, améliorant l'accueil des touristes et stimulant l'économie locale et les commerces, y compris les petits commerces qui pourraient disparaître sans le tourisme.

C. Approche environnementale revendiquée

- Promesse d'une végétalisation importante du site.

- Engagements de bonne intégration paysagère.

Certains soutiens semblent **proches du porteur de projet ou du secteur du tourisme**, voire **issus du monde professionnel ou institutionnel** (ex. : anciens élus, artisans, résidents connaissant bien le territoire). Cela structure leur contribution autour de **logiques de développement local**, avec un langage technique ou institutionnel.

Certains soutiens reconnaissent les inquiétudes mais proposent des **compromis** : conditions de réussite, exigence de garanties (écologie, intégration, tranquillité).

D. Cohabitation avec les touristes

- L'expérience d'autres campings gérés par les mêmes initiateurs suggère une cohabitation paisible et un respect de l'environnement.

c. Position des « parties organisées »

Acteurs collectifs ou institutionnels (par opposition aux citoyens individuels) qui participent à la concertation

- Association GDEAM-62 : opposition ferme.

- Un agriculteur et des résidents locaux[2] : majoritairement opposés.

[2] ✅ **Critères pour être considéré comme résident local identifié (38% des 103 contributions)**
1. **Vivent à Colline-Beaumont** de manière permanente (domicile principal).
2. **Possèdent une résidence secondaire** sur la commune (même sans y habiter à l'année).
3. **Habitent dans une commune voisine immédiate**, comme :
   - Conchil-le-Temple, Conchil le Temple, Tigny En Gohelle, Nempont
   - Nempont Saint Firmin
   - Villers
   - Berck
   - Merlimont

   (si leur contribution exprime une proximité géographique directe et des impacts ressentis localement).
4. **Font état d'un lien fort et régulier avec le territoire**, par exemple :
   - fréquentation familiale,
   - propriété foncière,

- Quelques habitants, artisans et acteurs économiques : favorables avec réserves.

d. Points neutres ou peu clairs

- Certaines contributions posent des questions spécifiques sans exprimer d'avis clair sur le projet en lui-même (ex: question sur l'usage d'un chemin communal).
- D'autres demandent des informations complémentaires sur le projet et son emplacement.
- Certaines sont des réponses directes à d'autres contributions, fournissant des liens ou des précisions sans prendre position.
- Certaines soulèvent des interrogations sur des sujets connexes (ex: pourquoi la mairesse n'informe pas les acheteurs de terrains)

- **activité agricole ou professionnelle sur place.**

❌ **Exclusions**

- Les personnes s'exprimant **sans mention de lien géographique.**
- Les soutiens venant de **villes éloignées** sans attachement revendiqué à Colline-Beaumont (ex. : Amiens, Paris, Mons-en-Barœul… sans autre précision).
- Les contributeurs **anonymes**, à moins qu'ils déclarent clairement habiter Colline-Beaumont ou ses alentours.

4. Proposition de mesures

4.1. Aspects environnementaux

- Présenter l'usage actuel des terres concernées et l'impact sur l'économie agricole actuelle
- Présenter les mesures hydrauliques prévues pour éviter tout risque de surplus d'eau pluviale
- Présenter un état des lieux précis de la richesse écologique des lieux. Proposer des mesures d'insertion présentant une plus-value écologique.
- Paysage : Présenter un état des lieux paysagers et simuler l'implantation du projet sous différents angles.
- Eau et déchets : Présenter les mesures d'insertion du projet au regard des infrastructures existantes.

4.2. Aspects sociaux et environnementaux

- Gestion des flux en période d'affluence
- Analyse des impacts sonores et mesures d'insertion

4.3. Aspects économiques

- Nombre et type d'emplois visés
- Présentation des retombées économiques potentielles pour l'économie locale

4.4. Gouvernance

- Assurer une concertation pour les phases suivantes : Enquête publique en phase étude d'impact ?

4.5. Alternatives

- Présenter les scénarii avec analyses des effets adaptés au projet

5. ANNEXES

5.1. Registre

Contribution n°1 (Web)

Proposée par Froger Hélène (ln59940@cegetel.net)

Déposée le lundi 28 avril 2025 à 19h11

Adresse postale : 1052 RUE CHARLES HÉNO 62180 COLLINE BEAUMONT

Nous avons appris fortuitement ce projet et cette "consultation". J'espère vraiment que notre avis sera entendu...

Il est évident qu'un camping 5 étoiles à Colline beaumont n'est pas du tout raisonnable. Si nous sommes venus nous installer dans cette commune, c'est pour être au calme et au vert. L'arrivée d'un camping engendrera forcément des désagréments sonores, visuels et environnementaux.

Dans le contexte environnemental actuel, il inadmissible de bétonner une zone naturelle et de bouleverser la faune et la flore. Sans compter la pollution que tous les véhicules touristiques engendrera juste derrière chez nous.

Quels sont les avantages à ce projet ? Je n'en vois aucun, même économique... Il y a suffisamment de camping ailleurs !

Contribution n°2 (Web)

Proposée par Ghinsberg Nathalie (nathalie.ghinsberg@orange.com) Déposée le lundi 28 avril 2025 à 21h17

Adresse postale : 255 rue Lecourbe 75015 Paris

Je souhaite exprimer mon total désaccord avec ce projet.

Mon mari et moi avons acheté en 2016 une maison sur la commune de Colline Beaumont pour être notre résidence secondaire. Vivant et travaillant à Paris, nous avons recherché un projet à la campagne, au calme, loin de toute l'agitation et de l'activité urbaine. C'est dans ce contexte que nous avons été séduits par la commune de Colline Beaumont, par sa nature préservée et par son cadre loin de l'activité touristique.

Je tiens à préciser qu'au moment de notre achat nous avions pris contact avec le précédent maire, Mr Jegou, afin de nous renseigner sur ce potentiel projet de camping. Le maire nous avait assuré que ce projet était bel et bien abandonné, ce qui nous a permis d'envisager notre achat sur la commune.

Sur le projet lui-même, il me semble totalement démesuré par sa taille et son ampleur par rapport à la commune de Colline Beaumont qui ne recense que 130 habitants à l'année ! Envisager un camping qui hébergerait plus de 10 à 20 fois le nombre d'habitants de la commune m'apparaît totalement disproportionné et déraisonnable : source de nuisances sonores, de pollution, de trafic routier dans un environnement jusque-là préservé.

Les communes rurales doivent conserver leur caractère et leur calme. Héberger un immense camping 5 étoiles est en totale dissonance avec le lieu, la commune et ses habitants.

Non à ce projet !

Contribution n°3 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 28 avril 2025 à 21h28 Bonjour,

Je suis contre cette construction de camping. J'aime la tranquillité et le calme de Colline Beaumont. Je crains que les campeurs mettent leurs détritus partout, et fassent trop de bruit.

De plus, ce camping ne fonctionnerait pas : il n'y a aucun commerce à proximité. Merci.

Contribution n°4 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 28 avril 2025 à 21h30

Je suis contre, les campeurs et les voitures en plus rendrait Collines trop bruyante !

Contribution n°5 (Web)

Proposée par Emma Fauquet (emma.fauquet@icooud.com) Déposée le lundi 28 avril 2025 à 21h49

Adresse postale : Rue Charles Heno 62180 Colline Beaumont

Je suis tout à fait contre ce projet. Notre petite ville n'a pas besoin d'un mastodonte commercial qui, soit dit en passant, ne marchera pas. Il n'y a pas de commerces à proximité, la vie est calme et paisible : pourquoi venir tout gâcher avec un lieu de nuisances sonores et une surproduction de déchets ?

Je ne comprends même pas l'intérêt de placer le camping ici, ce n'est même pas bien desservi et ça va ruiner le paysage des riverains.

Merci de prendre en considération les vrais habitants avant de vouloir installer des campeurs.

Contribution n°6 (Web)

Proposée par Daniel DUBOIS (danielou.dubois@gmail.com)

Déposée le mardi 29 avril 2025 à 10h55

Adresse postale : 46 rue de la mairie 62180 Conchil-le-Temple

L'implantation du camping à Colline-Beaumont entrainera systématiquement un flux routier beaucoup plus important sur la commune de Conchil-le-Temple.

La route départementale RD 143 vers Colline-Beaumont sera obligatoirement plus fréquentée.

Les services départementaux chargés de la circulation routière devront obligatoirement prendre en compte ce trafic beaucoup plus important et prévoir des aménagements sur l'ensemble des routes départementales de notre commune.

Contribution n°7 (Web)

Proposée par Baillergeau Caroline (caroline_baillergeau@yahoo.fr) Déposée le mardi 29 avril 2025 à 11h14

Adresse postale : 42 rue Danton 94270 LE KREMLIN BICETRE

Bonjour,

Je tiens à exprimer ma préoccupation et mon opposition au projet d'installation d'un camping à Colline-Beaumont où je viens régulièrement car j'apprécie sa tranquillité, son cadre naturel préservé et son éloignement de l'agitation urbaine.

Je suis surprise car l'implantation de ce type d'infrastructure de masse ne répond pas aux attentes des habitants et des visiteurs qui subiront une pollution visuelle et sonore.

Ce projet entrainera des aménagements lourds et des atteintes aux milieux naturels ; en totale contradiction avec les engagements en matière de protection de l'environnement et de préservation de la biodiversité locale.

Je vous remercie de prendre en compte cette contribution.

Contribution n°8 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 29 avril 2025 à 14h01

Le projet de Camping sur la commune de Colline Beaumont est un projet qui a été étudié et réfléchi depuis plusieurs années (concertations préalables, études etc),

Un camping similaire sur la commune voisine n'a pas entrainé de nuisances sonores et n'encombre pas plus les routes que les évènements saisonniers sur les communes comme Berck, Merlimont ou le Touquet où les petites communes rurales sont déjà prises d'assaut par les vacanciers.

Le camping respectera certainement une certaine harmonie avec le paysage naturel.

Il ne s'agit d'être pour ou contre ce type de projet mais bien avoir des fondements juridiques au regard de la faisabilité.

Contribution n°9 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 29 avril 2025 à 15h00

Bonjour, le camping va ruiner notre tranquillité, les routes vont être abîmées, on a déjà du mal sur certaine partie quand on croise u e voiture mais s'il y en a 100 ça devient impossible. Colline Beaumont est un village calme assez éloigné et tout de même assez proche des plages, pour n'en avoir que les avantages. La nuissance sonore que le camping va forcément créer ne peut pas être minimiser...

Contribution n°10 (Web)

Proposée par Ghinsberg Nathalie (nathalie.ghinsberg@orange.com) Déposée le mardi 29 avril 2025 à 15h24

Adresse postale : 255 rue Lecourbe 75015 Paris

Je souhaite réagir à la précédente contribution (N°8) qui apporte un commentaire totalement erroné.

L'objectif d'une enquête publique est bien de recueillir l'avis du public sur un projet et de prendre en compte les préoccupations et les intérêts des citoyens préalablement à la mise en oeuvre d'une initiative par la personne publique.

Extrait du site https://www.collectivites-locales.gouv.fr/institutions/les-enquetes-publiques :

"Cette enquête a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, et de recueillir l'avis du public sur ces opérations afin de permettre à la personne publique, dans le cas d'espèce la commune, de disposer des éléments nécessaires à son information."

Il est donc tout à fait pertinent que les citoyens s'expriment sur ce projet en indiquant s'il correspond à leur souhait, ou au contraire s'ils y sont opposés.

En complément de ma précédente contribution, je tiens également à mentionner ma crainte de voir les biens immobiliers sur la commune dépréciés compte tenu des nuisances (bruit, passage de véhicules, atteinte à l'environnement) que ce type d'infrastructure de tourisme de masse engendre. Qui souhaitera acheter une maison dans une commune envahie de touristes ?

Par ailleurs, compte tenu du nombre déjà très conséquent de campings dans les 15 km autour de Colline Beaumont (Rue, Conchil-le-Temple, Quend, Villers sur Authie, Nampont, Fort Mahon), donc plusieurs sont déjà en environnement rural et pas en bord de mer, je m'interroge sur le besoin réel d'en créer un supplémentaire.

Enfin, il n'est pas précisé dans les documents fournis si l'implantation d'une telle infrastructure génèrera une réduction des impôts locaux pour les habitants de Colline Beaumont, compte tenu des taxes versées par l'exploitant du camping à la commune. Cette précision, qui manque au dossier, me semble indispensable.

Contribution n°11 (Web)

Proposée par Fouquemberg Maxime (wapiti80150@outlook.fr)

Déposée le mardi 29 avril 2025 à 17h01

Adresse postale : 711 rue Charles heno 62180 Colline Beaumont

Pour ma part j'ai choisi la campagne pour ça tranquilité et ça nature paisible dans toutes ces saisons . L'ouverture d'un camping à Colline Beaumont vas heurté sensibilité cette tranquilité et cette équilibre.

Je suis contre l'ouverture d'un camping .

Contribution n°12 (Web)

Proposée par Edmé Marylène

Déposée le vendredi 2 mai 2025 à 11h12

Très contente que ce projet aboutis ceci créera beaucoup d'emplois et de la dynamique pour le village

Contribution n°13 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 3 mai 2025 à 06h15

Très bon projet à venir ,du travail pour les locaux, et du tourisme pour découvrir notre belle région.

Contribution n°14 (Web)

Proposée par Daphné Mitrani (Caumartind@hotmail.com)

Déposée le samedi 3 mai 2025 à 13h26 Adresse postale : St cloud 92210 St cloud

Je viens a colline beaumont pour profiter de sa tranquilité et la nature paisible . L'ouverture d'un camping à Colline Beaumont va entraîner bruits ,nuisances, passage, déchets

Je suis contre l'ouverture d'un camping .

Contribution n°15 (Web)

Proposée par Hougue amandine (amandinehougue@gmail.com)

Déposée le dimanche 4 mai 2025 à 15h15

Adresse postale : 870 rue Charles héno 62180 Colline-Beaumont

Je suis fermement opposée à l'implantation d'un terrain de camping dans notre village.

Passer d'environ 130 habitants permanents à potentiellement plusieurs milliers de vacanciers pendant la haute saison est un bouleversement brutal et ingérable pour un village comme le nôtre. Une telle densité de population temporaire compromettrait irrémédiablement notre tranquillité quotidienne et l'esprit même de notre commune.

Le rythme de vie rural, fondé sur la discrétion, le calme et la solidarité entre voisins, serait remplacé par le bruit, les nuisances sonores, les fêtes, les va-et-vient incessants de véhicules et l'insécurité.

De plus, nos routes communales sont étroites, sinueuses et déjà difficiles à partager entre les véhicules particuliers et les engins agricoles volumineux utilisés par nos agriculteurs. L'arrivée massive de voitures, de camping-cars et de camions liés à l'entretien et la gestion du camping entraînerait un engorgement permanent du réseau local, avec un risque accru d'accidents.

Dans certaines zones, il est déjà difficile de croiser deux véhicules ; que dire alors d'une circulation constante et désorganisée de centaines de voitures chaque jour ?

Par ailleurs, le terrain visé pour l'implantation du camping est riche en biodiversité. Il s'agit d'un véritable havre de paix naturel, où chevreuils, oiseaux migrateurs (dont des cigognes), et de nombreuses autres espèces ont trouvé refuge.

Des photos récentes prises dans mes pâtures, situées juste en contrebas du site prévu, témoignent de cette richesse écologique. Y implanter un camping reviendrait à raser cet espace de vie naturel, à déranger durablement la faune locale, et à appauvrir un écosystème fragile.

Je possède une écurie à proximité immédiate du terrain concerné. De nombreux propriétaires de chevaux ont choisi ce lieu pour son calme et son cadre apaisant, propice au bien-être animal. Les pâtures bordent directement le futur camping.

Il serait non seulement néfaste, mais aussi dangereux, que des inconnus, vacanciers ou enfants, interagissent sans surveillance avec mes chevaux : nourriture inappropriée, gestes brusques, intrusion dans les prés... Autant de risques inacceptables pour les chevaux comme pour les personnes.

Qui plus est ce projet nuirait également à tous les petits gîtes et chambres d'hôtes environnants, dont le principal atout est justement l'environnement rural et la tranquillité. Ces structures, souvent familiales, ne pourraient rivaliser avec une usine à touristes.

De surcroît, la mise en place d'un camping nécessite inévitablement un renforcement important des réseaux (électricité, eau potable, assainissement), à la charge de qui ?

L'installation d'un camping à proximité immédiate de nos habitations constitue une menace directe pour la valeur immobilière de nos biens. En effet, la présence d'un tel établissement, souvent associé à des nuisances sonores, une forte affluence saisonnière, une dégradation potentielle de la tranquillité du cadre de vie et une modification du paysage local, est généralement perçue comme un facteur de dépréciation par les acheteurs potentiels. De nombreuses études et retours d'expérience démontrent que ce type d'aménagement peut entraîner une baisse significative des prix de l'immobilier dans les zones concernées, affectant ainsi directement le patrimoine des résidents.

Par ailleurs, il existe déjà de nombreux terrains de camping aux alentours de Colline-Beaumont, rendant inutile l'ajout d'unenouvelle installation.

Nous devons préserver notre cadre de vie plutôt que de le transformer en zone touristique surfréquentée.

Contribution n°16 (Web)

Proposée par Duhin laurent (laurentduhin@hotmail.fr)

Déposée le dimanche 4 mai 2025 à 17h49

Adresse postale : 870 rue Charles héno 62180 Colline-Beaumont

Je suis opposé à l'implantation d'un terrain de camping dans notre village. Un tel projet ne correspond ni à l'identité de notre commune ni à son environnement naturel. Nous jouissons d'un cadre de vie paisible, que ce type d'installation risquerait de compromettre par l'afflux de vacanciers, les nuisances sonores, l'augmentation du trafic routier et la pression sur les infrastructures locales.

De plus, il existe déjà plusieurs terrains de camping dans les environs, notamment autour de la Colline Beaumont, ce qui rend ce projet non seulement redondant, mais aussi incohérent avec les besoins réels du territoire. Il est essentiel de préserver le caractère rural et authentique de notre village, plutôt que de le transformer en zone touristique surchargée.

Contribution n°17 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 4 mai 2025 à 18h31

L'installation d'un camping à Colline-Beaumont est-elle vraiment nécessaire ? Je ne pense pas. Certains membres du conseil municipal auraient un intérêt financier personnel dans ce projet ?

Contribution n°18 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 5 mai 2025 à 12h05

Voici le retour de ce "nouveau" projet initié par la Société Authie Tourisme et qui est vieux de 25 ans; il avait déjà été rejeté à l'époque par les habitants de Colline-Beaumont qui s'était constitués en association afin de préserver l'identité et la tranquillité de leur village qui auraient été remis en cause par l'implantation d'un camp de plus de 400 mobil-homes comme celui de la vache verte à Conchil le temple et qui compte aujourd'hui 800 mobil-homes!
www.google.com/maps/@50.3619892,1.6697674,699m/data=!3m1!1e3?
authuser=0&entry=ttu&g_ep=EgoyMDI1MDQzMC4xIKXMDSoJLDEwMjExNDUzSAFQAw%3D%3D

Qu'en est t'il en 2025? Rien n'a changé!

Les infrastructures routières n'ont pas évolué d''un iota; les nuisances consécutives à l'augmentation du trafic routier au sein du village sont toujours en augmentation: bruits de roulage, pollution et vitesses excessives dans nos rues qui sont devenues dangereuses durant les week-ends et vacances scolaires à cause de la circulation des résidents de ce camp de vacances!

Merci de ne pas ajouter aux problèmes des riverains des rues de Colline et de la mairie qui n'ont jamais été traités avec sérieux par les précédents maires de notre commune!

Contribution n°19 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 7 mai 2025 à 14h18

Les terrains de camping sont des espaces hautement écologiques....il suffit de regarder le nombre d oiseaux qui y vivent .....pas d épandage de produits de traitements.....c est très précieux

Contribution n°20 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 7 mai 2025 à 14h22

Je suis totalement opposée à ce projet de camping. Pour Colline ? Petite ville tranquille qui fait tout son charme. C'est ce qu'on vient chercher quand on vient à Colline... il y a déjà des campings pas loin. Sont-ils déjà tous saturés ???? Préservons la nature svp.

Contribution n°21 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 7 mai 2025 à 18h30

Ce projet va contribuer au développement économique de la région et à des créations d'emplois

Contribution n°22 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 7 mai 2025 à 18h52

Colline n'a pas besoin de ce camping qui va perturber sa tranquillité

Contribution n°23 (Web)

Proposée par Varlet sandra

Déposée le mercredi 7 mai 2025 à 20h59

Bon projet touristique qui s'intégrera parfaitement au milieu environnant grâce à son cadre arboré Le village de Colline Beaumont retrouvera une certaine dynamique et des emplois seront créés

Contribution n°24 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 7 mai 2025 à 21h38 Bonjour,

Absolument contre. Encore 17 hectares de nature en moins et 17 hectares de plus consacrés au monde marchand au profit de quelqu'uns seulement car pour l'ensemble de la population (et de la vraie nature) il n'y aura aucun "bénéfice". Pourquoi créer un camping de ce genre quand dans les deux villages voisins il y en existe déjà du même type (dont l'un est à moins d'un kilomètre). De plus comment atteindre le "zéro artificialisation nette des sols" en 2050 si on continue ainsi?

Contribution n°25 (Web)

Proposée par CUDEK JACKY (homelectra@gmail.com)

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 13h02

Adresse postale : 14 rue des soufflets 80120 RUE

Je suis pour la création de ce projet. Actuellement artisan et ancien cadre responsable de l'accueil du public au Parc du Marquenterre, je tiens à souligner que les réticences environnementales à l'encontre de l'hôtellerie de plein air sont injustifiées, surtout lorsque l'on voit le travail et le qualité des porteurs de ce projet.

Travail,ce mot est important, car en tant que ex- président de la chambre des métiers d'Abbeville, je peux vous affirmer qu'il y a une forte retombée économique et sociale pour la population locale. Je tiens également à dire que la clientèle qui fréquente ces campings à l'intérieur des terres est respectueuse et bienveillante envers nos formidables espaces naturels, à l'inverse d'une clientèle de passage à la journée.

Ce projet créera de l'emploi, du social et de l'économie, donc des impôts et taxes qui alimenteront les caisses de la mairie de Colline-Beaumont, laquelle pourra investir dans le bien-être et la sécurité de ses habitants.

Contribution n°26 (Web)

Proposée par Michaut Martine (michautmartine@orange.fr) Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 13h58

Adresse postale : 58 rue de la Gare 80860 Ponthoile

A lire les avis, il s'avère que bien des personnes sont contre ce projet, leur choix est probablement guidé par la peur du changement; le pays s'endort doucement dans une torpeur mortifère! Voici enfin un projet dynamique de création d'un parc hôtelier de plein air et génération d'emplois.

Contribution n°27 (Web)

Proposée par Michaut (mp-consult@orange.fr)

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 14h09

Adresse postale : 158, rue des forges 80120 Favières

Ayant eu l'opportunité de visiter l'hotellerie de plein-air de la "vache verte" situé à Conchil le Temple (commune voisine) et gérée par le même groupe, je ne peux espérer que ces terres en friches, sans aucune végétation remarquable soient prochainement transformées en parc arboré où les occupants pourront respirer et prendre du temps au milieu d'une végétation certes ordonnée mais présente. Sur le plan local, un nouveau bassin d'emploi sera créé et de nombreuses familles trouveront ou retrouveront un emploi.

Contribution n°28 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 14h11

Pour avoir fréquenté ce type de structure permettant le repos au milieu d'une végétation et du calme, je ne peux qu'approuver cette initiative.

Contribution n°29 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 14h14

Enfin des emplois dans notre région, qui est l'objet de nombreuses fermetures d'entreprises!!!!!

Cette transformation de terres sans même de débouchés agricoles se verra productrice d'emplois à long terme!!!!

Contribution n°30 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 14h14

Ces terres vont enfin revivre et des emplois vont être créés dans notre pays qui se meurt en matière d'emploi locaux!

Contribution n°31 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 17h35 Que le monde est compliqué.

On ne fait rien,vous êtes critiqués,on fait quelques choses,vous êtes critiqués.

Il me semble que les porteurs du projet ont déjà démontré leurs capacités dans ce domaine. Faisons leurs confiance et on pourrait être surpris dans le bon sens.

J'approuve totalement ce projet.

Contribution n°32 (Web)

Proposée par Audrey Ducrocq (audreyducrocq@bbox.fr)

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 17h46

Adresse postale : 6 rue lavoisier 62218 Loison sous lens

Je viens régulièrement à Collline, rendre visite à des amis habitants sur cette commune... Depuis des années, je rêve de pouvoir a mon tour m'y installer Et profiter, comme il se doit de tous les avantages de la campagne... Mon envie de m'installer sera plus que remise en question, si la commune devient un simple repaire à touristes Installes dans un camping qui deviendra certainement très vite un gros point négatif ...

Laissez-nous profiter du charme de la commune sans la dénaturer Je suis contre l installation d un camping à Coline Beaumont

Contribution n°33 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 17h59

Bonjour, je suis contre ce projet et j'aurais voulu savoir si tout cela sont pour sont vraiment de Colline Beaumont

Contribution n°34 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 18h03

Ma tante est installée à Colline Beaumont, je passe régulièrement mes vacances la bas. Je ne vois pas ce qu'un camping pourrait apporter à la commune ... bien au contraire le charme de la campagne serait gâché par de vilains mobil-homes ou caravanes !

De plus les rues pour le moment sécurisées seraient empruntées par de nombreux touristes ce qui pourrait entraver la sécurité des habitants !

Je suis contre la création d'un camping à Colline Beaumont !

Contribution n°35 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 19h46

Je suis totalement pour ce projet. Qui va amené des emplois pour ceux qui veulent travailler

Contribution n°36 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 8 mai 2025 à 20h58

Habitant de Colline-Beaumont je suis totalement contre ce projet.

Je m'y suis installé pour la tranquillité. Celle-ci sera plus que remise en cause si ce projet voit le jour, imaginez un camping qui à priori comptera deux fois plus de mobil-home que d'habitants, si ce n'est pas plus.

De plus je trouve ça désolant d'apprendre pour ce projet par une connaissance, aucune communication de la part de Me Le Maire. Tous ces non-dit soulèvent questions.

Enfin les personnes pour ce projet habitent-elles dans le début de la rue Charles Héno ? Car c'est là que sera installée une jolie station d'épuration.

L'installation de cette station entraînera sûrement le raccordement obligatoire par la suite des habitants de Colline-Beaumont au tout à l'égout, qui présente un coût certain.

Pour ceux qui présentent l'argument de l'emploi, il y a déjà de l'emploi pour celui qui veut vraiment, sur Berck par exemple (secteur sanitaire, restauration, ...).

Contribution n°37 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 03h11

J envisage de venir habiter Colline Beaumont d ici quelques années. Je suis amoureuse de la nature et du calme.

Mon projet ne pourra pas se réaliser si ce site magnifique est détérioré par la présence d un camping et l afflux de touristes que cela représente.

Contribution n°38 (Web)

Proposée par ROGER Philippe

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 06h43

Nous venons d acheter sur cette Belle commune, pour être au calme dans un charmant village et nous aimerions le conserver. Quel intérêt de construire un énième camping? Des que l on sort du village, il est impossible de ne pas en croiser.

Il y en a assez, conservons nos terres, stoppez les constructions.

Hormis le tracas des villageois, je ne pense pas que cela dynamisera quoi que ce soit...

la commune n a pas de commerce existant, donc pas de retour financier à espérer. Et comme un camping développe son propre commerce en interne, il ne faut pas croire que cela fera vivre le village.

Salutations

Contribution n°39 (Web)

Proposée par ROGER Philippe

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 06h44

Nous venons d acheter sur cette Belle commune, pour être au calme dans un charmant village et nous aimerions le conserver. Quel intérêt de construire un énième camping? Des que l on sort du village, il est impossible de ne pas en croiser.

Il y en a assez, conservons nos terres, stoppez les constructions.

Hormis le tracas des villageois, je ne pense pas que cela dynamisera quoi que ce soit...

la commune n a pas de commerce existant, donc pas de retour financier à espérer. Et comme un camping développe son propre commerce en interne, il ne faut pas croire que cela fera vivre le village.

Salutations

Contribution n°40 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 11h22 Bonjour, depuis la création du camp de la "Vache verte", il est indéniable que les nuisances subies par les habitants de Conchil le Temple perdurent et s'amplifient sans ne leur avoir jamais rien apporté.

Les résidents de ce camp de 800 mobil-homes n'ont pas été amenés à consommer dans les commerces présents dans le village à tel point que depuis le début des années 80, toutes les boutiques ont fermé les unes après les autres jusqu'à ce qu'il n'y ait même plus de boulangerie à Conchil!

Ce type de résidence de vacances se réservant souvent ses clients qui y vivent en autarcie et apportent toujours plus de bénéfices à une seule famille bien connue dans la région pour son appât du gain : alors nous disons STOP!

Mesdames et Messieurs les élus collinois, n'oubliez jamais que vous avez été choisis par vos électeurs pour défendre l'intérêt général et non pas pour vous compromettre au bénéfice d'intérêts particuliers comme cela a trop souvent été le cas chez nous...

Contribution n°41 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 11h33

Je ne vois aucun bénéfice que ce camping pourrait apporter au village, si ce n'est plus de nuisances sonores lors des périodes estivales.

Je prend en exemple la création du village de la vache verte qui n'a rien apporter à Conchil.

Contribution n°42 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 15h02 Projet en attente depuis presque 20 ans

Démesuré par rapport au village et ses habitants 130 en 2021 Voirie non adaptée

Nuisances sonores et visuelles

Divagation sur la voie publique de touristes Aucun intérêt économique pour le village

Contribution n°43 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 18h46 Beau projet touristique à venir.

Cela va permettre des créations d'emplois et dynamiser le développement économique de nombreux commerces dans les villages alentours,dont l'épicerie du templier de Conchil le temple.

Il me semble que les porteurs du projet ont déjà démontré avec la création du Village de la Vache Verte sur le village voisin il y a quelques années,que cette entreprise saura intégrer son futur projet avec le maximum de végétation.

Contribution n°44 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 19h13

Un très beau projet touristique, qui présente pas mal d'avantages pour la commune. Habitant Conchil je n'ai jamais eu à me plaindre du Village de la Vache Verte.

Le cadre est magnifique et je pense qu'ils sauront respecter ce cadre rural ainsi que cette biodiversité !

Contribution n°45 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 19h40

Pour répondre à la contribution n 42 . Il vaut mieux un camping qui serait certainement arboré que un HLM ou des clapiers a lapins

Contribution n°46 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 20h01

L ideé d un camping associant une plantation de .nombreux arbres me semble excellente car associant à la fois un caractère économique et un critère écologique.Cette démarche est assez rare car l écologie s opposé souvent à l implantation d entreprises qui sont créatrices d emplois dont on manque dans la région Super idée

Contribution n°47 (Web)

Proposée par hougue philippe (hougue.philippe@hotmail.fr)

Déposée le vendredi 9 mai 2025 à 20h47 Adresse postale : 4 rue sadi carnot 62580 vimy

En tant que parent d'une résidente de Colline-Beaumont, je tiens à exprimer mon profond désaccord face au projet de création d'un camping dans cette commune. Colline est un village paisible à taille humaine, où règnent le calme, le respect de l'environnement et une vraie qualité de vie. C'est précisément pour ces raisons que de nombreuses familles choisissent d'y vivre.

L'implantation d'un camping viendrait dénature ce cadre préservé. Bruit, surfréquentation, artificialisation des sols,... tout cela serait en contradiction totale avec l'identité de la commune. On sacrifie un équilibre précieux pour des intérêts économiques à court terme.

Par ailleurs, l'argument de la création d'emplois ne tient pas. Tous les secteurs que ce soit la santé, la restauration ou encore le commerce peinent à recruter. Ce ne sont pas quelques emplois pour la plupart saisonniers qui viendront résoudre la crise de l'emploi local. Ce projet ne répond donc à aucun besoin réer, ni économique, ni social.

Préservons Colline-Beaumont telle qu'elle est: une commune à échelle humaine, respectueuse de son environnement et de ses habitants.

Contribution n°48 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 09h16 Projet structurant pour une petite commune :

- revalorisation du patrimoine écologique avec plantation de milliers d'arbres,

- création d'emplois à l'année, durables et non délocalisables (entretien espaces verts, accueil....)

-recettes fiscales accrues

Attractivité résidentielle renforcée car une commune dynamique attire plus facilement de nouveaux habitants Lutte contre l'exode rural : création d'emplois qui donne aux jeunes des raisons de rester ou revenir .

Il s'agit d'un levier de développement durable , équilibré entre retombées économiques, valorisation du cadre de vie, renforcement de la cohésion sociale .**Contribution n°49 (Web)**

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 09h22

Bonjour, je suis contre ce projet, je pense que Madame la mairesse a oublié qu'il y a les votes en 2026 et qu'elle va se mettre beaucoup de monde à dos si ce n'est déjà pas fait pour faire plaisir à la famille qui fait travailler sa famille Attention de ne pas donner le bâton pour se faire battre

Contribution n°50 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 10h04

Colline-Beaumont, commune rétro littorale de la côte d'opale si prisée des touristes, est un lieu judicieux pour l'implantation d'un nouvel établissement d'hôtellerie de plein air.

Il combinera les avantages de la mer et de l'arrière pays pour les futures visiteurs: cyclotourisme, randonnées, visites culturelles, marchés et artisanats locaux.

Les communes rétro littorales doivent pouvoir bénéficier de l'économie touristique, aujourd'hui ultra concentrée sur les stations balnéaires littorales.

Les petites communes rurales souffrent d'un manque de moyens financiers et d'un tissu économique attractif.

Ce rééquilibrage des flux touristiques et de ses retombées positives en faveur d'une commune rétro littorale va dans le bon sens.

Contribution n°51 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 12h12

Résidente depuis plus de 30 ans au Village de la Vache Verte, je peux affirmer que cet endroit est un havre de paix.

Pourquoi ne pas faire la même chose à Colline Beaumont. Le cadre est idyllique. Ceux qui posséderont un mobil home pourront apprécier le calme et la nature.

L'équipe qui gère ce projet est très soudée. Tout ce qui est entrepris est bien fait et bien reflechi. Cela permettra de créer des emplois durables et la commune profitera des retombées fiscales.

Je trouve très courageux de vouloir donner à des familles la possibilité de venir se détendre et de s'évader dans une région aussi belle.

Heureusement qu'il y a des personnes qui osent faire bouger les choses pour apporter un dynamisme à leur commune.

Contribution n°52 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 13h00

Je suis habitant de Colline Beaumont je ne comprends pas qu'il y a pas eu une concertation avant avec les habitants du village qu'on apprenne comme cela, il est facile pour des personnes n'habite en pas Colline que cela soit un superbe projet créer un camping sur 17 ha donc plus grand que la vache verte, sachant que ce ne l le seul camping qui leur appartient et dans 20 ans ils iront dans quel village pour s'agrandir encore. La vache verte n'a rien apporté à Conchil le temple il n'y a pas de boulangerie, il n'y a pas de boucherie, il y a juste un commerce qui a changé 2 fois deux propriétaires parce que personnes ne va là-bas, ils ont tout dans la vache verte je pense que les villageois de Colline n'ont pas besoin de ça

Contribution n°53 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 14h15

Proposer un nouveau projet touristique d'hôtellerie de plein air à Colline Beaumont m apparaît être :

-un engagement politique, financier, au service d'un tissu économique local.-un réel atout touristique : au pied de la côte d'opale

L'exemple du village de la vache verte permet de croire à une belle cohabitation entre touristes et locaux, à un développement touristique dans respect et la valorisation de l'environnement.

On ne peut qu'approuver un tel projet.

Contribution n°54 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 14h23

Des emplois, une offre touristique dans le respect de l'environnement.

Voilà un projet attrayant pour le village de colline Beaumont, un réel atout pour notre jeunesse en terme d'emplois. Je ne vois aucun élément péjoratif notamment au vu de ce qui a été fait au village de la vache verte.

Contribution n°55 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 15h17

Pourquoi Madame la mairesse ne prévient pas les gens qu'ils achètent des terrains ou des nouvelles maisons de ce projet?

Contribution n°56 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 16h09

Pas d'inquiétude à avoir car quand on connaît le village de la vache verte on voit bien que c'est fait avec le respect de l'environnement et qu'il n'y a pas de nuisances sonores

De plus il se fond dans le paysage avec ses végétaux luxuriants Ce nouveau camping est à la sortie du village donc bien placé

Nous habitons dans une région touristique alors apprenons à cohabiter avec les touristes qui ne l'oublions pas font vivre des commerces qui disparaîtraient sans eux

Contribution n°57 (Web)

Proposée par Huyghe Julien (Julien.huyghe6291@gmail.com) Déposée le samedi 10 mai 2025 à 19h52

Adresse postale : 616 Rue Charles Heno 62180 Colline Beaumont

Nous sommes contre cette installation de camping dans notre commune. En effet, nous avons choisi de vivre dans ce village pour son côté paisible et sécuritaire pour nos enfants. L'affluence de centaines de personnes peuvent remettre en cause ceci sans compter les désagréments environnementaux liés à une telle installation.

Ce village de 130 habitants doit rester un petit village calme où il fait bon vivre.

Contribution n°58 (Web)

Proposée par PAULINE (pauline.muys@hotmail.fr)

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 19h55

Adresse postale : 616 RUE CHARLES HENO 62180 COLLINE BEAUMONT

Je ne souhaite pas voir ce camping émerger dans cette commune paisible, que nous avons choisi pour sa tranquillité. Je ne vois pas en quoi ce projet serait bénéfique pour les riverains et le village d'un point de vue environnemental.

Je suis totalement contre.

Contribution n°59 (Web)

Proposée par denys freddy (tazsuzuli@orange.fr)

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 22h13

Adresse postale : 232 rue de tigny 62180 Hauts-de-France

je suis contre la creation du camping car persone ne ce soucis de l'emploie meme pas les elues je suis en recherche d'emploie et persone ne c'ent soucis mr denys 232 rue de tigny 62180 colline beaumont

Contribution n°60 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 10 mai 2025 à 23h41

-perturbation de la tranquillité : nuisances sonores, troubles de voisinage,...

-impact sur l'environnement : pollution, destruction du milieu naturel..

-gêne visuelle : paysage rural dénaturé

-augmentation du trafic dans le village

-sur tourisme et modification de l'identité local

Contribution n°61 (Web)

Proposée par demars christophe (christophe.demars@orange.com) Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 10h19

Adresse postale : 1026 rue charles heno 62180 colline beaumont

Je souhaite exprimer mon total désaccord avec ce projet.

Ma femme et moi avons acheté en 2016 une maison sur la commune de Colline Beaumont pour être notre résidence secondaire. Vivant et travaillant à Paris, nous avons recherché un projet à la campagne, au calme, loin de toute l'agitation et de l'activité urbaine. C'est dans ce contexte que nous avons été séduits par la commune de Colline Beaumont, par sa nature préservée et par son cadre loin de l'activité touristique.

Plusieurs problèmes se posent par rapport au projet

- une consultation reposant sur des informations très partielles ne permettant pas de se faire une idée de l'ampleur du projet
- une communication défaillante pouvant suggérer aux habitants qu'on leur cache des choses
- le risque de subir des nuisances tant du point de vue sonore que du point de vue de la circulation Au final , le risque de voir un environnement très préservé se transformer drastiquement.

Les communes rurales doivent conserver leur caractère et leur calme. Héberger un immense camping 5 étoiles me semble en totale dissonance avec le lieu, la commune et ses habitants.

A ce stade sauf à avoir des garanties sérieuses que rien ne changera et que Colline Beaumont conservera son caractère champêtre et paisible, c'est un grand Non à ce projet !

Contribution n°62 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 11h35

Habitant du coin, je ne comprends pas comment il est encore possible de proposer un projet pareil à notre époque. Je suis totalement contre ce projet qui prévoit encore une fois de détourner 17 ha de terres nourricières pour du loisir.

Le dérèglement climatique impacte notre environnement, ce qui induira des récoltes moindres et donc un besoin accru en surface agricole pour palier cette baisse.

Coline Beaumont est un village rural avec une nature préservée, tranquille et doit le rester.

Implanter un camping c'est forcément apporter des nuisances avec (augmentation du trafic, augmentation du bruit, bétonissation de la voirie...)

Allons implanter cela sur une friche industrielle et surtout concentrons la surface d'occupation par mobile home. Plus de 300 m2 pour un seul emplacement, ce n'est plus du luxe mais du délire.

Pensons aux générations suivantes car l'argent ne se mange pas. Stop à ce projet.

Contribution n°63 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 13h26

Le besoin de ce camping est il nécessaire? il y a déjà de très gros camping dans la commune voisine de Conchil le temple, qui amène peu au niveau de la consommation locale, cf restaurant épicerie dans le camping.. Circulation forte les week end d affluence, non respect de la signalisation stop et des limite de vitesse. D autre projet serait plus pertinent.

Contribution n°64 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 14h06

Ce mega camping aggraverait encore le tourisme de masse déjà délétère dans notre region. Et continuerait à détruire l équilibre fragile de la nature...Projet inutile et néfaste !

Contribution n°65 (Web)

Proposée par Lejeune José (jose.lejeune@wanadoo.fr)

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 14h18

Adresse postale : Lieu dit Mézien 04200 Entrepierres

Encore un projet à la botte du capitalisme et de ceux qui aiment tirer profit de la masse touristique. il est temps de préparer l'avenir des générations futures : utiliser ces nombreux hectares du projet en plantant des arbres et cultures associées pour tenter de stopper la dégradation de la nappe phréatique et préserver la biodiversité. La côte d'Opale a perdu son âme : le béton et le fric ont remplacé la nature et la tranquillité d'y vivre.

Dans ce projet, les élus montrent leurs vrais visages en oubliant d'informer et de consulter les premiers concernés : les citoyens. L'enquête publique est obligatoire, ils ne peuvent pas passer outre et cela doit les exaspérer de voir que leurs idées ne sont pas partagées.

Contribution n°66 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 14h30

Je n'habite pas la commune de Colline Beaumont mais ai l'habitude de m'y promener à vélo. La D143 entre conchil le temple et colline beaumont est une voie déjà régulièrement empruntée par les automobilistes. L'arrivée d'un camping risque fortement d'accroître la circulation et d'augmenter les problèmes de sécurité pour les cyclistes et randonneurs.

Je trouve également dommage de détruire la nature environnante pour un tel projet.

Contribution n°67 (Web)

Proposée par Durant Caroline

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 16h29

Je suis contre ce projet de camping qui constitue (s'il se réalisait) une des raisons pour lesquelles j'ai quitté ce département qui ne possède plus que des "peaux de chagrins" d'espaces naturels. Un camping ne génère que quelques emplois à temps plein mais surtout des emplois saisonniers qui maintiennent les gens dans la précarité au niveau du travail. Un camping a un impact sur la nature : on aura beau replanter quelques arbres, il faudra toute une infrastructure pour installer les mobile-home, faire venir l'eau, l'électricité, gérer les déchets, faciliter l'accès des voitures, sans compter la désertion d'une faune sauvage déjà bien mise à mal dans nos sociétés. Il est urgent d'arrêter les projets qui détruisent la biodiversité indispensable à la survie de l'homme.

Contribution n°68 (Web)

Proposée par MARJORIE (marjorie.jagic@gmail.com)

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 16h36

Adresse postale : 171 RUE DU COMMUNAL 62155 MERLIMONT

Colline Beaumont est l'endroit idéal pour ce projet.

Bien-sûr que les avantages sont nombreux et la liste serait trop longue . Ce projet m'évoque des des choses positives. Création d'emploi dans un cadre naturel et verdoyant, développement du potentiel touristique de la région, développement de l'économie locale et des commerces, hébergements supplémentaires en plein air, activités de loisirs et détente., en famille au cœur de la nature. (vélo, etc) .

Tout cela est possible dans le respect de la nature et de l'environnement bien évidemment.

Contribution n°69 (Web)

Proposée par Feutry Michel (michelfeutry@free.fr)

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 17h33

Le projet de camping de Colline-Beaumont me semble surdimensionné.

1. Les routes locales ne permettent pas de supporter le flux de circulation provoqué par ce grandiose projet. Les cyclistes qui sillonnent les routes du secteur seront en danger.

Les habitants des villages environnants connaîtront de nombreuses difficultés lors de leurs déplacements.

Les engins agricoles, de plus en plus larges seront également gênés dans leurs déplacements sur des routes souvent trop étroites.

2. 17 hectares sur cette zone(si j'ai bien compris), c'est autant de terres agricoles qui disparaissent au détriment de la production locale et de la consommation locale.

3. Le tourisme de masse provoque déjà de gros problèmes aux locaux quelque soit la région ou le pays. Pour éviter les conséquences néfastes du tourisme, il me semble important de réduire la taille des projets de ce genre.

4. Comment seront traitées les eaux rejetées par les touristes dont le nombre serait nettement plus important que les 129 habitants dénombrés en 2022 sur cette commune? Idem pour les déchets ménagers! Quelles conséquences pour l'Authie

5. En tant qu 'habitant du Pas-de-Calais, j'aimerais pouvoir pratiquer et vivre un tourisme à taille humaine sans la concentration provoquée par ce genre de projet gigantesque.

Contribution n°70 (Web)

Proposée par STASZKIEWICZ François (diadek51@orange.fr)

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 18h26

Adresse postale : 8 chemin des Pres Hauts 62170 LA CALOTTERIE Non au camping de luxe qui accapare nos terres agricoles

Contribution n°71 (Web)

Proposée par LÉVÊQUE Denis (denis-leveque@wanadoo.fr)

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 19h31

Adresse postale : 171 Rue du Communal 62155 Merlimont

Je soutiens à 100% le projet de camping à Colline-Beaumont qui permettra de mettre en lumière cette belle commune auprès des touristes. Cela permettra aussi de développer l'économie locale et de créer de nombreux emplois.

Contribution n°72 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 19h35

Beau projet, correspond à une valorisation de cette zone, à suivre. LMD

Contribution n°73 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 19h41

Un beau projet ! Il suffit de constater le professionnalisme de cette entreprise bien visible au village de la vache verte ... le soin apporté aux espaces verts et toutes ces plantations qui sont un véritable atout environnemental (refuge de nombreuses espèces !)

... et que dire de l'emploi ? Mère des batailles dans notre région ! Emplois directs et indirects ... et chaque emploi compte!

Contribution n°74 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 20h04

Bravo d'oser entreprendre et de proposer un projet créateur d'emplois directs et indirects de proximité non délocalisables et cela est précieux pour nos communes rurales ! Sommes une région touristique et il faut soigner l'accueil des touristes régionaux et étrangers avec des propositions de haute qualité!

De plus , la végétalisation contribuera à agrandir le patrimoine écologique du territoire en témoigne le village de la vache verte ...

Contribution n°75 (Web)

Proposée par Stéphane (T2_59@hotmail.com)

Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 20h56

Ce projet 5 étoiles qui semble générer des tensions et des inquiétudes légitimes, mais il ne le devrait pas.

Les initiateurs de ce projet sont des gens expérimentés et instruits, de la région en plus, et qui gèrent et possèdent déjà d'ailleurs dans le secteur 2 campings renommés et respectueux de l'entourage, de l'environnement et du voisinage, avec des règles intransigeantes de la direction sur le calme, et cela depuis plus de 30 ans !

Nul doute que leur descendance saura en faire de même avec celui-ci et faire perdurer ce précieux héritage avec ce nouveau camping, afin de faire rayonner notre belle région qui est touristique, ne l'oublions pas !

Demandez des engagements et des garanties auprès d'eux, mais ne tuez pas ce beau projet qui apportera à tous de la valeur ajoutée.

Contribution n°76 (Web)

Proposée par Alexandra DE ROCKER (de.rocker.alexandra@gmail.com) Déposée le dimanche 11 mai 2025 à 22h01

Adresse postale : Rue Charles Héno 62180 Colline-Beaumont

Je suis fermement opposée à l'implantation du camping à Colline-Beaumont.

Récemment, j'ai appris par des canaux informels qu'un projet de camping de mobil-homes est en cours d'élaboration sur notre commune. Cette information ne m'a pas été communiquée par la mairie de manière officielle, ce qui soulève plusieurs préoccupations quant à la transparence et à la gestion de ce projet.

En tant que propriétaire à Colline-Beaumont, j'ai choisi cette commune précisément pour son calme, son caractère rural et sa qualité de vie. C'est donc avec un profond désaccord que je réagis face à la manière dont le projet de camping tente d'être imposé à la population.

Voici les raisons pour lesquelles je m'oppose fermement à ce projet :

Non au mirage économique.

L'idée de « rééquilibrer les flux touristiques » peut sembler séduisante sur papier. Mais elle ne tient pas compte de la réalité locale. Colline-Beaumont n'a pas d'infrastructure touristique : une seule rue principale, aucun commerce, aucun service. Il s'agit d'un petit village résidentiel composé uniquement d'habitants propriétaires, sans tissu économique pour accueillir ou tirer profit d'un afflux touristique.

Création d'emplois très limitée, uniquement saisonnière. La majorité des vacanciers en mobil-home cuisinent sur place, ce qui ne profite à aucun commerce local... surtout quand il n'y en a pas. Le projet vise à installer un camping fermé, avec des mobil-homes privés et des commerces internes (épicerie, bar, etc.). Ce type de projet ne génère aucune dynamique pour le village et ne profite pas aux commerces locaux, contrairement à ce qui a été suggéré. Il crée plutôt un repli communautaire et ne contribue pas à l'animation économique du village.

Attirer des touristes dans un endroit sans services, c'est créer une fausse promesse. Il n'y a pas de retombées économiques locales possibles si les visiteurs restent confinés à un camping privé, sans contact avec l'économie du village.

Impact écologique majeur : Pompage des eaux usées vers une station d'épuration située plus haut, avec rejet du liquide « traité » dans un espace naturel protégé : un procédé énergivore, risqué et injustifiable. Plantation de quelques arbres en « compensation »

? Cela ne compense en rien la pression exercée sur les ressources en eau, la production de déchets, les nuisances sonores et lumineuses.

Un projet imposé sans consultation réelle

Aucune communication officielle ne m'a été adressée. L'information a circulé uniquement par voie officieuse, ce qui constitue une violation manifeste du droit à l'information des citoyens. Le fait qu'un projet de cette ampleur ne soit pas discuté publiquement avant d'être lancé est inacceptable et suscite une grande méfiance.

Les avis citoyens sont censés être traités par un commissaire-enquêteur neutre. Toutefois, étant donné les liens étroits entre certains décideurs locaux et les promoteurs, la crédibilité et l'indépendance réelle de cette procédure peuvent être légitimement mises en doute. C'est pourquoi une surveillance stricte et extérieure est nécessaire, afin d'assurer une analyse impartiale des avis déposés.

Conflits d'intérêts et absence de transparence

Il existe des preuves que ce projet est directement lié à des intérêts privés de personnes influentes dans la région, notamment à travers des liens étroits avec des membres de l'équipe dirigeante locale. Cette situation soulève des questions sur la gestion non transparente de ce projet et pourrait être vue comme un abus de pouvoir au profit de certains, au détriment de l'intérêt général.

Contribution n°77 (Web)

Proposée par Catherine Durant (c-durant@hotmail.fr)

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 09h44

Je viens d'apprendre la création de ce nouveau camping à Colline Beaumont qui en possède déjà un "la Vache Verte, pour combien de temps avant d'être dans le "Rouge". Encore de la bétonnisation , de la pression sur les infrastructures de ce village que cela va engendrer. Ce projet est inadapté et uniquement justifié par les décideurs, les habitants n'ayant pas été consulté, sous prétexte de la région à vocation touristique. La "bête-tonisation de la Côte d'Opale est devenu la coqueluche de nos Élu-e-s locaux accordant tout aux promoteurs immobiliers alors que nous devrions préserver ces terres pour l'équilibre de la nature et la beauté de ces paysages. Laissons la nature en paix Merci

Contribution n°78 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 10h12

Je suis fermement contre l'extension du camping et je réside à Colline-Beaumont. Alternative constructive au projet de camping = logement!

Si l'objectif est réellement de faire briller la région comme une sorte de "petit Touquet-Paris-Plage", cela doit se faire avec une architecture de qualité qui valorise le paysage – et non pas avec des rangées de caravanes moches et négligées.

La commune, et plus largement la région de Fort-Mahon / Conchil / Colline-Beaumont, souffre d'une grave pénurie de logements locatifs. Il y a une demande claire pour des logements abordables pour les jeunes, les familles locales et les travailleurs saisonniers qui souhaitent s'installer dans la région, mais qui n'ont pas accès à des options de location de qualité.

Un projet de résidences à taille humaine (appartements de qualité, faible hauteur) comblerait non seulement ce manque, mais contribuerait également à un développement plus durable de la zone, tout en respectant l'environnement rural du village.

De tels logements pourraient attirer une population stable qui, à long terme, maintiendrait la vitalité du village (école, mairie, vie associative), contrairement au tourisme de masse qui se concentre uniquement durant les mois d'été.

Une vision moderne et durable de l'aménagement du territoire implique un équilibre : préserver la qualité de vie pour les habitants locaux et aborder de manière proactive les besoins en matière de logement. Si nécessaire, le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) devrait être révisé, en tenant compte des défis futurs liés aux risques d'inondation, comme prévu dans le Plan 2100 pour les zones inondables.

Contribution n°79 (Web)

Proposée par Stangret Christine (cr.stangret@gmail.com)

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 10h43

Adresse postale : 157 rue Michel Poulain 62780 Cucq

Bonjour,

Je suis contre la création d'un camping d'une telle taille sur la commune de Colline Beaumont.

J'y vois une conséquence du réchauffement climatique : notre belle région, la côte d'Opale et son arrière-pays, longtemps dédaignée par les touristes ("C'est le noooord"), devient maintenant désirable. La pression immobilière augmente, les campings municipaux sont rachetés et deviennent des campings privés, les terres agricoles diminuent comme à Colline Beaumont pour ce projet de camping. Partout dans notre région on abime la nature et on dégrade l'environnement et le cadre de vie pour amener un tourisme de masse qui n'apporte rien de positif aux populations locales et qui on contraire n'a que des conséquences négatives : surpopulation sur une très courte période: Juillet-Août et les ponts du mois de mai, désertification le reste de l'année, diminution de la biodiversité, ...

Alors d'accord pour un camping à taille humaine bien intégré dans l'environnement mais pas d'accord pour ce projet démesuré.

Contribution n°80 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 11h47

Et voila !!! encore un camping ! bientôt il y aura plus d'habitants dans les campings que dans nos villages qui ont plutôt besoin d'habitants à l'année, qui mettent leurs enfants dans nos écoles, et qui font fonctionner nos commerces 365 jours par an.

Quand ? les élus diront stop à ces virus visuelles dans nos paysages de campagne ? Les centaines de voitures par jour qui traversent nos rues ? au point de ne plus pouvoir se parler devant nos maisons ? A la pollution carbone émis par celles ci, au stop des villages ? Les klaxonne à pas d'heures ? les soirées musicales ?

Tout ça pour les profits personnels de certains ! Car les taxes partent à la communauté de commune pas à nos villages... le croire est vraiment hilarant.

Les emplois !!! Il ne faut pas rêver, ce sont les employés de Conchil qui participerons à l'entretient de Colline. 5* cela veut dire épicerie sur place, du pain, et restaurant ect donc aucunes retombées dans nos commerces et emplois.

Colline est le dernier petit village de notre secteur, " des gaulois" qui n'ont pas cédés au lumières trompeuses depuis le début de ce projet il y 25 ans.

Battez vous , pour garder votre village, calme et serein avec le plaisir de voir des chevreuils, des lapins, des sangliers car

sachez le ! ce ne sera que le début, La vache verte n'était qu'un tout petit camping au début, ne l'oubliez pas !

Contribution n°81 (Web)

Proposée par Lequien philippe (Lequien.philippe@orange.fr) Déposée le lundi 12 mai 2025 à 13h10

Adresse postale : 1 lotissement des Charbonniers 51530 Chavot

Bonjour, je souhaiterais obtenir toutes les informations sur le projet de Camping et son emplacement exact sur la commune de

Colline Beaumont. Merci

Contribution n°82 (Web)

Proposée par Lequien Philippe (Lequien.philippe@orange.fr) Déposée le lundi 12 mai 2025 à 13h19

Adresse postale : 1 lotissement des charbonniers 51530 Chavot

impossible de trouver l'emplacement exact du projet. Nous avons fait l'acquisition d'une magnifique petite maison en résidence secondaire sur la commune de Colline Beaumont, le but étant de pouvoir s'y reposer, et malheureusement la construction d'un camping sur les hauteurs apporterait des nuisances sonores indiscutables. Jeux aquatiques, toboggan véhicules... nous connaissons l'enjeu financier pour une commune, mais la tranquillité des citoyens est à prendre en compte également.

Contribution n°83 (Web)

Proposée par Thierry RIGAUX (rigaux.th@gmail.com)

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 13h44

Adresse postale : 11 RUE D'ARMOR 80090 AMIENS

Dans un contexte où on s'interroge à la fois sur la sur-fréquentation touristique du littoral et sur les pertes de terres agricoles, le projet de camping apparaît comme démesurément étendu. 17 hectares dédiés à ce camping, c'est démesuré. Le territoire dispose déjà d'une offre de logement en campings considérable et on ne peut pas continuer à artificialiser les terres toujours plus.

Si un projet de camping doit aboutir, même si l'opportunité est douteuse, alors il faut qu'il soit de taille plus modeste et que son intégration paysagère soit vraiment soignée, avec un pré-verdissement du site afin que les mobil homes ne constituent pas une verrue paysagère supplémentaire.

Bref, dans tous les cas, le projet dans son ampleur actuelle me semble constituer une pression environnementale excessive, sans parler des nuisances vis à vis des habitants des lieux.

Le tourisme est évidemment un atout énorme pour le territoire mais il faut savoir raison garder dans son développement déjà très important.

Je suis donc défavorable au projet actuel. Thierry Rigaux

Ingénieur agronome et écologue

Contribution n°84 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 14h10

Pour l'objection n°82: Bonjour Mr. Lequien, Voici le lien vers l'emplacement du camping. https://www.registre-dematerialise.fr/6203/download/component/89853/dossier-de-presentation-de-la-concertation-prealable

Contribution n°85 (Web)

Proposée par Woycinkiewicz Frédérique (fw7@wanadoo.fr)

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 14h34

Adresse postale : 4 rue des mariniers 75014 Paris

Je viens fréquemment à Colline-Beaumont en visite chez des amis qui ont une résidence secondaire depuis une dizaine d'années et envisagent d'y passer beaucoup plus de temps à la retraite. Je tiens, par solidarité avec mes amis, à exprimer mon opposition à ce projet qui me parait être mû que par l'intérêt financier d'un petit nombre.

Colline Beaumont est un village rural préservé que ce projet pourrait profondément bouleverser sans garantie d'un bénéfice économique durable pour la population locale. L'installation d'un tel camping entraînera une perte de terres agricoles, ce qui aura un effet direct sur l'activité agricole locale et la biodiversité de la région.

Ce type d'infrastructures légères a des incidences en terme de gestion des eaux usées et des déchets et est particulièrement soumis aux risques d'inondation et de coulée de boue avérés dans la région et dont la fréquence s'accélère avec le réchauffement climatique.

De plus, un camping de grande taille augmenterait les nuisances sonores et modifierait profondément le paysage rural et la tranquillité qui caractérisent le village de Colline-Beaumont, au détriment de la qualité de vie de ses habitants.

D'autres solutions de développement respectueuses de l'environnement agricole et de l'identité rurale de Colline Beaumont doivent pouvoir s'envisager.

Contribution n°86 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 14h45

NON ! UN GRAND NON ! nous avons rien que sur les communes de Conchil-Villers-et proche de Villers- plus de 2000 mobil homes, sans compter ceux de la côte. C'est bon, nous ne sommes pas la cote d'azur ! Voulez vous les mêmes problématiques de circulation ! de pollution ! il va falloir faire 30 kms dans les terres pour pouvoir être à la campagne ? Pouvoir faire ses courses tranquille ? c'est déjà compliqué maintenant. Déjà que les élus nous mettent des sens interdits a tout va !

plus moyen de circuler sans être dans les bouchons au feu de Conchil. Le comble !! Alors non stop aux profits sans penser aux locaux qui en pâtissent ! MARRE DE CES GROSSES G... QUI NE PENSENT QU'A LEURS PORTEFEUILLES !

Contribution n°87 (Web)

Proposée par Magniez blandine Déposée le lundi 12 mai 2025 à 14h53

Adresse postale : 652 Rue Charles Heno 62180 Colline-Beaumont Contre l installation d un camping.

Un village si paisible ou il y fait bon vivre. COLLINETTE Laisser le village avec son calme et ses plaisirs.

Aucun avantages pour les villageois, uniquement des désagréments, et des inconvénients! Du bruit, des passages incessants, de l insécurité.

Pensez-vous qu un camping serait en HARMONIE avec le village.

Contribution n°88 (Web)

Proposée par Janczak Mickaël Déposée le lundi 12 mai 2025 à 15h17

Adresse postale : 652 Rue Charles Heno 62180 Colline-Beaumont NON au camping!

Passe passe ton chemin! Et ne viens pas gâcher notre beau village verdoyant. Laisser les animaux de la plaine tranquillent ainsi que la végétation.

Danger pour les villageois avec des passages incessants. Un camping est loin d être HARMONIEUX

Contribution n°89 (Web)

Proposée par Bruno Villalba (villalba.bruno@gmail.com)

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 17h19

Adresse postale : 75 rue du Général de Gaulle 59370 Mons en Baroeul

Le projet prévoit l'aménagement d'un camping de 500 emplacements sur une surface d'environ 17 hectares de terres agricoles. Cette emprise représente de l'ordre de 350 m² par emplacement, une superficie conséquente qui soulève plusieurs interrogations : Impact sur le foncier agricole : La conversion de 17 hectares de terres agricoles représente une perte significative d'espaces productifs.

Densité d'aménagement : La superficie allouée par emplacement suggère un aménagement extensif qui pourrait fragiliser les écosystèmes locaux.

D'où plusieurs observations critiques :

1- Tourisme de Masse

Le projet semble s'inscrire dans une logique de développement touristique quantitatif plutôt que qualitatif. Risque de saturation des infrastructures locales.

Potentielle détérioration de l'attractivité du territoire.

2) Circulation : sécurité et Tranquillité

Impact significatif sur la circulation locale, notamment en période estivale. Nuisances potentielles pour les riverains (bruit, flux de véhicules).

3) Alternatives à Considérer Réhabilitation de sites existants

Développement de formes de tourisme plus durables et intégrées Projet de plus faible emprise et mieux intégré au territoire

D'où certaines recommandations :

Réduire significativement l'emprise foncière du projet. Conduire une étude d'impact environnemental approfondie.

Privilégier un aménagement touristique qualitatif et respectueux des écosystèmes. Associer étroitement la population locale aux réflexions.

Envisager des solutions alternatives moins consommatrices d'espace.

En conclusion : Le projet de camping tel que présenté soulève de nombreuses interrogations quant à sa pertinence et sa durabilité. Il est crucial de repenser son dimensionnement et ses modalités d'intégration territoriale. La concertation publique doit être un réel espace de dialogue et de co-construction, permettant d'aboutir à un projet plus respectueux des enjeux environnementaux et sociaux locaux.

Contribution n°90 (Web)

Proposée par STANGRET Robert (Robert.stangret@laposte.net) Déposée le lundi 12 mai 2025 à 21h56

Adresse postale : Robert Stangret 157 rue Michel Poulain 62780 Cucq

Ce projet va engendrer une perte de terre agricole très importante. Il va engendrer des répercussions importantes sur les infrastructures (routes, réseaux d'eau, ...). Et cela pour une occupation sur des périodes courtes par an : juillet, août et quelques week-ends au printemps. Cela n'apportera aucune plus value pour les populations de la région, au contraire.

Un projet de taille plus raisonnable serait acceptable.

Contribution n°91 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 22h05

Implanter 500 emplacements d'habitat léger sur une surface agricoles de 17 ha, c'est artificialiser une fois de plus un espace libre de construction et imperméabiliser une surface non négligeable pour le réseau routier de desserte. Qui parle de zéo artificialisation nette ? Que deviendront les eaux de ruissellement dees chaussées et des bâtiments ? Cette nouvelle perte de 17ha de terres agricoles s'ajoute aux grands projets inutiles qui fleurissent sur le littoral comme celui de Tropicalia. Nul doute que ce n'est pas le souci du promoteur ni du propriétaire foncier qui cède le terrain.

500 habitations légères c'est aussi 500 voitures à minima les WE et pendant la belle saison dans ce petit village et de nouvelles nuisances pour certains. Nous avons été alertés il y a quelques années par la destruction d'un superbe alignement de saules têtards séculaires pour la construction d'un lotissement. Aucune mesure de sauvegarde de ce patrimoine naturel et paysager n'avait été prise. On peut craindre qu'il en sera de même si une zone naturelle est présente sur le site choisi.

Si le projet devait toutefois se confirmer, il serait raisonnable de réduire significativement le nombre d'emplacements et l'emprise foncière car il s'agit bien ici avec ce projet de promouvoir ce tourisme de masse qui va bientôt asphyxier la zone littorale. Choisir entre un tourisme de masse et un tourisme responsable est de la responsabilité des élus.

Les décideurs passent mais les réalisations malheureuses impactant le futur perdurent...

Contribution n°92 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 12 mai 2025 à 22h54

Je préfère voir s'installer un camping bien construit et bien géré qu'un retour à une agriculture intensive qui anéantit toute vie animale avec les traitements toxiques

Contribution n°93 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 00h32

Question préalable pour J.-P. PRUVOST: quand allez-vous nous rendre l'usage du Chemin du stade qui est toujours une voie communale et dont vous vous êtes illégalement attribué l'usage depuis plusieurs années? Les Conchilois

Contribution n°94 (Web)

Proposée par DECOTTIGNIES-BLIN Grégoire (jean-yves.blin0805@orange.fr)

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 10h09

Adresse postale : 1167 rue Charles Héno 62180 Colline Beaumont

NON à un projet démesuré : protégeons notre village.

Habitant et agriculteur dans ce petit village de 140 habitants, je m'oppose au projet de création d'un camping d'une telle taille sur notre territoire.

Ce projet totalement disproportionné par rapport à la taille de notre commune, menace notre qualité de vie, et notre environnement.

Accueillir potentiellement plusieurs milliers de campeurs, soit une population jusqu'à 20 fois supérieure à celle du village, bouleverserait radicalement notre quotidien et engendrerait des complications professionnelles pour ma part (Difficulté pour circuler l'été avec les engins agricoles pendant la saison estivale)

Les infrastructures actuelles (voirie, eau potable, assainissement, sécurité) ne sont pas dimensionnées pour un tel afflux.

Enfin, ce camping mettrait en péril l'identité même de notre village, son calme, sa convivialité et son patrimoine. Nous ne voulons pas devenir une "zone touristique" déshumanisée, mais rester un lieu de vie authentique, respectueux de son histoire et son environnement.

Contribution n°95 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 11h54

Non à un projet démesuré au seul bénéfice d'intérêts privés

Il est inacceptable qu'un projet de cette ampleur serve essentiellement à enrichir une seule personne dont les liens avec ce projet sont bien connus dans la région. L'objectif réel semble moins être le développement du village que le remplissage d'un portefeuille déjà bien garni.

Quant à l'argument de la création d'emplois, il est essentiel de souligner que sur la grande camping de Conchil, seulement 15 personnes sont employées, et ce uniquement de manière saisonnière. Ce chiffre faible montre que, même dans le cadre d'un projet touristique plus large, la promesse d'une véritable création d'emplois durables pour la communauté locale est largement surestimée. Les emplois qui seront créés dans ce projet ne profiteront pas aux habitants de Colline-Beaumont, mais à un nombre restreint de travailleurs saisonniers, dans un cadre de travail précaire.

Si ce projet avait été un véritable projet local, pensé avec et pour les habitants, il aurait pu prendre une toute autre forme : un petit camping respectueux de l'environnement, réservé aux randonneurs, cyclotouristes ou familles modestes voyageant en tente. Un accueil paysan, intégré au tissu du village, avec une petite épicerie tenue par un habitant de Colline-Beaumont, aurait pu être source de vie et de liens humains.

Mais ici, il s'agit d'un projet industriel, fermé sur lui-même, qui ne laisse aucune place à l'économie locale. Une opération de plus à visée spéculative, au mépris du cadre de vie et de la volonté des habitants.

Nous refusons que notre village devienne le théâtre d'enrichissements personnels déguisés en « projets touristiques ». Le respect des citoyens passe avant les profits de quelques-uns.

Contribution n°96 (Web)

Proposée par Henry (henry.verbrugghe@gmail.com) Déposée le mardi 13 mai 2025 à 12h19

Adresse postale : 13 Esplanade Parmentier 62600 Berck

Il ne me semble pas très responsable d'artificialiser, toujours un peu plus, les terres agricoles. A fortiori dans un but essentiellement mercantile, si encore celà relevait de l'intérêt général, mais c'est juste l'inverse.

Rappelons nous les inondations de l'hiver précédent et des risques pour les prochains prochains !

L'industrie du tourisme engendre déjà saturation et rejet sur la côte et à l'intérieur des terres. Alors non à ce projet démesuré. Cordialement

Contribution n°97 (Web)

Proposée par Grosot Kelly (lily02240@hotmail.fr)

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 12h48

Adresse postale : 56 Route de Colline 62180 Conchil-le-Temple

Nous sommes contre un nouveau camping aussi proche. Il y a déjà 3 camping sur conchil le temple.

Un camping supplémentaires dans le village voisin veut dire plus de passage/monde, plus de nuisance sonore, plus de voiture qui roule vite sur l'axe principal qui est une départementale.

Nous n'avons pas envie que notre lieu de vie devienne bruyant comme une autoroute.

Contribution n°98 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 15h06

Personnellement,je ne passerai pas mes vacances dans ce camp de concentration de mobli home. Halte au grignotage des sols.

Contribution n°99 (Web)

Proposée par Marie-Hélène

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 16h48

Et c'est 17 ha de terres agricoles qui disparaitront si le projet aboutit. C'est un peu honteux quand même de privilégier le luxe à l'outil de travail. D'autant qu'il y a des équipements un peu partout.

Je ne suis plus très favorable à la défense des agriculteurs à cause du comportement de leurs représentants mais là c'est abusif. La surface est énorme et pour cette raison, je me positionne défavorable au projet.

MH

Contribution n°100 (Web)

Proposée par GDEAM-62 Présidente (gdeam.asso@wanadoo.fr)

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 17h08 Adresse postale : 1 rue de l'église 62170 ATTIN

Le GDEAM-62 est une association Loi 1901 qui dispose de l'agrément préfectoral départemental.

L'association s'exprime au nom de ses 370 adhérents individuels et de 4 associations adhérentes ce qui totalise plus de 500 personnes.

Si le principe d'un projet de camping de luxe tel que celui de Colline-Beaumont est prévu au SCOT de 2013, les années ont passé et l'approche de la consommation d'espace rural, en particulier, a radicalement changé.

La loi "Climat et résilience" de 2021 a pris en compte la nécessité de mettre un grand coup de frein radical à la consommation d'espace de nature comme d'espace agricole. Elle a mis à l'ordre du jour de façon impérative la sobriété foncière .

Or que nous annonce le projet de camping de Colline-Beaumont ? La consommation de 17 hectares de terres agricoles pour 500 habitats légers susceptibles d'accueillir 2000 personnes. Cela représente près de 350 m2 par résidence, tous services confondus. On est loin de la sobriété foncière pour ce terrain de camping!

L'habillage paysager avec plantations ne saurait compenser la consommation de 17 hectares de terres agricoles. Quand bien même ces terres seraient-elles exploitées aujourd'hui dans un contexte intensif, elles n'en sont pas moins des terres agricoles, peut-être exploitées à l'avenir dans un autre système. La perte de la fonction de terres agricoles est bien une réduction de la capacité des terres locales à nous nourrir.

Par ailleurs, créer de toutes pièces un hébergement pour 2000 personnes, c'est créer littéralement une ville nouvelle à l'échelle du territoire. A titre d'exemple, la ville voisine de Montreuil-sur-mer ne totalise pas 2000 habitants ! Elle est pourtant sous-préfecture et offre de nombreux services au territoire : écoles maternelles, primaires, collèges, lycées, cinéma, théâtre, musée, commerces, centre des impôts...

Quels services au territoire environnant, la ville nouvelle du camping de Colline-Beaumont offrira-t-elle ? On cherche désespérément...

En revanche, cette ville nouvelle sera source de charges pour la collectivité : consommation d'eau à hauteur de celle de la ville de Montreuil en été, production de déchets à traiter, production d'eaux usées à traiter...

Cette ville nouvelle sera source de nuisances importantes pour les locaux, nuisances sonores, surcharge routière... pour un village de moins de 200 habitants !

Par ailleurs, cette ville nouvelle sera une ville de résidences secondaires, fermées une bonne partie de l'année, à l'image des résidences secondaires du littoral de la Côte d'Opale dont les volets sont fermés 8 mois sur 12.

Pour tous ces motifs, et plus spécialement au nom de la sobriété foncière, ce projet est démesuré et inadapté à ce territoire rural. Le GDEAM-62 s'y oppose en l'état.

Mariette Vanbrugghe Présidente

1 document associé (mis en annexe2)

contribution_100_Web_1.pdf

Contribution n°101 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 18h00

Non au camping à colline beaumont projet démesuré

Contribution n°102 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 18h13

Je m'oppose au futur projet de terrain de camping. Déjà ma deuxième opposition contre ce projet. Toutes les nuisances sonores, transit de voitures, ... que ça va engendrer. Nous sommes les anciens de Colline et nous voulons rester au calme !

Contribution n°103 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 13 mai 2025 à 18h43

Toujours contre des projets comme tropicalia ou autre. Mais contre les HLM pour amener les racailles ou autre il y a personne contre. Je suis pour ce projet. Votre raison de contre c est la jalousie de la réussite des autres. Ça va créer des emplois à l' année pour l entretien etc et au des emplois saisonniers pour des jeunes qui veulent travailler.

5.2. Courrier déposé

GROUPEMENT DE
DEFENSE
DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'ARRONDISSEMENT
DE MONTREUIL-SUR-MER
ET DU 62

Adresse des locaux : 1, rue de l'église 62170 Attin
Tél. et tél[e] : 03 21 06 50 73
Siège social : Mairie de Montreuil
gdeam.asso@wanadoo.fr

Le 13 mai 2025

La présidente du GDEAM-62

Participation à la consultation préalable
Projet de camping de Colline-Beaumont

Le GDEAM-62 est une association Loi 1901 qui dispose de l'agrément préfectoral départemental.
L'association s'exprime au nom de ses 370 adhérents individuels et de 4 associations adhérentes ce qui totalise plus de 500 personnes.

Si le principe d'un projet de camping de luxe tel que celui de Colline-Beaumont est prévu au SCOT de 2013, les années ont passé et l'approche de la consommation d'espace rural, en particulier, a radicalement changé.
La loi "Climat et résilience" de 2021 a pris en compte la nécessité de mettre un grand coup de frein radical à la consommation d'espace de nature comme d'espace agricole. Elle a mis à l'ordre du jour de façon impérative la sobriété foncière .
Or que nous annonce le projet de camping de Colline-Beaumont ? La consommation de 17 hectares de terres agricoles pour 500 habitats légers susceptibles d'accueillir 2000 personnes. Cela représente près de 350 m2 par résidence, tous services confondus. On est loin de la sobriété foncière pour ce terrain de camping !

L'habillage paysager avec plantations ne saurait compenser la consommation de 17 hectares de terres agricoles. Quand bien même ces terres seraient-elles exploitées aujourd'hui dans un contexte intensif, elles n'en sont pas moins des terres agricoles, peut-être exploitées à l'avenir dans un autre système. La perte de la fonction de terres agricoles est bien une réduction de la capacité des terres locales à nous nourrir.

Par ailleurs, créer de toutes pièces un hébergement pour 2000 personnes, c'est créer littéralement une ville nouvelle à l'échelle du territoire. A titre d'exemple, la

ville voisine de Montreuil-sur-mer ne totalise pas 2000 habitants ! Elle est pourtant sous-préfecture et offre de nombreux services au territoire : écoles maternelles, primaires, collèges, lycées, cinéma, théâtre, musée, commerces, centre des impôts…

Quels services au territoire environnant, la ville nouvelle du camping de Colline-Beaumont offrira-t-elle ? On cherche désespérément…
En revanche, cette ville nouvelle sera source de charges pour la collectivité : consommation d'eau à hauteur de celle de la ville de Montreuil en été, production de déchets à traiter, production d'eaux usées à traiter…

Cette ville nouvelle sera source de nuisances importantes pour les locaux, nuisances sonores, surcharge routière… pour un village de moins de 200 habitants !
Par ailleurs, cette ville nouvelle sera une ville de résidences secondaires, fermées une bonne partie de l'année, à l'image des résidences secondaires du littoral de la Côte d'Opale dont les volets sont fermés 8 mois sur 12.

Pour tous ces motifs, et plus spécialement au nom de la sobriété foncière, ce projet est démesuré et inadapté à ce territoire rural. Le GDEAM-62 s'y oppose en l'état.

Mariette Vanbrugghe
Présidente